
3 1761 04114 2985

HENRI

DE VALOIS

PARIS. — IMPRIMERIE DE E. MARTINET, RUE MIGNON, 2.

HENRI

DE VALOIS

ET

LA POLOGNE EN 1572

PAR

LE MARQUIS DE NOAILLES

TOME TROISIÈME

DOCUMENTS ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

PARIS

MICHEL LÉVY FRÈRES, LIBRAIRES ÉDITEURS

RUE VIVIENNE, 2 BIS, ET BOULEVARD DES ITALIENS, 15

A LA LIBRAIRIE NOUVELLE

—

1867

Les documents réunis ici sont une partie de ceux qui ont servi à écrire *Henri de Valois et la Pologne en* 1572. Leur ensemble ne sera pas, on l'espère, sans quelque valeur pour les personnes que l'histoire de l'ancienne République intéresse plus particulièrement; en même temps, ils offriront le moyen de contrôler les deux volumes qui les précèdent. A très-peu d'exceptions près, tous sont inédits. Ils proviennent de sources diverses : les uns, de la Bibliothèque impériale et des bibliothèques publiques de Paris; les autres, de collections particulières. L'autorisation gracieusement accordée par le général Blondel, et l'accueil si hospitalier de M. Camille Rousset, ont permis de mettre à contribution les archives du Dépôt de la Guerre, où le hasard de nos révolutions a jeté quelques volumes d'une curieuse correspondance diplomatique sur l'élection du duc d'Anjou. M. Armand Baschet, qui possède dans ses cartons tous les secrets de la diplomatie vénitienne, les a très-aimablement ouverts et a fourni les renseignements d'un témoin oculaire

*

et désintéressé, l'ambassadeur Lippomano, envoyé à Cracovie pour assister aux fêtes du couronnement.

Pour ce qui a trait plus directement à la Pologne et aux événements intérieurs de l'interrègne, presque toutes les pièces publiées dans ce volume proviennent de sources polonaises. Comment exprimer ici au prince Ladislas Czartoryski les sentiments d'une reconnaissance qui ne peut égaler sa courtoisie? Avec une générosité sans pareille, il a permis qu'on puisât à pleines mains dans sa bibliothèque et qu'on fît de nombreux emprunts à la précieuse collection qu'il possède, intitulée *Teka Naruszewicza*. En raison de son importance, cette collection, l'une des plus complètes dans son genre, mérite une mention toute spéciale. Elle a été formée vers la fin du siècle dernier par les ordres du roi Stanislas Auguste, qui confia à celui dont elle porte le nom, Adam Naruszewicz, évêque historien et poëte, la mission de recueillir tous les documents concernant l'histoire de la Pologne. Les archives du royaume et du grand-duché furent soigneusement explorées par l'historiographe du roi, qui compléta ses recherches dans un voyage scientifique en France, en Allemagne et en Italie. Les portes de la bibliothèque du Vatican furent ouvertes au studieux évêque, et il put ainsi réunir près de trois cents volumes in-folio de pièces rares et inédites. Mais ce n'est pas seulement par sa valeur historique de premier ordre que cette collection appelle l'intérêt ; elle est vénérable à d'autres titres. Seule probablement

de toutes celles qui existent, elle a une histoire militaire et a essuyé le feu de l'ennemi. Devenue en 1813 la propriété du prince Adam Czartoryski, elle avait été recueillie sous les voûtes du palais de Pulawy, dont Delille a chanté les jardins. En 1831 éclate la révolution de Pologne. Par les ordres de l'empereur Nicolas, un corps de l'armée russe vient investir le château des Czartoryski pour en ravir les collections et les transporter immédiatement à Pétersbourg. Le pillage et l'enlèvement de la bibliothèque avaient déjà commencé. L'armée polonaise vole au secours de ces richesses nationales : Pulawy est dégagé ; la bibliothèque est jetée à la hâte sur des barques pour être transportée par la Vistule en Galicie. A son passage, elle est assaillie par un corps de Cosaques et reçoit une dernière décharge dont les vieux manuscrits portent les traces.

Ils reposent actuellement dans l'île Saint-Louis, à l'abri de tout danger, entre les deux bras de la Seine. C'est là qu'il nous a été donné de les étudier. Puissent ces mêmes mains, dont la piété filiale les a recueillis avec amour, les ramener triomphalement un jour dans leur patrie.

I

PLEINS POUVOIRS
ET INSTRUCTIONS

DES AMBASSADEURS ENVOYÉS EN POLOGNE

POUR L'ÉLECTION DU DUC D'ANJOU

POUVOIR DONNÉ PAR LE DUC D'ANJOU A JEAN DE MONTLUC, ÉVÊQUE DE VALENCE, ALLANT EN POLOGNE[1].

Bibliothèque royale, section des manuscrits, fonds Baluze.
10,339/a, fol. 27. — Fontanieu, 327-328.

Henri, duc d'Anjou et de Bourbonnais, fils et frère de Roi, à notre très-cher et féal le sieur de Montluc, évêque et comte de Valence, conseiller du Roi, notre très-honoré seigneur et frère, en son conseil privé, salut et dilection.

Comme pour la grande estime que nous faisons et avons toujours faite de la nation polonaise, et des grands dons et grâces dont elle est douée de Dieu, nous lui avons toujours porté une singulière affection et eu un infini désir d'avoir quelque part et bon lien avec icelle pour espérer que ce serait chose qui redonderait au commun bien et contentement de nous et de ladite nation, de quoi l'occasion se peut aujourd'hui présenter en la mort intervenue du feu roi Sigismond de bonne mémoire qui commandait audit pays, savoir vous faisons que nous confiant de vos grands sens, vertus et fidélité, vous avons commis, ordonné et député, commettons, ordonnons et députons pour proposer et assurer de notre part aux états, archevêques, évêques, palatins, barons, castellans et autres dudit pays de Pologne les choses contenues ès instructions qui vous ont été baillées, et outre de promettre pour et en notre nom que si Dieu nous fait tant de grâce que de parvenir à la couronne dudit royaume de Pologne, ainsi que nous y avons une grande affection, nous garderons et ferons garder inviolablement les lois, statuts et ordonnances anciennes d'icelui royaume, sans les altérer, changer ni violer en quelque sorte que ce soit, sinon en tant que par le commun consentement desdits états il fût avisé pour le bien dudit royaume d'en faire de nouvelles, immuer aucunes desdites anciennes, et que, outre ce, nous maintiendrons les états dudit pays, à savoir, de l'Église, de la noblesse et de tous les autres, en leurs anciens priviléges, franchises et immunités, pour vivre

1. Publié dans la *Revue rétrospective*, t. IV, p. 39.

selon iceux sans aucune contradiction; et davantage nous ferons distribuer les charges, états, gouvernemens, honneurs, dignités et bienfaits à gentilshommes et autres personnes originaires dudit pays, promettant en foi et parole de prince d'avoir agréable, tenir ferme et stable tout ce que vous promettrez et ferez pour nous, en notre nom, en ce regard, envers lesdits états et toute la nation polonaise, le mettre à effet et exécution de point en point, sans jamais aller ni venir au contraire.

Pour témoignage de quoi nous avons signé ces présentes de notre main, et à icelles fait mettre et apposer notre scel.

1er septembre, 1572.

INSTRUCTION A JEAN DE MONTLUC ET AU SIEUR DE MALLOC, CONSEILLER AU PARLEMENT DE GRENOBLE, AMBASSADEURS EN POLOGNE[1].

Bibliothèque royale, section des manuscrits, fonds Baluze, 10,339, fol. 21.— Fontanieu, 327-328.

Le sieur de Montluc, évêque et comte de Valence, conseiller du Roi en son conseil privé, partant d'auprès de Sa Majesté, a eu assez ample mémoire et instruction, tant pour lui que pour le sieur de Malloc, conseiller en la cour du parlement de Grenoble, de ce qu'ils auront à proposer et dire en Pologne pour promouvoir l'élection du Roi dudit pays en la personne de monseigneur le duc d'Anjou et de Bourbonnais. Toutefois étant arrivé dudit pays depuis peu de jours en çà, le sieur Jean Krassowsky, bien informé de plusieurs choses qui peuvent servir en cette affaire, sadite Majesté a estimé devoir envoyer de nouveau audit sieur de Valence cette présente instruction, qui est par l'avis et suivant celle que le palatin du pays de Sandomirie a donnée audit Krassowsky.

Pour le premier point de laquelle, le sieur de Valence se souviendra de proposer sagement aux états dudit pays de Pologne les grands biens, profits, commodités et utilités que peuvent recevoir le royaume et sujets d'icelui en élisant mondit seigneur pour leur roi, dont il a beaucoup de bons points en sa première instruction, lesquels il saura bien étendre de

1. Publiée dans la *Revue rétrospective*, t. IV, p. 41.

toutes autres sages et prudentes persuasions qui pourront servir à cet effet, selon le jugement qu'il fera des personnes à qui il aura à faire ; désirant sadite Majesté, que, puisque ledit palatin s'offre de faire tous bons offices en cette affaire (ainsi que plus amplement il le pourra connaître par le propre original de son instruction que lui porte Krassowsky), il lui communique quand il sera arrivé au pays, soit par lettres ou autrement, ainsi qu'il se trouvera être à faire pour le mieux, les mémoires et les propositions qu'il veut faire aux états dudit pays, pour prendre par ensemble un bon conseil de la façon que ce négoce se devra conduire et porter.

Ledit sieur de Valence a en l'autre instruction quatre bons et forts argumens pour montrer combien l'élection de Monseigneur doit être utile au pays, et ceux des états se doivent plus promettre de lui étant leur roi que de nul autre, à cause, premièrement, de la grande et illustre maison dont il est issu, la sagesse et expérience qui est en lui pour gouverner un État, dont il a fait assez de preuves au maniement des affaires de ce royaume, l'expérience aussi qu'il a aux affaires de la guerre, et pour la quatrième la grande réputation que par ses faits généreux il a acquise envers les nations étrangères.

A quoi il se pourra encore ajouter cette particularité que la nation polonaise étant pleine de grande douceur et de générosité, et aimant la justice comme elle fait, elle ne peut tomber sous le gouvernement de prince qui d'inclination naturelle ait les mœurs et conditions si approchantes et convenables aux siennes que les a mondit seigneur. Car si d'un côté il est plein de douceur et de bénignité, comme son visage et façons de faire le font assez connaître tel pour cela, et s'est assez rendu bien voulu et aimé d'un chacun, pour la façon gracieuse avec laquelle il sait bien commander, de l'autre côté l'on voit sa générosité et son vertueux courage aux grandes et hautes entreprises, et le cœur lui croître et hausser quand il faut conduire et mener au combat les grandes armées, ainsi qu'il l'a bien montré par les belles et heureuses victoires dont il a acquis autant de gloire que fit jamais autre prince de son âge.

Se pouvant bien dire aussi en vérité que s'il y a quelque convenance et conformité de mœurs entre aucunes nations du monde, elle se trouvera plutôt entre la nation française et la polonaise que nulles autres, étant toutes deux pleines de grande humanité et douce conversation.

Et doivent être assurés les Polonais que étant parvenu Monseigneur à la couronne du susdit royaume, il n'oubliera rien de son devoir et de sa grande prudence pour maintenir leur royaume en bonne paix avec tous

ses voisins, même avec le Turc, en quoi Sa Majesté interviendra et s'emploiera toujours volontiers de sa part de tous ses moyens, pour concilier une bonne amitié entre les pays dudit Turc et ledit royaume de Pologne ; étant laissé à penser si pour l'amitié qu'il porte à cette couronne l'intervention de Sa Majesté n'aura pas grand effet envers lui, et ne sera pas pour produire en ce regard chose qui tourne au bien et utilité dudit royaume de Pologne.

Ledit sieur de Valence et le conseiller Malloc assureront aussi de la part de sadite Majesté aux états dudit pays qu'elle s'emploiera volontiers, en cas qu'ils le requerront, à remettre la Valachie sous la domination dudit royaume, ainsi qu'elle était anciennement, ne voulant à cette fin épargner moyen qui soit en sa puissance, soit qu'il la faille réduire par amiable composition ou par la force. Assureront aussi de même que en cas que ceux du royaume de Pologne tombassent en guerre à l'encontre de quelque ennemi que ce soit, ou par invasion que l'on y voudrait faire, ou pour vouloir entreprendre sur aucuns desdits ennemis, et fût-ce contre le Turc, sadite Majesté les secourra de ses forces et d'argent : ayant bonne espérance que quand l'on verra sesdites forces jointes avec celles dudit royaume de Pologne, elles apporteront telle terreur et crainte d'entreprendre aux ennemis dudit royaume, qu'il en demeurera en un plus assuré repos et tranquillité, et se pourra beaucoup mieux maintenir, soit en paix, soit en guerre, sans que le Moscovite, ancien ennemi dudit royaume, ait plus de moyen d'y faire aucune entreprise.

Se pourra aussi remontrer que par le moyen et confédération indissoluble que l'on prétend faire entre les susdits deux royaumes de France et de Pologne, la mer sera libre à la dévotion de l'une et l'autre nation, étant leurs forces jointes ensemble et aussi celles de leurs amis et alliés, car il est bien à espérer que l'Empereur et les princes de la Germanie voudront toujours demeurer en leur amitié, et en tout événement lesdits deux royaumes ainsi joints n'auront point crainte de ceux qui ne voudront leur demeurer communs amis.

Lesdits sieurs de Valence et conseiller Malloc remontreront que, encore que mondit seigneur n'ait à cette heure le titre de roi, si est-ce qu'il tient de grandes terres et biens, étant duc de trois duchés, à savoir d'Anjou, Bourbonnais et Auvergne, et comte des comtés de Quercy, Rouergue, Forest et Montfort l'Amaury, avec plusieurs autres grandes terres et seigneuries, au dedans desquelles il y a plusieurs évêchés, abbayes, et autres bénéfices en grand nombre, beaucoup de comtes, barons, seigneurs

et autres gentilshommes, ses vassaux, et bien trente ou quarante bonnes grosses villes, sans les autres petits bourgs et bourgades qui sont en grande quantité ; lesquels duchés, comtés, terres, sont tous de la valeur de trois cent mille écus en revenu ordinaire pour le moins, sans les deniers casuels et extraordinaires, desquels il peut exercer sa libéralité envers les gentilshommes et autres personnes qu'il lui plaît, ou satisfaire à ses autres dépenses extraordinaires ; outre cela, il a de grandes libéralités de sadite Majesté qui ne se peuvent dire, desquelles elle use envers lui sans nombre, à cause de la grande et fraternelle amitié qu'elle lui porte et du grand pouvoir qu'elle lui a donné par tout son royaume.

Lesdits sieurs de Valence et Malloc feront entendre auxdits des états quel est l'âge de Monseigneur, qui est de vingt-deux ans ; comme il n'a jamais été marié et s'offre de prendre femme, soit dedans ou dehors le royaume de Pologne, de tel sang et parentage qu'ils aviseront être du mieux pour le bien dudit royaume, ou bien l'infante, sœur dudit défunt roi, selon que eux-mêmes connaîtront bon être.

Et promettront, tant pour Sa Majesté que au nom de mondit seigneur, qu'il régira et gouvernera ledit royaume avec toute clémence, équité, justice, selon les lois, libertés et constitutions anciennes dudit royaume, ou celles qui seront renouvelées pour la nécessité ou amendement d'icelui par le consentement desdits états, lesquelles il aura toujours très-agréables et confirmera avec tel contentement de la nation qu'elle ne se pourra jamais repentir ni plaindre d'avoir élu un tel roi qui ne changera rien aussi au fait de leur religion, mais la laissera au même état où elle est à présent.

Lesdits sieurs de Valence et Malloc, selon ce qu'ils pourront découvrir et apprendre de la diversité des humeurs des palatins qui ont voix et suffrage en ladite élection, avec lesquels ils auront à parler et négocier pour ce fait, regarderont à user de diverses persuasions à l'endroit des uns et des autres, afin de proposer à chacun en particulier celles qu'ils connaîtront qui pourront plus servir à les émouvoir et disposer d'entendre à cette dite élection.

Laquelle s'effectuant, ils pourront assurer iceux palatins et ceux desdits états que mondit seigneur s'y acheminera incontinent après et le plus tôt que faire se pourra.

6 septembre, 1572.

LITERÆ A CHRISTIANISSIMO GALLIARUM REGE ET ITEM AB ILL. ANDIUM DUCE FRATRE SUO AD ORDINES REGNI POLONIÆ SUB VARSAVIAM, AD COMITIA REGNI GENERALIA ELECTIONIS CUM INFRASCRIPTA LEGATIONE ALLATÆ.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski, 364.

Reverendissimi et Illustrissimi Domini, Vosque Excellentissimi et Magnificentissimi Domini, Palatini et Castellani, Vos item Clarissimi et Nobilissimi Nobiles et Equites Poloni,

Cum intelleximus strenuissimum Regem vestrum Sigismundum de vita decessisse, id permoleste tulimus, et propter necessitudinem quæ omnibus regibus mutuo intercedit cum a Deo ad idem munus et dignitatis gradum sint evecti, et quod prolem non reliquisset eaque de causa extincta esset ea familia quæ adeo feliciter et prudenter jam multis ætatibus regnavit, et vos fortiter ab exteris defendit et domi a seditione et discordia liberos ac solutos conservavit; his de causis et propter veterem amicitiam quæ a multis sæculis inter hæc duo regna intercessit, nobis visum est consentaneum esse ut vobis hunc nostrum dolorem testaremur, simulque offerremus fratrem nostrum ducem andegavensem, nobis et arctissima sanguinis conjunctione et merito suo charissimum, quem experti sumus in nostris maximis periculosissimisque negotiis aptissimum qui hoc onus regnandi sustineat, cum et prudenti suo consilio et animi magnitudine plures magnasque victorias nobis peperit quibus ancipites admodum et nefariæ seditiones in hoc regno ab eo tempestive oppressæ sunt et est nobis ac subditis nostris quæsita securitas. Eum intelligetis a Deo donatum magnis et animi et corporis dotibus, quæ crevere optima disciplina usuque honestarum actionum et paululum ex ætate progressu, cum eam prudentia præcurreret, administratione, procuratione ac gubernatione plurimorum et gravissimorum belli et pacis negotiorum. Ea ipse magna nostra cum felicitate et totius regni nostri conservatione omniumque commendatione atque laude confecit. Ideo tam certis et illustribus documentis vere polliceri possum vos in eo deligendo fidei et religioni vestræ pietatique erga patriam, publicis et privatis totius regni subditorum commodis cumulate satis facturos, quod pro vestra egregia prudentia facile existimare poteritis. Ad superiora

quoque accedit, quod habet etiam satis amplas facultates ad sustinendam partem sumptuum quos splendor et regia amplitudo requirit, ut pari oneri multæ utilitati sit futurus. Nam si vi et numinis divini afflatu induceremini ad eum in regem vestrum deligendum, simul et arctiori amicitiæ vinculo, magno utriusque commodo, constringerentur hæc duo regna et ille secum ad vos apportaret hujus nostri amplitudinem atque copias, quibus pro vestro arbitrio ad conservationem et amplificationem vestri imperii uteremini. Itaque quemadmodum meritis et virtutibus cumulatum eum agnoscimus, ita et cupimus electionis vestræ testimonio (quod amplissimum existimamus) eum ipsum decorari et ornari, simulque hac ratione eum nancisci occasionem ut vobiscum et vestro auxilio magnos (quos desideramus et speramus) fructus proferat, si ad illud regnum pervenerit in quo sunt res omnium aptissimæ, vel propter multitudinem hominum animorumque fortitudinem atque robur, vel propter loci opportunitatem atque naturam, ad christianæ ditionis atque gloriæ terminos propagandos. Quo vobis autem notus fiat conceptus a nobis dolor ex obitu dicti Ser. Regis vestri, simulque proponatur honestum desiderium nostrum ut charissimus frater dux andegavensis a vobis in regem coopletur, visum nobis est nos ad vos mittere non posse virum prudentiorem et rerum gerendarum usu peritiorem vobisque magis probatum quam episcopum Valentiæ, interioris nostri consilii ex multis annis consiliarium et qui a majestate regis patris nostri colendissimi alias missus est orator et internuntius ad dictum Ser. Sigismundum, quique ex eo tempore semper ostendit peculiarem quandam erga vos animi propensionem. Quapropter a vobis petimus ut omnibus in rebus quas nostro nomine ille ad vos perferet, eandem illi fidem habeatis quam nobis ipsis haberetis, si coram vos alloqueremur. Bene valete.

Scriptum Lutetiæ Parisiorum, die 15 mens. Aug. 1572.

CAROLUS.

BRULART.

LETTRE DE CRÉANCE DONNÉE A M. L'ABBÉ DE L'ISLE, ENVOYÉ AMBASSADEUR EN POLOGNE.

Archives du château de Maintenon.

A NOS TRÈS CHERS ET GRANDS AMYS, ALLIÉS ET CONFÉDÉRÉS, LES GRANDS ET ESTATS DU ROYAULME DE POLOIGNE.

Très chers et grands amys, alliés et confédérés,

Ressentant en nous une juste doleur, ennuy et fascherie de la mort du feu Roy de Poloigne, nostre bon frère, nous avons voulu en tesmoignage du regret que nous en avons depputer le S^r de l'Isle, maistre des Requestes ordinaire de nostre hostel, gentilhomme et personaige qui nous est pour sa grande vertu et fidélité singulièrement recommandé, pour aller se condoloir avec vous de nostre part d'une telle perte, vous remonstrer sur ceste mutation plusieurs choses non moins utiles et profitables au bien général dudict Royaulme que d'iceluy de toute la Crestieneté. En quoy nous vous prions autant affectieusement qu'il nous est possible de le vouloir benignement ouyr, et lui adjouster la mesme foy que fairiez à nostre propre personne, et sur ce nous supplions le Créateur,

Très chers et grands amys, alliés et confédérés, qu'il vous ait en sa très saincte et digne garde.

Escrit à Paris ce quinziesme jour d'octobre, 1572.

Signé CHARLES.

Pour le Roy :

BRULART.

LETTRE DE CRÉANCE DU ROY A LA PRINCESSE DE POLOGNE, EN FAVEUR DE L'ABBÉ DE L'ISLE SON AMBASSADEUR.

Archives historiques du Dépôt de la guerre. Dépêches et mémoires des ambassades de François et de Gilles de Noailles à Constantinople et en Pologne, vol. IV, p. 395.

Ma cousine, comme je cognois bien la mort du feu Roy de Poloigne, mon bon frère, n'estre pas seulement dommageable à tout le royaulme,

mais aussy à toute la Chrestienté, aussy n'ay-je peu que je n'en aye ressenty pour ma part ung extresme ennuy et fascherie. Qui est cause que j'ay voulu envoyer par delà le S^r de l'Isle, mon conseiller et maistre des Requestes ordinaire, pour s'en condoloir avec vous de ma part, vous remonstrer et aux estats dudict pays aulcunes choses qui y peuvent apporter grand bien, proffict et utilité sur ceste mutation, comme au reste de la Chrestienté. En quoy je vous prie que pour vostre part, vous le veuillez begnignement ouyr et luy adjouster la mesme foy que feriez à nostre propre personne. Et sur ce je supplie le Créateur, ma cousine, qu'il vous ait en sa sainte et digne garde. Escript à Paris, le XVe jour d'octobre, 1572; ainsy signé : Vostre bon cousin Charles, et plus bas Brulart.

LETTRE DE CRÉANCE DE LA REINE CATHERINE DE MÉDICIS A LA PRINCESSE DE POLOGNE.

Archives hist. du Dépôt de la guerre. Dépêches, etc., vol. IV, p. 395.

Ma sœur, le S^r de l'Isle, conseiller et maistre des Requestes ordinaire de l'hostel du Roy, Monsieur mon filz, est dépesché pour vous remonstrer et faire entendre aulcunes choses de sa part, comme aussi aux estats du royaulme de Poloigne, en quoy je vous prie l'ouyr benignement, et semblablement de ce qu'il vous dira de la mienne et lui adjouter foy ainsy que feriez à ma propre personne. Et sur ce, etc.

Escript à Paris le XVe jour d'octobre, 1572.

PLEIN POUVOIR DONNÉ PAR LE ROI CHARLES IX A L'ABBÉ DE L'ISLE.

Archives du château de Maintenon.

CHARLES, PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE,

A nostre amé et féal le Sr de Noailles, l'abbé d'Isle, nostre conseiller

et maistre des Requestes ordinaire de nostre hostel, salut. Ayant esté naguerres advertys qu'il a pleu à Dieu appeller à soy très hault, très excellent et très puissant prince, nostre très cher et très aimé bon frère et cousin le Roy de Poloigne, lequel seroit décédé sans enfants, au moyen de quoy, par les anciennes coustumes dudict royaulme en tel cas inviolablement observées, le droit d'eslisre le futur Roy appartient à certains prélats, palatins, barons, et aultres grands personaiges des estatz dudict pays, lesquelz à ceste fin se doivent assembler au temps et lieu préfix et là procéder à ladicte élection selon la forme et statut dudict pays; nous avons estimé en ceste occasion ne pouvoir rendre meilleur tesmoignage à toute la nation polonoise de la bonne inclination que nous avons vers elle, et de nostre desir de la félicité et prospérité dudict royaulme, que de leur proposer ung subject le plus digne, propre et capable de la couronne et dignité royalle qui se pourroit choysir ny eslire à royalle sublimité, à sçavoir nostre très cher et très aimé frère, le duc d'Anjou, de Bourbonnois et d'Auvergne, conte de la Marche, Quercy, Rouergues, Forestz et Montfort l'Amaury, nostre lieutenant général, représentant nostre personne par tous nos royaulme et pays de nostre obéissance, non seulement pour les très excellentes qualités et vertus dont il a pleu à Dieu le douer, mais pour la conjonction et fraternelle amityé qui est entre nous deux, dont aussi adviendroit que cestuy nostre royaulme et celuy de Poloigne seroient conjoinctz et unitz d'ung si fort lien de confédération d'alliance et amityé, qui estant chacun d'eux par soy grand et puissant se pourroyent lors dire invincibles; mesmement que les deux nations françoise et poloignoise ont naturelle conformité de mœurs, de....., et plusieurs aultres qualités, d'où procède et se nourrist entre les hommes mutuelles benivolences et amityés. A ceste cause nous vous avons donné et donnons par ces présentes, signées de nostre main, nostre ample pouvoir de promectre pour nous et en nostre nom que, parvenant à la couronne dudict royaulme de Poloigne nostre dict frère, nous embrasserons de nostre part tout ce qui concernera le bien et utilité des affaires dudict royaulme de mesme affection que du nostre propre, si bien que en cas qu'il y survienne guerre, nous le secourerons et fairons secourir de tous noz moyens et puissance, de sorte que tous les estatz dudict pays auront occasion de demeurer contens de nous et ung certain et asseuré tesmoignage de la grande affection que nous leur portons; prometans en foy et parolle de Roy d'avoir aggréable, tenir ferme et stable tout ce que vous prometerez en ceste affaire et de l'accomplir entièrement de nostre part sans en rien obmectre ny laisser en arrière, et

en tesmoignage de ce nous avons signé ces présentes de nostre propre main et à icelles fait mectre nostre scel.

Donné à Paris, le XVe jour d'octobre, l'an de grâce mil cinq cens soixante douze et de nostre règne le dousiesme.

CHARLES.

Pour le Roy :

BRULART.

PLEIN POUVOIR DONNÉ PAR LE DUC D'ANJOU A L'ABBÉ DE L'ISLE.

Archives du château de Maintenon.

Henry, fils et frère de Roy, duc d'Anjou, de Bourbonnois et d'Auvergne, conte de la Marche, Quercy, Rouergues, Forest et Montfort l'Amaury, lieutenant général pour le Roy nostre très honoré seigneur et frère, représentant sa personne par tous ses royaulme et pays de son obéissance, à nostre amé et féal le Sr de Noailles, conseiller et maistre des Requestes ordinaire de l'hostel du Roy nostre dict seigneur et frère, salut.

Comme pour la grande estime que nous faisons et avons toujours faite de la nation poloignoise et des grands dons et grâce dont elle est douée de Dieu, nous luy avons toujours porté une singulière et particulière affection et eu ung infini desir d'avoir quelque part et bon lien avec icelle, pour espérer que ce seroit chose qui redonderoit au commun bien et contentement de nous et de ladicte nation, de quoy l'occasion se peult aujourd'huy présenter en la mort intervenue du feu Roy Sigismond de bonne mémoire qui commandoit audict pays : sçavoir vous faisons que nous confiant en vos grands sens, vertus et fidélité, vous avons commis, ordonné et député, commettons, ordonnons et députons pour proposer et asseurer de nostre part aux estatz, archevêques, évesques, palatins, barons, castellans et autres dudict pays de Poloigne, les choses contenues en l'instruction qui vous a esté baillée ; et oultre ce, de promettre pour et en nostre nom que si Dieu nous faisoit tant de grâce que de parvenir à la couronne dudict royaulme de Poloigne, ainsi

que nous en avons une grande affection, nous garderons et fairons garder inviolablement les loix, statutz et ordonnances antiennes d'icelluy royaulme, sans les altérer, changer ny violer en quelque sorte que ce soit, sinon en tant que par le commun consentement desdictz estatz, il feust advisé pour le bien dudict royaulme d'en faire de nouvelles, immuer aucunes desdictes antiennes, et que oultre ce nous maintiendrons les estatz dudict pays, à sçavoir de l'Église, de la noblesse et tous les aultres en leurs antiens priviléges, franchises et immunités pour vivre selon iceulx sans aucune contradiction, et davantaige nous fairons distribuer les charges, estatz, gouvernemens, honneurs, dignités et bienfaictz à gentizhommes et aultres personnes originaires dudict pays, promectans en foy et parolle de prince d'avoir agréable, tenir ferme et stable tout ce que vous promecterez et fairez pour nous en nostre nom en ce regard envers lesdicts estatz et toute la nation poloignoise, et de le mectre à effect et exéqution de poinct en poinct sans jamais aller ne venir au contraire. Pour tesmoignage de quoy nous avons signé ces présentes de nostre propre main et à icelles faict mectre et apposer nostre scel.

Donné à Paris le XVe jour d'octobre, l'an de grâce mil cinq cens soixante et douze.

HENRY.

Pour Monseigneur filz et frère de Roy,

BRULART.

INSTRUCTIONS DU ROI CHARLES IX AU S^r DE L'ISLE, AMBASSADEUR EN POLOGNE.

Bibl. impér., Ms., fonds français, vol. 3258.

Le roi ayant eu avis sur le commencement du mois d'août dernier passé, de la mort du feu roi de Pologne, Sigismond, se résolut incontinent de dépêcher un gentilhomme polonais vers Madame la Princesse Anne sa sœur et les états dudit pays, pour leur faire entendre comme Sa Majesté, sur cette nouvelle de la mort dudit feu roi (qu'elle avait entendue avec grand regret, ennui et déplaisir), avait délibéré de dépêcher bientôt deux de ses conseillers d'État devers ladite Princesse et les

archevêques, évêques et palatins, chatelains, capitaines et gentilshommes dudit pays pour se condouloir de la perte d'un si sage et vertueux Prince, qui se pourrait dire véritablement commune à toute la chrétienté, pour consoler ladite Princesse de sa part, lui offrir tout l'aide, faveur et assistance de son bon et affectionné parent et ami, et auxdits seigneurs et états de Pologne tous offices d'amitié qui se peuvent espérer d'un roi qui est allié et confédéré avec ledit royaume. Et outre ce aurait chargé sesdits conseillers de leur proposer de la part de sadite Majesté aucunes choses qui pourraient beaucoup servir à conserver la grandeur, repos et tranquilité dudit royaume. Mais d'autant que lesdits ambassadeurs ne pourraient pas possible se rendre au pays de Pologne aussi promptement qu'il eût été requis pour y arriver avant l'élection faite d'un nouveau roi, elle avait voulu envoyer devant le susdit gentilhomme polonais pour prier de sa part la susdite Princesse et les états dudit pays de vouloir prolonger de quelques jours la susdite élection, afin qu'ils pussent arriver à temps.

Peu de jours après le partement dudit gentilhomme polonais fut dépêché par de là l'évêque et comte de Valence, conseiller au conseil privé de Sa Majesté, ayant charge de prendre avec lui en passant à Strasbourg le sieur de Malloc, conseiller à la cour du parlement de Grenoble, et leur fut baillé le mémoire et instruction semblable à celui que Sa Majesté a voulu être présentement baillé au sieur de l'Isle, qu'elle a voulu de nouveau dépêcher audit pays de Pologne par une autre voie que celle qu'a tenue ledit évêque de Valence à cause des empêchemens qu'elle a entendu lui avoir été donnés en son chemin, qui lui fait craindre qu'il ne puisse passer jusqu'audit pays, et que ce pendant l'occasion ne se perde de ce qu'il a à traiter et négocier de delà.

Donc ledit sieur de l'Isle fera entendre que Sa Majesté, ayant su à son grand regret que le feu roi de Pologne était mort, l'a dépêché vers l'Infante Madame la Princesse Anne et tous les seigneurs, tant ecclésiastiques que séculiers, dudit royaume, pour se condouloir de la perte dudit feu seigneur roi, et pour leur offrir tout support, faveur, aide et conseil comme bon parent, ami et confédéré que lui et ses prédécesseurs ont toujours été de ladite couronne.

Et d'autant que ledit seigneur roi est mort sans enfans et sans avoir laissé aucun mâle de sa race, il est à croire que lesdits seigneurs voudront élire pour leur roi quelque prince qui puisse épouser ladite Dame Princesse, et reconnaître en sa personne la bonne et heureuse mémoire des rois dont elle est issue et qui ont régné deux cents ans si heureuse-

ment que personne n'a pu rien entreprendre sur eux, au grand contentement, repos et tranquillité de tous leurs sujets.

En l'élection dudit prince ils voudront (comme il est vraisemblable) considérer quatre choses qui sont grandement nécessaires à un roi dudit pays :

Pour la première, il faut qu'il soit issu d'une grande et illustre maison qui réponde à la grandeur d'une si digne couronne.

Pour la seconde, qu'il soit sage et expérimenté pour savoir gouverner un si grand pays et de si grande étendue, conserver les lois et coutumes des sujets, et entretenir l'amitié des anciens amis et confédérés.

Pour la troisième, il faut qu'il soit expérimenté à manier le fait de la guerre, pour conserver ce que ses prédécesseurs ont si heureusement acquis; et comme cette considération a lieu en tous les royaumes qui veulent se conserver, l'on peut dire que ledit royaume de Pologne en a plus de besoin que tous les autres qu'on voudrait rechercher en quelque part que ce soit, d'autant qu'il est borné de toutes parts de nations grandes, puissantes et belliqueuses, qui pour la plupart sont ses ennemis, comme sont les Moscovites, les Turcs, les Hongrois et les Allemands; et qui plus est, il y a audit royaume un si grand nombre de noblesse et si accoutumée à la guerre, qu'il est nécessaire de lui bailler un chef pour la conduire soit pour assaillir, soit pour défendre.

Pour la quatrième, il faut que ledit prince soit de quelque grand nom parmi les autres nations, à ce que les voisins le craignant et l'estimant recherchent d'avoir son amitié.

Et ces quatre points concourent en la personne de Monseigneur frère du roi plus qu'en prince qui soit en la chrétienté : car, en premier lieu, la grandeur de la maison dont il est sorti a été entendue il y a mille ans par tout le monde.

Pour le second point, il a été nourri dès son enfance aux affaires de ce royaume et en temps si difficile qu'on peut dire avec vérité que, soit pour la paix, soit pour la guerre, il n'a rien moins d'expérience qu'aurait un prince qui aurait regné cinquante ans.

Pour le troisième point, Dieu a tant favorisé les armes en sa main, l'a rendu en son jeune âge si victorieux et l'a si bien doué de toutes choses nécessaires à un bon capitaine et chef de guerre, que les amis dudit royaume se tiendraient grandement heureux de l'avoir pour voisin, et les ennemis rechercheraient tous moyens de pouvoir vivre en amitié avec lui.

Pour le quatrième point, ledit seigneur sera tellement porté et favorisé,

tant par le roi et autres princes d'Allemagne et circonvoisins, que ledit royaume en pourrait espérer une grande paix, prospérité et sûreté pour toutes ses affaires ; et même le Turc, qui est celui qu'on doive le plus craindre et redouter, porte tel et si grand respect à cette couronne qu'il n'y a chose qu'il ne voulût faire pour la conserver et retenir en bonne paix et amitié.

Le roi donc désirant la prospérité dudit royaume leur fait offre de la personne de Monseigneur son frère pour épouser ladite Princesse et succéder aux rois dont elle est issue, et par même moyen leur offre toutes ses forces et tout ce que Dieu aura mis en sa main, en ce qu'il se pourra employer pour la conservation de la grandeur de ladite couronne.

S'obligera que sondit frère jurera de garder et conserver tous les anciens priviléges, libertés et coutumes dudit royaume.

Ledit sieur de l'Isle fera une oraison publique aux états en laquelle il amplifiera et enrichira les articles ci-dessus mentionnés. Mettra peine de découvrir l'humeur et la volonté d'un chacun des électeurs pour en gagner en particulier le plus de nombre qu'il pourra. Et pour autant que la Pologne est grandement éloignée de la France, remontrera que le roi est leur voisin comme s'il touchait à leurs frontières, puisqu'il a amitié, confédération et alliance avec les Princes d'Allemagne et aussi que les navires de ce royaume vont ordinairement à Dantzig qui est la première ville à l'entrée dudit royaume du côté de la mer.

Et encore que les points ci-dessus déduits semblent les principaux qui se peuvent proposer pour promouvoir l'élection de mondit seigneur selon le désir de Sa Majesté, si est-ce qu'étant arrivé du pays de Pologne depuis quelque temps en çà le sieur Jean Krassowski, bien informé de plusieurs choses qui peuvent grandement servir en ces affaires, sadite Majesté a voulu faire amplifier cette présente instruction d'aucuns articles qui seront ci-dessous déclarés par l'avis même et suivant celle qu'a envoyée de delà le palatin du pays de Sandomir, qui se montre très-affectionné à cette élection, et offre de faire tous bons offices pour l'avancer, désirant sadite Majesté, en cette considération, que ledit sieur de l'Isle s'enquière dudit palatin quand il sera arrivé au pays, pour lui faire bailler les lettres que sadite Majesté et Monseigneur lui écrivent, et communiquer avec lui (soit par lettres ou autrement, ainsi qu'il trouvera être à faire pour le mieux et conduire la chose plus secrètement) ses mémoires et propositions qu'il voudra faire aux états dudit pays, et prendre ensemble un bon avis et résolution de la façon qui sera bonne à tenir pour bien traiter ce négoce.

Donc aux quatre bons et forts argumens ci-dessus déduits, pour montrer combien l'élection de Monseigneur doit être utile et profitable au pays, et que ceux des états se doivent plus promettre de lui étant leur roi que de nul autre, ledit sieur de l'Isle pourra encore ajouter cette particularité, que la nation polonaise....

(Suit ici la reproduction des instructions de Montluc en date du 6 septembre ; ci-dessus, p. 5.)

S'il vient à propos que ledit sieur de l'Isle et l'évêque de Valence se rencontrent ensemble audit royaume de Pologne, Sa Majesté en sera bien fort aise pour l'espérance qu'elle a que tous deux sauront bien convenir et s'accorder par ensemble en la négociation de cette affaire pour la conduire à l'heureuse fin qu'elle désire.

Mais si ledit évêque de Valence ne se retrouve audit pays en même temps qu'y arrivera celui-ci sieur de l'Isle, il ne laissera de regarder à négocier et satisfaire au contenu du présent mémoire au mieux qu'il pourra.

Il lui est baillé deux mémoires, à savoir l'un de Sa Majesté et l'autre de Monseigneur, afin de donner plus d'autorité aux choses qu'il traitera et accordera avec lesdits Polonais en ce négoce ; et un autre pouvoi pour faire des promesses d'argent jusqu'à la somme de cinquante mill écus, pour plus aisément parvenir à l'intention de sadite Majesté, dont il usera sagement et selon qu'il se trouvera requis et raisonnable pour ne constituer point en dépense sadite Majesté sans bonne occasion, ainsi qu'elle s'en fie bien en lui.

Ledit sieur de l'Isle porte avec soi plusieurs lettres en blanc, pour les palatins et autres, qu'il fera remplir selon et ainsi qu'étant sur les lieux il connaîtra en avoir besoin.

Et s'il entendait certainement sur le chemin dudit pays de Pologne que l'élection d'un nouveau roi fût faite, il ne poursuivra point sondit chemin, mais s'en reviendra tout court, feignant d'être allé par delà pour son plaisir ou pour toute autre occasion qu'il pourra feindre à propos, toute contraire à celle qui s'offre présentement.

Sa Majesté estime que si l'évêque de Valence ne peut passer ou arriver assez à temps en Pologne, il pourra possible envoyer devant le conseiller Malloc, dont est faite mention ci-dessus, et désire que se retrouvant audit pays de Pologne au même temps que celui sieur de l'Isle, ils confèrent ensemble de ce négoce pour le traiter conjointement avec si bonne intelligence et dextérité, qu'il en puisse réussir le bon effet que désire sadite Majesté, voulant en ce cas sadite Majesté que ledit Malloc defère audit sieur de l'Isle comme audit évêque de Valence.

Et si ledit sieur de l'Isle étant avancé dedans le pays de Pologne entendait l'élection avoir été faite, il ne laissera d'aller saluer la Princesse et les états, et le roi élu, s'il est dedans le pays, pour se conjouir avec eux et remercier les palatins et autres qui ont offert leurs bons offices en cette affaire, mêmement celui de Sandomir.

Fait à Paris, le 14 octobre 1572.

CHARLES.

Pour le roi :

BRULART.

SOMMAIRE DES PRINCIPAUX ARTICLES CONTENUS EN L'INSTRUCTION DONNÉE PAR LE ROI A M. DE L'ISLE POUR DÉCLARER PAR SON ORAISON AUX POLONAIS AFIN DE LES INDUIRE A ÉLIRE POUR LEUR ROI MONSEIGNEUR SON FRÈRE LE DUC D'ANJOU.

Bibl. impér., fonds français, vol. 3258.

Premièrement, les quatre principales qualités requises en un prince pour être élu le roi, sont :

D'être d'une grande maison ; sage pour bien gouverner ; expérimenté au fait de la guerre ; de grand nom et réputation pour être en estime et craint aux autres nations ; lesquelles quatre qualités Sa Majesté dit être en sondit frère.

De plus que Sa Majesté s'obligera que mondit Seigneur entretiendra tous les anciens priviléges de leur royaume.

Le Sr Jehan Krassowsky, dit *Domine,* étant arrivé pardevers le roi, fut cause de faire augmenter l'instruction de ce qui s'ensuit :

Que ledit S^r de l'Isle s'adresse au palatin de Sandomir et communique avec lui privément, pour l'avoir connu affectionné au parti du roi.

Qu'il promette que mondit Sgr entretiendra l'amitié avec le Turc, lorsqu'il sera élu roi.

Que le roi s'emploiera avec le Turc de faire remettre la Valachie en l'obéissance de la Pologne, s'il en sera requis.

Que si l'on voudra assaillir ledit royaume, il le secourera de ses forces et d'argent contre quelque ennemi que ce soit et fût-ce contre le Turc.

Que le trafic de la mer de la France sera libre aux Polacques, pour l'amitié et alliance que l'on prétend faire de ces deux royaumes.

Que hors que mondit Sgr n'ait titre de roi, qu'il a plusieurs duchés et autres seigneuries valant trois cent mille écus de revenu, sans les deniers casuels et extraordinaires desquels il en peut disposer selon ses libéralités.

Que son âge est de vingt-deux ans.

Offre qu'il se mariera dedans ou dehors du royaume de Pologne, de tel sang et parenté qu'ils aviseront, ou bien à l'Infante, selon qu'eux mêmes connaîtront bon être.

Qu'il régira avec justice et clémence ledit royaume, selon les lois du royaume ou celles qui seront renouvelées pour la nécessité ou amendement d'icelluy par le consentement desdits états, et lesquelles il aura toutes agréables et confirmera.

Pour le fait de la religion, qu'il ne changera rien et la laissera au même état qu'elle est à présent.

Furent de plus baillés au S^r de l'Isle un pouvoir pour faire promesse de cinquante mille écus, afin de faciliter ladite élection ; et un autre de mondit Seigneur comme celui du roi.

Pareilles instructions et pouvoirs eut M. de Balagny que ledit S^r de l'Isle.

Autre pouvoir du roi à M. de Balagny du 21 décembre 1572, par lequel il dit : Qu'il promet qu'ayant élu roi son frère, il moyennera son possible avec le Turc, que le pouvoir de commettre les palatins en la Valachie demeure au roi de Pologne, comme il soulait être anciennement, à la charge de payer audit Turc les droits et tributs qui lui sont baillés jusqu'aujourd'hui, ce qu'il espére obtenir dudit Turc pour la bonne amitié qui existe entre eux.

Que mondit Sgr son frère incontinent qu'il sera venu à la couronne, il fera la guerre au Moscovite pour le recouvrement du pays qu'il occupe de la Lithuanie.

Et pour tel effet, et spécialement pour assaillir ou garder aucunes forteresses, il promet de se servir des quatre mille Gascons payés pour six mois à ses dépens.

Qu'il moyennera avec les rois de Danemark et de Suède que le trafic que font leursdits sujets en Moscovie se fera en son pays, moyennant que l'on délivre les mêmes marchandises à semblable prix et commodité que l'on fait en Moscovie.

Qu'étant élu, il fera armer un bon nombre de vaisseaux pour la conservation de la navigation et entretenement du trafic.

Qu'il moyennera avec le Grand Seigneur qu'il ne se mêlera du débat

qui est entre les Tartares et Polonais pour le différent de quelque tribut qu'ils demandent aux Polonais, ains les laissera faire à tous deux.

Qu'il enverra cent gentilshommes polaques des meilleures maisons pour nourrir en France et apprendre la langue et les lettres, et pour être baillés, payés et nourris en l'art militaire, tant à pied qu'à cheval.

Jurera d'entretenir les statuts du pays, sinon en cas qu'il fut estimé par les états du pays ainsi ne le devoir faire.

PROPOSITIONS FAITES PAR LES POLONAIS AU ROY AVANT L'ÉLECTION DU DUC D'ANJOU SON FRÈRE POUR LEUR ROY. (14 DÉCEMBRE 1572.)

Bibl. du Roy. Ms. de Colb., vol. 338, in-fol. M. R.

1. Qu'il se fera une confédération et alliance perpétuelle entre les deux royaulmes.

2. Que les alliances estant par delà seront entretenues et qu'ils jouiront de celles qui sont avec celuy de France, faisant paix perpétuelle avec le Turc.

3. Que pour la commodité de la navigation, on introduira mutuel trafique et commerce, et si besoing est pour la seureté d'iceulx qu'il s'entretiendra une armade.

4. Que la navigation de la Nerve (Narva) important grandement aux Polonois sera abolie avec l'aide des alliés Danois et Anglois.

5. Que le pays de Valachie sera réduit en la disposition des Polonois.

6. Que tout ce qui a esté occupé par le Moscovite sera récupéré tant en Lithuanie que Livonie, et pour ce faire seront entretenus quatre mil Guascons.

7. Que le duché d'Anjou demeurera héréditaire.

8. Que seront apportés à l'entrée deux millions d'or et puis consécutivement trois cent mil escus.

9. Que tous les frais qui se feront pendant l'interrègne pour la tuition des forteresses, qu'iceulx seront restitués.

10. Que seront entretenus cent gentilshommes tant èz lettres qu'à la discipline militaire.

11. Que l'académie et université de Cracovie sera restituée, y transportant hommes doctes et sçavans.

12. Qu'ils seront entretenus en leurs droits, priviléges et franchises.

13. Qu'on aura esguard aux vieux fidels et loyaux serviteurs, récompensant ceulx qui seront demeurés sans récompense.

D'avertir l'ambassadeur de ne s'accouster plus des ungs que des autres ; que s'il se fait mention du mariage de Madame, qu'il ny consente, et qu'il ne promette ou face aulcun présent.

Qu'il soit envoyé une lettre à Monseigneur l'ambassadeur estant en Turquie, qu'il face avec le Turc afin qu'il ne s'ingère de vouloir ou aider ou empescher l'élection de Monseigneur.

AMPLIATION DES POUVOIRS DONNÉS PAR HENRY A MONTLUC.

Bibl. imp., fonds français, 5806.

Henry, fils et frère de roy, duc d'Anjou, etc., à nostre très aimé et fidel l'évêque et comte de Valence, conseiller au conseil privé du roy nostre très honoré seigneur et frère, salut et dilection. Comme nous nous soyons avisé que au pouvoir que nous vous avons faict bailler cy devant pour proposer et promectre en nostre nom aux estats du pays de Pollongne aucunes choses, nous y en avons omis quelques unes principalles que nous désirons qu'ils entendent et saichent, et soit ainsi que pour ce faire nous n'en puissions donner la charge à personne qui s'en saiche mieux acquitter, ni de la fidélité duquel nous ayons plus d'assurance et confidence que de la vostre, sçavoir faisons que nous confiant entièrement en vos grands sens, vertus et intégrité, vous avons donné plein pouvoir et puissance de promectre et accorder aux estats dudit pays de Pollongne en nostre nom : Que quand il leur aura plu nous promouvoir à la dignité royale dudit pays, nous ferons tant avec l'ayde de l'intercession du roy, nostre très honoré seigneur et frère, que le Grand Seigneur accordera que l'autorité de commectre des palatins au pays de Valachie nous demeurera, comme elle souloit être antiennement aux roys de Pollongne, et ce moyennant que lesdits palatins ainsi par nous

commis payent à icelluy Grand Seigneur les mesmes droits et tributs qui luy sont payés aujourd'hui. Que incontinent que serons parvenu à la couronne dudit royaulme de Pollongne, ferons la guerre au Moscovite pour le recouvrement des pays qu'il occupe sur les confins de Lithuanie ; pour lequel effet et aussi pour assaillir ou défendre aucunes forteresses, nous prometons que le roy, nostre dit seigneur et frère, nous secourera de quatre mil harquebusiers gascons, payés pour six mois à ses dépens. Que nous estant parvenu à la ditte couronne, moyennerons avec l'ayde de nostre dit seigneur et frère envers les roys de Danemarck et de Suède, que le trafficq que font à présent leurs sujets à Moscou, se fera dorénavant en Pollongne, moyennant que l'on y délivre les mesmes marchandises et à semblables prix et commodités que l'on fait audit Moscou. Que nous estant roy de Pollongne, comme dessus est dit, ferons armer un bon nombre de vaisseaux pour la conservation de la navigation et entretenement du trafficq, affin que soyons aussi bien maîtres de la mer qui confine au royaulme, comme serons et dans le pays. Que estant parvenu à la ditte couronne, moyennerons avec l'intervention de nostre seigneur et frère envers ledit Grand Seigneur, qu'il ne s'entremesle en façon du monde du différent qui est entre les Polonais et les Tartars, mais de laisser faire aux parties. Qu'estant nous roy de Pollongne, enveyrons en France cent jeunes gentilshommes des meilleures maisons du pays pour y demeurer cinq ans, partie pour apprendre les lettres et la langue, partie pour estre donnés paiges à de grands seigneurs et estre dressés et nourris en l'art militaire, tant à pied que à cheval. Aussi jurerons d'observer inviolablement les lois, statuts, priviléges et libertés du pays sans les enfreindre, changer ni immuer en sorte du monde ; si non que par les estats du pays il fust estimé devoir ainsi faire. Toutes lesquelles choses dessus dittes, nous vous donnons plein pouvoir, puissance, autorité et commission de promectre et accorder en nostre nom aux estats dudit pays. Prometans en foy et parolle de prince de les accomplir de point en point, sans en rien obmectre. Pour foy et témoignage de quoy, etc.

Décembre, 1572.

EXPOSITIO LITERARUM REGIS CHRISTIANISSIMI AD ORDINES REGNI POLONIÆ.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bib. Zał., 364.

Charissimis et præcipuis amicis, affinibus et confederatis nostris, archiepiscopis, palatinis, castellanis et aliis dominis nobilibus, et Poloniæ Statibus.

Charissimi et præcipui amici, affines et confederati nostri,

Nobis visum est dominum de Lanssak, ex intimorum nobilium cubiculariorum nostrorum selectorum ordine, ad Vos legatum mittere, ut quædam ille in mandatis a Nobis data Vobis aperiret. Super quibus Vos ex tota mente precamur ut benevole eum audire velitis et illi fidem eandem adhibere quam et Nobis præsentibus adhiberetis. Deum optimum maximum oro, charissimi præcipui amici, affines et confederati nostri, ut Vos sacrosancto et dignissimo favore suo tueatur et conservet.

Datum Parisiis, XIII Januarii 1573.

Sic signatum : CAROLUS.

Et Secretarius : BRULART.

EXPOSITIO LITERARUM MAGNI DUCIS ANDIUM.

Magnificis dominis, archiepiscopis, episcopis, palatinis et aliis dominis nobilibus et Statibus Poloniæ.

Magnifici domini, cum legatum suum Rex dominus et frater meus ad Vos mitteret dominum de Lanssak, etiam ex nobilibus nostris cubiculariis intimum, dedi illi pariter in mandatis quædam ut ea Vobis nomine meo exponeret et offerret.

Itaque precor quam possum sincero affectu ut eum benigne audiatis, et eandem illi fidem adhibeatis quam et mihi adhiberetis, qui Deum precor optimum maximum ut Vos sancta et dignissima sua gratia protegat.

Datum Parisiis, XIII Januarii 1573.

Sic signatum :

Animo Vobis propensissimo amicus,

HENRICUS.

II

COPPIE D'UN LIVRE
QUE MONSEIGNEUR LE DUC DE NEUERS
A LAISSÉ AU ROY DE POLLONGNE,
A SON PARTEMENT DE CRACOUIE,
LE 20 AURIL 1574,
AUQUEL SONT CONTENUZ PARTIE DES MÉMOIRES
QU'IL A FAICTS EN DEUX MOIS
QU'IL A ESTÉ ARRESTÉ EN LADITE VILLE.

LETTRE DU DUC DE NEVERS AU ROI DE POLOGNE HENRI DE VALOIS [1].

SIRE,

Il me desplaict n'avoir peu vous servir mieulx de ce que j'ay faict, car mon intention n'a esté aultre au partyr de France, que de vous servir par de çà avec toute dilligence et fidellité sans avoir esgard à aulcune aultre chose, concernant tant mon profict que advantaige. Si donc je ne vous ay servy tant que je eusse bien désiré, je vous supplie ne vous en estonner, car en premier lieu ma santé ne me l'a permis, et d'ailleurs j'ay bien souvant estimé estre le meilleur de ne m'entremectre en beaucoup de choses, de peur de vous faire desplaisir ; qui a esté cause de me adonner surtout à m'enquérir au mieulx qu'il m'a esté possible en choses que je pensois qui vous feussent plus nécessaires, comme à bien faire aux bons et mal faire aux meschans, et comme devez gouverner vostre roiaulme. Aussi à l'augmentation de vostre domaisne j'ay beaucoup travaillé et de mesme au proffict de la guerre. Mais comme j'avois quasy oublié la langue latine, il m'estoit fort difficille de parler et entendre ceulx avec lesquels il me falloit traicter ordinairement, chose qui me rendoit bien empesché, comme aussi à pouvoir tirer d'eulx aulcune résolution de ce que je désirois, qui m'a faict estre beaucoup de fois si estourdy qu'il m'estoit advis que le chasteau tournoit ; ny pour cella j'ay désisté de faire tout ce que j'ay peu ordinairement, comme bien chacun qui passoit à toutes heures dans ma chambre le pourroit dire, qui m'ont trouvé toujours escripvant ; le tout, sire, pour le désire que avois de vous faire service, et non pas pour mon proffict, qui eust esté plus grand si je me feusse levé tard, disné de bonne heure, et après disner,

1. Le titre que nous avons donné à la page précédente est celui d'un volume manuscrit qui se trouve à la bibliothèque de l'Arsenal, Ms. français, hist. vol. 672. Ce volume contient une série de mémoires sur le gouvernement de la Pologne, son administration, ses finances, etc. Les uns sont dus au duc de Nevers lui-même ; les autres, comme il le dit dans sa lettre à Henri de Valois, lui ont été remis par différentes personnes du pays. Un grand désordre règne dans ces papiers et la lecture en est souvent fort difficile. Nous reproduisons ici ceux de ces mémoires qui nous ont paru avoir le plus d'intérêt.

jouer et m'en aller à l'esbat, sans me soucier que de mon proffict et santé, ce que j'ay tout oublié pour le désire de ne perdre une heure sans l'emploier à vostre service, comme je m'y estois dédié au partyr de France.

Si bien souvent je n'ay rien dict qui vaille, je vous supplie ne le trouver estrange, car estant despourveu de sens je ne pouvois dire si bien que d'aultres, et d'ailleurs je me suis veu embarassé de toutes parts comme une allouette bourrée par les holbreaulx, ce que j'ay supporté fort vollontiers quelquesfois, puisseque cella estoit de vostre vollonté, estant faict en vostre présence.

J'ay bien tasché d'exécuter vos commandemens au mieulx qu'il m'a esté possible et pense de n'avoir poinct failly à vous donner advis d'interrompre le sénat avant vostre couronnement, par le moien de la harangue qui feit divertir du tout la résolution que les meschans avoient prise de remectre vostre couronnement après Pasques pour avoir plus de loisir de vous brider ; pareillement je crois que vous n'avez pas esté mal servy en la protestation si belle que ont faicte tous les évesques, à laquelle ont adhéré plusieurs aultres sénateurs ; aussi à faire diviser les nonces terrestres, ainsi qu'ils ont esté par le moien des vingt nonces masovites, qui ne se sont jamais accordez avec les aultres et en fin n'ont faict ny plus ny moins que ce qu'il vous a pleu, comme aussi partie du pallatinat de Plosco ; et ores qu'on les menassa de tuer, jamais ne se sont retournez et sont demeurez fermes en leurs oppinions et promesses, qui a faict, sire, telle confusion parmi le sénat et nonces terrestres, que avez eu le fruict tel qu'avez désiré ; chose que quelques fois je doubtois que ne deussiez avoir, voiant que l'on vous avoit mis en opinion que ne pouviez jamais vous sauver de remectre les articles aux prochaines commices, ce qui m'a faict d'aulcunes fois perdre la modestie en mes parolles et vous supplier de tenir bon et faire telle résolution en ce faict icy, que feit le roy Sigismond Auguste en pareil cas ; et ay en tout tasché vous bien servir, ce qui m'a esté autant agréable, comme me deplaict de me voir réduict en ce voyaige en piteux estat de ma santé, me voiant quasy perdu si Dieu ne me faict revivre en ces bains, qui me contrainct d'y aller et de vous laisser avec regret de ne vous avoir faict service aussi agréable que d'aultres ont faict, et qui méritast que deussiez rendre tesmoignage en France de ma dilligence, mais j'estime cella à mon malheur et non à aultre chose.

Or, sire, il me desplaict n'avoir eu ma santé telle que j'eusse pu mectre par escript beaucoup des choses que j'ay seullement par petits mé-

moires et fragmens, de quoy j'estime eussiez peu tirer service en plusieures choses. Toutesfois ce que j'ay peu, je l'ay faict mectre par escript: qui est sur vostre domaisne; car d'icelluy j'en traictois fort librement avec ceulx que Vostre Majesté verra à l'intitulé de chacun mémoire, ce que je n'eusse voulu faire des choses d'Estat et bien secrètes, qui a esté cause que ne vous les ay pas adressées, à mon grand regret, car je pense que eussiez pris plaisir de voir plusieures choses concernant le faict de la guerre qui vous eussent pleu, entre aultres d'une milice ordinaire, qui est chose fort belle et profitable pour le roiaulme et spéciallement pour vous, mais bien malaisée à exécuter ; à quoy fauldroit user de telle dilligence que ceulx qui ne la vouldroient après y avoir pensé, soient ceulx qui la proposent et l'aydent à effectuer ; et n'en fault nullement parler que l'on ne la veuille exécuter et que l'on n'ait bien projecté plusieures circonstances qui sont fort nécessaires, car aultrement tout seroit en vain pensé et dict.

Semblablement j'ay quélques mémoires pour le gouvernement de l'Estat, mais tout brouillez ; car à mesure que je apprenois de l'un une chose ou que de moi mesme je m'en appercevois, je l'escripvois sur divers petits papiers, tellement que je me ferois grande peine à les amasser tous ; et m'a fallu tenir ce stille parce que je désirois surtout de m'informer le premier le plus dilligemment et plus particulièrement qu'il me seroit possible, ce que j'ay tasché de faire avec la plus grande haste du monde, et m'asseure qu'il n'en sera d'aultres qui en si peu de temps se sont si bien et dilligemmment enqueris des choses particullières de vostre Estat, comme j'ay faict, le tout pour le désire de m'employer pour vous servir.

Il vous plaira donque accepter en bonne part ce peu que j'ay faict, horsque ce soit rien qui vaille, et ne permectre que ce soit blasmé, comme est la coustume de faire aux esprits malins; ains avec vostre saige advis et jugement, estimer et croire que j'ay faict plus que mil petits secrétaires eussent voullu faire, estant malade comme j'estois.

Je vous ay, sire, déclaré que j'ay faict avec Monseigneur le Nonce et l'évesque de Cuyavie, qu'ils vous feront avoir un don de cent mil florins en tenant les synodes ; vray est qu'il vous a pleu me dire, que Monsieur de Cuyavie ne pouvoit rien, puisqu'il estoit le promoteur et sera cause de l'effection. Si Vostre Majesté n'entretiendra cest homme là, tout ainsi qu'il est prest de vous servir et vous servira bien en plusieures choses, si le savez bien employer, aussi il vous brouillera s'il est mal content et les cent mil florins s'en iront en fumée et brouillera encore d'aultres choses.

L'advertissement du Sr Warschewicki de faire augmenter vostre tré-

sor chaque année de quatre à cinq cent mil florins est bon, et il y a apparence de l'effectuer avec peu de temps. Tout cella, sire, sont de petits services au respect de la vollonté que j'ay de vous servir, mais assez grands au prix de ce que ont faict d'aultres qui debvoient plustot faire le mestier que j'ay faict que non pas moy, se portant bien comme ils font et aymant mieulx leur santé que vostre service....

Au moins, sire, c'est preuve de ma volonté affectionnée à vostre endroict que de avoir entrepris ce voyaige de gaieté de cueur à mes propres despens et au retour du siége de la Rochelle, où aussi pour vous faire service je m'estois acheminé ; et au lieu que devant de partyr de France la plus part se faisoient tirer l'oreille de venir, je n'ay jamais voulu parler d'aulcune chose que de vous supplier de me donner moien de m'instruire le plus que je pourrois des affaires de pardeçà, affin de pouvoir vous y faire service ; et il vous plaira m'avoir pour excusé si je ne vous laisse tout le fruict de mes labeurs, lesquels ores qu'ils soient de petits monumens, néantmoins sont grands au respect de ma débilité ; vous suppliant, sire, prendre en bonne part ce présent mémoire lequel encore qu'imparfaict, mais puisqu'il estoit assez grand, j'ay pensé de le mectre aux pieds de V. M[te], vous suppliant n'avoir esgard qu'à la substance et à mon intention et non aux faultes qui sont à l'escripture, car ma teste ne m'a permis de revoir ce que une fois seul j'avois escript à grande peine, et pareillement prendre en bonne part ce que j'ay escript de plus qu'il ne convenoit, car l'affection de vous voir le plus grand roy qui fust en ces quartiers me l'a faict faire, dont j'estime que je seray aisément excusé en vostre endroict de ce qu'il y aura de plus.

MÉMOIRE PRÉSENTÉ AU ROY POUR L'ADVERTIR EN GÉNÉRAL D'AULCUNS POINCTS PRINCIPAULX POUR SE SÇAVOIR INSTRUIRE AUX AFFAIRES DE SON ROIAULME.

La puissance que le roy a en son roiaulme.

Le premier est que nul aultre sinon Sa M[té] peult assembler les estats.

Sa M[té] est celle qui propose par son soubz chancellier ce qui se doibt traicter à l'assemblée.

Sa seulle M^té accorde les divers conseils et paroires des sénateurs, faict la résolution en concluant ce que meilleur luy semble.

Sa seulle M^té détermine toutes les affaires.

Sa M^té peult donner et octroier tous estats, offices et dignitez vacantes, les donnant à ceulx à qui bon luy semblera.

Sa M^té est le hault tribunal et la supresme justice, à qui seulle appellent tous aultres estats non seullement petitz et communs, mais aussi les pallatinats, duchez et baillaiges quelconques. Elle seulle donne la dernière sentence selon les loix escriptes, et là où il n'y a loi expresse, elle faict le décret, sellon son paroire et bon jugement.

A Sa seulle M^té appartient d'accorder les differents et discordes qui pourroient naistre entre les offices, dignitez et estats.

Sa M^té est tenue de contregarder non seullement les unions faictes entre les pais de son roiaulme, mais aussi davantaige s'efforcer à les entretenir et réduire à une plus grande unyfortune des aultres provinces.

Sa M^té peut de soy mesme sans aucun consentement du sénat exécuter tout ce qui est compris dans les loix du pais, comme chose appartenant à bonne police et bien public du pais.

Sa seulle M^té a puissance de punir palatins, castellans, capitaines des chasteaux tenant justice ou non, et tous aultres officiers, lesquels en quelque chose deffaillent en leur office et debvoir, soit criminels, soit civils.

Sa seulle M^té donne la puissance et permission à ses mareschaulx de commander et mectre ordre à tout ce qui touche la dignité du roiaulme.

Respondent les chancelliers et soubz chancelliers de la part du roy, ne peuvent aultre chose dire, comme officiers communs de S. M., sinon ce que S. M. leur commande, jurant qu'ilz ne laisseront sortir de la chancellerie instrument ou lettre contraire au bien public.

Les capitaines des chasteaux et pais, nommés starostes, ne sont aultre chose que les bras du roy, a sçavoir lieutenans, mectans en exécution ce que le roy leur commande, l'office desquels est aussi de rassembler les rentes du roy pour les rendre au grand trésorier.

On ne peut citer ou adjourner aucun, au nom d'aultre que au nom de Sa M^té.

Les officiers du pais ne sont aultre chose sinon gentilshommes servans du roy.

Or estant doncq le roy celluy qui assemble les estats et qui propose les affaires, qui accorde les veulx des sénateurs, faisant la résolution et conclusion, estant en ce commis tout ainsi que l'aviron, lequel gouverne le batteau selon les vends, ainsi le roy est commis pour bien

gouverner tout à la gloire de Dieu, ne donnant ou octroyant chose à aucun, sinon à ceulx desquels la vertu luy est congnue et manifeste.

La forme du roiaulme.

Au temps des paiens ont deux fois gouverné cette respublique les douze palatins, pour la discorde desquels le gouvernement est retourné à ung seul, lequel avoit puissance de mort et de vye, mais après avoir receu la vraye lumière de l'évangille, la puissance en certaine manière a esté auprès de l'estat de l'Esglise, estant tousjours demeurée la noblesse soubz le mesme joug de servitude, comme auparavant estoit, jusque au temps du roy Loys, qui les a mis en ces libertez desquelles ils jouissent aujourd'hui pour avoir impétré d'eulx qu'ils esleussent au roiaulme une de ses filles ; depuis lequel temps le roiaulme a commencé à fleurir estant gouverné par le roy seul et par son conseil ; mais pour y avoir admis les ambassadeurs terrestres à l'occasion d'un certain tribut, on ne les a admis en sorte qu'ils s'en fissent une coustume et mesme droict.

Des libertez du roiaulme et du droict public et commun par lequel est tempérée la puissance absolue de Sa Majesté.

Appartient à ce droict public la confédération faicte à Corchin (Korczyn) l'an 1438 de tous les estats contre tous ceulx qui voudroient changer la vraye et vielle religion, les faisant inhabiles à toutes dignitez, offices et libertez quelconques.

Des libertez du roiaulme aucunes sont publiques, aucunes privées ; entre les publiques la principale est quant le roy promect par serment de garder toute sorte de priviléges du roiaulme tant de l'estat de l'Esglise, que séculier ; et promect garder les offices et dignitez des deux estats en leur droict ; et ne permectre aucune diminution d'iceulx.

Sa M^té^ ne peult sans le consentement du sénat faire loix, emprunt ou taille, ny paix, ny trêve, ny guerre.

Sa M^té^ est tenue de donner la quatrième partie des rentes de son roiaulme pour la conservation d'iceluy, ne comprenant icy la poudre, ny aultre nécessité appartenant à l'artillerie, lesquelles rentes seront sans le grand duché de Lithuanie cinq cent mille florins, quant les starostes donneront loiaulement ce qu'ils sont tenuz de donner.

Sa M^té^ ne doibt engaiger les capitenaultez faisant justice, principalement celle de Sandomir.

Sa M[té] ne doibt faire donation perpétuelle des biens de sa chambre, sans le consentement du sénat.

Les gentilshommes sont tenuz d'aller à la guerre, chacun sellon sa puissance, toutes fois que le roy par le consentement du conseil leur commande; de laquelle guerre sont toutefois exemptez les gens d'esglise.

Sa M[té] doit songer d'augmenter le roiaulme et ne permectre aucunement qu'il soit retraicté soit par frontière, soit par aultre moien.

Du droict privé d'ung chacun.

On ne peult donner sentence d'honneur ou de teste en aultre lieu que où commise est la faulte, le faire sellon la loix, estant l'acteur personnellement présent.

L'on ne peult prendre prisonier aucun gentilhomme s'il n'est premièrement convaincu par droict, ou surpris sur le faict, là où non seulement on le peult faire mectre prisonier, mais encore luy oster la vye sans aucun procès; semblablement ceulx qui ne veullent donner caution correspondante au crime qu'ils ont faict.

Le roy ne peult confisquer les biens des gentilshommes sans avoir eu premièrement procès.

Le roy n'a aucun droict sur les biens de la noblesse, ny sur les subjects, ny sur les femmes ny enfans, sinon le service de la guerre et de chacun arpent de terre deux sols.

La noblesse n'est tenue de prouver le droict de son héritaige avant que le roy ayt prouvé par son advocat le droict qu'il prétend au bien des gentilshommes.

Au procès héréditaire on peult appeller du décret du roy à l'assemblée des estats. L'advocat de Sa M[té] ne peult contraindre aucun à suivre la cour pourchassant son procès, sinon ceulx qui doibvent rente au roy.

Combien qu'il ne plust à Sa M[té], ce néantmoins on peult eslire arbitres et commissaires pour pacifier entre les biens du roy et ceulx des gentilshommes.

En chose criminelle un homme de bonne renommée se peult toutefois purger par serment, sans aucun droict.

De l'union des pais.

Lesquels pais combien qu'ils semblent estre divers pour estre rempliz de divers langaiges et origines, diverses nations et formes de vivre, diverses loix, diverses coustumes, toutefois aiant tous ensemblement esleu

ung roy, par eulx mesmement couronné, lequel à tous jure à l'ung comme à l'aultre une confirmation des droicts en une mesme teneur ; et mesmement aiant tous une assemblée des estats, ung conseil commun et non séparé, une mesme puissance de faire loix et constitutions, ung tribunal, une auctorité de paix, de guerre et trêve, une mesme puissance de conférer les offices et dignitez, une ecqualité des mesmes droicts de parantaige, noblesse, biens et libertez ; ainsi peult-on par là apercevoir comme tous les membres reviennent à leur chef qui est le roy seul, duquel et par lequel ils sont maintenuz en tout valoir et force.

Du principal soucy que le roy doibt avoir en ce commencement.

Après avoir secouru les esglises du roiaulme, lesquelles estant plusieurs fois privées de leurs rentes par les gentilshommes de jour en jour viennent en ruyne, de sorte qu'on ne peult entretenyr le service de Dieu comme il fauldroit, il est nécessaire chercher quelque voye et chemin pour obvier à tel mal, affin qu'il ne prenne plus grande force ; ce qui se peult faire sans grand trouble, estant le roy exemplaire, ne donnant office ou dignitez à aucun, sinon à ceulx desquels la vertu luy est congnue et manifeste.

Il est nécessaire aussi d'obvier aux vices communs du roiaulme, lesquels sont : meurtres, ivrongnerie et prodigalité extresme ; lesquels vices tant par exemple que par forte justice, avec le temps se pourront amander ; à sçavoir, quant le roy regardera à restorer les universitez et colleiges, donnant aide aux pauvres gentilshommes d'entretenir leurs enfans aux estudes, ce qui se peult faire sans grande despense, et ceulx qui n'auront le cueur aux estudes les envoyer aux occasions à la guerre.

La seulle bonne renommée du roy suffit pour entretenir tous les voisins en bonne paix, n'osant provoquer un tel prince qui se peult si bien à eulx donner congnoistre.

Des principalles controverses du roiaulme, lesquelles tant plustost que le roy appaisera, de tant mieulx il sera.

La première est que le roy ne permecte aucunement de changer la religion et le viel ordre que les bons ancestres ont ordonné ; principallement la jurisdiction de l'estat de l'Esglise, laquelle estant dyminuée de jour en jour par occupation des droicts comme décimes et aultres rentes, est à craindre, estant ce fondement de respublique débilité, que le reste du roiaulme ne vienne en ruyne comme l'expérience des aultres roiaulmes nous le démontre ; à quoy facilement se peult obvier, prin-

cipallement aux biens du roy, dans lesquels les capitaines n'ont puissance de changer religion.

Les Lithuaniens désirent d'attirer du roiaulme à leur duché la Volinie, Podlasie, etc.

Les Prussiens vouldroient faire leurs assemblées à part, sans celles du roiaulme.

Ils veullent retenir les biens de la chambre du roy contre l'Exécution.

Ils vouldroient que S. M. leur jurast à part.

Ils ne vouldroient porter le commun fardeau du roiaulme.

Il fault garder qu'on ne laisse le domaine de la mer au roy de Danemarc ny le port de Parnaue.

Il fault mectre la bride à ceulx de Dansic et ne leur permectre si haultain cœur, mais leur donner à congnoistre qu'ils sont subjects du roiaulme et les punir comme innobéissants pour le despect qu'ils font aux commissaires de Sa M^té.

Appaiser fault les frontières avec le marquis de Brandeburg.

De quoy se doibt garder Sa Majesté.

Qu'elle ne permecte aucunement que plusieurs voullussent dominer, s'attribuer la puissance et ne paier de tributs.

Qu'elle se garde de tous ceulx qui aydoient les menées du feu roy ; de ne promectre ung office à plusieurs.

De la manière de gouverner.

Le gouvernement du roiaulme est sictué dans une saige considération de la forme du roiaulme, lequel principallement consiste à l'assemblée des estats.

A laquelle traicte-t-on de la deffence du roiaulme et de tout ce qui appartient à la respublique ; et Sa M^té juge deux jours de la sepmaine les appailes, les testes (affaires capitales) et les procès touchant l'honneur.

Sa M^te est assise au mitan à son siége roial ; aux deux costés sont l'archevesque et évesques, après lesquels sont les sénateurs, derrière sont les nonces terrestres, oiant la proposition, laquelle est faicte par le chancellier de la part du roy.

Les mareschaux demandent les voix ung chacun de ses sénateurs, comme de dire : les Lithuaniens de ceulx de Lithuanie, et ceulx-là du roiaulme, des Pollongnois. Durant que les sénateurs disent leur advis, les nonces terrestres se retirent à leur salle, qui s'ils oient que le roy

veuille faire quelque chose contre les loix et libertez du pais, ils s'opposent, et si on veult faire quelque institution nouvelle, il fault avoir leur consentement.

Consistant donc la forme de la respublique de ce roiaulme en ces trois estats : du roy, du sénat et des nonces, aperçoit-on comme c'est une respublique meslée de roy, d'optimat et de populaire, ung chacun représentant son estat ; et combien que les nonces terrestres soient esté de nouveau receuz à l'administration pour mieulx gouverner le peuple, il fault néantmoins garder qu'ils ne facent plus que à eulx n'apartient, affin que le mesme n'advienne qui fut la ruyne des Romains quant les tribuns tirèrent à soy toute l'auctorité.

Donc Sa M[té] doibt estre saige et advisée en donnant les offices et dignitez, ne les donnant à ceulx qui désireroient opprimer sa puissance royale, mais plustôt à ceulx avec lesquels elle pourroit souvent communiquer son office et avec l'ayde desquels elle pourroit facilement dompter et ranger les dissoluz ; et sur toutes choses se doibt aussi tenir sur ses gardes que en distribuant les dignitez elle ne rende les gens plus obligez à aultruy que à elle mesme, pour ce que cella renforce les factions et semblablement dyminue la puissance.

MÉMOIRE FAICT SUR LES PROPOSITIONS DE CEULX DE LENCZYÇA.

Le Saige dict : En la multitude du peuple consiste la grandeur du roy, et au petit nombre d'iceluy l'ignominie du prince. C'est doncq la vraye administration des roys que la multitude des hommes, car au lieu où il y aura peuple, comme on dict communément, là seront les deniers, comme peult servir à ce pour exemple la monarchie des Turcs. Mais en ceste administration de roiaulme il n'y a rien plus difficille que de retenir paix et concorde : car, si les hommes y sont guerriers, ils ne veullent obéir aux supérieurs : s'ils sont mols et effeminez, ils rendront la respublique toute esperdue ; si la guerre succède peu heureusement, le danger est des estrangers : si heureusement, qui poura refréner les insolences? Si l'esgalité y est, ils ne veullent rendre obéissance ; si inesgalité, ils haïssent ceulx auxquels ils portent envye. La pauvreté y est

desprisée et nuict beaucoup. S'il est question de faire guerre, les richesses sont cause de toute superfluité et dissolution, et est bien pénible d'exécuter ses propres affaires. Que dirons-nous du roy, l'office duquel est de mectre en ordre, de juger et punir? Mais en ce gouvernement, il doibt prendre garde qu'il ne soit tiran au lieu de roy. S'il veult bien faire sa charge roiale et craigne Dieu, qu'il ayme la justice, qu'il lise ce qui est escript de ceulx l'honneur et la gloire desquels il admire, car ces escriptures lui feront entendre chose qu'un amy ne faira poinct. Qu'il advise de ne rompre et destruire ceste forte et inexpugnable tour, à sçavoir l'amour des citoiens, ce qui n'adviendra s'il a la crainte de Dieu et la congnoissance des choses, et s'il garde la justice et ordre au maniment des affaires; non poinct cet ordre des péripatéticiens, par lequel ils exécutoient confusément toute chose, mais celuy vrai, œconomique, qui consiste à faire premièrement ce qui doibt estre faict devant, et puis, ce qui doibt estre après; veu que en toutes choses les unes sont nécessaires, les aultres plus nécessaires et les aultres très nécessaires, à quoy est besoing d'avoir esgard en œconomie roiale. Doncq les conditions très nécessaires que doibt garder ung bon administrant sont d'avoir paix avec l'estranger ou bien guerre qui soit nécessaire, et d'exercer justice et équité en son roiaulme; les moins nécessaires, comme d'avoir soing du proffit de tous, mais principallement de celluy des bons et des pauvres; et celles qui ne sont pas tant nécessaires, comme de mectre en bel ordre sa province touchant les mœurs et la beauté d'icelle. Lesquelles choses pour estre faictes par un gouvernement, il est nécessaire qu'il soit prudent et bon, estant peu requise en lui la force, s'il a ces deux questions; car il pourra se deffendre par la force et secours de plusieurs. La bonté requiert l'usaige de deux choses, à sçavoir : qu'iceluy préfère et face plus de cas des choses bonnes que des maulvaises et qu'il n'espargne aucune incommodité ou travail pour le proffict de la respublique. En premier lieu doncq, que la paix soit préférée à la guerre, il me semble n'estre nécessaire que je le prouve, car la paix apporte ung accroissement de toute chose et ung repos à tout le genre humain, mais au contraire la guerre n'apporte rien que une confusion et ruyne. Aux nations barbares la guerre est famillière, mais les hommes humains et bien appris, bons et saiges ayment et révèrent la paix. Cependant doncq que nous jouissons tant peu que soit de ceste paix, que le gouverneur advise ce qui est nécessaire de faire; qu'il commande et advertisse tous ses coadjuteurs d'aller chacun en son palatinat, qu'ils aydent à exercer la justice, faire chose honneste et maintenir la paix

publique en leur territoire. Que le gouverneur mesme ne s'endorme, mais qu'il accroisse sa vertu par beaulx faicts ; qu'il voise et qu'il voie ses provinces, non celles qui sont dedans son roiaulme, mais celles qui sont aux frontières : il y a un cheval, s'il ne peult avec iceluy, il y a l'aigle ; qu'il prévoye d'en hault en quel lieu est ce qu'il fault faire. Quant les estrangers barbares verront que le gouverneur veille, garde et faict les choses qui sont de son office, Dieu leur envoyera peur et craincte. Qu'il administre la justice du pais (laquelle, comme dit Cicéron, est le vray fondement d'une renommée immortelle) aux pauvres et affligés subjects ; que s'il y a causes de grande importance, il les envoie aux commices ; de ce gouvernement sortiront tous ses proffits, à sçavoir : une glorieuse renommée, une fraieure aux ennemis, la congnoissance de la situation des provinces, montagnes et rivières, et l'intelligence de la langue, sans laquelle il ne peult être l'interprète des loix. Qu'il advise, quant l'on sera assemblé aux commices, qu'il ne perde l'amitié de ses subjects ; qu'il chasse du tout les superfluitez et les flatteurs ; qu'il confesse n'estre rien en la couronne que gouverneur et administrateur des choses qui luy ont esté baillées en garde, et que touchant ce qui regarde ung chacun estre bien digne qu'ils en consultent par ordre.

Je n'ay poinct escript cecy comme docte et saige, car certainement je confesse n'estre docte ny saige ou avoir aucune chose semblable à ung saige ; mais je l'ay escript comme subject fidelle, souhaitant que Sa Mté face choses correspondantes à ce nom françois, car j'ay appris des gens doctes que ce mot grec *gallia* signifie en latin *candor* et en françois *blancheur:* de là les François sont appellez blancs, c'est-à-dire ouverts, simples et francs. Que Dieu veuille bien heurer doncq la paix et toutes entreprises de Sa sacrée roialle Mté, et la veuille orner de la clémence de Moyse, de la piété de David et de la saigesse de Salomon, à ceste fin que toutes les entreprises et actions que Sa Mté fera pendant son gouvernement puissent réussir premièrement à l'honneur et gloire du nom divin, puis au proffict de la respublique et à l'immortelle et perpétuelle renommée de la sacrée Majesté roialle.

MÉMOIRE FAICT AVEC JACOBUS LASKOWSKI, *LUSTRATOR S. R. M. IN TERRA SAMOGITIÆ ET IN QUIBUSDAM ALIIS TERRIS LITUANIÆ.*

Aucun n'est ignorant de cecy que les prudens et expers nautonniers naviguant en mer, estant en danger, pressez de vents contraires, ne soient contraincts de changer leur droict chemin, calant tantost quelque voille du navire et en eslevant tantost une aultre, le tout pour ce seul regard comment ils pourroient arriver au port. Donc puisque en ce navire, c'est à dire nostre respublique, en laquelle nous naviguons, beaucoup de sortes de vents soufflent, il nous fault ainsi que les mariniers nous gouverner en icelle, laissant caler et passer aucunes choses, combien que avec difficulté, et nous arrester attentivement sur quelques aultres, pour ceste seulle considération que nous puissions arriver au port de justice, d'honnesteté et de la paix publique. Pour à quoy parvenir, ainsi qu'il est principallement requis en tout acte, tant grand que petit, il est nécessaire que la grâce de Dieu tout puissant intervienne ; pour laquelle avoir, je laisse à ung chacun de penser comment il est tenu de prier, requérant bien fort les esclésiastiques, de la plus grande partie desquels dépend tout le meilleur estat de la respublique, qu'ils ayent souvenance de quelles rames, de quelles voiles et de quelles armes ont usé leurs prédécesseurs, lesquels on appelloit prophettes, patriarches, apostres et vrais catholiques ; que s'ils considèrent de près, certainement ils ne verront ou n'entendront les susdits prédécesseurs avoir eu d'aultres recours que ceulx-cy : à sçavoir, que en toutes leurs perturbations, accidens et fâcheries, ils avoient leur refuge non poinct aux rames de bois, aux voilles de navires, cordages de chanvre, armes, chevaulx, espées, feu, et à tous aultres secours de guerre que ayent peu excogiter tous les hommes, mais à l'oraison, aux pleurs, aux œuvres charitables et à se conformer aux bonnes meurs, comme abstinence, chasteté, humanité, observant ung certain moien en tous leurs faicts et leurs dicts ; et par ce moien ils se secouroient en de grands périls et infortunes, non seullement eulx mesmes, mais aussi beaucoup d'aultres, de quoy il se trouve plusieures exemples au viel et nouveau testament, principallement, de Jonas, des prophettes, des apostres et de St. Paul, auxquels il est plus décent adjouster foy que de s'asseurer sur nostre propre industrie, veu que si nostre raison n'est apuiée et soustenue par la vertu et loy divine, elle s'incline et tend toujours au mal. Mais affin d'estre

court, je vous prie une et deux fois que vous vous aimiez les ungs les aultres, que vous soiez d'accord en toute chose, de peur que disputant du ciel vous ne perdiez la terre; car les ennemys estrangers sont au escoutes de nous et de nostre pais, principallement estant libres (comme nous disons) et ayant par la prédestination de Dieu esleu ung tel seigneur, non seullement esleu, mais lequel nous pouvons dejà voire devant nos yeulx, qui n'entendra aucunement tout ce qui est nécessaire pour ordonner la respublique, lors qu'on le pressera parlant à luy ung en langue polonaise, ung aultre en lithuanique, prussique, ruthenique, livonique et scitique : pour ces causes et raisons, nous sommes contraincts de réduire et composer nostre ancienne coustume, et de traicter de tous les périls et incommoditez du roiaulme en une aultre langue du tout diverse, taschant seulement que nous puissions arriver avec l'ayde de Dieu au port de justice, d'honnesteté et de la paix publique, pour à quoy parvenir ne se peult trouver aucun ordre plus expédient et utille que celluy escript cy dessoubs.

Après la grâce de Dieu tout puissant, il est grandement nécessaire, non seulement en nostre respublique mais en toute aultre, de se fortifier contre les ennemys estrangers, ce que ne se peult faire sans un trésor public et sans avoir argent. Parquoy il fault députer pour cest effect certaines personnes du roiaulme, qui soient du grand et du petit conseil, affin qu'ils trouvent moien comment le trésor public pourra estre augmenté ; et, si se peult faire, qu'ils prennent garde sur les superflues, insuportables, meschantes et iniques exactions, cens et thélonie, à ceste fin de les oster, pour en ordonner au lieu d'icelles d'aultres plus justes et proffitables, car les hommes sont misérablement tourmentez et tiranisez par ces exactions. Que les frais aussi qui sont inutilles et non nécessaires soient cessez ; davantaige que iceulx s'informent si les capitaines d'armée, facteurs, tribuns, burgraves, soubz capitaines, maires, consuls, advocats héréditaires, procureurs de provinces et receveurs de thélonies et tributs, et aultres officiers ont géré leur office selon les statuts de chaque territoire, et s'ils ont faict aultrement, qu'ils soient déposez de leur office ; mais s'ils ont duement administré, qu'ils soient laissez à leurs dicts offices, voire recompensez. Semblablement qu'ils ayent à regarder s'il n'a esté commis aucune faulte pendant l'interrègne ou devant icelluy, touchant les revenus et en la collection des deniers, comme aussi en l'amas qui s'est faict des choses nécessaires pour vivre, et s'asseurent si les despenses faictes en temps de paix et de guerre ont esté paiées à tous esgalement, et si ceulx qui ont la charge du trésor public ne sont tachez d'y avoir faict

quelque tort? Que iceulx deslibèrent avec qui il fault faire paix et alliance; par quel moien on pourra retenir l'amytié des uns, ou de pure affection ou d'effect, ou de parolles seullement? par quelle raison, jusqu'à quel temps? appertement ou occultement? Toutes ces choses doibvent estre dilligemment considérées. Cest advertissement donc estant le principal chef de ce qui est escript après, requiert pour exécuter des hommes bons, amateurs de vérité, craignant Dieu et qui soient exercez en ces affaires, qui saichent de quelle chose ils doibvent traicter et deslibérer, qui ayent mémoire des choses passées, qui pèsent les présentes et qui prévoyent les futures.

Aultres personnes aussi doibvent estre députées pour conseiller et pour pourvoir aux affaires de la guerre : comment les chasteaux à cause des femmes, comment les villes à cause des marchands, doibvent estre garnis et fortifiez; comment on gardera et deffendera les limites du roiaulme; quels passaiges sont aux montagnes, quels passaiges aux rivières et par quel moien tous les chemins par lesquels peult venir l'ennemy peuvent estre bouchez; pour adviser aussi combien il sera nécessaire d'avoir de soldats engagez pendant la paix et la guerre; considérant dilligemment les anciennes coustumes et conditions de guerre, affin de les conformer au temps présent; entendant quelle nation est plus puissante et forte et quelle façon de guerre a esté jusque en ce temps, et celles qui par cy après (par succession et temps) peuvent estre excogitées? par quel ordre, moien ou raison on doibt asseoir ung camp; où et en quel lieu cella se doibt faire; quelle chose poura estre plus utille ou plus périlleuse? Ils pèseront aussi combien sont grandes les forces confronctées avec les confédérez; ils verront aussi les guerres anciennes et pour quelles causes on les entreprenoit, et par quel moien on en vinct au bout et pour quelles conditions, et par quelle raison les deux parties estoient poussées de donner et prendre telles conditions? Que si l'ennemy est plus fort, ils doibvent préférer la paix à la guerre; mais s'ils advisent qu'il nous soit esgal en force, ils feront une aultre deslibération. Semblablement, ils considéreront en quoy nous serons inférieurs et plus faibles que les ennemys : si c'est bien d'armes ou d'armée, de capitaines, d'exercice, d'argent, de force, de constance, d'amys et confédérez ou bien des choses qui sont nécessaires pour vivre et aultres semblables? Les choses ainsi considérées, il fault dilligemment prendre garde quelle chose il fauldra faire et entreprendre, non seullement pour se deffendre, mais aussi pour obtenir la victoire; car la chose est facille d'aultant que l'esprit et l'industrie surpassent la force, laquelle estant sans le conseil défault et ne sert d'aucune chose.

Aultres personnes seront députées pour deslibérer des choses qui sont nécessaires pour vivre ; comme nous avons des choses commodes pour vivre en ce roiaulme, de combien elles abondent et de combien elles défaillent? comment et en quel temps, par eau, par mer et par terre, elles pourront estre fournies en temps de paix et en temps de guerre, afin qu'il y ayt toujours réserve d'icelles en abondance pour nous servir, tellement que on puisse subvenir d'une partie d'icelles à nos confédérez, desquels amytié et trafic sont utilles au roiaulme; et combien que le conseil en ceste affaire semble estre prompt et facil à plusieurs, principallement à nous, qui sans aucun ordre nourrissons beaucoup de personnes, toutesfois sans ceste chose tous nos biens tombent en ruyne et viennent à néant, et tout le roiaulme a accoustumé d'en recevoir beaucoup de dommaige; car, par l'advarice et malice de quelques hommes, toutes les commodités s'en vont du roiaulme, et nos amys aiant besoing de nostre ayde ne peuvent estre secouruz, mais au contraire nos ennemys deviennent riches de nos propres richesses, et pour cette cause la société et alliance que nous avons faicte avec nos amys est violée ou bien du tout rompue à nostre très grand dommaige. Davantaige, nous avons veu ung grand trouble en la respublique lorsque beaucoup de mil hommes moururent de faim comme bestes, cependant que les aultres avaient du bled en abondance et que leurs granges en demeuroient pleines et que d'aultres aussi faisoient ung gaing meschant et immodéré. Ces choses là auront besoing de correction. Mais que dirons-nous des armées? Les soldats n'ont-ils esté contraints de laisser leur garnison et demander paix à conditions deshonnestes, pour la seulle fauste de vivres qui leur estoient nécessaires. De là vient que le roy n'avoit auctorité et réputation envers les estrangers et ne pouvoit retirer l'amytié des siens. Car le roy se concilie l'amour de ses subjects pour ceste seulle chose cy : en premier lieu, quant il confesse n'avoir rien propre à soy en ce roiaulme, seullement qu'il est gardien des choses desquelles il jouist; qu'il est celuy qui venge l'injure faicte par les plus grands; et en sus par certaine amytié faicte avec perpétuelle alliance entre personnes ou provinces du trafic desquelles ses subjects ne se sçauroient passer.

Aultres personnes soient choisies pour congnoistre des torts et des appellations terrestres, c'est-à-dire, des débats qui interviennent pour les terres et possessions ou pour sommes d'argent; en cecy il est besoing d'hommes entièrement exercez et bons au droict et assidus, qui craignent Dieu et qui ayent leur honneur et celui du roiaulme devant les yeulx, aiant cecy perpétuellement en mémoire que l'injustice cause bien souvent que les roiaulmes sont transférez d'ung lieu en ung aultre.

Davantaige que d'aultres personnes soient députées pour vaquer à la discipline et punition des hommicydes et d'aultres hommes desbordez, et touchant les adultères, puisqu'ils ne sont punis de mort en ce pais, au moins qu'ils soient marquez, comme leur couppant les naseaux, affin d'estre congnuz.

Auxquelles susdites personnes (ainsi qu'il est descript cy-dessus) il fault adjouster à chacune sorte d'icelles un homme qui saiche rapporter au roy en sa langue le conseil et consentement de tous les députez d'une mesme sorte.

Par après, chacun d'eulx aiant bien deslibéré et aporesté leurs affaires, viendront ensemble devant le roy et rapporteront le tout par ordre aux sénateurs, non tous ensemble, mais chacun des susdites sortes de députez à part. Que si en ceste assemblée il y a quelqu'un plus saige et prudent que les aultres, encores qu'il ne soit député, pour l'amour de la patrie et l'honneur du roiaulme, il pourra librement admonester, pendant qu'il est encore saison, d'user de correction. Puis ces cinq qui savent le françois, lesquels auront toujours assisté en tout ce qui se fera proche de leurs seigneurs députez pour ceste affaire, rapporteront le tout au roy en suivant le moien cy-dessus escript. La justice, qui est fondement de toute immortelle renommée, ne sera en ce aucunement offensée, car le roy demeurera toujours avec son sénat en son ancienne dignité, donnant arrests et sentences; rien ne sera diminué des priviléges et libertez, car chacun des seigneurs tant spirituels que séculliers et mesme les nonces, sellon les ordres députez pour ceste affaire, diront librement ce qu'ils entendent touchant toutes ces choses. Nous ne consommerons le temps (chose la plus pernitieuse de toutes) en vain, veu que nous sommes plusieurs qui quelquefois parlons de ce que nous ne voullons ou de ce que nous désirons vollontier, et mesme nous advient souvent de toucher propos des choses qui ne sont bien entendues; pourquoy il me semble meilleur de parler peu et procéder en ces affaires par effect, suivant le moien que dessus, ou en trouver quelque aultre meilleur, si celluy-ci ne semble bon, et faire que iceulx tous puissent congnoistre les faultes, veu que les vices du prince et de son sénat sont péchez pour lesquels il advient beaucoup de mal à la respublique, touchant quoy les hommes ont coustume d'en rejeter la faulte sur Dieu, n'aiant bien considéré leurs propres deffaulx et pensant que Dieu se délecte de leurs péchez.

RÉFORMATION DU FISC PUBLIC ET DE SON OFFICE [1].

Le quatrième office de ce roiaulme est la trésorerie, c'est-à-dire l'administration du fisc public et revenus du domaine du roy, et est administré par deux personnes (comme les aultres offices du royaulme), c'est à savoir, par les trésoriers du roiaulme et de la cour ; et est ung grand proffict à la respublique quand cest office est droitement et par ordre exercé ; car les péages, gabelles, rentes, revenus, tributs, cens et aultres, desquels la charge appartient aux trésoriers, sont appelez par les politiques les nerfs de la respublique. Et combien que notre respublique n'ayt grands revenus, néantmoins pour la fidelle administration on a voulu que deux ayent cette charge, lesquels toutesfois sont distincts et différents entre eulx en leur dignité et auctorité, selon les statuts du roy Alexandre; car le seul trésorier du roiaulme a siége et voix au sénat, et luy estant présent, le trésorier ou vice-trésorier de la cour n'a plus de gouvernement, sinon pour payer les gaiges aux officiers de la cour, et non sans le sceu du trésorier du roiaulme ; toutesfois puisque les droicts admettent le vice-trésorier de la cour tant absent que présent à tous comptes et publics terrestres et privez roiaux, et luy concèdent toute puissance sur les dispensateurs, combien qu'ils n'ayent esgalle puissance et auctorité, si est que tous deulx ensemble ont esgal soing et sollicitude du trésor public.

Donc tous les revenus de la respublique doibvent estre procurez par ces deux trésoriers, car les trésoriers de la chambre roialle n'avoient pas esté instituez sans grand dommage de la respublique, comme naguères avons fort bien expérimenté, à raison que en une multitude facillement est confusion ; tous recevoient les *pecunia*, tous faisoient les paies et despenses, et nul ne rendoit compte, et la chose a esté réduicte en telle angustie, que quand il falloit faire une despense, mesme bien petite, argent n'estoit trouvé sans engaiger la vaisselle roialle, qui n'estoit sans le deshonneur du roy et du roiaulme. Or les trésoriers auront des notaires pour recevoir les comptes, corriger les registres et les despenses, lesquels tous ensemble, et non divisez, expédiront toutes les affaires du fisc,

1. La même pièce en latin : *Reformatio fisci publici et officii ejus*, se trouve à la Bibl. imp., Ms., fonds français, 3274.

et non en aultre lieu qu'au trésor public, sellon l'ordonnance de Sigismond.

Cy après par l'ordonnance des comices et estats de Lublin la respublique a ordonné et deputé à ces deux trésoriers ordinaires, quatre personnes, deux du sénat et deux de l'ordre des chevalliers du royaulme, et ensemble avec le trésorier du royaulme leur a seullement donné charge de la quatrième partie des revenus; mais il semble estre une follie avoir seullement chargé de la quatrième partie, les aultres parties négligées. Partant il ne sera incommode ni mal séant à la respublique que tous les députez ayent esgalle charge ensemble avec les trésoriers du fisc public; et n'auront faulte de quoy s'emploier, car les négoces du trésor sont fort brouillez et entremeslez; et y a plusieurs difficultez, et fault diligemment examiner les comptes des notaires et de ceulx qui distribuent les deniers, et fault peser et soigneusement examiner les déductions des capitaines et arendaires et aultres, qui manient les biens roiaulx et de la respublique, lesquelles déductions ont accoustumé d'estre très iniques au trésor. Et ne semble estre inconvénient que toutes les charges, administrations et despenses du fisc public soient données aux trésoriers avec les députez, affin que eulx avec les capitaines et soubz capitaines, qu'ils appellent *tenutarii*, deslibèrent et ordonnent (non pas sans le sceu du roy) des pensions et arendaires; qu'ils facent (quand sera besoing) les revues et visites des biens qui ont accoustumé estre faictes une fois en cinq ans, par les ordonnances des comices et estats généraulx, et aussi qu'ils résolvent tous les comptes et estats des despenses tant particullières privées du roy que publiques du roiaulme. Car il n'est pas aisé et facille au roy et à la respublique de vacquer à escouter les comptes, pour estre assez empeschez aux grandes affaires qui surviennent. Davantaige quand les trésoriers n'ont la congnoissance des comptes et ordonnances, ils peuvent facillement estre déceus et trompez. Les abrégez des comptes leur sont seullement récitez, et les registres originaulx, qui contiennent les petites distributions des sommes et qui sont beaucoup plus nécessaires d'esplucher, sont délaissez, non seullement non leus, mais aussi non regardez. Aussi ne seroit hors de raison de revisiter et revoir les anciens comptes depuis le temps du règne de Sigismond Auguste, car le bruit est non seullement envers nous, mais aussi envers les estrangères nations, qu'il n'y a eu roy plus riche en argent privé que le roy Auguste. Où sont donc telles richesses? Et ne seroit maulvais de s'enquérir de ceulx qui ont eu charge de l'argent, affin que leur loyaulté et intégrité reluise en l'administration de telle charge; affin aussi que par négligence et paresse la respu-

blique ne pastisse ung grand destriment ; et seroit bon avoir esgard aux particuliers et privez comptes du feu roy, lesquels il a faict a Dansic, en Lithuanie et.....; peult estre que par tels moiens on pourra instituer quelque fondement du trésor public.

Ceste ordonnance estant faicte en l'office du trésor, fauldra aussi voir les rentes, cens et revenus, qui sont en deux différences, car aucuns sont rentes particulières de la roialle Majesté, c'est à sçavoir ceulx qui précisément apartiennent au fisc roial, comme l'office des capitaines, les rentes des biens roiaulx qui sont aux soubz capitaines, proffficts des salines et les biens de la grande procuration ; aucuns aussi sont publics, comme sont les contributions publiques, la quatrième partie des revenus, appelez communément *podvodarum*, et aultres semblables.

LES REVENUS DU ROY.

Premiers revenus du fisc roial.

Donc les premiers revenus du fisc roial (*reditus mensæ regiæ*) sont des capitaineries, qui sont par les dessus-nommez visiteurs (*lustratores*) tant accrus et augmentez qu'ils semblent avoir causé grande affliction au populaire. Car les capitaines et soubz capitaines des biens roiaulx pour satisfaire à leurs frais et despenses particulières, lesquelles ils font plus grandes que ne porte leur condition, et aussi aux comptes publics, ils ont tant imposé de charges et fardeaux griefs, sur ce misérable peuple, tant par labeurs inaccoustumez, diverses exactions, mesurement des terres, amplification des héritaiges et aultres commoditez que nature humaine peult inventer, qu'on n'entend à présent que pleurs, gémissemens et malédictions entre le populaire, et néantmoins quand on est venu pour rendre les comptes, ils abusent si bien le trésor par leurs déductions et tromperies, qu'ils n'y mettent rien ou bien peu.

Affin donc que le misérable peuple ne soit tant affligé et angoissé et que le trésor ne soit frustré de ses commoditez, il seroit fort bon que l'administration des revenus fust séparée des capitaineries, et que en chacune d'icelles soient ordonnez certains œconomes ou administrateurs des biens roiaulx, qui rendront compte de tous les revenus au trésor ; et quant aux capitaines, qu'ils se contentent de la cinquième partie des revenus, sellon les ordonnances de Sigismond Auguste.

Délivrance des biens engagez.

La respublique pastit ung grand destriment pour aultant que plusieurs biens roiaulx (desquels le revenu appartient à l'usaige du roy et de la respublique) sont pour nouvelles et vieilles debtes engagez, et nul proffict et revenu d'iceux ne revient au trésor ; et de ces vieilles sommes ont esté faictes déductions *pro advitalitatibus*, car quiconque avoit obtenu *advitalitatem* dans les biens roiaulx à luy engagez, il délaissoit sellon le statut la quatrième partie de cette somme pour laquelle les biens estoient engagez. Il fault donc recueillir en chancelleries les déductions qui ont esté faictes *pro advitalitatibus* accordées, affin que le trésorier congnoisse quels biens y a, et pour quelles sommes ils sont détenus ; car facillement par la succession *advitalitatum* les biens seront délivrez, en déduisant pour chaque *advitalitatem* la quatrième partie de la somme, ou bien doibvent estre délivrez après la mort *advitalis tenutarii*, la somme estant paiée, car il n'est pas aisé de pourvoir à la dignité roialle et à la nécessité du public, estant une partie des biens roiaulx ainsi empétrez.

Le second revenu du fisc roial.

Les aultres revenus de la Majesté roialle sont les tributs communs, *thelonea*, ports tant terrestres que fluminaires, qui aussi sont diminuez pour la plus grande partie, car la noblesse, aiant postposé l'estat de sa profession, qui est l'art militaire, s'est attribué et a retiré à soy toutes les marchandises et négociations que les seuls marchands avoient accoustumé traffiquer et exercer ; et ainsi, par l'usaige ou plustost abus de leur trop grande liberté, ont privé le trésor de la plus grande partie des tributs. Car, pour ce que il est loisible à tous nobles vendre et traffiquer sans aucunes taxes le bestial et froment et tout ce qui croist en leur bercail et possessions, ils sont devenus en telle liberté, qu'ils exercent tout genre de marchandise, et non sans le grand intérest et ruyne des villes et de la respublique ; et pour évader la paye du tribut, ils jurent par serment que les biens qu'ils traffiquent sont de leur propre creu et labeur. Pour donc obvier a ung tel mal, ce ne sera assez de confirmer par serment (lequel est en peu d'estime) que les biens qu'ils traffiquent sont de leur propre labeur ; mais il est nécessaire de le prouver par le tesmoignage de quelques personnes fidelles qui ayent certaine congnoissance des possessions et

biens : et prendre attestation des mesmes personnes signées et escriptes de leurs propres mains, pour sçavoir si les biens que traffiquent les nobles sont de leur creu et non achetez d'aultre part ; et s'ils sont trouvez n'estre de leur propre bien, qu'ils paient les tributs sellon les ordonnances du roy.

Aussi les revenus de tributs et rentes décroissent et dyminuent fort par la liberté concédée aux ordres et personnes privées de ne paier taxes ; laquelle liberté ne debvroit estre accordée à aucune personne que pour ung insigne et remarquable mérite envers la respublique, et aux villes pour la réparation de murailles, forteresses et aultres lieux qui apartiennent à la décoration et utilité du public. Pour quoy toutes les exemptions de paier tribut qui ne sont justes et faictes avec raison doibvent estre abrogées, et la chancellerie aura esgard qu'à l'advenir il ne s'en face.

Aussi l'exaction des tributs est empeschée en cela, que en chambres roialles ne sont seullement exigez les tributs roiaulx, mais aussi des évesques, palatins et aultres personnes qualifiées : partant, chacun aspirant à son proffict particulier, la juste et équitable exaction des tributs ne peult se faire. Il vauldroit donc mieulx que tous les tributs fussent exigez du thélonéat roial, et ce que à ung chacun est deu fust paié du trésor ou chambre roialle ; et par ainsi les exactions, augmentations et diminutions des tributs qu'il a esté nécessaire de faire pour le temps et raison de la respublique seront plus aisément parfaictes.

Les tributs ainsi mis par ordre, il fault aussi ordonner des marchandises et négociations, desquelles proviennent les tributs ; car les roiaulmes et empires ne sont enrichis par aultres moiens que quand librement les marchandises sont aportées des aultres lieux. Ce roiaulme de tous costez n'a pas petites commoditez d'avoir marchandises à traffiquer ; car, du costé de l'orient, la Moldavie est fertille en bestial, et nous en ammenons tous les ans grande quantité et grande affluence de marchandises turques, comme malvoisie et aultres choses semblables. Du costé du midi est la Hongrie, qui nous fournist des vins et chevaulx et plusieurs aultres choses. Du costé de l'occident, la Silésie, la Germanie, Bohesme, Moravie, nous donnent des draps, senteurs et toutes aultres choses méchaniques. Du costé de septentrion est Dansic, ung port et marché célèbre par toute l'Europe ; et est notoire à tous combien de richesses et marchandises sont de ce lieu aportées en ce roiaulme. De là est la Moscovie, fertille en toutes sortes de peaux précieuses et exquises, lesquelles elle nous subministre. Donc, puisque ainsi est que ce roiaulme

est situé entre tels roiaulmes et provinces, que aisément il peult avoir tout genre de marchandises et les transporter commodément aux pais loingtains, qu'il y ayt maintenant une diligence et industrie aux marchandises ordonnées et constituées, affin d'estendre les revenus des tributs à grandes sommes. Mais il fault donner ceste charge à gens instruicts de la marchandise qui puissent effectuer cella proprement.

Le troisième revenu du fisc roial : marchandises silvestres.

Aussi ledict roy Auguste avoit institué certain traffic pour les silvestres marchandises qui estoient transportées par eau des forests de Lithuanie jusqu'à Dansic, et extra grandes richesses provenant de tel traffic estoient promises au roy ; mais l'issue a faict paroistre du contraire, car les debtes en tel traffic sont augmentées, et n'a receu aucune commodité ni proffict. Partant, cella debvroit estre commis à quelques marchands bien instruicts en telles négociations, en faisant avec eulx accord de certains tributs; et n'est décent entre nous au roy, qui est assez empesché aux affaires d'importance, de se mesler de la marchandise, sinon par adventure que le trésorier voulust prendre en sa charge tel genre de marchandise et l'exercer (s'il lui semble commode) avec les aultres métaulx et minérals, de sel, plomb ou airain, qui proviennent des mynes de ce roiaulme.

Le quatrième revenu du fisc roial : rentes de salines, qu'ils appellent communément *zuppæ salinarum*.

Les proffícts et revenus des salines sont comptez au quatrième lieu entre les principales rentes du fisc roial, et sont fort bien assurez ; toutesfois ils debvroient estre réformez en certaines choses, comme en l'institution des notaires et aultres officiers qui président à telles charges salinaires, car ils sont en trop grand nombre et sont louez trop chèrement, et telles charges salinaires pouvroient estre dépeschées et parfaictes par moins de personnes ; davantaige, ils ostent et ravissent de grandes commodités au trésor, car ils convertissent à leur usaige et proffict les reliques et fragments de sel qui debvroient appartenir au trésor ; pour ce, on doibt procurer qu'ils se contentent de leurs sallaires, qui ne sont pas petits. Davantaige, ès mynes de Bochnie, on est déjà parvenu en telle profondité, qu'il est grandement difficile et à grands

frais en tirer le sel, et y a grand danger et péril que telles montagnes ne tombent, à quoy il fault pourvoir.

Il est faict aussi ung grand destriment en ces revenus des salines pour aultant que plusieurs, tant réguliers que séculiers (*multi hominum tam spiritualium quam secularium*), ont leurs salaires et récompenses pour leurs mérites envers les princes ou respublique fondez sur les revenus des salines. Je say que cela ne se peult oster, mais il seroit meilleur transporter telles fondations en aultre lieu : ou aux biens roiaulx, qui n'aportent pas grand proffict au trésor, ou bien payer au trésor ce qui apartient à ung chacun ; mais que les revenus des salines soient entièrement mis au trésor, affin que le trésor ne soit esludé par telles partitions quand il fauldra rendre les comptes.

Ès zuppes de Russie, le sel se faict par la coction de l'eau, mais on pouvroit aussi bien faire des mynes ès montagnes d'où viennent telles eaux salées, comme à Bochnia et Wieliczka, moiennant que les inquisiteurs des minéraulx soient emploiez.

Aussi par la mer l'on porte du sel en Prusse, mais affin que le traffic du sel domestique ne soit empesché, il est deffendu d'en aporter au roiaulme. Néantmoins il ne seroit maulvais que à faulte et pénurie du sel domestique (laquelle a coustume d'advenir), que ce sel qui vient d'ailleurs soit en la dispensation du trésor, et qu'il ne soit administré par mains estrangères, comme il souloit précédemment ; car en telles administrations les personnes particulières, marchands et aultres semblables, se font riches, et la respublique en receoit l'intérest et dommage. Aussi plusieurs aultres utilités pouvroient estre trouvées, principallement par ceulx qui ont la congnoissance des *zupparum salinarum*, qu'ils appellent ordinairement.

Le cinquième revenu du fisc roial : les mynes des métaulx.

Nous avons d'aultres mynes, c'est à sçavoir des métaulx, et certes on peult recevoir grands proffficts d'icelles, moiennant qu'on y mette la dilligence et les frais. A Olkusz, on fouyt du plomb et estain meslé d'argent. A Chenciny, se trouvent maintenant des montagnes où paroissent des métaulx fort exquis et pouvroient estre trouvez en plusieurs lieux, moiennant qu'on y prenne peyne ; et les revenus et proffficts qui proviennent des métaulx pouvroient estre mis au cinquième ordre des revenus.

Le sixième revenu du fisc roial : la monnoye.

Au sixième lieu sont mis les revenus qui proviennent de la forge de la monnoye ; et pouvons facillement congnoistre par les aultres roiaulmes et respubliques, combien de proffict et utilité rapporte la forge à faire monnoye : car quand en une respublique bien ordonnée vient beaucoup de monnoye du dehors, soudainement son prix est abaissé par édict public, et aussi est par ce prix mise en la forge de la monnoye et ainsi reforgée en monnoye domestique plus légère que l'ancienne, mais de plus grande valeur : et par tels moiens et aultres semblables se trouve la façon d'enrichir la respublique. Or rien ne se faict de tout cela entre nous, tellement que nous ne usons que de monnoyes estrangères, et non sans le grand destriment de la respublique ; partant apartient au trésor esplucher la valeur des monnoyes estrangères, affin que la respublique ne pastisse aucun dommage d'icelles.

Le septième revenu du fisc roial : les stations.

Au septième lieu sont mis et colloquez les revenus que les monastères, cités, juifs, soubs le nom de stations sont obligez paier. Mais ces revenus par la plus grande partie sont distribuez entre personnes particullières et privées, à raison des gaiges; et seroit plus expédient qu'ils fussent mis au trésor et que d'icelui on paiast à ung chacun les gaiges sellon son mérite.

Le huitième revenu du fisc roial.

A icelluy ordre des revenus semblent apartenir les *pecuniæ podvodarum* qu'ils appellent communément.

Le neuvième revenu du fisc roial.

Au neuvième et dernier lieu doibvent estre mis les présents et dons faicts extraordinairement au roy, et ces revenus ont accoustumez d'estre serrez au coffre du roy et emploiez aux estrangers.

Il y a d'aultres revenus qui proviennent du duché de Bari, mais pour le présent rien ne peult estre ordonné d'iceulx.

LES REVENUS PUBLICS.

L'aultre partie de la principalle division des revenus du trésor sont les revenus publics qui proviennent des contributions publiques, et

la quatrième partie des proffiets du fisc roial ; et ceulx icy sont proprement appelez revenus publics et ne sont emploiez à paier les gens de la cour, mais seullement aux propres usaiges de la respublique ; et besoing est pourvoir avec toute dilligence que les publiques contributions soient exigées ; et est raisonnable que le faix des contributions ne soit seullement imposé aux rustiques et rurales, mais aussi aux nobles, pour l'affection qu'ils portent à la patrie, affin qu'en certains temps chacun sellon ses facultez mecte quelque chose au trésor public, pour le proffict de la respublique ; et que cette *pecunia* publique soit resserrée au lieu plus assuré des deniers communs, pour subvenir aux urgentes et grandes affaires de la respublique. Et ne fault craindre qu'aucun destriment soit faict au lieu où se mectent les deniers communs, veu que les députez et le lieu pour garder cette *pecunia* publique sont constituez tels, qu'elle y peult estre conservée ung long temps sans aucun péril ; et ne fault avoir peur qu'il en déchaye quelque chose de la liberté des gentilshommes, car l'utillité publique concerne tous et il convient à tous particulliers que la respublique soit riche.

Et quant à ce qui concerne la quatrième partie des revenus du fisc roial, il semble estre de l'advantaige de la chose publique que la division et partition des revenus ne soit faicte et que les despenses et frais faicts au fisc royal ne soient séparez de ceulx qui sont faicts aux usaiges de la respublique ; car le roy est personne publique, et toutes choses qui concernent la splendeur et dignité d'icelluy apartiennent à la respublique, et n'est raisonnable que le roy ayant réservé la quatrième partie de son fisc, aye par après tous les frais et charges de la respublique ; partant est plus séant que tout soit mis en ung, et la respublique avec le roy, comme les membres avec son chef, soustienne toutes les charges.

L'INSTITUTION DU TRÉSOR PUBLIC.

Nous avons assez de justes raisons d'instituer ung trésor public, ce que nous voions estre pratiqué quasy en toute respublique bien ordonnée ; et le fondement du trésor sera très bon, quand les contributions publiques et ordinaires et les vollontaires paiées des nobles (chacun sellon sa puissance et faculté) y seront mises, et que par adventure les esclésiastiques ne refuseront donner la quatrième partie de leurs décimes pour l'utillité publique (*non recusarent fortasse et spirituales quartam decimarum suarum partem in publicam utilitatem conferre*). Là aussi

pourront estre conférées les amendes des crimes, et ce ne seroit maulvais que quiconque auroit gaigné procès devant quelque justice que ce soit, qu'il mist la quatrième partie du lucre à l'usaige public, car par ce moien on pourvoira à l'utillité commune, et la témérité des plaideurs sera réprimée.

Item les presteurs et usuriers et tous ceulx qui soubs le nom d'arende receoivent proffict de quelques biens, debvroient mectre une raisonnable portion de leurs proffficts au public, car il semble estre inique que la respublique ne pust tirer aucun proffict et commodité de ceulx qui d'ailleurs receoivent si grands gains et debvroient estre plustost estimés pilleurs de la respublique que vrays citoiens.

En fin fault pourvoir avec toute dilligence à ce que l'administration du trésor soit fidelle et sincère, car il n'y a si grandes richesses qui ne soient en fin espuisées par l'excessive despense extraordinaire ; par quoy fault ordonner peynes à ceulx qui ont charge sur la monnoye, et si quelqu'ung est surprins par soubson de l'infidelle administration de l'argent, que la question luy soit donnée pour rendre les deniers communs, et qu'il soit libre à ung chacun d'accuser devant le roy comme d'une publique injure celluy qui abuse de l'office du trésor ; et qui seroit convaincu, qu'il fust chastié de la peyne ordonnée aux larrons des deniers du prince, ou pour le moins qu'il rende au trésor abusé ce qu'il a osté, ou par quelque occasion alliéné. Et par ce moien les officiers du trésor seront contenus en leurs charges et l'on pourvoira à l'utilité grande du trésor public.

Il seroit bon aussi, à l'exemple des anciennes respubliques, que quand on faict testament qu'on eust esgard à la respublique : partant que ceulx qui décèdent sans enfants pourront léguer et laisser par testament la quatrième partie de leurs biens, et que la respublique pourra répéter de ceulx qui n'auroient teste ; et combien que ces biens là (appellez vulgairement caduques) viennent en la disposition du prince et sont distribuez entre personnes particullières pour leurs mérites envers la respublique, toutesfois il ne fault négliger la respublique, mais au contraire en fault avoir plus grand soing.

Davantaige on pouvroit trouver assez d'aultres moiens pour augmenter et accroistre les revenus et rentes de ce roiaulme ; ceux-cy qui sont produits pouvroient estre proposez plus copieusement avec les raisons, toutesfois la briefeté du temps a contrainct les rédiger en un abrégé compendieusement.

LA CAUSE DE L'EXÉCUTION PAR LAQUELLE ON RETIRE LES BIENS QU'ON APPELLE *BONA MENSÆ REGIÆ* QUI ONT ESTÉ ALLIÉNEZ DE LA TABLE ROIALLE ET DU FISC PUBLICQ[1].

Le roy Sigismond Auguste, qui est dernièrement décédé, avoit, du commencement de son gouvernement, eslargy beaucoup de biens de sa table, et puis après voiant qu'il ne pouvoit quasy vivre en façon de roy et comme il apartenoit, ny fournir aux frais lesquels fault que soient faicts pour la respublique, il commença à chercher le moien de recouvrer les biens alliénez tant par luy mesme, que par ses prédécesseurs, et ce par moien de la loi ou statut du roy Alexandre, son oncle, laquelle deffend expressément d'alliéner les biens de la table roialle, laquelle loy de longtemps n'estoit plus en usaige. Voicy la loy :

« La dignité roialle doibt avoir sa pension et nouriture des biens appellez biens de la table roialle, lesquels si ne sont pas suffisants, Sa M[té] roialle nécessairement doibt estre sustantée des biens publicqs, c'est à dire des impositions; mais d'aultant qu'il advient souvent si grandes charges au roiaulme qu'il n'est pas possible qu'on les puisse satisfaire publicquement, il fault donc pourvoir à la dignité roialle et aux nécessitez occurantes ; et à cette fin que par succession du temps les biens de la table roialle puissent estre deslivrez, il est ordonné et par le roy doibt estre approuvé et confirmé que quand les biens roiaulx seront desgaigez et racheptez et dévolus au roy, il ne fauldra pas que le roy les engaige de rechef ou les donne à quelqu'un, si ce n'est pour quelque grande affaire publicque, et encore cella se doibt faire aux assemblées générales, et avec le consentement du sénat. Davantaige le roy oultre la somme ancienne ne prendra plus de deniers sur les biens roiaulx sinon par consentement de son conseil. Toutesfois soit arresté et conclu perpétuellement que le roy n'engaigera et n'obligera aucuns biens roiaulx, sans condition de tant moins, et si d'aventure se trouvoit quelqu'un qui baillast quelque somme sur les biens roiaulx, il perdra son honneur avec la somme qu'il aura baillée. »

Cette ordonnance donc estoit quasy totallement abolie, mais elle fut par Sigismond Auguste renouvellée et confirmée comme suit :

1. La même pièce en latin : *Origo executionis, etc...*, se trouve à la Bibl. imp., Ms., fonds français, 3274.

« Nous Sigismond Auguste, etc..., declarons le statut ou ordonnance du roy Alexandre, nostre oncle, avoir force de loy et voulons qu'il soit entendu sellon le contenu d'iceluy et non pas aultrement : A sçavoir que toutes les concessions qui ont esté faictes depuis le statut d'Alexandre, toutes les donations perpétuelles, *feuda*, *lenna*, venditions, soit par nous mesmes, soit par nos prédécesseurs, et les fondations des biens spirituels (*fundationes item bonorum spiritualium qualitercunque inscriptæ sint*), par la présente ordonnance cassons et abbrogeons, comme contraires au droict public ; et ce voullons estre observé en toutes terres de nostre obéissance, et spéciallement au duché de Prusse et au duché de Zator et Oswiecim, par ce que toutes ces terres dépendent du scel du roiaulme. Par quoy tous les biens qui ont esté alliénez doibvent estre restituez à ma table, sauf les *feuda* et *lenna* avec les ducs de Prusse et Poméranie, aussi que d'anciennement tels *feuda* et *lenna* ont esté constituez. Nous aussi exemptons de ceste ordonnance le palatinat de Mazovie jusqu'au temps du roy Sigismond nostre père, qui avoit confirmé toutes ses libertez et priviléges.

De summis novis in bonis regalibus.

« Semblablement cella doibt estre entendu des sommes nouvellement faictes et assignées sur les biens roiaulx : que toutes les assignations qui ne sont pas faictes pour les affaires publicques et ont esté jugées par le sénat, qu'elles ne doibvent valloir aucunement. Mais si quelque assignation fut faicte par le roy Sigismond pour l'affaire du roiaulme, nous la réservons jusqu'à l'assemblée générale.

De evictoribus.

« Et si quelqu'ung auroit obtenu de nous quelque chose de nostre table, le vendroit ou donneroit ou obligeroit à quelqu'ung aultre après que nostre main seroit fermée, tels biens nous répéterons non pas du vendeur, mais du possesseur, et le possesseur ou l'acheteur aura action entière contre son garant sellon ceste ordonnance.

De advitalitatibus.

« Si quelque advitalité seroit donnée à quelqu'ung avec sa postérité et si luy mesme eust esté mort devant l'assemblée générale et que quelqu'ung de sa postérité eust prins la possession, que ceste advitalité ne

soit estendue qu'à ung seullement. Et si elle a esté baillée à deux ou plusieurs frères, et si chacun en son endroit en use, soit ensemble soit en particulier, l'ung ne pourra succéder à la part après la mort de l'aultre, mais pourra lui succéder à la part de quelque somme assignée sur les biens de l'advitalité.

De advitalitatibus in summis antiquis.

« Parce que nos biens roiaulx ont esté engaigés en petites sommes, nous ordonnons de ne bailler à pas ung aucune advitalité, s'il ne donne ou quitte à la respublique la quatrième partie de la somme.

Acquisitio pecuniæ.

« Estant contraincts par une grande nécessité, et cela non sans le consentement du sénat, ordonnons : qu'il nous sera permis pour ceste fois seullement d'emprunter sur les biens de nostre table la somme de cinq cent mille florins; et celluy qui nous la prestera totallement ou en partie, par ceste ordonnance sera assuré de la somme et qu'il ne perdra rien. Il est vray que nous ne voullons pas bailler nos biens roiaux à pas ung des ducs, ny voullons obliger aussi aucuns des chasteaux principaulx, ny les biens *magnæ procurationis,* ny la terre de Sandomir. Nous abrogeons aussi et annihilons l'ordonnance faicte à Parczow par laquelle avons emprunté trois cent mille florins; ne voullons pas aussi bailler aucune advitalité, parce que du consentement du sénat les impositions ont esté ordonnées pour paier la somme de trois cent mille florins pour deslivrer les susdicts biens roiaux.

De provisione capitaneorum et tenutariorum.

« Du commun consentement du sénat ordonnons et statuons : que de tous revenus par les proviseurs la cinquième partie doibt estre séparée pour estre adjoustée aux trois aultres de nostre table; et quant aux affaires des capitaines et tenutaires, nous y pourvoirons sans rien diminuer ou défalquer de la quatrième partie, qui sera gardée pour la deffense et tuition de la respublique. »

ORDRE ET NOMS DES SÉNATEURS DU ROYAUME DE POLOGNE ET DU GRAND-DUCHÉ DE LITHUANIE.

Archiepiscopi.

Gnesnensis .... Jacobus Uchański, legatus natus et regni Poloniæ primas.
Leopoliensis .... Stanislaus Słomowski.

Episcopi.

Cracoviensis .... Franciscus Krasiński.
Cujaviensis .... Stanislaus Karnkowski.
Vilnensis .... Valerianus.
Posnaniensis .... Adam Konarski de Kobylino.
Plocensis .... Petrus Myszkowski.
Varmiensis .... Stanislaus Hosius, cardinalis.
Luceoriensis .... Victorinus Wierzbicki.
Premisliensis .... N.....
Samogitiæ .... Georgius.
Chelmensis .... Albertus Staroźrebski.
Culmensis .... N.....
Kioviensis .... Nicolaus Pac.
Camenecensis .... Dionysius Secygniowski.

Senatores seculares.

Castellanus Cracoviensis .... Sebastianus Mielecki.

Palatini.

Cracoviensis .... Joannes Firley de Dombrowica.
Posnaniensis .... Lucas Górka.
Vilnensis .... Nicolaus Radzivilus.
Sandomiriensis .... Petrus Zborowski.
Castellanus Vilnensis .... Gregorius Chodkiewicz.
Palatinus Calissiensis .... Gaspar Zebrzydowski.
Trocensis .... Eustachius Wołłowicz.
Siradiensis .... Adalbertus Łaski.

Lenciciensis	Joannes Sierakowski.
Capitaneus generalis Samogitiæ	Joannes Chodkiewicz.
Palatinus Kioviensis	Constantinus de Ostrog.
Inovladislaviensis	Joannes Krotowski.
Russiæ	Georgius Jazłowiecki.
Voliniæ	Rochus Koryciński.
Podoliæ	Nicolaus Mielecki.
Smolenscensis	Gregorius Wołłowicz.
Lublinensis	Nicolaus Macieiowski.
Polocensis	Stanislaus Dowoyna.
Belsensis	Andreas Tenczyński.
Novogrodensis	Paulus Sapieha.
Plocensis	Arnolphus Uchański.
Vitepscensis	Stanislaus Pac.
Masoviæ	Stanislaus Ławski.
Podlachiæ	Nicolaus Kiszka.
Ravensis	Anselmus Gostomski.
Bresciensis (Cuïav.)	Joannes a Służewo.
Bresciensis (Lituan.)	Georgius Tyszkiewicz.
Culmensis	Joannes Działyński.
Mscislaviensis	Georgius Ościk.
Marienburgensis	Fabianus Czema.
Braslaviensis	Andreas Wiśniowiecki.
Pomeraniæ	Achacius Czema.
Minscensis	Gabriel Hornostay.

Castellani majores.

Posnaniensis	Petrus Czarnkowski.
Sandomiriensis	Hieronimus Ossoliński.
Callissiensis	Joannes Konarski.
Voiniciensis	Joannes comes a Tenczyn.
Gnesnensis	Joannes de Tomice.
Siradiensis	Joannes Dembowski.
Lenciciensis	Jacobus Lassocki.
Samogitiæ	Nicolaus Talwosz.
Bresciensis	Joannes Hayko.
Kioviensis	Paulus Sapieha.
Inovladislaviensis	Petrus Smerczyński.
Trocensis	Ostaphius Wołłowicz.

Leopoliensis	Stanislaus Herburt de Fulstin.
Voliniæ	Michael Myszka.
Camenecensis	Hieronimus de Sieniawa.
Lublinensis	Stanislaus Słupecki.
Polocensis	Georgius Zenowicz.
Smolenscensis	Dominicus Pac.
Belsensis	Andreas comes a Tenczyn.
Novogrodensis	N.....
Plocensis	N.....
Vitepscensis	Paulus Pac.
Cerscensis	Sigism. Wolski de Podhayce.
Podlachiæ	Adamus Kosiński.
Ravensis	Myszkowski.
Culmensis	Joannes Dulski.
Mscislaviensis	Joannes Sołomerecki.
Elbingensis	Adam Walewski.
Braslaviensis	Basilius Zahorowski.
Gedanensis	Joannes Kostka.
Minscensis	Joannes Hlebowicz.

Castellani minores.

Sandecensis	Nicolaus Cikowski.
Medirecensis	Andreas comes a Górka.
Visliciensis	Nicolaus Firley a Dombrowica.
Biecensis	Stanislaus Szafraniec.
Rogosnensis	Albertus Czarnkowski.
Radomiensis	Joannes Tarło.
Zawichostensis	Nicolaus Ligęza de Bobrek.
Landensis	Stanisl. Wysocki de Budzisław.
Sremensis	Jacobus Rokossowski.
Zarnoviensis	Stanislaus Sienieński.
Malogostensis	Włodzisławski.
Vielunensis	Joannes Krzyżtoporski.
Premisliensis	Andreas Wapowski.
Haliciensis	Sienieński de Gołogóry.
Sanocensis	Joannes Herburt de Fulstin.
Chelmensis	Nicolaus Łyssakowski.
Dobrinensis	Paulus Działyński.
Polanecensis	N.....

Prementensis....................... Petrus Chodziński de Potulin.
Crivinensis........................ N.....
Cechoviensis....................... Stanislaus Tarnowski.
Naclensis.......................... Nicodemus Kiński, sed iste habet controversiam cum Złotkowski, cui etiam idem castellanatus datus.
Rospirensis........................ Gregorius Kretkowski.
Biechoviensis...................... Joannes Kościelecki.
Bidgostiensis...................... Stanislaus Kościelecki.
Brzezinensis....................... Paulus Szczawiński.
Crusviciensis...................... Gregorius de Kretkow.
Osviecimensis...................... Komorowski.
Camienensis........................ Andreas Gosławski.
Spicimiriensis..................... Joannes Gomoliński.
Inovlodensis....................... Nicolaus Szubski.
Covaliensis........................ Stanislaus Sierakowski.
Santocensis........................ Nicolaus Gostyński.
Sochacioviensis.................... Stanislaus Gostomski.
Varsaviensis....................... Felix Parysz.
Gostinensis........................ Joannes Samowski.
Visnensis.......................... Andreas Iłowski.
Racionzensis....................... Stanislaus Kryski.
Siepercensis....................... Albertus Krassowski.
Vissegradiensis.................... Cristinus Łoś.
Ripinensis......................... Felix Żelski.
Zacrocimensis...................... Joannes Kostka.
Ciechanoviensis.................... Stanislaus Bogacki.
Livensis........................... Joannes Wodziński.
Lubacioviensis..................... Drohiczyński.
Slonensis.......................... Paulus Działyński.
Conariensis in palat. Siradiensi....... Lipiecki.
Conariensis in palat. Lenciciensi...... Raphael Slatkowski.
Conariensis in palat. Cujaviensi....... N.....

Ministri.

Marsalcus generalis regni Poloniæ .... Joannes Firley de Dombrowica, sed incompatibile cum palatinatu.

Marsalcus generalis ducatus Lituaniæ...	Joannes Chodkiewicz, idem capitaneus Samogitiæ.
Cancellarius regni Poloniæ	Valentinus Dembiński.
Cancellarius ducatus Lituaniæ........	Nicolaus Radzivilus, idem palatinus Vilnensis.
Vicecancellarius regni...............	N.....
Vicecancellarius Lituaniæ............	Eustachius Wołłowicz.
Thesaurarius regni..................	Hieronimus Bużeński.
Thesaurarius Lituaniæ...............	Nicolaus Naruszewicz.
Marsalcus curiæ regni Poloniæ	Andreas Opaliński.
Marsalcus curiæ ducatus Lituaniæ	Nicolaus Christophorus Radzivilus, dux in Ołyka et Nieśwież.

NOMBRE DES NONCES ENVOYÉS A LA DIÈTE PAR CHAQUE PALATINAT.

Grande-Pologne.

Palat. de Posnanie	6
— de Kalisz...........	6
— de Sieradz..........	6
— de Łenczyca........	4
— de Inowładysław	2
— de Brześć	2
— de Mazovie.........	20
— de Rava............	6
— dePłock...........	4
	56

Petite-Pologne.

Palat. de Cracovie.........	6
— de Sandomir........	6
— de Lublin	3
— de Russie	14
— de Belz	4
— de Podolie..........	4
	37

Grand-duché de Lithuanie.

Palat. de Vilna	4
— de Troki...........	6
— de Samogitie........	2
— de Novogródek......	5
— de Połock..........	2
— de Vitebsk	1
— de Brześć..........	2
— de Mścisław	4
— de Mińsk	3
— de Kiev............	4
— de Bracław.........	4
— de Smoleńsk........	4
— de Volhynie	4
— de Podlachie..... ..	6
	51

Prusse.

Palat. de Poméranie.......	2
— de Malborg.......	2
— de Chelmno	2
	6

Somme totale......................... 150

III

OUVERTURE
DE L'INTERRÈGNE

PROTESTATIO IN CONVOCATIONE VARSAVIÆ, A QUIBUSDAM NUNTIIS TERRESTRIBUS CONTRA AUTHORITATEM PRIMATIS REGNI FACTA [1].

Bibliothèque du prince Czartoryski; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski, 364.

Les auteurs de la protestation invoquent contre les prétentions du primat l'édit de Piotrkow et la loi d'Alexandre, où il est dit qu'en Pologne aucun archevêque ni évêque ne peut être nommé cardinal ni légat du saint-siége, sans la permission du roi. Ils démontrent que la dignité de primat n'est pas une charge politique, et invitent tous leurs concitoyens à s'unir à eux pour empêcher que l'on ne déroge à des lois anciennement établies. Ils nient que le primat ait, comme il le prétend, le droit de convoquer les états du vivant du roi, et encore moins celui de le remplacer comme *interrex*, pendant la vacance du trône. Danger qu'il y aurait pour la République à livrer un tel pouvoir aux mains d'un ecclésiastique, placé sous la dépendance de la cour de Rome. Est également contesté au primat le droit de présider aux élections royales et le privilége qu'il soutient appartenir à lui seul de proclamer le roi élu et de le couronner. Le présent acte dûment enregistré dans les livres du *grod* de Varsovie et d'autres villes du royaume.

Iż doznawaliśmy tego, że rzeczy, które się przeciw prawom pospolitym zastarzywały, czyniły nam wiele trudności y zwaśnienia ku szkodzie RP., też y zatrudnienie wielkie Królowi IM. y sprawom pospolitym, iako to zeznawa *Casimirus tertius* w przywileiu swym w Piotrkowie uczynionym *an.* 1451, mówiąc temi słowy: *Quod cum inter terras nostras regni Poloniæ et subditos earum, non modica orta esset differentia, disceptatioque non mediocris fieret, de et super cardinalatu Reverendissimi in Christo Patris D. Sbignei, episcopi Cracoviensis, propter quam etiam Respublica regni istius dissolvebatur, et complurima incommoda capiebat, etc.*; potem wyznawa, że dla tego samego, *volens reducere ad statum debitum unionis*, seym w Piotrkowie był złożon y uczynił dekret temi słowy: *Imprimis autem quod sedes metropolitana*

1. La question des droits de la primature ayant été soulevée dès l'ouverture de l'interrègne, nous donnons ici cette pièce et la suivante, bien qu'elles appartiennent par leur date à la diète de Convocation.

Gnesnensis, Domini quoque archiepiscopi et primates sedis ejusdem in omni jure, potestate, authoritate, prærogativa, jurisdictione et consuetudine, quas alias ecclesia Gnesnensis ab antiquo super ecclesiam Cracoviensem habuit et habet, debeat in ævum conservari: daley pisze, że żadny arcybiskup ani biskup nie maią otrzymywać ani kardynalstwa, ani *legationes sedis apostolicæ, absque consensu nostro et omnium consiliariorum regni*, y tem ten przywiley konkluduie: *Qui vero illud servare, tenere, et ad illud attendere nollet, sperneret, aut minime curaret, nos contra talem partem præmissa non servantem et omnes consiliarii nostri atque regnicolæ omnino esse debemus, et non permittere eum uti propria voluntate*. A tak bacząc my to, że zawsze przodkowie nasi, *authoritate regum et conventuum* bronili się takim ambicyom, które taką niebespieczność a rozdział czyniły; a widząc, że *per intervalla temporum* to się zasię odnawia, przeto iż tak zastarzeć się im dano y dopuszczono — bo też y za Leszka króla polskiego, *an.* 1219, Henryk, arcybiskup Gnieźnieński, ziednał sobie *legationem apostolicam*, aby iey inni biskupi nieposiadali; potem tak *per intervalla* iednali, używali inni, aż do czasu Kaźmierza tego, za którego atośmy się tym przywileiem obronić temu chcieli; ale iako widziemy nic nie pomogło, używaią iednak IMoście y kardynalstwa, iako Xiądz biskup Alcberski, y legacyey, iako IM. Xiądz arcybiskup Gnieźnieński: przeto my, uważaiąc takie zatrudnienia, które przeto w Koronie bywały (iako ten przywiley świadczy), opowiedamy się przed IM. Pany Radami na tey Konwokacyi, y przed tem wszystkiem Rycerstwa zebraniem ze wszystkich kraiów Koronnych, tak z Litwy, z Pruss, z Wołynia, z Podlasia, etc., co y do akt grodzkich Warszawskich podaiemy ku wpisaniu *ad perpetuam rei memoriam*, że tych dignitarstw przyznawać nikomu nie chcemy, ani przyznawamy, iako tych które są uzurpowane, mimo zwolenie królów Panów naszych y nas wszystkich, iako ten przywiley obmawia.

Item, iż w tymże przywileiu król Alexander mianuie IM. Xiędza arcybiskupa Gnieźnieńskiego na iednem mieyscu, a z początku, *primatem regni*, a potem, kędy już inseruie dekret oyca swego, tedi go mianuie primasem *sedis ejusdem*, iako się wyżey z przywileiu słowa przywodziły, tediśmy my nigdy inaczey u siebie takiego primasa nierozumieli, ieno tak iako *verba privilegii sonant*, to iest, że primas IMość bydź raczy *sedis Gnesnensis*; a tego tytułu, który król Alexander, a potem inni, aż do teraźnieyszego Pana nowo zmarłego, IMości dawali, nie wykładaliśmy inaczey, ieno iż *primas regni* między duchownymi od papieża postanowiony

iest. Przeto takeśmy to skromnie znaszali do tego czasu. Ale gdy się iuż do tego przyszło, że ten titul tak szeroko się rosciągnąwszy, wysoko się wznosi; że sobie uzurpuie składać seymy y na króle ieszcze żywe, y one koronować, uzurpuiąc na nie sobie iakąś władzę; k'temu, gdy pisma które rossiały się po Polszcze, które pisane są do ziem woiewództwa Mazowieckiego, wielką prerogatiwę y władzę mu przypisuią y przydaią; y w innych pismach widziemy że go *interregem* teraz zową, a iż kiedy iuż króla obiorą, dopiero, *functus officio suo*, iako to są *formalia verba*, ma *abdicare sese potestate sua*, y iakoby *regalia* (które się mu *tacite* przyznawaią) nowo wybranemu królowi oddać; k'temu, że iuż y *ad disputationem* to wokowano, któremu marszałkowi, ieśli Koronnemu albo arcybiskupiemu, *sub hoc interregno* należy rządzić: przeto my, przestrzegaiąc tego, aby to takie podnoszenie titułu iakiego zatrudnienia na potem w Koronie nie uczyniło; a gdyż, *nobis viventibus*, niektórzy się między nami nayduią, którzy *interregna* widali w Polszce, przeczże ani oni ani my nigdy nic ani k'temu podobnego ani widali, ani słychali od przodków swoich; a tu się nayduią tacy ludzie, którzy ten taki titul między ludźmi tak zalecaią, iakby go z praw a przywileiów pospolitych wyciągaiąc, gdy tam wszędy *contrarium* widziemy: a uważaiąc my to, iż za takiem tego w ludzi wmawianiem, iżby to w prawiech naszych tak było, mogłoby to tak w opiniach ludzkich zostać, a zastarzawszy się tak, mogłoby się to potomstwu naszemu, za milczeniem naszem, za *authenticum* podać — co iakoby szkodliwe było łacno to obaczyć, bo przez *lex* to, które iako w kleszczach wszystkie nasze przywileie ściska y w mocy zadzierżawa, łamałyby się wszystkie nasze wolności, gdyby tego prawa na nas, bez naszego na to zezwolenia, IM. Xiądz arcybiskup używać miał; k'temu, iż inaczey pokazać się nie może, ieno iż z tym titułem *Nicolaus* arcybiskup *ex Constantiensi consilio an.* 1417 był przyiachał, y to sobie iako za prawo na nas arcybiskupi maią — obaczymyż iakoby to rzecz przespieczna była, aby papież z taką mocą dygnitarza nam stawićby mógł, żeby miał taką władzę na króla seym składać, a *libertatem nostram ab opprimentibus* bronić, iako te pisma po Polszcze rospisane to nam zalecaią; a ieżeliby taką władzę miał, *quis vetabit*, żeby też króle y deponował (gdy tego prawa y król Pan nasz niema, aby *pro libitu dignitates et officia augere vel diminuere posset*), zaczem możemy rozumieć, że iuż nie nasza wolna elekcya, ale papieskie fakcye namby króla dawały, czego się z kronik wiele dowiedzieć możemy co się z tego kształtu cesarzom y królom dziewało: a tak my tym takowym *inconvenientibus* zabieżać chcąc, a RP. od ostatniego strachu y

niebespieczeństwa potomstwu swemu wolną podać, oświadczamy się, y *ad perpetuam rei memoriam* do ksiąg grodzkich Warszawskich wwodziemy, co y w innych uczyniemy, że iakośmy o takowem primastwie nigdy nie wiedzieli, *ne per somnum quidem*, tak teraz to oświadczamy, że go nieprzyznawamy, y owszem aby go IM. Xiądz arcybiskup nie używał, prosiemy y napominamy.

Warszawa, w styczniu, 1573 r.

Stan. Dębiński, st. Chęciński.
Piotr Strzała, sędzia ziem. Zator. y Oświecim., burgr., Krakowski.
Stan. Przerębski, z Przeręba.
Mikołay Małachowski.
Piotr Kaszowski, r. s.
Piotr Czerny, własną ręką.
Andrzey Niedrwicki, r. s.
Leonard Straż, burgr. Krak.
Mikołay Sienicki, podkom. Chelm.
Stanisław Drohoiowski, r. s.
Krzysztof Lasocki, st. Gost.
Bartholomæus Zaliwski, vexillifer Livon., vice-capitan. Varsaviensis.

DEFENSIO PRIMATUS CONTRA INCONSIDERATAM ET MALITIOSAM QUORUNDAM OPPUGNATIONEM VARSAVIÆ IN CONVOCATIONE PER REVERENDISSIMUM ARCHIEPISCOPUM GNESNENSEM IN SENATU PUBLICE FACTA.

Biblioth. du prince Czartoryski; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załus., 364.

L'archevêque de Gniezen se plaint de voir les novateurs venir augmenter par leurs violentes attaques contre son autorité de primat le trouble où la mort du roi a jeté la République. Il les accuse de vouloir détruire ou pour le moins paralyser tout pouvoir pendant l'interrègne. Il rappelle avoir présenté à l'une des précédentes assemblées un mémoire irréfutable sur les droits de la primature, mémoire dont ces mêmes novateurs ont interrompu la lecture par leurs cris, quittant ensuite tumultueusement la salle pour aller faire enregistrer une protestation contre des droits évidents, dont ils refusaient de se laisser instruire. Le primat s'en réfère à ses concitoyens et place sous leur protection une autorité nécessaire au salut de la République. L'ambition des archevêques de Gniezen est une invention de la calomnie. Quant à lui, il se déchargerait volontiers de ses fonctions politiques s'il

n'en était empêché par son devoir de citoyen. Pour justifier ses prétentions, l'archevêque va jusqu'à faire remonter au temps des Romains l'origine de la primature. Il cite l'exemple des différents États de la chrétienté, l'Empire, l'Espagne, la Hongrie, l'Angleterre et la Suède, où les primats ont, dans certains cas, le droit de convoquer les diètes. Il rappelle que le primat tient le premier rang entre tous les dignitaires de la République ; que le droit qu'il a eu de tout temps de sacrer et de couronner les rois et les reines lui a été confirmé par Casimir en 1451 et par Sigismond-Auguste en 1550, et prétend que de ce droit découle évidemment celui de présider aux élections royales. Il maintient qu'aux primats appartient le droit de convoquer la diète du vivant du roi, si, manquant à son devoir, le souverain refusait ou négligeait de le faire, d'où il ressort qu'ils ont le droit de la convoquer pendant l'interrègne. L'autorité du primat est la sauvegarde de la République ; elle protége le peuple contre les excès de la couronne. Il est heureux qu'elle soit entre les mains d'un prêtre que son caractère sacré met à l'abri de toute ambition temporelle : dévolue à un sénateur laïque elle pourrait lui servir de marchepied à la tyrannie.

Nie iest nikomu iako rozumiem tayno, że między innemi rozruchy, które się u nas w Polszcze, skoro po śmierci Króla Pana naszego działy, było też to, y iest ieszcze y dziś *in dubium vocatum* u ludzi, ieżeli śmiercią pańską urzędy Koronne albo iakieżkolwiek inne stanęły ? — niepotrzebna kwestya, do którey przymięszała się też y ta, *de primatu meo* (*quin potius regni*), który iest zdawna przy arcybiskupstwie kościoła Gnieźnieńskiego ; nie tak kwestya, iako szczera y iawnie odkryta oppugnacya od niektórych ludzi, że się ci skrypty y mowami puścili przeciw temu *primatum*, choć ieszcze nikogo niedolega, iakoż y nigdy doledz niemoże.

Bo ten urząd albo *dignitas*, *non est tantæ potestatis*, aby sobie, iako oni rozumieią y do ludzi to *ad invidiam* podawaią, miał uzurpować *potestatem regiam sive interregiam*, choć y *regia*, iako wiemy, niema u nas bydź nikomu cięźka nad prawo, a tem mniey *primatis*, który tylko *in defectu, aut excessu, vel aliqua exorbitantia potestatis regiæ*, ma swą władzę, ale nie sam, ieno z Radami y inszemi stany Koronnemi pospołu, których on iest y bywał zawsze powodem, y ku obmyślaniu y opatrowaniu potrzeb RP., pierwszym y przednieyszym w tem kole, *cujus ordinis custodiæ universa Respublica est commissa*. To wszystko ci *novatores* odrzucaiąc, oburzyli się nayprzód *contra primatem*; chcąc potem *eadem consequentia et reliquos ordines Reipublicæ tollere, atque confusionem in statu publico inducere*, gdyż bez pochyby, *sublato*

primo, et secundum et tertium et per consequens et reliquos omnes ex ratione ordinis musieliby ruszyć, a ieżeli nieruszyć, tedi martwe iako cyfry *in locis suis residentes* poczynić, bez wszelakiey władzy. Zkąd bacząc ia bydź y rość nie małe niebespieczeństwo wszystkiey RP. *ex motu talis anarchiæ*, przestrzegałem y opowiadałem, *tam private quam publice*, zwłaszcza na zieździech naszych przeszłych, iż się w tey mierze wielkie bezprawie nie tylko mnie, iako arcybiskupowi y prymasowi naten czas, ale więcey wszystkiey RP. dzieie. O czem gdy niektórzy też y z Rad koronnych na przeszłym seymie Warszawskim wątpili y nauczyć się chcieli władzy *primatis* — mali on iaką *in Republica* — przyszło do tego, że tamże na tym zieździe Warszawskim, *publice* w Radzie podałem ku czytaniu na piśmie to, co niektórzy, rzeczy y spraw naszych polskich świadomi, zebrali *in defensionem authoritatis primatus*, przeciw mowom y skryptom im przeciwnym, których się iuż między ludźmi dosyć było nasiało; którym tym, przezemnie podanym skryptem, dostatecznie była okazana y iaśnie explikowana wszystka ta kwestya, iako zdawna u nas, w RP. naszey polskiey, primas iest postanowion, co za prerogatiwa y władza iego — nie z Rzymu, albo z strony tylko Kościoła nadana iemu, iako adwersarze chcą mieć, ale od samych Panów monarchów królewstwa y wszystkiey RP. — którey arcybiskupi *tanquam primates*, przez wszystek czas *imperii polonici*, skoro od przyięcia wiary chrześciańskiey używali. Na czem acz iuż adwersarze mogli dobrze przestać, a na tych wywodziech, które się na onczas w Warszawie pokazały, mieć dosyć, by byli chcieli wszystkiego do końca słuchać cierpliwie (bo *in medio cursu orationis* przerwano czytanie tego skryptu, *ut in tumultu et non consilio*), a iednak choć niedosłuchali y podobno niedobrze się wszystkiemu przypatrzyli, przedsię uporowi y dawnemu przedsięwzięciu swemu dosyć czyniąc, iakoby temu urzędowi albo dostoieństwu *primatis* derogowali, y odięciem władzy w niwecz go obrócili; wnet po rozerwaniu onego czytania, wystąpiwszy niektóre z posłów ziemskich osoby pewne, *sub prætextu nominis et causæ publicæ*, ięli się oświadczać przeciw *primatem*, niechcąc o nim nic wiedzieć, ani go *in Republica* w iakiem przełożeństwie y władzy przyznawać, iakoby to na ich zdaniu y woli było brakować y miotać urzędy Koronnemi. Którą protestacyą potem, *in ampliori forma*, iako się im podobało rościągnąwszy, do xiąg grodzkich Warszawskich wwieść dali. Co ia y wiele inszych ludzi ze mną, bacząc bydź *rem pessimi exempli* y bardzo szkodliwą RP. naszey, gdyby iuż tak miało bydź wolno każdemu *pro libitu ejus tollere magistratus, et solvere legitimas Reipublicæ ordinationes;*

niechcąc zamilczeć y zaniedbać, iako mi się nie godzi ani przystoi, aby co w osobie mey RP. albo dostoieństwu arcybiskupiemu, *circa primatum regni* miało zeyść : zdało mi się za rzecz potrzebną y powinną, w tak iawney a wielkiey krzywdzie swey, albo więcey RP. wszystkiey, nie tylko przeciwnemi protestacyami albo obmowami iakiemikolwiek czynić, ale iuż to na wszystką RP. y Stany Koronne włożyć, a u nich samych, w własney ich krzywdzie, obrony szukać. A żeby każdemu, tak małemu iako y wielkiemu, iakiegożkolwiek stanu kto się nayduie w RP. naszey polskiey, była iawna sprawa y położenie rzeczy wszystkiey tey *de primatu :* aby się nie zdało nowe bydź komu, albo, iako adwersarze mieć chcą, kościelne, albo papiezkie tylko to *nomen primatus*, a nie mieć podpory y obrony po sobie z prawa pospolitego y zwyczaiu dawnego, okażę tu wszystkie wywody iego, iako na krótce może bydź.

Co iest *primatus?* zkąd a iak dawno do nas do Polski przyszedł? kto go postanowił? co za prerogatiwa iego ? y iako iest potrzebien ? y co na nim należy RP. naszey ?

Już to każdy przyznać musi, *ex vi verbi*, a z prostego wyrozumienia słowa tego *primatus*, że znaczy przodek albo przełożeństwo w dostoieństwie y władzy, gdziesiękolwiek nayduie. Tak Ś. Paweł powiada Syna Bożego *tenere primatum ante omnes* ; tegoż Syna Bożego *sub nomine Sapientiæ* świadczy Pismo *tenere primatum in omni populo et in omni gente* ; także toż prawo duchowne zowie *primates*, którzy w iakiey prowincyi albo narodzie są pierwszymi y zwierzchnymi nad arcybiskupy y biskupy, właśnie iako patryarchowie. W cesarskiem zaś prawie, za monarchów rzymskich, *primates* byli *primarii magistratus in provinciis*, do których się ludzie wszystkiey oney prowincyey uciekali w doległościach swych, które mieli *ab aliis magistratibus provincialibus*, zwłaszcza gdy daleko był cesarz od nich. Owo y w niebieskich y w ziemskich, tak duchownych iako y świeckich rzeczach, był zawżdy *primatus*, y w wielu, a bogday nie we wszystkich chrześciańskich państwiech iest postanowiony, a wszędzie przy duchowney przednieyszey osobie. W Rzeszy Niemieckiey iest *primas*, arcybiskup Magdeburski, bo ten pierwszym Panem był *in imperio*, nim elektorowie nastali ; w Hiszpanii *primas* iest *archiepiscopus Toletanus*, w Anglii *archiepiscopus Cantuariensis*, na Węgrzech *archiepiscopus Strigoniensis*, w Szwecyi *archiepiscopus Upsaliensis*, którzy wszystcy *primariam habent dignitatem et authoritatem post regem*, y seymy, gdy ich potrzeba, składaią. U nas w Polszcze także, skoro wiara chrześciańska nastała, którą *Miecislaus* albo Mieszko przyiął, ten naypierwey ku rozmnożeniu iey fundo-

wał dwoie arcybiskupstw, Gnieźnieńskie y Krakowskie, a biskupstw siedm; ale iako kronika świadczy, *Gnesnensem superiorem esse voluit, et apud illum decus primatiale consistere*; to iuż tam wszczął się *primatus*, nie z papieskiego, ale z pańskiego nadania. Tenże kronikarz niżey dokłada, gdzieby Krakowski biskup *authoritatem suam metropoliticam*, którą przodkowie iego mieli, rekuperować chciał, tak mówi: *nam Gnesnem non tenuior splendor, sed amplior honor accederet, si potius non ad unius Leopoliensis archiepiscopalis ecclesiæ, sed ad duarum Cracoviensis et Leopoliensis respectum, primas vocaretur*, daiąc znać żeby też więcey *metropoles* było ieszcze, tedi przedsię ieden primas, arcybiskup Gnieźnieński musi bydź. Do tegoż *primatum una cum archiepiscopatu* przystąpiło *jus legati nati*, aby iuż tu przed arcybiskupem Gnieźnieńskim wszystkie *causæ* prawa duchownego zostawały. A z tych trzech tytułów: arcybiskupiego, *primatis regni, et legati nati*, miał y ma zawżdy arcybiskup Gnieźnieński *præeminentiam* wszędy, tak w kościele, iako y w RP., co mu statut króla Kazimierza Wielkiego przyznawa, *in compositione negotii decimarum* między sobą y szlachtą Krakowską, a między biskupem Krakowskim Bodzantą, przez Iarosława Bogoryą uczynioney. Bo tam wspomina *authoritatem archiepiscopi primatialem* y dekreta iego *ex arbitramento hujus compromissi in hac differentia lata*, co *pro lege publica* na seymie *de consensu baronum* przyiął, y w statut wpisać kazał; bo tak statut mówi: «*rex assidens archiepiscopus secum una statuit*,» gdzie król *suam authoritatem cum archiepiscopo* komunikował, gdyż żadnemu nie należy *conditio legis*, ieno Panu, *aut populo principanti*. Czemu tego król sam nie sądził? podobno że niemógł, y dla tego wziął do siebie na sąd arcybiskupa, *tanquam primatem, ac utriusque partis in hoc genere differentiarum judicem competentem*, y ustąpił *suum judicandi tribunal*, a iego dekreta *pro lege* przyiął. Tenże Wielki Kazimierz, w przywileiu swym na tranzakcyę albo ugodę około dziesięciny między tymże arcybiskupem y szlachtą W. Polską uczynioną danym, zowie arcybiskupa *primum principem suum*, co ieszcze większa niźli *primus ad Reipublicæ negotia*; bo iuż ten tituł *primi principis*, nie może się na duchowieństwo ani kościelne rzeczy ściągać, ieno *directe ad RP. et statum ejus politicum senatumque regium, ut sit in eo archiepiscopus primus princeps inter illos principes*, którzy się tak mianuią *in confœderationibus suis*: «*inter quos nos principes spirituales et sæculares*». Y drudzy królowie także y w liściech y w konfirmacyach praw pospolitych *senatores* zowią *principes*, a tym wszystkim arcybiskup Gnieźnieński iest przełożon *pro primo principe*.

Za czem, iako dostoieństwo tak y porządek *et prima prærogativa* iest mu dana *in omnibus functionibus RP. post regem*; boć to nie iest *vanum*, ani *otiosum nomen principis primi, verum tribuens authoritatem et quidem primam*, iaka się też pokazuie w iego prerogatiwach, które te są :

Nayprzód, że ma pierwsze mieysce y pierwsze *votum* w Radzie, przed wszystkiemi Pany, tak duchownemi iako y świeckiemi, y xiążęty lennemi, którekolwiek miała y do tych czasów ma Korona.

Noszą też przed nim laskę, a nie spuszczaią iey, aż przy osobie samey królewskiey, gdzie iuż marszałkowie Koronni albo dworscy laski swe podnoszą, y to, gdzie którego z nich niemasz, tedi marszałek arcybiskupi podnosi swą laskę y przed królem ; to się iuż trafiło za naszego wieku, *non solum id permittente, sed etiam ita fieri mandante principe*. Czego niedarmo mu Pan y RP. postąpiła, boć to nie iest *vana cæremonia*, iaka bywa w komedyach w zmyślonych marszałków, gdyż y sam Pan nasz król niema inszego *usitatum et familiare insigne imperii sui*, chyba tę laskę, a z nią y miecz ; ale ten kryią, a więcey dla ceremonii niźli *in usum* chowaią, iako *in libero populo, qui non terrore sed potius amore principibus suis parere didicit*. A iest to wielka ozdoba Koronna y senatu iey wszystkiego, że w niey przedni Pan iest *ornatus istis insigniis, quæ primam dignitatem præseferunt*, okazuiąc to że zawsze *circa senatum* iest władza.

Ma też statut po sobie : *si quis verba turpia coram domino archiepiscopo protulerit, pœnam eidem domino archiepiscopo* piętnadziestą *persolvat; si quis vero coram domino archiepiscopo gladium vel cultellum extraxerit, sive aliquem vulneraverit, sive non, pœna* siedmnadziestą *puniatur, eidem domino archiepiscopo applicanda*, gdzie *per legem latam sancitur honor et dignitas archiepiscopalis tanquam singulare quid*. Co prawo pospolite postanowiło nie dla samego tylko arcybiskupa *ut privatam personam sustinentem, vel in sua angulari residentia consistentem*, bo iuż go tam każdy swóy musi czcić, ale więcey dla samey RP., aby miała takiego człowieka *tantæ authoritatis, quem ne verbo quidem lædi fas sit*, aby też przy bytności iego, wszędy pokóy y bespieczność w obec wszystkim była, *tanquam penes principem*, bo y prawa tak mówią : *ubi princeps, ibi securitas*.

Ma y te prerogatiwy, własnemi przywileymi od Panów swych królów polskich y od RP. nadane, że może sprawy swey się u każdego stanu przez posła albo prokuratora za kredencyą swą sprawować, także *juramenta* odprawować może, y transumpty wszelakich listów albo aktów, *ad Rempublicam spectantium*, *ad probationem authenticam* dawać,

czego się wedle prawa czynić y tych prerogatiw uzurpować niegodzi, chyba *soli principi* wedle *leges*.

Nad to król Olbracht w przywileiu swym, którym konfirmuie wszystkie prawa y wolności kościoła Gnieźnieńskiego, zowie arcybiskupa y z innemi biskupy: *regum et potestatum imperantium ad bene feliciterque regnandum gubernatores, atque earundem majestatum auctores*. Cóż to innego iest, ieno prerogatiwa *eminentiæ singularis? Ultra hæc*, arcybiskup Gnieźnieński ma prerogatiwę zacną y wielką, że on a nikt inny koronuie króla y królowę, *juramenta* od nich przyimuie, na stolicy pańskiey posadza, y wszystką władzę *veri et justi omni in gente nostra* im oddawa. Co odzierżał zwyczaiem dawnym, bo skoro od pierwszego króla Chrobrego Bolesława, aż do ostatniego Zygmunta Augusta, wszystkie koronowali arcybiskupi Gnieźnieńscy, także y królowe, okrom iedney Granowskiey, którą był Iagiełło nad przystoieństwo swe y nad wolą Rad swych poiął; tę samę koronował arcybiskup Lwowski w niebytności arcybiskupa Gnieźnieńskiego Mikołaia Trąby, bo na ten czas był na *concilium Constantiense*. A co piszą niektórzy kronikarze nasi, żeby ten Trąba dopiero sobie na *concilium* miał odzierżeć *primatum*, aby tylko on y iego *successores* arcybiskupowie Gnieźnieńscy, *tanquam primates*, nad inne wszystkie arcybiskupy y biskupy króle y królowe koronowali, tedi się na tem kronikarze omylili, co y Kromer przyznawa, a na Długosza, którego w pisaniu kronik naśladuie, składa. Bo iuż dawno przedtem niźli Trąba był, był przy arcybiskupie Gnieźnieńskim *primatus*, co mu tenże Długosz przyznawa, y statut nasz koronny Wielkiego Kazimierza poświadcza. A o koronacyi potem stał się dekret przez króla Kazimierza 1541 roku w Piotrkowie, aby żaden inny królów y królowych nie koronował ieno arcybiskup Gnieźnieński, na co y statut króla Zygmunta Augusta roku 1550 przystąpił: to też tylko adwersarze arcybiskupom postępuią, *licet inviti, jus coronandi*; ale daley nic.

A gdyż ma arcybiskup Gnieźnieński tę prerogatiwę *coronandi reges*, to ma pogotowiu y elekcyą dla obrania nowego króla *una cum aliis senatoribus* składać, a oną dirigować, y elekcyę promulgować: mali króla obranego koronować, musić pewnie wiedzieć ieżeli dobrze albo źle, wolno albo niewolno, będzie obran. A na to ma dowód swóy *ex ante actis gestis*, które się łacno, nietylko z kronik, ale y z metryk Koronnych mogą pokazać, zwłaszcza za poślednieyszych Panów. Bo na elekcyi Olbrachtowey, brat iego, Frydrych kardynał, na ten czas biskup Krakowski, będąc na mieyscu arcybiskupa Zbyszka Oleśnickiego, *electioni præsedit*, iako kronika wspomina; elekcyę zaś Alexandrową tenże

kardynał Frydrych, będąc iuż arcybiskupem Gnieźnieńskim, y składał y odprawował *de more*, iako kronika świadczy. Ale lepiey y iaśniey tego popiera dekret *electionis ejusdem regis*, pod titulem tegoż kardynała, pospołu z innemi Pany radnemi także y szlachtę wydany, który iest w metryce Koronney, gdzie tak mówi: *Tandem nobis Friderico, miseratione divina cardinali, veluti archiepiscopo Gnesnensi et regni primate, et consilii ordinem et electionis processum proponente, vocatorum non comparentium absentia non obstante, per nos universos prælatos, spirituales et sæculares barones et consiliarios nostros, et absentium nomine, ad electionis decretum in Dei nomine processimus, die et loco infrascripto, Petricoviæ, in conventione generali, in festo sancti Francisci, anno Domini* 1501. W też słowa prawie dekret *electionis* Zygmunta I króla idzie, *sub titulo Andreæ Róża, archiepiscopi Gnesnensis, una cum aliis prælatis, consiliariis et baronibus*, gdzie przyznawa arcybiskupowi *directionem electionis in hæc verba: Tandem nobis Andrea veluti archiepiscopo Gnesnensi et regni primate, et consilii ordinem et electionis processum proponente, vocatorum non comparentium, etc.; datum Petricoviæ, in conventione electionis regiæ generali, feria tertia post festum Conceptionis Virginis sanctissimæ Mariæ, anno Domini* 1506. Iuż tu żadney dubitacyey, ani tergiwersacyey nie masz, czemby kto, *vel sola apparenti ratione*, miał y mógł odpór dać temu prawu y władzy arcybiskupiey, aby nie miał pospołu z drugiemi Radami elekcyey składać, a tąż elekcyą iako prezydent dirigować; gdyż *et ordinem consilii et processum electionis* proponuie, a o niey zaś publikuie y wydaie pod swym y drugich Panów titułem y pieczęciami, bo bez nich choć nic nie czyni, ale wżdy *in consilio*, iako *præsidentiam* tak y *directuram* ma; co mu teraz wszystko odeymuią, a za prawo mieć nie chcą tych dwu dekretów *omnium ordinum*, za któremi dwa Panowie Alexander y Zygmunt królmi u nas zostali; y arcybiskup od swych prerogatiw prezidencyey *in electionibus* odpada, według dzisiayszych głów...

Tęż y większą ieszcze prerogatiwę arcybiskupowi Gnieźnieńskiemu przyznawaią *antiqua monumenta in descriptione magistratuum nostræ Reipublicæ*, gdzie tak pisze: *Est autem Gnesnensis archiepiscopus prærogativa quadam primas regni et princeps senatus, ita ut vacante regno penes eum sit potestas indicendi comitia, convocandi senatum, senatusque consulta definiendi et promulgandi, quæ pleraque etiam vivente sed absente rege facit.* A na drugiem mieyscu zaś: *Officia vero singulorum hæc sunt* (*de officiis regni sermonem habens*) : *mar-*

schalcus quidem magister est aulæ regiæ et administer publici consilii, penes quem jus est convocandi senatum, jussu regis vel primatis. A komprobował to *usus præcedentis temporis*, bo się nayduie w metrykach Koronnych *et in aliis monumentis publicis* wiele processów *tempore interregni* po Olbrachcie królu, pod titułem tylko samego Frydrycha kardynała, *addita ista clausula: « cæterique omnes prælati et barones; »* gdzie y *per verbum « mandamus »*, wiele rozkazuią, urzędy rozdawaią, dekreta *inter partes* czynią, żołnierze na obronę Koronną przyimuią, *jure victis et bonis mulctatis bona* wracaią, y wiele innych rzeczy naydzie się, które arcybiskup *tanquam primas* z Pany Radami *et cum baronibus* disponuią. Dziś mali tęż władzę y prerogatiwę, daie się to na oko widzieć.

Iest y to nietayna, tym zwłaszcza którzy iakąkolwiek maią kognicyę *antiquitatis nostræ Polonicæ*, co y nieboszczyk król nowo zmarły wspominał *circa renovationem telonei, noviter a se in Majori polonia instituti*, y bardzo się na to oglądali: że arcybiskup, *tanquam primas regni*, porozumiawszy się z drugiemi Pany Radami, może złożyć seym, gdzieby go Rzeczpospolita potrzebowała, a król go niechciał złożyć, aby RP. przez iego niedbałość na czem niecierpiała. Może też y gleyt dać przeciw królowi, ku sprawie na seym, kiedyby się król na kogo zwaśnił. A ieźlić *vivente principe* może składać seymy, y o nim samym, ieźliby się w czem dał uznać *contra Rempublicam — quid tum post mortem?*

Te są prerogatiwy *et facultates* arcybiskupa Gnieźnieńskiego, *tanquam primatis regni*, które się pismem *authentice* pokazać mogą, okrom drugich, które z tych *per consequens aut consuetudinem antiquam* pochodzą, albo się też za czasem drugie ieszcze wynurzyć mogą, iako wiele innych praw albo y przywileiów *directe* wszystkiey Koronie służących niedostaie, które też za czasem naiduią się, y więcey ieszcze może się ich znaleźć. Także y *de primatu regni*: bo iż ta *dignitas*, albo urząd, więcey władze swey używa *tempore interregni*, niżeli kiedy król żyw był, a *interregnum* bardzo się trafuie rzadko, więc nie dziw *in raritate usus latere et obliterari jura quævis etiam liquidissima.* Ale wżdy te *facultates*, o których pismo iest, prawo y przywileie iasne, *usus manifestus authenticis documentis demonstratus*, niemiałyby ginąć. A komuż to ginie? iedno Koronie y wszystkiey RP., która na urzędziech y dostoieństwach swych dzierży się, równie iako każde *ædificium* na słupiech albo fundamenciech mocnych, które upadnąli, albo iakokolwiek osłabieią, y RP. nie może mocno stać. Mogąc kogo obrażać te tak wielkie y zacne prerogatiwy *primatus regni*, iakoż to iuż na skrypciech y pro-

testacyach swych podali na ohydę do ludzi *oppugnatores primatus*, że to *sapit regem vel interregem*, żeby arcybiskup, *per istam incommodam potestatem*, mógł albo sam królem bydź, albo kogoby mu się zdało uczynić, mimo wolną wszystkich elekcyę; także seymy na króle składać, one deponować, a sam się *in authoritatem* nad nie y nad inne stany, przeciw wolnoście szlacheckiey wynosić; *et alia id genus multa incommoda* wyliczaią, a wszystko *in futuro contingenti*, które iako się tu u nas nigdy nietrafowały, także też nigdy y na potem spodziewać y obawiać się nie trzeba. Bo arcybiskupowi z krzyżem nie przystoi królem bydź, elekcyey też wolney nie może gwałcić, ani się sam *cum sua authoritate* y nad prawo wynosić, ani *suo arbitrio* nic czynić, gdyż wszystka władza iego *pendet ex consilio senatus et assensu reliquorum regni ordinum*; łatwie go im zawsze skrócić, gdyby co takiego przedsiębrał, gdyż prawie w pośrodku ich usiadł; bardzo go łacno dosiądz y władzę iego zawściągnąć, ieżeliby ią daley, niźli mu prawa y zwyczaie dopuszczaią, wynosić chciał. Władze tey on naymniey dla siebie niepotrzebuie, ale RP. bez niey obeyść się niemoże, bo wżdy musi bydź, *more aliorum regnorum*, *primas ad dirigendum publicum consilium in absentia regis*. A będzieli świetski, *hoc viderint alii quam secure*, ieźli to iuż niebędzie *rex et non prorex*.

Ia zaś *non solum regnum, sed nec ipsum primatum appeto*. A coż mnie, albo y każdemu arcybiskupowi po mnie, na tem będzie należało że niebędzie *primas regni?* niebędzie miał molestyey, kłopotu, utrat próżnych, a przecie będzie się miał dobrze przy samem arcybiskupstwie, nieprzykrząc się nikomu; y tak to powiadam, by to sama RP. pospołu z Panem dekret z swym rozsądkiem zgodny znalazła, że tego *primatum* niepotrzeba, a wyzwoliła mnie z tego, y zdięła to *onus* ze mnie, bez obrazy dostoieństwa mego arcybiskupiego y podźciwości też moiey szlacheckiey, daleko będę wolał bez niego bydź niżeli z nim, boć się ia, ani podobno żaden xiądz, w rządziech *et principatibus istius modi* nie kochamy. Iest inny co to sobie uzurpuie, ale Ewangelia o nim powiada, *quod jam ejectus est foras*. Ia na iego mieysce niechcę wstępować. Ale iż się wżdy świat musi przez ludzi y przełożeństwa ich sprawować, nieradbym też tego na osobie swey y dostoieństwie arcybiskupiem upuścił, co przodkowie moi y arcybiskupowie mieli y swobodnie tego używali, *non ad suum fastum, aut aliquod compendium privatum, sed ex honore et commodo Reipublicæ,* iako się to wszędy po chrześciańskich państwiech nayduie. U nas niewiedzieć zkąd ta *controversia rerum* się stała, że wszystkie nowe rzeczy się nam podobaią: nowe

sposoby, nowe ordunki w RP. sobie stanowiemy, a stare psuiemy. A nayprzód się ta poczyna skaza *in primatu meo, quin potius regni*, o którey ia tyle ilem mógł, ile mi się godziło y przystało, zastawiałem się do tego czasu, y broniłem pókim mógł, y ieszcze tego wszystkiego czynić nieodmawiam na mieyscach y czasiech swoich; aleć się mnie mocy y gwałtu trudno przeciwić, bo y professya y lata moie y czasy teraźnieysze nie są potemu, a zwłaszcza ieżeliby adwersarze moi iako poczęli daley postępować chcieli, a drudzy by im też tego (o czem nie dzierżę) pomagać, albo zdaleka poświadczać mieli, *sub umbra et prætextu Reipublicæ*, popierać tey adwersacyey, a wziąć to *pro negotio publico*, a na mnie RP. docierać.

Ja z RP. niechcę zachodzić, ani do żadnych tumultów y rozruchów niechcę z siebie przyczyny dadź; atoli tę rzecz y krzywdę tak swą, iako też więcey ieszcze RP. (boć nie móy ale RP. *est primatus* y wszystka iego *dignitas*), na WMoście bracią swą, iako członki wierne RP., wkładam, y ku wiadomości WMościów, także wszystkich innych stanów y obywatelów Koronnych donaszam, podawaiąc tę rzecz na baczenie y uważenie WMościów. Znacieli to WMoście bydź za ubliżenie y krzywdę RP., za obelżenie prowincyi WPolskiey, przy którey iest *primatus*, boć to iey a nie mnie, ani arcybiskupowi zginęłoby, ieźliby ten *primatum* skażono, raczcie się WMoście w tem poczuć, a wziąć się za to, y czynić iakobyście tey RP. krzywdy, a sobie zelżywoście, nie dali uczynić. Mnieć nie długo na świecie, a ledwo mi się iuż na nim nie przykrzy, żem też wiekiem swym, w leciech iuż zeszłym, na niedobre czasy trafił, a o żadne iuż pompy ani preeminencye nie stoię, y owszem gdzie mogę tam się ich schraniam; a władzy tey *primatialem* przez moc się nie napieram, ani dla siebie ani dla synów też swoich napotem, którzy mogą y będą na tem mieyscu siedzieć gdzie ia teraz, ale więcey dla RP., żeby iey ta *dignitas* nieodchodziła. Raczcież się więc WM. starać ze mną pospołu, iakobyśmy ią całą, a w niczem w prerogatiwach iey nienaruszoną zachowali, y od drugich co ią oppugnuią obronili. Bo gdziebyście WMoście tego zaniedbali, y mnie w tey tak trudney potrzebie opuścili, ia się tu przed Bogiem y przed WMościami wszystkimi oświadczam y opowiadam, żeć się dosyć, ile ze mnie, y nawięcey być mogło y może, oto się zastawuię, y ieszcze gdzie się tego potrzeba ukaże, zastawować będę. Ale uidzieli co RP. y wam wszystkim na tem dostoieństwie moiem arcybiskupiem, *per avulsionem ab eo, vel per eversionem primatus regni*, żeć się takowa *jactura* y *deformitas* RP. nie przezemnie ani mą przyczyną stanie, ale przez gwałt y moc ludzi, którym się ia odiąć nie mogę.

A proszę żeby ta protestacya moia była tu od WMościów przyięta, a z wolą y wiadomością WMościów do xiąg wszelakich tak ziemskich iako y grodzkich wpisana, na pamięć wyświadczenia mego y WMościom y potomstwu WMościów, że się mną, albo zaniedbaniem moiem, nic im, ani RP. wszystkiey, w tey mierze nie ubliży, ani odeydzie. *Dixi.*

UNIWERSAŁ WOIEWODY SANDOMIERSKIEGO NAYPIERWSZY, DANY DO RYCERSTWA WOIEWÓDZTWA SANDOMIERSKIEGO SKORO PO ŚMIERCI KRÓLEWSKIEY.

Bibliothèque du prince Czartoryski; Teka Naruszewicza, t. 85, ex mss. Bibl. Załuski, 364.

Pierre Zborowski, palatin de Sandomir, fait savoir que le roi est à toute extrémité. La noblesse du palatinat doit se tenir prête à se rendre en masse à l'élection. Tout désordre et tout acte de violence seront punis de la confiscation des biens ou de la peine de mort. Ce n'est pas en son nom, mais au nom du salut de la République, que le palatin de Sandomir se permet de parler en ces termes à ses chers concitoyens.

Zacnie urodzeni, łaskawi Panowie, a bracia mili. Baczę tę powinność swoię, gdyż z przeyrzenia miłego Boga a z łaski Pana mego, woiewodą Sandomierskim a stróżem RP. spólney naszey będąc, tedi starszym w tem tu woiewództwie Sandomierskiem, WMościom, wszem y każdemu z osobna, wiedzieć dawam, iż Pan Bóg wszechmogący, prze grzechy nasze, IKMość Pana naszego miłościwego chorobą ciężką nawiedzieć raczył, a chorobą taką, z którey, według podobieństwa y nauki doktorów, żadną miarą wyiść nie może, tak że nietylko doktorowie, ale y wszystcy którzykolwiek iedno są około Króla IMości, o zdrowiu iego zwątpili, o czem nam, Radom, tym którym to należy, znać dali. Powinniśmy tedi nayprzód Pana Boga wszyscy prosić, aby Pan Bóg wszechmogący IKMość tym krzyżem nawiedziwszy, zaś z miłosierdzia swego, ku dobremu zdrowiu onego przywrócić raczył. Wszakże, iż wiemy że iednak Pana mamy człowieka a śmierci poddanego, k'temu iż woli a przeyrzeniu bożemu człowieczy rozum y życzliwość nie zabieżą, przetoż miłosierdziu bożemu te modlitwy oddawszy, ieżeliby iuż ta wola Iego święta była żeby go nam do swey chwały świętey wziąć raczył, przyidzie nam w powinność

naszę pilnie weyrzeć, a przyzna to każdy sobie, że po Bogu naywięcey powinien matce swey RP. y oyczyznie ; a ieżeli prawymi synmi tey matki się liczymy, strzeżmyż nadewszystko, aby za czasów naszych szwanku, albo upadku iakiego nie wzięła. Nie nowinać to była u przodków naszych, że królowie polscy marli, y mrzeć muszą, ale tak rozumieli, że RP. ich była y bydź ma nieśmiertelna. Otęć się tedy zawżdy starali, zwłaszcza pod takiemi przypadki niebezpiecznemi ; y taki nam weale porządek do ręku podali, a to iest naywiększy fundament, a prawie iako korzeń w którym wszystkie wolności nasze kwitną y krzewią się, wolne y spólne obieranie Pana sobie, to iest : nie kto inny iedno senatorowie ze wszystkim gminem y orszakiem stanu rycerskiego, Panowie Radni y wszystcy, nie część iedna albo dwie, osobno Panów bez stanu rycerskiego, Pana obierać maią, także stan rycerski, *e converso*, bez Panów. Gdyż tak niebezpieczne zdrowie Pańskie, a czego Panie Boże nas uchoway żeby dokończenie panowania iego przez śmierć w tych czasach przypaść miało, przeto ia WMościom, mym łaskawym Panom y braci, oznaymuię, napominam y proszę, nie rozkazuię, abyście WMoście byli w pogotowiu, każdy według woli a możności swoiey, iednak każdy wedle rzemiosła swego rycerskiego, abyście WMoście byli w pogotowiu do kupy, bo tego trzeba w takim przypadku. Tym sposobem, kiedy ia iuż WMościom obwieszczę, a obwieszczenie nie będzie ażby (czego nas Panie Boże zachoway) śmierć pańska przypadła, tym tedy porządkiem WMościom, drugiem takiem generalnem obwieszczeniem, dam znać, nayprzód do starostów sądowych w naszem woiewództwie Sandomierskiem, potem do przednieyszych miast we dnie targowe, bądź nietargowe nawet, kiedy będę mógł, y do przednieyszych domów szlacheckich. A za tem obwieszczeniem moiem wtórem generalnem, aby każdy z WMościów do kasztelana powiatu swego iachał, a IM. Panowie kasztelani będą wiedzieć kędy się będą mieć ściągać do mnie z WMościami. A gdy się w kupę ściągniemy, tedy ia społek z WMościami tam pociągnę na to mieysce, kędy się inne woiewództwa, tak dolnych ziem iako y górnych, ściągnąć między sobą postanowią do iedney kupy, spólnie a nierozerwanie w iedney gromadzie y o iedney RP. y o iednym Panie radzić będziem ; a nie po węgiersku, iedna kupa Ianusza, a druga Ferdinanda była obrała, a zatem zginęli, ale my według zwyczaiu przodków naszych y cnoty polskiey, w spólney zgodzie. — A dla lepszego porządku y iednostayney zgody, za obwieszczeniem IM. Xiędza arcybiskupa Gnieźnieńskiego, potem innych Panów przednieyszych, biegę w ten przyszły poniedziałek ku Łowiczu, a tam się mamy ziachać Panowie wielkopolscy

y inni, abyśmy się spólnie y zgodliwie o wszystkiem namówili; to iest o tem: iakobyśmy w iedney zgodzie y w iednym porządku do gromady ku tey potrzebie nas wszystkich ziachali się, obwieściwszy Pany litewskie y inne wszystkie Pany, iakie *pericula* iuż dochodzą uszu naszych, y iako iuż woyska na niektórych mieysсach Koronie bliskich Panowie postronni maią, y w Koronie też praktyki dziwne nastawaią, o czem się niechcę szerzyć. Każdy z WMościów może o tem dobrze rozumieć. Tylko, y dla Boga proszę, zaniechaycie WMoście wszystkiego, a ku temu oznaymieniu ostatniemu bądźcie gotowi, bo opatrzywszy dobrze RP. matkę swą y wolności swe, snadnie nam zaś potem nasze gospodarstwo póydzie. A nadewszystko proszę y dla Boga, abyście WMoście zaniechali, y od serca swego oddalili wszystkie wasze zaiątrzenia, gniewy, odpowiedzi, a darowali to oyczyznie swey; a gdzieby więc nie mogło bydź, odłożyli to do uspokoionego a wolnieyszego czasu. A iż wiele naszey braci młodszey takiey kondycyey iest, że tylko role y place dzierży, kmiotka na to żadnego nie maiąc, spólnie z sąsiadem w iedney wsi siedzi sobie równym, tym tedy będzie wolno obrać między sobą iednego, albo dwu, y posłać go imieniem swem do tey spólney naszey gromady; gdzieby też więc chcieli wszystcy do tego iednego spółku, to niech będzie na woli ich. To tedy WMoście raczcie wiedzieć, wszystcy w obec y każdy z osobna, ktobykolwiek z WMościów do tey gromady, y pod chorągiew woiewództwa swego nie stawił się (okrom znaczney choroby), nie z rozkazania mego, ale z powinności swey, takie, albo takiego, gdy się społem ziedziemy z inszemi woiewództwy, będziem pronunciować *hostem patriæ* y zdraycą RP. matki swey, y tamże o gardle y maiętności radzić będziem. A ieżeliby kto taki był (czemu ia nie wierzę), żeby tak rozumieć miał, iż ieżeliby nas Pan Bóg, tym smutkiem, śmiercią IKM. Pana naszego, nawiedzieć raczył, aby mu iuż wolno czynić, brać, drzeć, łupić coby chciał, rozumieiąc że *sine rege et lege* wszystko wolno, tedi tak WMoście za pewne wiedźcie, wszystcy y każdy z osobna, że każdy który się ieno będzie ważył czego nieprzystoynego, albo gwałt iaki popełni, albo szkodę komużkolwiek, iakiegożkolwiek stanu, uczyni, tedy to zgromadzenie y ten ziazd, *ante omnia, authoritate propria*, władzą a mocą dostateczną, którą mieć będzie, bądź na gardle, bądź na podźciwości, bądź na maiętności, *secundum delictum uniuscujusque*, karać będzie, a tam zarazem skutek się wszystkiemu weźmie. A gdzieby ktożkolwiek, iakiegożkolwiek stanu y eminencyey, IM.Panów duchownych, braci naszey starszey, dzierżawy, imiona, wsie, poddane, szkodzić, brać y grabić, iakożkolwiek się ważył, tedi niechay to każdy wie, że y szkody nadgradzać,

a ieżeliby maiętności kto nie miał, gardłem płacić pewnie to będzie musiał ; gdyż nasi przodkowie, miłością wspólną y zgodą, o sobie radzili, a tem, do tego czasu, RP. weale zadzierżeli ; bo szarpanie y drapanina rosterki y rozerwanie mnożą, a zatem nawet upadek idzie. K'temu, *ante omnia me solenniter protestor*, że to moie ku WMościom napominanie nie w ten się sposób odemnie dzieie, aby *ad conventicula* iakie ściągnąć to miało, albo przeciwko zwierzchności Pana naszego ; gdyż to nic nie iest ważno, ani też ten ziazd nasz spólny bydź nie ma, aż (czego Panie Boże uchoway) Pan Bógby nam Króla IM. Pana naszego wziąć z tego świata y powołać do swey chwały raczył ; ani też w sposób praktyk innych, gdyż ia do WMościów osobą swą chcę się wmięszać, a od WMościów obecnie się dobrem słowem nigdzie nie odrywać, ani bez woli, a wiadomości WMościów nic czynić. Obiecuię WMościom, dobrem, cnotliwem słowem szlacheckiem, wszystko zdzierżeć ; tylko, abyście też WMoście do tego byli cnotliwi y gotowi, proszę y dla Boga. Pan chorąży naszego woiewództwa aby też z chorągwią gotów był, y tam z nią przyiachał, kędy mu ia naznaczę y oznaymię. *In summa* proszę, abyście WMoście, komużkolwiek to obwieszczenie moie do rąk przyidzie, ieden drugiemu rozsyłali.

Dan w Stobnicy, *undecima Julii, anno* 1572.

Piotr ZBOROWSKI
woiewoda Sandomierski.

JACOBO UCHANICIO ARCHIEPISCOPO GNESNENSI STANISLAUS CARNCOVIUS EPISCOPUS VLADISLAVIENSIS.

Epistolæ virorum illustrium, à la suite de Długosz, t. II, p. 1817.

Jus et potestatem morte regis convocandi senatum penes archiepiscopum Gnesnensem esse ab eo tempore ex quo regni initium cœpit, cum vetustus mos longissimi temporis spatio receptus, tum antiquissima et recentia decreta electionum, aperte testantur, quæ disertis verbis nullius alterius arbitrio, præterquam archiepiscopo Gnesnensi, ordinem consilii et progressum in electionibus tribuunt. Hinc est, quod semper soliti erant decedente rege convocare senatum, et ex sententia senatus locum

et tempus eligendi regis designare, ac ut ne quid interea detrimenti Respublica caperet providere. Datum hoc est excellentiæ dignitatis primaticæ : tributus est hic honor spirituali atque adeo ecclesiastico ordini, ut unus in senatu esset, qui haberet potestatem cogendi senatum ad inopinatos et insperatos casus, si quando prompto et expedito consilio indigeret Respublica. Hoc jure et potestate usus est, ut alios mittam, Zbigneus, archiepiscopus Gnesnensis et primas, qui statim post mortem Joannis Alberti, qui Torunii defunctus est, Lovicium ad se convocavit senatum. Hac eadem potestate P. V. R. recto judicio, ut ego arbitror, nos convocavit. Jamque adest magnificus dominus palatinus Siradiensis et Lanciciensis, et alii sunt in itinere, quo magis miror P. V. R. nulla nec nostri et aliorum fratrum huc properantium, nec boni publici ratione habita, se hinc ad Serenissimam Infantem Piassecium pagum intempestiva nocte proripuisse, locumque et stationem suam, in qua eum Respublica collocavit, hoc tam difficillimo tempore deseruisse, orbamque Rempublicam atque adeo nos sine capite reliquisse, ad quod omnium principum legationes et Reipublicæ negotia referri, et unde vigor in alia membra derivari debet. Quæ mala et inconvenientia hic sequentur, nemo est qui non videt. Quamobrem rogo P. V. R. ut ab ea profectione abstineat et Lovicium ad capiendia consilia de Republica revertatur. Nam quod Paternitas Vestra Reverendissima Ser. Infantem Knyssinum deducere vult, expectet Sua Ser. totius senatus ea de re sententiam ; præsertim cum non sit periculum in mora. Qua de re ad Serenitatem Suam scripsi, ne quid inconsulto senatu faciat.

OPATRZENIE PORZĄDKU Y POKOIU POSPOLITEGO PRZEZ RADY KORONNE W ŁOWICZU UCZYNIONE. — ORDONNANCE POUR LE MAINTIEN DE L'ORDRE ET DE LA PAIX PUBLIQUE, RENDUE A LOWICZ PAR LES SÉNATEURS DE LA COURONNE, LE 23 JUILLET 1572.

Traduction [1].

Nous sénateurs de la couronne, ecclésiastiques et séculiers, à tous et à chacun à qui il appartient savoir faisons : Dieu ayant appelé à lui

1. Le texte de cette pièce est imprimé en polonais dans le *Skarbiec*, t. II, p. 18.

S. M. le roi notre seigneur, à nous, sénateurs de la Couronne, il appartient de veiller au maintien de l'ordre et de la paix, à la défense et à la sécurité publique, et de parer à toutes les éventualités, selon les occurrences, dans toute la République de cette illustre Couronne... C'est pourquoi satisfaisant aux devoirs de notre charge et en vertu de l'autorité qui à nous est dévolue en ce temps d'interrègne..., nous arrêtons : Premièrement, que chacun, selon l'obligation qui lui incombe, se tienne prêt, en cas d'une nécessité quelconque ou de quelque danger menaçant la République, à prendre les armes et à se rendre au lieu désigné par le palatin de son palatinat et au jour marqué par lui, sous peine, n'y allant, d'encourir les châtiments infligés aux réfractaires en temps de levée générale. Cependant, pour ce qui concerne les serviteurs (*o slugach*) nous décidons que tous ceux qui sont actuellement en service auprès de leurs maîtres, s'il arrivait qu'on en vînt à une levée générale, rempliront en ce temps d'interrègne le service militaire à la suite de leurs maîtres, quand bien même ils seraient d'un autre palatinat ; car, dans le cas d'une si soudaine éventualité, il serait difficile aux maîtres de se procurer des serviteurs autres que ceux dont ils se sont pourvus, aussi bien pour leur service que pour le service de la République ; et il est conforme au droit que dans une semblable nécessité les serviteurs ne puissent quitter leurs maîtres. — Et les désordres et remuements à l'intérieur étant dans toute république plus nuisibles encore que l'attaque des ennemis extérieurs, et finissant toujours par amener des séditions, il nous a paru à tous, d'un commun accord, devoir y pourvoir, et ordonner, comme nous le faisons, ordonnant par ces présentes : que nul, dans les temps actuels, ne se porte à des actes de violence quelconques (meurtres, blessures ou agression), soit envers les personnes, de quelque ordre qu'elles soient, ecclésiastique ou séculier, soit envers les propriétés et les domaines, biens meubles et immeubles, qu'ils appartiennent au clergé ou aux laïcs, et cela sous les peines ci-dessous édictées, étant d'ailleurs sévèrement défendu par le droit commun d'oser « *guerras excitare personis* » non-seulement « *extraneis* » mais aussi « *intraneis* »[1]. Et si la pospolite était convoquée en ce temps d'interrègne, que chacun sache qu'il est défendu, soit en allant au lieu fixé pour le rendez-vous, soit sur place, de s'approprier par la violence des provisions ou autres choses ; mais que tout doit être intégralement payé en argent, selon le tarif arrêté pour les temps de levée générale.

1. Ces mots sont de même insérés en latin dans le texte polonais.

Ayant été par nous ainsi pourvu au maintien de la paix intérieure, et à la sécurité de la République contre les attaques des ennemis de l'extérieur, il nous reste à faire (et cela le plus tôt possible) qu'à la prochaine diète générale, laquelle sera sous peu convoquée dans toute la Couronne, nous tous et tous les états de cette Couronne, nous choisissions d'un commun accord, dans la concorde, la paix et la liberté, celui que Dieu dans sa providence a daigné nous prédestiner. Avant laquelle diète générale, étant nécessaire, comme le savent tous les citoyens de cette Couronne, de rechercher et mettre en lumière les nombreuses atteintes à nos libertés, et autres abus et désordres introduits en ce royaume, afin de les pouvoir faire connaître à notre roi futur, et veiller à ce qu'il ne soit pas amené à tomber dans les mêmes abus et manquements, par la violation de nos droits et de nos libertés ; voulant aussi pourvoir à cela, de telle sorte que, avant de régner sur nous, notre dit seigneur roi jure et confirme, selon l'usage, nos droits et nos libertés ; en conséquence, et vu la nécessité que tous, en temps opportun, nous nous consultions et entendions à ce sujet, nous voulons et ordonnons : que dans chaque palatinat les palatins convoquent, au lieu et jour marqués par eux, une réunion générale de tous les dignitaires, personnes en charge, et noblesse de leur palatinat (tous et chacun étant libres de s'y rendre), et qu'à cette réunion il y ait délibération et résolution commune sur l'amendement de nos dites libertés et lois, et qu'il y soit décidé de quelle façon nous aurons tous, membres de tous les ordres de ce royaume, à nous réunir, en évitant les dissensions et les discordes, pour la libre élection de notre roi. — Et comme antérieurement à ce que nous nous soyons ici réunis pour rendre les présentes ordonnances, certaines personnes, apprenant que notre seigneur roi était mort, et ne se croyant plus, à cause de cela, soumises à aucunes lois, ont osé se porter envers leurs frères à de coupables actes de violence et de déprédation ; voulant aussi pourvoir à cela, afin que de tels actes de violence, passés ou futurs, soient réprimés, nous arrêtons et par le présent édit ordonnons : que quiconque depuis la mort de notre seigneur roi, se sera indûment approprié un bien quelconque, meuble ou immeuble, ne lui appartenant pas, devra, dans la semaine qui suivra la proclamation du présent édit, le restituer spontanément à son légitime propriétaire. Et de même, s'il est arrivé qu'entre la mort du roi et la publication du présent édit, quelqu'un se soit rendu coupable de blessure ou de meurtre, il sera cité et devra comparaître devant la prochaine diète générale... et y sera immédiatement puni selon le décret contre lui rendu.

La présente ordonnance sur le maintien de l'ordre et de la paix publique est rendue par nous, sénateurs de cette Couronne, afin qu'en ce temps d'interrègne tout ce qui importe aux intérêts de cette République, lesquels sont de la plus haute et plus grande considération, puisse, ainsi que la libre élection du roi, notre futur seigneur (laquelle nous appartient à tous), s'accomplir en sécurité et dans la conservation de la paix, tant intérieure qu'extérieure.

Et y ayant en ce royaume beaucoup d'hommes d'opinions divergentes, ou qui nourrissent des haines les uns contre les autres, ou veulent en venir ensemble à la guerre ouverte ; à cause de cela, et voulant prévenir les dissensions et aussi empêcher que les personnes tant de l'ordre ecclésiastique que de l'ordre séculier soient exposées aux injures et aux violences ; voulant maintenir la paix, aussi bien pendant les réunions générales qui seront convoquées par les palatins dans les palatinats, que pendant tout le temps de cet interrègne et pendant toute la durée de la diète d'élection, jusqu'au couronnement du roi, notre futur seigneur ; en conséquence, nous statuons et par la force du présent édit sénatorial nous ordonnons et à tous savoir faisons : que nul quel qu'il soit, à quelque ordre qu'il appartienne, n'ait l'audace, au mépris de notre présent édit sénatorial, de violer la paix publique, sous peine de la mort. Et quiconque voudra s'opposer ou ne se soumettra pas à ce qui est contenu dans les articles ci-inclus, celui-là sera tenu par tout le monde pour ennemi de la patrie et violateur de la République ; et chacun sera tenu de s'élever contre lui, comme étant un ennemi de la République et de le punir de la peine de mort, comme doit être puni quiconque trouble la paix et excite des séditions dans la République. Et afin que le présent édit soit le plus tôt que faire se pourra connu de tous, nous ordonnons à tous les starostes de le publier et faire publier, afin qu'il parvienne à la connaissance générale.

Fait à Lowicz le 23 juillet, l'an du Seigneur 1572.

JACQUES, archevêque de Gniezen.
A. STAROŻRZEBSKI, év. de Culm.
JEAN SŁUŻEWSKI, palat. de Brześć.
STAN. WYSOCKI, cast. de Londz.
ARNOLF UCHAŃSKI, pal. de Płocko.
NIKOD. ŁĘKIEŃSKI, cast. de Naklo.
JEAN DE KROTOSZYN, palatin d'Inowladyslaw.
LUCAS, comte GÓRKA, pal. de Posen.
ALBERT ŁASKI, pal. de Sieradz.
J. SIERAKOWSKI, pal. de Lenczyça.
STANIS. KRYSKI, castel. de Racionz.

LEGATIO A SENATU REGNI POLONIÆ AD SENATUM MAGNI DUCATUS LITHUANIÆ.

Bibl. Imp. Mss. Fonds franç., vol. 3274.

Præmissa commendatione amoris cum amicitiæ fraternæ, doloreque e morte Regis Ser. nostri, Dominationibus Vestris præfato gratias immortales agunt pro studio ac benevolentia quod declarant, cum sese a nobis non dirimunt, sed nobiscum unum in cœtum ac congregationem coeunt, ubi mutuis consiliis ac sententiis eligant regem. Certique et illi sint nos eodem amore eos complecti et mutuis suffragiis collatis unum regem eligere velle, quem Deus utinam constituat qui non in furore sed sua serenissima voluntate regat. Mos est conveniendi reverendissimum archiepiscopum Gnesnensem, primatem regni, post mortem regiam : hac pristina consuetudine incitati, ne quid Reipublicæ debeant, eum convenere (grata interim res esset si et Dominationes Vestræ eo sese conferent) non quo aliqua statuerent in absentia Dominationum Vestrarum, sed ut negotia quædam regni celerrime ac ea qua possent diligentia perficiant. Ea itaque quæ decrevimus M. Vestris mittimus, ut etiam aliquod consilium aut judicium D. V. eliciamus. Præcipua itaque fuerat de pace (præsertim hoc interregno, quo multæ difficultates negotium facessunt) ac tranquillitate communi consultatio : qua in re placuit omnes omnium ordinum homines instructos armis esse debere, et ad incendium Reipublicæ exstinguendum semper paratos esse ; capitaneos sedulo curare ut arces munitæ ac bene obfirmatæ existant, literarumque nuncios a toto districtu arceant, omnesque a Polonia submoveant ; Judæos ac exploratores diligenter videant ; ne illorum negligentia pernicies Reipublicæ crescat diligentissime studeant. Sicubi vero incubuerit necessitas, regnum liberare a peste hac salutemque afferre laborabunt, tam castellanus quam palatinus hujus districtus cui hæc necessitas obvenerit ; si qui vero reperiuntur (qui certe multi sunt) e numero capitaneorum tales quos penuria premet, qua defensionem ac provisionem arcium minime providere poterunt, eos præsidiis, ac ope nostra muniant. Præterea cum multi de rapinis, homicidiis, oppressionibus expostularunt, edicto constituimus illorum hanc immanitatem compescendam, quod omnibus, auctoritate senatoria, provinciis et urbibus publicare voluimus. Cujus edicti exemplum Magnificentiis Vestris mittimus.

Visum quoque legationem ad Cæs. Moscovit. expedire, non quod cum illo serio agendum esse nunc iudicaremus, sed quo illa inviolata teneat

quæ literis exposueramus, neve dicto citius in nostrum regnum irrumpat. De Scitha consilium pristinum sequimur.

Assentimus Pernavienses præliatores eo loci absolvendos, qua de re multa scripsimus ad episcopum Cracoviensem. Literasque dedimus Ser. Cæs. Maximil. quibus mortem Ser. olim Regis significavimus ; marchionesque hac de re certiores Pomeraniæ, Prussiæ, Curlandiæ reddidimus, neve pacem et tranquillitatem antiquitus pactam inter nos dirimant, magnopere petiimus.

Hæc itaque sunt quæ tam internam quam externam pacem firmare videntur, ubi si aliqua hanc ad rem aptiora fuerint, judicio D. V. submittimus.

Nec vero solum nostrarum partium est de pacis et securitatis Reipublicæ officio sollicitos esse, sed etiam locum et tempus statuere, ubi et quando, aut quo in loco, comitia generalia celebrari debebunt tractandum est ; sed antequam consultationis caput hoc aggredimur, consultavimus an ante vel post electionem funus celebrandum regium foret, ubi certis de causis placuit electionem primo quam funus absolvendam, quas quidem causas nostri legati et oratores D. V. exponent.

Locum igitur nullum alium accommodatum, tum propter pericula quidem Reipublicæ imminentia, tum propter faciliorem sumptum esse existimamus, quam civitatem Kniszinensem ubi regium corpus continetur. Hunc in locum ad ea comitia celebranda non dubitamus quin fratres ac amici nostri minores convenient. Tempus vero post festum S. Bartholomei duabus septimanis.

Conducit et illud Reipublicæ locos comitiorum præsidiis militum muniri, promissa solutione eorum quæ retenta sunt militibus, datisque literis ne quoquo discedant aut sese ab eo officio disjungant.

Ultimum illud fuerat ne libertates nostræ aut leges jacturam patiantur, ad quod videndum viros summa prudentia ac magno rerum usu elegimus, qui hos omnes errores et exorbitantias Reipublicæ quasi unum in fasciculum colligent, legibusque nostris et libertatibus consulent, nobisque afferent in conventu Varsaviensi. E quorum numero sunt : Mag. Dom. palatinus Lencziciensis, Dom. Joannes Tomicki, castellanus Gnesnensis.

De funeris procuratione Ser. Regis olim quæ decreta sunt D. Vestris legati nostri enarrabunt.

Hi omnes omnium suffragiis articuli, ab utriusque regni statibus ac primatibus decernuntur tanquam a membris et partibus Reipublicæ.

OPATRZENIE POKOIU POSPOLITEGO, PRZEZ RADY KORONNE, KTÓRE SIĘ BYŁY ZIACHAŁY PO ŚMIERCI KRÓLEWSKIEY DO KRAKOWA.

Bibliothèque du prince Czartoryski; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Zał. 364 [1].

Confédération faite à l'assemblée de Cracovie. — Attendu la mort du roi par laquelle est suspendu le cours de la justice, les signataires du présent acte s'engagent sous la foi du serment à s'élever contre tout violateur et perturbateur de la paix publique, à le poursuivre en tous lieux et à le châtier dans sa personne et dans ses biens.

Gdyż iuż za tym przypadkiem śmierci Pana a Króla naszego, prawa wszystkie ustały, a ku żadney pociesze dobrym a spokoynym ludziom bydź nie mogą (dla czego tylko są y bywaią postanawiane), albowiem źli a wszeteczni ludzie, gdy nad sobą karania nie baczą, swego swywoleństwa używać się ważą : przeto my panowie, tak duchowni iako y świetscy, widząc przodków naszych postanowienie, którem takowych złych a swawolnych rzeczy bronili, y obmyślawaiąc potomstwo swe, y zdrowie RP., przychylaiąc się do tego przodków naszych postanowienia, podźciwością a wiarą naszą obowiązaliśmy się, aby przeciw takim wszystcyśmy się ku ich wieczney skazie podnieśli a ruszyli, którzyby nieposłuszeństwo przeciw prawu ziemskiemu wszczynali, albo woyny iakie podnosili nam albo Królestwu temu, a na prawie ziemskiem spólnem przestawać, a nim się kontentować nie chcieli ; iako o tem wszystkiem szeroko ten przywiley, który ciż przodkowie nasi między sobą w nowem mieście Korczynie uczynili a postanowili r. 1438, obmawia ; który, dla lepszey wszystkich ludzi wiadomości, y w statut pod druk włożony nam przez ręce podali, aby wszyscy którzy się za podźciwe ich potomki mieć y rozumieć chcą, maiąc o tem łacną y pewną wiadomość, onych w tem dla dobrego a spokoynego zadzierżania RP. naśladowali, a takąż spokoyną potomstwu też swemu przez ręce podali. A tak my przyznawaiąc się do tego, żeśmy są właśni potomkowie onych sławnych a cnotliwych przodków naszych, toż postanowienie przed się pod tym czasem bierzemy teraźnieyszym ; y obiecuiemy y przyrzekamy cnotliwemi słowy,

1. Voyez aussi *Volumina Legum*, t. II, p. 123, sous le titre : Kaptur po śmierci króla Zygmunta Augusta.

iako uczciwi potomkowie sławnych a uczciwych przodków naszych, przeciwko takim powstać, którzyby swywoleństwa, gwałty, naiazdy, łupiectwo maiętności, tak duchownych iako y świeckich osób y kościołów, albo iakieżkolwiek inne swawolności czynić się ważyli, zapomniawszy cnoty a powinowactwa tego swego, które nań, kto się ieno za potomka tey zacney Korony y przodków tych, którzy to nań włożyli, znać chce, iest włożono; a ku takiego każdego szkodzie a zniszczeniu tak na ciele iako y maiętności się ruszyć, tak wszystcy społem, iako też y iedna iakażkolwiek część, do którychby ieno tylko pierwey wiadomość o takiem swawoleństwie przyszła, gdyż do wszystkich po tak szerokiey Koronie razem przyiść nie może. Co wszystko obiecuiemy, pod wiarą y podźciwością naszą, bez zdrady y fałszu skutkiem wypełnić, a żadnemu takiemu, ani radą ani żadną przychylnością, życzliwymi się nie okazować, pod wiarą y podźciwością naszą, nie chcemy, by też krwią y iakiemkolwiek powinowactwem nam złączeni byli, ani o żadnego takiego słowa nikomu żadnego mówić nie będziemy, ale każdego takiego karać chcemy y obiecuiemy. Spisaliśmy to, y zaprzyrzekliśmy się na to, przykładem przodków a oyców naszych cnotliwych, iako synowie a potomstwo cnotliwe. W sobotę po świętych Rozesłańcach, w Krakowie, lata 1572. Do czego y pieczęci swe sąśmy przycisnęli.

OPATRZENIE PODGÓRSKICH Y SZLĄSKICH GRANIC PRZEZ RADY KORONNE NIŻEY MIANOWANE [1].

Engagement pris par Sébastien Mielecki, castellan de Cracovie ; Jean Firley, palatin ; Zborowski, palatin de Sandomir ; Jérôme Ossolinski, castellan ; Stanislas Szafraniec, Jean Tarlo et autres, sénateurs ou nobles, présents à l'assemblée de Cracovie, d'équiper et d'entretenir à leurs frais des corps de troupes destinés à protéger les frontières du palatinat du côté de la Hongrie et de la Silésie, et autres dispositions pour la défense du pays.

My Rada Koronna: Sebastyan Mielecki kasztelan Krakowski y starosta Brzeski, Jan Firley z Dąbrowice woiewoda y starosta Krakowski y Rohatyński, marszałek wielki Koronny, Piotr Zborowski ze Zborowa woiewoda

1. *Skarbiec Historyi polskiej*, t. II, str. 15.

Sandomierski, Kacper Zebrzydowski z Wiecborku woiewoda Kaliski; Hieronim Ossoliński Sandomierski, Krzysztof Myszkowski Rawski, Mikołay Firley z Dąbrowice Wiślicki. Stanisław Szafraniec z Piaskowey Skały Biecki, Jan Tarło z Czekarzewic Radomski, starosta Pilznieński, Ian z Sienna Żarnowski, Mikołay Ligenza z Bobrku Zawichostski, Krzysztof Komorowski z Żywca Oświecimski, kasztelani; także y my deputaci od wszego Rycerstwa ziemie Krakowskiey y Sandomierskiey: Stanisław Płaza starosta Oycowski, Stanisław Cikowski z Woysławic podkomorzy ziemie Krakowskiey, Andrzey Zborowski ze Zborowa miecznik Koronny, Marcin Kazanowski, Piotr Strzała z Sosnowic sędzia ziemski Oświecimski y Zatorski y burgrabi zamku Krakowskiego, Marcyan z Przyłęki Przyłęcki burgrabia zamku Krakowskiego:

Baczemy być tego wielką potrzebą Rzeczypospolitey, aby granice woiewództwa Krakowskiego, także y zamek Krakowski były opatrzone, y takowy obyczay pogranicznev obrony iednostaynie postanowiliśmy: to iest, iż na Podgórzu od granice węgierskiey ma być służebnych czterysta koni, y drabów czterysta, które obiecali wywieść y postawić na dzień 10 sierpnia na granicy oney kosztem y staraniem swem, na iedną ćwierć lata, IM. Pan Ian Tarło kasztelan Radomski, y Pan Michał Ligenza kasztelan Zawichostski, starosta Biecki: każdy z nich po dwuset koni y po dwuset drabów. Także na granicy od Szląska ma być służebnych takiż poczet, czterysta koni y tak wiele pieszych, a te za staraniem y kosztem IM. Pana Hieronima Ossolińskiego kasztelana Sandomierskiego; koni sto IM. Pana Żarnowskiego; przez Pana Demitrowskiego Wilka, koni pięćdziesiąt. Za takiemże staraniem y kosztem Pana Andrzeia Firleya z Dąbrowice starosty Sandomierskiego, koni sto; Pana Marcina Kazanowskiego, koni sto; Pana Iana Płazy, koni pięćdziesiąt. A pieszych czterysta, za pieniądze które pożyczyli ku tey potrzebie: IM. Pan Stanisław Szafraniec kasztelan Biecki, tysiąca czerwonych złotych we złocie, Xiądz Szymon Ługowsgi proboszcz Miechowski, dwu tysiącu złotych monety, Pan Bartosz Zieliński starosta Stężycki, tysiąca złotych monety. Których to służebnych, tak podgórskich iako szląskich, maią bydź starszymi y przełożonymi IM. Panowie Stanisław Szafraniec kasztelan Biecki y Stanisław Cikowski podkomorzy Krakowski; którzy iako o tych służebnych wiedzić y popisywać ie y leże im rozdawać maią, tak też maią do czterech y pięci set złotych nałożyć na szpiegi postronne, dla wiadomości spraw wszelkich sąsiad pogranicznych. A ku opatrzeniu zasię zamku Krakowskiego IM. Pan woiewoda y starosta Krakowski ma przyiąć kosztem swym drabów sześćset; a Pan Ludwig Becz z Woli

wielki rządca Krakowski, ma opatrować tento zamek prochy, kulmi, puszkami y potrzebami do strzelby należącemi, do tego czasu. A my wszystcy wyżey mianowani, Rady Koronne y deputaci od Rycerstwa, swem y wszystkich kolegów y braci naszey, Rad y szlachty woiewództwa Krakowskiego y Sandomierskiego, imieniem, obiecuiemy y tą rekognicyą naszą obowiązuiemy się tym to Panom wyżey mianowanym, którzy albo osobami swemi, albo kosztem swym biorą na się tę posługę Rzeczypospolitey, iż, ku tey wdzięczności, która się im powinnie oddawać ma od osób naszych y od Rzeczypospolitey, za tę chęć y ochotę ku służbie y obronie iey, maią im też bydź wszystkie nakłady tu umówione, odłożone y zapłacone z skarbu Rzeczypospolitey, na czas który się naznaczy na przyszłym ziezdzie naszym w Knyszynie ; to iest: Panom żołnierzom konnym, na koń *per fl.* 17 na ćwierć roku ; pieszym *per fl.* 8 także na ćwierć roku, tak tym co na granicy, iako tym co w zamku służyć będą. Tym też co gotowych pożyczyli, ich każdego summa iścizna ma bydź wrócona, iako też y Panu wielkiemu rządcy y Panów służebnych przełożonym, to co wydadzą y dostatecznemi regestry pokażą na wyżey mianowane potrzeby a szpiegi. Na których rzeczy postanowienia lepszą pewność, rękami swemi podpisaliśmy się y pieczęciami swemi zapieczętować kazali.

Datum na zamku Krakowskim, *die sabbato post festum Divisionis sanctorum apostolorum, anno D.* 1572.

PRZEPIS LISTU KTÓRY Z TEGOŻ ZIAZDU KRAKOWSKIEGO BYŁ PISANY OD WSZYSTKICH, TAK PANÓW RAD IAKO Y RYCERSTWA, DO INNYCH PANÓW RAD POLSKICH, LITEWSKICH, ETC.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss., bibl. Załuski, 364.

L'assemblée de Cracovie invite les sénateurs et la noblesse du royaume et du grand-duché à se réunir le 10 août à Knyszyn, pour avoir à y fixer d'un commun accord la date et le lieu de la diète d'élection et pourvoir à la défense des frontières.

Gdyśmy się nayprzód dowiedzieli o śmierci Króla IM., nowo zmarłego Pana naszego, rozumieliśmy toza rzecz potrzebnieyszą, abyśmy się byli, co prędzey ziachawszy, porozumieli y naradzili o tem, cobyśmy daley

czynić mieli, tak dla opatzenia granic od nieprzyiaciela postronnego, iako też abyśmy miedzy sobą iako naysnadnieyszy obyczay prędkiego wszech Stanów zebrania, ku dalszemu stanowieniu potrzeb RP., obmyślili. Y zbieżeliśmy się tu do Krakowa, miasta przedniejszego y stolice królewskiey, poczet nie mały ludzi okolicznych, stanu rycerskiego, woiewództwa Krakowskiego y Sandomierskiego. gdzie, gdyśmy się, nie mieszkaiąc, zeszli ku spólnym namowom w rzeczach przypadłych, zdało się to nam wszem za bardzo potrzebno, abyśmy się my, Rady Koronne, ziachali iako nayprędzey do Knyszyna do ciała pańskiego, dla namówienia, wedle powinności naszey, spólnie czasu y mieysca seymowi walnemu Koronnemu wszech Stanów, y dla naradzenia się około bespieczeństwa pogranicznego. Y daliśmy czas sobie ku ziachaniu tam do Knyszyna *ad diem 10 augusti*, prosząc WMościów, abyście Waszmoście też tamże na tenczas ziachać się raczyli ku spólnemu naradzeniu o dobrem RP.. Na to gdyśmy się zgodnie namówili, tediśmy też, w takowey to zgodzie y miłości, y obronę pograniczną, do tego czasu pókiby się WMościów ziachaniem inna niepostanowiła, takową iednostaynie namówili.

Nayprzód, IM. Pan woiewoda y starosta Krakowski obiecał kosztem swym przyiąć na zamek Krakowski drabów sześć set y opatrzyć innemi potrzebami do niego należącemi, tym sposobem, aby ten wszystek nakład był zasię IMości odłożon ze skarbu pospolitego.

Pan wielki rządca zasię, acz nie ma nic przy sobie pieniędzy RP., iednak kosztem swym obiecał opatrować zamek prochy, kulami y innemi potrzebami do strzelby należącemi, pod temże upewnieniem nadgrody z pospolitego skarbu, do ziazdu naszego spólnego. Żywnością zasię też Pan wielki rządca, iako też dzierżawcy imion królewskich przyległych, y wszystkie klasztorne opatrować maią.

Miasta też Krakowskiego bespieczeństwo opatrzyć maią mieszczanie Krakowscy dostatecznie ludźmi, strzelbą, żywnością y innym porządkiem, wedle tey ordynacyey, którą im przy nas opowiedział y przykazał IM. Pan woiewoda y starosta Krakowski.

Granice też opatrzyliśmy ludźmi służebnymi, ile natenczas rozumieliśmy bydź potrzebę dla tych porywczych utarczek y inkursyi, które więc pod takowym czasem bywać zwykły. Y postanowiliśmy od Węgier czterysta koni, y pieszych cztery sta ; także od Szląska, tak konnych iako y pieszych po czterech set.

A to tych ludzi z Panów Rad y Rycerstwa, którzy z chęci swey dla miłości R P. ofiarowali się służyć kosztem swym na granicach, za przyrzeczeniem y uiszczeniem wszystkich nas, iż im to zaplacono bydź

ma. Inni też Panowie szlachta maią bydź pogotowiu w domach swych, aby za iaką potrzebą, na obwieszczenie woiewody swego, ściągali się tam gdzieby się iakie niebezpieczeństwo pokazało.

Pisaliśmy też do IM. Pana podskarbiego Koronnego upominaiąc go w tem, aby tych pieniędzy któreby iakokolwiek w tym czasie do rąk iego z dóbr RP. przyszły, nie wydawał na potrzebę żadną, ieno na opatrzenie granic od nieprzyiacieli.

Iż też wiemy że tego iest wielka potrzeba, aby w tych różnicach car Perekopski był mitygowan y ubłagan, tediśmy pisali IM. Xiędzu biskupowi Krakowskiemu y IM. Panu Trockiemu to zdanie swoie, aby wedle ordynacyey y postanowienia IMości nieboszczyka Króla zmarłego, były posłane upominki za rok carowi Tatarskiemu, a to z ceł wołyńskich, kiowskich, podlaskich y litewskich.

Parnawskim także żołnierzom aby się natenczas wedle postanowienia dosyć stało, dozwoliliśmy IMościom otworzyć tę skrzynkę, która tam przy Królu IM. z pieniędzmi była, y policzywszy coby tego było, z tey summy odiąć te cztery tysięcy złotych na kontentowanie tych to raytarów Parnawskich.

Około Moskiewskiego, zdało też się nam to co y IMościom, aby do niego byli posłańcy wyprawieni z tem, iż my do niego wielkie posły pośłemy, dla stanowienia przymierza y pokoiu wiecznego, aby się też tym sposobem od iakiegokolwiek nieprzyiacielskiego przedsięwzięcia zahamował. Z innemi rzeczami wszystkiemi, które tak nagłey odprawy nie potrzebuią, prosiliśmy y napominali przez listy nasze, aby ziachania naszego spólnego czekać raczyli. Z tem siebie sami y przyiacielskie służby nasze w łaskę y braterską miłość WMościów zalecamy.

Datum Cracoviæ die 21 *Julii* 1572.

EXEMPLUM LITERARUM EX EODEM CONVENTU CRACOVIENSI, AD SENATORES REGNI, KNYSZYNI CIRCA FUNUS REGIS DEGENTES, DATARUM.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. bibl. Załuski, 364.

L'assemblée de Cracovie fait savoir aux sénateurs restés à Knyszyn pour y veiller sur le cercueil royal qu'elle a décidé la réunion d'une assemblée

générale pour le 10 août à Knyszyn et les invite à y demeurer jusqu'à cette époque.

Mościwi Panowie, a bracia nasi łaskawi, przyiacielskie służby nasze zalecamy do łaski WMościów.

Za tą żałobną nowiną o śmierci Króla IMości Pana naszego, ziachało się tu nas nie mało do Krakowa, tak Rad Koronnych, iako też y Rycerstwa Krakowskiey y Sandomierskiey ziemie, y maiąc społecznie namowy o potrzebach RP. naszey, byliśmy za to proszeni od wszystkich ludzi stanu rycerskiego, którzy sam byli, y nam samym toż się za naylepsze zdało, abyśmy się z WMościami y z innymi Pany Radnemi Koronnemi, tak Polskiemi iako Litewskiemi, w Knyszynie, przy ciele Króla IMości nieboszczyka zmarłego ziachali, a tam y o prędkim czasie y o mieyscu seymu ku obraniu nowego Pana naradzili się, y o innych potrzebach RP. w tym czasie namówili. Przetoż złożyliśmy sobie dzień ku spólnemu w Knyszynie ziachaniu, *diem* 10 *mensis Augusti*, o którym też daliśmy znać IMościom Panom Radom do Wielkiey Polski, do Litwy, do Rusi y do Prus, prosząc aby też tamże ku temu czasowi stawić się raczyli; WMoście też, którzy natenczas przy ciele Króla IMości bydź raczycie, abyście WMoście tam nas na tem mieyscu czekać raczyli do tego czasu zamierzonego. A iako rozumiemy iż WMoście w rzeczach ważnieyszych, y wszem należących, bez nas nic poczynać ani stanowić nie będziecie chcieli, iakoż w tem WMościów napominamy, tak zaś w tem coby prędkiey odprawy potrzebowało *et non pateretur moram*, pozwalamy WMościom tego, abyście WMoście opatrzyć raczyli, zwłaszcza to, coby się ieszcze w Warszawie przy niektórych z Panów Rad namówiło y postanowiło: iako około posłania gońców do Moskwy, y także upominków carowi Perekopskiemu z cel, iako mamy sprawę, kiiowskich, wołyńskich, podlaskich y litewskich, iako była ordynacya Króla IMości zmarłego. Także też y dla kontentowania żołnierzów Parnawskich, nie iesteśmy od tego, abyście ie WMoście temi cztermi tysięcy złotych, wziąwszy ie za wspólną wiadomością z tey skrzynki, która była przy Królu IMości, kontentowali. Jakoż, ieżeliby też te pieniądze z cel tak rychło gotowe bydź nie mogły, tedi te upominki carowi z tey skrzynki posłaćby się mogły, dla pohamowania tego tak skorego nieprzyiaciela.

Posyłamy WMościom przepis listu tego któryśmy pisali do Panów Rad Litewskich, Polskich, Pruskich y Ruskich, z którego WMoście będziecie też wyrozumieć raczyli obyczay obrony pograniczney, którąśmy postanowili tych tu kraiów naszych.

Dla zachowania też wewnętrzney zgody y pokoiu, uczyniliśmy między sobą takowy spis, iakiego kopię WMościom posyłamy.

Z tem siebie sami y przyiacielskie służby nasze w łaskę y miłość braterską WMościów zalecamy.

Datum in arce Cracoviensi, die 19 *mensis Julii* 1572.

Waszmościów życzliwi przyiaciele,

IAN FIRLEY Z DĄBROWICE woiewoda y starosta gen. Krakowski.
SEBASTYAN Z MIELCA kasztelan Krakowski.
PIOTR ZBOROWSKI woiewoda Sandomierski.
KACPER ZEBRZYDOWSKI woiewoda Kaliski.
HIERONYM OSSOLIŃSKI kasztelan Sandomierski.

UNIWERSAŁ WOIEWODY KRAKOWSKIEGO DO SZLACHTY ZIEMIE KRAKOWSKIEY Z TEGOŻ ZIAZDU KRAKOWSKIEGO DANY.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, t, 87, ex mss. Bibl. Zal., 364.

Universaux du palatin de Cracovie, par lesquels il invite la noblesse de son palatinat à se tenir prête à prendre les armes, et l'exhorte à la concorde et à l'oubli des griefs personnels.

Szlachetnie urodzeni Panowie a bracia moi w woiewództwie Krakowskiem będący, życzliwość etc.

Mam za to iż już nie iest WMościom taiemna śmierć Króla IM. Pana naszego ; przeto, gdyżem iest z przeyrzenia boskiego, a z łaski IKM. Pana mego woiewodą y starostą Krakowskim, z powinności swey, a za radą y upomnieniem IM. Panów Rad Koronnych y ludzi rycerskiego stanu, którzy się na ten czas ziachali byli tu do Krakowa, WM. Pany a bracią swą napominam, prosząc y przestrzegaiąc, abyście WMoście wszystcy y każdy z osobna, tak gotowi bydź raczyli przeciw każdemu nieprzyiacielowi Koronnemu, iako powinność a zawołanie rycerskie WMościom niesie, gdyż też już WMoście raczą wiedzieć o rozesłaniu dwoyga wici po Koronie.

A tak iak prędko WMościom będzie oznaymiono o iakiem niebespieczeństwie od nieprzyiaciół, czego ile się pod temi czasy trzeba spo-

dziewać sami to WMoście naylepiey rozumiecie, abyście WMoście gotowi bydź raczyli ruszyć się z domów, z taką gotowością a chęcią, iaką czasy y potrzeby teraźnieysze pokazuią, ściągaiąc się do chorążego swego na to mieysce gdzie WMościom będzie oznaymiono.

K'temu też, acz to o każdym z WMościów rozumiem, iż WMoście wszystey y każdy z osobna baczyć raczą na przystoyność swą, co szlachcicowi a synowi dobremu oyczyzny y Rzeczypospolitey należy, iednak, z powinności swey, WMościów prosząc upominam, aby pokóy pospolity każdemu stanowi był zachowan, miłość y zgoda iednostayna żeby między WMościami była, a doległości swe, ieżeliby ieden przeciwko drugiemu miał, aby Rzeczypospolitey, iako matce swey, darował, rozumieiąc iż dobre Rzeczypospolitey ni na czem więcey nie zależy, ieno na zgodzie a miłości spólney; y to k'temu oznaymuię, że na to się zezwoliło wiele Rycerstwa woiewództw Krakowskiego y Sandomierskiego, którzy się na ten czas do Krakowa, z miłości a chęci swey powinney, ziachać byli raczyli, za namowami spólnemi IM. Panów Rad Koronnych, z których wielu się na to rękami a pieczęciami utwierdziło.

Iakoż te namowy y postanowienia wedle prawa a ustaw starodawnych w statucie opisanych, które się między nami w Krakowie postanowiły, kopią WMościom posyłam, którą wraz z tym moim listem aby ieden drugiemu w obyczay uniwersału przesyłał.

Z tem się przyiaźni WMościów zalecam.

Datum in castro Cracoviensi, die 19 *mensis Julii, anno* 1572.

IAN FIRLEY Z DĄBROWICE
woiewoda y starosta Krakowski.

EXEMPLUM LITERARUM PALATINI CRACOVIÆ AD CAPITANEOS OMNIS TERRÆ CRACOVIENSIS EX EODEM CONVENTU CRACOVIENSI DATARUM.

Bibliothèque du prince Czartoryski; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załus., 364.

Ordre donné à tous les starostes du palatinat de Cracovie de mettre en état de défense les châteaux confiés à leur garde; d'arrêter les espions, juifs, et tout individu voyageant sans passe-port; d'empêcher la sortie des che-

vaux hors du royaume; de faire barrer les routes et chemins avoisinant les frontières, et de porter à la connaissance du public les différents arrêtés pris par l'assemblée de Cracovie.

Urodzony Panie a przyiacielu mnie miły,

Maiąc za to iż WMości tayno nie iest że nas Pan Bóg przez złości nasze śmiercią Króla IM. Pana naszego nawiedzić raczył, to WMości oznaymuię, iż za ziachaniem się tu do Krakowa, w tych przeszłych dniach, nie mała Rad Koronnych y wiela Rycerstwa, tak z Krakowskiego iako y z Sandomierskiego woiewództw, dla namówienia o dobrem y obronie Rzeczypospolitey, tośmy za wspólną radą, namową a zwoleniem spólnem postanowili: żebyś WMość, iako z powinności swey życzliwy, tak też ze strony tegoż postanowienia naszego, w dzierżawie przez ś. p. nieboszczyka Króla IM. Pana naszego WMości zwierzoney, opatrzność y gotowość wszelaką do obrony mieć raczył, czuiąc co za niebezpieczeństwo czasy teraźnieysze za sobą ciągną, a zamek swóy spiżą, ludźmi, municyą y wszem potrzebnem opatrzył, co wszystko na liczbie WMości przyięto będzie.

Racz też WMość mieć baczność na takowe ludzie y szpiegi, coby czuli o nieprzyiacielu Koronnym, ludzie podeyrzane imali, szpiegi przeymowali, z granice y do granic nikogo, okrom kupców, którzy z kupią iadą y woły z Korony żeną, nie przepuszczali; aby nie przepuszczali żydów y innych wszelakiego stanu ludzi, koni żadnych do boiu godnych, w woziech albo iezdnych, chyba iedno tych ludzi, coby paszporta z urzędu mego staróściego albo od innego urzędu sądowego mieli. A kogobyś WMość podeyrzanego bydź znalazł albo poymał, takowe racz WMość zatrzymać do nauki Rad Koronnych, którzy *ad diem* 10 *Augusti* w Knyszynie bydź maią; a do urzędu zamkowego o wszystkiem wiadomość nieomieszkałą racz dawać. Gwałtów, łupiectwa, swawolnictwa wszelakiego w obwodzie urzędu swego, abyś WMość przestrzegać raczył, zabraniaiąc też dróg niezwyczaynych, któremi zwykli ludzie podeyrzani uchodzić; y owszem te drogi niezwykłe racz WMość kazać zarębować, y przeiazdy a przechody zasadziwszy strażą, przechodu zabraniać. A każdemu aby było bespiecznie; w drodze zaś y w iachaniu tu w Koronie, nie przeszkadzać.

K'temu też WMości oznaymuię iż IM. Panowie Radni Koronni wraz z Rycerstwem, przypatrzywszy się aktom grodzkim Krakowskim, które się działy za pozodków naszych *sub interregno*, pozwolili aby

zapisy, kwity, protestacye y relacye w urzędziech grodzkich były przyimowane dla potrzeby ludu wszelakiego stanu; które akta y w urzędzie grodzkim Krakowskim są przyimowane, okrom pozwów y sądowych grodzkich y urzędowych kwerel, które są limitowane przez urząd pierwszy przed świętem S. Michała, a od tego czasu zaś daley będą limitowane dotąd, aż króla obranego y koronowanego z woli bożey mieć będziemy. Przytem posyłam WMości dwa listy, które IM. Panowie senatorowie Koronni społem z Rycerstwem, którzy się tu do Krakowa przeszłych dni ziachać byli raczyli, zgodnie namówili a postanowili: ieden dla pokoiu pospolitego, a drugi, aby byli gotowi Panowie bracia nasi tuteczney ziemie przeciw każdemu nieprzyiacielowi Koronnemu. Które listy abyś WMość roskazać raczył do xiąg swych wwieść y woźnemu obwołać, a relacyą o tem zapisać; ieden do braci onego powiatu posłać, a drugi w mieście y po miasteczkach okolicznych obwoławszy, u ratusza przybić.

A z tem się WMości łaskawey przyiaźni zalecam.

Dan na zamku Krakowskim, *d.* 20 *Julii*, 1572 lata.

IAN FIRLEY Z DĄBROWICE
woiewoda y starosta Krakowski.

LITERÆ AD TENUTARIOS BONORUM REGALIUM IN PALATINATU CRACOVIENSI AB EODEM PALATINO.

Bibliothèque du prince Czartoryski; Teka Naruszewicza, t. 85, ex mss. Bibl. Zał. 364.

Ordre aux tenanciers des biens royaux d'approvisionner le château de Cracovie en vivres, fourrages, etc.

Urodzony Panie,

Oznaymuię WMości, iż za wspólną namową y postanowieniem niemała Rad Koronnych, także y wiela ludzi stanu rycerskiego, którzy się w tych dniach dowiedziawszy się o śmierci Króla IM. Pana naszego, z chęci a z miłości swey powinney, do Krakowa ziachać byli raczyli, to namówionem y postanowionem zostało, abyś WMość żywność wszelaką z dóbr tych RP. które WMość trzymasz, na zamek Krakowski odsyłać

bez omieszkania raczył, gdyż to potrzeba nagła a pilna okazuie ; co WMości na liczbie będzie przyięto, racz tego WMość bydź pewien. Kwity tego wszystkiego, cokolwiek WMość odsyłać będziesz, Pan wielki rządca WMości y innym wszystkim dzierżawcom dawać będzie. Z odsyłaniem takowey żywnoście, abyś WMość nie omieszkiwał proszę y upominam, z tem się łaskawey przyiaźni WMości polecaiąc.

Ian Firley z Dąbrowice
woiewoda y starosta generalny Krakowski.

ACTUM IN CASTRO CRACOVIENSI.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załus. 364.

Acte final de l'assemblée de Cracovie. Récapitulation et confirmation des différentes mesures prises par cette assemblée.

Konkluzya namów a postanowienia pierwszego IM. Panów senatorów, prałatów y Rycerstwa, które na onczas do Krakowa się było ziachało *pro die* 17 *mensis Julii*, przez IM. Pany prałaty y Rycerstwo zamkniona y w exekucyą wwiedziona : iako to przez IM. Pany Sebastyana Mieleckiego kasztelana Krakowskiego, Iana Firleya z Dąbrowice woiewodę y starostę generalnego Krakowskiego, marszałka naywyższego Korony polskiey ; przez Pany Gacpra Zebrzydowskiego woiewodę Kaliskiego, Mikołaia Firleya kasztelana Wiślickiego, Hieronyma Bużeńskiego podskarbiego Koronnego ; także y przez deputaty od IM. Panów prałatów, przez Xiędze Woyciecha Brudzyńskiego kustosza katedry Krakowskiey y Stanisława Dąbrowskiego a Ścibora Krzykowskiego kanoniki Krakowskie : także przez Xiędza Szymona Ługowskiego proboszcza Miechowskiego, y Pany Iustyna Lodwiga wielkiego rządcę, Andrzeia Firleya z Dąbrowice starostę Sandomierskiego, Stanisława Czykowskiego podkomorzego ziemie Krakowskiey, Marcina Chełmskiego chorążego Krakowskiego, Stanisława Garnysza podstolego Krakowskiego, Iana Kmitę pisarza ziemskiego Krakowskiego ; także y przy bytności IM. Panów burgrabiów zamku Krakowskiego wszystkich, y inszego wiela Rycerstwa y szlachty.

IM. Panowie senatorowie na to się zgodzili, iż ziachać się maią do Knyszyna, do ciała Króla IM. zmarłego, *ad diem* 10 *Augusti*, a tam, porozumiawszy się z inszymi Pany senatory, oznaymić czas y mieysce seymowi ku obieraniu nowego króla, y oznaczyć czas seymikom powiatowym; y takowe postanowienia swoie oznaymić wszem obywatelom, tak Koronnym, iako y litewskim, pruskim, inflantskim, mało y wielkopolskim, ruskim, mazowieckim, iako też y obywatelom miast głównych, tak polskich, litewskich, pruskich, iako y inflantskich.

Starostowie pograniczni przez IM. Pana woiewodę y starostę Krakowskiego są iuż upomnieni, aby drogi bespieczeństwem, strażą a szpiegami opatrzyli; a z Korony aby nikogo podeyrzanego, łóżnego, drogi niezwyczaynemi przeyść chcącego, aby nie przepuszczali; także aby nie przepuszczali tych, coby listów albo paszportów od urzędu zamku Krakowskiego nie mieli, okrom kupców, którzyby szli z wołmi lub z innemi kupiami, od których Rzeczypospolitey idzie cło, a którzyby byli świadomi y list od urzędników sądowych mieli; koni godnych do pocztu, żeby w woziech ni kromia wozów wywodzić nie dopuszczali, y ludzi żadnych żeby nie przepuszczali; y owszem, gdzieby kogo podeyrzanego albo z listy iakiemi zobaczyli, aby zadzierżeli, a do urzędu zamkowego Krakowskiego o wszystkiem znać dawali; o które listy maią się pilnie pytać y trząść.

Przysięgli rotmistrzowie maią bydź.

IM. Pan woiewoda y starosta Krakowski obwieścił wszystko Rycerstwo woiewództwa Krakowskiego, aby byli gotowi ku woynie a ruszeniu do drugiego obwieszczenia IMości. Także też IM. Pan woiewoda Sandomierski uczynić raczył, za zwoleniem IM. Panów senatorów y Rycerstwa.

O pieniądze IM. Pan podskarbi starać się ma, aby ich iak naywięcey zebrał, a na potrzebę Rzeczypospolitey, dla opatrzenia granic y zamku Krakowskiego według zdania IM. Panów senatorów, aby dawał. A iż Pan podskarbi wątpi aby tak prędko iaką summę zebrać miał, tedi IMoście staraią się o to, iakobykolwiek mogli pieniędzy dostać y pożyczyć, za uiszczeniem IM. Panów senatorów y Rycerstwa, którzy na to zezwolić raczyli, by zapłata ze skarbu Koronnego nastąpiła. Żołd służebnym konnym po 17 złotych a pieszym po 8 złotych na ćwierć roku, IMoście zgodnie naznaczyli; a iż tak wielki żołd się naznaczyło służebnym, tedi się to dla tego uczyniło, aby się nikt gwałtem nie obchodził, ale żeby każdy żołnierski człowiek z targu za pieniądze żył. IM. Pan Biecki y Pan podkomorzy ziemie Krakowskiey maią te służebne popisać, co na węgierskich granicach bydź maią w Bieczu, *pro die* 10 *Augusti*;

a ci co od szlaskiey granice, tedi w Krakowie popisować się maią *pro die* 18 *Augusti*. Ciż Panowie temi ludźmi rządzić maią według zdania swego y tam ich obracać, gdzie się IM. naypotrzebniey zdać będzie. IM. Panowie senatorowie y Rycerstwo uiścili się tym, którzy pieniędzy pożyczyli na potrzebę RP., także y tym, którzy swym kosztem pewne poczty ludzi służebnych za pewną zapłatę y nadgrodę wywieść się obiecali, listów zapieczętowaniem y rękami swemi podpisaniem, z Pany deputaty od Rycerstwa woiewództwa Krakowskiego y Sandomierskiego, imieniem swem y braci swey.

Porządek mieyski IM. Pan woiewoda y starosta Krakowski za zwoleniem wszech taki postanowić raczył :

Strzelanie tak w nocy iako y we dnie aby nie było, ani trąbienie, okrom trębacza na wieży, który ma wytrębować ktoby w iakim poczcie przyiachał do miasta. W bęben ku przyimowaniu ludzi, aby żaden nie śmiał bić bez dozwolenia urzędu zamkowego, ni też ludzi żadnych przyimować. Gwałtów w mieście urząd mieyski ma przestrzegać, a gdzieby się od szlachty co komu działo, na zamek Krakowski dać znać. Żołnierzów cudzoziemskich aby w mieście nie mieli, y każdy dom aby urząd na spisku miał, iżby wiedziano kto w nim iest, a nikogo bez wiadomości urzędu zamkowego żeby nie przyimowano do domów. Lóżnym ludziom y ubóstwu aby z miasta kazali, oprócz tych ubogich którzy w szpitalech ułomni są. Mieszczanie, aby żon, dzieci, synów, iako y maiętności swych, aby z miasta nie wysyłali, tego urząd doyrzeć ma. Mury mieyskie aby opatrzyli, dziury zaprawili. Bramy Grodzka pod zamkiem a Floryańska, te tylko otworzone maią bydź, a strażą opatrzone dobrze. Prochy, saletry, siarki, zbroie, aby z miasta nie przepuszczano, y owszem aby tego przyczyniono. Rzeczy ku boiowi należące, aby u rzemieślników popisano. Ci, którzy są przed miastem, aby się do miasta wprowadzili z rzeczami swemi, dziećmi, żonami, gdy im od urzędu oznaymiono będzie ; dla czego iuż teraz o mieysca sobie starać się maią, a maią bydź do domów przyimowani za wiadomością o każdym, y za spisaniem urzędowem, a bez wszelakiey płacy. Aby wszystkich rzeczy do boiu należących, także y innych ludziom potrzebnych, rzemieślnicy drożey nie przedawali, ieno tak, iako cztery niedziele temu przedawali, czego urząd mieyski doyrzeć ma ; przy bytności urzędu zamkowego spisać y obwołać, wywiedziawszy się dostatecznie, po czemu tak cztery niedziele przedawano, pod przysięgą cechmistrzów. Żywność do miasta, aby na śpichlerze Panowie rayce wszelakiego zboża nakupili y wszelakiey żywnoście ; także y mieszczanom rozkazać aby każdy pewną summę zboża miał, także y żywnoście ;

czego doyrzeć a popisać urząd mieyski ma, a doglądać aby teyże żywności każdy sobie przyczyniał. W gospodach y w iatkach, aby owsów drożey nie przedawano, ieno dwa grosza drożey na każdey ćwiertni, aniżeli w targu ; a korce, tak w iatkach, iako y w gospodach, iednakie bydź maią z temi w które na targu mierzą.

Ktoby *turbas* albo *querras moveret*, gwałtem się z kim obchodził, tedi co czynić, IM. Panowie senatorowie, prałaci y Rycerstwo, listem swym, pieczęciami y rękami swemi podpisawszy, utwierdzili, y do akt grodzkich Krakowskich *de verbo ad verbum* wnieść rozkazali ; a uniwersały tego listu z akt IM. Pan woiewoda y starosta Krakowski do miast y miasteczek rozesłać kazać ma, y obwołać.

Zamek y mury około niego, IM. Pan woiewoda y starosta Krakowski opatrzyć ma, y baszty wedle potrzeby budować ; a uniwersały do opatów y mniszek rozesłać ma, aby ludzi do wożenia materyey y do budowania dali ; także y wielki rządca kazać to ludziom, y inni dzierżawcy maią. A żołnierzami y ludźmi służebnymi IM. Pan woiewoda y starosta Krakowski zamek opatrzyć ma, iako iuż y opatrzył, a gdzieby ieszcze więcey potrzeba było ludzi, tedi IMość ma przyiąć ; a coby na te ludzie nałożył, tedi także iako y inszym ze skarbu Koronnego zapłacono ma bydź, iako się Panowie senatorowie y Rycerstwo uiścili. Także uniwersały do opatów, proboszczów, mniszek y do dzierżawców dóbr Króla IM., wskazać ma IMość, aby żywność wszelaką do zamku Krakowskiego wieźć roskazali ; a cobykolwiek przywieziono, za to dzierżawcom przy liczbie przyięto ma bydź, a Panom duchownym ze skarbu Koronnego płacone. Także Pan wielki rządca żywność do zamku Krakowskiego kazać wieźć ma.

Drogi, przeiazdy, na górach pogranicznych zarąbione bydź maią, iakoż IM. Pan woiewoda do starostw pogranicznych uniwersały rozesłał, aby takowe góry (*sic*) zarąbali y strażą opatrzyli.

Do kardynała legata papieskiego IM. Panowie senatorowie za prośbą wszego Rycerstwa posłali byli Pana Mikołaia Dłuskiego y Pana Jana Młoszewskiego, upominaiąc go aby z Korony wyiachał, ponieważ iuż był odprawion, y iuż prawie mało nie na granicach wrócił się ; który z Korony wyiachać nie chciał.

Actum in castro Cracoviensi, die 24 *mensis Julii, anno* 1572.

RESPONSIO NUNTIORUM EX PRUSSIA REGALI AD SENATORES QUI LOVITII CONGREGATI ERANT.

Bibliothèque du prince Czartoryski, Teka Naruszewicza.

Peracerba nobis accidit ac cum primis grave vulnus animis nostris inflixit mors S. R. Majestatis, Domini nostri Clementissimi, quam nuper literis Rev. Domini archipræsulis Gnesnensis ad M. palatinum Culmensem datis, non sine incredibili animorum mœrore, intelleximus. Quoniam vero ea lege summi quoque monarchæ nascuntur ut semel ipsis mortales exuviæ sint deponendæ, ac nihilominus omnium regnorum tabernacula in manu Dei consistant, ut ipse pro sua divina providentia cui velit ea tribuat, justissimum sane mœrorem nostrum temperandum duximus et vota pariter nostra ad Deum omnis boni authorem dirigenda, ut is novum nobis regem talem largiri dignetur, qui omnibus regiis virtutibus ita sit conspicuus, ut quasi alium Sigismundum Augustum revixisse nos merito gaudere possimus.

Cæterum ad ea edicta quod attinet, quæ pro publica tranquillitate tuenda per Poloniam ex senatus regni authoritate passim sunt divulgata, nos sane quamquam illa ex commodo R. P. sancita esse non diffiteri, neque satis magnis laudum præconiis vigilantiam atque fidem senatorum regni efferre possumus : ea tamen edicta per Prussiam proclamare, librisve publicis insinuare, propterea nobis non est integrum, quod non modo antiquissimæ consuetudines obstent, verum ea quoque sit nostrorum jurium, libertatum ac privilegiorum vis, ut nihil nobis recipere, nedum publicare liceat, nisi quod communi omnium Prussiæ consiliariorum consensu sit deliberatum atque decretum. Proinde publicæ quieti atque jurium nostrorum immunitati consulere cupientes, nostra iis fere similia edicta singulis in palatinatibus ex authoritate senatorum proclamari publicisque locis de more veteri proponi curavimus. De loco et tempore novi regis eligendi, quod impræsentiarum respondeamus supervacaneum esse arbitramur, quod R. Paternitatem et M. Vestras ante congressum nostrum præter expectationem nostram certi aliquid constituisse cognovimus. Cum autem nostra plurimum intersit, ut ad electionem novi regis, juxta divi Casimiri privilegium, præsentes simus, majorem in modum oramus, idque futurum plane confidimus, Reverendissima P. et Magnificentiæ V. diem prorogent, ejusque novam assignationem

nobis significent, neque prius ad eligendum novum regem prosiliant, quam nos etiam advenire possimus.

Quando vero R. Paternitas Vestra pro sua pietate censet ante electionem de corrigendis R. P. erroribus certi aliquid constituendum esse, et nos hortatur ut de nostris quoque medendis cogitemus, inque ea re nobis authoritatem et patrocinium suum pollicetur, sane ac debemus et plane immortales R. Paternitati Vestræ agimus gratias.

Ac quando hoc in conventu, tum de iis quæ ad electionem regis, tum quæ vitia R. P. nostræ, contra jura et privilegia nostra introducta, emendanda spectant, deliberationes absolvere nequaquam potuerimus, alium conventum Leschini ad vicesimam primam hujus mensis diem indiximus, ubi per Dei gratiam constituemus et quæ ad finium defensionem et ad pleniorem ad futura regni comitia informationem pertinere videbuntur. Quod si ad nos cum literis nuntius, uti ad Magnificos M. D. Lituaniæ proceres, missus fuisset, quemadmodum divo Casimiro mortuo ad electionem divi Joannis Alberti, ante octuaginta annos, Generosus Petrus Fidey a senatu regni ad Prussiæ ordines ablegatus, aliudque et alias factum esse legitur, nihil profecto indictione novi conventus aut procrastinatione ulla opus fuisset, sed nunc in omnibus resoluti eo quo necesse esset advenissemus. Quod quidem non eo scribimus, ut illam nuntii prætermissionem ægrius ferre videamur, sed ut qualis sit Prussiæ cum regno consociatio atque unio vetus contestemur, nihil dubitantes quin Reverendissima P. et Magnificentiæ V. hoc responsum nostrum benignius sint accepturæ, neque ut in ullo electionis negotio aut aliis has terras concernentibus rebus, Prussiæ privilegiis, juribus aut consuetudinibus quidpiam decedat passuræ. Quas Deo etc.

Datum Mariæburgi, in conventu omnium ordinum Prussiæ.

RESPONSIO ADSCRIPTA PER SENATORES EX PRUSSIA REGALI AD SENATORES QUI CRACOVIÆ CONGREGATI ERANT.

Bibliothèque du prince Czartoryski. Teka Naruszewicza.

Ex literis Magnificarum Dominationum Vestrarum hoc in conventu acceptis, quid ipsæ de ineundis regni rationibus nuper statuerint non illibenter cognovimus. Non possumus sane non probare vigilantiam, cu-

ram atque studium in eo R. P. præstitum ac animo plane grato illud accipere quod M. D. V. ad similia bono publico præstanda officia nos cohortentur. Illud autem Eas celare nolumus, nos antea et nunc quoque ea sollicitudine defunctos esse qua publicæ tranquillitati similibus fere edictis prospeximus, quale illud Universale esse apparet, quod nuper Rev. archipræsul Gnesnensis ad M. palatinum Culmensem una cum suis literis transmisit. Ad decimum augusti diem, quo M. D. V. Knischini convenire deque negotiis quibusdam colloqui constituerunt, quod attinet, vellemus sane perquam libenter ibidem adesse, deque rebus necessariis commune consulere, sed cum pro temporis angustia aliisque urgentibus de causis locum illum attingere nequaquam possimus et, constitutis Prussiæ rebus in eo conventu, quem Leschini ad vicesimum primum hujus mensis diem celebrandum indiximus, electioni novi regis interesse omnino proposuerimus, tum propter Domini Casimiri privilegium, quo nobis idem quod regni senatoribus electionis jus competit, tum quia nostra ut fiat plurimum interesse putemus : idcirco majorem in modum oramus ut M. D. V. nobis diem et locum eligendi novi regis tempestivius significent, neque ad illud eligendi munus procedant, antequam nos etiam adesse possimus. Illud uti per se æquum et privilegiis nostris consentaneum est, ita omni genere obsequii atque studii vicissim demereri conabimur. Magnificas Dominationes Vestras benevalere, etc.

Datæ Mariæburgi, in conventu omnium ordinum Prussiæ, die VII mensis Aug. anno 1572. Palatini, Castellani, Majores Civitates, reliquique terrarum Prussiæ Consiliarii.

ODPIS XIĘDZA ARCYBISKUPA NA LIST MALOPOLANÓW DO WIELKOPOLANÓW PISANY.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, t. 85, ex mss. Bibl. Zal., 364.

Réponse du primat au message adressé par l'assemblée de Cracovie aux sénateurs de la Grande-Pologne. — La réunion de Lowicz étant dissoute, le primat ne peut répondre qu'en son nom personnel. Il soutient que tout ce qui a été fait à Lowicz est conforme aux lois. Les sénateurs de la Grande-Pologne ont envoyé des ambassadeurs dans les autres provinces de la République pour consulter leurs collègues sur la réunion d'une diète générale;

ils attendent leur réponse et ne pourront se rendre à Knyszyn comme les y invitent les sénateurs de la Petite-Pologne.

Miłościwi Panowie a bracia moi łaskawi.

Solikowski komornik IM. Xiędza biskupa Kuiawskiego, iadąc od WMościów z Krakowa, zachorzał w drodze, y zaledwo 26 *Julii* tu przyiachawszy do Łowicza, oddał mi listy od WMościów d. 19 *Julii* dane. Żadnego inszego z Panów Rad iuż nie zastał, bo się iuż byli roziachali odemnie przedtem na kilka dni. Listy te, ia sam przeszedlszy, niemieszkaiąc rozesłałem do niektórych IM. Panów Rad, iakom o których wiedział gdzie pod ten czas obracać się mieli. Obawiaiąc się atoli, aby się tem czekaniem odpisu IMościom co nie zmieszkało, zdało mi się bespieczniey przedsię WMościom na ten czas ze swey strony com rozumiał odpisać, a razem przestrzedz WMościów w tych rzeczach, iako mi się zda potrzebnych. Wszakoż, skoro od IM. Panów Rad Koronnych Wielkiey Polski, do którychem posłał, będę miał odpisy na WMościów y na swe listy, ile ze mnie, nieomieszkam znowu WMościom y swoiego zdania wypisać szerzey.

Z tego tedi pisania WMościów do nas, Rad Koronnych Wielkiey Polski, wyrozumiałem postępek WMościów około opatrzenia pokoiu wnętrznego y pogranicznego po śmierci Króla IM. Pana naszego, niedawno zmarłego, którego duszy P. Bóg raczy być miłościwy. Mam też za to, że y WMoście iuż do tego czasu dobrze wyrozumieli namowy IM. Panów Rad, którzy się byli pod ten czas do mnie, iako do arcybiskupa *et primatem regni* (kiedy mię P. Bóg na te czasy ieszcze, nie iedno nad nadzieię, ale też y nad żądanie moie, zachować raczył, iako się Iego S. Miłości podobało,) ziachali. Iakośmy się też około tych rzeczy zgodzili, szerzey do WMościów przez Pana Krzyżtoporskiego kasztelana Wieluńskiego, społu będąc, roskazaliśmy, a to, iako się tu co między nami działo, na piśmie do WMościów posłali. Y mam też za to że WMoście to obaczyć będziecie raczyli, iakośmy prawu pospolitemu około rzeczy potrzebnych Rzeczypospolitey dogadzali, naypierwey przestrzegaiąc, abyśmy braci naszey, IM. Panom y Rycerstwu W. X. Litewskiego, nie dali żadney przyczyny ku nietrefnemu iakiemu o nas rozumieniu, iakobyśmy prawo iakie przed nimi mieć, albo, iako sami, słyszę, mówią, uganiać chcieli: czego, w pisaniu swem do tych IM. Panów Rad, którzy byli albo ieszcze są w Knyszynie, przy ciele Króla IM., nieiako dotknąć raczyli, co ci Panowie też nam oznaymili. Zaczem posłaliśmy z pośrzodku

siebie do IMościów Pany woiewodę Lubelskiego y kasztelana Kamienieckiego, chcąc się z nimi porozumieć, y zdanie ich też wiedzieć około czasu y mieysca seymu takiego, iaki w prawie pospolitem na obieranie króla iest opisan ; na co iuż podobno czekać musimy, dokąd nam znać nie dadzą, albo sami Panowie Rady W. X. Litewskiego, albo nasi posłowie : co skoro od nich będziemy mieć, nie omieszkamy też tego WMościom dać znać. Przeto nie baczę tego, abyśmy iuż mogli abo aby się nam godziło odmienić to, cośmy tu społem będąc postanowili ; zwłaszcza po roziachaniu się innych Panów Rad Koronnych, którzy tu dosyć długo mieszkaiąc, y na drugie z WMościów, co się byli obiecali tu z nami ziachać, czekaiąc, iuż się roziachali.

A tak raczcie WMoście iuż sami zobaczyć, ieżeli, iako, abo do czego, to ziachanie się WMościów do Knyszyna *pro die* 10 *Augusti*, między WMościami namówione, pogodzić się będzie mogło ? gdyż inni Panowie Rady Koronne z WielkieyPolski tam na ten czas bydź nie mogą, czekaiąc odpowiedzi od Panów Rad drugich Koronnych y W. X. Litewskiego.

Zda mi się też to WMościom przypomnieć, abyście WMoście y to u siebie uważyć raczyli, iakie to te seymiki przed seymem mieć raczycie albo składać ; abyście tego postrzedz raczyli, żeby kto przyczyny nie miał sprzeciwić się temu, a mienić, żeby to miało bydź przeciw prawu pospolitemu, którem iawno opisano stoi : *Consiliarii ordinis utriusque, antequam ad electionem procedant, prius, juxta veterem consuetudinem, conventum electionis generalis statuant, etc.* Bo y tu na tym zieździe była o tem wzmianka, y zdało się iuż wszystkim nakoniec, żeby powiatowe y ziemskie pospolite seymiki, iakie pierwey bywały, teraz bydź nie miały, dla tego pisania w prawie tylko o iednym seymie walnym do obierania króla, gdzie żadney wzmianki nie masz o seymikach powiatowych, ni ziemskich pospolitych ; a wiemy wszystcy że statuta nasze, iako słowa brzmią, tak rozumiane bydź maią, *salvo judicio* WMościów.

Iednakże, którzyśmy tu pospołu byli, opatrzyliśmy y to, iakobyśmy się przed tym seymem ze sobą y z inszą bracią o potrzebnych rzeczach Rzeczypospolitey porozumieć mogli, iako to z naszych namów na piśmie wydanych, y rękoma naszemi podpisanych, łacno się znaczy.

A z tem siebie y służby przyiacielskie WMościom polecam.

Dan z Łowicza, 27 *Julii* 1572 roku.

WMościów brat y przyiaciel
Iakób arcybiskup Gnieźnieński *et primas regni.*

EXEMPLUM LITERARUM A SENATORIBUS MAJORIS POLONIÆ EX CONVENTU CHROSLINENSI AD MINORIS POLONIÆ SENATORES DATARUM.

Bibliothèque du prince Czartoryski; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Zal., 364.

Réponse des sénateurs de la Grande-Pologne au message à eux adressé par l'assemblée de Cracovie. — Les sénateurs de la Grande-Pologne justifient leur conduite et maintiennent la validité des décisions prises à Lowicz. Ils reprochent à leur tour aux sénateurs de la Petite-Pologne d'avoir violé les lois anciennement établies et les prérogatives du primat, en convoquant à son insu une réunion du sénat à Knyszyn. Dieu protége ceux qui observent les coutumes de leurs ancêtres ; il ne bénit point les novateurs.

Spectabiles et Magnifici Domini collegæ, fratres et amici charissimi et observandissimi.

Doszedł nas list od WMościów z Sandomierza d. 2 augusta pisany, z którego iuż to nayprzód baczymy że się wżdy WMościom w czem staranie nasze o dobrem Rzeczypospolitey podoba : tem ciesząc się y za to Panu Bogu dziękuiąc, także też to chwalemy WMościom, co widziemy bydź potrzebnego y pożytecznego RP. w namowach tych, któreście WMoście ze sobą mieć raczyli około obrony y czynnoście domowey y pogranicznej. Co zaś nam WMoście pisać raczycie, iż się WMościom nie zda to nasze, iedney części Korony, bez WMościów y drugich senatorów, o rzeczach wszystkim *in genere et in commune consilium* należących stanowienie, my tego baczyć nie możemy, abyśmy co innego nad to co się nam godziło y dobrze przystało, y owszem, co nam nasza powinność, według praw Koronnych y zwyczaiów dawnych, ukazowała, namawiać mieli : ieno o opatrzeniu pokoiu wnętrznego y postronnego, o ułacnieniu seymu *electionis* a wykorzenieniu błędów starych, a o naprawie praw y wolności naszych ; a to przez ziachanie się wspólne, przed walnym seymem *electionis*, Rycerstwa wsystkiego każdego województwa do woiewody y innych dygnitarzy y urzędników swych z osobna, w każdem województwie ; iakoście to iuż WMoście z przepisów namów naszych, któreśmy WMościom przez Pana Wieluńskiego posłali, obaczyć mogli.

Tylko co do tych województw, z tego naszego ziazdu, rozumieliśmy

y publikowali, z którycheśmy się tu byli ziachali ; a tym też posłaliśmy, którzy sami osobami swemi natenczas z nami nie mogąc bydź, przez posły y listy swe, to wszystko, cobyśmykolwiek namówili ku dobremu RP., *ratum et gratum* mieć chcieli, iakoż y przyięli. Co wszystko namówiliśmy żadnemu innemu z Panów Rad, ani Rycerstwu żadnego z woiewództw *præjudicium* nie czyniąc. A tak chwaląc sami w postępku WMościów, iżeście pokóy tak wnętrzny iako y postronny tych tam woiewództw opatrzyli, nie wiemy przeczbyście nam to WMoście ganić mieli.

Ieżelibyście się zaś WMoście temi ziazdy w woiewództwach do Panów woiewodów obruszać chcieli, któreśmy my tu namówili, iż są bardzo potrzebne dla ułacnienia spraw na seym walny *electionis*, w tem też naywięcey braci naszey młodszey Rycerstwu dogadzaiąc, iż im łacniey iest każdemu do swego woiewody przyiachać, a niż gdzie indziey daley się tłuc, tedi my tak rozumiemy (iako w prawie też pisanem y w zwyczaiach dawnych widziemy), iż gdy tego, ani *rationibus justis*, ani *exemplis*, doyść nie możemy, aby *tempore interregni* iakie ziazdy wszystkich Panów Rad, albo seymiki powiatowe przed seymem walnym bydź miały, oprócz iednego walnego seymu *electionis novi regis*, w statuciech naszych Koronnych opisanego ; iednak, przychylaiąc się iako może bydź naywięcey do prawa pisanego, a nie chcąc *in confusione* (którey nas Panie Boże racz zachować) na ten seym walny *electionis* iachać, ani też tam każdego wzywać, ktoby chciał albo mógł w woiewództwie swem potrzeby odprawić y zdanie swe powiedzieć, na takieśmy ziazdy do Panów woiewodów, iako bardzo potrzebne, zezwolili, aby każdy ktoby chciał, z woiewództwa swego na seym walny, z zdaniem swem do opatrzenia praw y wolności naszych (iakieby mu się zdało náylepsze) w pokoiu a w zgodzie, iachał, albo aby z pośrodku siebie słali.

Daley WMoście pisać raczycie iż to iest WMościom dziwno, żeśmy my sami, *non requisitis* WMościów *et aliis collegis*, y czas y mieysce seymowi postanowić mieli, posły do cudzoziemskich Panów odprawili, y porządek na seym przyszły stanowili. Na to tę sprawę WMościom daiemy, co y WMoście sami obaczyć będziecie raczyli, gdy się naszemu pisaniu przypatrzycie :

Ani czasu, ani mieysca, seymowiśmy nie stanowili, albo nie zakładali ; ale tylko, posyłaiąc IM. Pana woiewodę Lubelskiego do IM. Panów Rad Koronnych y W. X. Litewskiego, dla zdania IMościów około czasu y mieysca seymowi *electionis*, wypisaliśmy też IMościom y nasze zdanie w tey mierze ; iak to bywa między ludźmi, gdy ieden do drugiego

w iakiey rzeczy dla rady albo zdania posyła, zarazem też, za iedną drogą, y swoie zdanie co mu się widzi, oznaymuie. Posłów do cudzoziemskich Panów żadnych, z ziazdu naszego, nie słaliśmy : iedno z listem naszym spólnym do Cesarza IMości posłaliśmy komornika królewskiego, nic innego nie pisząc, ieno oznaymuiąc o śmierci Króla IMPana naszego; także też pisaliśmy do IM. Xiążąt Pomorskich y Pruskiego; których wszystkich listów przepisy WMościom posyłamy. Porządek nie inakszy namówiliśmy, ieno iako y WMoście, w tem tylko, aby pokóy wnętrzny aż do koronacyey był zachowan, boć go nam nayprzód do wszystkich spraw naszych potrzeba.

Z tey tedi sprawy naszey, krótkiey iako listowney, WMoście baczyć raczycie iż my, iakośmy nic nikomu *in præjudicium* nie czynili, ani namawiali, tak też pogotowiu nic nie stanowili, ani konkludowali; ale owszem, iako do WMościów, tak y do innych IMPanów Rad posłaliśmy, chcąc się z WMościami wszystkimi calić, a uprzeymie się we wszystkiem porozumiewać a znaszać, a nic iedni bez drugich nie stanowić.

Z posłańców naszych, iżeście WMoście hamowali IMPana woiewodę Lubelskiego, aby się zadzierżał a tego cośmy mu do Panów Litewskich poruczyli (według instrukcyey naszey, którey przepis WMoście iuż mieć raczycie) aby nie sprawował, iakoście tu WMoście potrzebnie uczynili, potem czas, *successus rerum, ac eventus* pokaże.

Na to iuż co nam WMoście donieśli o zieździe tym do Knyszyna przed seymem, y o złożeniu czasu, y o rozpisaniu listów wzywaiących IMPanów Rad wszystkich Koronnych na ten ziazd przez WMościów złożony, iż WMościom piszemy to co rozumiemy, *non sine rationibus et exemplis* przedtem *observatis*, które mamy po sobie, to też prosiemy niech to WMościów nic nie obraża. Ieden z drugim winniśmy się szczerze, uprzeymie y całe, acz w rzeczach wszystkich, ale zwłaszcza *in publicis*, znaszać y porozumiewać. W tem tedi zda się nam iż iesteśmy od WMościów upośledzeni: nayprzód, iż Waszmoście ziazd ten wielki pospolity Panów Rad bez Rycerstwa, przed seymem walnym *electionis novi regis*. mieć chcecie przeciw prawu Koronnemu, przeciw naszemu pisaniu, y przeciw zwyczaiom dawnym, które nie tylko *ex annalibus nostris*, ale też *ex historiis aliarum gentium* każdy wiedzieć może; k'temu, żeWMoście, minąwszy nas w tem, bracią swą y kollegi, a nayprzód IM. Xiędza arcybiskupa y *authoritatem* IMości iako *primatis regni* (do którego mysmy się byli, według powinnoście naszey,

iako *ad primatem regni*, ziachali), którey godnoście my tu, domowi *et continui consiliarii*, niechcieliśmy IMości uymować, skoro Bóg to chce mieć, aby *extranei* (iako to WMoście z tych słów listu IM. Xięcia Pruskiego wypisanych łacno wyrozumieć raczycie; IMości ią przyznawaią, z tego ziazdu waszego, *absolute*, nie porozumiawszy się wprzód z nami, czas y mieysce ziazdu swego złożyli, y to postanowienie swoie po Koronie rozsyłacie. My ziazdy te widziemy nie ieno bydź przeciw prawu pospolitemu, ale też widziemy, że y bracia nasi młodsi, Rycerstwo, bardzo się tem obrażaią, a daley więcey ieszcze obrażaćby się mogli, iako to iuż nas dochodzi ; tedi opinie iuż się wszczynaią między Rycerstwem, iakobyśmy się na to zmawiali y zieżdżać chcieli, abyśmy bez nich Króla obrali. K'temu ieszcze piszą nam IMPanowie, którzy przy ciele Króla IMości mieszkaią, że przez zapowietrzenie sami się z Knyszyna na ten czas roziachać muszą, iako WMoście z tego wypisu listu IMościów wyrozumieć będziecie raczyli : pogotowiu nie możem tego baczyć, iako to nam y WMościom samym y innym bespieczno ma bydź do Knyszyna iachać, y o tem nie dzierżym żeby się tam ci wszystcy mieli zieżdżać, których się WMoście spodziewacie.

Tedi y z tych przyczyn wielkich a ważnych, y z innych, któreśmy iuż WMościom przedtem pisali, nie możem tam ani gdzie indziey, ieno na seym walny *electionis*, gdzie y kiedy za Radą Panów Rad Koronnych będzie złożon, z WMościami się ziachać.

Bo nad te iuż wyżey wypisane przyczyny, tym sposobem elekcya Króla musiałaby się dłużey odwlec, gdyby pierwey miał bydź ten ziazd, a potem seymiki, które z przyczyn wyżey opisanych, bydź nie maią. Oprócz ieszcze tego żebyśmy się próżno, w te czasy niebespieczne od powietrza morowego, *etiam cum periculo vitæ*, y tam y sam przeieżdżać musieli.

Ale dla Pana Boga y dla dobrego Rzeczypospolitey WMościów prosiemy y upominamy, abyście WMoście, zaniechawszy tych niezwyczaynych y niepotrzebnych a owszem szkodliwych ziazdów, co rychley się do tego mieli, iakobyście na ten seym walny, który potrzebuie prędkiego złożenia z wielkich a ważnych przyczyn, gotowi byli ; zwłaszcza, przestrzegaiąc owych buntów na które się bardzo zewsząd zanosi, a o których WMoście lepiey wiedzieć możecie, niźli my. Tam, dali Bóg, wszystkie te rzeczy, iako y te dla którychby ten ziazd bydź miał, y inne, zgodnie odprawić się będą mogły, z dobrem Rzeczypospolitey a z dobrą sławą y pociechą nas wszystkich. A to też WMoście przedsię wziąźć y w to weyrzeć raczcie, że iako każde *ordinationes* boskie, y

dawne są y za pożegnaniem bożem długo trwaią, tak też cokolwiek się temu przeciwnego dzieie albo zaczyna nie wychodzi na dobre, y trwałe nie bywa : experyencya tego y przodkowie nasi dochodzili, y niedawno co się stąd postronnym działo, temuśmy się iedni przypatrzyli, a drudzy nasłuchali.

Co się tycze IMXiędza kardynała, iż się wrócił iuż z granic tu do Korony, y myśmy też iuż słali do niego, dowiaduiąc się dla czegoby się wrócił : ale tak nam dał znać, iż go zaszły listy od Stolice Świętey dzisiayszego Oyca papieża, w których roskazuie mu aby ztąd nie odieżdżał aż do nauki Iego Świętości. O posłech Cesarza IMości takeśmy słyszeli, że nie maią przyiachać do Korony, aż na seym walny *electionis.*

A ia arcybiskup osobliwie WMościom radzę y proszę, dla Pana Boga wszechmogącego, abyście WMoście z swey strony tego strzegli, byśmy się nie rozrywali, a tych ziazdów inszych wszystkich, prócz seymu walnego, zaniechali. Boć widzę że takie ziazdy ni k'czemu dobremu nie przyidą ; przeto mówię y proszę : *nolite*, *quæso*, *fratres mei*, *facere malum hoc*, któreby nas zmięszać a możeby y rostargnąć mogło. Pan Bóg tylko sam wiedzieć raczy, coby ztąd urosło.

Możecie mi WMoście w tem dać wiarę że Pan Bóg, iako mię na to mieysce, pomimo trudności y prześladowań wiela, przeciw ludzkiemu zdaniu, y bez wszelakiey takiey pomocy, iakiey ludzie wżdy iuż y za mego wieku używali, przywieść raczył, tak mię też na niem, iako ia dufam temu, zelżyć nie dopuści, wiedząc to na mnie, iżem ia Pana Boga o to prosił, abych był tych czasów *interregni* nie doczekał : ale kiedy się Panu Bogu to inaczey zdało, niechay się Iego święta wola dzieie teraz y do końca.

Dla Boga dogadzaycie tak WMoście temu, iakobyśmy nie postradali tego dobrego mniemania y sławy, którą za łaską bożą mamy u postronnych ludzi przez tę zgodę naszę, którą nam Pan Bóg do tego czasu dawać y nas w niey chować raczył. Zdumiewaią się słysząc o niey, iako o tem Pan Pruszkowski podkomorzy Cesarza IM. powiedział, który tu do mnie w drodze będąc wstępował, posłem się żadnym do mnie nie pokazuiąc, ani odzywaiąc ; to mi też dał znać że ci posłowie cesarscy, które WMościom na karcie posyłam, iadą do nas od Cesarza IM. teraz przed seymem naszym. Iakoż iuż też po Panu Pruszkowskim, był u mnie doktor Gerstmanus z takim listem od Cesarza IMości, którego WMościom przepis posyłam, a sam list, kiedy WMoście będziecie raczyli widzieć, ukażę. Także szlę WMościom, com Cesarzowi IMości na ten list odpi-

sał. A drudzy wielcy posłowie, których mianowicie Waszmościowie w tym swym do nas liście wypisuiecie, aż na seym *electionis novi regis* u nas bydź maią. A tak wyrozumiałem, że skoroby się ta zgoda między nami poczęła targać, czego Panie Boże racz nas zachować, bylibyśmy tańsi u ludzi, y mielibyśmy u siebie goście.

Z tem się WMościów przyiaźni y miłości braterskiey zalecamy.

Dan z Chróślina, *die* 14 *mensis Augusti anno* 1572.

WMosciów bracia y przyiaciele.

Iacobus Uchański archiepiscopus Gnesnensis.

Stanislaus Karnkowski episcopus Vladislaviensis et Pomeraniæ.

Albertus Sobieiuski de Staroźreby episcopus Chelmensis.

Łukasz grabia z Górki woiewoda Poznański

Łaski Olbrycht woiewoda Sieradzki.

Ian ze Służewa woiewoda Brzeski.

Ian z Krotoszyna woiewoda Włocławski.

Ian Sierakowski woiewoda Łęczycki.

Arnold Uchański woiew. Płocki.

Stanisław Wysocki kasztelan Łęczycki.

Stanisław Kryski kasztelan Raciążski.

POSTANOWIENIE ZIAZDU KNYSZYŃSKIEGO[1].

Universaux de l'assemblée de Knyszyn. — Convocation d'une diète générale pour l'élection du nouveau roi, le 13 octobre, dans la plaine située entre le village de Bystrzyça et Lublin. En Lithuanie, les diétines se réuniront le 14 septembre : il n'y en aura point en Pologne. Réserve faite par les Lithuaniens au sujet des provinces contestées. La peste sévissant à Knyszyn, le corps du roi sera transporté à Tykocin. Le trésorier pourvoira aux dépenses de l'Infante. La prétention qu'élève le duc de Prusse de faire siéger ses ambassadeurs au sénat est repoussée : la diète décidera s'il a le droit de participer à l'élection. Commission instituée pour la révision des lois. Envoi d'un ambassadeur auprès de l'Empereur. Messages adressés au grand-duc de Moscou, au tsar de Pérékop et au palatin de Moldavie. Ordre d'apporter à

1. Cette pièce a été publiée dans le *Skarbiec*, t. II, p. 31.

la diète tous les anciens priviléges conservés dans les archives publiques et privées, ainsi que les registres qui en ont été faits par Cromer et Zamoyski.

MY RADY KORONNE, DUCHOWNE Y ŚWIETSKIE, TAK POLSKIE, IAKO Y WX. LITEWSKIEGO,

Oznaymuiemy wszystkim w obec y każdemu z osobna, wszelakiego stanu y dostoieństwa ludziom :

Gdyż iuż Pan Bóg według woli swey świętey Króla IMPana naszego z tego świata wziąć a do królestwa swego powołać raczył ; według powinnoście naszey rozumieiąc rzecz bydź potrzebną, abyśmy się na iedno mieysce na czas naznaczony ziachali, a tam za spólną namową czas y mieysce obierania nowego Pana naznaczyli ; k'temu potrzeby y niebezpieczeństwa Koronne, któreby prędkiego opatrzenia potrzebowały, odprawili y opatrzyli : przeto, przez zgodne pisanie nas wszystkich, przez któreśmy się częstokroć o tem rozmawiali, czas, dzień dwudziesty y czwarty miesiąca augusta, a mieysce, Knyszyn, gdzie ciało Króla IMości iest, ziachaniu naszemu wspólnemu naznaczywszy, na ten dzień tu do Knyszyna ziachaliśmy się, gdzie z łaski bożey, za wspólną radą y namowami, teśmy rzeczy postanowili :

Nayprzód seym walny dla obierania nowego Pana naszego, na dzień trzynasty miesiąca października, w polu między Lublinem a wsią Bystrzycą, mila od Lublina, naznaczamy y składamy, na który wszystkich ludzi, iakiegokolwiek stanu, ze wszystkich państw Koronnych, którzy według prawa y nadanych z dawna wolności do tego należą, wzywamy. To przy tem oznaymuiemy, iż seymików powiatowych (acz byśmy ie dla wielu słusznych przyczyn, przed elekcyą aby były złożone, radzi widzieli) nie zdało nam się naznaczać, ponieważ prawo pospolite tych seymików na ten czas nie okazywało ; tylko na Litwie stan rycerski żadnych seymów do tego czasu bez seymików powiatowych miewać nie zwykł, przeto, przed tą elekcyą wyżey namienioną, seymiki *die 14 septembris* we wszystkich woiewództwach WX. Litewskiego uprzedzać y dochodzić maią.

To też wiadomo wszystkim czyniemy, iż na tym zieździe naszym Knyszyńskim IM. Panowie Rady Litewskie opowiadały się pilnie, imieniem tak Rad pozostałych, iako y wszego Rycerstwa WX. Litewskiego (maiąc od nich na to zupełne zlecenie), iż się na tym seymie obierania nowego Pana, ziem Podlaskiey, Wołyńskiey, Kiiowskiey y Bracławskiey upominać chcą, aby od urzędów marszałkowskich y pieczętarskich oderwane

nie były, a iżby pewne granice naznaczone były, dokądby się władza ich rozciągać miała. Także wszystkie inne urzędy dworskie y stołowe, aby im wcale zachowane były. Nadto y o seymiech walnych, a mieyscach w Radzie, o marszałki Litewskie, którzy w Litwie na seymiech mieysca swe miewali, aby iako kasztelani mnieysi, za przysięgą do Rady przypuszczeni byli y mieysca swe naznaczone mieli ; k'temu y o przywróceniu tego wszystkiego, coby komu bez prawa wzięte było.

A iż powietrzem Pan Bóg, iako y wiele innych mieysc w Koronie, tako y to mieysce Knyszyn pokarać raczył, dla którego dworowi wszystkiemu mieszkać tu było niebespieczno ; przeto, aby zaraz z roziachaniem dworu ciało Króla IMości bez powinney uczciwoście tu nie zostało, za zgodnem zdaniem naszem, ciało Króla IMości do Tykocina iuż ztąd zarazem wyprowadzić mamy, y aby tam z uczciwością przystoyną do dalszego czasu y namów wspólnych leżało, pilnieśmy to opatrzyli.

Królewna IMość, ostateczny w Koronie tey świętego Iagiellonowego a sławnego domu potomek, gdyż ze wszelką przyzwoitością stanowi królewskiemu IMość ma być chowana, w tem, na ten czas tośmy uczynili, iż z pośrzodku siebie, dla obecnego przy Iey Królewskiey Mości mieszkania, naznaczyliśmy IMPana woiewodę Płockiego. Posłaliśmy też do Iey KM. kilku dworzan Króla IM. zmarłego, także koni tak wiele, ileśmy tylko potrzebę tego być rozumieli, a IMPanu podskarbiemu poruczyliśmy, aby na wychowanie Iey KM. wszystek dostatek dawał, y wszystkie potrzeby do wspólnego ziazdu naszego opatrował.

Dwór Króla IMości, iako się pilnie zadzierżanych od niemałego czasu pieniędzy za służbę swą upominał, acześmy o tem iuż od Panów Rad y urzędników Koronnych, którzy tu zawsze byli przy ciele, dostateczne pisanie przedtem mieli, iednak za przyiachaniem naszem, tediśmy się o tem ustawicznych prośb y prawie nabiegania wszystkiego dworu zarazem na początku nasłuchali, tak, iż do dalszych spraw RP., pókiśmy dworowi nie zapłacili, baczyliśmy żeśmy deliberacyey żadney mieć nie mogli : przeto, po długich rozmowach na wszystko się oglądaiąc, y wszystko pilnie rozważaiąc, zapłaciliśmy wszystkiemu dworowi, podług regestrów dworskich (gdyż się inaczey z ciałem Króla IMości ruszyć nie mogli), z tych skrzynek, które tu przy ciele Króla IMości zostały. Nagrody służb y intrat tym, którzy się upominali, tośmy do pogrzebu ciała Króla IMości odłożyli.

Posłowie cudzoziemscy, którzykolwiek iedno są w Koronie, aby wszystcy z Korony wyiachali, żebyśmy wolno, bez wszelakich praktyk, Pana nowego obierali, tediśmy się na to zgodzili : z których posłów niektóre,

którzy do wszystkiey Rady listy na ten ziazd mieli, iużeśmy odprawili ; insze wszystkie, którzy iuż odprawę wzięli przez pisanie nasze, aby wyiachali upomnieni bydź maią.

Żołnierze iż są na szląskiey y węgierskiey granice od Panów Rad y Rycerstwa Krakowskiego y Sandomierskiego przyięci, także y te, które przyięli Panowie Litewskiey Rady na granice swoie, k'temu iż y zamki pograniczne kosztem swym opatrzyli, iako w tem, dla pilnego a potrzebnego pod tym czasem opatrzenia granic, wielką a znaczną chęć przeciwko Rzeczypospolitey tamtych Panów Rad radzi znamy, tak też wdzięcznie to y z pochwaleniem od IMościów przyimuiemy; y gdy czas y mieysce będzie, żeby się to wszystko, co się na te żołnierze y na opatrzenie tych tam zamków wyda, od wszystkich stanów wspólnie zapłaciło, o to się wszystcy zgodnie starać będziemy ; co wszystko tem pewniey uiszczaiąc, listy przypowiednie tediśmy tym żołnierzom ztąd posłali.

A iż na Podolu, tak iako nam sprawę dali sami Panowie Rady, y posłowie na ten ziazd z ziem Ruskich posłani, także y Pan hetman przez pisanie swoie, y Pan Lipski rotmistrz, od wszystkich służebnych z Podola tu posłany, żołnierze zaledwie za uiszczeniem y obowiązkiem Pana hetmana na wszystkiey maiętności (któremu się y inni senatorowie y szlachta kraiów onych za to zapisali) przyiąwszy służbę na trzecią część roku pozostali ; a ta służba ich za kilka niedziel wychodzi, za którą oni, ieśli zapłaty swey uiszczenia za dwie ćwierci roku od nich mieć nie będą, tedi się w tem opowiedzieli że iuż więcey służyć nie chcą : przeto, widząc na oko wielkie niebespieczeństwo kraiów Ruskich, gdzieby tamci żołnierze ściągnęli, gdzieśmy zkąd inąd na to pieniędzy dostać nie mogli, z teyże skrzynki przy ciele Króla IMości pozostałey, resztę pieniędzy na zapłacenie żołnierzom podolskim posłaliśmy, y listy przypowiednie na drugą ćwierć roku onym dali.

O Xiążęciu IM. Prusskim mieliśmy tu posły z listem iego, który list do nas Rad natenczas tu będących był napisany, a którym wzywał nas Xiąże IMość, aby ci posłowie iego między nami zasiadłszy, o znaczeniu czasu y mieysc seymowi walnemu, dla obierania nowego Pana y dla innych potrzeb Koronnych, namawiali. Te posły takeśmy odprawili : iż się Xiąże IMość rzeczy niezwyczaynych upomina, y przetożeśmy, dla tey przyczyny, mieysca posłom iego nie dali, nie wątpiąc że bez wszelkiego obrażenia od nas to przyiąć będzie raczył. A że do wielu z nas pisał, opowiadaiąc się, że do elekcyey należy y chce na niey bydź, co w tym liście, posławszy do nas posły, pokazał : przetośmy go w tém

do ziachania wszystkich Rad Koronnych zawiesili, obiecuiąc iż mu respons na to przez osobnego posła naszego damy.

Iż iest pilna tego potrzeba przed obraniem nowego Pana, abyśmy prawa swe w porządek słuszny wprawili, y wolności naszych, ieśliby w czem naruszone były, poprawili, y czegoby ieszcze potrzebowały, tego dołożyli : przeto, naprawę y obaczenie tego wszystkiego, iako IM. Panowie Rady Wielkiey Polski niektórym tak z Rady iako y z Rycerstwa iuż to źlecili, tak my też to zleciliśmy, z Rady, IMPanom Hieronymowi Ossolińskiemu, Sandomierskiemu, Mikolaiowi Firleiowi z Dąbrowice, Wiślickiemu, y Ianowi Herburtowi z Fulsztyna, Sanockiemu, kasztelanom ; a ze stanu rycerskiego, Pawłowi Ossowskiemu, Walentemu Orzechowskiemu Przemyślskiemu sędziemu ziemskiemu, y Maryanowi Przyłęckiemu. Tedi, aby ci wszystcy, spisawszy cokolwiek obaczą być potrzebnem, to wszystko na seym walny odnieśli y tam wszystko pokazali.

O kowaniu nowey *mincy* (*sic*), gdyż w Koronie iest wielki niedostatek monety, mieliśmy tu wspólne namowy : wszakże, iż do tego wszystkich Rad przyzwolenia potrzeba, odłożyliśmy to do tego wspólnego wszystkich ziachania.

Dla pokoiu y bespieczności lepszey, abyśmy za tem bez wszelkiey trwogi Pana sobie obierali, gdyż iuż IMPanowie Rada Wielkiey Polski do Cesarza IMości Chrześciańskiego y xiążąt innych przyległych y powinnych, oznaymuiąc śmierć Króla IMPana naszego, pisali : tedi y my też, imieniem senatorów wszey Korony, posłaliśmy z listem naszym posłańca naszego do Cesarza, daiąc znać o śmierci Króla IMPana naszego, w tem go upominaiąc, aby przymierze które miał z Królem IMością, gdyż z nim nie umarło, ale przy staniech Koronnych (przy których tego czasu iest wszystka władza Korony tey) wcale zostało, statecznie chował y dzierżał ; upewniaiąc go też w tem, że my też przymierza tego ze strony naszey pilnie przestrzegać będziemy. Do Moskiewskiego y do cara Perekopskiego, w temże, dla zachowania pokoiu y dla gleytów na posły, iuż są gońcowie z listy wyprawieni. Na poselstwo woiewody Wołoskiego, który oznaymił nam Radom Koronnym, że z miłości swoiey przeciw ludziom Korony tey, odwrócił perswazyami swemi sto tysięcy Turków, Tatarów y Multanów, y przysiągł pokóy Koronie za tą zmową, którą miał z IM. Panem woiewodą Ruskim, hetmanem Koronnym; przytem upominał się Pokucia, iako oyczyzny swey, chcąc bydź hołdownikiem ze strony Pokucia Koronie polskiey ; a ostatecznie upominał się skarbów, ktoreby Tomsza do Korony wywieźć miał, takowąśmy odpowiedź dali : przodkiem, przyimuiąc wdzięcznie tę chęć iego, za którą poprzysiągł

przymierze y pokóy trzymać według dawnych pakt z ludźmi Koronnymi, na insze rzeczy, ponieważ tu całego koła senatu nie było Koronnego, zawiesiliśmy odpowiedź na ten przyszły czas ziazdu, z którego przez posła swego obiecaliśmy mu dać na wszystko zupełną odpowiedź.

Przywileie Koronne, gdziebykolwiek były, napominamy y żądamy wszystkich tych, u którychby się iedno znaydowały, iako na zamkach, kapitułach, klasztorach, ratuszach y po domiech szlacheckich, aby na ten seym walny zniesione były ; także y terminacye y summariusze przywileiów, pierwey przez X. Kromera koadiutora Warmińskiego, a potem przez Pana Zamoyskiego starostę Bełzkiego spisane.

A te wszystkie wyżey opisane rzeczy przez nas postanowione, aby do wiadomości wszystkich tem rychley y snadniey przyiść mogły, dla tegośmy ie przez ten uniwersał nasz publikowali y dla większey pewnoście pieczęcie nasze do niegośmy przycisnęli.

Działo się w Knyszynie, ostatniego dnia miesiąca augusta, lata pańskiego 1572.

Franciscus Krasiński episcopus Cracoviensis, vice-cancellarius regni.
Sebastianus de Mielec kasztelan Krakowski y Brzeski starosta.
Joannes Firley de Dąbrowica woiewoda y starosta generalny Krakowski, marszałek Korony Polskiey, *ręką swą.*
Mikołay z Mielcza Mielecki woiewoda Podolski.
Chodkiewicz, *ręką swą.*
Hieronym Sieniawski kasztelan Kamieniecki, *ręką swą.*
Mikołay Macieiowski woiewoda Lubelski, *ręką swą.*
Anzelm Gostomski kasztel. Płocki, starosta Rawski.
Ian Dulski kasztelan Chełmiński.
Opaliński marsz. nadwor. Koron.
Wapowski kasztelan Przemyślski.
Hieronim Bużeński podskarbi Koronny.
Mikołay Krzysztof Radziwiłł.

LIST RAD W KNYSZYNIE DO RAD WIELKOPOLSKICH.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski, 396.

Lettre des sénateurs réunis en l'assemblée de Knyszyn aux sénateurs de la Grande-Pologne. — Ils protestent contre le reproche qui leur a été fait

d'avoir agi au mépris des prérogatives du primat et des droits de leurs collègues. De nouveaux retards pouvant être préjudiciables à la République, ils ont, d'accord avec les sénateurs de Lithuanie, convoqué la diète générale pour le 13 octobre à Bystrzyça. Ils offrent de reculer d'une semaine la date fixée pour la réunion de la diète, à la condition que les sénateurs de la Grande-Pologne notifient en temps opportun qu'ils profiteront de ce délai. L'assemblée de Knyszyn députe trois de ses membres comme ambassadeurs auprès des sénateurs de la Grande-Pologne.

Mościwi Panowie bracia y kolegowie nasi łaskawi,

Po zaleceniu życzliwości służb naszych braterskich, z żalem tego używamy, że ziazdy któreście WMoście u siebie miewać raczyli, nie spólnie się ze wszemi nami odprawowały, bośmy y o Łowickim obwieszczenia statecznego nie mieli. Owszem byliśmy tey nadzieie, że IM. Xiądz arcybiskup y WMoście do ciała pańskiego nayrychley (iako się nam zdało tam nayprzystoyniey) ziachacieście się mieli, zkądby łatwieysze wszech innych senatorów, tak Polskich iako y Litewskich, zwołanie y obwieszczenie bydź mogło; o czem iżeśmy wiadomości żadney długo nie mieli, na to oczekiwuiąc, musieliśmy się porozumieć y ziachać, a ziazdowi pospolitemu czas y mieysce namówić, którysmy byli *ad* 10 *Augusti* tu do Knyszyna naznaczyli IM. Panom Litewskim, Ruskim, Pruskim.

Lecz iż *interim* doszło nas postanowienie WMościów, któreście w Łowiczu uradzili, musieliśmy czasu pierwey naznaczonego pomknąć *ad* 24 tegoż miesiąca, folguiąc ziachaniu naszemu spólnemu z WMościami, y żądaliśmy bratersko y napominali, prosili, abyście WMoście przyiechać ówdzie raczyli, a *cum pleno senatu* o czasie y mieyscu *electionis novi regis* y o innych potrzebach pilnych Koronnych, którymby ieszcze zwolenie WMościów Łowickie niedosyć uczyniło, stanowili. Ówdzie iuż dopiero doszedł nas, spólnie z IM. Pany Litewskiemi będących, odpis WMościów, którym oznaymować raczycie, że zgoła ówdzie bydź nie raczycie, y owszem, ziazdu naszego ówdzie nie pochwalaiąc, rozumieć chcecie iakoby się dział *in neglectum* IM. Xiędza arcybiskupa y WMościów innych.

My Panem Bogiem chęć swoię oświadczamy, że w pomyśleniu naszem nic takowego nie było, bo rozumiemy co nam na spólney zgodzie, acz zawżdy, ale teraz zwłaszcza, należy. Iedno przymuszeni iuż gwałtowną potrzebą, ziachacieśmy się ówdzie musieli, y cośmy rozumieli potrzebnego Rzeczypospolitey namówić y postanowić, o czem uniwersał nasz da wszem sprawę.

Doszedł nas ówdzie potem WMościów niektórych list, którym nam WMoście daiecie znać, żebyśmy się do Łomżie z owąd, dla spólnych namów, ku WMościom pomknęli. Toby nam, acz z wielkiem niebespieczeństwem powietrza, uczynić ciężko nie było, gdyby nam iuż było pewnie dołożono, żeśmy tam iuż WMościów wszystkich zastać mieli; ale iż dopierośmy WMościów obwieścić mieli, a WMoście się zaś obsyłać ku temu ziazdowi y nas upewniać mieli o nim, czasuby to tak wziąć musiało, iżby go nam do elekcyey, którey *mora in periculo*, nie stawało, y mybyśmy, w wielkiem niebezpieczeństwie prze powietrze y niedostatek, o któryby naymniey szło, czekać musieli.

Musieliśmy się tedi iuż z IM. Pany Litewskiemi o czasie y mieyscu elekcyey porozumieć, także y inne nagłe potrzeby odprawić, a folguiąc IMościom, seymiki powiatowe u siebie przed elekcyą mieć chcącym, (które *propter loci distantiam*, za kilka niedziel odprawić się nie mogły), czas, zezwoliliśmy za sześć niedziel, to iest *ad* 13 *octobris*, mieysce, zapowietrzeniu wszech kraiów folguiąc, y maiąc baczenie na dawne spiski o tem uczynione, także ugadzaiąc *commoditati* IM. Panów Litewskich, między Lublinem a wsią Bystrzycą mianowali. Prosim WMościów, iako braci swey miłey, abyście WMoście *in malam partem* postępku tego naszego rozumieć, a (uchoway Boże) *in contemptum vel neglectum* wykładać nie raczyli, iedno za to mieli, że nas gwałtowna potrzeba do wszystkiego tego przypędziła, iżeśmy iuż czas y mieysce mianować y publikować musieli.

A wszakże, abyście to WMoście po nas kolegach y braci swey znali, że my na swem, oprócz zwolenia WMościów, sadzić tego nie chcemy; tedi, ieśli WMoście rozumiecie, abyście na czas od nas naznaczony, prze słuszne przyczyny swe, bydź nie mogli, raczcież y tygodniem odłożyć, a odkład ten swóy w czas nam y Litwie, iako y Żmudzi y do Inflant, tam gdzie seymiki bydź maią, a oraz do Rusi, Podola, do Prus y wszech innych kraiów Koronnych oznaymić, żeby pewnie wiadomość wszech doszła, by snadź *in itinere* albo *in procinctu* drudzy będąc, ci zwłaszcza którzy są daleko odległi, nie musieli na czas iuż teraz zwolony iachać: co iakaby perturbacya *in Republica* uczyniło, raczcie WMoście iako baczni ludzie u siebie uważyć.

Gdziebyście zasię WMoście w czas woli swey około pomknienia dalszego na wszystkie strony nie oznaymili, tedi my, maiąc za to że Waszmoście za prożbami naszemi na ten czas y mieysce elekcyey przyzwalacie, bez dalszego oczekiwania poiedziemy. Y przetoż y powtóre prosiemy y napominamy, abyście iuż WMoście na ten czas od nas zwolony ra-

czyli sami zezwolić, y bracią stanu rycerskiego przywieść, aby raczyli przyiachać, a tę spólną nam potrzebną elekcyą odprawić, a także y potrzeby domowe, dla rządu lepszego a niż nas w nim Pan odumarł, y postronne, które pilnie doiegaią, opatrzyć.

Poruczamy to WM. Panom y braci swey miłey baczeniu, a dufamy że to wszystko WMoście łaskawie od nas przyiąć raczycie, gdyż *ea omnia ab optimo animo sunt profecta*, iakoż my to sobie o WMościach obiecuiemy; y na tym, da Pan Bóg, spólnym zieździe sprawę sobie wzaiem oddamy.

O czem wszystkiem y o szerszych rozmowach naszych, któreśmy tu spólnie między sobą mieli, abyście WMoście dostatecznie wiedzieć mogli y znać *nostrum candidum animum* przeciwko sobie y Rzeczypospolitey, posyłamy urodzone Pany, Mikołaia Sienickiego podkomorzego Chełmskiego, Iana Leśniewskiego podczaszego Lwowskiego, y Wawrzyńca Woynę pisarza WX. Litewskiego, którym we wszystkiem cokolwiek WMościom od nas opowiadać będą, zupełną wiarę WMoście dać będą raczyli.

Z tem się braterskiey miłości WMościów zalecamy.

Dan w Knyszynie, dnia ostatniego miesiąca augusta, roku pańskiego 1572.

UNIVERSALES LITERÆ PALATINI SANDOMIRIÆ AD NOBILITATEM TOTIUS TERRÆ SANDOMIRIENSIS DATÆ.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski, 364.

Le palatin de Sandomir s'excuse de n'avoir pas convoqué la noblesse de son palatinat. Il s'était mis en route pour se rendre à l'assemblée de Knyszyn. Raisons qui l'ont forcé de rétrograder : la peste ; arrivée des ambassadeurs impériaux. Il a envoyé ses instructions par écrit. La diète d'élection a été convoquée par l'assemblée de Knyszyn pour le 15 octobre, à Bystrzyça. Le palatin rappelle à ses concitoyens que la libre élection du roi constitue le fondement de toutes les libertés de la noblesse. Quiconque est noble doit y concourir. Prescriptions sur la marche de la noblesse se rendant à la diète. Mesures d'ordre public.

Piotr Zborowski ze Zborowa woiewoda Sandomierski.

Wszem w obec, którym to wiedzieć należy, Rycerstwu woiewództwa

Sandomierskiego, to co mi należy, iako tego woiewództwa wodzowi, do wiadomości WMościom podaię.

Zaiste to moie staranie było, abym we wszystkiem, podle naylepszey możności moiey, dosyć uczynił powinności swey, tak w młodszych leciech, wedle powołania mego, iako y na tem dignitarstwie będąc przełożonym; a iż wiem że to u niektórych woiewództwa tego w podziwieniu było, żem żadney wszystkiego woiewództwa konwokacyey osobney po Króla IMPana naszego zeyściu nie uczynił, tę w tem każdemu kto tego potrzebuie sprawę dawam :

Nayprzód, iż to nie iest w prawie opisano, y owszem, pod tym czasem *interregni*, zda się bydź nad zwyczay y prawa starodawne ; bo *de interregno* tylko iest napisano, iż po zeyściu Pana Rady Koronne, ziachawszy się, maią czas y mieysce elekcyey złożyć y obwieścić po Koronie, a na tę ma się do wolnego obierania króla Rycerstwo ziachać : w tem żadnych seymików prawo pospolite nie wspomina. K'temu y potrzeby nie baczyłem, zwłaszcza iż w Krakowie, na onem zrazu prędkiem po śmierci Króla ziachaniu, gdzie wiele też szlachty było y z Sandomierskiey ziemie, za wspólną namową iuż tych dwu woiewództw, wnętrzny y pograniczny pokóy, iako na prędce naylepiey mogło bydź, namówion był y postanowion. Do tego, żem wszystkiego woiewództwa nie wezwał, tedi czas nie znosił, zwłaszcza żeśmy mieli, my Rady, dosyć zabawy porozumiewaiąc się z Pany z WPolski y Litewskimi około ziachania się dla złożenia tego seymu do elekcyey.

W tey mierze poiazdów y pisania między nami wiele było. Na ostatek poiachaliśmy byli iuż *ad 24 Augusti* do Knyszyna ; ale częścią dla złego powietrza, częścią też oslyszawszy się o tych poślech Cesarza IM., wróciliśmy się.

Posły te, przez pewne osoby przez tydzień zadzierzawszy, a teraz do Koprzywnice, kogośmy ieno na prędce mogli dosiądz, zwoławszy, *communi authoritate*, takim postępkiem iaki należał tak wielkiego Pana tak zacnym posłom, nayuczciwszemi perswazyami zadzierżeliśmy ie w Sandomierzu, aby tam iuż (ponieważ daley nie mieli do kogo iachać) seymu y ziazdu tego nas wszystkich czekali.

Do Knyszyna iednak posłaliśmy we wszystkiem zdania nasze. IMoście tam zebrani, tak z Polski, iako y z Litwy Panowie Rady, za spólnem zezwoleniem iuż przypadki y potrzeby inne odprawili, y seym walny do elekcyey nowego Pana (co nam racz Panie Boże pofortunić) złożyli na dzień 13 miesiąca października, na dwie niedziele po ś. Michale, w polu między Lublinem a wsią Bystrzycą, mila od Lublina ; iako o tem szerzey

w uniwersalech od IMościów w Knyszynie zebranych danych iest opisano, które to uniwersały do wszystkich grodów, dla wiadomości wszech, rozesłałem pod swoią pieczęcią.

A tak, z powinnoście swey woiewodzey, WMościom wszem, Rycerstwu woiewództwa Sandomierskiego ten czas y mieysce do wolnego obierania Pana nowego naznaczam y oznaymuię. Przytem wszech, którzyby się ieno krwie szlacheckiey czuli napominam, aby pomnieli na stan swóy, y na tę iedyną (z którey wszystkie inne płyną) wolność naszę, co ią «*omnes*» zową, iż wszystcy iednako mamy do wolnego obierania Pana należeć; które to «*omnes*» szlacheckie, byśmy raz, czego Panie Boże uchoway, utracić mieli, iużbyśmy zaraz y z wolnościami wszystkiemi zginąć musieli. Co wspomniawszy y uważywszy u siebie, wszystkiey krwie szlacheckiey proszę y napominam, aby się każdy do tego gotował, iakoby na czas omieniony na tem mieyscu elekcyey się stawił, y tam, z powinnoście swey (Pana Boga o wszem dobrem Rzeczypospolitey prosząc) o nowym Panie z innem wszem Rycerstwem radził.

Bo iż się za przeszłym nierządem siła wykroczyło, musiemy tam sobie taki czas wziąć, abyśmy, wszystko w dobrą ryzę wprawiwszy, Pana iuż do wszystkiego dobrego postanowienia wzięli, aby nam, wedle tego wszystko poprzysiągłszy, świątobliwie y sprawiedliwie panował, co racz dać Panie Boże!

Przytem, acz w tem iuż nic nie wątpię, iż WMościom dobrze iest wiadomy y dawno spisany y nowo potwierdzony kaptur a Konfederacya, ale iednak oznaymuię WMościom y to, żeśmy teraz wszędzie, na każdych zieździech, wszystcy postanowili y dobremi a cnotliwemi słowy zdzierżeć go sobie *et contra violatorem* powstać przyrzekli. Przeto proszę y napominam, aby, do tey elekcyey idąc, żaden po drogach, ani darmo brać, ani łupić, wydzierać y gwałtem się obchodzić z nikim, nie śmiał; ale każdy wszędy wedle targu co mu potrzeba aby sobie kupował, abo z domu miał. Ktoby inaczey się zachował, tedi takie sprawy nayprzód niźli co innego, ziachawszy się na elekcyą, zaraz sądzić wedle Konfederacyey wszystcy społem będziemy. Żeby zaś potwarzą kto na niewinnego nie szedł, tedi dla lepszego porządku y postanowienia, takeśmy między sobą postanowili w Koprzywnicy:

Nayprzód każdy kasztelan ma oznaymić powiatowi swemu mieysce y czas, na który do niego się ziachać maią, a ztamtąd, społem z Rycerstwem, ciągnąć ma do mieysca elekcyey, y tego przestrzegać aby w ciągnieniu nikt nikomu szkód ani krzywd nie czynił.

K'temu, ieśliby się co podobnego przydało, wszystkie takowe krzywdy maią bydź opowiadane do Pana kasztelana, a on tamże przy Rycerstwie ma o tem dostateczną wiadomość wziąść, y oświadczywszy wpisać to dla pamięci w regestr; a gdzieby się tam zaraz strona stronie nie usprawiedliwiła, ma to wszystko do wszystkiego spólnego ziazdu odnieść, a tam, wedle Konfederacyey, za zdaniem wszystkich spólnem, ma to być rozsądzono.

K'temu, gdy iuż Panowie kasztelani z WMościami wszystcy się do mnie ziadą na mieysce elekcyi naznaczone, to tam, dla lepszego porządku, będzieli takie zdanie WMościów, wszystcy się w kupie położymy zgodnie y rządnie, y zgoda nasza, dali Bóg, inszym na przykład będzie. Wierzę że WMoście z łaską to od nas przyiąć będziecie raczyli, dla tego, aby za łupiectwem przeklęctwo na nas nie weszło; gdyż nam owszem do tey świętey sprawy łaski Boga y iego świętego błogosławieństwa potrzeba.

Wierzę także że Waszmoście iuż bez omieszkania do tey potrzeby się zgotuią, iakoż ia o żadnym podściwey krwie szlacheckiey nie rozumiem, aby, będąc dobrego zdrowia *et sine legali impedimento*, miał omieszkać tey potrzeby Rzeczypospolitey, nad którą większey nie masz.

A tam w dzień elekcyey gdy się ziedziem w łasce bożey, ia między WMościami bracią swą na pole wyiadę, y od WMościów nietylko rzeczą, ale, dali Pan Bóg, ani pomyśleniem nawet, niwczem się nie oderwę; w tem przedsięwzięciu nic inszego ieno dobro Rzeczypospolitey przed oczyma nie maiąc, to iako o sobie, tak y o WMościach rozumiem. Pana Boga prosząc, aby tę chęć naszę ku szczęśliwemu a nam sławnemu skutkowi przywieść raczył.

A iż to postanowienie WMościom wszystkim należy, proszę aby ieden drugiemu bez omieszkania, sam przeczytawszy, przesłać raczył, w czem, dla dobrego pospolitego, iż WMoście nie omieszkacie, pewną mam nadzieię.

Przytem łasce y miłości braterskiey WMościów pilnie się zalecam.

Dan w Stobnicy, *die* 13 *septembris*, *anno* 1572.

PIOTR ZBOROWSKI
woiewoda Sandomierski.

ZŁOŻENIE SEYMU ELEKCYEY PRZEZ ARCYBISKUPA GNIEŹNIEŃSKIEGO.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza.

Universaux de l'archevêque de Gniezen convoquant la diète d'élection pour le 17 octobre à Lomza.

JACOBUS UCHAŃSKI DEI GRATIA ARCHIEPISCOPUS GNESNENSIS LEGATUS NATUS ET REGNI POLONIÆ PRIMAS.

Reverendissimis, Illustrissimis, Magnificis, Generosis, Strenuis, Nobilibus et Illustrissimis Dominis, archiepiscopo Leopoliensi, episcopis, palatinis, castellanis, aliisque tam terrarum quam districtuum dignitariis, capitaneis, vicecapitaneis, toti nobilitati, civitatibus majoribus, Posnanensi, Cracoviensi, ceterisque omnibus ad electionem regis pertinentibus, Dominis amicis ac fratribus meis charissimis ac observandissimis salutem et fraternum amorem.

Gdyż iuż nam, z przeyrzenia boskiego, śmiercią Króla I.Mości Pana naszego ten czas przyszedł, iż my, nie przyznawaiąc zwierzchnoście żadnego Pana nad sobą, y owszem wolnymi ludźmi w wolney Rzeczypospolitey się zgodziwszy, wolnie, do porządney RP. y do gotowych praw a wolności, Pana sobie obierać y przyiąć za głowę naszę mamy, dobrowolnie się iemu poddaiąc dla rządu, sprawiedliwoście y obrony, abyśmy iako uczciwi ludzie wiek swóy uczciwy pod chrześciańskim Panem y przy swobodach naszych ku czci y chwale Pańskiey wykonywali, a tę RP. tak sławną y porządną drugim którzy po nas będą podali ; a gdyż do takiego aktu, tak wielkiego y sławnego (który racz Panie Boże przeżegnać) potrzeba nam ziazdu albo seymu w prawiech pisanych uprzywileiowanego : przeto, w Imie Boże, my, iako *primas regni*, z dawna przez przodki nasze w RP. naszey postanowiony, przystawaiąc do prawa pisanego, za radą y iednostaynem zwoleniem IM. Panów Rad Koronnych, seym wszystkim w obec Panom y obywatelom do tego aktu należącym, których imiona y przezwiska z rodu, domu y dostoieństwa, z względu y iakieykolwiek powagi, tu zamianowane y zrozumiane bydź maią, składamy na dzień 27 *octobris*, w mieyscu pewnem, w mieście Łomżie : napominaiąc WMościów wszystkich y każdego z osobna, y żądaiąc, abyście na ten seym, y na mieysce y na czas przerzeczony,

ziachać y stawić się raczyli ; zwłaszcza że wam Pan Bóg z łaski swey dary takie dać raczył, żebyście niemi mogli RP. służyć, a tam za łaską bożą, takiego Króla zgodnem zezwoleniem obrali, iakiego RP. ku zachowaniu rządu, sprawiedliwoście, praw, wolności naszych, pokoiu y obrony potrzebuie ; o co wszystko osobliwie nam wszystkim Pana Boga prosić, aby on sam takiego nam Pana z łaski swey dać raczył, któryby nie w gniewie, iako snadź zasługuiemy, ale w łasce y woli Iego świętey, nam rozkazował.

A przy tem WMPanów starostów wszystkich y każdego z osobna, a w niebytnoście Panów starostów, y podstarostów żądamy y napominamy, abyście te listy nasze seymowe, skoro wam będą oddane, dali obwołać, aby do każdego wiadomości przyiść mogły. IMPanom woiewodom, dignitarzom y innym urzędnikom y Rycerstwu powiatu swego, abyście WMość o tem złożeniu naszem oznaymili y przepisy tego seymowego listu, według starego obyczaiu rossylania listów seymowych, rozesłali. A od każdego z WMościów, do którego rąk ten nasz takowy list oddan będzie, żądamy, abyś dał rekognicyą swą temu posłańcowi naszemu wzięcia od niego tego listu, czas y mieysce wypisawszy.

Wierzemy iż się WMoście tak zachować, iak potrzeba RP. ukazuie, będziecie raczyli, a z tem, day Panie Boże abyśmy w dobrem zdrowiu wszystcy, w miłości y zgodzie, szczęśliwie akt ten odprawili.

Dan z Chróślina, *die* 18 *septembris* 1572.

EXEMPLUM LITERARUM ARCHIEPISCOPI GNESNENSIS AD PALATINUM CRACOVIENSEM DATARUM.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski, 364.

Les sénateurs et la noblesse de la Grande-Pologne ne peuvent consentir à la convocation faite par l'assemblée de Knyszyn d'une diète générale à Bystrzyça et ne s'y rendront point. L'archevêque engage les sénateurs de la Petite-Pologne à se conformer aux vœux des sénateurs et de la noblesse de la Grande-Pologne, de la Prusse, de la Lithuanie et des autres provinces, et à venir le 17 octobre à Lomza, où aura lieu la diète d'élection. S'il était cependant impossible aux sénateurs de la Petite-Pologne de se rendre à

Lomza, l'archevêque les invite, eux et la noblesse de leur province, à se réunir le 9 octobre à Wola, afin de s'y entendre verbalement et de fixer définitivement le jour et le lieu de l'élection.

Wielmożny Panie, przyiacielu miły a łaskawy,

Z posłów, któreście WMoście do nas posłać raczyli, wyrozumieliśmy wszystko, cokolwiekeście WMoście namówili y sprawowali w Knyszynie, a między innemi rzeczami, coście postanowili około czasu y mieysca seymowi elekcyey któreście mianowali, y iuż do niektórych ziem listy swemi publikować dali, dokładaiąc tego, iż gdziebyśmy w czas woli swey około tego postanowienia WMościów nie oznaymili, tedi WMoście to *silentium* nasze za to u siebie maiąc, iakobyśmy iuż na ten czas y mieysce elekcyey przez WMościów mianowane przyzwalali, bez dalszego oczekiwania, tamże poiedziecie. Mybyśmy, choć z ubliżeniem nie małem swoiem, radzi w tem WMościom ufolgowali, dla zgody y dobrego Rzeczypospolitey, by wielkie a ważne y pilne przyczyny, któreby długo wypisować, a które czasu swego od nas opowiedziane będą, do tego nie zawadzały. Dla których przyczyn, Panówie Rady y Rycerstwo wszech ziem Wielkopolskich, na mieysce to seymowi przez WMościów mianowane pod Lublinem zezwolić, ni iachać nie mogą; alić, zgadzaiąc wszem kraiom, tak Litewskim, iako y Pruskim y innym, a więcey potrzebom naglącym, do Łomżie ziachać się chcą, kiedy im tam seym porządny, według starego zwyczaiu, złożon będzie : a tak proszą WMościów wszystkich y zaklinaią dla Boga y dobrego Rzeczypospolitey, y my żądamy, abyście WMoście na mieysce to do Łomżie, na seym elekcyey zezwolić, y iuż się tam z nami y z inszymi do seymu należącymi odprawić raczyli. A iż czasu tego od WMościów mianowanego (13 *octobris*) nie wiele iest, y wziąć się go nie mało musi, nim nas odpisy WMościów doyść mogą : przeto ziazd ten seymowy potrzeba daley pomknąć dwoma niedzieloma, t. i. *ad* 27 *octobris* : co aby WMościów nie obraziło, iż się z potrzeby czyni, prosiemy y żądamy.

Gdyby zaś tak bydź miało, iżbyście WMoście z iakiey przyczyny, na to mieysce do Łomżie y na czas zezwolić nie chcieli, tedi, bacząc to że przez posły y listy trudno się porozumiewać mamy, zwłaszcza też że y Panowie y wszystko Rycerstwo Wielkiey-Polski o to na nas nalegaią, żądamy y upominamy, abyście WMoście raczyli wszystcy społem na iedno mieysce się ziachać pod Warszawą, na grunt albo na pole między Warszawą a wsią Wielką Wolą, na dzień 9 miesiąca oktobra. Mieysce to y

czas tego ziazdu naszego przed seymem elekcyey iuż tym listem naszym, iako WMościom, tak y innym IMPanom Radom Koronnym oznaczamy, gdzieby na czas y mieysce to do Łomżie zezwolić nie raczyli. Mieysce to obraliśmy, bo powiedaią, iż za łaską bożą, około Warszawy mieysca były y są do tego czasu wolne od morowego powietrza. Gdy się tam, da Pan Bóg, ziedziemy, ustnie iuż a w zgodzie namawiać się będziemy *de loco et tempore electionis novi regis*, y o innych potrzebnych a nam należących sprawach, któreby nam do elekcyey zawadzać miały.

Na list obecny prędkiego responsu WMościów żądamy, y z tem się WMościów łaskawey przyiaźni zalecamy.

Dan z Chróślina, *die* 18 *septembris*, *anno* 1572.

WMościów brat y przyiaciel

IAKÓB UCHAŃSKI
za łaską bożą arcybiskup Gnieźnieński *et primas regni*.

LITERÆ DATÆ PRIVATIM AB EPISCOPO VLADISLAVIENSI AD PETRUM ZBOROWSKI PALATINUM SANDOMIRIÆ.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski, 364.

L'évêque de Cujavie se plaint qu'on ait publié les universaux de Knyszyn sans avoir attendu le consentement de la Grande-Pologne. Irritation de la noblesse. Pour éviter une déplorable sécession, l'évêque conjure le palatin de Sandomir et les autres sénateurs de la Petite-Pologne d'accéder à la diète de Lomza.

Mam za to, żeś WMość wyrozumieć raczył z IMPana miecznika brata swego, iaki sam iest *status rerum*, nie tylko między nami, ale y między młodszą bracią, y zkąd to urosło ; y iestem tego pewien, że WMość masz ztąd żałość wielką z tey chęcie którey ia iestem dobrze świadom. Nie mogło się gorzey stać, ieno że pośpieszono z publikacyą uniwersałów Knyszyńskich (mogła by była zgoda bydź), albowiem dopiero teraz *ad* 17 *mensis hujus* sprawowali poselstwo posłowie IMościów, *requirendo*

consensum a nobis, a Panowie Pruscy, tygodniem pierwey, albo więcey, na Szrodzki seymik posłali uniwersał, którym publikowano im seym.

Zkąd nietylko między Pany, ale *et in tota nobilitate fremitus magnus* stał się, tak iżby też byli chcieli Panowie przyzwolić, żadną miarą *nobilitas* na to nie dała słowa rzec; y zaraz obesłali wszystkie woiewództwa, aby przy nich stali, y do Panów Litewskich pisali: y przez te przyczyny, roschwiał się ziazd Radzieiowski.

Zgodziliśmy się z Pany Pruskiemi; y Pan Woyna imieniem IMPanów Litewskich zezwolił na Łomżię: raczcież się też WMoście z nami zgodzić a ustanie wnet ta mięszanina, y o Lublinie iuż więcey nie raczcie myśleć, boć tam Rycerstwo wszystkich tych tu ziem niepoiedzie.

Mamy też tę nadzieię o WMościach, braciey swey, że bez nas Pana obierać nie będziecie, iako my też bez WMościów niechcielibyśmy, ani chcemy. Raczże WMość, iako mądry senator, w to ugadzać, iakieby to schizma między nami stanęło. Ia inszego *medium* nie widzę, ieno to, abyś WMość pozwolić raczył na Łomżię, bo y Pan Woyna powiedział, że Panowie Litewscy *inviti* do Lublina przyzwolili.

Gdyby więc WMość chciał popierać seym Lubelski, czemu ia wierzyć nie chcę, nielżaby ieno się pospolu z sobą ziachać, wedle pisania Xiędza arcybiskupiego; aleć w tąż będzie, bo Litwa y Prussy przy nas. Z tem się etc.

Data z Niesułkowa, 21 *septembris* 1572.

WMości z serca przyiaciel y służebnik,

Stanisław Karnkowski
biskup Kuiawski.

LITERÆ LITUANORUM AD ARCHIEPISCOPUM GNESNENSEM.

Bibliothèque du prince Czartoryski; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski, 364.

Les Lithuaniens se plaignent qu'on change à chaque instant de projets sans les consulter. Ils attendront désormais, avant de prendre aucun parti, que les sénateurs de la Grande et de la Petite-Pologne soient d'accord entre eux. Ils ne peuvent se rendre à Wola, n'ayant pas reçu leur convocation en

temps opportun. Ils demandent que la diète d'élection soit remise au printemps, la Lithuanie étant moins exposée en cette saison aux invasions des Moscovites.

Reverendissime in Christo Pater et Domine, Domine et amice observandissime,

Raczyłeś do nas, bracie swey, Rad xiestwa Litewskiego WMość pisać przez służebnika swego, napominaiąc y oznaymuiąc nam czas y mieysce na seym do Łomżie, *ad diem* 27 *octobris*; a tuż przytem w tymże liście WMość pisać raczysz, abychmy, gdziebyśmy na to mieysce y czas pozwolić y ziachać się nie mogli, tedi abychmy na dzień 9 *octobris* na gruncie albo na polu miedzy Warszawą a wsią Wielką Wolą się ziachali, y tam *de tempore et loco electionis novi regis* ze sobą, y o innych potrzebnych rzeczach, namawiali y stanowili.

Co się dotycze Łomżie y dnia 27 *octobris*, prosiemy racz to WMość od nas z łaską przyiąć, iż tak do Waszmości na to piszemy *sincero et candido animo*: Bóg zna, Mościwy Xiążę, żeśmy się iuż nie pomału potrwożyli sam w Knyszynie niemal wszystcy tem rozdwoieniem, składaniem czasu y mieysca seymowi różnego od WM. Panów Wielkiey y Małey Polski; y póki WMoście w tem się iednostaynie z sobą nie zgodzicie, a nam różne czasy y mieysca składać będziecie, nie łacno nam w to ugodzić, kędy się obrócić, na które mieysce y czas mamy ku WMościom przybydź. Chociaż do takich ziazdów y potrzeb nie mało przeszkadza kara Pańska, powietrze które się wszędy rossiało, ale mało y ta temu nie równa, pokazowanie nam, ludziom dalekim, różnych tych mieysc y czasów krótkich do takich spraw. Co się tycze tego mieysca u Warszawy, to ten czas przypada tylko za półtorey niedzieli, toć chybabyśmy latali iako ptacy, byśmy mogli na ten czas y mieysce wyżey pomienione do WMościów bracie naszey przybydź: co puszczamy samemu WMości mądremu baczeniu, że tą samą przyczyną łatwie y słusznie u WMości, my, Litwa, wymówieni będziemy. A tak też rozumiemy że listy nasze Rad Litewskich, któreśmy do WMościów posłali, iuż do tey doby doszły WMościów: w których wyraziwszy zdanie swe, dla wielkich y słusznych przyczyn (w tychże liściech naszych oznaymionych) żądaliśmy od WMościów, abyście WM. na ten czas y mieysce, iakie iest w liściech naszych WMościom oznaymione, raczyli bratersko pozwolić.

Gdyżeśmy też zarówno z WMościami zasiedli w Radę, więc byśmy też to radzi od WMościów otrzymali, żeby perswazye albo zdania nasze

wżdy kiedy mieysce u WMościów miały. A gdziebyśmy Litwa, bracia WMościów, we wszem WMościom równi, y do spółku braterskiego równo z WMościami złączeni, mieli tylko zawżdy słuchać gdzie młócą, małobyście WMoście po nas mieli, a mybyśmy też mogli doma siedzieć, a nie trudzić się, ani o utraty wielkie przychodzić, tylko czekać kiedy nam każą. Ale nie toć nam ukazuie nasze złączenie spólne, co my ufale, ku WMościom pisząc, mądremu WMościów baczeniu poruczamy.

Przeto w tey mierze nie możemy się dostatecznie rezolwować z pisaniem naszem ku WMościom, aż nas sam dóydzie respons WMościów na listy nasze ku WMościom pisane: co prosiemy, abyś WMość wdzięcznie od nas przyiąć raczył. Bo, miłościwy Xiąże arcybiskupie, aczci trudna y nieprzespieczna rzecz iest bydź długo bez Pana, wszakże, ieżeli o drobnieysze rzeczy zwykli ludzie deliberacye czynić, pogotowiu w tey mierze zeszłoby się też y to. A to, *inter cetera*, trzebaby nam przed oczyma wszystkim mieć, iż teraz wszystcy samsiedzi nasi tych wszystkich państw po Panu naszym zostałych nadzieią są zadzierżeni, że się o nas *furore belli* nie kuszą, czekaiąc każdy rychłoli go do siebie wzowiem; a kiedy sobie między nimi iednego duchem bożym obierzemy, pewnie drugich wszystkich nieprzyiacioły mieć będziem. A tak naylepiey tę elekcyą do obierania Pana, tam po mięsopuściech, w post wstąpiwszy, złożyć; bo którzy nam Pana, a nas Panu zayrzeć będą, nie będą mieć pogody ruszyć się na nas woyną, gdyż w ten czas ziemia y rzeki puszczaią, a póki przysiąknie, moglibyśmy pod pokoiem Panu się swemu przypatrzyć, y o gotowości przeciwko nieprzyiacielom swym z nim się iuż społem naradzić. A k'temu wyrozumieć WMoście będziecie raczyli z tych listów moskiewskich, któreśmy WMościom posłali, co Moskiewski z nami w oktobrze czynić chce.

Wszakoż zgadzaiąc się w tey mierze ze zdaniem WMościów, ku ziachaniu się na elekcyą do Łomżie pozwalamy, lecz nie na tak krótki czas, któryś nam WMość pisaniem swem oznaymić raczył, ale tam po zimie, iakośmy o tem wyżey dołożyli.

Zatem życząc WMościom etc.

Dan w Wilnie, *die* 1 *octobris* 1572.

VALERIANUS, episcopus Vilnensis.
GEORGIUS, episcopus Samogitiæ.
NICOLAUS PAC, episcop. Kioviensis.
NICOL. RADZIWILL, palat. Vilnensis.
M. TALWOSZ, kasztelan Żmuydzki.
IERZY ZIENOWICZ, kaszt. Płocki.
IAN CHLEBOWICZ, kaszt. Miński.
M. NARUSZEWICZ, podsk. ziemski.

STATUTA ORDINUM REGNI IN KASCIS.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; ex mss. Zaluski, 397.

Nos senatores regni Poloniæ, tam spiritualis quam secularis conditionis, significamus omnibus et singulis : Nos, nulli parcentes labori et diligentiæ, quam toto hoc tempore, non sine valetudinis nostræ detrimento, subire et adhibere pro debito ac amore erga Rempublicam (quo negotia regni ad hoc tempus pertinentia in ordinem disponi possint) haud recusavimus, convenimus huc in Kaski et perlectis legationum quæ hoc tempore confluxerant literis, post multas inter nos mutuas collationes et collocutiones, hoc modo, in commodum RP., secundum articulos infra enumeratos constituimus.

I. Retinentes igitur jus publicum, quod in se continet post mortem regum polonorum, principum nostrorum, tum veterem et usitatum morem fuisse, ut regno vacante consiliarii status utriusque, capto invicem consilio, conventum electionis generalem statuerent, illumque omnibus Ordinibus regni tempore denuntiarent : nos itaque mutuum fraternum amorem conservantes, nec ullas causas (quod Deus a nobis avertat) dissensionis dantes, nihil commodius utiliusque Reipublicæ ad compositionem et ordinationem legum commixtarum hoc interregni tempore putavimus, quam ut omnes senatores regni, ex omnibus ejus partibus ad mutuam cointelligentiam stato tempore in unum convenientes, ibi tempus et locum certum eligendi novi regis mutua concordia et amore indiceremus. Quapropter inter nos convenit ut omnes senatores regni, tam spirituales, quam seculares, ex omnibus ejus partibus ad mutuam de loco et tempore electionis cointelligentiam Varsaviam ad festum Trium Regum conveniant. Cujus causa misimus ad Dominos Lituanos : Magnificos Dominos Petrum de Zborovo, palatinum Sandomiriensem et Stobnicensem ac Tlumaciensem capitaneum, D. Joannem de Tomice, castellanum Gnesnensem ; itidem ad Dominos Prutenos : Magnificos Dominos D. Joannem de Sluzewo, palatinum Brestensem, D. Joannem a Krotoszin, palatinum Vladislaviensem ; ad regiones rutenas et podolienses : D. Joannem de Sienno, castellanum Zarnoviensem ; in Livoniam, RD. presbyterum Zakoviensem ; itemque ad alios palatinatus alii sunt missi. Quamvis summo cum dolore nostro tempus hoc interregni tam diu protrahi videamus, præsertim cum probe animadvertamus quantum in eo situm sit ut cito dominum habeamus, multis namque malis practicis

et suspicionibus (quæ ex parte jam aliqua erumpunt) occurri ac de securitate regni maturiore regis electione melius provideri possit ; verum hoc visitationi divinæ ac peccatis nostris adscribendum, quod tamen fortassis Deus est mox nobis aliquando in melius versurus ; et quia nos cum citiorem conficere sine consensu aliorum voluissemus, eo diutius immoratos fuisse experti sumus : tutiora sequentes consilia, nobis, convocatis omnibus iisque hac de re consultis tum demum ad electionem accedere visum est.

II. Nec rem minus necessariam esse putavimus, ut per tempus hoc interregni, quo principatus et regna periclitari solent, in quiete manere et dominum nobis tuto (salutis facultatisque nostræ eo tempore quo convenire debemus securi) eligere possimus ; de defensione finium, præsidiis arcium, solutione militis podoliensis, podgoriensis et silesiensis constituamus ; præterea, ut statim inter nos concludamus, quo pacto ordine ad electionem venire possemus ac modum quo regem eligere ; ut non cum tumultu, non armis, non alter alteri clamore obstrepantes, pœnis in transgressores adhibitis ; quod cum sine fratribus junioribus, id est nobilitate, statui haud queat : visum est nobis D. palatinos in omnibus regionibus regni, quemque in suo palatinatu, ad diem Divæ Luciæ conventus districtuum indicere ; et quia in Livonia nulli sunt palatini, castellanorum id officium erit, qui simul fratres juniores monebunt ut e medio sui duos ex districtibus ad constitutionem præsidii et ordinis, quo in unum convenire possimus, eligant ; et ipsi castellani livonienses personis suis una cum legatis ab equitibus veniant.

III. Quamvis credamus unumquemque honesto multoque magis nobili loco natum (nihil hujusmodi de quoquam suspicantes) innata sua virtute regi, tamen quia post mortem Serenissimi Regis Domini nostri tot practicæ et suspicationes inter homines a legatis nationum exterarum exorsæ sint, procurantes publicam libertatem in qua nunc omnibus nobis multum interest, procurantes itemque suspiciones, quæ causæ dissidiarum esse solent : visum est nobis, ut hi legati qui vivente adhuc Serenissimo Rege nostro absoluti sunt, e regno discedant, ut Cyrus, Gerstmanus, ad quos misimus D. Iacobum Ponentowski, pocillatorem Lanciciensem, itidem ad Gastaldum ; et hi magni legati, ut RD. cardinalis Commendon, legati a sua Majestate Imperatore, legatus Christianissimi Regis Galliæ, diem convocationis expectent, quibus destinata sunt loca : Imperatoris legatis, in Urzendow ; cardinali in Sulejovo, Gallo in Konin. Dedimus illis provisores, mittentes ad legatos Sacræ Imperatoriæ Majestatis RD. episcopum Posnaniensem, et D. palatinum Lublinensem.

IV. Memores item Confœderationis in omnibus regionibus ab equitibus factæ: constituimus ne ullus vel regnum ingredi, vel illud egredi absque venia capitanei, qui est in finibus, vel magistratibus illius loci ausit. Id ut diligenter ab omnibus observetur, secundum regulam illis per literas præscriptam, mandamus.

V. Videntes etiam graves regni necessitates quæ pecunia indigent, ut stipendium militis, præsidia arcium et aliarum rerum: edidimus mandata ad omnes capitaneos, exactores, teloneatores, præfectos salinarum, thesaurorum, et dispensatores pecuniæ Sacræ Regiæ Majestatis et Reipublicæ, ut omnes pecunias et proventus ejus intra spatium ab edicto quatuor septimanarum, sub pœna amissionis officii, ad Magnificum D. Georgium Buzinscium, thesaurarium regni, deferant, et rationem sufficientem ad futuram convocationem reddant. Quod si quis secus fecerit, hujusque convictus fuerit, hic criminis peculatus et confiscationis bonorum, secundum jus, reus esto, quemadmodum hac de re plenius mandata sunt edita.

VI. Visum etiam est nobis, ut arx Tykocin, in qua non solum thesauri Reipublicæ, verum etiam privilegia regni (in quibus quamvis semper, maxime tamen hoc tempore omnibus Ordinibus et Statibus summopere interest, itemque ad electionem non parum conferent) asservantur, propter mortem militum ex peste melius provideatur: quapropter demandavimus MD. Petro Zborowski, palatino Sandomiriensi et D. Ioanni de Tomice, castellano Gnesnensi, suæ Dominationis in reditu, adhibitis uno vel altero ex Dominis Lituanis, in arcem divertentes, eam secundum mandatum illis a nobis traditum muniant, ac privilegia regni ad electionem necessaria inde accepta ad conventionem afferant.

VII. Præterea habentes rationem dignitatis ac securitatis S. Reginæ, ne Sua Majestas per regnum cum indignitate regni vagetur: visum est nobis locum habitandi SM. designare, quemadmodum jam Lanciciam et Krasnostavium designavimus; et demandavimus RD. Stanislao Karnkowski, episcopo Kujaviensi, et D. Ioanni Sierakowski de Boguslavice, palatino Lanciciensi, ut SM. quam honoratissime in alterutram harum arcium deducant, et ordinem statui SM. convenientem constituant. Et si SM. Lanciciæ habitare voluerit, RD. Albertus Starozrewski, episcopus Chelmensis, et Andreas Dembowski, castellanus Siradiensis apud SM. manebunt; sin Krasnostavii, idem D. episcopus Chelmensis, et D. Andreas Comes de Tenczin, castellanus Belzensis.

VIII. Gravibus etiam quærelis in Kolo ab nobilibus de principibus Pomeraniæ D. marchionibus factis, illos videlicet multa damna in regio-

nibus inferre: visum est nobis mittere ad suas Celsitudines, rogantes et monentes ut pactorum et fœderum inter nos memores esse velint. Cujus rei causa misimus MD. Ioannem Latalski.

IX. Videmus etiam hoc tempore rem esse summe necessariam, ut ex omnibus partibus privilegia regni comportentur : quamobrem mandamus ut omnes methricæ, omnia privilegia ex thesauris, templis, monasteriis, capitulis, arcibus tam regis quam nobilium, ex curiis et ex omnibus locis ubicunque invenirentur et utilia sint, comportentur Varsaviam ad tempus conventionis per superius nominatos.

X. Ad emendationem corruptiorum legum, ne novum regem in vetera errata inducamus, elegimus e medio nostrum : Magnificos Dominos D. Ioannem Sierakowski de Bogusławice, palatinum Lanciciensem et Przedeciensem capitaneum, Ioannem Tomicki Gnesnensem, Nicolaum Firley de Dombrowice, castellanum Wisliciensem, D. Herburt de Fulstin Sanociensem, Simonem Szubski de Szczawin, Inovloclaviensem castellanum, quibus demandavimus omnes errores et exorbitantias Reipublicæ colligere, ut suæ Dominationes omnia parata habeant, quo illa nobis suo loco et tempore reddant. Et si quis ex dominis fratribus nostris junioribus aliquid ad instaurationem legum et libertatis esse necessarium censuerit, ei id ad deputatos deferre liberum erit.

XI. Propter securitatem ac pacem regni videtur nobis esse necessarium ut omnes in armis parati sint, et si alicui finitima vis ab hoste inferatur, palatinatus adjacentes et alii, ut necessitas postulabit, moveantur.

Datum in Kaski, in conventu mutuo senatorum regni, primo die mensis novembris, anno 1572.

LITERÆ EPISCOPI CUJAVIENSIS AD PALATINUM CRACOVIENSEM PRIVATÆ.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, 85, ex mss. Bibl. Załus., 364.

Karnkowski à Firley. — Leur réconciliation. On a découvert les intrigues de l'abbé Cyre, envoyé par les ambassadeurs impériaux dans le grand-duché. Les conditions posées par les Lithuaniens sont acceptées par l'Empereur.

Il a donné des pleins pouvoirs à ses ambassadeurs pour contracter le mariage de l'archiduc Ernest et de l'Infante de Pologne. On a vu une lettre autographe de Maximilien, dans laquelle il remercie le duc de Prusse de la promesse faite par celui-ci d'un secours de deux mille cavaliers pour soutenir l'élection de l'archiduc.

Miłościwy Panie Woiewodo,

Iż mię *amor patriæ reconciliavit* z WMością, a ia też u siebie mam *mortales inimicitias, immortales vero amicitias*, przeto oznaymuię WMości rzecz na którey nam wszystkim nie mało, a mało nie wszystko, zależy. Doszliśmy tego że posłowie cesarscy posłali Cyrusa do Litwy z taką instrukcyą, że Cesarz przyzwala na artikuły przez nie podane, y posłał z podpisem ręki swey dyploma. Y tegośmy doszli, że z Kasek dawano znać posłom *de summa rerum* o którycheśmy radzili, y pisano że ia się do Litwy pośpieszyć muszę, przeto iż z Kasek posyłaią Pana woiewodę Sandomierskiego y Pana Gnieźnieńskiego do Litwy, którzy *facessent negotium nobis*, a tak trzeba abym uprzedził.

To też WMość za rzecz pewną y istotną mieć racz y wiedzieć, iż Cesarz posłał zupełną moc y dyploma pod maiestatową pieczęcią posłom wielkim *contrahendi matrimonii cum reginula nomine Ernesti*.

Pisał też Cesarz ręką swą własną do xięcia Pruskiego, iuż to po czwarty kroć, dziękuiąc mu że się obiecał we dwa tysiące koni k'woli Ernestowi, na potrzebę iego, na elekcyą przyiachać. *Hæc oculis visa sunt et animadversa.* Iako, przez kogo, będziecie WMoście potem wiedzieć. Wszakoż iest tego wielka potrzeba aby się to nie rozgłaszało, aż komornicy moi zbieżą z Litwy od IMPanów Polskich.

A z tem się WMości łaskawey przyiaźni zalecam.

Dan z Łomżie, dnia 15 nowembra 1572.

STANISŁAW KARNKOWSKI biskup Kuiawski.

WIERZĄCY LIST PANU WOIEWODZIE SANDOMIERSKIEMU Z PANEM GNIEŹNIEŃSKIM KU ODNIESIENIU POSELSTWA OD RAD WX. LITEWSKIEGO DO RAD KORONNYCH.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski, 364.

A l'invitation faite par l'assemblée de Kaski aux sénateurs et à la noblesse du grand-duché d'avoir à se rendre à Varsovie pour la diète de Convoca-

tion, les sénateurs réunis à Mscibow répondent que l'acte d'Union ne mentionnant point les diètes de Convocation, mais seulement les diètes d'élection, la Lithuanie n'est nullement tenue de prendre part à cette diète. Cependant, voulant obtempérer au vœu qui leur est exprimé, les dits sénateurs convoqueront sous le plus bref délai à Vilna, comme on l'a fait à Kaski, une assemblée de tous les sénateurs du grand-duché et de la noblesse, et s'efforceront de décider leurs concitoyens à se rendre personnellement à la diète de Convocation ou à y envoyer des députés. Ils demandent que cette diète fasse droit aux réclamations déjà présentées à l'assemblée de Knyszyn par les représentants de la Lithuanie, et que, les nonces du royaume munis à cet effet par la noblesse de pouvoirs suffisants, soit rapporté le décret de Lublin, par lequel la Volhynie, la Kiovie et la Podlachie ont été distraites de l'administration du grand-duché. La question des propriétés auxquelles l'Infante prétend avoir droit en Lithuanie sera déférée à la diète. Il est faux que les Lithuaniens aient proposé au grand-duc de Moscou de lui céder la Livonie. En convoquant les diétines dans cette dernière province, l'assemblée de Kaski a outre-passé ses droits; un pareil abus ne doit point se renouveler.

Miłościwi Xięża Arcybiskupi, Biskupi, Iaśnie Wielmożni Panowie bracia nasi mili y łaskawi, bracką miłość WMościom zalecamy.

Mieliśmy list WMościów, bracie naszey, y przytem wskazanie ustne w niektórych wielkich a ważnych sprawach RP. przez Wielmożne IM. Pany Piotra ze Zborowa woiewodę Sandomierskiego y starostę Tłumackiego, a Iana z Tomic kasztelana Gnieźnieńskiego do nas zlecone; które to wskazanie od IMościów dostatecznieśmy przesłuchali, y bratersko z IMościami się namówiwszy, z osób naszych, którzyśmy tu do Mścibowa przybydź byli mogli, przez też IM. Pany, wyżey mianowane, ku WMościom słownieśmy wskazali; którym, iż WMoście dostateczną wiarę dać będziecie raczyli, tegośmy są pewni. A z tem się WMościów łaskawey braterskiey przyiaźni zalecamy. Dan z Mścibowa, dnia 6 *decembris*, roku 1572.

WMościów bracia y przyiaciele życzliwi,

Mikołay Radziwiłł woiewoda Wileński.

Chodkiewicz.

Paweł Pac kasztelan Witebski.

Ostaphi Wołłowicz kasztelan Trocki, podkanclerzy W. X. L.

Hrehory Wołłowicz woiewoda Smoleński, wielki kanc. Litew.

POSELTWO PRZY TYMŻE WIERZĄCYM LIŚCIE DOŁĄCZONE.

IM. Panowie Rady WX. Litewskiego, którzy na ten czas ku przesłuchaniu IM. Wielmożnych Panów Piotra ze Zborowa woiewody Sandomierskiego, starosty Tłumackiego y Kamioneckiego, a Iana Tomickiego kasztelana Gnieźnieńskiego, od IM. Panów Rad Koronnych do IM. Panów Rad WX. Litewskiego posłanych przybydź mogli, wysłuchawszy wskazania IM. Panów Rad Koronnych do IM. Panów Rad WX. Litewskiego przez IM. Pany wyżey mianowane słownie przepowiedzianego, z osób swych takowy odkaz uczynili:

Nayprzód, iż IM. Panowie Koronni, w Kaskach się ziachawszy, postanowić raczyli między sobą konwokacyą do Warszawy na dzień Trzech-Królów, y to IM. Panom WX. Litewskiego oznaymiwszy, z pożądaniem do IMościów wskazać raczyli, aby też na tę konwokacyą, na dzień Trzech-Królów, do Warszawy Panowie Rady WX. Litewskiego y Stany od Rycerstwa przybyły, okazuiąc potrzebę namowy spólney około czasu y mieysca ku obieraniu nowego Pana, y postanowienia porządku iakowymby elekcya odprawować się mogła, y ktoby porządek przy tym zieździe elekcyey czynić miał, aby bez tumultu była odprawowana, tamże obwarować aby granice opatrzone były, y zapłata zasłużonego myta żołnierzów aby obmyśleć się mogła; a tak my, z osób naszych, bacząc nie być dosyć *sufficientes rationes*, dla którychbyśmy przywileiowi na unią danemu, w tym artikule, co ubliżyć mieli, w którym przywileiu żadne konwokacye nie są mianowane, iedno sama elekcya; k'temu bacząc iż odprawowanie takich rzeczy, nie przez konwokacyą tak małego pocztu ludzi, ale zwyczaiem y porządkiem seymowym, za wspólnem zezwoleniem nas wszystkich, iśćby miało; przeto my, niechcąc osób naszych, iako także też IM. Panów Rad, braci naszych, którzy tu przybydź nie mogli, u IM. Panów braciey młodszey wszego Rycerstwa tak w Polszcze iako y w Litwie, inaczey podawać, ienc iako pilnym stróżom wolnoście y przywileiów należy, obawiaiąc się za czasem ztąd *motum aliquem* szkodliwego RP. na osobach naszych: wszakoż, żądliwości IMościów dosyć czyniąc, tymże sposobem iako IM. Panowie w Polszcze do Kasek, tak my do Wilna, iako nayrychley bydź może ziachać się chcemy, a wspólnie, wszystcy Panowie Rady z Rycerstwem, którzy tam do Wilna przybędą, iako sami o to pilnie się starać, tak y drugich perswazyami swemi do tego przywodzić będziemy, iżbyśmy się na ten ziazd

w Warszawie w tydzień po Trzech-Królach stawili. A gdziebyśmy z iakich przyczyn, zwłaszcza dla niebespieczeństw od nieprzyiaciela o którymeśmy szerzey ustnie IMościom opowiedzieli, wszystcy w Warszawie stawić się nie mogli, tedi ci, którzy tak z Rady, iako y z Rycerstwa ziachać będą mogli, sami od siebie y imieniem braci swey, doma pozostałey, sam się w Warszawie stawiwszy, w tych rzeczach y mianowanych artikułach od IMościów podanych, dostatecznie namawiać y znosić się będą, iakobyśmy w dobrey zgodzie y miłości braterskiey y w przystoynym porządku do tego chwalebnego aktu elekcyey, z pomocą bożą, przystąpili.

Przy tem, acz IMoście do nas nic o tem wskazać nie raczyli, ale wzaiem my o to IMościów żądamy, iakośmy przez swe posły y na ziazd Knyszyński ku IMościom wskazowali, aby tamże na ten czas IMoście raczyli sami się do tego przychylić, y drugie, bracią swą młodszą, do tego przywodzić, iżby niektórym rzeczom na Unii opisanym poprawa w miłości braterskiey stać się mogła, gdyby się to na dzień Ś. Łucyey na seymiki wnieść nie mogło. A przytem osobliwie żądamy o podniesieniu dekretu, przeciw wszemu prawu a z ubliżeniem wolnoście, na bracią naszą, ludzie zacne a uczciwe, Pany wołyńskie, kiiowskie, podlaskie y bracławskie, y na ziemie one, krom bytności y wiadomości naszey, uczynionego : który to dekret one ziemie od regimentu WX. Litewskiego, nad przywileie y swobody nasze, odłącza, w których ziemiach, nie iednośmy krewnością iako za iednego człowieka się skrewnili, ale y maiętności y imienia swe mało nie wszystcy obywatele WX. Litewskiego sam mamy, a oni w Litwie; a w takowey sprawie, nie tylko żeśmy nie byli sądzeni, aleśmy też byli przyzwani do Lublina ieno dla odnowienia miłoście braterskiey y zunionowania dawnego: gdzie, iż nas to nad sprawiedliwość y mniemania nasze potkało, puszczamy to wysoce uważonym bacznościom WMościów, ieśli słusznie teraz w miłości braterskiey naprawione bydź nie ma, gdyż taki żal miłoście braterskiey między nami nie mnoży. Dla czego, iżby posłowie z mocą seymików powiatowych ku poprawie y skończeniu takowemu, któreby iuż między nami zawżdy bez żalu y krzywdy niewątpliwą a wiekuistą przyiaźń y braterską miłość tego spółku naszego gruntowało, byli wyprawieni, napominamy y żądamy.

A co się dotycze wsyłania listów do ziemie Podlaskiey y Wołyńskiey o czynsze y o insze dochody y pożytki skarbowi WX. Litewskiego należące, tedi, iż tego skarb litewski od przodków naszych aż do zeyścia Pana naszego w używaniu był, y podskarbiowie Litewscy tem roskazowali y władali, przeto y my nic nowego nad przysięgę, wsyłaniem

takowych listów, teraz nie uczynili, bośmy nigdy tych ziem ku Polszcze nieodprzysięgali.

Co się też dotycze, iż Królewna Iey Mość przez posły swe do WMościów do Koła y do Kasek wskazywać raczyła, przypominaiąc nieiakie dobra swe dziedziczne w WX. Litewskiem, żeby mimo prawo Iey Królewskiey Mości przez nas nie były zastawowane, tedi, co się kiedy z potrzeby RP. sprawowało, tego zawsze RP. liczbę łatwie mieć będzie; a o dziedzicznem prawie Królewny Iey Mości, iżeśmy do tego czasu nic nie wiedzieli, y teraz, iako w wolney RP., przyznawać nikomu władze żadney mimo RP. dopuszczać nie możemy, aż się z WMościami w tey sprawie zniesiemy: a tedi, prawa Iey Królewskiey Mości oglądawszy, w swoie też weyrzawszy, rozeznawać się będzie, ieźli do czego prawo takowe, iakie Królewna Iey Mość mianować raczy, Iey Królewskiey Mości iść może.

O frymark z Moskiewskim ziemią Inflantską, to iż *in re* nigdy z nas nic podobnego nie było, próżno się tem y zabawiać mamy, o czemeście WMoście sprawę iuż dostateczną od pisarza WX. Litewskiego Pana Haraburdy wziąć raczyli, który to, responsem własnym Moskiewskiego, okazał, iż o tem nic nie stanowił; ale y owszem, nad wiadomość naszę y Pana administratora ziemie Inflantskiey, z Koronney kancellaryi, listem Króla IM. Pana naszego zeszłego, królowi Szwedzkiemu kilka zamków ustąpić y oddać roskazano, co Pan administrator na sobie do tego czasu zatrzymał, iako y *vidimus* listu Króla IMości na te zamki królowi Szwedzkiemu danego WMościom iest okazowan. Y musiał to kto taki o ten frymark wnieść, komplacencyą sobie tem u Inflantów czyniąc. Ale w tym około Inflant artykule, to się nam nad przywileie stało, iż WMoście z Kasek raczyli, bez wiadomości naszey, władzę Panu administratorowi (nad uprzywileiowanie WMościów) wyimuiąc, a nic o tem ani nam ani IMości Panu administratorowi nieoznaymuiąc, posłów swych odprawić do Inflant, składaiąc im seymik bez zawezwania Pana administratora; na których takowych seymikach może iakie *inconveniens* urość z niebespiecznością RP., co iżby się nam od WMościów nie działo, w tem WMościów bratersko żądamy y napominamy.

A iż częste ziazdy między sobą miewać musiemy, tedi, będąc pierwey nie pomału uszkodzeni, napominamy w tem WMościów bratersko, żeby moneta litewska wedle ważnoście swey była na wszelakich mieysцach przyimowana, tak iako się iuż to za żywota Pana naszego w Warszawie postanowiło.

Za temże ziachaniem naszem do Mscibowa zdało się nam, wedle

postanowienia IM. Panów Polskich w Kaskach uczynionego, aby zamek Tykociński dobrze był opatrzon, a przeglądanie przywileiów na ten czas zaniechane bydź ma.

Działo się w Mścibowie, dnia siódmego miesiąca grudnia, roku Pańskiego 1572.

(Podpisy iak wyżey.)

EXEMPLUM LITERARUM PETRI ZBOROVII PALATINI SANDOMIRIENSIS AD EPISCOPUM CUJAVIENSEM DATARUM.

Zborowski à Karnkowski. — Il lui rend compte de la mission dont il a été chargé par l'assemblée de Kaski pour le grand-duché. Les Lithuaniens refusent de venir à la diète de convocation. Exposé de leurs griefs. Zborowski termine sa lettre en reprochant à l'évêque de Cujavie d'avoir manqué à ses engagements.

Miłościwy Xięże Biskupie Kuiawski,

Rozieždžaiąc się z naszego spólnego ziazdu z Kasek, naznaczyliśmy sobie byli z Panem Gnieźnieńskim bydź w Litwie ano *ad ultimam novembris*, nie tak folguiąc w tey mierze sobie, iak iżeśmy to rozumieli dobrze że Panowie Litewscy prędzey się ziachać w kupę dla nas nie mogli, iakož się tak y stało. Gdym z domu wyiachał, na trzecim noclegu dogonił mię komornik IM. Pana woiewody Krakowskiego, przez którego IMość mi posłał kopie tych listów WMościów obu, w sprawach tych któreście WMoście w Łomžie z Królewną Iey Mością mieli, informuiąc mię coście to WMoście zrządzili, y czegoście się ieszcze dowiedzieli: z takowey informacyey a wiadomoście tamtych spraw bardzom się pocieszył; a iż WMość w liściech swych tego był dołożył, że « potrzeba tego iest aby się ci Panowie pokwapili, którzy maią do Panów Litewskich iachać, » pisanie to tak mię w drogę zabodło, że mi mało szkapy nie pozdychały.

Przyiachałem tedi sam do Mścibowa na mieysce *ultima novembris*, y zastałem gospody iuž Panom rozpisane. Zastałem też komornika od WMości, z listy do IMPana Gnieźnieńskiego y do mnie. Otworzyłem

ie, y nietylko żem się z nich pocieszył, alem też y chwałę Panu Bogu dał, iż z miłosierdzia swego odkrywa nam szkodliwe *consilia inimicorum nostrorum* : y zaśpiewałem ów psalm : *Deposuit potentes de sede et exaltavit humiles, laqueus contritus est et nos liberati sumus*... Y z tegom się nie mniey pocieszył, że nam Pan Bóg dawa takie stróże czuyne a pracowite, iż oto ci łowczy tak biegli[1] do tych czasów całkiem ieszcze nic udybać nie mogą.

Interea Panowie Litewscy poczęli się zieżdżać ; w tem też y IMPan Gnieźnieński przyiachać raczył ; tak, że Panowie Litewscy dali nam audyencyą *quinta hujus mensis*. Przyięli nas *honorificentissime*, przyięli także bardzo wdzięcznie pozdrowienie, któreśmy im czynili imieniem Rad Koronnych.

Tedi zaczęliśmy z IMościami ten pierwszy artikuł przednieyszy, aby na tę konwokacyą naszę wspólną na Trzech-Królów ziachać się raczyli ; potrzeby tego dosyć dostatecznie dokładnie IMPan Gnieźnieński przełożył. Wzięli to sobie IMoście na rozmowę, y wnet za tem dali nam ten respons, iż na tę konwokacyą przyiachać nie mogą. Przyczyn wiele do tego dawali :

Iż tak częstemi ziazdy są *exhausti* ; dalekość drogi ; w przywileiu też swoim *unionis*, nie baczą tego by się mieli na konwokacye iakie zieżdżać, ieno prosto na elekcyą *novi regis*. K'temu : — « Nieprzyiaciela mamy nad swą szyią, który iest *in armis* ; przymierza z nim nie masz, ani żadnego statecznego postanowienia ; wolemy bydź pogotowiu nań, a iuż się nie licząc (co nas to nas) raczey zginąć dla miłey oyczyzny, aniżeli patrzyć na takie sprośne iey zwoiowanie. » A daley : « *Nihil nobiscum agitur candide, nihil fraterne*, wszystko *imperiose*, a iakoby *cum mancipiis* ; a my dobrze czuiemy *quod ex uno genere sumus nati*. » K'temu : « w Knyszynie co się z nami działo ? wszystko *imperiose*, a ledwa się mieysca naszym dostało... *cetera omnia pro libitu suo*... Y toż u nas *suspectum* : złożyliście ziazd do Łomżie, Królewna do Łomżie ; zaś teraz do Warszawy, Królewna do Warszawy ; *quorsum hæc?* Żołnierze przyimuiecie, etc... »

Na które obiekta gdy się snadnie replika dała, natemeśmy się dłużey bawili *diluendas has opiniones et suspiciones*, iuż y klątwami y wszelkiemi wywodami ukazuiąc IMościom :

Iż nietylko skutkiem, ale y naymnieyszem pomyśleniem nie iest żaden z nas taki, któryby miał co kiedy chcieć przed IMościami uganiać, albo

1. Il est ici question des ambassadeurs de l'Empereur, dont Karnkowski a découvert les intrigues.

IMościów na iaki hak przywieść : gdyż iednę Rzeczpospolitę wspólnie mamy wszystcy, a iako się nią trudno dzielić mamy, tak też to nie można rzec abyśmy sobie tylko, co iey iest własnego, mimo IMościów, przywłaszczać mieli; gdyż iednę władzę mamy społem, y iednakowo nas sobie Rzeczpospolita iuramentem uiściła, abyśmy o niey dobrze radzili, toć trudna abyśmy iuż IMościów, Rad tak zacnych y nam wszem równych, odstrychać od tego a czynić co bez IMościów mieli. — « Nieokaże się nic takiego, abyśmy co przed WMościami zakrywać mieli, sobie co uzurpuiąc, albo byśmy co *in fraudem vel in dolum* stanowić mieli. Radzibyśmy wiedzieli skąd te suspicya WMościom rostą ? etc.... »

Zatem IMoście z wielkim żalem serdecznym przekładać zaczęli nam wielki żal swój :

Nayprzód, Królewna Iey Mość pisać raczyła do niektórych z IMościów *satis imperiose*, ciążąc sobie na niektóre że impediuią IKM. w pożytkach z imion tych, które IKM. zowie dziedzictwem swem, także y w innych pożytkach z leśnictwa. A nie tylko IKMość dzierżawy swe dziedzictwem swem mianować raczy, ale też y cały zacny naród IKMość, widzi nam się, iakoby na ten kształt mieć raczy, iako Bóg Żydy za swe własne miał : « *Hic est populus hæreditas mea.* » Ukazali też list WMości własną ręką pisany, w którym WMość opowiadasz się bydź posłem z ramienia Rad Koronnych, abyś bronił krzywd Królewny Iey Mości, y roskazuiesz WMość aby w tych imionach które są dziedzictwem Królewny IM. pożytki nie były IKMości impediowane. Y tego dokładali IMoście niektórzy przedemną, że Królewna Iey Mość chce to mieć po IMościach, aby ią na xięstwo podnieśli, formę iuramentu im posłała iakoby przysięgać mieli, a przytem też obietnic dosyć ; Tykocin darować obiecuie. W tem też Pan Łęcki leśniczy ukazał list od Xiędza biskupa Chełmskiego y od ochmistrza, gdzie mu rozkazuią, imieniem Rad Koronnych, aby wydał rzeczy nieboszczyka Króla. Rzecz swoię IMoście tak konkludowali : «Toć to są te rzeczy które się nam od WMościów dzieią y ta władza którey WMoście używacie bez dołożenia się nas, y przysądzacie iuż *hæreditates* komu chcecie ; podobno y nas po chwili komu dacie ; k'temu tu nas łagodnemi słowy y braterskiemi wzywacie do ziazdu wspólnego. Bardzo się to z tem nie zgadza : bez nas nie chcieć ni o czem radzić, a ówdzie biskupa Kuiawskiego posłać aby Królewnie IM. possessye dawał, y *hæreditates* przysądzał. » Było dosyć ostrze mówiono y dokładnie, y tego dołożyli, pod przysięgą, że białey głowy za Pana mieć nie chcą ; y słuszne dali do tego racye. My to widząc zdumieliśmy się, zadziwowali y serdecznym żalem oblaliśmy się.

Konwokacya ta do Warszawy urosła ze ziazdu naszego spólnego w Kas-

kach, y zezwoliliśmy na nią radzi, bo tego potrzebowały sprawy RP.; y dla tey też naywięcey konwokacyey naseście WM. z pośrzodku siebie posłali, abyśmy do tego przywiedli IM. Pany Litewskie, a serce im dobre uczynili do nas y gładce z nimi o wszystkiem konferowali. A iż ten wszystek akt szczerze się dzieie a tylko dla potrzeby RP., radem się z Panem Gnieźnieńskim tego był podiął. WMości też posłanie do Królewny IMości nie było insze, ieno abyś ią WMość z Łomżie odprowadził na mieysce naznaczone, y Ieymości to rozwiódł, aby IM., odiąwszy od boku swego inne konsyliarze, tylko na Radzie Koronney przestawała, a mimo nią *nec ad dextram nec ad sinistram* nie postępowała; niepotrzebne legaty abyś WMość od niey odprawił; k'temu, aby z Ieymości to wiadomością było, że do Tykocina nas dwu posłano dla wzięcia tylko przywileiów potrzebnych, ieżeliby były. Co WMość iuż rospisał po Koronie y do nas, żeś iuż WMość to sprawił, iż Królewna z Łomżie iedzie, y że nam po te przywileie do Tykocina wolno iechać? Otoż Królewna z Łomżie nie wyiachała do tego czasu, a do Tykocina iachać nam WMość rozradzasz.

Ah, miłościwy Xięże Biskupie! Boże się tego pożal żeś WMość tak wielki błąd uczynić raczył, a tak pokazacieś się raczył różnym od onych exklamacyi pięknych, któreś WMość czynić raczył ku dobremu RP.! Prędkoć się ta odmiana stała, a szkodliwa! Moieć listy zdawna iuż u WMości żadnego pożytku nie czynią; y terazby mi się tak wiele nie trzeba bawić pismem, tylko podobno ostatnie to moie pisanie do WMości. Bo nietylko w pismo się iuż z WMością nie wdawać, ale przyidzie iuż, ah niestety! y przyiaźnie z WMością poniechać, którąm ia *unice dilexi et toto corde amplexus sum*; a co cięższego, przyidzie iuż wziąć *provinciam*, iako przeciw nieprzyiacielowi; bo te sprawy WMości przyidzie *in publico theatro* nietylko odkrywać, ale instygować przeciwko nim.

Piszesz WMość, amaryzuiąc w swym liście, że ktoś z Rad Królewnie IM. *diversa* od nas innych radzi, y że się tem Królewna IMość trwoży y nie dufa nam: dobrać to przestroga; y ta iest nasza powinność senatorska, abyśmy złe rzeczy przestrzegali, ale to bez pożytku bywa, gdy kto *generalitates* tylko mianuie: anoby tak naylepiey mianować! To dziecie tak złe, co się to od drugich odrywa, nie nadziewaiąc się by mu się co w kupie dostało; więc tak poiedynkiem chce co oberwać...

Ukazowano mi też list. mościwy Xięże, WMości rączką pisany, w którym WMość piszesz żeś iuż to konkludował u siebie aby Królewnę IM. na stolicę posadzić, y że iuż tego popierać masz *omnibus modis* aby doszło. Zdziwowałem się; y nie wiem czemu to przyczytać? ieśli złey pamięci, czyli czemu inszemu? Niedawnać ona przysięga którąśmy

z sobą uczynili podźciwem słowem swem, daniem ręki swey, nas kilku woiewodów z WMością w Włocławku u Waszmości, że iedeń bez drugiego wiadomości nic u siebie *pro concluso* mieć nie miał, iedno wszystko *communicato inter nos mutuo consilio*, a wszystko *ad bonum Reipublicæ*. A tu iuż *diversum* widzę, boś mi WMość nigdy tey intencyey swey, wysadzenia Królewney IM. na stolicę królewską, odkryć nie raczył: a także to miało bydź? Y dziwno mi skąd WMości ta potencya urosła iż WMość możesz króle koronować, które się tylko WMości podobaią; ieżeli WMość tego dowiedziesz z owym pocztem coś go miał pod królem, tego niewiem; czyli może onem prymasostwem któreś WMość pod *sidera* wynosił, a dla którego ieszcze do tych czasów nie możesz przyiść k'sobie? Alić podobno WMość z tem prymasostwem tak chciał uczynić, iako ona liszka z wilkiem gdy szli na wesele; powiedziała mu: « Braciszku, gdy rzeką nam: « oboma », to ieno mnie samey ma bydź »; a gdyby wilkowi rzekli: « to tobie », to o tem y słyszeć nie chciała; y za taką konstytucyą wilk głodno odszedł z wesela.

Piszesz WMość do nas abyśmy, zaniechawszy Knyszyna, iachali do Łomżie. Nie wiem po co? Ieżeli tulić Królewnę IM. aby nie płakała, nie mamy tego na swey instrukcyi, y tego nie baczę aby y WMości poruczono tulić albo kołysać kogo; a też rozumiem że y WMości tambyśmy nie zastali, boś WMość pisał że, nie tylko w tem ale y we wszystkiem, na zdaniu Rad Koronnych przestawać będziesz. Do Tykocina poiedziemy, wedle wskazania ziazdu Kaskiego.

WMości uniżony sługa,

Piotr Zborowski woiewoda Sandomierski.

RESPONSUM EPISCOPI CUJAVIENSIS AD PALATINUM SANDOMIRIENSEM.

Réponse de Karnkowski à la lettre du palatin de Sandomir. — Il se défend des accusations de Zborowski, et lui reproche à son tour ses intrigues avec les Lithuaniens.

Miłościwy Panie Woiewodo,

Tak długiego mieszkania mego, z wielką swą utratą y niewczasem (bom w iedney koszuli z Kasek wyiachał), żadna inna przyczyna nie-

była, iedno iżem widział nie bydź *tutum et ex re Reipublicæ* odieżdżać ztąd, ażbym był o Cyrusie, złym człowieku, WMościom dał znać, y doczekał się wiadomości o tem, w co się ten akt obróci. Powinności mey a przysiędze swey, iż mam *malum avertere*, dosyć czyniąc, y z chęci też mey ku WMości, chcąc WMości *viam sternere ad perpetuam laudem*, dałem znać, odkryłem WMości szkodliwe rzeczy, informowałem statecznie o wszystkiem, spodziewaiąc się odnieść od WMości podziękowania ; ale miasto tego fuki, groźby, odpowiadania *et cetera similia*.

Mości Panie Woiewodo ! przypominam to nayprzód WMości, żem ci ia nikomu innemu k'woli tey drogi do Królewny się nie podiął, ieno na perswazyą WMości. Iużci od wszystkich mianowan był Xiądz Poznański ; y Pan Bóg wie z iaką ciężkością mnie ta droga przyszła ; iednak dałem to *Reipublicæ et amicitiæ* żem WMości usłuchał. Otoż mogę teraz onę piosnkę zaśpiewać : « Otoż moia powolność tak mi się płaci. » Groźby, fukania y odpowiedzi, ieżeli z serca idą (czemu ia wierzyć nie chcę, bom WMości żadney przyczyny na nie dał), nie boię się, bom wiernie, cnotliwie, pilnie, iako się dobremu a cnotliwemu senatorowi godzi, Rzeczypospolitey służył y służę, y dobro iey obmyślawam. Ieżeli WMość zakładasz na rozerwanie przyiaźni, iać statecznie w niey trwać chcę ; ale gdy się to WMości podoba, pomogę WMości do tego igrzyska. Cokolwiek na mię WMość wiesz takiego szkodliwego Rzeczypospolitey, oto WMość instyguy, fołdruy, bądź mi głównym nieprzyiacielem... ; ale ieśli sprawy moie okażą się bydź takie, które nie takich gromów, ale chwały godne są, proszę y napominam, nie targay się WMość na sławę mą, której popieraią iasne, uczciwe rady y posługi moie w Rzeczypospolitey, o których y WMość mnie świadectwo dawałeś. Com ia sam zatrudnienia użył, świadka mam IMPana woiewodę Łęczyckiego y wiele innych.

Niepodobał się WMości list móy do IMPana woiewody Smoleńskiego ; *fiat !* Alem przez to gardła ieszcze nie zasłużył : pisałem iako proszony, przyczyniałem się : listy moie żadnego zakonu nie stanowią. A nie rozumiey mnie WMość za Gregoryanka, abym nie rozumiał co w tem iest : owa, żem ia szkodliwe praktyki listy swemi odkrył, więc się Panowie Litewscy, albo niewiem kto nademną mści.

Iż tam listy moie WMości pokazuią o wywyższeniu Królewny, pomnę żem pisał do Pana starosty *confidenter*, nie *conclusive*, iako przyiaciel do przyiaciela ; aleciem y ia widział list tegoż, w którym się upomina przysięgi WMości o wróceniu Podlasia, Wołynia y o poprawie Unii : a ia wżdy milczę.

Pocztów mi nie potrzeba wymawiać, bo nie nowina biskupom Kuiawskim z takiemi y większemi poczty ieździć.

Z tem się łaskawey przyiaźni WMości zalecam.

Dan z Łomżie, *die* 9 *novembris* 1572.

WMości uprzeymy przyiaciel,

Stanisław Karnkowski
biskup Kuiawski.

LITERÆ PALATINI SANDOMIRIENSIS AD EUMDEM EPISCOPUM.

Zborowski à Karnkowski. — Réponse à la lettre précédente.

Miłościwy Xięże Biskupie,

Na takie pisanie które mię od WMości spotkało nie rad odpisuię, gdyż widzę iakiem sercem WMość przyimuiesz przyiacielskie przestrogi. A k'temu naywięcey dla tego to czynię, iż niewinnie sztychy na liście od WMości odnoszę; acz się też y nie dziwuię, bo litera *non erubescit.*

Na pierwsze zaczęcie tego listu : Przyznawam to y w pierwszym, y w tymże liście WMości, żeś WMość z Kasek prędko wyiachał, ku tey posłudze potrzebney Rzeczypospolitey ; y pewna to bez wielkich utrat y niewczasu bydź nie mogło, bo też po sobie to miarkuię. Bardzoś też to chwalebnie WMość uczynił, żeś WMość, przeiąwszy te praktyki Cyrusowe, nam ie w czas dał znać, cośmy y pochwalili y podziękowali w liściech swych. Za to fukać, łaiać y grozić, iako się niegodzi, tak też tego w liście moim nie masz.

Drugi paragraf pisania WMości: Przypominasz WMość, żeś to iachanie y pracę tę na moię perswazyą z wielkiey części uczynił. Baczyłem to y sam po WMości, y bardzo mi to miło było, bom widział rad *verum zelum* WMości *erga patriam*, nad którey dobro WMość nic lepszego nie przekładał ; y byś był WMość stał *in terminis*, życzyłbym był WMości tego! A co WMość piszesz : «Otoż moia powolność,» trzebaby w swe sprawy weyrzeć, azali tam nie znaydzie : « Otoż moia odmienność. »

Trzeci paragraf : Pytasz WMość, ieżeli z serca pochodzą groźby, fuki

y odpowiedzi? Iakom ich ani czynił, ani mówił, ani pisał, tak się do nich nie znam: acz się WMość nie boisz, tak ma bydź! Ażebym zakładał na nieprzyiaźń, tego nie mam z przyrodzenia, bo nie subtelnie z każdym zaczynam przyiaźnie, iedno z dobrego fundamentu. Ieżeli WMość to rozumiesz bydź *divortium amicitiæ*, żem WMości dał *fraterne* znać o wszystkiem z czem nas Panowie Litewscy potkali, czem się *maxime* obrażali, czem też u nich nasze sprawy były *defectuosa*, to niech y tak będzie. A iż WMość dokładasz, daiąc mi *licentiam*, abym WMości był głównym nieprzyiacielem, y na WMości instygował, co wiem, nie baczę aby ta *libertas* WMości przeciwko mnie była za moiem żądaniem; wszakże, od wielkiego Pana podarek musi się przyiąć za wdzięczne.

A to co mi WMość przypominasz żebym się nie targał na sławę WMości: sam się w swoiey kocham, o przyiacielskąbym się wadził, a nieprzyiacielowi iey nie zayrzę. A co mi WMość piszesz żeś WMość gardła nie zasłużył o list ten któryś WMość pisał do Litwy: iako się nie czuię bydź sędzią, tak się też do tego nie znam, abym iaki dekret ferować miał; a co się tyczy żebym WMości miał mieć za Gregoryanka: na mą cnotę racz WMość temu nie wierzyć.

Co za się do listu WMości, który mi okazano, o Królewnie, iż ią WMość za króla mieć chcesz: tak iest żem go widział, y WMości tego taić nie chciał z przyczyn tych, iakiem w pierwszym liście pisał. A co mi WMość piszesz, że WMość widział list czyiści, co się mnie upomina przysięgi wrócenia Podlasia y Wołynia: może bydź że WMość ten list widział, ale trzeba też ieszcze y to wiedzieć, azalim ia to kiedy obiecował komu, albo przysięgał. A o poczcie WMości nie pytam.

A za tem się WMości łasce zalecam.

Dan z Knyszyna, *die* 14 *decembris anno* 1572.

PIOTR ZBOROWSKI woiewoda Sandomierski.

RESPONSUM EPISCOPI CUIAVIÆ AD SUPRASCRIPTAS LITERAS PALATINI SANDOMIRIENSIS.

Nouvelle réponse de Karnkowski à Zborowski. — La concorde se rétablit entre eux.

Miłościwy Panie Woiewodo,

Wyrozumiałem z IM. Xiędza Chełmskiego y IM. Pana Gnieźnieńskiego, żeście WMoście wedle potrzeby wszystko sprawili, acz z trudnością; y ieżelibym ia był zatrudnił, tem *clarior virtus* WMościów z przyczyny mey, czego ia WMości iako przyiacielowi memu życzę; iakoż wiem to żeście WMoście z siebie dosyć czynili. Trudności nie maią nas odrażać od posług Rzeczypospolitey, *quia in arduis habitat virtus.* Wszystcy teraz *sub eodem pondere gemimus*, iedno ieden niżli drugi fortunnieyszy. Wszakże *in rebus magnis et conatus non sunt reprehendendi.*

Pisanie WMości zawżdy y teraz wdzięcznie przyimuię, y trzymam się onego, iż *meliora sunt vulnera amici quam oscula inimici.* Iużciby to było *non amicitia*, ale *assentatio*, bychmy sobie przyiaciele prawdy mówić, a tego co się godzi przestrzedz y upomnieć, nie mieli. Dawno mówią y piszą: *In amicitiis objurgationes vigere debent.* Y byś mnie był WMość *pro qualitate criminis* napomnieć raczył, nie przyszłoby było do tak długich pism ; iedno żeś WMość przyostrze pisać raczył, wypowiedaiąc mi przyiaźń; ia iż się kocham w przyiaźni WMości, *ex zelo* pisałem, okazuiąc żem tak dalece nie wystąpił, ani przeciw osobie WMości, ani *contra bonum publicum. Errores in Republica* bydźci muszą, bo nie każdy *futuros eventus* przeyrzeć może, które kiedyby człek wiedział, wieleby rzeczy nie czynił. Ale któż iest kto to *præstare potest?* Y malić się prawda rzec, wierę Panowie Litewscy móy list, *causam* nieprzyiazdu swego *pro non causa* biorą. Cóż inszego w tem wiemy y widzieliśmy pierwey ? iż chcą *cunctari.* Ale my staraymy się abyśmy *promptum et utile consilium Reipublicæ* mieli, ieźliby oni nie przyiachali.

O stateczności mey w przyiaźni *et in Republica* nie racz WMość wątpić; *unius sum ovis et cordis.* Com WMości y innym we Włocławku u siebie przyrzekł, wszystko to mocno dotrzymam y dotrzymać chcę. Niech WMości to nieobraża com do Pana starosty Żmuydzkiego pisał o sprawach mych *in Republica*, bo bądź WMość pewien *et certe persua-*

sus, iż u siebie do tego czasu nie mam, ani mieć chcę, nie tak *firmum et stabile*, czegobych, dawaiąc mieysce *rationi* WMości, *propter bonum Reipublicæ* nie odstąpił; bo nie szukam nic swego, ani mam to sobie za odmienność, *mutare sententiam in melius propter bonum publicum.*

Niechayże między mną a WMością nic takiego nie rozrywa przyiaźni, przez którą sobie, przyiaciołom y Rzeczypospolitey możemy bydź godnieysi. Ia iuż z strony mey, *Reipublicæ causa, condono* WMości, chociaż mi WMość nałaiał; a sprawę o sobie taką dam Rzeczypospolitey y WMości, że WMość na niey przestać będziesz raczył: a z tem day Boże abych dobrze zdrowego WMości oglądał.

A iż Pan Gnieźnieński będąc tu dał mi pewną nadzieię o chęci WMości, że mię po staremu miłować raczysz, z serca WMości zapewniam, iż, iako pierwey tak y teraz, z serca WMości miłuię y rad służę.

Dan z Warszawy, 20 *Decembris* 1572.

WMości *ex corde* przyiaciel,

St. Karnkowski biskup Kuiawski.

IV

CONFÉDÉRATIONS

KONFEDERACYA ABO KAPTUR ZIEMIE CHEŁMSKIEY.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski, 364.

Confédération de la terre de Chelm, faite à Krasnystaw, le 17 juillet 1572.

My stanu rycerskiego szlachcicy, ziemie Chełmskiey obywatele, wszem iawnie czyniemy y oświadczamy, a sobie ku pamięci opisuiemy,

Iż za doyściem w nasz kray wieści o śmierci Króla Pana naszego, a za odległością IMPana woiewody Ruskiego naszego, któregośmy w tak nagley potrzebie dosiądz nie mogli, y o kasztelanie swoim ieszcze wiadomości nie maiąc, uczyniliśmy sobie ziazd wolny do Krasnego Stawu na dzień 17 lipca, ku spólney namowie.

Gdzie nayprzód ziachawszy się postanowiliśmy między sobą pokóy wewnętrzny domowy :

Aby każdy, wszelakiego stanu człowiek y obywatel, maiący iakieżkolwiek maiętności w ziemi tey, nie śmiał czasu tego *interregni* żadnego gwałtu, iakimkolwiek sposobem, ni na kim dowodzić : naieżdżać, nasyłać, przegrażać, choćby też naywiększą krzywdę przedtem, albo y teraz od kogo, albo nawet naywiększą sprawiedliwość do czego miał ; ale aby wszystcy pospolicie w pokoiu się między sobą zachowali. Y stan duchowny wszystkiego swego, cóżkolwiek do tego czasu w używaniu y possessyi maią, spokoynie aby używali y wyciągali ; grunta ich y domy naiazdów żadnych aby nie cierpiały. A któżbykolwiek, któregokolwiek stanu y zawołania człowiek, śmiał przeciw komu co takowego podnieść, a temu spiskowi naszemu dosyć nie czynić, y sam przez się, y przez inne osoby : przeciw każdemu takiemu przyrzekamy sobie dobrem szlacheckiem słowem, iako przeciw gwałtownikowi pokoiu pospolitego, powstać, takowego poymać y do więzienia starościnego podać, y na mieyscu ziazdu Koronnego nań foldrować y instygować, aby karan był na podźciwości, na gardle y na maiętności ; a także y na tego ktoby chciał takiego gwałtownika forytować, radzić albo pomagać onemu. Y iuż daiem moc aż do ziazdu Koronnego Urodzonym Mikołaiowi Sienickiemu podkomorzemu, y

Stanisławowi Orzechowskiemu chorążemu Chełmskiemu, aby, skoro do którego z nich wiadomość o gwałcie iakim przyidzie, miał każdy z nich moc nas obwieścić y ruszyć na takowego gwałtownika : a my powinni będziemy, za naymnieyszem obwieszczeniem iego, ruszyć się, winnego dobyć, poymać y do więzienia podać. A to wszystko przyrzekamy sobie dobrze, pod wiarą swą chrześciańską, pod szlachecką podćciwością, y słowem dobrem, mocno dzierżeć, pełnić y wykonać ; na co, którzy umiemy, rękami swemi podpisuiemy, a którzy nie umiemy, pisarzowi ziemskiemu Andrzeiowi Hańskiemu, iako przysięgłemu, podpisacieśmy się poruczyli. Czego wszystkiego nam Pan Bóg iest świadkiem.

A dla wiadomości spraw y potrzeb wszech innych obywatelów Koronnych, iż nas doszło żeby ziazd Panów Rad Koronnych y szlachty braci naszey, tak Wielkiey iak y Małey Polski, do Łowicza miał bydź, ku nieiakiemu spólnemu porozumieniu : wyprawiliśmy brata swego Iana Sarnickiego, aby tam, albo gdzie się ieno o zieździe Rad albo szlachty Koronney dowie, iachał y imieniem naszem rzecz naszę powiedział, ażeśmy gotowi z niemi o mieyscu y czasie ziazdowi pospolitemu porozumieć się, y zabiegać wszem trwogom y niebezpieczeństwom Koronnym, o których by ieno IMość tam się dowiedział a nam oznaymił.

Wyprawuiemy też do Pana woiewody naszego brata, drugiego Iana Sarnickiego, aby IMość co nayrychley mieysce y czas złożyć raczył ziazdowi, nayprzód naszemu w ziemi Chełmskiey, a potem inszemu pospolitemu innych wszech ziem Ruskich ku sobie. A my tymczasem gotować się będziemy, iako każdy naylepiey może y powinien, obyczaiem wyprawy woienney ziachać pod swą chorągiew na mieysce ziazdu pospolitego Koronnego, pod winami prawa Koronnego.

Iż pod ten czas, przez Króla, sądy wszelakie stanąć muszą, tak ziemskie iako y grodzkie, a potrzeby przypadać muszą : przeto, dobrowolnie na ten tylko czas, zezwalamy, iż zapisy y oświadczenia, któreżkolwiek czynić będą pod ten czas, mocne y ważne bydź maią w Chełmskiey ziemi. Akta ziemskie powiatu Chełmskiego przeniosłszy z Chełma do Krasnego Stawu, poruczyliśmy pisarzowi Chełmskiemu y Andrzeiowi Żulińskiemu bratu naszemu, na iednem mieyscu rządnie pochować pospołu z akty Krasnostawskiemi.

Sprawę zamkową miast Chełmskiego y Krasnostawskiego poruczyliśmy woyskim teraźnieyszym (z dozwolenia Pana starosty Chełmskiego *per se*, a Krasnostawskiego przez urzędniki swe y mieszczany *per se*), z którymi wszystko opatrować mamy, a bez nich nic nie czynić ; im posłuszeństwo każde podać ; ludzie próżne, tułaiące się bez służby, rzemiosła imować ;

gospodami, czasu niebespieczeństwa, małżonki nasze uczciwe opatrować.

Działo się w Krasnym Stawie na zieździe pospolitym we czwartek, dnia 17 Iulii, an. D. 1572.

KONFEDERACYA WOIEWÓDZTWA BEŁZKIEGO.

Bibliothèque du prince Czartoryski; Teka Naruszewicza, t. 85, ex orig. Arch. regni.

Confédération du palatinat du Belz.

My dignitarze, urzędnicy, rycerze Korony Polskiey, woiewództwa Bełzkiego, y iego powiatów, Bełzkiego, Buskiego, Horodelskiego, Grabowieckiego także y miasta wszystkie,

Za naszem obmyśleniem, z iednostaynemi sercami y myślami, oznaymuiemy tym listem naszym wszystkim w obec y każdemu z osobna:

Iż, gdy pod ten czas Xiążę y Pan nasz Zygmunt August, z bożey łaski Król Polski, Wielkie Xiążę Litewskie, Ruskie, Pruskie etc., dnia siódmego, miesiąca .... w Knyszynie umarł; za zeyściem wszystkiego domu Iagiełłowego z którego śmy siedmiu królów, iednego po drugim....... .... do tego czasu mieli................, widząc w iakiem niebespieczeństwie iest Korona Polska; z miłoście naszey powinney przeciwko Rzeczypospolitey, o dobrem iey obmyśliwaiąc, wolnie y sami z swey chęcie, od kasztelana swego maiąc wiadomość y obwieszczenie o śmierci Króla IMości, dnia 21 lipca, do miasta Bełza ziachaliśmy się. W którem, naśladuiąc przykład przodków naszych, takieśmy między sobą postanowienie y zwiazek, pod wiarą a podźciwościami naszemi, dla zadzierżenia w cale Rzeczypospolitey spólney y ziem iey należących, y dla pokoiu naszego domowego, uczynili:

Nayprzód, szlubuiemy y obiecuiemy pod wiarą y podźciwościami naszemi mocnie stać y trwać w Rzeczypospolitey spólney Korony Polskiey y WX. Litewskiego y ziem im należących, tak iako iest członek w swoiem własnem ciele; y że nigdy się od niey oderwać, dokąd nam nie tylko maiętności ale y gardł naszych stawać będzie, nie dopuszczemy; że

przeciwko wszem iey nieprzyiacielom, tak postronnym, iako y wnętrznym, acz o tem nie rozumiemy aby się którzy między nami naydować mieli, którzyby tey Rzeczypospolitey ziemie, zamki y insze mieysca odrywać chcieli. . . . [1]

CONFŒDERATIO TERRARUM RUSSLÆ ET PODOLIÆ.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, t. 85, ex mss. Bibl. Załuski, 364.

Confédération de la noblesse des palatinats de Russie et de Podolie, faite le 31 juillet, à Gliniany.

Gdyż za zeyściem z tego świata Króla IMPana naszego, powinność królewska, za którą nam pokóy pospolity y obrona wedle praw pospolitych iest powinna, aż do obrania sobie wolnie Pana innego iest podniesiona, tedi my dignitarze duchowni y świetscy, urzędnicy, Rycerstwo wszystko y miasta województwa Ruskiego, także też y Podolskiego, które tu z miłości Rzeczypospolitey, dla przyległości którą ma z województwem Ruskiem, do Glinian, spólnie, dobrowolnie, *ad diem ultimam Julii in anno* 1572 ziachało się, obmyślawaiąc y stanowiąc dobre Rzeczypospolitey, postanowiliśmy :

Gdyż wszem Rzeczypospolitym iako za fundament są prawa na których stoią, y za niemi w porządku są, tedi, przy tych stać mocnie, pod wiarą y podźciwością naszą, obliguiemy się y szlubuiemy, wedle obowiązku świętych przodków naszych uczynionego *in anno* 1438 w Nowem mieście Korczynie. A iż widzim w prawiech naszych, tak w starych przywileiech iako też y w ponowionych, dobrze bydź to opatrzono aby ziemie wszystkie Korony Polskiey, iuż tu zamykaiąc wszystkie xięstwa y państwa do Korony należące, były zawżdy iako w iednem a nierozerwanem ciele zachowane : tedi przy tym związku wiecznie, y z potomstwem swem, cale a nienaruszenie, zostać chcemy, a przeciwko temu, ktoby to targać chciał, obiecuiemy zawżdy powstać, gardła go y maiętności zbawić, chcąc go za to mieć, iż nie iest godny nigdy bydź poczytan synem udźciwym Korony tey, ale wyrodkiem zapomniałym przysięgi,

1. L'original de cette pièce a été en partie détruit par un incendie en 1785.

podźciwości, cnoty y dobrey sławy swey; y zatem za bezacnego poczytan bydź ma.

Prawem pospolitem to iest też opatrzono, aby żaden krzywdy wedle myśli swey nie dochodził: tedi, ktobykolwiek pod tym czasem *interregni* swawoleństwa, gwałty, łupiectwa, naiazdy, zastępy, bicia, zranienia, popełniał, z possessyey spokoyney ruszał, przeciw takiemu, pod wiarą a podźciwością naszą, powstać chcemy, onego gardła zbawić, y imienie onemu zniszczyć, nic się nie oglądaiąc na powinność y krewność takiego. Y owszem, ktoby takiemu, iego wszeteczeństwu y uporu pomagał radą albo mocą, tedi go za takiegoż bezacnego, iako y pryncypała iego, poczytać będziemy, y także przeciwko gardłu iego y maiętności ku skazie, iako wyżey iest mianowano, powstać będziemy powinni.

A gdzieby kto przeciwko takiemu postanowieniu, wyżey omienionemu, wystąpić się ważył, tedi ukrzywdzony ma to staroście ziemie swey albo podstarościemu oznaymić; a gdzieby starosta *negligens* był, albo sam ukrzywdził, albo iemu też kto krzywdę uczynił, tedi osobom tym referowano to bydź ma, które sobie dobrowolnie ustanawiamy: a tak, Lwowska ziemia mianuie na to Pany Sebastyana Żurawińskiego podkomorzego Halickiego, y Stanisława Żółkiewskiego; Przemyska, Pany Iakuba Herburta a Stanisława Stadnickiego; Sanocka, Pana Matyasza Bala a Stanisława Tarnowskiego; . . . . Chełmska, Pana Mikołaia Sienickiego a Stanisława Orzechowskiego; Kamieniecka Pana Mikołaia Tworowskiego na Buczaczu podkomorzego Kamienieckiego a Pana Stanisława Sroczyckiego woyskiego Kamienieckiego. A ci szlachcie wszystkiey oznaymić maią, a wszakże za dowiedzeniem się dostatecznem ażali on który się skarży krzywdę ma taką iako powieda; która ieźli się pokaże, tedi ma bydź napomnian on, który krzywdę uczynił; a ieżeli się nie usprawiedliwi do dnia trzeciego, tedi iuż wedle tey Konfederacyey wszystka ziemia ma się przeciwko niemu ruszyć, za obwieszczeniem osób przerzeczonych, a tam na gardle y maiętności karan bydź ma.

A niż króla obiorą zgodnie a spólnie, każdy z nas przystoynie przeciwko oyczyznie a Rzeczypospolitey zachować się ma; to iest, zdrady żadney, porozumienia, praktyk, pieniędzy brania ku zbieraniu woysk od kogożkolwiek, dopuszczać się nie ma; także żadnych woysk ku szkodzie RP. y Konfederacyey *principibus* żaden wieść nie ma przez państwa Korony Polskiey, dla roztargnięcia wolney elekcyey; także żadnego porozumienia przez listy albo posły, elekcyą turbuiąc, brać przed się żaden nie ma, okrom wiadomości y porozumienia wszystkich Stanów, tak duchownych iako y świetskich, y innych do elekcyey należących. A ktoby

w iakich pisaniach a praktykach przeięty był, a to nań przeświadczono było, taki za *hostem patriæ* miany bydź ma, y na gardle a na maiętności karan, którego oboyga iż go zbawiemy, czcią a wiarą naszą obowiązuiemy się. Także też, gdzieby się woiewództwo, ziemia, powiat, osoba iaka, od spólnego obierania Pana y spólney zgody odrywać chciał, albo też ieden drugiego od obierania uprzedzić, chcemy takowego y takowe mieć za *pestiferum membrum Reipublicæ*, obiecuiąc, pod wiarą y podźciwością naszą, ku skazie gardła y maiętności takowego y takowych powstać.

Toż obiecuiemy pod czcią y wiarą naszą, przestawaiąc przy prawiech swych, iż królowi obranemu dotąd posłuszeństwa żadnego czynić nie mamy, dokądby nam praw a przywileiów nadanych, a także y tych, na których poprawę albo nową pospolitą uchwałę zgodnie pozwolemy, *publice et privatim*, wedle praw pospolitych nie potwierdził y nie poprzysiągł.

A przestrzegaiąc aby ludzie ku trudności albo uszkodzeniu nie przyszli, pozwalamy tego, aby w woiewództwach Ruskiem y Podolskiem zapisy, zastawy, protestacye, obwody szkód y ran, kwity mężobóystw y innych wszech krzywd, po grodach przyimowane były, tak te które się osób dotyczą, iako y gruntów.

Ieżeliby też kto po śmierci króla do tego czasu kogo ukrzywdził, z possessyey wybił, gwałt iaki uczynił, tedi, po obwołaniu ediktu tego, ma bydź obesłan od starosty, aby za dwie niedziele naydaley usprawiedliwił się, dosyć uczynił, possessyą wrócił ; czego ieżeliby nie uczynił, tedi przeciw niemu postąpiono bydź ma wyżey opisanym sposobem.

A to wszystko, cokolwiek w tey Konfederacyi tak *in genere* iako *in specie* opisano, iż sobie cale a nienaruszenie w każdym artykule zdzierżemy, pod czcią naszą ślubuiemy y obiecuiemy za się y za potomki swe ; a to aż dotąd, pókiby król wolnie obran y koronowan nie był. A potem przy prawiech stać, y wedle nich się sprawować będziemy. Na czego wszystkiego pewność y wiadomość, u listu tego pieczęci swe z podpisy rąk swych przykładamy, y do grodzkich xiąg go odsyłamy, aby był wpisan, y po wszystkich zaraz powieciech obwołan.

Działo się w Glinianach, na zieździe pospolitym woiewództw Ruskiego y Podolskiego, przy bytności posłów Bełzkiego y Wołyńskiego woiewództw, we czwartek, ostatecznego dnia lipca 1572 roku [1].

---

1. Le présent acte de confédération fut textuellement adopté par la noblesse du palatinat de Sandomir réunie le 11 septembre à Koprzywnica.

CONFŒDERATIO TERRARUM CRACOVIENSIS ET SANDOMIRIENSIS VISLICIÆ FACTA.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski, 364.

Confédération des palatinats de Cracovie et de Sandomir, le 17 décembre, à Vislica[1].

My Rady y Rycerstwo Koronne, duchownego y świetskiego stanu, Krakowskiego y Sandomierskiego woiewództw,

Przychylaiąc się do pierwszego postanowienia y konfederowania naszego, w Krakowie skoro po zeyściu z świata Króla IMPana naszego uczynionego, y przy niem mocno stoiąc do tego czasu, tak to obiaśniamy y deklaruiemy, zwłaszcza że tego nie dołożono było, ktoby miał rozsądek y exekucyą o które excessy czynić ; a tak przystępuiąc do tego, gdyż prawem pospolitem to iest opisano y opatrzono, aby żaden krzywdy wedle myśli swey nie dochodził : tedi, ktobykolwiek pod tym czasem *interregni* co z niżey opisanych swawoleństw uczynił, to iest, ktobykolwiek był oskarżony o naiazd domowy, o rozbicie na drodze, o pożogę, o zgwałcenie białych głów, o wybicie z imienia, o zabicie, o zranienie ieden drugiego, o naiazdy znaczne, gwałtowne, o wzięcie chłopa gwałtem, a z oskarżenia tego się nie usprawiedliwił, abo nie uznał, a nagrodzić nie chciał : przeciw takiemu, pod wiarą a podźciwością naszą, powstać chcemy, onego gardła zbawić y z imienia zniszczyć, nic się nie oglądaiąc na powinność y krewność takiego ; y owszem ktoby takiemu wszeteczeństwu y uporu pomagać chciał radą abo pomocą, tedi go za takiegoż bezacnego iako y pryncypała iego poczytać będziemy, y także przeciwko iemu ku skazie iego, iako wyżey mianowano iest, powstać będziemy powinni.

A gdzieby kto przeciw takiemu wyżey pomienionemu postanowieniu wystąpić się ważył, tedi ukrzywdzony ma to oznaymić staroście abo pod_ staróściemu powiatu, w którym obwiniony mieszka, iako też y deputatom które sobie dobrowolnie w Krakowskiem y Sandomierskiem woiewództwach ustanawiamy, dokładaiąc tego, iż ieżeliby na ten czas który depu-

[1] Le texte de la première confédération de Cracovie a été donné ci-dessus, p. 91.

tat był chory, tedi może on chory na swe mieysce posłać stanu szlacheckiego podźciwego człowieka, y onym mieysce swe zasadzić.

A gdzieby się trafiła sprawa z wyżey mianowanych występków, tedi starosta mieysca onego, listem swym otworzystym, ma oznaymić obwinionemu o co iest y przez kogo obwiniony, dawaiąc mu rok tymże listem przed sobą y przed temi deputaty onego powiatu, aby stanął tamże w grodzie we dwie niedziele, abo, ktoby *in diversis terris* miał imiona, tedi mu we cztery niedziele rok położyć ; a on ma się *peremptorie* tamże usprawiedliwić onemu ukrzywdzonemu, albo sie z nim zgodzić *in instante* ma. A gdzieby obżałowany był przez onego starostę y deputaty winien nalezion, a niechciał przed starostą y deputaty bydź praw, tedi starosta ma obwieścić wszystką szlachtę powiatu onego, aby się na ieden czas, na mieysce pewne, do tegoż starosty y deputatów ziachali, ku czynieniu, według tey Konfederacyey y porządku wyżey mianowanego, exekucyey nad tym, któryby niechciał bydź praw przed starostą y deputaty. A gdzieby też ci wszystcy ziachawszy się naleźli to między sobą, iżby ten osądzony nie był powinien cierpieć na sobie tey exekucyey, tedi ten co skarży, aktor, wespółek z onymi co tę rzecz sądzili, maią się za to wstydać ; a obwiniony wolny bydź ma.

Tego dokladamy, iż, *sub hoc tempore interregni*, mieszczanie, gdzieby się im gwałt stał w mieście, maią używać statutu Toruńskiego, a wszakże tak, iż sądzić poymanego nie maią, ieno przed temiż deputaty y przed podstarościm.

Na *tumultuarios ad vicem alterius*, iako y na *conspiratores, seditiosos*, albo czyniących ku szkodzie RP. praktyki takie, z kądby rozerwanie spólney zgody y porządku zwykłego do obierania Pana bydź mogło, iako też y na te którzyby cudzoziemskie sługi mieli y chowali, tenże kaptur rozumiemy y rozciągamy, uchwalamy y rozumieć chcemy, iako na patratory, gdziebysiękolwiek takowy występek stał ; pod przysięgą bożą y podźciwością naszą, iako wyżey stoi, to obiecuiemy y przyrzekamy. Cudzoziemcom, żeby z Korony wyszli, daiemy czas, od publikacyey tey Konfederacyey, do dwu niedziel ; a ci co ie chowaią, żeby ie także, pod winą wyżey opisaną, do dwu niedziel rospuścili, okrom tych, przy kimby śmierć Króla IMości takowe cudzoziemce zastała. O co wszystko instygować, y exekucyą wyżey omienioną czynić, starosta z deputaty ma.

A tak ten porządek trwać ma aż do nastania wolno obranego y koronowanego króla polskiego, któremu królowi wolno obranemu y koronowanemu, tak przed koronacyą iako y po koronacyi, żadnego posłu-

szeństwa ani poddanności czynić, pod przysięgą bożą y pod podźciwością naszą, my nie będziemy, ażby pierwey prawa dawne, y onemu od nas podane, nam od niego poprzysiężone były.

Dokładamy też tego, iż komuby preskrypcya *fatalium* co *sub hoc interregno* upaść miało, że to nie ma żadnemu prawu szkodzić.

A ta nasza Konfederacya wwieść się do akt każdych w tych woiewództwach ma; y owszem od każdego urzędu zaraz publikować się ma, w czem y wiarę y pilność każdego urzędu obowiązuiemy.

A dla większego świadectwa do tego naszego obowiązku, sprzysiężenia y przyrzeczenia, pieczęcie swoie przycisnęliśmy y ręce swoie sobie na to daliśmy.

Dan *in Vislicia, die* 17 *Decembris, anno* 1572.

ALIA CONFŒDERATIO EARUMDEM TERRARUM IN EODEM CONVENTU VISLICIENSI FACTA.

Biblioth. du prince Czartoryski; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załus., 364.

Deuxième confédération faite à Visliça, le 17 décembre.

My Rady Koronne, duchowne y świetskie, także y Rycerstwo ziem y woiewództw Krakowskiego y Sandomierskiego, którzyśmy się do Wiślice, na dzień 13 miesiąca grudnia, ku opatrowaniu y obmyślaniu potrzeb RP. pod tym przypadkiem *interregni* ziachali,

Uważaiąc iż za zeyściem Pana naszego nam wszem przystoi obmyślawać wolności y swobody nasze; wiedząc to bydź przednieyszy grunt swobód a wolności naszych, to wolne obieranie króla a Pana sobie; przykładem przodków swych obowiązani, a czuiąc się godnymi potomki ich: obiecuiemy dobremi a podźciwemi y rycerskiemi słowy, iż niechcemy ni w czem odstąpić zachowałego przez przodki nasze w obieraniu Pana zwyczaiu, ale wszystko czynić chcemy według statutu y wolności naszych w przywileiech opisanych.

A iż do tego obierania króla iedna każda część Koronna, wspólnie ze wszystkiemi częściami, równie należy abo społecznie: przeto wszystcy, nie odrażaiąc żadney częście Koronney, tak z starodawna w Koronie tey

zawartey, iako też iakiemkolwiek ponowieniem uiszczoney y umocnioney, wolnie a społecznie do obierania Pana przystąpiemy; a także wolno y społecznie, iedni od drugich, wszystcy, żadney, ani małey ani wielkiey części nie odrywaiąc, obierać króla, abo xiąże, obiecuiemy y przyrzekamy. A także to sobie waruiemy y ostrzegamy mocnie, iż gdzieby iedna którakolwiek część od tey społecznoście naszey oderwać abo poruszyć a oddzielić się chciała, a Pana sobie, krom zezwolenia wszech do obierania wolnego należących, wybrać chciała: tego y takowego my za Pana sobie brać nie mamy, ale przeciwko takiemu y takim my wszystcy pod wiarą, czcią y sumieniem naszem powstać, y na skazę iego y ich wszystcy ruszyć się chcemy, y podźciwościami naszemi ślubuiemy; a do ostateczney skazy y zginienia ich, przeciw im popierać y nie odstępować się, pod tymże czci, wiary y sumienia naszego obowiązkiem, ślubuiemy; a w tem trwać mamy aż dokądby do zdrowey zgody z nami się nie przywrócili.

Na co, ku lepszemu rycerskiemu spólnemu przyrzeczeniu swemu, a na wieczną pamięć y utwierdzenie, list ten sprzysiężenia naszego spólnemi pieczęciami, na pamięć sobie y potomstwu naszemu, umacniamy, y tak pieczętowany do akt naszych grodów wnieść pozwalamy.

Pisan w Wiślicy, dnia 17 miesiąca grudnia, 1572 roku.

OPATRZENIE POKOIU Y BESPIECZEŃSTWA POSPOLITEGO PRZEZ RADY Y RYCERSTWO WIELKIEY POLSKI W KOLE UCZYNIONE.

Bibliothèque du prince Czartoryski; Teka Naruszewicza, t. 85, ex mss. Bibl. Załuski, 364.

Confédération de la noblesse de la Grande-Pologne faite à Kolo, le 15 octobre 1572.

My Rady duchowne y świetskie, dignitarze, urzędnicy y Rycerstwo wszystkiey Wielkiey Polski, woiewództw y ziem k'niey należących.

Wszystkim w obec y każdemu z osobna oznaymuiemy, iż gdy iuż k'temu przyszło że nam Pan Bóg wszechmogący Pana naszego króla polskiego do chwały swey powołać raczył, należy nam *tempore interregni* opatrować porządek pospolity.

Przeto tedi, bacząc iż z śmiercią królewską sądy wszelakie ku czynieniu sprawiedliwoście zastanowiły się, a na to mieysce ku zatrzymaniu w Koronie wnętrznego pokoiu okazuie się w prawiech y wolnościach Koronnych przywiley *confœderationis* przodków naszych *de data in Radomskie, feria tertia post festum S. Catharinæ, anno* 1382, który, iżby od nas, iako potomków ich, y od inszych stanów był mocno dzierżan y wypełnian, ciż przodkowie nasi wiarą a podźciwością nas obowiązali; tedi nic nowego nie stanowiąc, tylko sposób a postępek gotowey exekucyey tego przywileiu elucyduiąc y wyiaśniaiąc, tak wszem w obec y każdemu z osobna oznaymuiemy:

A nayprzód, o dobrach królewskich, iż gdzieby kto tey śmiałoście był, żeby się tego czasu *interregni*, od dnia śmierci pańskiey, ważył w starostwo, w dzierżawę, bądź też w iaką maiętność królewską (którąby takowy starosta abo dzierżawca za daniną Króla IMości trzymał y w possessyi oney był) komu wiachać, a oną, *tam in parte quam in toto*, posieść, w któreykolwiek części Korony albo państw do Korony należących: tedi takowy któremu się to stało tę krzywdę swą odnieść y opowiedzieć ma IMXiędzu arcybiskupowi Gnieźnieńskiemu iako *primati regni*, a, w iakim przypadku, mieyscem IMXiędza arcybiskupa, któremu naybliższemu IMXiędzu biskupowi WPolski, y tam przed nim list dania tego starostwa, dzierżawy y maiętnoście oney odiętey a posiedzoney, a także y possessyą iey pokazać. Zaczem, powinien będzie IMość zaraz takowego pisaniem swem, *authoritate* postanowienia dzisiayszego, napomnieć, aby do niedziel dwu, od dania iemu pisania takowego, ono starostwo, dzierżawę, maiętność tak przezeń posiędzoną, z nadgrodzeniem wszelakich szkód, wrócił y spokoynie oddał, oznaymiaiąc mu to, iż gdyby tego nie uczynił, iuż *pro hoste patriæ* rozumian bydź ma. A gdzieby za takowem obwieszczeniem który tego nie uczynił, tedi IMXiądz arcybiskup albo biskup powinien będzie to oznaymić, *per patentes literas*, tym Panom woiewodom którzy się tu ziachali (y na to się stawili gdzieby ta potrzeba była), aby iuż oni rzucili się przeciw takowemu ze wszystkimi obywatelami, iako przeciwko *turbatorem pacis publicæ et hostem patriæ*. A gdzieby IMXiądz arcybiskup abo biskup zaniechać chciał postępku tego, tedi teyże ważnoście będzie sprawa któregokolwiek woiewody abo kasztelana z WPolski.

A też ktoby, nie przestawaiąc na wolności y prawiech Koronnych, śmiał *privata licentia* czynić burdy, *guerras*, iawne występki a złoczyństwa, pokóy wnętrzny wszystkim y każdemu z osobna wzruszaiąc; abo też ktoby ważyć się śmiał takowym pomagać do gwałtownego wybicia

abo odięcia gwałtem komużkolwiek (tak wszystkiego iako y w części) spokoynego dzierżenia, tak dziedzicznego duchownego abo świetskiego, iako y zastawnego, arędowanego abo iakimkolwiek sposobem od dnia śmierci Króla IM. spokoynie dzierżanego imienia ; także też y o naiazdy domowe, zabranie gwałtowne abo złupienie maiętnoście w domach, o rozbicie na drodze, o naszelstwa, rapty, *stupra*, o pożogi, o zranienia y zabicia, tak odpowiednie iako y nieodpowiednie : tedi, nie odstępuiąc porządku prawa pospolitego, zezwoliliśmy y zezwalamy, aby się temu wyżey mianowanemu przywileiowi przodków naszych exekucya działa za napomnieniem strony żałobney, a żeby się działa od starosty a nie od podstarościego, okrom prawdziwey choroby abo śmiercie ; tedi od podstarościego.

A wszakże, przez ważność tak wielkich spraw za sobą naywiększe winy, karania podźciwoście, gardła, zniszczenia maiętnoście ciągnących, przysądzamy z każdey ziemie do starosty czterech deputatów z Rycerstwa. A wszakże, w niebytności iednego albo dwu przez prawdziwą chorobę, *reliqui præsentes* przy staroście urząd swóy odprawować maią ; z którymi spólnie starosta, po publikowaniu tego uniwersału, ma obwołać dadź urzędownie odprawowanie takiey exekucyey we czterech a we czterech niedzielach, iedney po drugiey.

A zatem każdy w wyżey pomianowanym występku obrażony ma, pod titułem starościnym, za membraną grodzką, przyłożywszy klauzulę «*coram nobis et deputatis peremptorie comparias*», z wyrażeniem dostatecznem krzywdy, krzywdziciela pozwać. A za takowym pozwem, dwie niedziele naymniey przed rokiem położonym, ma stanąć pozwany osobą swą *peremptorie*, bez wszelakiego zbioru, tylko z prokuratorem ; y na mieysce takiego urzędu ma przyiść, tam gdzie xięgi grodzkie leżą y urząd się sprawuie. A tam, starosta z deputaty uznawać maią z dowodów prawnych, w prawie *pro authenticis documentis* ważnych, tak o odięcie possessyey iak y o insze występki ; a gdzieby uznanie z dowodów istownych dostateczne bydź nie mogło, tedi podstarości z dwoma deputaty, ziachawszy *ad locum delicti*, maią tam bez strony brać od przyległych sąsiad przysięgłe *scrutinium*, a ztąd uznać tak o imiona, iako y o występki wyżey wyrażone. A wszakże, *a pœnis confiscationis, infamiæ et privationis vitæ* wolno będzie apellować na seym walny *electionis* ; które sprawy na seymie nayprzód maią bydź odprawione. A gdzie apellacya nie zaydzie, tedi dekret uznania swego, *per modum significatorialem* do woiewody oney ziemie, a w niebytnoście woiewody, do kasztelana głównego odesłać.

A woiewoda abo, *sub absentia*, kasztelan, także też, w niebytnoście kasztelana głównego, inny powietny kasztelan, ma exekucyą temu przywileiowi Koronnemu o taki występek uczynić, a obaczywszy możność gwałtownika *et rebellitatem* iego, powiat, a gdzieby była potrzeba, y ziemię wszystką ruszyć ; a obywatele wszystcy maią przeciwko występnemu pod wiarą y podźciwością powstać iako przeciwko odrodkowi przodków swych bezacnemu *et hostem patriæ* y na gardle go ukarać, a z niego nadgrodzić ukrzywdzonemu uznaną taxę. Imienie iego ma bydź wzięte *ad fiscum regni* y przypaść wedle prawa Koronnego *in dispositionem* przyszłego króla.

A tę exekucyą y postępek iey, tym sposobem wyrażonym, urząd y deputaty, woiewoda y kasztelan, pod takążobowiązką wiary y podźciwoście, wypełniać maią. A ieżeliby starosta który, sąd abo deputat obraził ten przywiley *confœderationis*, tedi, za instigacyą y popieraniem strony, woiewoda, *et sub absentia ejus*, kasztelan z deputaty maią uznawać y exekucyą przeciw iemu czynić ; *et converso* starosta przeciw woiewodzie y deputatom.

Też aby niewinni a cnotliwi ludzie takiem pociągnieniem srogiey exekucyey nie byli obelżeni y trapieni, tedi o uznaną iawną potwarz *calumniatorem pœna talionis* ciż urzędnicy karać maią, *salva similiter apellatione ut supra.*

A ieżeliby, sprzeciwiaiąc się Konfederacyi, *calumniator* takiego ukarania nie przyiął, tedi podpada pod wyżey wyrażoną exekucyą woiewody *tanquam rebellis.*

A iż też sprawiedliwość potrzebuie, aby każdy prędko maiętnoście swey zastawney doszedł, przeto ciż starosta z deputaty maią moc sądzić, za konkluzyą *majoris partis*, o wykupną dóbr.

K'temu wieczności pod tym czasem *interregni* zapisowane bydź nie mogą : wszakże, zabiegaiąc szkodom ludzkim, nayduiemy iż ci co się przed *interregnum* obligowali komu *perpetue* dobra rezygnować, tedi, *non obstante legali impedimento*, będą mogli przed takim urzędem y deputaty rezygnować *bona* wiecznie.

A nadto stanowiemy aby każdy według powinnoście swey był gotów, ku każdey potrzebie abo przypadkom gwałtownym skądbykolwiek na Koronę przypadły, stawić się dobrze zbroyno (iako powinien RP. służbę woienną służyć) a na to mieysce y czas, któreby woiewoda *et*, *in defectu*, kasztelan woiewództwu swemu naznaczył, a to pod taką winą, iaką każdy karan ma bydź, gdyby czasu ruszenia pospolitego powinney służby woienney służyć omieszkał.

A iż preskrypcyą ludzie wiele w sprawach swych upadaią, tedi, waruiąc to, nayduiemy iż od dnia śmiercie królewskiey aż do koronacyey królewskiey żaden dla preskrypcyey w sprawach swych wszystkich upadać nie ma.

A te rzeczy wszystkie wyżey mianowane maią bydź trzymane y ważne, począwszy od dnia śmiercie królewskiey aż do dnia koronacyey przyszłego króla.

K'temu też oznaymuiemy : iż, widząc *hoc tempore interregni* bydź niebezpieczeństwo wielkie stąd Koronie y wszystkim wolnościom naszym szlacheckim, gdziebyśmy mieli mieć nad sobą Pana iakiego, któryby był przyięty y na królestwo wsadzon abo od iedney tylko częście, abo gdyby gwałtem y mocą ku panowaniu nam przyszedł, tedi my, naśladuiąc w tem przodków swych y dawney konfederacyey ich, obiecuiemy to sobie wszystcy, ze wszystkich ziem WPolskich, pod podźciwościami swemi y wiarą naszą chrześciańską, cnotiiwemi szlacheckiemi słowy swemi, że żadnego takiego za Pana mieć, ani go w niczem posłuszni nie będziemy ; y owszem, przeciw takiemu iako przeciw skaźcy y gwałcicielowi praw naszych y swobód powstaniem, a pomocniki iego, ieśliby którzy (czego Boże uchoway) tu się naleźli, *pro hostes patriæ* mieć y nad ich gardły y maiętnościami mścić się tego będziemy, a praw y wolności naszych, których przodkowie krwią swą dostali, w niczem sobie łamać nie dopuścimy.

Dan y pisan przed miastem Kołem w polu, na zieździe spólnym WPolski y woiewodztw wszystkich k'niey należących, *Feria quarta, die S. Hedvigis, anno* 1572.

V

CANDIDATURE

DU ROI DE SUÈDE, DU GRAND-DUC DE MOSCOU ET DE L'ARCHIDUC ERNEST

LITERÆ A SERENISSIMO SUECORUM REGE AD ORDINES REGNI POLONIÆ .

Bibliothèque du prince Czartoryski; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Zaluski, 364.

IOANNES TERTIUS, DEI GRATIA, SUECORUM, GOTHORUM, VANDALORUMQUE REX.

Reverendissimis, Illustribus, Magnificis, Generosis et Nobilibus Archiepiscopis, Episcopis, Ducibus, Palatinis et Castellanis universis regni Poloniæ, magnique Ducatus Lithuaniæ Proceribus, Senatoribus et Consiliariis, amicis sincere nobis dilectis, salutem et regiam amicitiam, benevolentiam et singularem nostram benignam propensionem.

Mittimus ad Magnificentias Vestras fideles nobis dilectos generosos et nobiles, Dominum Hohenschildium Bielcke, Baronem in Lecko, aulæ nostræ magistrum, Dominum Gustavum Bannier in Diurholm, aulæ nostræ marschalcum, equites auratos, consiliarios nostros, et Nicolaum Bielke in Wieck, una cum M. Petro Michaelis ac Hermano Brusero secretariis nostris, ita ut paulo ante per literas M. Vestris nos facturos receperamus, eisque injunximus, ut cum in aliis nostris negotiis, tum in constitutione fœderis contra Moschum, communem nostrum hostem, voluntatem et sententiam nostram M. Vestris exponant. Quibus ut MV. in omnibus fidem certam et indubiam non minus adhibeant, quam si nos ipsi cum MV. de his negotiis pertractaremus, eosque optato cum M.Vestrarum responso ad nos primo quoque tempore remittant, a M. Vestris benigne postulamus. Facient M. Vestræ in eo, quod et nobis pergratum, et regno Poloniæ magnoque ducatui Lithuaniæ et Vestris Magnificentiis emolumento ac honori erit. Bene et feliciter Magnificentiæ Vestræ valeant.

Datum ex Stegeburgo, quarto die mens. Aug., anno Christi 1572.

IOANNES REX SUECORUM.

WYPIŚ IZ KNIH POSOL'SKICH LIETA 7080.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex act. metr. MD. Lithuaniæ.

Extrait des registres de la chancellerie du grand-duché de Moscou (1571).— Arrivée de Haraburda, envoyé du roi de Pologne. Objet de sa mission : Le roi de Pologne propose que de part et d'autre soient nommés des commissaires pour la délimitation des frontières en Livonie. Réclamations au sujet des ravages exercés sur le territoire appartenant à la Pologne par les troupes moscovites au service de Magnus. Réponse du tsar : Il promet satisfaction pour les dommages causés par les soldats moscovites. Le règlement de la frontière ne peut s'effectuer que si le roi envoie des ambassadeurs munis de pleins pouvoirs. Ivan demande qu'on lui abandonne la Livonie. Il offre en échange Polock, et se montrera facile sur la question de la Courlande.

Jean Bibikof fut envoyé la même année par le tsar vers le roi de Pologne pour lui demander que ses ambassadeurs soient à Pskof au mois de juin. Le roi de Pologne a refusé d'accepter un terme aussi prochain. Second envoyé du tsar au roi. Celui-ci rapporte la nouvelle de la mort de Sigismond-Auguste.

Prïezżał k Cariu y Wielikomu Kniaziu Iwanu Wasil'ewiczu wsieia Rusi ot Zigmunta Awhusta Korolia posłannik Michayło Hałaburda (Haraburda) a s nim korolewskich liudiey, dworian, tri czełowieki; a liudiey s Michayłom i s dworiany sto wosiemdiesiat siem czełowiek, a łoszadiey czetyresta dwadcat'.

A był posłannik u Hospodaria w Klinie, a Hospodar wielikiy. . . . . A w posol'stwie Michayło prawił Cariu pokłon. A Carewicz Iwanowicz był s otcemże. A wieruszczaia hramota pisana s titly po preżniemu. A w rieczi posoł goworił :

Słuch do Korolia doszeł czto Ieho Korolewskoie imia wo mnogich miestiech niemieckich ziemieł, po mnogim gospodarstwam, s ukoriznoiu po niemieckomu iazyku na listiech ispisano, a imianno czto Korol', otkładywaia Christïanstwo, wsiakoie niesprawiedliwoie dieło diełaiet s Turskim słożasia ; da i list, perewiedczy na ruskoie piśmo, Korol' prisłał : i goworił posoł bud'toby piśmo pisano bez hospodarowa wiedoma, i Hospodarby wieliel otpisati po tiem ziemliam czto pisano bez Ieho Hospodarowa

wiedoma. Da goworili o tom czto Korol' prisłał pieremirnuiu hramotu s Ieho Korolewskimi posly, s Ianom s Krotoszina, i czto w toy hramotie opisany ostrowy i pristani, kotorych słow w Ieho Hospodarowoy hramotie nie opisano. Da goworili o tom czto dogowor uczynili i pieremirïe zapisali, a w tom dogoworie zapisali w Połockom i Witebskom powietie ziemli w sporie, a czto w tiech spornych ziemliach cziniatsia s oboiey storony mnogïe zadory i krow' lïetsia : i krowiby s oboiey storony uniati, a tie spornyia ziemli po połam podieliti da ucziniti mieżu, wysław na oboie storony dobrych dietiey boiarskich. Da goworił posol cztob Hospodar tarasa budowati nie wielieł ; i goworił o tom czto Hospodar wysłał liudiey do arcy-Mahnusa (*sic*) Korolia, da czto arcy-Mahnus Korol' priszeł s hospodarowymi liud'mi Piernowskïa i Ruierskïa sieła niszcziti. Da goworili o tom kotoryie goroda w Infliantskoy ziemlie za Hospodarom, a kotoryie za Korolem imieiut byti i Hospodarby tie goroda rozwierszał.

A Hospodar otwieczał :

A czto pisał Korol' k Hospodariu czto po mnogim ziemliam niemieckim imia ieho pisano, o tom Hospodariu niemcy Iwan Thun da I. Krutz roskazywali czto Korol' piszet po wsiem niemieckim hospodarstwam, ko wsiey Rzeszie niemieckoy, hospodarowo imia s ukoriznoiu i ukoriaiet Hospodaria ot Christïanstwa ; i tie Niemcy prosili toho cztob Hospodariu oswoboditi im otpisati ot swoieho Carskoho Wieliczestwa imiani, wo wsie niemieckïe hospodarstwa, i tot list napisali s ukoriznoiu Iwan Thun I. Krutz, a nynie pohorowaw ot'iechali : i Korol'by i Hospodaria i siebia ot nich oboronił, i Hospodar tohdi wielit po wsiem niemieckim ziemliam pro tie bezczinnyia słowa otpisati, czto tie słowa pisany bez Ieho Hospodarowa wiedoma. A czto goworił czto w pieremirnoy hramotie pristaniey i ostrowow nie napisano, eto nie napisano dlia toho, czto korolewskïe ostrowy i morskïa pristani s hospodarowymi liud'mi i ziemliami nie soszlisia ; a o spornych ziemliach, koli budut korolewskïe bol'szïe posly, tohdi i nietakïa dieła stanutsia. A czto goworili czto hospodarowy liudi prichodili s arcy-Mahnusom Korolem, Hospodariu o tom wiedoma niet ; i chodił arcy-Mahnus na swieyskuiu ko Łubani, a nie na korolewskuiu ziemliu : i nieczto budiet kotoruiu obidu uczinili, i Hospodar toho wielit s'yskat' y winowatych kaznit', y wziatoie wielit s'yskat', dlia toho czto won w hospodarowoy ziemli, a wziali byli Ieho Korolewskïe liudi w pieremirnoie wremia, a Hospodar ieho wielieł kriepit' potomuż w pieremirnoie wremia. A czto goworił o Rzeszie niemieckoy a prikazywał dlia bratskoy liubwi, y Hospodariu ta liubow' bratskaia liuba. A czto goworił o niemieckoy ziemlie i o Połockie, czto wolia hospodarowa, o tomby

Koroliu prikazał : i tol'ko pochoczet Korol' dobra w Christïanstwie, i on oddałby wsiu Inflantskuiu ziemliu Hospodariu, a Hospodar iako wotczyny izdawnyia postupitsia Połocka i połockich prihorodow. A Korol'by prisłał swoich wielikich posłow wiernych, a iak budut posly u Hospodaria i Hospodar, wiedaw korolewskuiu skłonnost' k liubwi, i tohdi i w Kurskoy ziemli postupitsia. Liubwi i dobraho pożitïa Hospodar choczet iak budiet prihożo.

A był posłannik u Hospodaria dważdy ; a na prïezdie ieł u Hospodaria, a stoła dożidałsia na dworie czto zaniat dlia posłannika na prïezd. A za stołom sidieł posłannik w kriwom stulïe, a protiw ieho pristaw ieho ; a dworianie korolewskïe sidieli w ławkie, a protiw pristawyż liudi posłannikowy sidieli w ławkach od dworian. A iawliał ieho Hospodariu okolniczij Mikita Borisow, a wstriecza posłannika była : wyszeł s izby iz uhła diak Andrey Kłobukow, a w otwietie byli Maliuta Skuratow, da diaki Andrey da Wasiliy Szczełkatowy, a w pristawiech byli Zubcowy ; a za stołom posłannika podcziwał, da poslie stoła na stan iezdił podcziwat' Wasilia Oszanin. A za Wieliżeiu na rubież wstrieczał i dorohoiu s nim iechał Iwan Szemiakin. A stoiał posłannik w Klinie, ot hospodarowa stanu za dwie wiersty ; a hospodarow stan był na Posadskich Dworach. A ssiedał posłannik, niedoieżżaia na tri dwory do hospodarowa dwora. A iak był posłannik u Andreia Szczełkatowa, Andrey podcziwał ieho s miedy, a miedy byli hospodarowy. A do rubieża posłany pristawy Iwanże Błahoy, da Ignatiy Zubow. A podwod dawano posłanniku, s rubieża do Hospodaria dwadcat' podwod, a nazad tridcat' podwod. A dlia takowych torgowych gostiey, kotoryie byli s posłannikom dana hramota po gorodam, a wieleno im dawat' torg powol'noy.

Tohoż lieta 7080 posyłał Car i Wielikiy Kniaź Iwan Wasil'ewicz k Zigmuntu Awhustu Koroliu w hońciech Iwana Bibikowa s hramotoiu : budiet w swoiey wotczynie w Pskowie, za niedieliu do Petrowa dnia, i Korol'by prisłał k tomu sroku wo Pskowo swoich wielikich posłow. A w drugoy hramotie pisał cztob Korol' prisłał w poslech Ostafia Wołłowicza ili inoho w tu wiersztu ot taiemnyia rady do Michayła Hałaburdy. A prikazał Hospodar s Iwanom k Koroliu pokłon.

I tohoż lieta Iwan s Litwy prïechał a prawił Hospodariu ot Korolia pokłon, da priwiez dwie hramoty : odna o tom czto Korol' posłow swoich szlet, tol'ko czto na tot srok nie uspieiut a budut w oktiabrie miesiacie ; a w drugoy hramotie pisał czto szlet posłow w tuże wiersztu czto Ostafiy Wołłowicz i Michayło Hałaburda o kotorych hospodar pisał. I poslie toho naczali byti mnogïe słuchi o tom, czto Zigmunt Korol' bolen.

I Hospodar Car, Wielikiy Kniaź Iwan Wasil'ewicz wsieia Rusi, posłał k Zigmuntu Koroliu s hramotoiu Wasilia Wlaiewa syna Małychina, a w hramotie swoiey pisał: Korol' Iwana Bibikowa u siebia pozadierżał i posłow swoich na srok nie prisłał, a położił posłam swoim byti lisz' w oktiabrie miesiacie, a nie prikazał imianno koho priszlet i k kotoromu dniu, « y dobrym diełom powołaczìwaiesz, a w tom Christïanstwo hiniet, mnogïa grabieżi i ubiystwa cziniatsia ; » i Korol'by dobraho dieła nie zaroniewaia, posłow swoich k Hospodariu raniey prisłał, cztob mież nimi dobroie dieło na izbawlenïe christïanam wskorie sbyłoś. A prikazał Hospodar k Koroliu pokłon.

I Wasiliy prïechaw skazał czto Zigmunta Awhusta Korolia nie stało, da priwiez od Panow Rad hramotu: posłow Hospodariu szlut, a Hospodarby pokamiest' draki i woyny poczinati nie wieliel.

LITERÆ A LITHUANICIS PROCERIBUS AD POLONOS.

Bibliothèque du prince Czartoryski; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski, 364.

Arrivée à Rudnik d'un envoyé du tsar porteur de lettres pour le feu roi et le sénat. Ces lettres ont été ouvertes par les sénateurs présents. Le tsar menace d'envahir la Livonie si une ambassade polonaise n'est pas arrivée en octobre. Cette menace concerne le grand-duché autant que la Livonie. On a fait immédiatement repartir l'envoyé du tsar avec une réponse dont la teneur est communiquée aux sénateurs du royaume. Que sans perdre un instant les susdits sénateurs nomment des ambassadeurs, lesquels, s'étant réunis à ceux que nommera de son côté le grand-duché, se rendront immédiatement auprès du tsar. S'entendre sur les instructions à donner à ces ambassadeurs. Le tsar prétend dans ses lettres que le feu roi lui a fait offrir la Livonie en échange de Poloçk. Haraburda, présent à Rudnik, dément cette assertion. Il exhibe à l'appui ses instructions et la réponse même du tsar. Pour les raisons susdites et d'autres, par eux précédemment données, les Lithuaniens ne pouvant se rendre à la diète de Bystrzyça demandent que l'élection soit prorogée. Le trésor du grand-duché est épuisé. Des secours d'argent sont nécessaires pour subvenir à la levée des troupes. Vouloir bien répondre sans tarder au contenu des présentes.

Milościwi Panowie, bracia y przyiaciele nasi mili a łaskawi,

Iużeśmy pierwey dali znać przez pisanie nasze wszem WMościom

Radom Koronnym, braci naszey miley a łaskawey, o gońcu moskiewskim iż przyszedł do tego tu Państwa WX. Litewskiego.

A na ten czas to ku wiadomości WMościów donosimy, iż nie dopuszczaiąc tego gońca do Wilna, dnia wczorayszego 24 septembra przyimowaliśmy go y słuchali tu na seymiku naszym w Rudnikach, *publice*; który goniec po zwykłem wysłowieniu tytułu Pana swego, opowiedziawszy nam pokłon od niego, pięć listów podał, trzy listy zawarte przypisane do IKMości sławney y ś. pamięci Pana naszego zmarłego, y list ieden zawarty do wszech IMPanów Rad Polskich y WX. Litewskiego, y piąty list gleyt na posły, którzy maią bydź do niego posłani z Polski y z Litwy; który goniec iż żadnego słownego wskazania do nas nie miał, odesławszy go do gospody iego, y namówiwszy między sobą, aby się co iakim pilnym potrzebom a nagłym, ieżeliby które takie w tem pisaniu były, nie omieszkało, zdało się nam za rzecz potrzebną te listy zarazem otworzyć y z nich wyrozumieć.

Iakoż naypierwey otworzyliśmy list pisany do wszech IMPanów Rad Koronnych polskich, y do nas WX. Litewskiego, y czytan iest także *publice* przy wszystkich, a po nim y gleyt na posły nasze, którzy do Moskwy maią bydź posłani.

Potem zostawszy my sami tylko Radni w zawarciu, otworzyliśmy listy od kniazia Wielkiego Moskiewskiego do IKMości pisane, które wszystkie listy kniazia Moskiewskiego posyłamy ku WMościom; z którego to pisania obaczamy to nayprzód, iżeśmy potrzebnie prawie otworzyli te listy, gdyż w nich nie lada odpowiedź, ale prawie sama przestroga o ziemię Inflantską, gdzieby posłowie od WMościów z Polski y też od nas z Litwy do niego nie przybyli na pewny a bardzo krótki czas, to iest w miesiącu oktobrze. A chociaż pogróżką swą na Inflanty mierzy, ale obawiać się potrzeba, aby gdzie się bliżey nie rzucił, iako ten który *ad omnes occasiones intentus*, aby snadź y *caput ipsum non peteret*, nas samych w Litwie, z wielkiem, a prawie na oko wiadomem niebespieczeństwem tego tu Państwa. A iż tak krótki czas zamierzony tey przestrodze albo odpowiedzi od kniazia Moskiewskiego (gdzieby posłowie od nas w miesiącu oktobrze przybydź do niego nie mogli) że na Inflanty zmierzył, a Boże uchoway żeby nie na nas ugodzić chciał, przeto zdała się nam rzecz potrzebna, tego gońca iego zarazem nazad do niego odprawić tu z Rudnik, iakoż y odprawiliśmy, z tem iako tę odprawę naszę na piśmie ku WMościom posyłamy. A iż też od WMościów y nas spólnie do niego odprawieni będą posłowie, iako nayrychley będzie mogło bydź; wszakoż iż przedsię podobno pośpieszyć się tak niemogą żeby w oktobrze u niego

bydź mogli, gdyż do tego miesiąca od wczorayszego dnia (iakośmy tego gońca przyięli), ieno pięć dni ; a to iż WMPanowie Rady Koronne po różnych mieyscach y dalekich mieszkaiąc, nie możecie się tak rychło znieść porozumieniem swem z sobą y z nami : owa, za taką odprawą tego gońca, będzie się chciał zadzierżeć z pokoiem do tego czasu, póki Panowie posłowie nasi do niego nie przybędą. Którego gońca chcieliśmy ku WMościom posłać, ale on iachać do WMościów niechciał, pośpieszaiąc się nazad do Pana swego. I pilna a wielka potrzeba tego, abyście WMoście tych posłów, okrom wszego dalszego omieszkania, z strony swey obrać y odprawić raczyli, a my też takież z strony naszey obierzemy, żeby na przyiachanie Panów posłów od WMościów zawczasu gotowi byli. Instrukcya też Panom posłom, o czem y iaka bydź ma, ieżeli o mir wieczny albo doczesny, y o cokolwiek przytem daley, potrzeba abyście WMoście okrom wszego omieszkania z nami spólnie iako bracią swą z zdaniem swem przez pisanie swe znieść się y porozumieć raczyli, żeby się z tem poselstwem do Moskiewskiego nie omieszkało, gdyż wielkie *periculum in mora*, iako w tem sam kniaź Moskiewski z odpowiedzią y prawie przestrogą, żebyśmy go potem nie winowali. A tak gdziebyście WMoście z tem porozumieniem swoiem z nami około odprawy tego poselstwa na przedłużenie iakie odkładać mieli, musielibyśmy to na sobie zadzierżywać, iakoby się ten nieprzyiaciel na nas niegotowych nie ruszył, czemubyśmy bardzo nieradzi, będąc w tym takim spólnym zwiazku z WMościami. A iż w tem pisaniu swem, w liściech do IKMości pisanych, kniaź Wielki Moskiewski dokłada tego, iakoby pisarz IKMości Pan Michał Haraburda, będąc posłem u niego od IKMości, podawał wszystkie ziemie Inflantskie frymarkiem za Polock y imienie ziemie Połockiey z zamki, tedi Pan pisarz Michał Haraburda, będąc tu na tymże seymiku u nas w Rudnikach, tę sprawę dał : iż iako poruczenia IKMości nie miał na to, tak ani podawał kniaziowi Moskiewskiemu wszystkiey ziemie Inflantskiey za Połock y za drugie zamki ziemie Połockiey, ale iako poruczenie miał od IKMości, tak iemu podawał, aby, za Połock y z innemi zamki ku temu należącemi, przestał na pewnych których zamkach ziemie Inflantskiey iemu przyległych, nie wspominaiąc nic o ziemie Inflantskiey, a pogotowiu o ziemie xięstwa Kurlandzkiego, pokazuiąc to y odkazem y responsem iemu od Moskiewskiego danym, iż tam niemasz wzmianki o wszystkiey ziemie Inflantskiey, także ani o Kurlandzkiey, ieno że podawał kilka zamków Inflantskich iemu przyległych, żeby za to Połocka y zamków k'niemu należących postąpił IKMości. Dla tegoż, tegoż czasu y zarazem donosząc to ku wiadomości WMościów Panów

braci naszey opowiedamy się, iż nietylko z przyczyn w pierwszem przedtem pisaniu naszem do WMościów pisanych, dosyć ważnych y niemałych, a naywięcey prze wielkie zapowietrzenie niemal po wszystkich mieyscach w tem tu Państwie, ale niemniey y z tey samey tak znaczney a niemałey trwogi tego Państwa, z tego pisania kniazia Moskiewskiego, sami osobami swemi żadnym obyczaiem nie możemy przybydź ku WMościom na ten seym na elekcyą nowego króla złożony we dwu niedzielach po Ś. Michale o milę od Lublina. Ale iakośmy przez pierwsze pisanie swe żądali y prosili WMościów, tak tem więcey ieszcze teraz, za tak wielkiem niebespieczeństwem y trwogą nie iedno ziemie Inflantskiey ale y tego tu wszystkiego Państwa, żądamy y prosiemy, abyście WMoście ten seym na elekcyą nowego Pana na inny czas dalszy pomknąć y odłożyć raczyli, a teraz o tem obmyślać y radzić, iakoby nietylko ziemia Inflantska pieniędzmi na ludzie służebne (dla lepszego ubespieczenia przeciwko tak wielkiemu y blizkiemu niebespieczeństwu), opatrzona y poratowana bydź mogła, ale niemniey y to samo Państwo, WX. Litewskie, którego skarb naywięcey ustawiczną a przedłużoną woyną, y z oderwania wielkiey części ziem od tego Państwa, y z innych przyczyn tak iest wyniszczon, że też to y u samego tegoż nieprzyiaciela nie iest tayno, iak to z tego pisania WMoście wyrozumieć raczycie. My z strony swey, acz tego wszystkiego co potrzebnego rozumiemy ku lepszemu bespieczeństwu tego Państwa, ile z nas może bydź, nie zaniechamy y nie opuszczemy postrzedz y opatrzyć z powinnoście swey, gotowi będąc y piersiami swemi zastawiać się przeciw każdemu nieprzyiacielowi oyczyzny naszey; wszakoż pilna iest potrzeba pomocy y posiłku od WMościów, nie tylko radą ale też y założeniem nieiakiey summy pieniędzy na ludzie służebne, iakośmy o tem iuż pierwey nie po ieden kroć do WMPanów Rad Koronnych, zwłaszcza w Knyszynie przy ciele IKMości będących, pisali, a wżdyśmy do tego czasu nic odzierżeć nie mogli.

To też WMościom oznaymuiemy, iż co IKM. Pan nasz zmarły, ieszcze za żywota swego, oddać raczył starostwo Rumborskie w Inflanciech, po nieboszczyku Panu Mikolaiu Zborowskim, Panu Andrzeiowi Sapiezie woiewodzicowi Nowogrodzkiemu, któremu y na rotę iezdną y pieszą służbę, na tymże zamku IKMości listem swoim przypowiedzieć raczył, gdzie służebnik nieboszczyka Pana Mikołaia Zborowskiego, nieiaki Iadam, ten tedi będąc na tym zamku nieboszczyka Pana swego zostawiony (y iako tego sprawę mamy), zebrawszy się z niemałą czeladnią, pod pretextem y na imię IMPanów Zborowskich, Panu Sapiezie tego zamku Rumborskiego puścić y postąpić nie chce, iakoż y do tego czasu ieszcze

nie postąpił; człowiek obcy y postronny, y w tych Państwiech nie osiadły ani znaiomy. Przeto pilno potrzeba napomnienia do IMPanów Zborowskich, aby IMoście rozkazali temu Czechowi z tego zamku ziachać y puścić go w ręce Panu Sapiezie woiewodzicowi Nowogrodzkiemu.

Które wszystkie rzeczy y potrzeby ziemskie, iako pilne a ważne, tak y prędkiey a nieomieszkalney odprawy potrzebuiące, przypuściwszy ku wiadomości WMPanów braci naszey miłey y łaskawey, pilnie żądamy y prosiemy o nieomieszkany respons y rychłą odprawę we wszystkiem: gdyż w rzeczach takowych wiadomych prawie, *periculosa est quævis mora et cunctatio*. Co wszystko puszczaiąc mądremu a rostropnemu WMPanów braci naszey miłey y łaskawey baczeniu, siebie przytem y powolności swe braterskie y przyiacielskie WMościom zalecamy.

Dan z Rudnik 25 septembra 1572.

Po napisaniu tego listu naszego ku WMościom, ten goniec Moskiewski posłał do nas Rad tego Państwa powiadaiąc, iż kniaź Wielki Moskiewski wskazał przezeń za pewną rzecz iż tey zimy przyszłey car Perekopski z woyskiem ma bydź w Litwie; który acz tę przestrogę czyni, ale niewiedzieć ieżeli nie sam na to car naprawił, acz w tem wskazaniu swem dokłada przyczynę tey przestrogi, że IKMość Pan nasz zeszły przestrzedz go raczył o praktykach niemieckich przeciwko niemu, albo też przeto tę przestrogę czyni, żebyśmy się zabawiwszy około opatrzania obrony swey własney, zaniechali ziemie Inflantskiey na którą się on usadza.

WMościów życzliwi bracia y przyiaciele.

Waleryan biskup Wileński.
Georgius episc. Samogitiæ.
Nicolaus Pac episc. Kijoviensis.
Ierzy Oszczyk woiew. Mścisławski.
Hrehory Wołłowicz.

Mikołay Naruszewicz podskarbi ziemski.
Mikołay Krzyszt. Radziwiłł.
N. Radziwiłł palat. Vilnensis.
Stefan Zbarażski woiew. Trocki.
Ian Chlebowicz kaszt. Miński.

SŁOWA WIELKIEGO KNIAZIA MOSKIEWSKIEGO DO ICHMOŚĆ PANÓW RAD KORONY POLSKIEY Y WIELKIEGO XIĘSTWA LITEWSKIEGO PRZEZ FIEDORA ZIEŃKOWICZA WOROPAIA, POSŁAŃCA OD PAŃSTWA POLSKIEGO Y LITEWSKIEGO, ROKU PO ŚMIERCI KRÓLA POLSKIEGO ZYGMUNTA AUGUSTA WSKAZANE Y Z RUSKIEGO IĘZYKA NA POLSKI PRZEŁOŻONE.

Bibliothèque du prince Czartoryski; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski, 396.

Compte rendu de la mission de Zieńkowicz Woropay envoyé vers le tsar par les sénateurs du royaume et du grand-duché. — Ivan exprime ses regrets de la mort de son bon frère le roi de Pologne. Le trône étant vacant, les Polonais devraient choisir le tsar pour leur souverain. Avantages de cette combinaison. Promesses d'Ivan. Il offre de restituer Poloçk contre la cession de la Livonie.

Który goniec przyszedłszy do Moskiewskiego, począł Moskiewski do niego mówić temi słowy, iuż go od siebie odprawuiąc:

Fiedorze Zieńkowiczu Woropaiu, przyszedłeś do mnie od Panów swych Polskich y Litewskich, y przyniosłeś mi od nich list, który ia przed sobą roskazał czytać, y z niego dobrze wyrozumiałem to co piszą, oznaymuiąc mi, iż z woli bożey brat móy Zygmunt August z bożey łaski Król Polski, y Wielki Xiąże Litewski umarł, o czem, aczemem przedtem słyszał, iednak temu nie wierzyłem, gdyż nas Pany chrześciańskie często morzą, a my iednak do woli bożey żyiemy. Lecz iuż teraz wierzę y śmierci brata mego żałuię; a tem więcey tego żałuię, iż go Pan Bóg do chwały swey świętey wziął tak, że nie zostawił po sobie brata, ani syna, któryby o iego duszy, o ciele pieczą miał, według dostoynoście królewskiey. Zostawił dwie siostrze, iednę za mężem (on wie iaki żywot iey), a druga panna, którey nie zostawił opiekuna, lecz o tey Bóg przemyślawać będzie. Zaczem y wasi Panowie Polscy y Litewscy są teraz bez głowy, bo chociaż w Koronie Polskiey y w Wielkiem Xięstwie Litewskiem iest wiele głów, iednak iedney dobrey nie masz, według któreybyście się sprawować mieli, a do niey ze wszystkiembyście się znaszać y uciekać mogli, tak iako potoki się albo wody do morza ściekaią.

Acześmy z bratem swym Zygmuntem Augustem w gniewie byli czas nie mały, wszakoż iuż było poczęło przychodzić do dobrey przyiaźnie między nami, co iż do końca nie doszło, a onego Pan Bóg z tego świata do chwały swey wziął, tedi teraz za takiemi naszemi niezgodami, ręka-

pogańska bierze górę, a chrześciańska ręka niży się, y krew się w niey rozlewa. A przetoż wasi Panowie, będąc na ten czas bez Pana, kiedyby chcieli nas sobie za Pana wziąć, sami by to dobrze obaczyli y poznali, iakiegoby ze mnie obrońce y dobrego Pana mieli. Y w tenby się moc pogańska nie wywyższyła, ale owszem dobrzeby się zniżyć musiała ; a nie tylko pogaństwo, ale ani Rzym, ani żadne inne królestwo przeciw nam (za pomocą bożą) oburzyćby się nie mogło, gdyby było iedno królestwo, y ziemie wasze za iedno z nami stały. Y chociaż wiele iest takich w ziemi waszey, którzy mówią iżem iest zły y popędliwy, toć prawda żem ci gniewliwy y zły, sam się w tem nie chwalę ; ale iednak niech mię kto spyta, na kogo ia zły ? odpowiem iemu na to : iż kto przeciwko mnie zły, na tego ia też zły ; a kto dobry, temu łańcuch y szatę z siebie złożywszy dać nie pożałuię.

Tu stoiący Maliuta Skuratow, iego radny Pan, temi słowy rzekł, pochlebiaiąc mu : Święty czarzu y Hospodariu przesławny, skarb twóy hospodarski nie iest ubogi, skąd naydziesz, kiedy czem kogo podarować chcesz.

A zatem kniaź Moskiewski mówił : Wiem iż nie iest tayno Panom Polskim y Litewskim o bogactwie dziada y brata mego ; ale ia y od dziada y od oyca skarbu y ziemie teraz więcey we dwóynasób mam. Ale się to od rzeczy mówi, gdyż wasi Panowie nie dziw iż swoie ludzie miłuią, tak iako oni także Pany swoie miłuią. A moi ludzie przywiedli mię na Krymskiego cara lud tatarski we dwie mile, których było czterdzieści tysięcy, a ze mną tylko sześć tysięcy : równoli to było ? niech każdy obaczy. Ieszczem k'temu nie wiedział, bo acz przede mną szło sześciu woiewodów z wielkiemi hufami, wszakże mi o tym ludu Krymskiego znać nie dali, którzy, chociaż im było trudno wygrać przeciw tak wielkim ludziom nieprzyiacielskim, iednak straciwszy kilka tysięcy ludzi moich, by mi byli przynaymniey przynieśli bicz albo pubę tatarską, tedybym to był od nich za wdzięczną rzecz przyiał. Lecz y natenczas mocy tatarskiey ni kąska się nie bałem, iedno iżem widział zmienność y zdradę ludzi swoich, tedi od ludzi tatarskich mało na stronę odwróciłem się. A w tym czasie Tatarowie w Moskwę miasto wtargnęli, ale gdyby była Moskwa miała ludzi z tysiąc do obrony, tedi by się była obronić mogła ; którey gdy większy lud bronić nie chciał, a iakoż mnieyszy lud bronić miał ? Y iuż było Moskwę spalono, a mnie przecie o tem nie oznaymiono. Rozumieyże iaka tu zdrada ludzi moich przeciw mnie była ! Zaczem ieśli iest

kto skaran, ten iest podług winności swey skaran. Ale proszę cię : u was zdradźcęże karzą, czyli im przepuszczaią? mam za to iż karzą: Był w Wilnie u was Wiktorzyn, który acz do mnie był pisał, iednakiem iemu na iego pisanie nie odpisał; ieszcze zmówiono było na mnie y tę wieść puszczono, iakobym ia temuż Wiktorzynowi radził, żeby o gardło brata mego przyprawił, lecz sam Bóg lepiey wie, iżem o tem nie myślał, ani Wiktorzyn miał odemnie tego wskazania, tak iako była wieść iżby do mnie on pisać miał, a to iego pisanie do mnie nie doszło: zatem iest poyman y skaran. Otoż widzisz, iż też y w waszych ziemiach zdraycom nie przepuszczaią. Powiedzże Panom Polskim y Litewskim aby, o wszystkiem naradziwszy się y namówiwszy, do mnie posły swe rychło posłali; a ieśli to Pan Bóg będzie dadź raczył, że ich Panem zostanę, tedi to Bogu naprzód obiecuię y onym też: iż chcę w prawiech ich y w wolnościach wcale zachować, y k'temu, będzieli potrzeba, ieszcze im tem więcey przymnożę y z serca udzielę. Iać tu o swey dobroci albo też y złości powiadać nie chcę, iedno kiedyby Bóg dał, iżby Panowie Polscy y Litewscy tu do mnie albo do dzieci moich swe syny na służbę syłali, ciby doznać tego mogli, iakom ia iest zły, y iakom dobry a Pan miłosierny. Temu niechay się nie dziwuią iż zdraycy moi o mnie źle mówią, gdyż im to iest przyzwoita aby o paniech swych źle mówili: a choćbym też onych y naybardziey uczcił y udarował, iednak o mnie źle mówić nigdy nie przestaną.

Są tam ludzie którzy z moiey do waszey ziemie przyiachali: ci, ieśli poczuią iż Panowie Polscy y Litewscy chcą mię za Pana sobie wziąć, trzeba się obawiać aby do inszey ziemie, abo do Ordy, abo do Turek ztamtąd nie ziachali. Niechayby Panowie wasi temu wczas po cichu zabiegali, iakoby się tam zadzierżeli, a ia im tego pod przysięgą bożą pamiętać nie chcę.

Kurbski .... do waszey ziemie przyiachał; obacz proszę: ten na syna swego starszego tam ukazuiąc powiedział: « oto tego matkę dziecięcia, a żonę moię mi wziął ». A ia o tem Bogiem się świadczę iżem nie myślił abym go skarać miał, iednom to wprawdzie myślił, uiąć mu nieco dygnitarstw y urzędy pobrać, alem go potem użałować miał: a on się tego obawiaiąc do ziemie Litewskiey zatem ziachał. Któremu niechby Panowie wasi urzędy wzięli, y to opatrzyli, żeby on ztamtąd gdziekolwiek wyszedłszy, abo też y do ziemie moiey, na przekazie mi potem nie był.

Co się dotycze Inflantskiey ziemie, w tey mierze, kiedyby Pan Bóg chciał żeby Panowie mnie sobie za Hospodara mieli, tediby Inflanty, Moskwa, Nowohorod y Psków za iedno było. A ieśliby mnie sobie za Pana wziąć nie chcieli, tedi niechay do mnie posły wielkie poszlą, kió-

rzyby z nami dobre postanowienie uczynić mogli. Ieśliby też szło Panom Polskim y Litewskim o Połock, tedi ia o Połock nie stoię, ze wszystkiemi iego przygrodki, y ieśliby ieszcze co przyszło k'temu y mego własnego Moskiewskiego, y tego odstąpię, a oni niechay mi w Inflanciech postąpią po Dźwinę : a zatem niech nam będzie wieczne przymierze z Litwą, które z nami niechay Panowie Polscy y Litewscy teraz postanowią, a ia na dzieci swoie klątwę włożę, iż my y oni z Litwą woyny wieść nie będziemy, póki rodu moiego dostawa.

A co się dotycze synów moich, ieśliby Panowie którego sobie za Pana wziąć chcieli, tych u mnie tylko dwa, tak iako dwie oczy w głowie, a gdziebym od siebie którego z nich oddać miał, nieinaczey iakoby z człowieka serce wyrwał.

Iest w waszey ziemi Polskiey y Litewskiey wiara Lutera Marcina, za którą ludzie obrazy burzą : tym się mnie za Pana wziąć nie widzi. Lecz ia o tych niczego mówić nie będę, bo Pismo boże nie iest na broń y na gniew, tylko na cichość y na pokorę dane. Ty iednak, pośle, pamiętay mówić Panom swym Polskim y Litewskim żeby do nas posły swe nic nie mieszkaiąc posłali, a ludzie dobre żeby posłali tak, iżby z dobrego postanowienia złe nie było : iako Ian z Krotoszyna, acz ięzyka nie umie, ale iest człowiek rostropny y gładkomowny ; który by mię był swą gładką mową y perswazyami nie uiał, na ten czas kiedy mię był ieden z Panów waszych zafrasował, niewiedzieć coby było ; Ostaffiey Wołłowicz był u mnie dwakroć, y ten człowiek iest dobry ; Ierzy Tyszkiewicz, ten też był u mnie, iedno iż iest człowiek gniewliwy tak, iż zatem nie może między nami w tey mierze postanowienia dobrego uczynić. Ieszcze czuię iednego człowieka bacznego y godnego, Mikołaia Naruszewicza podskarbiego Litewskiego : o tym powiedam że iest człowiek rostropny y bogoboyny. A co ku mnie Panowie Rady Polskie y Wielkiego Xięstwa Litewskiego pisali, żebym ia postanowione przymierze do końca dzierżał y onym gleyt, na piśmie, na posły wielkie posłał : tedi ia do czasu naznaczonego y przymierze przerzeczone dzierżeć będę, y gleyt już piszą, y tobie iutro z odpisem odprawa odemnie dana będzie.

Potem goniec ten tak odprawion będąc, wyszedłszy za nim Maliuta Skuratow mówił iemu upominaiąc go :

Niechay Panowie Polscy wasi wczas, a nic nie mieszkaiąc, posły swe do Hospodara poszlą, coby zatem, gdzieby w czas nie przysłali, dobre postanowienie złem się postanowieniem nie stało.

WYPIŚ IZ KNIH POSOL'SKICH LIETA 7081.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex act. metric. M. D. Lithuan.

Extrait des registres de la chancellerie de Moscou. — Est arrivé Zienkowicz Woropay, porteur d'un message adressé au tsar par les sénateurs polonais et lithuaniens, lesquels annoncent la mort de leur roi, demandent le maintien de la paix et un sauf-conduit pour les ambassadeurs qu'ils doivent prochainement envoyer.

Prïezżał k Cariu i Wielikomu Kniaziu Iwanu Wasil'ewiczu wsieia Rusi, Korony Pol'skoy i Wielikoho Kniażestwa Litowskoho ot Panow Rad, ot Frantiszka Krasinskoho biskupa Krakowskoho, da ot Felicïana biskupa Wilenskoho, da ot woiewody Wilenskoho Nikołaia Iurïewicza Radziwiłła, ot Stefana Zbarażskoho woiewody Trockoho, ot Iana Iaronimowa Chodkiewicza starosty Żemoytskoho (de Samogitie) honiec Fiedor Zieńkowicz s hramotami.

A Hospodar w tu poru był w Staricie.

A w hramotach Pany Rady pisali :

O tom czto Hospodaria ich Zygimunta Awhusta nie stało i ko wsiemby panstwam i ziemliam Hospodaria ich dierżat' mir po swoiey pieremirnoy hramotie, a woyny nie podnositi i rati nie uczyniti ; y w ziemliu Inflïantskuiu wstupati sia i woiewati Hospodarby nie wieliel do pieremirnoho sroku. I list swoy opasnoy na bol'szïe posły ich Hospodar posłatiby racził do nich, czerez ich posłańca. A dokoichmiest posły budut, dotiechbymïest s oboiey storony mir i pokoy dierżat'.

A prawił honiec ot Panow Rad Hospodariu czełobitïe. Da priwez k Antonïu Mitropolitu hramotu. Da ko Kniaziu Iurïu Takmokowu hramotuż : napisali Kniazia Iurïa boiarinom i namiestnikom i woiewodoiu Moskowskim.

I Hospodar Car i Wielikiy Kniaź litowskoho hońca otpustił, a posłał s nim k Panam Radam hramotu, a w hramotie pisał :

O tom czto bisurmanskaia ruka wyzitsia, a christïanskaia ruka uszczypok prinimaiet : hospodary christïanskïe swadiatsia i oskudywaiut, bisurmanskïe hospodary rozmnożaiutsia. A Hospodar żełaiuczi niezbody christïanskïa prituszyt' i wieduczy ich skłonnost', dla pokoiu christïanskoho choczet dodierżat' mirnoie stanowlenïe po pieremirnym hramotam dotiechmiest iak posły ich u Hospodaria budut i dohowor uczyniat. I

namiestnikam i woiewodam po horodam zakazat' wielit cztob niwczem nie zadirali, i rati ni woyny nie naczinali ; i horodow i ziemiel cztob nie zasiedali, i nowych horodow nie stawili, no naprotiw żiliby spokoyno po pieremirnym hramotam dokelia posły u Hospodaria budut. A onib, namiestniki hospodarowy, potomuż wielieli w swoich horodiech ieho, litowskoho posła, podierżati w Wiaźmie, Drohobyżie i w Smolenskie, dotiechmiest iak Fiedor Miasoiedow na rubież przïediet ; a iak przïediet Fiedor i woiewodam Smolenskim posłannikow rozmieniti.

LITERÆ A SACRA CÆSAREA MAJESTATE AD ORDINES REGNI POLONIÆ.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski, 364.

MAXIMILIANUS SECUNDUS DIVINA FAVENTE CLEMENTIA ELECTUS ROMANORUM IMPERATOR, SEMPER AUGUSTUS.

Reverendissimi in Christo Patres, Reverendi, Venerabiles, Illustres, Spectabiles, Magnifici, Egregii, Nobiles, Honesti, Providi et Circumspecti, sincere Nobis dilecti.

Ablegavimus ad Devotiones Vestras et Vos Illustrem, Generosos et Magnificum, fideles Nobis dilectos, Guilhelmum de Rosenberg in Krumann, Rectorem domus Rosenbergiæ, et Vratislaum Dominum de Pernstein in Tomaschów, Proschnitz et Leytamyśl, militem Ordinis Aurei Velleris, Nostros Consiliarios, ac Regni Nostri Bohemiæ Supremos Burgravium et Cancellarium, ut Devotionibus ac Dilectionibus Vestris ac Vobis, non solum summum eum dolorem, quem ex Serenissimi quondam Principis D. Sigismundi Augusti, Regis Poloniæ, Magni Ducis Lithuaniæ, etc., consanguinei, sororii et Principis Nostri charissimi obitu cœpimus, declarent, simulque cognitum reddant Nostrum erga Inclytum istud Regnum, adeoque Devotiones et Dilectiones Vestras ac Vos sincerissimum animum, voluntatem atque studium, verum etiam alia nonnulla exponant, quæ ad ejusdem Regni commodum, salutem, quietem et securitatem maxime pertinent, uti Devotiones et Dilectiones Vestræ ac Vos ex ipsis coram intellecturi estis. Quocirca DD. Vestras, ac Vos benevole hortamur et requirimus, ut prænominatis Oratoribus Nostris, non modo benevolas aures præbere, sed et in his rebus, quas

DD. Vestris ac Vobis simul, vel separatim exposituri ac Vobiscum tractaturi sunt plenam et indubitatam fidem, perinde ac si Nos ipsos loquentes audiretis, præstare, Vosque in iisdem tales exhibere velitis, uti et amplissimi istius Regni incolumitas, ac complures aliæ gravissimæ causæ ac rationes suadent atque postulant, et nos de integritate Vestra, ac præclaro erga Nos Filiosque Nostros studio et voluntate plane confidimus. Nobis vero una cum iisdem Filiis Nostris charissimis vicissim sedulo curæ erit, ut Devotionibus et Dilectionibus Vestris, ac Vobis Nostram benevolentiam et gratitudinem per omnem occasionem, re ipsa quam maxime testatam reddamus.

Datum in civitate Nostra Vienna, die II Augusti anno Domini 1572, regnorum Nostrorum Romani X, Hungarici IX, Bohemici vero XXIV.

MAXIMILIANUS.
Jo. Bab. Veber.
Ebernburgen.

EXEMPLUM LITERARUM A CYRO ROMANORUM IMPERATORIS AD DEFUNCTUM REGEM ORATORE AD JOANNEM ALPHONSUM GASTALDUM EJUSDEM IMPERATORIS NUNTIUM DATARUM.

Bibliothèque du prince Czartoryski; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Zal., 364.

Cyre à Gastald. — J'ai été heureux d'apprendre que vous avez vu la princesse Anne. On peut avoir confiance entière dans Commendon. Je continuerai à faire tous mes efforts, en dépit des obstacles. Pruszkowski (c'était un des agents de l'empereur) va passer secrètement en Prusse. Je me rendrai peut-être moi-même auprès de la princesse.

Miłościwy Panie,

Bardzom się uradował z listu WMości pisanego do mnie dnia 23 augusta, w którym mi WMość donosisz żeś przyiachał do Płocka do Królewny Miłościwey Pani, oznaymuiąc Ieymości y upewniaiąc ią o szczerey przeciw iey Cesarza Iegomości chęcie. Bez chyby była Ieymość iuż nachylona y zwątpiona z inszych ludzi namów nieprzyiaźliwych : a to gruntownie wiedźcie, że ieden myśląc o królestwie, począł dziać siatki naszym łowom bardzo przeciwne. O czem żem pisał do nuncyusza papieskiego, możesz WMość y w tem y w innych rzeczach do tego należących z nim

konferować, albowiem iest wiernym sługą y życzliwym Cesarzowi, naszemu miłościwemu Panu, y k'temu iż poznał tego tu narodu Polskiego dumy y affekta y obchodzić się z niemi umie : a niedziw, bo się ich przez te kilka lat, bywszy w Polscze, nauczył, y rzeczy wielkie, ważne a taiemne będąc tu sprawował. A przez to, dla tego to WMości piszę iż wiem że ten będzie wiedział y umiał, iako służyć Cesarzowi IMości. Ia też z Panem Ierzym Pruszkowskim czyniemy co możemy, acz mam y niektóre przeciwniki z któremi mamy piekła dosyć ; a wszakże nie iesteśmy bez nadzieie, a Bóg niechay szczęści. Ten mianowany Pan Pruszkowski iedzie potaiemnie przez Pruską ziemię, albo iutro albo w niedzielę wyieżdża. Mnie ieżeli wypchną od ciała królewskiego, poiadę Królewny Ieymości pocałować rękę, którey tak rad służę iako wie y iakom zwykł.

Sam nie mam iako listów przesyłać na dwór Cesarza IMości, chyba sląc swe własne na Wrocław ; pocztarze nie śmieią biegać daley Krakowa, a zwłaszcza też piesi kuryerowie.

A z tem się WMości zalecam, etc.

Dan z Knyszyna d. 30 augusta 1572.

LITERÆ A GASTALDO AD D. DE ROSENBERG ORATORE ROMANORUM IMPERATORIS DATÆ.

Bibliothèque du prince Czartoryski; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl Zał., 364.

Gastald à Rosenberg. — Un juif m'a remis votre lettre. Mon humble avis est que vous cherchiez à voir la princesse. Essayez de gagner l'amitié du palatin de Sandomir ; il peut beaucoup. On va tenir une assemblée à Radziejow, tâchez d'y aller ; sinon j'irai moi-même vous trouver : j'ai des choses importantes à vous communiquer.

Oświecony Panie,

Dziś, wtórego dnia septembra, przyniósł mi żyd od WMości list, z któregom wszystko wyrozumiał. Przy tem tak mi się zda, mem głupiem zdaniem, żebyś WMość co nayrychley przymknął się sam ku Królewnie Ieymości, dla wielu przyczyn y respektów, które ia ustnie WMości powiem ; a ieżeli się to WMości nie zda, day mi WMość znać, kędy mam WMości nalesć, albowiem mam napowiedzieć WMości wiele rzeczy zbytnie potrzebnych. O to się też WMość staray, abyś WMość

mógł przyiść do uprzeymey y otworzystey z woiewodą Sandomierskim przyiaźnie, na czem siła należy. Teraz będzie ziazd w Radzieiowie, gdzie będą arcybiskup Gnieźnieński, biskup Płocki y innych wielu Panów: miałbyś się WMość wszelakim sposobem starać, aby się WMość sam przymknął owędy. Odsyłam WMości tego żyda, kupiłem mu konia aby tem prędzey u WMości był, a ieżeliby WMość, móy mościwy Pan, nie mógł sam ziemią bydź, dla wielu przeszkadzek y niewczasu, tedi WMość Wisłą lepiey y prędzey będziesz. A gdzieby to wszystko bydź nie mogło, day mi WMość znać, a ia chociem źle zdrów, przyiadę ku WMości.

Łasce się WMości przytem zalecam.

Dan z Płocka, 13 dnia septembra 1572.

IMPERATORIS ROMANORUM LEGATIO.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Zał., 364.

Illustrissimorum ac Generosissimorum Guilielmi de Rosenberg et Vratislai de Pernstein ad Invicti Poloniæ Regni Consiliarios aliosque Proceres, Status ac Ordines ablegatorum memoriale iis de rebus quas impræsentiarum Rev. in Christo Pater et Dominus D. Joannes Cyrus, juris utriusque doctor, abbas Vratislaviensis, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius, et in Regno Poloniæ Orator ordinarius, apud Serenissimam Principem et Dominam, D. Annam Infantem Poloniæ agere debet.

Quam primum dictus orator Cyrus ad eum locum ubi Serenitas Ejus commorabitur appulerit, diligenter et accurate operam dabit a Serenitate Ejus secretissimam audientiam dari, qua impetrata, Serenitati Illius primum literas nostras credentiales reddet, nostraque observantiæ studia atque officia cum integerrimorum erga Serenitatem Ejus animorum nostrorum testificatione appositis et idoneis verbis commendabit.

Deinde Serenitati Ejus, qua decet observantia, nobis a Majestate Cæsarea clementer injunctum exponet, quam primum in Poloniam veniremus, Serenitatem Ejus accedere, ac, impetrata audientia, Eidem literas Cæsareæ Majestatis, earumque credentiales reddere, salutem plurimam dicere, ac fraternam Cæsareæ Majestatis benevolentiam, sincerissimæque affectionis studia aptis humanissimisque verbis deferre. Verum quod hacte-

nus officium hac in parte nostrum facere nequiverimus, non in nostra voluntate aliqua aut negligentia, sed aliorum culpa accidisse, quemadmodum Serenitati Illius non obscurum esse putamus.

Non autem hoc malum atque incommodum nostrum tantum personis accidisse, sed literis quoque, tum a Majestate Cæsarea, tum a Serenissima Imperatrice ad præfatam Serenissimam Infantem manu propria amantissime benevolentissimeque scriptis, et in ipso regno Poloniæ una cum nuntiis interceptis.

Facta excusatione tum nostra, tum interceptarum literarum, idem orator Cyrus Serenitati Ejus ostendet, ad evitandas offensiones et irritationes suspiciosissimorum hominum, visum nobis fuisse præfato oratori Cyro hanc partem legationis nostræ, quæ Serenitatem Ejus concerneret, communicare, et Majestatis Cæsareæ mandata, nobis clementer data, ad Serenitatem Ejus perferenda, subdelegare. Causas autem legationis nostræ ad prælibatam Ser. Infantem esse tales :

Majestatem Cæsaream Serenissimi ac potentissimi quondam Poloniæ Regis Sigismundi Augusti et Ejusdem Infantis fratris germani obitum, ac Cæsareæ Majestatis tam multiplici arctissimoque sanguinis et affinitatis vinculo juncti fratris interitum ex animo dolere atque lugere.

Verum cum Divinæ Majestatis arbitrio et voluntati cedendum et acquiescendum sit, moderari oportere justum mœrorem ; cumque res, ita Domino Deo disponente, eo sit redacta, ut de regis successore deliberandum tractandumque sit, Serenitati Ejus in mentem revocaremus sanguinis propinquitatem, utriusque regni Poloniæ et Bohemiæ ac ditionum annexarum antiquissimam conjunctionem, amicitiam et confœderationem ; item, quæ in hactenus secuta sint utrinque commoda, quæque vice versa ejusdem concordiæ mutuæ dissolutione facile sequi possent incommoda ; quid regno illi Poloniæ, ex vicinis regnis ac dominiis nostris, quavis necessitate ingruente, præstandum sit auxilii et præsidii : quamobrem Serenitati Illius declararemus Cæsareæ Majestatis desiderium de promovendo aliquo ex filiis Majestatis Suæ charissimis, præsertim vero secundo genito Serenissimo Archiduce Ernesto ; Eandemque Serenissimam Infantem summo studio hortandam et requirendam, ut Serenitas Ejus et Majestatis Cæsareæ et Serenissimi filii Archiducis Ernesti causam, quæ cum regni istius bono, salute et tranquillitate conjuncta sit, sua autem intercessione (quum apud regni consiliarios aliosque proceres, Ordines et Status, summam hoc loci, ut merito debeat, fore non est dubium) juvandam suscipere velit ; quod, uti pro mutua illa arctissimaque necessitudine ac sanguinis propinquitate, quæ Majestati Cæsareæ

cum Serenitate Sua intercedit, nec non ea animi sinceritate et benevolentia, qua Serenitatem Suam erga Majestatem Cæsaream, Ejusdemque filios charissimos, quam optime affectam esse hactenus semper Majestas Cæsarea persuasum habuit, de Serenitate Sua sibi omnino pollicetur. Ita Majestatem Cæsaream vicissim una cum filiis et universa inclyta domo Austriæ summo semper studio atque conatu eo incubituram esse, ut Majestatis Cæsareæ erga Serenitatem Suam vere fraternum sincerissimumque studium Eidem quoquo loco et tempore quam maxime testatum reddat, ac haud ulla Serenitati Suæ hanc Majestatis Cæsareæ integerrimam voluntatem re ipsa comprobandi occasio a Cæsarea Majestate neglecta fuisse videri queat. Ceterum idoneis verbis Serenitatem Ejus præfatus orator Cyrus edoceat ejusmodi Serenitatis Illius sollicitudinem, curam, operam ac studium juvandi et promovendi præfatam causam, tum Majestati Cæsareæ et Ser. Ejus filio, tum Ipsiusmet Serenitati ornamento fore. Electionis enim negotio ex sententia et desiderio Majestatis Cæsareæ feliciter confecto, expressum et speciale nos præfati oratores mandatum cum sufficienti authentico diplomate habemus, nomine, loco et plena ac firma cum ratihabitione Majestatis Cæsareæ, ex parte Ser. Archiducis Ernesti cum Ipsa Ser. prælibata Infante matrimonium tractare atque concludere, sicut idem Cyrus orator super ea re mandatum procuratorium plenarium a Majestate Cæsarea nobis traditum in manibus suis habuit, suisque oculis vidit atque perlegit, ut Majestatem Cæsaream fraterne, sincere et seriorem omnem agere, prædictus Cyrus luculentior testis esse possit, indeque occasionem rapiat Serenissimam Infantem modestis verbis reverenter rogare et pro sua prudentia summopere hortari, si quidem nos Majestatis Cæsareæ oratores, summa cum integritate, candore et sinceritate legationis nostræ causas secretissime ac confidentissime Serenitati Ejus aperimus, Serenitas Ejus vicissim nobis patefacere dignetur, quorum benevolentia, favore, consilio et opera in præfatis negotiis secure uti, et quorum e contra malevolentiam fugere atque insidias cavere debeamus, quid denique ad totius negotii felicem tractationem usui, commodo et auxilio esse videatur.

Datum in villa Dziekanow, xxx Octobris 1572.

VILHELM DE ROSENBERG.
VRATISLAUS DE PERNSTEIN.

LITERÆ AB ORATORIBUS ROMANORUM IMPERATORIS AD MINORIS POLONIÆ CONSILIARIOS DATÆ.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl Zal., 364.

Les ambassadeurs impériaux se justifient du reproche qui leur a été adressé d'avoir quitté Dombroviça sans en informer le sénat, contrairement à leur engagement : ils soutiennent n'avoir jamais pris un tel engagement ; la peste qui sévit à Lublin et aux environs les a forcés de s'éloigner ; la diète convoquée à Bystrzyça ayant été ajournée, ils n'avaient plus aucun motif qui les retînt. On a osé dire que l'Empereur voulait attenter aux libertés de la République : de pareilles imputations, d'où qu'elles viennent, sont injurieuses pour Sa Majesté Impériale et ne peuvent être qu'une invention de ses ennemis. Loin de là, Sa dite Majesté se verrait au comble de ses vœux si Dieu permettait qu'elle fût à même d'augmenter les priviléges et libertés dont jouit actuellement la noblesse. Les ambassadeurs ont déjà fait justice du bruit ridicule répandu sur la présence du fils de l'Empereur parmi eux, et sur le projet de le marier secrètement à l'Infante pour le porter ensuite au trône. Voulant se mettre à l'abri de tout reproche, ils viennent de faire demander à l'archevêque et aux autres sénateurs réunis à Kolo l'autorisation de se rendre auprès de l'Infante et d'accomplir près d'elle la mission qu'ils tiennent de leur souverain. Ils ont également déféré à l'archevêque et aux autres sénateurs les écrits calomnieux dirigés contre l'Empereur. Loin de restreindre, comme on le prétend, les libertés de la Bohême, l'Empereur, couronné roi de Bohême, a confirmé et maintenu toutes les anciennes libertés des Tchèques. Tchèques eux-mêmes, les ambassadeurs font le tableau des bienfaits dont jouit la Bohême sous le gouvernement impérial. Ils terminent en demandant la restitution de leur correspondance, laquelle, en violation du droit des gens, a été dernièrement saisie sur la frontière du palatinat de Cracovie.

Wasza Miłość wysoce dostoyny Xiążę a Panie, Panie Biskupie Krakowski,

A Wasze Miłości Wielmożni Panowie Woiewodowie,

Y Wasze Miłości Panowie Kasztelanowie, Starostowie, Rady y inne Wasze Miłości Panowie Stanowie Koronni z Mnieyszey Polski, teraz pospołu będący, Panowie y przyiaciele nasi łaskawi,

Służby nasze y z życzeniem a żądaniem od Pana Boga wszechmogącego wszech dobrego, WMościom wskazuiemy.

Sprawieni będąc iż tym odiazdem naszym z Dąbrowice do tey tu krainy są niektórzy nie małą molestyą a ściążnością zięci, a nas, iakobyśmy mimo przypowieść którąśmy byli WMościom (tak iakoż się nam przyczyta) uczynili, bez wiadomoście a nie doczekawszy się odpowiedzie od WMościów odiachać mieli, wykładać a rozgłaszać raczycie; dostawszy oznaymienia o tym teraźnieyszym zieździe WMościów, tegochmy pominąć nie mogli, iedno w tey y w innych przyczynach, z tym oto listem, te oto posły, przyiacioły a sługi nasze, do WMościów wysłacieśmy, a przyczyny naszego odiazdu oznaymić musieli:

Nayprzód, ieżelibychmy tem ścigani bydź mieli, żebychmy WMościom to, że bez wiadomoście a woley WMościów też y bez odpowiedzie WMościów z Dąbrowice daley nie poiedziemy, obiecali a przypowiedzieli, tego w pamięciach naszych naleść nie możemy; a też nie zmyślamy aby takowe obiecowanie a przypowiedanie od nas kto słyszeć miał, czemu się z odpowiedzie naszey pisaney, którąśmy IMPanu woiewodzie Krakowskiemu po słudze Iegomości którego IMość k'nam wysłać był raczył, iakożto po Panu Cebulskim dali, szerzey porozumieć może, żeśmy około dalszego naszego zostania albo na iaką odpowiedź czekania nic nie obiecowali, ani nie przypowiedzieli. Drugie, iest wiadomo że morowe powietrze w Lublinie y w tym we wszym okółku się rozmogło, a nadto y tu do Dąbrowice między niektórą czeladź naszę się dostało, tak żeśmy, straciwszy tu niektóre osoby z czeladzie naszey, w inne powietrze dla zachowania siebie samych y czeladzie swey obrócić się musieli. A także, dostawszy konieczney sprawy że seym obecny, który między Lublinem a wsią Bystrżycą położon był, k'zmienieniu przyszedł, w takowem niebespiecznem mieyscu daley się zadzierżawać przyczyny żadneyśmy nie mieli. Y to nie mało w przyczynie maiąc, a to od IMPana woiewody Krakowskiego też y od Pana Wiślickiego brata Pana woiewody przez Pana Waysa wskazanie maiąc a zrozumieiąc, iaką nie małą obciążność IMPan woiewoda Krakowski a Pan Wiślicki nad tem mieć raczą, że nam tu od Pana Kasprowicza w Dąbrowicy, na żądność naszę bytność dozwolona (o czemeśmy my, aby to oyczyzna IMPana woiewody bydź miała, żadney wiadomoście nie mieli, ale że to Panów Kasprowiczów folwark się domniemywali), dla czego y on, Pan Kasprowicz, przy IMPanu woiewodzie w niełaskę a ciężkość przychodzi; a tak my nie chcąc przyczyną tego Kasprowicza dalszey ciężkoście bydź ani też na czyię obciążność tam daley się zadzierżawać, ale się ku każdemu przyiacielsko chcąc zacho-

wać, odtądechmy się dadź a inney przyleżytoście swoiey w bespiecznem mieyscu patrzać y sam się obrócić musieli.

Też y tego przed WMościami taić nie możemy, iż nas te sprawy dochodzą, iakobyście WMoście nas w tem podeyrzeniu albo też *suspicione* mieć raczyli, żechmy my sam od Iego Cesarskiey Mości Pana naszego do królestwa tego z nieiakiemi praktykami przyiachać, a WMościów swobodom y przywileiom tey Korony skazę y zlekcenia nieco obmyślać a iednać mieli; w czem się ICMości (z kogokolwiek takowe omylne sprawy pochodzą) bardzo wielkie ubliżenie, a to się, bez wszego wątpienia, od niektórych na zaćmę y osromocenie ICMości przy WMościach z nieiakiey nieprzyiaźnie dzieie. Wiedząc to od osób naszych, o tem WMościom oznaymić możemy że ICMość, aby WMościów przywileiom a starym zwykłościom ubliżać, takowe zmięszować, albo co przeciwnego na zlekcenie wolnoście WMościów przez nas obmyślać a przedsiębrać raczył, nigdy na to myśleć ani nas za tą przyczyną wysłać raczył. Czemuście WMoście z ustnego naszego obszernego oznaymienia, któreśmy WMościom w klasztorze w Sandomierzu tego czasu uczynili (a y w tey to przyczynie obmowę naszę y ICMości przednosili) wyrozumieć obszernie mogli, że w tem ICMość y my niewinnie ścigani, a przy niektórych wykładaniechmy: albowiem Iego Cesarska Mość, ta przednia w Chrześciaństwie zwierzchność, tak chrześciański y sprawiedliwy, a tey to Koronie y obywatelom w niey nakłonny y przychylny Pan bydź raczy, który, nie aby przyczyną zlekcenia przywileiów a swobód królestwa tegoto bydź miał, ale gdyby, dla będącey wieczney pamiątki, iakiemi pośrzodki przywileie, wolności a swobody teyto Korony zwyższyć a zwielbić, albo teyto Koronie co dobrego ku wdzięczności uczynić módz raczył, nad niczemby ICMość większego pocieszenia nieść y mieć nie raczył. Teżechmy y tey sprawy dodali, że nas, na niedowodne a obmylne ludzkie rzeczy, przy sobie poniekąd w tem domniemaniu a suspicyi mieć raczycie, żechmy się za tą przyczyną sam dali, iakobychmy ICMości, Pana naszego naymiłościwszego, syna między sobą mieli, a z nim do IMKrólewny mieli tu małżeństwo zwieść, a tedy potem syna IM. cesarskiego królowaniu w tych ziemiach dopomagać chcieli. Któreżto takowe dziecińskie sprawy nam k'niemałemu podziwieniu przychodzą, mogąc to każdy rozumny człowiek u siebie dobrze rozważyć, że ICMość syna swego a krwie swey tak lekce a mało sobie ważyć nie raczy, aby go, nieiak skrycie a taynie, pod sposobem sługi naszego przy nas posyłać, a tedy k'nieiakim ślubom a królowaniu dopomagać mieć raczył. W czem ICMość nigdy za takowemi praktykami się obzierać a ich używać nie raczył, anichmy my takowego

umysłu kiedy byli aby się to, co się tu ICMości y synowi Iegomości y nam niewinnie przyczyta, pod takowym sposobem wykonać miało. W końcu się przywiodło, że takowym postępkiem a sposobem królowaniu ICMości nie pomogłoby się: bo dobrze wiemy że WMPanowie a to królestwo *suam liberam electionem* mieć raczycie, y że sobie *unanimi consensu* za Pana króla swego osobę godną ku sprawowaniu y obmyślawaniu a wypraczowywaniu obecnego dobrego Rzeczypospolitey królestwa tego obrać, a w obec mieć moc raczycie. A też nie wątpiemy że WMościom nasza ustna przypowieść w dobrey pamięci zostaie, iż do IMKrólewny dotąd, dokąd odpowiedzi od ICMPana naszego nie dostaniemy, nie poiedziemy, co y tak czynimy : a w tey przyczynie (coć WMościom bez chybnoście y wątpienia tayno nie będzie) od IMPanów, Pana arcybiskupa y Panów woiewodów y innych Panów, którzy teraz w Kole przy ziazdu są pospołu, bychmy przed seymem obecnym czyli po seymie poselstwo a nawiedzenie od IMCesarza przy IMKrólewnie wykonać a sprawić za oznaymieniem mogli, żądamy y tem się sprawić chcemy.

A iako się też ladaiakie sformowane *obtrectationes* a kalumnie o ICMości, Panu naszym naymiłościwszym, od niektórych osób ICMości nieżyczliwych a nieprzyiaźnych, w niemałych artykułach a spisiech obsyłaią, dostawszy nieco takowych spisów, ie do Koła IMXiędzu arcybiskupowi, Panom woiewodom y innym Panom pospołu teraz tam będącym, też y innym tu odsyłamy. My tego tu z niemałą ciężką myślą przed WMościami nie taiemy co się w tych zmyślonych, niedowodnych a nieprawdziwych (od kogożkolwiek pochadzaią) spisiech ICMości rodowi, królestwu y ziemi niemałe ubliżenie dzieie : o czem my, iakożto Czechowie, dotykaiąc się przednie wszystkich rzeczy ICMości w królestwie Czeskiem, WMościom prawdziwie oznaymić możemy że temu niczemu tak nie iest, w czem tu ICMość ścigan a pomawian bydź raczy. Bo ICMość, będąc na króla Czeskiego koronowan, nam wszem Stanom królestwa Czeskiego społecznie, tak duchownym iako też y świetskim, potem innym wszem osobom, którychkolwiek Stanów wszystkich, przywileie, swobody, nadania od przedeszłych królów Czeskich nadane miłościwie potwierdzić, konfirmować, a wszystko królestwo y iednego każdego potem statecznie a miłościwie aż do tego czasu zachować, a nadto ieszcze wyżey, wielu osobom a Radom za służby ich wierne siła miłoście uczynić a przydać raczył. K'temu niemniey y nas przy naszych starych zwykłościach a porządziech, na które żadnego obdarowania nie mamy, bez poruszenia, do końca zaniechać raczył,

a y do tey chwile nas przy tem, przy wszem, zostawować, a niczego też mienić nie raczy.

Sądowie nasi w królestwie Czeskiem w starych swych zwykłościach zostawaią, a każdy człowiek, iak bogaty tak ubogi, we wszey sprawiedliwości z miłości Boga spokoynie zachowan bywa, a tey wedle należytości dostawa. Bo te sądy dwadzieścia a cztermi osobami stanu pańskiego a szlacheckiego, Czechy rodzonemi a przednie możnemi, osadzone bywaią; na którym sądzie tak dobrze ICMość, iakoto król Czeski, iako y inny z obywatelów sądzon bywa, a co u sądu znaleziono będzie, iako my, cierpieć y na tem przestać musi, od którego to sądu żadnego apellowania przed króla ani daley nie masz.

A tak my się domniemamy y za to mamy, że się nie rychło które królestwo albo ziemia naydzie, w którey stan pański y szlachecki w takowey swobodzie y ze statki swemi y w takiey wolności są, iako w królestwie Czeskiem : bo żadnemi pańskiemi służbami, ani innemi powinnościami statków swych królowi Panu naszemu nie iesteśmy winni ani związani, iedno co na seymie obecnym, dla potrzeby naszey, z swey dobrey a swobodney woley zwolemy a na siebie włożemy ; a y tego nawet na co się sami zwolemy, nie myśmy powinni, ale poddani nasi. A cóż tak sfolguiemy kiedy, w tem dostatecznemi rewersy od ICMości, też y od przedeszlych a będących królów Czeskich, każdego czasu opatrzeni bywamy, że to przywileiom a wolnościom y swobodom naszym nic na ubliżenie a poruszenie nie bywa y bydź nie może. Też także ICMość, iakoto król Czeski, na żadną osobę z pańskiego a z szlacheckiego stanu, ani na statki nasze, ciągnąć nie może ; ale iednemu każdemu proces prawa podle narządzenia a porządku ziemskiego królestwa Czeskiego się zachowa ; a iakąkolwiek scieżność IMKról do kogo mieć raczy, z tego go przedtem sąd pognać albo obesłać podle porządku a starobliwey zwykłoście winien, y na tem co się u sądu naydzie (tak iako nayprzód dostawiono) IMKról iuż przestać powinien iest. Żaden Niemiec a cudzoziemiec w Czechach statku sobie kupić, ani w iakim urzędzie bydź może, chybaby od Stanów wszego królestwa na seymie obecnym za obywatela a Czecha przyięty był : toż takież ani IMKról żadnego cudzoziemca bez Stanów do ziemie przyiąć niiak nie może.

Co się Prażanów y innych osób w królestwie Czeskiem karania od sławney pamięcie IMKróla Ferdynanda doiycze, to się dla słusznych a godnych przyczyn, dla ich nie małego przeciw IKMości, przeciw powinności ich a porządku ziemskiemu wystąpienia a zasłużenia stało, o czem by wiele pisać było : wszak y w tem IKMość, k'tym y z temi

osobami, processa porząd prawa zachować raczył, a ie podług porządku królestwa Czeskiego obesłać raczył. A co im tu kolwiek społem z innymi na sądzie ziemskim naleziono, to ICMość, nie *ex motu proprio*, ale z radą a uważeniem naywyższych urzędników a sędziów ziemskich królestwa Czeskiego a margrabstwa Morawskiego uczynić raczył. A tym osobom wszem, iako o tem wszemu królestwu Czeskiemu wiadomo iest, więcey z miłosierdzieństwa niźli ze sprawiedliwoście, wedle ich zasłużenia a przewinienia, wymierzenie praw naszych ICMość ukazać raczył.

Około monety w królestwie Czeskiem, tey ICMość, iakoto król Czeski, nie raczy módz zmienić ani zlekczyć im o zrównanie iey się nie zniesie ze wszystkiemi Stany w królestwie Czeskiem, w czem się ICMość tak k'nam miłościwie a oycowskie, nie oglądaiąc się w tem na żadny użytek ani zysk swóy, chować raczy. Także to poznawamy: lepszą monetę, którą ICMość w królestwie Czeskiem w minicach swych bić a działać dadź raczy, mamy, niźli we wszystkichkolwiek ziemiach się naleźć może.

A gdziebyśmy mieli wszystkie porządki, sposoby, swobody, wolności, a w nich nasze stare zwykłości, które się w królestwie Czeskiem a w ziemiach k'niemu przynależnych, w których aż do tego czasu z miłoście bożey spokoynie a bez wszego umnieyszenia a przekazek żywichmy, zachowywaią, wypisować y nad niemi rozszerzać, wieleby się a długo o tem wypisywać musiało ; o czem wiele z narodu a przyiaciół WMościów, którzy w Koronie Czeskiey bywali a tam się wychowali, WMościom szerszą sprawę dadź, a o wszystkiem prawdziwie oznaymić mogą.

A tak, nie mogąc o ICMości, tak chrześciańskim, sprawiedliwym a miłościwym Panie, takowych zmyślonych, niedowodnych a nieprawdziwych słów słyszeć, iako o tem dołożono, y o tem w tym tu liście naszym zminkęchmy uczynić musieli WMościom, przyiacielskie żądaiąc abyście takowym omylonym, nieprawdziwym spisom wierzyć nie raczyli, ale teyto naszey, dali Bóg, prawdziwey a gruntowney sprawie, acz w krótkich słowiech, wiarę y mieysce dadź, y także nas y przyiacioły nasze w królestwie Czeskiem za te mieć y dzierżeć raczyli, że na to myślimy abyśmy w nieiaką potępną służebność nie wchodzili, ale tego czego nam przodkowie nasi ze wszą pochwałą zaniechali, swobodnie używali a potomkom naszym też tego pozostawili.

Z czego my ieszcze Pana Boga chwalić mamy, patrząc na inne królestwa a ziemie w Chrześciańskie iako się w nich wiedzie a dziwnych praktyk używa, czego *exempla* ze wszech stron rzetelne a żywne są, że nas Bóg wszechmogący takową chrześciańską, oycowską, sprawiedliwą y osobliwie mądrą zwierzchnością, która w opatrowaniu nas wszech

wiernych poddanych y w obmyślaniu pokoiu w ziemiach a królestwach naszych a w rozmnożywaniu obecnego dobrego, tak pilna a bedliwa iest, miłościwie opatrzyć raczył.

Na pośledy y to od WMościów maiąc, te sprawy oznaymić musiemy, że na granicach królestwa Polskiego, około Krakowa, listy od ICMPana naszego, więcey y aniżeli iedne, namby zadzierżane bydź miały, których aż do tey chwile nie dostawamy; czegośmy się iście nie nadziali, aby to nas, iakoto posły a sługi ICMości, w temto królestwie spotkać miało. A zmyślamy że WMościom ICMości wierna łaska, która ICMość, nietylko ku IMKrólowi Polskiemu sławney pamięcie (iakoto ku bratu a szwagrowi swemu), ale y ku obywatelom Korony tey dotąd zachować raczył, dobrze znaioma iest: y aby ią ICMość wyżey a więcey ku WMościom y ku wszey Koronie też ieszcze daley ukazował, nas posły swe ku WMościom wyprawić raczył; w których potrzebach a przyczynach, którym gdy od nas (iakochmy onegda WMościom tego ustnie dotknęli) przy seymie obecnym wyrozumieć raczycie, dali Bóg na tem osobliwe swe pocieszenie mieć będziecie raczyli. A tak, abyli k'nam, iakożto ku posłom ICMości a k'temu ku przyrodzonym Czechom, przyiacielom a bratom WMościów, z któremiż spisy sławne a *pacta* od starodawna w królestwie Czeskiem a Polskiem mamy, takowy sposób z strony przeymowania listów zachowan bydź miał, nie iesteśmy od WMościów tey nadzieie, znaiąc to od ICMości y od nas przeciw sobie, iak dwór ICMości y wszystkie królestwa a ziemie Iegomości WMościom Panom Polakom są wolne, swobodne a otworzone; iaka uczciwość a wszelakie przyiacielstwo przyiacielom WMościów, którzy się tam znachodzuią y dostawaią, ukazowana a czyniona bywa; y także iaki nie mały poczet przyiaciół WMościów przodkiem przy ICMości, a potem przy innych przednich osobach w królestwie Czeskiem, ze wszą uczciwością wychowywani bywaią: z czego ze wszego za to mamy, że ku innemu postępowaniu WMościom żadna przyczyna dana nie iest, iedno ku wszey odmianie a odpłacie przyiacielskiey. A tak, WMościów przyiacielskie żądamy byście się k'nam tak łaskawie a przyiacielskie ziszczać, a w tem ICMości Panu naszemu odpłacać, y takie osób naszych chować a to opatrzyć a narządzić raczyli, abychmy bez mieszkania takowych listów zupełna dostać, a y bespiecznie w potrzebach naszych ku ICMości y do domów swych sługi wyprawować, a zasię y od ICMości y z domów swych odpowiedzi dostawać mogli. O czem, iż tak uczynić a w tem we wszem się k'nam, na to pisanie nasze, przyiacielskie a łaskawie ukazać raczycie nie wątpiemy, dla ICMości WMościom tego wszem dobrem wspominania

y nadgrodzywania y dla naszego przyiacielskiego odpłacywania y odsłużenia.

Z tem WMościów y siebie Panu Bogu poruczamy wszechmogącemu.

Data w Dziekanowie, *die* 13 *Octobris*, *anno* 1572.

WMościom wszem powolni y życzliwi przyiaciele,

Wilhelm z Rozemberku, sprawca a władacz domu Rozemberków, Rzymskiego Cesarza IMości Rada, a naywyższy burgrabia królestwa Czeskiego.

Władysław z Persztyna na Towaczowie, naywyższy kanclerz królestwa Czeskiego, Rzymskiego Cesarza IMości Rada a komornik.

RESPONSUM AD EASDEM LITERAS.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, t. 85, ex mss. Bibl. Zal., 364.

Réponse des sénateurs de la Petite-Pologne au précédent message des ambassadeurs de l'Empereur.

Używamyć my tego z niemałym żalem y z podziwieniem co około WMościów bydź widziemy y słyszemy; bo iako po inne wszystkie czasy zawżdy wszystcy posłowie, a pogotowiu Cesarza IMości, w królestwie tem wdzięcznie przyimowani byli y w wielkiey uczciwości przystoynie chowani y zadzierżywani, takośmy my też y teraz toż z WMościami wszystko statecznie wykonywać chcieli, czegoście WMoście dobre znaki a początki wnet wiachawszy za granicę poznawać raczyli: iż y ludzie żołnierscy tamtego kraiu y starosta tamtych mieysc taką ochotę z wielką uczciwością okazowali, iakoście to sami WMoście z wdzięcznością przed nami w Sandomierzu wysławiać raczyli, chociaście WMoście nic o sobie, wedle zwykłego obyczaiu, znać niedali. Także też gdyście y do stołecznego naszego miasta Krakowa raczyli przyiachać, tegoż wszystkiego WMoście doznawali, coście przed nami też WMoście w Sandomierzu pochwalać raczyli. Y gdyście WMoście synowi IMPana woiewody Krakowskiego, który, acz chorym sam będąc, WMościów do gospody nawiedzieć był

przyiął. raczyli się opowiedzieć że WMoście do Knyszyna, gdzie natenczas był złożony czas ku ziazdowi wszystkim senatorom Koronnym (który przez pewne przyczyny doyść nie mógł), z poruczenia Cesarza IMości iachać raczycie, tedy WMościów y listy potrzebnemi y sługami IMPana woiewody Krakowskiego, oyca swego, ku służbom WMościów opatrzyć raczył, aby oni starali się o to, iakoby WMościom na wszystkich mieyscach y godna podźciwość się działa, y inne potrzeby aby przez nie sprawowane były, wedle zdania a woley WMościów. A gdy iuż, iako powiedziano iest, tym czasem ziazd ten który miał bydź w Knyszynie nie doszedł, a WMoście z Krakowa tam przed się poiechali byli, tedy dowiedziawszy się o tem IMPan woiewoda Sandomierski, który się był z drogi Knyszyńskiey iuż wrócił, że WMoście, nie wiedząc o niedoyściu ziazdu tego, raczyliście przed się tam iachać, posłał ku WMościom prosząc abyście WMoście raczyli w Połańcu nocować, y tam na Iegomości poczekać, aby sam ku WMościom przyiachał a to WMościom sam opowiedział, że iuż WMościów drogaby tam do Knyszyna daremna była, gdyżbyście iuż WMoście zastać nikogo tam nie mogli z kimbyście co wedle potrzeby *et cum dignitate* sprawować mogli. WMoście zadzierżeć nie raczyliście się, ale w Pokrzywnicy obiecaliście poczekać na Iegomości, cztery mile od Połańca. Tam gdy IMPan woiewoda był ku WMościom poiachał, przybieżał komornik Iegomości opowiedaiąc że WMoście nic się w Pokrzywnicy nie stanowiąc, ku Sandomierzowi raczyliście się obrócić. IMPan woiewoda, że niewiedział nic pewnego gdzie się WMoście zastanowić mieli, do domu się wrócił, od Pokrzywnice w pięć mil, na tak długo, ażby się był o tem wywiedział gdzie się WMoście obracać raczycie. *Interim*, niźli ieszcze Iegomość do domu swego przyiachał, zbieżało się szlachty niemało ku Iegomości, dziwuiąc się temu, czemu tego Iegomość nie opatrzył że cudzoziemców tak wielka gromada teraz *sub interregno* mimo Iegomości tak swobodnie się przeieżdża, gdyż teraz nikt nic z nikim bez wszystkich sprawować nie może. Iegomość wnet wyprawił ku WMościom, *pro dignitate* WMościów, dwu z Rady Koronney, kasztelany Żarnowskiego y Małogoskiego, prosząc abyście się tam WMoście zahamować raczyli gdzie WMoście zaiadą: że chce Iegomość sam ku WMościom przyiachać, a iż za takim tumultem, który się za takiem WMościów iachaniem przez Koronę był rozniósł, tak prędko ku WMościom przyiachać nie mógł gdyż pod tym czasem *interregni* y za takiemi spisy, któreśmy z sobą uczynili, *plena omnia suspicionis* są) prosić WMościów rozkazał abyście WMoście kilka dni na przyiazd Iegomości zatrwać raczyli, czegoście WMoście raczyli pozwolić. Tam, gdy Ichmoście

y z innych Panów Rad y Rycerstwa nie małym pocztem raczyli przyiachać, to naypilnieysze staranie było abyście WMoście na iednem mieyscu mieszkać raczyli, a czekać we wszey uczciwości czasu tego, na któryby wszystcy ziachali, z któremiby WMoście poruczenie Cesarza, IMPana swego, odprawić byli mogli. A obawiaiąc się czego takiego, pod takim czasem kiedy *jura silent*, na co widziemy że się iuż WMoście uskarżać raczycie, chciał tego y żądał po WMościach IMPan woiewoda, z inną Radą Koronną y z wielą osób szlacheckich, abyście się WMoście w Sandomierzu, a gdzieby powietrze przekaziło, tedy w Pokrzywnicy dwie mile od Sandomierza zadzierżeć raczyli do tegoż a takiego czasu, iako się wyżey napisało. A tam w Pokrzywnicy ofiarowan był WMościom klasztor dobrze budowany y zawarty, gdzie WMoście *et pro dignitate et cum maxima omnium rerum commoditate* mieszkać mogli; bo miasteczko w żyznym kraiu wszystkich potrzeb hoynie WMościom dodawać mogło, które y do tego czasu od złego powietrza wolne iest. K'temu też, iż tak blisko od domu IMPana woiewody Sandomierskiego, tedy zawsze mógłby był Iegomość pieczą mieć, aby we wszem WMościom y przystoyna podźciwość się działa, y to co około wczasności WMościów byłoby potrzeba aby obmyślawane było. WMoście raczyliście powiedzieć żeby to było z lekkością Cesarza Iegomości, także też y osób WMościów, abyście się nazad wracać mieli, aleście prosić a żądać raczyli abyście do Lublina, gdzieście iuż WMoście byli dla gospód posłali, iachać mogli. IMPan woiewoda opowiedział WMościom że w Lublinie powietrze złe, czego widziemy żeście WMoście sami teraz doznali, czemuście w onczas wierzyć nie chcieli. K'temu że tam był *universalis* wszystkim państwom Koronnym seym złożon, obawiał się Iegomość aby od ludzi swawolnych, gdyż iuż tam ludzie kupić się muszą pod takim czasem, co takiego WMościom albo sługom WMościów się nie działo, w czemby się nie uszanowała taka powaga y uczciwość osób WMościów iakiey y IMPan woiewoda Sandomierski y inni wszystcy stateczni obywatele Koronni WMościom życzą. Ale iżeście WMoście, po długich namowach, do Pokrzywnicy się wrócić nie raczyli, w Sandomierzu zadzierżeć się obiecaliście dotąd, dokądby powietrze WMościów nie wzruszyło, a ieżeliby k'temu przyszło, tedy do Zawichosta, za wiadomością IMPana woiewody Sandomierskiego, ruszycieście się mieli, y ztamtąd daley pomknąć, ieżeliby tego potrzeba była, ale za wiadomością y naznaczeniem mieysca od IMPana woiewody Sandomierskiego. Potem, gdy y w Sandomierzu y w Zawichoście się zapowietrzyło, pozwolił WMościom IMPan woiewoda Sandomierski pomknąć się do Urzędowa za Wisłę. Tam, iż to miasteczko iest xięcia Sluc-

kiego (nad którem IMPan woiewoda żadney zwierzchnoście niema), snadź WMościów puscić nie chciano. Ztamtąd mieliście się WMoście ku Lublinowi ruszyć, ku IMPanu woiewodzie Krakowskiemu iako marszałkowi Koronnemu posławszy, prosząc aby tam WMościów gospodami opatrzyć raczył; ale iż w Lublinie złe powietrze zaszło, tedy Iegomość posłał był służebnika swego do WMościów, aby był naznaczył przy Lublinie stanie dobre y od powietrza bespieczne: czego WMoście nie doczekawszy, obróciliście się do Dąbrowice, wsi IMPana Wiśnickiego. Tam IMPan woiewoda Krakowski posłał ku WMościom służebnika swego, opowiadaiąc to, że tego niewdzięcznie przyimuie żeWMoście, nie doczekawszy od Iegomości odpowiedzi na pisanie y wskazanie swoie, raczyli do tey wsie wyiachać. która iuż była komu innemu naznaczona ku temu seymowi który miał być w Lublinie; ale gdy iuż się tak stało. prosił abyście się iuż ztamtąd ruszać nie raczyli aż Iegomość, przyiachawszy z tego ziazdu, ku któremu iuż iachał, do Osieka, naznaczyłby był Waszmościom takie mieysce ku mieszkaniu, w którem tego pospolitego naszego ziazdu, ku któremu WMoście posłani iesteście, *commode* czekać byście mogli: coście WMoście uczynić byli obiecali, tak iako IMPan woiewoda Krakowski sprawę od tego służebnika swego mieć raczył. Gdyśmy się iuż do Osieka na ten ziazd ziachali, przyszła nam wieść o prędkiem WMościów wyiachaniu z Dąbrowice, mimo onę żądliwość IMPana woiewody Krakowskiego (iako od sługi sprawę miał), mimo z WMościami postanowienie: z podziwieniem a nas wszech tak prędkie WMościów porwanie się z teyto Dąbrowice było. W tem przyniesiono nam pewną sprawę, żeście WMoście wzywani byli abyście się raczyli co rychley ku temu mieyscu przymknąć, kędy Królewna Ieymość mieszkać raczy; k'temu też że y Gastaldo, który tam dawno przy Królewnie Ieymości mieszka (nie wiemy z czyiego poruczenia, gdyż w Sandomierzu raczyliście powiadać, że o iego tu posłaniu od Cesarza Iegomości wiedzieć nie raczycie), u WMościów tam w tey Dąbrowice mało przedtem był. Zatem iuż wszystcy inaczey rozumieć nie chcieli, iedno iż WMoście tam się ku temu mieyscu ruszyć raczyli, kędy WMościów wzywano: to iako w ludziach suspicyi dziwnych wzbudziło, którzy teraz sami przez się, *sic stantibus rebus*, są dosyć *suspiciosi*, WMoście iako Panowie mądrzy y baczni, rozumieć raczycie. A tak za takiemi okolicznościami, k'temu y za napomnieniem tego Rycerstwa w Osieku na ziezdzie, zdało się nam bardzo potrzebno y do Królewney Ieymości niektóre z kollegów naszych wyprawić y samym się też tu przymknąć, a z innemi Pany Wielkopolskiemi się tu ziachawszy, o temże pomówić, iakobyśmy te takie suspi-

cye mogli ugasić, któreście Waszmoście takowemi postępki w ludziach bardzo rozniecili.

To dla tego od początku wszystko WMościom wypisać się nam za potrzebną zdało, pierwicy niźli co na pisma WMościów odpowiemy, abyśmy WMościom ku pamięci, a wszem innym ku wiadomości przywiedli, że temu wszystkiemu na co się WMoście w tych swoich skrypciech skarżycie, sami WMoście saście wszystką przyczyną; czego nam iest nie mały żal y wielkie podziwienie, że WMoście, wiedząc takie *pacta*, które y w pismie swem do nas przypominać raczycie, które y to w sobie zamykaią, aby zobopólnie narody ieden drugiemu w ziemiach swych bespieczeństwo z przystoyną wedle stanu uczciwością obmyślał y sprawował, żeście WMoście nam tego dopuścić nie raczyli, abyśmy to nad WMościami wszystko skutkiem wykonać mogli, do czegośmy tak chętni byli, żechmy się tego u WMościów domagali a dopraszali; zaczem y wielkąście WMoście przyczynę podali do różnych a wielkich suspicyi w Koronie.

Ludzie mądrzy tedy łacnie temu wierzą, że ani Cesarz Iegomość ani WMoście, tak zacne osoby, w praktyki żadne się nie wdawacie; ale po tak szerokiem państwie więcey iest inakszych, którzy, za takiemi WMościów postępki, za pewne to twierdzą. A opowiedaliśmy też to WMościom w Sandomierzu, że zarazem po śmierci Króla IMPana naszego wszystka szlachta na ziezdziech swych, które po wszystkich woiewództwach sobie byli złożyli, tak się słowy y spisy powiązali, y podźciwościami y gardły się obowiązuiąc, przeciw takiemu się podnieść, kogoby w iakich z cudzoziemcy praktykach doznali; y pilnieśmy WMościów prosili o to, abyście WMoście y dla tego też na iednem mieyscu raczyli, za opatrznością IMPana woiewody Sandomierskiego, mieszkać, aby się suspicyi uchronić mogło, z których się niezgody między nami namnożyć może; czego iuż z niemałym postrachem doznawamy, a inney przyczyny nie słyszemy do tego między ludźmi, iedno WMościów takie po ziemiach nieporządne przeieżdżanie.

Na to pisanie WMościów któreście k'nam przez posły swe ostatnie posłać raczyli, taką odpowiedź WMościom czyniemy:

Używamy tego z podziwieniem nie małem, że WMoście tak mądrzy, baczni, a zacnego narodu ludzie, raczycie te dziecińskie baśni przed się brać y nam się sami y Cesarza Iegomości obmawiać, iakobyście WMoście od nas w tem winowati byli, co iż się WMościom od nas nie dzieie, pewniśmy że też także obmowy od nas nie potrzebuiecie: bo pewnie o synu Cesarza Iegomości chyba kto szalony wierzyćby miał to co WMoście raczycie pisać; a iż to iest tak *absurdum*, y pisać co więcey o tem się nie-

chce. A iż nam WMoście wyczytać raczycie swobody swoie, o których acz się niewywiadywamy, a wszakże tego z uprzeymego serca WMościom sprzyiamy, że w wolnościach y w porządkach takich, iako nam raczycie opisować, saście u Cesarza IMPana swego chowani; y pewnie że WMościom, iako braciey swey, P. Boga chwalić z tego wiernie pomagamy, że WMościom tego uchowywać raczy, tak iako WMoście raczycie pisać, że u WMościów nie ku odmianie swobód WMościom się nie dzieie, iako w innych królestwach widzicie, y praktyk szkodliwych że się nie używa tam u WMościów, w czem aby P. Bóg WMościom pomnażac y błogosławić raczył, a nas też tego na potem uchować, tego WMościom y sobie też życzliwie a prawdziwie brackie od P. Boga żądamy, życząc tego WMościom, y pewnie temu wierząc, że WMoście tak tego raczycie pilnować y obmyślawać, tak iakoście od przodków swych te swobody wzięli, abyście także potomkom swoim przez ręce ie postawili a podali. Y to radzi WMościom opowiadamy, że więcey WMościom w tey prawdziwey sprawie wiarę dawamy, a niżli tym omylnym a nieprawdziwym spisom; y pewnie za takie WMoście mamy, że WMoście obmyślawać raczycie to, abyście w iaką potępną skazitelność nie weszli y potomstwa swego nie przywiedli: co Panie Boże WMościom błogosławić racz.

Raczyliście też nam WMoście posłać nie mały spis, który złośliwi ludzie spisali, któregośmy my, ani takiego k'temu równego nigdy nie widzieli; czego nam iście żal, że tak wszeteczni ludzie śmieią się utargawać na tak wysoką zwierzchność od Pana Boga postanowioną: ale, iż WMoście nam *authorem scripti* mianować nie raczycie, my też o nim nie wiemy y nie rozumiemy co innego na to odpisać, ieno to iż bardzo tego żałuiemy, y że, będzieli to kiedy mogło bydź, radzibyśmy kaźnią nad takim to pokazali. Alec miłościwi Panowie, naszem zdaniem, niebyloć takiey przyczyny WMościom, takim Panom, tak ciężko przed się brać tak głupiego pisania, bo rychley każdy temu się śmiać, a iako błaznowi głupiemu łaiać, a niżli wierzyć pewnie będzie; a tak prosiemy, nie raczcie WMoście tak lekkich rzeczy przypuszczać przed się, a o narodzie naszym tego rozumienia bydź, bo nie iest od P. Boga tak rozsądkiem upośledzon, aby rozeznac nie umiał co prawda, a co nieprawda. A kto chce o takich rzeczach mówić albo pisać, iako ten błazen uczynił, trzeba rozumu; a iż go ten pewnie niema, a takie nasze zdanie, że godnieyszy ten skrypt śmiechu a niżeli gniewu: a wszakże, żeby się okazało w iakiey uczciwości u nas iest *Majestas* cesarskd, radzibyśmy aby ten nikczemny chłop karan był, żeby znaczno było, że u nas y błaznowi nie wolno lada co mówić o takiey zwierzchności.

Co się tycze listów któreby na granicach zatrzymane bydź miały, uczyniemy wszelaką pilność, wziąwszy o tem dostateczną sprawę, że WMościów rąk dóydą.

W tych y w innych rzeczach, w których tu WMościom odpowiedzi nie dawamy, czyniemy to dla tego, żeśmy posłali IMPana woiewodę Sandomierskiego do Łęczyce, kędy iest ziazd IMPanów Wielkiey Polski, o czem się, dali Pan Bóg, pilnie porozumiawszy, ostateczną odpowiedź WMościom odeślemy.

Z tem się WMościów łaskawey przyiaźni zalecamy.

Dan z Służewa pod Warszawą, dnia 24 mies. października, roku 1572.

WMościów życzliwi przyiaciele,

Rada Koronna
którzy się byli pod Warszawą ziachali.

EXEMPLUM LITERARUM AB IMPERATORE ROMANORUM AD ORDINES REGNI.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski, 364.

Maximilianus Secundus, Divina favente Clementia, Electus Romanorum Imperator, semper Augustus.

Reverendissimi, Reverendi, Venerabiles, Devoti, ac Illustres, Spectabiles, Magnifici, Generosi, Nobiles, Egregii, Honesti, Providi et Circumspecti, sincere Nobis dilecti.

Significarunt Nobis Illustres, Generosi et Magnificus, fideles Nobis dilecti Guilhelmus a Rosemberg et Vratislaus Dominus de Pernsten, Miles Ordinis Aurei Velleris, nostri Consiliarii, ac Regni nostri Bohemiæ Burgravius et Cancellarius, ad universos Ordines et Status Regni Poloniæ destinati oratores nostri, quod Reverendus, Devotus, Spectabiles ac Magnifici sincere Nobis dilecti, Adamus Konarski Episcopus Posnaniensis, Nicolaus Maciejowski Palatinus et Stanislaus Slupecki Castellanus Lublinenses, a Majoris et Minoris Poloniæ Proceribus, in Kaski nuper congregatis, die secunda præteriti mensis Novembris, Dziekanovium ad se missi venerint, ac post amantissimam fraternæ benevolentiæ denuntiationem

ostenderint Proceres Regni gratiam ipsorum oratorum nomine nostro legationem habere, ac neminem alium præter ipsos oratores legatos nostros agnoscere, et propterea oppidum Urzedow, ut in eo commodius usque ad Conventum generalem commorari possint, amice ac benevole eis concedere, Magnificum vero ac Honorabiles, Devotos, Doctos, Fideles, Nobis dilectos Alphonsum Gastaldum, Marchionem Cassani, Pocillatorem nostrum et Ioannem Cyrum, Abbatem S. Vincentii, nostrum ad Serenissimum quondam Poloniæ Regem destinatum oratorem, nec non Doctorem Martinum Gerstmanum, Decanum Vratislaviensem, Consiliarios nostros, si quidem nullo genere legationis ad Ordines et Status Regni fungerentur, Regno excedere debere. Eam rem, quantum præfati Gerstmani personam attineret, non nihil oratoribus nostris gravem et molestam accidisse, præsertim cum Gerstmani, ut secretarii nostri, opera haud facile carere possunt ; voluisse tamen Procerum postulationi amice potius obsequi, quam eorum voluntati moleste adversari. Humillime autem Nos rogarunt, ut vel eundem Gerstmanum a se dimissum, cum bona Procerum pace et consensu quam primum isthuc remitteremus, aut alium in ejus locum a latinis secretarium substitueremus. Nos sane auditis et consideratis iis, quæ tum a dictis oratoribus nostris perscripta, tum variis hominum rumoribus ad nos perlata fuerunt, præfatum Alphonsum Gastaldum et Ioannem Cyrum sine omni mora literis nostris revocari curavimus, Gerstmanum vero, cum nihil adversus mandatum nostrum, aut contra officium suum fecisse, nihilque isthic cuiquam molestiæ præbuisse appareat, eum in priori officio a Nobis assignato retinere duximus, atque ut posthabitis omnibus rebus suis ad præfatos oratores nostros quam primum redeat, clementer ei injunximus, planeque confidimus Regni Poloniæ Statibus atque Ordinibus non adversum fore, si is secretarii munus, jam pridem apud dictos legatos nostros cæptum, porro obire, Nobisque iis de rebus, quæ ad Regni istius salutem et incolumitatem pertinent, sedulo inservire perrexerit. Idcirco Devotiones et Dilectiones Vestras, nec non vos omnes benigne rogamus et benevole postulamus, ut præfatum Doctorem Gerstmanum, non modo cum famulis, equis, sarcinis, ad dictos oratores nostros, libere, tuto, ac expedite sineque omni impedimento vel molestatione, ire, transire, proficisci, commorari, ac suo tempore recedere, ac redire sinatis, eumque fide publica, si opus fuerit, seu salvo conductu, aliisque rebus ad conficiendum iter necessariis juvetis, omnem illi humanitatem, favorem, benevolentiam et auxilium præstetis, sed eundem etiam, ut secretarium nostrum, dictis oratoribus nostris, durante legatione, attributum benevole agnosca-

tis, eique in iis rebus quæ dictorum oratorum nostrorum legationem concernunt, plenam fidem adhibeatis, in quo facietis rem Nobis plurimum et singulariter gratam, mutuis benevolentiæ et gratiæ studiis quovis loco et tempore recompensandam.

Datum in civitate nostra Vienna, die decima Decembris, anno Domini 1572, Regnorum nostrorum, Romani undecimo, Hungarici decimo, Bohemici vero vigesimo quarto.

MAXIMILIANUS Imperator.

EXEMPLUM LITERARUM CASTELLANI GEDANENSIS DE RETENTIONE CYRI DATARUM.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Zaluski, 396.

Le castellan de Dantzig, Jean Kostka, fait savoir que Cyre, agent de l'Empereur, vient d'être arrêté. On a saisi les lettres dont il était porteur. Le castellan demande des instructions.

Miłościwy Panie,

Powinność moia przeciw Rzeczypospolitey, za spólnem postanowieniem WMościów w Kaskach, do tego mnie przywiodła, żem odieżdżaiąc do Warszawy na tę konwokacyą sługom swym poruczył pieczą mieć na cudzoziemce, których sprawy y praktyki WMościom wszem są podeyrzane, a Rzeczypospolitey szkodliwe ; zaczem Cyrus, który posłem był u nieboszczyka sławney pamięci Pana naszego, do którego się Iego Cesarska Mość znać nie raczy, z Litwy do Gdańska przyiachawszy (dokąd się obrócić chciał nie wiem), zadzierżan iest y do Malborku przywiedzion ; przy którym, iako mi słudzy piszą, są listy w skrzynkach zapieczętowane. Iako to sobie za krzywdę bierze, WMość wyrozumieć będzie raczył z listu iego, którego kopią WMości, memu miłemu Panu, posyłam.

A iż w tak wielkiey rzeczy bez wiadomoście y woley WMości nic czynić nie chcę, ani mi się godzi, proszę żebyś WMość, miłościwy Pan, y radę y naukę dać raczył, iako się w tey mierze dalcy sprawować mam, ażebym Rzeczypospolitey w iakie trudności y niebespieczeństwa nie za-

wiódł, a powinnoście swey przeciwko RP. we wszem przestrzegał. W tey mierze oczekiwam nauki y zdania WMości mego miłościwego Pana; przy tem proszę, gdyż się Cesarz Iegomość do Cyrusa y spraw iego nie zna, żeby mi WMość list Cesarza IMości, albo *authenticam copiam* posłać raczył, żebym mu okazać mógł, że się to dzieie za pozwoleniem Cesarza IMości.

Zatem służby swe w miłościwą łaskę WMości, mego miłościwego Pana, pilnie zalecam.

Dan z Lipna, die 5 februarii, roku 1573.

WMości, mego miłościwego Pana, etc.

Ian Kostka
kasztelan Gdański, starosta Malborski.

LITERÆ EPISCOPI CUJAVIENSIS IN NEGOTIO CYRI AD CASTELLANUM GEDANENSEM DATÆ.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski, 364.

Karnkowski engage le castellan de Dantzig à ne point relâcher Cyre.

Miłościwy Panie Gdański,

Pilność, wiarę y staranie, które WMość w Rzeczypospolitey tey iako prawy stróż czynić raczysz, godne są pochwalenia, iakoż ia, z osoby moiey, chwalę y dziękuię WMości.

Maiąc w ręku takiego ptaszka, z takiemi piórki, z wielu rzeczy może się RP. ostrzedz, w czem nie wiem co innego WMości radzić, ieno aby się WMość IMPanów dołożył. Mnie się to zda, aby tak z Wielkiey Polski iako z Małey y z WX. Litewskiego, tak z Panów iako y z Rycerstwa, były obrane osoby dla przeyrzenia pism y listów, które przy nim są, a iest wielka okazya ; teraz seymiki będą na pół postu, y tam naylepiey to doznać. A tym czasem racz go WMość chować *pro dignitate ejus.*

Cetera fidei et prudentiæ WMości *committo.* A z tem day Panie Boże dobre zdrowie WMości.

Z Szczękocina, 4 februarii 1573.

Waszmości z serca przyiaciel,

STANISŁAW KARNKOWSKI
biskup Kuiawski.

VI

MONTLUC

ET

LA SAINT-BARTHÉLEMY EN POLOGNE

LETTRE DE M. DE VULCOB AMBASSADEUR A LA COUR DE VIENNE AU ROI CHARLES IX.

Bibl. imp., Mss. coll. Colbert, 397.

SIRE,

Je reçus il y eut huit jours les deux dépesches de Vostre Magesté du 22 et du 28 du mois d'aoust passé, suivant lesquelles je fis entendre à l'Empereur en premier lieu comme estoit avenue la blessure du feu amiral et l'ordre que Vostre Magesté avoit donné à ce que le malfaicteur fust poursuivi et apréhendé, s'il eust esté possible, pour en faire la punition, luy ayant mesme lu d'un bout à l'autre, Sire, vostre dite lettre du 22e, afin qu'il connust mieux comme Vostre Magesté a pris un tel act, puis ce qui s'en estoit ensuivy, au très grand regret d'icelle Vostre Magesté, par l'occasion qu'en avoient donné ceux mesmes sur les quels le principale orage est tombé ; luy ayant aussi fait veoir tout le discours qu'il vous a plu, Sire, m'envoyer. Huit jours auparavant que j'eusse reçu les dites dépesches, la nouvelle de la mort du dit feu amiral estoit venue icy, et la premiere parole que j'en ouy, fut par le seigneur Empereur, auquel il plut me faire appeler en sa chambre le mercredy 10e du présent au matin, pour me dire ce qu'on luy mandoit d'Augsbourg et d'aillieurs : qui estoit que le dit amiral avoit esté blessé d'un coup de harquebuze en passant par une rue, et que peu après monsieur le duc de Guyse estoit allé à sa maison avec main forte où il l'avoit tué de sa main, et que soudainement après quelques uns des principaux chefs des huguenots avoient aussi esté tuez, monstrant le seigneur Empereur qu'il ne sçavoit encore ce qu'il en devoit croire. Sur quoy je ne luy dis autre chose, sinon (ce qui estoit vray) que c'estoit là la première nouvelle que j'en avois ouys, dont j'esperois de l'esclaircir par la première dépesche que j'attendois de Vostre Magesté. De jour à l'autre, il m'en monstroit aussi les avis qu'il en recevoit de divers endroits, tous differants les uns des autres, chose qui le mettoit d'autant plus en doute sur la vérité du fait. Quand je luy eus fait entendre, Sire, ainsi que dessus, comme le tout estoit passé, et nommément qu'il n'estoit point question en cecy du fait de la religion ni de la roupture de l'édict de pacification, mais que la

chose estoit procédée de la malheureuse conspiration que les dits chefs avoient faite contre Vostre Magesté et ceux qui luy attouchent de plus près, il monstra d'estre faché de ce qui estoit avenu et me dist qu'il eust plus tost attendu de France toute autre nouvelle que cette là. Et pour ce que je suis certain que Vostre Magesté voudra savoir entièrement comme tout ce fait aura esté pris par deça, et principalement du dit seigneur Empereur, je ne vous dois celer, Sire, qu'il m'a monstré d'avoir quelque opinion du fait diverse de ce que je luy en ay fait entendre, non obstant que je n'aye rien omis pour luy representer le tout devant les yeux suivant les lettres et discours susdits. Entre autres choses, il me dist qu'on luy avoit escript de Rome, n'avoit que trois semaines ou environ, sur le propos des noces du roy de Navarre en ces propres termes : Que à ceste heure que tous les oyseaux estoient en cage, on les pouvoit prendre tous ensemble ; et touchant ce que je luy avois dit que cecy ne touchoit aucunement le fait de la religion, et que Vostre Magesté n'entendoit pour cela rompre son édict de pacification, il me dist qu'il y en avoit qui le croiront mal aysément, mais que le tems et les effects donneront tout à cognoistre. Sur quoy, Sire, Vostre Magesté se peult assurer que je ne fus muet à luy respondre, comme il estoit assez facil, et d'adjouster ce que je pensois estoit plus à propos pour luy confirmer ce que je luy avois premièrement dit. Et pour le regard de ce que on luy avoit escrit de Rome, luy dis, entre autres choses, que ce n'estoit de merveille si tel propos s'y tenoit, veu qu'il n'y a pas faute de personnes de ce costé là qu'eussent desiré, il y a long tems, que sans aucune occasion l'on eust fait mourir tous ceux de la nouvelle religion, à quelque prix que c'eust esté. Et touchant l'observation de l'édict de pacification, que l'intention de Vostre Magesté estoit de le garder comme on verroit qu'elle feroit, pourveu que ceux de la dite religion ne luy donnassent occasion de le rompre, pour en vouloir abuser ou autrement. N'oubliant rien de toutes autres choses qui pouvoient servir à luy mettre devant les yeux le danger évidant auquel estoient Vos Magestés, Messeigneurs les frères, si promptement elle n'y eust remedié de cette façon, ayant esté contraint des deux maulx choisir le moindre. Il me dist aussi à ce mesme propos, qu'il avoit entendu que l'armement qui se feit en Guyenne il y a long tems estoit encore ès ports de Vostre Magesté, ce qui pourroit donner à penser à plusieurs. Sur quoy je luy répliquay ce que je luy feis entendre environ un mois auparavant et dont iceluy avoit parlé plus de deux fois : que Vostre Magesté avoit donné congé à ceux qui en estoient, et ordonnoit faire voile ; et si d'avanture ils n'avoient encore fait, il faudroit dire

qu'il seroit survenu quelque autre empeschement que je ne pouvois encore sçavoir, dont je m'assurois qu'il seroit éclaircy avec le tems, mais qui estoit chose la quelle je ne pouvois pas si tost sçavoir, pour autant que ces ports estoient bien esloignez du lieu où est à présent Vostre Magesté. J'espère, Sire, de faire avec le tems et par plusieurs audiances, que le dit seigneur Empereur connoistra qu'il y a en ce fait plus de vérité que de vraysemblance, et que (comme je luy dis aussi) ayant esté la maladie soudaine et extrême, il avoit esté nécessaire d'user de promptes et extrêmes remèdes.

Au demeurant, Sire, l'Empereur vient samedy de venir dans cette ville de Presbourg, et le lendemain dimanche le prince Rodolfe a fait son entrée comme roy d'Hongrie, et hiere matin fut sacré et couronné, et demain on doit courrir la bague, où il y aura diversité de belles livrées, et les trois ou quatre jours ensuivans faire quelques tournois et combats tant à pié que à cheval. Puis on tiendra les estats pour les affaires du pays, estant l'opinion d'un chacun que nous pourrons demeurer icy environ six semaines pour retourner après à Vienne. Lundy dernier un gentilhomme du pays de Slesie, voysin de la frontière de Pologne, nommé Sigismond de Curzbach, me veint trouver en mon logis de bon matin, et me dit comme je pouvois avoir entendu que Monseigneur vostre frère avoit esté nommé par aucuns palatins de Pologne pour estre eslu leur roy, et que il y en avoit plusieurs qui le désiroient, mais que les bruits de ce qui est advenu en France venoient bien mal à propos, d'autant qu'il y auroit beaucoup des dits sénateurs et autres seigneurs du pays qui en seroient scandalisés, estant plusieurs entre eulx protestans, pour me prier de luy dire ce qui en estoit. Il ne m'a failly à luy faire entendre comme tout s'estoit passé, suivant ce que dessus, nommémant comme Vostre Magesté n'entendoit en rien rompre son édict de pacification, chose qu'il fut bien ayse de sçavoir ; et me dist qu'il s'en vouloit partir de là à deux ou trois jours pour aller en sa maison, où il pensoit qu'il trouveroit des lettres ou quelque personnage de la part de Vostre Magesté, et qu'il avoit grande espérance pour Monseigneur, pourvu qu'on solicitast, et que touchant l'un des fils de l'Empereur, il en croyoit qu'il en estoit du tout dehors, et si Monseigneur ne l'emportoit, ce pourroit bien estre le Moscovite.

Et en tant je prie Dieu, etc.

De Presbourg, le 26e jour de septembre 1572.

VULCOB.

LETTRE DE KRASSOWSKI A LA REINE MÈRE.

Bibl. imp., Mss. fonds franç., vol. 5806.

Madama,

Anchora che il signor de Valenza, suo inbasatore, vi scriva ogni cosa particularmente, si che io piglio tal ardiza de scrivere a Vostra Maestà queste poche mie: che sendo noi giunti in Polonia, abiamo trovato tutto questo regno alla devocione de Monsieur, suo caro figliolo, et che s'è tenuto frà le altre picole diete una dieta grande, dove si trovò la mita e piu deli senatori de questo regno et grande quantità della nobiltà, e il locho si chiamava Cassa, dove il signor inbasatore mi comandò de trovarmi ivi con letere de Sua Maestà per dar a questi signori; e avendo reso tutte le letere secondo la comissione ch io aveva, ogniuno recevè de bona volontà et volere deverla al Excellentissimo Monsieur, che si diceva: non averemo altro principe per nostro rè che questo. Li Alemani odendo questo, e che sino a questa ora si dice che anno speso da sesanta milia talari per fare lor pratiche che ancho per lor spese (et sono in questo regno da quatre cento inbasatori chi agenti), e lor vedendo sue danari mal spesi et vedendo il bono animo che Polachi avevano verso Francia, subito vedendo lor cose sue andare male, anno messo fuori uno scritto della morte de lamiral che inanci non si parlava e pocho; ma loro anno fato scriver a tutti li signori della Germania con tanta lor tristicia et bugie ch io temo quasi de scrivere, dicendo ancho che Sua Maestà e Monsieur corevano per Parigi armati, cridando: « Amacia tutti li Ogenoti ; » et anno scritto che per tutta la Francia s'è amaciato otanta milia persone: della qual cosa Vostra Maestà si po le ben pensare come il signor de Valenza et io et tutti vostri servitori siamo per il quanto restati sbigotiti et fastiditi, tanto de lor false invancione che anco ogni cosa del nostro andava benissimo ; ma odendo questo li Ogenoti, chi sono grande parte in questo regno, se sono levati della nostra parte et stano come locelo [l'ucello] in aera, non sapendo dove andare : impero Vostra Maestà po l'eser sicura che il signor suo inbasatore si adoperà farli conoser il contrario dele lor tristicie e calumnie, et ancho posso asicurare V. M. ch'io facio il poter mio. Poi ancho è quà il procuratore de Sua Maestà, il quale fà il debito suo afecionatissimo ali servici dele Maestà Vostra, il quale si chiama Monsieur Basin ; io penso che il signor inbasatore vene scriva per esso ; vi però l'animo ne la volonta del deto signor suo inba-

satore in nulla sbigotito de le lor tristicie, ne mancho il mio per farvi humilissimo servicio, et speramo con l'ajuto del Signor Dio le cose sue andarano bene, pure che Vostra Maestà si ajutano. Io fosse andato verso V. M., ma il signor de Valenza, suo inbasatore, m'ha fatto comandanto per forza di restare qua, dicendomi chia [che ha] da fare necessariamente di me per i servitio de Maestà Vostra : e io non pensava essere assai bono ne degno posservi servire a quella corona, et che il signor inbasatore mi fà degno, così lo obedisco, il qualle domatina me spedisse per andar in Lituania, che è confini della Moscovia : adesso Vostra Maestà potrà donare quelli pochi de beni ch'io [ho acquistato] dapoi venti e sei anni ch'io servo quella corona, perchè, lo Dio non me ajuta, me troverano confito nel giacio, perchè sono tanti estremi freddi ora acompagnati da una grande peste ; niente di mancho, io vado di così bon animo per il lor servicio, ch'io non temo nulla. Madama, io penso che quelli che sono invidiosi di quel poco bene ch'io ho in Francia acquistato, come ho detto, dapoi 26 anni per il mio servicio ch'io fato, et quelli già deti invidiosi et che fussero quà, non fariano de milieur volontà servitio a Vostra Maestà di me, ne mancho credo saperiano fare : impero credo sarano meglio recompensati che questi che vi sono più afecionati. E con questo, sacra Maestà, non voglio e ne posso scrivere più a pieno deli sue negocie di qui : il signor inbasatore li scriverà il tutto, ma bene posso assicurare Vostra Maestà che il deto signor inbasatore ne dorme mai ne riposa, ne anco lascia riposare noi per il servitio de Vostra Maestà, con il qualle afecionatissimo servicio io resterò recommandandomi a lor bone gratie e basandoli le sue piedi, così io pregarò Signor Dio lor doni ogni felicissimo stato et ogni suoi desideri.

Data de Conin, questo 12 novembre 1572.

D. V. M. humilissimo et obligatissimo a sempre in eterno,

JEHAN DE CRASOSQUI.

L'ÉVÊQUE DE VALENCE A M. BRULART.

Bibl. imp., Mss. coll. Colbert, 338.

Monsieur,

Par la dépesche que je fais au roy et par ce que vous dira le doyen de Dye, vous entendrez comment ce malheureux vent qui est venu de

France a coulé le navire que nous avions jà conduit à l'entrée du port. Vous pouvez penser comment celluy qui en avoit la charge a occasion d'estre à jamais content, quand il voyt que par la faulte d'aultruy il perd le fruict de ses labeurs. Je dis faulte d'aultruy, parceque puisqu'on avoit envye de ce royaulme, l'on pouvoit et devoit surseoir l'exécution qui a esté faicte. Je sais bien qu'on trouvera mauvais que j'en escrips si librement ; mais puisque je me vois en danger de m'en retourner avec un reffus je ne sçaurois en parler aultrement et, s'il y a quelque passion, ce ne peut estre aultre que celle que je doibs avoir d'avoir perdu l'occasion de courronner mes longs et travaillez services. Je sais aussi qu'on trouvera fort mauvais les moyens que je propose, mais aussi eussent-ils trouvé maulvais que je m'en fusse retourné sans rien faire comme il me convenoit faire ; car je ne suis ny ange ny enchanteur. Je vous prie, Monsieur, advancez quelques petites parolles pour moy et remonstrez, comme vous le pouvez faire, qu'au premier advertissement que j'eus de ce massacre, je n'en escrivis à Leurs Majestez ni bien ni mal et ne l'eusse pas faict à ceste heure, si je n'eusse veu qu'il le falloit faire ou quitter toute espérance. Au reste, j'ay baillé au présent porteur trois cents escus pour le voyage devers Leurs Majestés et aussi pour un truchement que je luy ay baillé, Pollonois et qui parle bon allemant, affin de luy passer ce royaulme et toute l'Allemagne (qui ne sera sans grande peyne comme il vous pourra dire). Je vous prie de me le faire renvoyer par ledit Doyen et l'avoir pour recommandé.

Monsieur, après m'avoir bien affectueusement recommandé à vostre bonne grâce, je prie Nostre Seigneur vous donner en santé longue vie.

De Cogny [Konin], ce 20e novembre 1572.

Vostre meilleur et plus affectionné amy à vous obéir,

MONLUC, E. DE VALENCE.

LE SIEUR DE MONTLUC, ÉVESQUE DE VALENCE, AU ROY.

Bibl. imp., Mss. coll. Colbert, 338.

SIRE,

La résolution de la diette vous est partie favorable et partie contraire, car pour le lieu de l'élection l'on ne pouvoit mieux faire pour vous qu'ils

ont fait, car ce sera à Varsovie, qui est le chef du pays de Mazovie, lequel pays est du tout à vostre dévotion, qui a esté gaigné par les moyens que vous a dict Balagny, qui despuis ont estez bien suiviz et continuez ; et à ce jour là conviendra toute la noblesse dudict pais qui est fort grande pour la commodité qu'ils auront de n'aller pas loing de leur mayson : le terme de l'élection remys au cinquième d'avril nous pourroit apporter beaucoup de mal pour le loisir que l'on donne aux brigueurs de faire leurs pratiques. Si nous pouvons avoir pour nostre demeure la petite Polonie, cela viendra bien à propos, car j'ay assez régenté en la grande Polonie et n'y reste rien plus à faire. Nous y avions un grand ennemy, le palatin de Posnanie, qui est mort ces jours passés, ung peu après avoir achevé de manger ce que l'Empereur lui avoit donné pour achepter son opinion : et je craignois grandement que Lasqui fust irrité du maigre renvoy que l'on avoit faict à son homme, mais je pense que son nepveu après avoir entendu de moy les excuses l'a retenu, car à la diette il s'est montré pour vous aussy ouvert que jamais ; il m'a donné de la peine, parceque certainement le roy de Suède avoit essayé de le pratiquer. L'Empereur est après de gaigner le palatin de Sandomirie et luy faict de grandes promesses ; et surtout il faict son principal bouclier de ce qu'en tous ses pais il permect l'exercice de la Religion aux évangelicques ; toutesfois le palatin de Lublinense et le castelan de Dansсky m'ont envoyé asseurer qu'ilz le retiendront, mais je crois bien que la dépesche que m'a apporté le doyen de Dye y servira de beaucoup. Je suis après à vous asseurer, si je puis, les palatins de la Podolie et de la Russie ; je m'ayde d'un gentilhomme appellé Barzy que je donnis au feu roy vostre père, et n'a pas oublié le bien et l'honneur qu'il a receu en France. Les évêques et autres catholiques, qui m'avoient promis, continuent fort à suivre vostre party. La façon de la négociation que j'ay trouvé pour les gaigner a esté pénible et difficile, d'aultant qu'il m'a convenu négocier par lettres et par amys, et principalement par deux abbez qui m'ont cogneu autrefois en France ; j'espère que Monseigneur les recognoistra s'il est roy. De sorte que jusques à ce jourd'huy je vous puis asseurer de toute la part catholique, si la longueur du temps ne me les fait perdre ; mais j'espère que monsieur de L'Isle et moy mectrons peyne de conserver ce qui m'a tant cousté de gaigner. Jusques icy je ne vous ay poinct faict de despense, et si n'estoit pour le Lasqui à qui l'on a tant promis, je vous eusse tiré de toutes despenses extraordinaires pour trois mil escus, qui est bien peu, vue l'affaire dont il est question et que ma négociation n'est pas enclose dans une basse court n'y avecq ung prince seul, mais

l'estendue en est de plus de trois cents lieuës de pays où il fault escripre et bien souvent envoyer. Si la lettre de change vient comme le doyen de Dye m'asseure et que je puisse avoir les dix mil escus, je regarderay de faire contenter le Lasqui de huit ou dix mil talars pour ceste heure cy : monsieur le comte de Retz m'a escript que vous ne trouveriez point mauvais que je hazardasse dix mil escus pour lui et si l'élection n'eust esté reculée je l'eusse entretenu de parolles. Si vous pouviez ou faire ou contrefaire ung édit, contenant que vous n'entendez que aucun soit forcé de sa conscience en votre royaume, cela serviroit de beaucoup; si vous avez l'intention contraire, vous le pourriez addresser aux gouverneurs seulement, qui en useroyent puis après comme vous le leur vouldries commander. Ceux de la Rochelle méritent bien tous les maux du monde, mais si pour une si grande occasion que ceste icy vous pouviez différer la pugnition qu'ils ont méritée en vous asseurant de la ville, vous feriez beaucoup pour Monseigneur vostre frère : car s'il y a de la rigueur, je vous supplie croyre que les catholiques pour ne se rompre avec leurs parens et amis n'oseroyent tenir vostre party; toutes fois vous en feres ce qu'il vous plaira. Quant est à moy, je ne puis faire aultrement que de vous advertir de la vérité. Le Moscovite, après avoir deffaict le Tartare et tué plus de quatre vingtz mil hommes, a aproché son camp, qui est grand et formidable, des frontières de ce pais, et a faict prendre à son fils la religion latine, et par ce qu'il a entendu que ceste nation ne veult point estre menée par force, il a envoyé un ambassadeur avecques des excuses que son camp n'est que pour les favoriser et qu'il s'en va en la Livonie assiéger une terre que le roy de Suède son ennemy tient sur la marine. Vratislanie[1] qui estoit tant nostre ennemy a voulu introduire le messagier et faire surceoir pour autres affaires ; mais il a été repoussé bien rudement de tous les autres. Le Moscovite demande sauf conduit pour envoyer un ambassadeur solempnel et envoye aussy ung sauf conduit pour ceux qui voudront venir vers lui. Les affaires du roy de Suède seront fort reculez, puisqu'il a la guerre descouverte avecques l'autre, mais le Moscovite en sera d'autant plus favorisé et par amour et par force. J'actends à grande dévolution ce que monsieur de Pibrac m'envoyera ; cependant en ma dernière response, je n'ay pas oublié le meurtre faict en la personne du sieur de Jumel à cops de fouet, que la Motte Gondrin fut pendu et un conseiller de Paris, la journée de Saint Michel, le siége de Paris : si d'aventure le sieur de Pibrac ne l'avoit reprins de

[1] Karnkowski, évêque de Cujavie.

si haults, je vous supplie que l'on le reface, car il y a temps assez de me l'envoyer. J'ay besoing d'une trentaine de lettres faictes de la main dudit sieur, en latin, que je présenteray à qui je voudray, car celles que le doyen de Dye a apportées sont les mieux faites que je vis jamais. Et pour le subject il fault dire : que pour estre Monseigneur vostre frère sorty d'une nation qui a esté tout jamais amie de ceste icy, pour estre sorty d'une race dont autrefois leurs prédécesseurs ont voulu avoir ung roi, et parce qu'il mourut sans avoir enfans males, ils firent sa fille reine, avant que l'avoir mariée ; pour estre Monseigneur d'âge compétant pour régner, pour estre instruit au maniement des affaires d'État, pour avoir esté conducteur de deux armées, et pour avoir, grâces à Dieu, moyen de son bien pour porter partie des frais qu'il conviendra faire par de ça, vous avez pensé que l'offre que vous leurs faisiez de lui, qui vous est si cher, leur seroit agréable. Ces lettres serviront grandement, bien couchées en latin comme les autres. L'on dit que vous n'avez accoustumé d'escripre qu'en françois : il est vray que ce sont des lettres de créance escriptes à un prince, mais quand c'est pour demander ung royaulme à tant de gens, c'est à vous à vous faire entendre et non pas à eux à avoir tant de truchements. Il fault changer les lettres que vous m'aviez baillez et les mettre en latin et qui contiennent les susdicts argumens et que ce soit de la datte des autres qui sont du 15e d'aoust dernier passé. L'on pourroit adjouter que pour la longueur et pour les grands affaires qui sont en vostre royaulme, vous n'auriez peu envoyer plus grand nombre d'ambassadeurs et que vous m'avez choisy parce que je suis des plus anciens de vostre conseil et que j'ay autrefois esté en ce pays et que vous avez toujours connue en moy une singulière affection à cette nation. Le commencement de la lettre fault qu'il soit ainsy : *Reverendissimi et Illustrissimi Domini Vosque Excellentissimi et Magnificentissimi Domini Palatini et Castellani Vos item Clarissimi et Nobilissimi Nobiles et Equites Poloni.* Et la subscription de la lettre fault qu'elle contienne le mesme. Je vous diray là dessus, que c'est une nation qui veult estre honorée et vous supplie très humblement croire que ceste lettre profitera. Le doyen de Dye m'a apporté icy un petit traité composé par un docteur de Basle, appellé Carpentier, advocat du conseil privé, qui est de la Religion, contre ceux qui pour leurs passions particulières vous ont enaigri contre ceux de la Religion qui n'estoient comprins aux entreprinses de ceux de la cause. Le livre est en latin et si bien fait et en si bons termes, que je l'ai faict incontinant publier et m'asseure que si je pouvois avoir cest homme là, je ferois de grands maux à ceux qui de

Genève et d'ailleurs escripvent si aigrement; c'est un homme de petite despense, car pour cent escus il s'en viendroit fort content. J'escrips une lettre à monsieur de Thévales et lui prie de mander un homme jusques à Basle pour le recouvrer, car à mon jugement il est encore là. Et si Dieu vouloit que je le peusse recouvrer, il me donnera plus de secours que trente ambassadeurs ne sçauroient faire. Quant est au Suisse, il ne méritoit pas meilleure response ni si bon traitement, puis qu'il estoit venu sans lettres; celui qui l'avoit mis en œuvre reconnut bientôt après sa faute et s'excusa envers moy qu'il ne sçavoit pas que je fusse par deça. Si vous puis-je asseurer que l'homme de tout le pays qui vous faict le plus de service, car il est homme d'authorité et d'entendement et qui s'est du tout descouvert pour vous, c'est celluy du quel je vous ay escript par le secretaire de Chomberg et vous ay très instamment supplié de faire retirer son nepveu en vostre service, ou de Monseigneur, lequel est à Paris, et m'a prié son oncle de lui faire tenir mil escus; et d'autant que je n'en avois nul moyen, comme je n'ay encores, je vous supplie très humblement de commander à monsieur le trésorier de l'Épargne de lui rendre cinq cent escus que j'ay prins icy, à mon grand besoing; et les autres cinq cens escus, qui font le parfait de mil, lui en ferez un don. Le gentilhomme qui est à Paris appellé Cosqua, nepveu du gouverneur de Marienbourg, castellan de Dantsqui, je prestis deux cent escus à ung son parent et l'emmenés avec moy icy et depuis je lui en ay fait un présent : je ne despendis jamais argent si bien employé que celuy là, pour les grands services que j'en ay retirez. Ils sont survenus des ambassadeurs du marquis de Brandebourg, et dit-on aussy qu'il y en a du duc de Saxe ; cellui de Brandebourg vient pour un debvoir qu'il doibt à ceste couronne de bailler quatre cens hommes à quelque occasion que ce soit, et à charge d'excuser le passé ; mais la vraye charge, c'est de recommander le fils de l'Empereur. Ledict sieur Empereur a dit devant trop de gens, que si son fils n'estoyt esleu qu'il feroit révolter la Prussie et que pour le moings le duc qui tient partie du pays ne seroit plus leur vassal ; ceste menace n'amendera pas sa pratique.

22 janvier 1573.

MONLUC, E. DE VALENCE.

L'ÉVÊQUE DE VALENCE A M. BRULART.

Bibl. imp., Mss. coll. Colbert, 338, Fontanieu, 327.

Monsieur,

J'estois ung petit mal contant comme vous verrés par une lettre que je vous avois jà escripte, mais je n'ay pas este déceu de mon espérance, qui estoyt que si vous repreniés les despesches en main vous répareriés bientost les faultes passées, et fault bien que je vous mercie, mais c'est du plus profond de mon cœur, de la despeche que m'a apporté le doyen de Dye, qui est telle que je n'en pouvois désirer de plus favorable, et encores que tout cela revienne au service et à l'avantaige des affaires du roy, si est-ce que je m'en tiens autant obligé, comme si la poursuite du royaulme se faisoyt à mon nom, et mesmes que le dict Doyen m'a fait entendre combien vous estimez ce qui vient de ma boutique, en quoy je recognoy bien que bien que vostre jugement soit toujours bon, il a esté à ce coup praticqué par l'amytié que vous me portez ; et pour vous en dire ce qu'il en est, les melancholies, fascheries, desfaveurs, maladies, viellesse et avoir cogneu despouis quelques temps le peu de compte qu'on faisoyt de ma marchandisse a rendu cette paouvre bouticque aussi déserte et aussi mal garnye que pourroit estre celle d'ung qui auroit faict banqueroute. Vous verrés, Monsieur, ce que j'escrips au roy et à Monsieur touchant le fait de la Rochelle. Je m'asseure (et croyés le) que si entrecy et le jour de l'élection survient nouvelle de quelque cruaulté, s'il y avoit icy dix milions d'or pour gaigner les hommes, nous n'y ferions rien. Ils adviseront si une opinion de vengeance leur importe plus que l'acquisition d'ung royaulme. J'escrips à la royne et la suplie de faire prier Dieu, affin qu'il veulle conduire cest affaire. Les femmes dont j'escrips ne sont pas ces bigotes qui viennent quelques fois à Leurs Majestés leur apporter des songes et des révélations, mais ce sont deux honnestes femmes, dont l'une s'apelle Geneviefve, qui n'ont aultre occupation que d'aller descouvir la misère des paouvres honteux et en faire leur raport èz lieux d'où elles pourront tirer quelques secours, et sont si estimées que je m'asseure qu'il passe par leurs mains tous les ans du monde cinquante mil francs. Si M. Gillet, qui vous solicite quelquesfois pour mes affaires, en est adverty, il scaura d'une vielle chambrière qui se tient à mon logis, où se tient la dite Geneviefve et je lui en escrips ; faictes cela,

je vous prye, pas pour amour de la cause, car au diable soyt la cause qui de tant de maux est cause, et qui d'ung bon roy et humain, s'il en fust jamais, l'ont contrainct de mectre la main au sang, qui est un morceau si friant, que jamais prince n'en tasta qu'il n'y voulust revenir ; ce n'est donc pas pour la cause, c'est pour ung effect grand, sainct et louable : quant est à moy, je n'ay pas loysir de prier encores qu'en ceste saison il y eust du tonnerre, car j'ai cinq cens dogues attitrés à me mordre qui abbayent jour et nuict et fault que je réponde à tous. Si j'ai demandé que le roy y envoiast homme pour y respondre, ce a esté que je ne voulois pas en avoir le maulvais gré, de peur qu'on me tuast en chemin au retour, mais voyant que personne ne comparoissoit j'ay tout prins sur mes espaules ; faictes moy je vous prie ce plaisir de le dire à la royne en ces mesmes termes, afin qu'elle pence aux moyens de me faire sortir d'yci. J'ay esté bien fort aise d'avoir entendu du Doyen que ce fragment d'oraison en françois que Lambert emporta de Lipse n'a point esté veu, parceque ce ne fust que le premier desseing qui me vint à l'entendement, mais j'ai despouis tout changé selon les occasions qui se sont présentées et mesme pour le faict de Paris. Je ferey fin, après m'estre bien affectueusement recommandé à vostre bonne grâce, pryant Dieu vous donner, etc.

Cogny [Konin] en la grande Pologne, 20 janvier 1573.

Je me suis advisé de vous dire, qu'il n'est pas besoing de faire venir l'homme de Basle, c'est-à-dire Carpentier, car il ne seroit pas venu à temps, encores que j'en eusse bien eu à faire, car toute la suite de monsieur de l'Isle et moy n'avons pas tant de latin qu'il faudroit pour envoyer ung diacre aux ordres, encores que ce fust au Puy en Auvergne. Je vous prye, Monsieur, faire soliciter monsieur de Pibrac pour les lettres que je demande et lui en bailler le subject et subscription tel que je l'écrips.

BRULART AU DUC D'ANJOU.

Bibl. imp., Mss. coll. Colbert, 338.

Monseigneur,

Il fut apporté dernièrement une dépeche de monsieur de Valence, du cinqième de febvrier dernier passé, laquelle ne vous a poinct esté envoyée,

d'aultant qu'il parloit d'envoyer par delà La Noue pour dire certaines choses sur ce qui est advenu à Paris, selon le mémoire venu de sa part qui vous est présentement envoyé, et que lors estant engagé le dict sieur de La Noue l'on estimoit que cela ne se pouvoit faire en sorte du monde. Et pour ce que, par ce qu'il s'est su de vostre costé, le dict La Noue est maintenant sorti hors de la Rochelle, la royne m'a commandé que la dicte dépeche et mémoire vous fust envoyé, affin que estant par delà le gentilhomme polonois qui partit dès hier pour vous aller trouver, vous faictes tant pour servir à vos affaires du costé de Pologne, que le dict La Noue luy parle de ce qui est advenu au dict Paris en langage contenu en ung mémoire particulier, qui sera ung grand tesmoignage et une bonne partye de ce que désire le dict sieur de Valence. Et n'ayant autre chose à vous dire par ce petit mot, je ne vous envoye de plus longues lettres, mais après vous avoir baisé les mains tant et si humblement que faire puis, je supplieray le Créateur, Monseigneur, qu'il vous donne une parfaite santé et prospère et bonne et longue vye.

Fontainebleau, 13 mars 1573.

BRULART.

BRULART AU DUC D'ANJOU.

Bibl. imp., Mss. coll. Colbert, 338.

MONSEIGNEUR,

L'aultre jour précédant celuy ci je vous envoyé les dépesches venues de monsieur de Valence du cinquième de febvrier dernier passé, ausquelles ayant esté faict une response de l'advis de la royne vostre mère, je la vous envoye présentement pour la voir, s'il vous plaist, n'ayant pu pour lors estre autrement respondu pour le regard de monsieur de La Noue, le voyage duquel pardelà Leurs Majestés n'ont trouvé aucunement à propos, ainsi que le dict sieur de Valence le désire ; mais j'espère que parlant au gentilhomme polonois du mesme langage contenu au mémoire qui vous en a esté envoyé, cela ne servira de guères moings que s'il eust faict le dict voyage, pour la faulte duquel je me confie que vos

affaires ne seront point reculées, et que Dieu, qui vous a jusques icy monstré une particulière faveur et qui acompaigne toutes vos entreprises de grand heur et félicité, conduira et l'une et l'autre des deux que vous avez à ceste heure audedans et audehors de ce royaume à une fin prospère, ainsi qu'il faict succéder toutes choses à ceulx qui l'aiment et révèrent. De quoy je le supplye, en vous baisant les mains tant et si très humblement que faire puis, et qu'il vous donne, Monseigneur, une parfaite santé et prospère, très bonne et très longue vye.

Fontainebleau, du 16e jour de mars 1573.

LE ROY AU DUC D'ANJOU.

Bibl. imp., Mss. coll. Colbert, 338.

Mon frère,

L'on m'a mandé que l'un des deux Polonois qui sont venus vers nous, comme savez, a charge de vous aller trouver et est desliberé de ce faire au plustost. De quoy je vous ai bien voulu advertir, affin que vous soyez préparé pour le bien faire recueillir. Surtout il faudra prendre garde qu'il ne communique avecques beaucoup de gens, le dépescher incontinant et ne le retenir longuement pardelà, affin que les uns et les autres, qui ont mauvaise volonté, ne le puissent alliéner. Je le feray accompaigner de quelqu'un qui sera accort et fidelle, lequel aura charge de ne l'abandonner aucunement et l'observer, et je vous escriray par luy ce que j'auray appris d'eulx.

VII

DIÈTE DE CONVOCATION

INSTRUKCYA Y ARTYKUŁY Z KTÓREMI ICHMOŚCIE PANOWIE RYCERSTWO WOIEWÓDZTWA KRAKOWSKIEGO Y SANDOMIERSKIEGO DUCHOWNEGO Y ŚWIETSKIEGO POWOŁANIA, W WISZLICY NA DZIEŃ Ś. ŁUCYEY ZGROMADZENI, Z POSZRODKU SIEBIE BRACI SWEY KILKU POSŁALI NA KONWOKACYĄ WARSZAWSKĄ NA TRZY KRÓLE ZŁOŻONĄ.

Bibliothèque du prince Czartoryski; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski, 364.

Instructions données aux nonces des palatinats de Cracovie et de Sandomir envoyés à la diète de Convocation. — Se plaindre des tergiversations du sénat. Protester contre ce que les derniers universaux et recez contiennent de contraire au droit. Exiger que la diète d'élection soit convoquée sans délai et que l'on publie immédiatement les universaux. Faire rentrer les revenus de la Table royale et les employer à la défense de la République. Consentir à la levée d'un impôt extraordinaire. La noblesse décide qu'avant de se rendre à l'élection elle se réunira de nouveau, les citoyens du palatinat de Cracovie à Proszowice, et ceux du palatinat de Sandomir à Polaniec.

Nayprzód IMPanom Radom ukazać to, że tego z wielkim żalem używamy, że ten czas iest tak stracon, zaczem się wiele praktyk szkodliwych RP. namnożyło; gdyż prawo pospolite dostatecznie powinność Ichmościów w tym akcie okazuie iako się zachować mieli, czego iż Ichmoście zaniechawszy, raczyli uniwersałów y recessów wiele ponaspisować prawu naszemu obraźliwych. Protestuiemy się *solenniter*, y Panom braci swey, którą z poszrodku siebie posyłamy, protestowacieśmy się rozkazali: że my takowym uniwersałom y recessom, prawom, starodawnym zwyczaiem aprobowanym, przeciwnym, podledz ani posłuszni bydź nie chcemy. Y iako IMPanowie Rady te recessy y uniwersały do akt grodzkich których-kolwiek wnieść rozkazali, także my też, sglądaiąc na czasy przyszłe na się y na potomstwo nasze przez to iakiey szkodliwey *sequelli*, u każdych akt, w którekolwiek takowe uniwersały y recessy są wwiedzione, protestować się będziemy, że tym uniwersałom y recessom, iako się wyżey napisało, podledz ani posłuszni bydź nie chcemy. A tak zatem o to Ichmościów napomnąć y prosić, gdyż iuż teraz, iako sami wyznawać to

raczą, napadli na gościniec utorowany, aby się go co naypilniey dzierżąc, bez wszego omieszkania, na żadną się stronę nie uchylaiąc, nam to wykonali co iest Ichmościów powinność : to iest żeby nam seym złożyli ku obieraniu Pana na mieyscu tem któreby nie było sprzeciwne prawu, przeglądaiąc niebespieczeństwa tych tu kraiów, o których y sami Ichmoście wiedzieć raczą ; y uniwersały o tey przerzeczoney elekcyi co nayprędzey publikować żeby rozkazali.

K'temu dotknąć tego, że gdzieby Ichmoście to złożenie seymu odwłóczyć raczyli, żeby nam iuż nielża, ieno z drugimi wszystkimi Ichmościami bracią swą w tem się porozumiewać, iakośmy się iuż poczuwszy, do kupy ziachali y tam między sobą naleźli że się to tak długo odwłóczy, z wielkiem niebespieczeństwem RP. naszey.

Okazać też to maią IMPanowie bracia z poszrodku nas posłani IMPanom braci młodszey z kraiów WPolski, że się przez ten wszystek czas żadney przyczyne przez nas ku żadney przewłoce Ichmościom nie dało, y to ukazać, że się zawżdy o to pilnie starali IMPanowie nasi, aby było co nayprędzey do tego przyszło czego ten akt potrzebuie : za co Ichmościom dziękuiemy y braci swey poruczyliśmy to, aby y tam Ichmościom dziękowali, a tego się dowiadowali, przez kogo się ta odwłoka stała. A to iżeśmy z poszrodku siebie posłów nie posłali do tych artykułów w uniwersale Kaskim opisanych, maią to IMPanowie bracia nasi wywieść, żeśmy to dla tego uczynili, przestrzegaiąc tego aby się nic nie derogowało prawom naszym. A wszakoż to Ichmościom opowiedzieć, że gdy się, da Pan Bóg, do kupy ziedziemy, gotowi będziemy z Ichmościami o wszystkich rzeczach potrzebnych RP. w miłości namawiać.

Około obrony teneśmy obyczay wynaleźli, aby z prowentów stołu królewskiego y RP. była opatrzona, które aby co nayrychley były zniesione, zachowuiąc każdego przy prawie iego, pilno o to prosić ; ku czemu ieszcze mamy istotę od IKMPana naszego niedawno zmarłego, na sto y na siedmnaście tysięcy złotych, do których iakobyśmy co nayprędzey przyiść mogli, rady IMPanów Koronnych w tem używać. IMPana też Rokosowskiego celnika Koronnego napomnieć, aby, za takiem ofiarowaniem które na pierwszem ziachaniu naszem w Krakowie po śmierci IKMości uczynił, tę resztę ceł, choćby ieszcze opisany czas arendy Iegomości nie przyszedł, na zapłatę żołnierzom tym, którym się istota na Trzy Króle dała, wydać raczył.

Tośmy też IMPanom braci swey poruczyli, iż ieżeliby tam wszystkie woiewództwa na pobór się zgodziły, żeby też y oni imieniem nas, obywatelów woiewództwa Krakowskiego y Sandomierskiego, to Ichmościom

opowiedzieli, iż y my, uważaiąc wielkie niebespieczeństwa Koronne, pobór postąpiciesmy gotowi, wedle ostatnich kwitów; dokładaiąc iednak tego, żeby ubożsi bracia nasi, którzy sami rolą orzą a kmieci nie maią a iednak osobami swemi woienną potrzebę odprawować są powinni, nie byli powinni dać tego poboru. A ieźliby to tam Ichmoście wszystcy w Warszawie zgromadzeni tak rozumieli, żeby się potrzeby RP. teraźnieysze mnieyszym poborem, aniżeli wedle ostatnich kwitów, opatrzyć y odprawić miały, tedy y na to nasi Panowie bracia zezwolić maią; ale większego poboru nad ostatnie kwity pozwalać śmieć się ważyć nie maią. A wszakże ieżeliby zkąd inąd obronę IMPanowie wynaleść mogli, *de proventibus bonorum mensæ regalis*, tedy tem lepiey.

Iż też do wiadomości naszey przychodzą słuchy o testamencie uczynionym przez Króla Iegomości, któregośmy ieszcze nie widzieli, maią tedy o to prosić y napomnieć Panowie bracia nasi IMPanów Rad, żeby około tego testamentu nic mówić nie raczyli aż do spólnego ziachania nas wszystkich. Rozumiemy też to bydź potrzebno, żebyśmy się, gdy iuż pewny czas złożon będzie na elekcyą nowego Pana, obywatele ziemie Krakowskiey do Proszowic, a Sędomierskiey do Połańca ziechali, który ziazd nasz ma bydź w Poіańcu ziemie Sędomierskiey 26 *Januarii*, a w Proszowicach 29 *Januarii* z ziemie Krakowskiey, dla spólnego porozumienia, tak około iachania naszego na tę elekcyą, iako też y około inszych spraw potrzebnych RP. naszey. Na które ziazdy my z chęcie swey y dobrowolnego teraźnieyszego zezwolenia naszego będziem się powinni na mieysca y na czasy wyżey mianowane ziachać, a to *non obstante*, choćby też IMPanowie Rady Koronne na ten czas elekcyey nam oznaymić nie raczyli, o czem wszystkiem ieden z Panów braci naszych posłany do Krakowskiey ziemie, a drugi do Sędomierskiey będzie powinien przyiachać nam oznaymić.

A mimo to, aby się IMPanowie bracia nasi posłani ni w co innego nie wdawali, y Ichmościów prożbami swemi, a trzebali, protestacyami do tego przywodzili.

INSTRUKCYA POSŁÓW Z WOIEWÓDZTWA LUBESLKIEGO NA KONWOKACYĄ DO WARSZAWY.

Instructions données par la noblesse aux nonces du palatinat de Lublin. — Exiger que la diète d'élection soit convoquée sans délai ; s'opposer à de

nouveaux retards ; déclarer au sénat que si l'élection était différée, la noblesse y procéderait de son chef. Protester contre quiconque voudrait usurper en temps d'interrègne une autorité qui ne lui appartient pas. Instituer une confédération en vue de protéger la liberté de l'élection. Sur tout autre sujet, concernant le bien de la République, agir de commun accord avec les autres députés.

Na seymiku powiatowym przez IMPana woiewodę Lubelskiego złożonym, artykuły namówione od Rycerstwa ziemie Lubelskiey, y poruczone Panom posłom wybranym do Warszawy na Konwokacyą przez IMPany Rady Koronne złożoną w Kaskach :

Nayprzód Panowie posłowie maią się starać y z innemi wszemi posły ziemskiemi aby IMPanowie Rady Koronne bez wszego omieszkania, co nayrychley póko się zima nie rozciecze, elekcyą nowego króla złożyli, a daley iuż czasu nie trawili, którego iuż dosyć zginęło. A gdzieby Panowie Rady to daley odkładać chcieli, tedy Panowie posłowie zezwoliwszy się, niechay z innemi posły ziemskiemi, którzy do tego będą chętliwi, y z częścią Rady, którzyby się do tego przyłączyć chcieli, Panom się opowiedzą iż o sobie radzić muszą, elekcyą na czas y na mieysce złożą, a w żadną inszą rzecz się niechay nie wdawaią, aż ten artykuł odprawią. *De modo electionis* y o obronie poruczamy, abyśmy się zarazem ruszyli, tak iako na woynę y z takim obowiązkiem, w powieciech gdzie nam woiewoda opowie albo kasztelan ; a gdzieby Pan woiewoda albo kasztelan nie chciał, tedy od nas obrani : a tam ruszywszy się, namówiemy o obyczaiu iachania ku elekcyi, ieżeli wszystcy ieżeli połowica woiewództwa.

Żołnierzom aby było zapłacono *ex proventibus Reipublicæ*, a gdzieby tego nie stało, niechay się Panowie posłowie z inszemi posły około tego zgadzaią. A ci żołnierze wszystcy aby na granicach mieli służbę aż do ruszenia naszego przed elekcyą , a pod onym czasem prawie, aby byli wszystcy rozpuszczeni do swoich woiewództw, gdzie się stawić do ruszenia powinni. Wszakoż zamkom aby namówili obronę, a zwłaszcza zamkowi Spiskiemu.

Aby żaden swey preeminencyey nie wystawiał podobney do monarchiey, lecz żeby każdy na takiey władze przestawał, iaką miał w całey ieszcze RP., to iest za królewskiego żywota, bo przybędzieli co komu śmiercią królewską, będzie rad aby długo króla nie było ; ale urzędnicy Koronni aby *ex præscripto Reipublicæ* się sprawowali ; a gdzieby kto z WPolski chciał do tego *primatum* więcey niżli opisany iest w prawie pospolitem popierać, aby się posłowie nasi, z inszemi posły zinąd y z Małey Polski

porozumiawszy, protestacyą uczynili. Także y o sądy rozciągnione po wszystkich kąciech Koronnych, w Kole postanowione, gdzieby tego nie uczynili, żeby ich nie podnieśli; także protestacyą uczynić.

Lege perpetua aby *cautum* było, *et in præsens*, y dawno tego potrzeba było, aby pieczęcie wszystkie w okręgu Korony wszystkiey y w xięstwie Litewskiem były zapieczętowane skoro po śmierci królewskiey y teraz; wszakoż Panowie pieczętarze pisać powinni co im wszystkie *Ordines* rozkażą y poruczą.

Expostulować y warować aby to napotem nie było, że seym Panowie w Kaskach złożyli y seymiki nad prawo, które im więcey niedozwala ieno *locum et tempus electionis* złożyć: aby *in sequellam* na potem im nieszło. Y protestować się, zwłaszcza ieżeli insze woiewództwa na to też zezwolą.

Aby taki kaptur y konfederacyą na tey Konwokacyi uczyniono przeciwko takiemu każdemu, któryby ieno stawić chciał króla, albo mu do królewstwa dopomógł iakimkolwiek obyczaiem, tak praktykami iako mocą y wszystkiemi innemi fortelami *et artibus*, okrom zezwolenia na elekcyi pospolitey: ten aby był *ipso facto judicatus hostis patriæ*, a my wszystcy obiecuiemy przeciw takiemu każdemu wszystkiemi obyczaymi nieprzyiacielskiemi powstać, *tanquam contra hostem patriæ*, y tákiego *candidatum* za króla nigdy nie przyimować żadnym obyczaiem.

W inszych wszystkich rzeczach Panowie posłowie, coby ieno rozumieli pożytecznego RP. y ku szkodzie spólney, niechay się z inszemi posły zgadzaią.

Od śmierci królewskiey aż do obranego króla y poczęcia sądów, aby nie szły *fatalia* ani preskrypcye.

Zapisy, kwity, zeznania w grodzie aby były ważne, tak iako w ziemstwie bywały. Obyczay sądów około brania pieniędzy aby był nalezion.

Anno Domini 1572, dnia ś. Łucyey.

INSTRUKCYA DANA POSŁOM NA KONWOKACYĄ DO WARSZAWY OD RYCERSTWA WSZYSTKICH ZIEM RUSKICH.

Bibliothèque du prince Czartoryski; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski, 364.

Instruction donnée aux nonces de toutes les terres de Russie. — Ne rien consentir en dehors des présentes instructions. Que la diète d'élection soit

convoquée aussitôt que possible. Qu'elle ne dure que deux semaines. Si les sénateurs sont encore divisés entre eux, la noblesse procédera d'elle-même à l'élection. Convoquer la diète à Parczow ou à Lublin, conformément à la loi, qui le veut ainsi. Les dignitaires de la Couronne doivent être maintenus dans leurs charges. Ne pas se laisser, comme par le passé, imposer le roi par les Lithuaniens. Instituer une confédération. Protester contre les excès de pouvoir de l'assemblée de Kolo et les prétentions illégales du primat. Faire adopter les dispositions suivantes : toute la noblesse prendra part à l'élection ; on devra s'y rendre en bon ordre et sans être accompagné d'une suite trop nombreuse, ni de serviteurs armés. Mode d'élection à proposer à la diète ; se conformer sur ce point à l'opinion de la majorité. Approbation donnée aux mesures prises à Kaski pour la défense de la République. Procéder à la révision des anciennes lois et priviléges.

Którym to posłom zamierzoną moc dawamy, aby na tey konwokacyi inszego nic nie sprawowali ani wnaszali, ieno to co tu iest niżey opisano :

Nayprzód aby seym do wybierania nowego króla co nayrychley bydź może był złożon, iakoby czas zniósł, żeby do wiadomości wszech tak to przyiść mogło, iakoby wszystkim czasu do iachania na elekcyą stawało ; przetoż aby na tym zieździe prędko a pilnie się odprawowali, nie tracąc czasu, którego iuż nam wiele z wielką naszą szkodą y sromotą zginęło, a tak aby tam więcey dwu niedziel nie mieszkali, ieżeliby prędzey bydź nie mogło. A gdzieby IMPanowie Radni w tym tak niezgodni byli, iako się do tego czasu okazało, tedy się opowiedzieć że sami sobie, porozumiawszy się iednostaynie ze wszystkiemi woiewództwy, seym złożymy, iakoż iuż złożyć tam moc daiemy. Mieysce seymowi iuż bydź nie może iedno które iest pospolitem prawem opisane, Lublin albo Parczew.

Ten seym wybierania króla abyśmy w rządzie przystoynym odprawowali, urzędy Koronne władzę swą mieć maią. A iż śmierć królewska zaszła, którego tytułem wszystko sprawowali, przetoż ich władza ma im bydź przyznana y approbowana *publico consensu*, wszakoż tak aby *ex præscripto totius Reipublicæ, non suo arbitrio* rządzili : iako marszałkowie, hetman, podskarbi. Ani odmieniani bydź maią, ani sprawa ich nikomu zlecona, bo są Koronni urzędnicy, których, chociaż król umrze, władza nie umiera. A tak aby ich słuchano co *nomine totius Reipublicæ* rozkazuią, a nikt inny w ich urząd aby się nie wmiatał. *Pœnas* postanowić y publikować, a to tylko *tempore interregni*. Kanclerskie urzędy aby zawarte były : tedy pieczęci Koronne u nich *a senatoribus* zapie-

czętowane bydź maią; acz to było trzeba dawno uczynić, skoro zaszła śmierć królewska, tedy aby na potem się nie omieszkało opatrzyć.

Litwa by snadź zwykłym swym obyczaiem do podniesienia na xięstwo Wielkie ukwapić się nie chciała, a kto się *sequelle* starey nie spodziewał: gdy iuż w Litwie będzie podniesion, żeby królem Polskim bydź miał; lecz iż synowie albo bracia narodu królewskiego bywali, łatwo się to wycierpiało. Teraz *alia facies rerum*: trzeba zinąd Pana szukać sobie, którego oni z nami iednego mieć maią. Ani my bez nich obierać chcemy, a oni też bez nas nie mogą. Trzeba tedy temu prędko zabieżeć aby się oni na podniesienie Pana iakiego u siebie, które iuż ustało, nie skwapili; przetoż uczynić konfederacyą poprzysiężoną: za króla sobie tego nie brać, kogoby oni na xięstwo podnieśli. O czem iuż iest dobry początek w Kolskim uniwersale, do którego my *in eo tantum articulo* przystawamy. Ale iż *generalitate* zawarty, potrzeba aby *expresse* Litwa była mianowana, albowiem iuż to nie nowina, że się tem często chlubią że od nich Pana mieć mamy, iako pierwey bywało. By tedy tego dowieść nie kusili się, takową konfederacyą poprzysiężoną temu zabieżeć, którą my tuż zarazem czyniemy w naszem woiewództwie Ruskiem. Ażeby też od wszystkich woiewództw y ziem do Korony należących była przyięta y zezwolona na tym zieździe, oto się posłowie nasi starać będą.

Posłów cudzoziemskich, którzy praktykami swemi suspicyi y waśni między ludźmi naczynili, y blisko tego aby ku iakiemu szkodliwemu a żałośnemu (czego Panie Boże uchoway) rozerwaniu nie przyszło, upomnieć aby *in honesta custodia* byli, nic bez wiadomoście osób sobie przydanych nie sprawowali, aby na iednem mieyscu seymu czekali. A teraz na tey Konwokacyi aby poselstwa ich słuchano, gdyż tam *Status regni*, do których się mienią mieć poselstwo, będą; ale odprawa ich niema bydź tam, ale aż na seymie *electionis*. Po Koronie y Litwie aby się nie przeieżdżali, y nic nie dyszkuruiąc aby tak czekali; a *minores*, w Kaskim uniwersale mianowani, w lepszą straż aby zawarci byli, ieżeli wyiachać nie chcą. Cesarzowi JMości dadź znać (acz tego było dawno potrzeba), dostatecznie wypisawszy ich postępki, praktyki, listy przeięte okazuiąc, aby snadź wiedział iakowe suspicye w Koronie między ludźmi czynią, którym zabiegaiąc, musiemy z nimi tak się obeyść: przetoż prosić aby im rozkazał ku sobie wyiachać, albo to z łaską przyiąć co się z nimi dziać musi.

Wszystcy to rozumiemy że *tempore interregni omnia jura silent*; przetoż my przykładem przodków swych konfederacye sobie spisali, aby *licentia* była hamowana, a w pokoiu się wszystcy zachowali, gdyż teraz

sędziego króla niemasz. Ale iż teraz na zieździe Kolskim IMXiędzu arcybiskupowi Gnieźnieńskiemu y xiędzu biskupowi Kuiawskiemu, y po nich niektórym osobom sądy *de summa rerum* są zlecone, *infamiæ, confiscationis bonorum, privationis vitæ*, uznawanie przywileiów, o czem ten tam uniwersał szerzey obmawia, a to we wszech częściach Koronnych; postępek też nowy takowych sądów, *contra statuta Regni, quod uno jure omnes contenti esse debemus*, postanowiono, exekucyą też tych sądów iedney tylko części Koronney, to iest woiewodom Wielkiey Polski, na wszystkie strony Koronne poruczono; na *privatim* ruszenie *pœnam* woienną wyciągniono; to wszystko mimo wiadomość innych wszech Stanów Koronnych, sądy sobie uzurpuiąc: toć wszystko iest *munus regium*, które ieżeliby kto sobie uzurpował, byłby chociaż *non voce* ale *re ipsa rex*; a tak *primatum* IMX. arcybiskupa Gnieznieńskiego, które się ni nacz innego iedno na pierwsze *in senatu* mieysce a na koronacyą ściąga, wystawili *in malam sequellam* na władzę prawie królewską; a tak starać się aby to wszystko około sądów, *publico laudo et edicto*, było zięto, a *primatus in suis metis* był postanowion. Ieżeliby więc na to Wielcy Polacy zezwolić nie chcieli, tedy się tamże protestować y to wpisać w uniwersał, potem publikować y do akt podać ku aktykowaniu.

Z Kasek napominaią nas Panowie Radni abyśmy do Warszawy posły swe wyprawili, którzyby ondzie ziachawszy się wszystcy postanowili *modum* ziachania się naszego na ten czas *electionis novi regis*, y to też iakoby opatrzyła się bespieczność, aby nam nieprzyiaciel postronny albo (czego Boże uchoway) iakiś tumult wnętrzny nie przekaził a nie przerwał czasu tego, abyśmy wolnie wedle potrzeby ten akt tak wielki odprawować mogli; też aby się obmyśliła zapłata tym żołnierzom, którzy na Podolu y na Szląsku y na Podgórzu służą: a tak iż to są rzeczy bardzo potrzebne, bardzo to nam przystoi tego czasu obmyślać, przetoż Ichmościom Panom opiekunom a stróżom naszym za takie obmyślawanie y nas napominanie dziękuiemy, a w tych artykułach posłom swoim instrukcyą takową daiemy:

Nayprzód o porządku iachania na elekcyą (którą Panie Boże błogosławić racz), taki obyczay widzi się nam bydź nayprzystoynieyszy y naybespiecznieyszy, abyśmy wszystcy którzy do elekcyey należemy, z podściwey krwie urodzeni szlachcicy, iachali, ale nie z tumultem, ani z iaką konfuzyą, ale z dobrym porządkiem. Albowiem iako słyszemy że niektórzy, tak z Panów Rad iako i z Panów Rycerstwa, iedni roty sprzyimowali, drudzy ku temu aktowi teraz iuż, po śmierci królewskiey, sług sobie

sprzyczyniali, z którcmi gdyby tak iachać mieli, daliby innym przyczynę y pomknienie, żeby się każdy także na sługi, na draby zdobywał, iako iuż słyszemy że się to między ludźmi ogłasza ; y bez tegoż żadnaby miarą bydź nie mogło abyśmy się tego uchronić mogli żeby y z tumultem y z wołaniem ta elekcya bydź nie musiała. A tak zgadzaiąc się z wolą IMPanów Rad, którą z tych tam Kasek znamy, posłom swym zlecamy aby o to tam takie staranie czynili iżby to postanowiono było : aby żaden człowiek, ani z żołnierzami przyiętymi, ani z sługami przyczynionymi, ku elekcyi nie ieździł, bo gdzie nieprzyiaciela w ziemi niemasz każdy sam siąd bezpieczen za temi kaptury, którcmi w każdem województwie pokóy statecznie iest obmyślon y zamknion ; a ktemu, za IMPanom marszałkom zleconym rządem, każdy się spokoynie zachować musi. A ktoby na taką żądność naszę, wszystkiey RP. potrzebną, zezwalać niechciał, trudno każdy dobry człowiek o takim inaczey rozumieć będzie miał, ieno iż z tą nabytą czeladzią a z tym swoim tumultem, maiąc podobno y z kim drugim porozumienie, przycisnąć nas chce do tey niewoli, abyśmy zezwalali na tego, kogo on sobie albo ulubił albo komu się zaprzedał : gdyż wiemy od niektórych zacnych osób że też tego u nich targowano, ale iako uczciwi ludzie ani targu, ani gotowizny przyimować nie chcieli. A ieżeliby kto nie chciał się znać do przyimowania żołnierzów albo y do przyczynienia teraz sług, tedy wiemy że żadnego tak szeroko panuiącego Pana u nas niemasz, aby kto nie wiedział iaki poczet który Pan obecnie ma, albo przedtem chował, albo przedtem na seymy iako ieżdżał ; y niedawnych czasów na okazowaniu widzieliśmy iako kto z iakim pocztem okazował swą gotowość y chęć ku obronie RP., tedyć ten takiey chęcie nie miał bronić iey iaką teraz kazić ią : a ztąd nie moglibyśmygo inaczey mieć u siebie y braci inney podawać, iedno *pro hoste patriæ*, a przeciw takiemu kaptur nasz podnieść, którymeśmy się pod czcią y wiarą przeciw takowemu, *in extinctionem illius*, powstać obowiązali.

A ondzie ziachawszy się takby postąpić :

Niechby każde województwo y każda ziemia pod swą chorągwią stanęła w stanowisku od Pana hetmana albo marszałka ukazanym. Niechayże każde województwo, którzyby bydź mieli elektami na królestwo, pewne osoby od każdego województwa do Panów Radnych przez posły swe na piśmie odeślą ; a z innych województw którzy będą mianowani y do Panów przyniesieni, każdy do swego województwa odniesie. Potem z IMPanów senatorów do każdego województwa po iednemu aby deputowano było, którzyby od Ichmościów przekładali iednegoż czasu, każdy u każdego województwa, dla czegoby który z tych proponowanych

mógł bydź Koronie pożyteczny, dla czego nie. A tam zaraz niechayby każdy z Rycerstwa onego woiewództwa w swem stanowisku wotował. Nakoniec, kogoby chciał mieć królem ręką swą niechby napisał. A na co się większa część woiewództwa zgodzi, to iest naymniey ze trzech części dwie, niechby to miano za zezwolenie wszystkiego woiewództwa. Takby wszystkie woiewództwa iednego dnia, każde z osobna wotuiąc, odwotowały; a potem znieść z woiewództw konkluzye: na kogoby większa część wotowała woiewództw, to iest dwie naymniey ze trzech części zgodne na iednę osobę były, niechby ten był królem deklarowany. Zaraz poń posłowie z Rady y z Rycerstwa niechby byli posłani, a samibyśmy tam się ruszyli gdziebyśmy o niebespieczeństwie wiedzieli.

Ale iż iedno nasze woiewództwo Ruskie, iako każde insze z osobna, nie może tu na tem zebraniu *conclusive modum electionis* postanowić, iedno takie iakieby się wszystkim woiewództwom a ziemiom zgodnie podobało; a gdyż na seymie w Piotrkowie, *anno* 1556, od wszystkich posłów, ze wszystkich części Korony, zgodnie był opisan *et modus et* obyczay *electionis novi regis*, za pozwoleniem y rozkazem Króla IMości zmarłego, y było to przyniesiono *in senatum* Królowi IMości y czytano; ale, iako *tempora illa ferebant*, kiedy co dobrego podawano, nigdy nic albo nie przyięto, albo ieżeli przyięto skutku swego nie brało, tak też y to na inszy czas było odłożono: a tak, gdyż wszystkich Panów posłów naszych to takie zdanie y postanowienie na on czas było, y ludziom się to y w on czas y teraz dobrze podobało, tedy, gdzieby y teraz na tym zieździe wszystkim Stanom ten takowy obyczay podobał się, a nań zezwolić chcieli; tedy y my swym posłom poruczamy na to się z drugimi zgodzić, który sposób wszystek między nami tu w tem kole był czytan.

Obrona dobrze się nam podoba tak iako IMPanowie Rady Koronne w Kaskach namówili, aby wszystcy starostowie, dzierżawcy dóbr RP. do rąk IMPana podskarbiego Koronnego wszystkie dochody odnosili y oddawali; lecz tego Ichmoście sami, bez rycerskiego stanu, ustawiać mocy nie mieli, y snadź by się kto ważył nie bydź temu posłusznym: wszakoż iż rozumiemy rzecz bardzo potrzebną y pożyteczną bydź RP., aby żadney wątpliwoście o tem nie było a ta rzecz zupełną swą moc miała, zezwalamy na to radzi aby, *communi omnium consensu et laudo*, była approbowana y ratyfikowana, *sub pœnis* w uniwersale *in eo articulo* opisanych. A tak uczyniwszy tam stateczną inkwizycyą, wiele z tych dochodów iest y bydź może pieniędzy, naradzić zapłatę żołnierzom Podolskim, Podgórskim y Szląskim, także opatrzenie zamków y granic; także dla

pokoiu y bespieczeństwa pewnego, gdzieby się tego potrzeba okazała, żołnierzów y ludzi służebnych więcey przyczynić. A tak na to wszystko, ieżeliby niedostawało koronnych prowentów, tedy dozwalamy uchwalić podatek taki, iaki wszystkim woiewództwom zdać się będzie potrzebny. A którzy są powinni dać kwartę na Świątki, użyć ich, aby prze dobre y miłość RP., nie czekaiąc Świątek, teraz wydali, obwarowawszy to, aby *in sequellam* nie szło a konstytucyi się nie derogowało.

A iż nas doszło, że w Kaskach cokolwiek IMPanowie Rady dosyć w taiemney y zawartey Radzie *de summa rerum* namawiali, to wszystko posłom cudzoziemskim było oznaymiono (iako o tem listy przeięte świadczą), którym takowych rzeczy nie tylko oznaymić się nie godziło, ale taić co naywięcey była potrzeba; a iż większa *pestis* nad tę *in senatu* bydź nie może: przetoż poruczamy posłom swym aby serio o to się starali, aby ten takowy *perniciosus et perfectus hostis patriæ* pilnie był wyszpiegowan, aby między sobą takiego nie cierpieli. Także y we wszystkich sprawach, iak przed tem tak y pod przypadkiem *interregni*, Panowie aby dobrze radzili o RP., abyśmy wżdy wiedzieli kto dobry a kto zły.

A iż wiele nam należy abyśmy wiedzieli o przywileiach y wszystkich liściech, tak tych które są RP. pożyteczne, iak też y o tych któreby szkodliwe bydź mogły, iakożto IMPanu woiewodzie Sandomierskiemu y z IMPanem Gnieźnieńskim takie listy z Tykocina wziąć y na elekcyą przynieść iest poruczono, a tak starać się aby bez omieszkania ta rzecz swóy skutek wzięła, ażeby też y ta skrzynia z listy taiemnemi także bez omieszkania była wzięta y do senatu przyniesiona, 'albowiem ztamtąd łatwiey się sprawiemy y o dobrem y o szkodliwem RPospolitey.

Napomnieć IMPany aby Królewna Ieymość iuż na tem mieyscu, iako od IMPanów iest naznaczono y które sobie obrać raczyła, mieszkała, innych nie zabawiaiąc, gdzieby Konwokacya teraźnieysza y potem seym *electionis* był.

A iż teraz sądy ani wykupna nie idą, opatrzyć *communi consensu* aby preskrypcya żadna tak rzeczom sądowym iako wykupnom nie szła, począwszy od dnia śmierci królewskiey aż do dnia koronacyi nowego króla; a na pierwszem sądzeniu roków aby każdy był powinien za wykupem piniądze brać z imienia y zarazem z niego ustąpić. A pod tym czasem *interregni* aby w grodzie zapisy y kwity szły y ważne były.

Waruiąc podniesienia iakiego w xięstwie Litewskiem, o czem wyżey wzmianka iest uczyniona, uczyniliśmy między sobą konfederacyą, o którą

do Panów y do Rycerstwa ziemie Wołyńskiey y Podlaskiey posyłamy urodzonego Pana Stanisława Żółkiewskiego y Mikołaia syna iego. A gdzieby takowe podniesienie xięcia w Litwie pokazało się, tedy aby wszystcy ludzie narodu Polskiego y ze wszystkich ziem do Korony należących, tak słudzy iako też obywatele z onych ziem Litewskich, nam na pomoc, iako oyczyznie prawdziwey, do Korony Polskiey y ziem do niey należących, pod wiarą y podźciwością swą y pod gardłem y maiętności utraceniem, przyiachać, zaraz po podniesieniu xiążęcia w Litwie, byli powinni.

To też sobie osobliwie waruiemy y opowiadamy się, którzyśmy się tu do Wiśni ziachali, iż do Warszawy posły swe wyprawuiemy, nie przyznawaiąc ani IMPanom Radom pospołu ani komu z osobna, żadney zwierzchnoście, władzy y mocy składania Konwokacyey albo seymów pospolitych ani powiatowych ; ale bacząc potrzebę nagłą RP., dobrowolnie na to, co siękolwiek wyżey opisało, zezwalamy. Także Rycerstwo Chełmskiey ziemie, iż się tu społem ze wszystkiem woiewództwem Ruskiem, folguiąc potrzebie RP., ziachało, waruią sobie aby to napotem *in sequellam* nie szło, gdyż oni osobne ziazdy y seymiki powiatowe swoie maią opisane w ziemie swey.

Korrektura praw, iako iest pewnym osobom zlecona, ktoby ieno co takowego potrzebnego do tego aktu miał, oddać ma teraz na tey Konwokacyi posłom ziemskim, aby każdy do powiatu swego ku przeyrzeniu przyniósł.

Posłowie nasi aby z Pany w iedney izbie radzili, inaczey aby nie wdawali się w żadne sprawy.

Raycy mieyscy, zwłaszcza w Krakowie, we Lwowie y w inszych mieyscach, przysięgę Koronie bydź posłusznemi y urzędowi staróściemu, wnet po tey Konwokacyi, *sub interregno*, uczynić będą powinni.

A to wszystko IMPanowie poruczyli IMPanu Sanockiemu zapieczętować y podpisać prze odiazd swóy prędki.

Działo się to w Wiśni na zieździe pospolitym woiewództwa Ruskiego, w Sobotę *die* 14 *Decembris*, *anno* 1572.

M. DE L'ISLE AU ROY.

Archives hist. du Dépôt de la guerre. Dépêches et mémoires des ambassades de François et Gilles de Noailles à Constantinople et en Pologne, vol. III, p. 185.

SIRE,

Je suis en ceste ville de Posnania, principalle de la Poloigne Majeure, despuys le xj du mois passé, y estant venu par l'advis de monseygneur de Valence ; lequel, à mon partement de Conin, m'assura d'estre icy dans cinq jours après moy, ne demeurant là que pour attendre le Sr de Balagny, qui estoit tombé malade à Cracovia en le venant trouver. Toutesfoys, à ce qu'il m'a escrit despuys, il a eu encore d'autres empèchemens qui l'ont gardé de venir. Ce pendant, monsieur de Lanssac[1], séneschal d'Agenois, est passé par icy, où nous avons esté quelques jours ensemble, et croy qu'il vous escrit, Sire, comment dès son arrivée l'on entra en deffiance qu'il fust envoyé icy pour quelque autre effect qu'il n'a esté despesché : qui fust cause de nous faire arrester tous deux en nos logis, jusque à ce qu'on fust mieulx édifié de son voyage par deux gentilshommes, qui furent depputez en une assemblée icy près pour parler à luy, comme ils firent, avecques grand contentement de ce qu'il seust très sagement respondre et les contenter ; de sorte qu'on luy permist et à moy aussi d'aller partout, en l'admonestant de nous garder de faire aucunes pratiques. Et ayant eu ceste liberté, il s'en est allé trouver ledit seigneur de Valence, ayant laissé la plus part de ses gens icy, espérant d'y retourner après avoir communiqué ensemble : mais ils ont advisé qu'il luy estoit nécessaire de demeurer là jusques à ce qu'il faudra partir pour se trouver en la prochaine assemblée de Varsovia. J'eusse bien desiré que ledit seigneur séneschal eust eu commodité d'estre icy plus longuement, pour ce que quant il en partist on comencoit fort à le visiter, et pour estre venu en très honneste équipage, si bien nourry et aprins qu'il est, et acoustumé aux meurs d'Allemaigne et de ce pays, et sçavoir parler plusieurs langages. Il s'est si bien accomodé aux humeurs de tous ceux qui l'ont veu, qu'il a laissé du regret de son partement et une singulière estime de ses vertus : et donc j'espère, Sire, que sa venue pardeçà y sera de grand fruict pour vostre service. Cest endroit est le plus suspect à vostre dévotion de tout ce royaulme, pour ce que presque toute la noblesse est de contraire relligion, et qu'ils sont

1. Envoyé comme ambassadeur en Pologne dans le courant de mars.

voisins de l'Allemaigne et de Prusse, où le duc est des prétendens et se doibt trouver en personne à leur assemblée, et pour ce aussy que le feu palatin de ceste ville, naguières mort, et ses deux frères vivans, qui sont des plus grands de ce pays, ont toujours esté impériaux et favorisans ce parti de tous les moyens qu'ils ont peu. Toutesfoys il semble que, nonobstant tout cella, l'on commence d'avoir icy bonne opinion de Monseigneur; et ay sceu de plusieurs endroits et mesmement de l'évesque de cette ville, que je visitai encores hier, que les maulvais bruits que l'on a semés pardeça de ce qui s'est passé en vostre royaulme se refroidissent fort maintenant, et qu'à cella servoit beaucoup de ce que plusieurs Poulonnoys avoient escrit au contraire: et à ce propos, il me monstra et donna ung long dialogue qui a esté fait par ung docte personage du pays, qu'il cuide estre le secrétaire de la princesse, par lequel il respond à tout ce qui s'est dit pour les princes estrangers et autres du royaulme qui peuvent prétendre à ceste couronne: monstrant avecques vives raisons comment ilz en doivent tous estre exclus, et finablement qu'il n'en y a point de si digne, utille et nécessaire que mondit seigneur: respondant fort particulièrement à toutes les oppositions qu'on a publiées de luy. Ledit seigneur évesque me demanda quant il pourroit estre icy, advenant qu'il fust esleu, et par où il passeroit: adjoustant qu'il pourroit estre de ceux qui seroient envoyés pour l'aller querir et fère jurer ce qu'il conviendra prometre. Il craint fort qu'il n'y aye du trouble en ladite élection par le moyen de ceux du royaulme y prétendens, d'austant qu'il se découvre à ceste heure beaucoup de pratiques qu'ils ont faites et font tous les jours pour eux, et que leurs esgaux ou envieux taschent de rompre leurs dessaings par tous les moyens; et croit que cella ayde grandement à remetre sus mondit seigneur, et faire respondre par les Pollacs mesmes en sa faveur aux malitieux libelles qu'on présume avoir esté publiés à la suscitation desdits prétendens, aultant ou plus que par ceux de la religion contraire et princes voisins. Ledit seigneur évesque me dit encores qu'en plusieurs particulières assemblées, qui se sont faites naguières aux palatinatz, on n'avoit voulu approuver la confédération de Varsovia, sçachant mesmement qu'il y avoit eu des protestations d'aucuns sénateurs, qui ne la vouloient signer, et mesmes les ecclésiastiques. Et affin, Sire, que vous puissiez entendre que c'est de ladite confédération, ensemble des articles qui furent accordez en ladite assemblée de Varsovia, je vous envoye une traduction que j'en ay faite en françoys [1], après l'avoir premièrement faict metre en latin par

1. On trouvera ci-après (page 244) la traduction de ces articles, faite par M. de l'Isle.

des jésuites et autres religieux de ceste ville, qui y ont de bon cueur travaillé. Peult estre, Sire, que lesdits seigneurs de Vallence ou de Lanssac vous auront aussy envoyé le tout, mais n'en estant adverti je n'ay voullu faillir par ceste commodité de l'enclore icy à toute advanture, et il pourra aulmoings servir d'une coppie pour envoyer à mondit seigneur, s'il n'est près de Vostre Magesté, laquelle, par lesdits articles et confédération, pourra fère quelque jugement sur le progrès et intention de ces seigneurs en ceste affaire.

Sire, passant par ceste ville le seigneur de Séchelles au commencement que je y arrivé, il me vint secrètement voir et fère entendre l'occasion de son voyage deça et le désir qu'il avoit d'y fère service à Votre Magesté et à mondit seigneur, suivant ce que luy fust dit à Metz par monsieur le comte de Retz. Il fust icy quelques jours pour se metre en équipage, et ce pendant y arrivèrent les trois jeunes seigneurs, frères de Radzewil, princes et ducz en Lithuanie, lesquels venans des estudes de Lypsic (où ledit seigneur de Séchelles les avoit veus en passant) sont retournés trouver leur frère ayné, lequel on estime qu'il les avoit mandés pour se rendre tous ensemble à l'eslection et y favoriser le Moscovite: ce qu'ils firent assez cognoistre aux langages qu'ils tindrent en ceste ville, louans grandement leur Moscovite et parlans tout au contraire de Monseigneur sur l'occasion et fait de Paris : ce qui me fist haster de les envoyer saluer et les visiter moy mesme, à quoy ils monstrèrent avoir grand plaisir, m'envoyant aussy visiter par plusieurs foys et fère beaucoup d'honestes offres pour vostre service, et ay sceu qu'ils avoient esté despuys plus retenus en leur langage. Ils prièrent instamment ledit seigneur de Séchelles de s'en aller avec eux en leur pays, puysqu'il désiroit de se promener, ce qu'il leur promit après m'en avoir demandé advis, espérant aussy que monseigneur de Vallence le trouveroit bon; comme pour cest effect, et pour entendre au reste plus particulièrement de luy comme il auroit à se conduire, s'en alla incontinent vers luy ; et croy, Sire, qu'il emploiera très bien ce voyage, n'en pouvant fère en ce pays de plus à propos qu'avec ces jeunes seigneurs, qui auront tousjours esté grandement accompaignés et visitez en une telle traverse d'un bout du royaulme à l'autre.

Sire, je supplie le Créateur maintenir Vostre Magesté en très parfaite santé et très heureuse et longue vie.

De Posnania en la Poloigne Majeure, ce xvij^e mars 1573.

EDICTUM SIVE PUBLICATIO ELECTIONIS.

Bibliothèque du prince Czartoryski; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski, 379.

Domini senatores Coronæ, tam spiritualis quam secularis potestatis, qui ad Varsaviensem convocationem convenere, designarunt locum eligendi novi regis sub Varsavia, in altera parte Vistulæ fluminis, apud villam Camien, tempus quoque nominarunt feriam secundam proxime sequentem dominicam Misericordiarum, qui est dies sextus aprilis, anni hujus : ea propter, si quidam ad diem constitutam venire posthabuerint, habebunt nihilominus ibidem potestatem electionis, negotia tractandi, et in iisdem progrediendi, neminem expectantes ; nullius etiam absentia quique obesse debet, aut ea quæ incepta fuerint impedire, neque absoluta jam et statuta turbare. Si vero quispiam ejus fuerit audaciæ, ut et alio in loco alioque tempore præter hunc dictum et publicatum diem et locum, vel hic in quocunque tandem alio loco, vel congregatione, separatim eligere sibi dominum præsumat, contra talem et adversus similes, quantæcunque tandem iidem multitudinis aut status, sive palatinatus vel territorii sint homines, omnes nos opponere et consurgere sub fide et æstimatione nostra erimus obligati, ad conatus eorum nefarios impediendos et frangendos, tanquam contra apertum et communem Coronæ et patriæ hostem.

Die 22 januarii 1573.

ARTICLES CONCERNANS LE BIEN ET L'UTILITÉ DE LA RÉPUBLIQUE ET L'ORDRE QUI SERA TENU A L'ESLECTION DU ROY A VARSOVIA, UNANIMEMENT RÉSOLUZ EN L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALLE DE TOUS LES ESTATS DU ROYAULME.

Archives hist. du Dépôt de la guerre. Dépêches et mémoires des ambassades de François et de Gilles de Noailles à Constantinople et en Pologne, vol. III, fol. 192.

Par confédération générale [1] nous avons asseuré la paix, tant pour

1. Le texte polonais publié dans Plater, *Zbiór Pamiętników, etc.*, tome III, page 25, porte : « pospolitem zezwoleniem. »

oster et assoupir tout tumulte, discorde, sédition, qu'affin que la postérité soit advertie et ayt mémoyre de quelle conduite nous avons gouverné nos affaires durant l'interrègne, et que nos survivans, enseignez par cest exemple, puissent cy après, sellon que le tems le requièra, plus facillement corriger le reste.

DE DEFFENDRE LES FRONTIÈRES DU ROYAULME.

Nous ordonnons que tous se tiennent pretz en leures maisons, comme s'il leur falloit sur l'heure aller à la guerre ; et qu'ilz sont obligez de partir, en cas d'inconvenians et nécessité, sur l'heure mesme qu'il leur sera signifié par ceulx qu'en temps de l'eslection nous députerons en chasque palatinat. Mais on ne doit point entreprendre guerre, sinon avec le consentement de tous les palatins de ce royaulme et de ceste assemblée faicte pour l'eslection, au temps de laquelle la nécessité requiert qu'en chasque endroict il y ait des compagnies levées.

Quant aux finances qui appartiennent au trésor public, le seigneur trésorier aura le soing des rentes annuelles retenues en Prusse et autres lieux ; ce qu'afin qu'il face avec plus grande dilligence nous luy avons donné pour adjoints : le révérend évesque de Plocc, le magnifique Anselme Gostemsky, pallatin de Rave, et le seigneur de Wielane [Wielun] ; et d'entre la noblesse, le sieur chambellan de Warsau, le capitaine de Lure [Léopol] et le sieur Tarnaw. Ceulx là soigneusement prendront garde à ce que chaqung doit contribuer au trésor public ; et s'il survient quelque doubte, ils s'en raporteront à la prochaine assemblée de l'eslection, sans desroger en rien au droict de personne. Que si quelcung ne s'aquitte de sa rente annuelle en envoyant a Varsau au trésor public ce qu'il doit, à la my caresme, le seigneur trésorier doit envoyer des gens qui le déposeront de sa chastellanie et jurisdiction, par la vigueur de ceste assemblée et consentement des estats. Que si quelcung, usant de force, ne voudroit se démettre, qu'il soit adjourné sur le sceau du seigneur trésorier et desdits députés par ung hérault et quelques ungs de la noblesse à ce qu'il vienne comparoistre en jugement à l'eslection de Varsau. Par semblable raison, qui ne payera les arreyrages, qu'il soit adjourné comme larron du publicq. Ces articles seront les premiers décidés en l'assemblée de l'eslection. Que si quelcung est trouvé coulpable, son office de capitaine sera conféré à ung autre. Et pour aultant que despuys le décez du feu roy quelques ungs particulièrement ont usurpé assés bonne somme

de deniers, on cognoistra de ce faict en plain conseil, en l'assemblée de l'eslection, par le moyen e advis qu'en donneront les onze personnages à ce depputtés; desquels, cinq seront choisis d'entre les sénateurs, et six d'entre la noblesse: et pour ce auront nommé ce nombre imper, affin que l'on conclue sellon la plus grande part. Il sera toutes foys loysible aux autres de s'y entremesler avec justes raisons, ayant obtenu audiance ordinaire, sans troubler les autres ny tirer en longueur telles actions, affin que les bons deffendent leur innocence e que les délinquans soint punys rigoureusement par sentence de tous les estats. Principallement à rendre conte seront tenuz ceulx qui recevoint e despensoint la finance du roy et ceulx qui gardoint et gouvernoint la chambre royalle, desquelles choses les domestiques du roy ont rendu assés bon conte et le renderont encores cy après plus amplement, en la prochaine assemblée.

Les seigneurs trésoriers du royaulme e de la Lytwanie avec les déppu-tés, assavoir le seigneur chastelain de Troce, le seigneur chastelain de Chelme, et d'entre la noblesse, le capittaine de Wise, le sieur Wiesoloski et le sieur Police [Pociej], yront au chasteau Tikosin et s'assembleront audit lieu dans le dimanche *Reminiscere* pour, avec ces derniers et autres, payer les gaiges des soldats qui sont en Poudoulle [Podolie], en Russe, en Podgorze, en Silésie et aux chastaux de frontière; davantaige ilz le-veront vingt mil hommes de guerre, y comprenant ceulx qui sont en Poudoille et èz lieux sus nommés, e cesditz hommes de guerre seront distribués pour deffandre les frontières du royaulme de Poloigne e de Litwanie, sellon que la nécessité le requièra: et de ces deniers le seigneur trésorier e les députés renderont conte. Leurs colonelz et capittaines seront esleus en chasque palatinat par le consentement du duc [hetman] et de chasque palatin, sellon la nécessité, assavoir, ceulx qui seront le plus ydoines à ceste charge, à laquelle ils s'obligeront par serement millitaire au royaulme de Poloigne. Et pour plus certaine e utille def-fence, meuz de bon amour vers la République, de nostre gré nous pro-mettons de contribuer à certaine somme, telle que nous constituames naguyeres, du tems de l'union de Lublin: laquelle somme sera levée dans la feste de S. Adalbert. Et affin que ceste contribution se face du consentement de tous, nous ordonnons qu'on face des assemblées par-ticulières le lundy d'après le dimanche *Lœtare*, èsquelles seront nom-més des receveurs propres à ce faire. Le chasteau de Tykosin sera en ce ce tems là muni de 200 soldatz, à cause que les artilleries et le trésor qui sont là dedans n'en pourront pas aisément estre transportés en autre

lieu. Desquels hommes de pied une partie sera soubz la charge du sieur Zebrzidowi, l'autre du sieur Braniewi [Broniowski] et la tierce du sieur Owadowi. Davantaige, lettres séront envoyées au palatin de Smolc [Smolensk] et au sieur Stanislas Troianowski, à ce qu'ilz remettent leurs troupes, l'un des harquebuziers des fourestz de Litwanie, l'autre des harquebuziers des forestz de Belze [Bielsk], qui sont à Podlaise [Podlachie] en Belze, contrée sugete à ce royaulme, sous la charge des sieurs sus nommés, domestiques du roy. Quant aux capittaines de Luesne [Knyszyn] e de Tykosin, ils auront le soing de pourvoir à leurs chasteaux de vivres e municions nécessaires.

L'ORDRE QU'ON TIENDRA POUR ALLER A L'ESLECTION.

La noblesse de chasque cartier et province qui voudra se trouver à l'eslection, sellon le statut de librement eslire les roys, se trouvera au lieu à ce destiné, chacun en son palatinat. Les exécuteurs de l'alliance [c.-à-d. la confédération] prendront garde que personne ne ravisse rien à autruy, ne face injure ou domaige en chemin ou audit lieu, e fairont bonne e prompte justice à ceulx qui auront receu le tort. Que s'ilz deffaillent en leur charge, alors par la rigueur de la confédération généralle faicte à Varsau, quelques certains personnaiges seront esleuz pour contraindre ceulx qui ne voudroint satisfaire, par les poines contenues dans les alliances. Quant aux vivres e autres choses, chacun en prendera au meilleur marché qu'il pourra : car il ne semble pas raisonnable d'opresser le menu peuple en ce tems si fâcheux. Tous ceulx qui voudront se trouver à ceste eslection partiront de leur maison pour venir à ceste eslection, sans armes, cuyraces, bouches à feu e canons grans ou petits, arbalestes, halebardes, lances, escuz, bref sans aucune sorte de dars e d'armes, fors celles qui sont usitées e qui se peuvent porter par la coustume : assavoir, espées grandes e petites, haches e autres semblables. Les compaignies ne seront point trop grandes : de sorte que ung sénateur ne pourra amener plus de 50 serviteurs avec soy, ung cappittaine ou casteilan plus de 30, et ung gentilhome plus de 20 et au dessous ; et personne hors dudit lieu ne tiendra des soldats. Les seigneurs mareschaulx en auront cent, les palatins dix, les cappittaines six, les gentilzhomes quatre ; et les estrangers receuz despuys le décès du feu roy ne seront receuz à la suite de pas ung, seulement ceulx de la nation.

Et quant on sera au lieu de l'eslection, chasque palatinat avec son pa-

latin, castellan et lieutenans se tiendra à part, au lieu assigné ; auquel les exécuteurs de ceste confédération les avertiront de ne la transgresser, à ce que celluy qui y voudroit contrevenir soit tenu pour ennemy du pays e perde sa voix élective. Les deux mareschaulx, tant de Poloigne que de Litwanie, assigneront des logis à chasque palatinat sellon sa dignité ; et nul, tant noble qu'autre, n'empêchera qu'on ne loge en sa maison, excepté les maisons des gentilzhommes qui de leur gré les ont concédées à nostre requeste pour la nécessité de la République, pour ceste foys seulement, à la condition de ne recevoir aucune injure ou domaige. Les seigneurs mareschaulx assigneront lieu aux palatinats sellon l'ordre qu'ilz ont accoustumé de tenir aux assemblées. L'ordre e les cérémonies se garderont sellon la façon accoustumée, e les seigneurs mareschaulx y auront l'œil, sans toutteffoys rien innover ny entreprendre sans l'advis du sénat e de la noblesse. Ceulx qui seront trouvés délinquans seront punys eu esgard de leur faulte, sellon le droict e sellon les articles approuvés en la congrégation : qui tirera l'espée aura le poin couppé et qui aura blessé ou thué quelcung sera puny de mort, comme violateur de la paix e autorité de la République ; lesquelz articles il fault singulièrement remarquer pour ceste foys. Les seigneurs mareschaulx e les sieurs cappittaines ne lèveront sur le peuple aucun dace ou péage acoustumés à lever.

DE LA FORME QU'ON TIENDRA A L'ESLECTION DU ROY.

Quand tous les palatins seront assemblés au lieu ordonné, le samedi auparavant, chascun de sa part s'adressera au Seigneur Dieu par jeusnes e prières à ce qu'il veuille favoriser par sa grâce à cest exellant acte d'eslection. Le lundi on s'assemblera au conseil pour ouyr les ambassadeurs estrangers : auquel endroict il seroit besoing, come en une libre eslection, que chascun peult ouyr les ambassadeurs ; mais pour la grande multitude de ceulx qui s'y trouveront, il semble impossible que chascun oye, estant loin du lieu où ilz proposeront leur ambassade ; davantaige, il faudra retenir la dignité du royaulme e l'auctorité de la République et se garder d'exciter aucune clameur ny tumulte : parquoy nous semble bon que de chasque palatinat certains personnages soint esleus par ceulx du palatinat mesme, pour ouyr les ambassadeurs et en faire le récist à leurs palatinats. Oultre cella, sera nécessaire que les seigneurs ambassadeurs proposent leur charge par escript, pour estre leue en chasque pa-

latinat. Et quand ilz auront esté ouys, on leur assignera certain lieu au royaulme, auquel ilz se retireront attendant responce. En après, sans tarder plus longuement se faira la correction des loix, défaux et abus qui seront remonstrés par les seigneurs députtés sus nommés, à ce que chascun en ait la cognoissance : et le roy qui sera esleu sera tenu de confirmer par serement la correction des loix. Sera loisible à chascun de proposer en public ce que luy semblera digne ou nécessaire d'estre corrigé. Que si dans une sepmaine la réformation ne peult estre achevée, on la faira sursoir pour venir à l'eslection, laquelle néantmoins achevée, on passera oultre en la réformation, avant que la diète soit rompue : laquelle réformation sera faicte, à nostre instante prière, par les magnifiques seigneurs, le palatin de Lenczissense, le chastelain de Sandomirie, le chastelain de Troce [Troki], le chastelain de Saroce [Sieradz] ; d'entre la noblesse, le sieur Malachowski, le chambellan de Chelme, le cappittaine de Belse, le sieur Stanislas Owiewski, le sieur Leczicki, le chambellan de Varsau. Et là sur le lieu de l'eslection chasque palatinat pourra adjouster à ce nombre ceulx que bon luy semblera.

Cest acte de réformation fini, le révérend arcevesque e les évesques se transporteront avec les palatins, chastellains e ceulx qui auront esté députtés de la noblesse pour ouyr les ambassades ; e chacun, au palatinat dépendant de son dioces, récitera sommairement ce qu'il aura ouy des seigneurs ambassadeurs, et proposera les noms de ceulx qui aspirent à ceste couronne, ensemble les conditions qu'ils présentent à nostre advantaige, et outre ceulx cy, quelques autres, qui semblent bien dignes de ce dégré ; desquels les noms estant récités, il sera permis à chasque palatinat, ou de se contenter des sus nommés, ou d'adjouster les noms de quelques autres. Touteffoys chasque palatinat s'efforcera que les susditz soint rédigés au plus petit nombre que faire se pourra. Et ceulx qui seront de reste, leurs noms seront escritz et signés ; avec lesquelz noms escritz par chasque palatinat, l'arcevesque, les évesques, palatins, chastelains e les dépputés reviendront au conseil, où, après avoir balancé le plus exactement que se pourra les raisons de l'honesteté e utilité de la République, principallement celles qui seront les plus aparentes, lès laisseront pour estre débattues e jugées du consentement de tous ; rédigeant les compétiteurs au plus petit nombre pour les raporter aux palatins, taschant sur tout qu'il n'en demeure que deux ou, si faire ne se peult, trois pour le plus. A quoy affin que on puisse parvenir plus facillement, tous auront recours à Dieu, dressans deux doitz vers le ciel, pour tesmoigner qu'ilz ne font rien par haine, ou faveur, ou oppiniastreté, ny pour leur profit

particulier, mais priant Dieu de bon cueur qu'à l'honneur de son sainct nom e au profit de la République, il veuille assister à cet acte d'eslection, et par sa grâce la conduyse à bonne e heureuse yssue. Que si en ceste sorte si simple, on ne se peult accorder e consentir a ung seul (ce que tous doyvent désirer, come estant très utille à la République), d'entre les sénateurs et gentilzhomes certains personnages avec auctorité seront esleuz, desquels on n'aura point de soupçon qu'ilz veuillent par factions, prières, avancer quelqu'un, qui puissent juger sainement de ce qui sera pour le plus grand profit de la République : et feront serment solennel qu'ilz n'auront point esgard à leur particulière comodité, mais seulement d'accomplir la volonté de Dieu, maintenir l'amplification de son honeur entre nous, chercher e avancer le profit public, non par débatz ou oppiniastreté, mais en charité et pacience, par manifeste e certaine déclaration dudit profit de la République. Ilz rechercheront les raisons d'ung cousté e d'autre, pourquoy l'ung puisse estre plus apte e digne d'estre roy, et donneront leurs dites raisons par escrit pour estre présentées en chasque palatinat. Que si en tous les palatinats, d'une certaine e délibérée science, par plus fermes e fortes raisons, on est d'accord touchant ung mesme, son nom sera présenté à tous, sans en faire touteffois conclusion, seulement les raisons urgentes e nécessaires seront remonstrées simplement et nuement, pourquoy tous consentent en celluy seul : si ces raisons sont trouvées bonnes e que tous s'y consentent, il sera receu pour roy. Mais si tous sans audace malicieuse, sans témérité, sans tumulte e sans acclamations non nécessaires, usans seulement d'ung sain jugement e de raisons valables, ne peuvent consentire en ung, allors il faudra avec dévotes prières recomander toute ceste affaire à Dieu, affin que de sa main, sellon son cueur e sa saincte volonté, il nous donne ung roy e pasteur fidelle : e par ainsi, suyvant l'exemple que nous en ont donné les appostres, il faudra jetter le sort. Nous ordonnerons coment cella se devra faire, suyvant l'advis de tous, en la prochaine assemblée, e metterons peyne qu'il ne s'esleve ung bruict ou clameur désordonné entre le peuple. Que si quelcung se monstre oppiniastre contre tous, au comancement il le fault admonester amiablement ; e si cella ne suffit, de peur que nous n'encourions quelque domaige pour cest inconvénient, il faudra trouver quelque expédiant et faire, moyennant la grâce de Dieu, ce qui sera trouvé le meilleur par conseil.

Le roy estant esleu, premièrement il le faudra publier, combien que auparavant il faudra faire la réformation des droicts, priviléges e franchises, puys enregistrer icelle réformation, laquelle parachevée, faudra

envoyer une ambassade vers le roy qui sera esleu, e aviser qu'il retienne e observe fidèlement tout ce qui aura esté conclu des estats.

Faict a Varsau, en la généralle assemblée le xxjx^e janvier 1573.

CONFÉDÉRATION FAICTE PAR AULCUNS DU ROYAULME TANT CATHOLIQUES QUE HÉRÉTICQUES SUR CERTAINS POINCTZ QUI SONT DÉCLAREZ CY APRÈS, MAIS SUR TOUT SUR LE FAICT DE LA RELLIGION[1].

Bibl. imp., Mss. fonds français, 3258.

Nous, conseillers du royaulme de Poloigne, tant ecclésiastiques que séculiers, et universellement la noblesse et estats de la République une et indivisible de la Grande et Petite Poloigne, grand duché de Lithuanie, Cujavie, Vollinie, Russie, Podlassie, terres de la Prussie, Samogitie, Livonie et des aultres citez subiectes audict royaulme,

Sçavoir faisons par ces présentes à tous qu'il apartiendra, en souvenance perpétuelle de cecy, que pendant ce dangereux estat de royaulme, auquel nous avons esté sans roy et souverain seigneur, nous nous sommez donnez peyne principallement aux commices de Warsovie, à l'exemple de noz ancestres, de pouvoir conserver et retenir entre nous la justice et équité avec ung ordre juste et l'action de la République, par quoy toutes ces choses cy escriptes, d'un commun consentement de tous, nous promectons garder sainctement et obligeons à ce nostre foy, honneur et noz consiences :

En premier lieu, que nous ne serons jamais en discord entre nous, ny ne admettrons aulcun démembrement, ainsin qu'il est décent à ceulx qui veulent demeurer en ung corps unique et indivisible d'une républicque.

En second lieu, que l'une partie ne fera eslection d'un roy sans l'aultre et ne défendra pas menées et factions secrètes de l'une d'icelles[2], mais

1. Une autre traduction de cette pièce se trouve dans la correspondance de M. de l'Isle, au Dépôt de la guerre; l'original en polonais est donné dans *Volumina legum*, t. II, p. 124.

2. La traduction faite par M. de l'Isle porte : « qu'une partie de nous n'eslira point un roy sans l'autre, n'y n'advancera personne en ce dégré par menées particulières. »

nous assemblerons tous en temps et lieu assigné pour icelle eslection, et là unanymement et sans dispute nous menerons à fin avec la volonté de Dieu les commices de ceste eslection et ne consentirons à ung seul seigneur, si premièrement nous ne sommes d'accord des conditions qui sont escriptes cy dessoubz :

Que avant toutes choses, il sera tenu incontinent après l'eslection faicte de luy, d'apreuver et confirmer par serment tous noz droicts et lois, priviléges et libertez; que nous avons et lesquels nous luy monstrerons par escript.

Et principalement qu'il promecte par serment qu'il conservera la paix publicque entre ceulx qui sont de diverses relligions, et que sans raison il ne pourra nous mener à la guerre hors les limites du royaulme et ne pourra faire aulcune levée de gens, soit par supplications royalles, soit en payant cinq marcz pour homme (ani prośbą królewską swą ani *solutione quinque marcarum super hastam*), sans le consentement de tout le sénat.

Par quoy nous promectons nous eslever contre tous ceulx qui vouldront ordonner ung aultre jour à l'élection que celluy que luy est assigné, ou qui feront quelque sédition en ce jour là, ou leveront secrètement des soldats, et aussi qui vouldroient contrevenir à l'élection qui auroit esté faicte et arrestée par tous.

Et d'austant que le discord est fort grand en ce royaulme touchant la relligion crestienne, de peur que par adventure il n'en sorte quelque sédition, ainsin qu'avons veu est advenu aux aultres royaumes, nous promectons respectivement, à jamais, pour nous et noz successeurs, sur nostre serment, foy, honneur et consiences, que tous tant que nous sommes de diverse relligion conserverons la paix entre nous, et que nous ne respandrons aulcun sang, soit pour cause de la diversité de relligion que pour quelque autre mutation, et ne décréterons aulcunes peynes, soit de confiscation de biens, ademption d'honeur, prison ou bannissement, et ne presterons aulcun ayde à supérieur ou aultre officier que ce soit pour parfaire telz procès. Mais plustot, si quelcun vouloit contrevenir à ce que dessus, nous voulons tous estre obligez de s'opposer à icelluy pour ceste cause, et encores que aulcun s'efforçast d'attenter quelque chose, soubz prétexte d'avoir quelque décret de juge pour ce faire [1].

1. « A iż w Rzeczypospolitey naszey iest *dissidium* nie małe *in causa religionis christianæ*, zabiegaiąc temu, aby się z tey przyczyny między ludźmi sedycya iaka szkodliwa nie wszczęła, którą po inszych królestwach iasnie widzimy, obiecuiemy to spólnie, *pro nobis*

Touteffois cependant ne voulons par ceste présente confédération estre en rien dérogé au droict que les supérieurs ont sur leurs subiects, lesquels ne voulons estre quictes de l'obéissance qu'ilz leur doibvent, mais plustot, d'aultant que ceste licence s'esleveroit partout soubz coulleur de la relligion, estre libre à chacun seigneur, tant spirituels que séculiers, suyvant l'ancienne coustume, de punir son subiect rebelle ainsi que bon luy semblera [1].

Nous voulons aussi que tous les beneffices qui doibvent estre conférez selon le droict patronal (*beneficia juris patronatus regii*), comme prévostez, bénéfices ecclésiastiques, comme archeveschez, éveschez et tous aultres, ne soient donnez qu'aux prestres de l'Église romaine qui seront habitans du royaume, selon les statuz.

Touteffois, d'aultant qu'il importe beaucoup pour conserver la paix de faire différence entre les estats, veu que touchant les affaires politicques et séculières (*de rebus politicis temporalibus*) il y a grande différence entre l'estat ecclésiastique et séculier, nous promectons de composer entre nous toutes ces différences aux prochains commices d'ellection.

Quant à l'ordre qui est en l'administration de la justice, nous le laissons sans y toucher en tel estat et vigueur que chacun palatinat se l'est ordoné et se l'ordonera. Semblablement aussi de la défense et garde qui est requise aux chasteaux qui sont sur les frontières du royaume.

Quiconque se sera obligé à ung aultre pour quelque debte, et que sellon le droict, soubz seure obligation et sous sa pure volunté, aura promis de payer icelluy, soit devant la mort du roy ou après, icelluy suyvant le droict doibt estre condempné de payer selon sa signature.

Tous les seigneurs capitaines seront tenuz en vertu de ceste présente confédération de juger, absouldre et mener à fin les causes semblables que dessus, sans aulcun délay, suyvant la commune praticque, exceptez

et successoribus nostris in perpetuum, sub vinculo juramenti, fide et honore et conscientiis nostris, iż ktorzy iesteśmy *dissidentes de religione* pokóy między sobą zachować a dla różney wiary y odmiany w kościelech, krwie nie przelewać, ani się penować *confiscatione bonorum*, poczciwością, *carceribus et exilio*, y zwierzchności żadney, ani urzędowi, do takowego progressu żadnym sposobem nie pomagać : y owszem gdzieby ią kto przelewać chciał *ex ista causa* zastawiać się o to wszyscy będziem powinni, choćby też za pretextem dekretu, abo za postępkiem iakim sądowym, kto to czynić chciał. » (*Volumina legum*, t. II, p. 124.)

1. « Wszakże przez tę konfederacyą naszę zwierzchności żadnej nad poddanymi ich, tak panów duchownych, iako y świeckich, nie deroguiemy, i posłuszeństwa żadnego poddanych przeciwko ich nie psuiemy. y owszem ieśliby takowa licencya gdzie była *sub prætextu religionis*, tedy, iako zawsze było, będzie wolno y teraz każdemu panu poddanego swego nieposłusznego, *tam in spiritualibus quam in sæcularibus*, podług rozumienia swego skarać.» (*Ibid.*)

ceulx des palatinats qui se sont establiz en ce royaume une certaine forme particulière d'admynistrer et exercer la justice, ou ceulx qui s'en vouldront establir une.

Nous confirmons aussi et donnons force par ceste présente confédération à toutes sortes d'escriptures, quelles qu'elles soient, et aux résignations perpétuelles d'aulcuns biens estans passées soubz seel authenticque et qui se passeront pendant l'interregne, et les prescriptz et délaiz fatalz, obtenuz durant l'interrègne, à compter du jour que mourut le sérénissime roy, ne pourront nuyre à aulcun qu'il ne luy soit faict justice sur les procès de droict.

Semblablement aussi ceulx ausquels doibt estre payé quelque argent après la feste de Noël ou celle des Roys, ou à quelque aultre temps, seront tenuz de prendre leur dict argent aux premiers jugements que l'on tiendra après l'eslection du roy, ou la première fois que l'on fera exibition des instrumentz publicz.

Nous promectons aussi que nous acheminans à l'élection ou retournans d'icelle en noz maisons, nous ne ferons force à personne et ne ferons aulcune sédition entre nous. Nous promectons et obligeons, tant noz personnes que celles de noz successeurs, sur nostre foy, honeur et consiences de garder constament et fidèlement toutes les choses cy escriptes. Et quiconque vouldra contrarier et contrevenir à ceste assemblée et troubler la paix et concorde publicque, de nous eslever contre telles personnes pour les ruyner et destruyre. Et à ceste fin que toutes les choses cy dessus eussent plus grande force et authorité, nous avons apposé nostre seel à ces présentes et les avons signées de noz seings.

Faict à Warsovie en l'assemblée générale, le 28 fevrier 1573.

PROTESTATION FAICTE PAR LA PLUS GRANDE PARTIE DES CATHOLICQUES CONTRE LA CONFÉDÉRATION CY DEVANT FAICTE LE 28 FEBVRIER [1].

Bibl. imp., Mss. fonds français, 3258.

Nous conseillers, tant ecclésiastiques que séculiers, tant en nostre nom que des messagers terrestres qui sont envoiez aux commices de Warso-

1. La même pièce en latin. Bibl. imp., fonds français, 3274.

vie, qui n'avons soubzcript à la confédération du différant de relligion faicte par quelques sénateurs et messagers terrestres, déclarons et protestons, en jugement de ce territoire, devant toutes personnes de quelque qualité et condition qu'ilz soient, que quand nous feusmes venuz et arrivez à Warsovie pour consulter du lieu et du temps qui debvoient estre préfix à l'élection du roy, quelcun des conseillers et messaigers terrestres ont faict entre eulx une confédération et alliance, en laquelle, combien qu'il y ayt quelques choses nécessaires pour conserver la paix publicque, toutteffoiz il y a aussi d'aultres choses insérez fort pernicieuses, dommageables et nuysibles, non seullement pour ce temps présent mais aussi pour le futeur, principallement où il est prohibé que nul aye recours à quelque supériorité touchant ce que appartient à la relligion : laquelle chose faict ouverture à tout genre de sectes pour introduire une confusion en toutes choses, car soubz ce prétexte se pourroient facillement eslever dans le royaulme plusieurs aultres sectes abhominables (oultre celles qu'on y voit estre) comme sont adamites, turcs et aultres non meilleurs que la turque, qui seroit ung moyen pour facillement tomber à l'atéisme. Ce que nous considérans, combien qu'il y aye d'aultres articles comprins et contenuz en cette confédération, nous consentons à ce que concerne et apartient la paix et le repos du roiaulme, comme amateurs de nostre patrie et n'ayans rien plus ancien [*nihil habentes antiquius*] que la conservation de la paix et tranquilité en nostre royaulme, de quoy aussi protestons solennellement et publicquement que ne consentons à aulcune effuzion du sang chrestien, principalement de Poloigne, nostre gente, nostre nation et noz frères, mais plustost voullons et promettons estre contre celluy qui vouldroit attenter telle chose semblable ; et aussi ne pouvons et ne debvons approuver et louer ceste confédération, qui renverse et jette en bas toute dignité de son degré, et laquelle donne occasion, audace et hardiesse de blasphémer le nom de Dieu, mesmes à personnes de basse condition, et par conséquent arrache et hoste les droictz et libertez de noblesse. Craignans pour ces raisons et aultres que à l'advenir ceste confédération ne induise noz subiectz à une telle audace, soubz le pretexte de relligion, comme nous avons veu ces années passées en Moncter et aultres lieux de la Souisse avoir esté contre leurs seigneurs excités, nous donc, ayant esgard à cest article du différant de relligion escript en ceste confédération, qui contient plusieurs aultres choses pernicieuses, davantaige, regardant la première confédération et sermentz faictz par noz maieurs, qui sont du tout contraires à ceste présente alliance, ayant aussi esgard à noz consiences et à l'office et debvoir que

nous debvons à Dieu, à la religion, à noz maieurs et seigneurs d'églises, noz frères séculiers, nous ne pouvons et ne debvons avec saine consience et juste raison consentir et accorder, et de ce protestons solenellement en ce présent jugement, suppliant que ceste protestation soit insérée en forme accoustumée aux livres et registres publicz, principallement puisque les seigneurs messagers terrestres ont protesté qu'ilz n'ont commission de leurs frères de faire aulcune confédération ou d'y consentir, mais au contraire leur a esté rigoureusement prohibé de leurs frères ne commencer et attenter aulcune chose en ceste convocation et assemblée, mais seullement qu'ilz consultent du lieu et temps pour eslire le roy, comme aussi ilz ont protesté publicquement au sénat qu'ilz ne veulent et ne peuvent consentir à ceste confédération.

PROTESTACYA RYCERSTWA WSZYSTKIEGO MAZOWIECKIEGO PRZECIWKO KONFEDERACYI, KTÓRA SIĘ OD NIEKTÓRYCH STAŁA NA BLISKO PRZESZŁEY KONWOKACYI WARSZAWSKIEY *IN NEGOTIO RELIGIONIS* UCZYNIONA NA SEYMIKU WARSZAWSKIM.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski, 364.

Protestation de la noblesse de Mazovie contre la confédération de Varsovie.

My urzędnicy ziemscy y wszystko Rycerstwo, na seymiku Warszawskim teraźnieyszym zgromadzone,

Oświadczamy się wszystkim w obec y każdemu z osobna :

Żeśmy Panom posłom naszym, którzy byli na konwokacyi przeszłey, żadney mocy nie dawali do iakiego stanowienia około religii, iedno *de loco et tempore electionis*, nad co, iż się tam stała Konfederacya nieiaka, na którą się posłowie nasi podpisali, tedy my nie chcąc nic ani swobodom naszym, ani starodawnym w Rzeczypospolitey zwyczaiom w tem preiudykować, tak się w tey mierze deklaruiemy : iż Konfederacya każda dobra y pożyteczna iest, kiedy od wszystkich Stanów równie a zgodnie czyniona bywa ; druga, kiedy do swawoli, rozpusty a niekarności wrót nie otwiera ; trzecia, kiedy miasto chwały Bożey, bluźnierstwa

między ludzie nie podawa ; czwarta, kiedy nie na tego kaptur, kto krzywdę cierpi, ale kto ią czyni. Ale iż ta Konfederacya, tam na ten czas, nie od wszystkich uczyniona iest, y posłom tego nie zlecono, gdyż ni na kogo bez niego nic nigdy w RP. naszey stanowione bydź, ani obligować nikogo nie może ; a iż też za tą wolnością wiar y dzierżenia o Bogu wielka rozpusta, nieswornośé y wzruszenie pokoiu, y praw zniszczenie przyiśćby musiało, a ktemu Pan Bóg o wolne bluźnienie Iego srodze by nas musiał karać, a to ktemu iż w tey Konfederacyi iest kaptur na tego kto krzywdę cierpi, że mu płakać y skarżyć wolno nie będzie, a na tego kto krzywdę czyni żadnego kaptura nie masz : dla tego my się oświadczamy, że tę Konfederacyą z strony pokoiu pospolitego statecznie chować chcemy, ani dla wiary krwie niczyiey przelewać nie chcemy ; ale dokąd to opatrzono nie będzie co się wyżey wyliczyło, coby było y z obrazą bożą y wzruszeniem pokoiu pospolitego *et civilis societatis*, co po tem, tam gdzie tego czas y mieysce będzie, szerzey będzie pokazano y dostateczniey wywiedziono ; tedy my, żadnym sposobem, na tę Konfederacyą teraz nie zezwalamy, y na elekcyi y gdzie indziey zezwolić nie będziemy mogli ; na co się podpisuiemy y do akt grodzkich protestacyą naszę podawamy.

Feria secunda post dominicam Lætare, anno Domini 1573.

EXEMPLUM LITERARUM CARDINALIS HOSII AD FRANCISCUM KRASINSKI EPISCOPUM CRACOVIENSEM[1].

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex Cod. Vatic. inter Vaticanos 6419, p. 232.

Fuit quidem huc perlatum, quod hæretici magno studio contendebant, ut ab illis factæ conspirationis cujusdam adversus Dominum et adversus Christum ejus literis a Catholicis quoque subscriberetur. Cæterum de Reverenda Dominatione Vestra nihil, ut existimat ipsa, malitiose et cum

1. Cette curieuse lettre n'a été publiée ni dans les œuvres d'Hosius, ni dans la collection intitulée : *Epistolæ virorum illustrium*. Hosius y reproche à Krasinski d'avoir signé la confédération de Varsovie.

ejus invidia, quod ego scire possim, sed hoc tantum nude scriptum est, quod ex episcopis ea sola subscripserit : quod illius factum hic probavit nemo. Nec esse clam R. D. Vestram volo, cum ea de re mentio fieret apud S. D. N., factum hoc illius non modo non exacerbasse me, verum etiam mitiorem in partem interpretatum fuisse.: quod hac ratione tranquillitati publicæ se consulturam persuasum haberet, simul et hoc obtenturam ut rex catholicus eligeretur, quod illi, si fecissent quod petebatur, spes hæc ostendebatur ; neque tamen id probari, multo minus probavit Sanctitas Ejus.

Priusquam autem de re ipsa scribam aliquid, vellem scire qui sint illi Evangelici, quorum semel et iterum in suis literis meminit, quos etiam Catholicis opponit, quasi non in catholica, sed extra catholicam Ecclesiam sit Evangelium, aut quasi possint dici Evangelici, quos non esse Christianos constat. An extra Christum Evangelium esse potest ? Certe Christianos fuisse majores nostros in Polonia, jam inde a sexcentis et amplius annis, quamlibet inviti fateri tamen visi sunt illi ipsi, qui modo non armata vi, proximis superioribus mensibus, hæretici cujusdam cadaver ut in monumentis majorum suorum, qui Christiani fuerunt, sepeliretur contenderunt : quos nisi pro Christianis agnovissent, quid esse causæ potuit, quamobrem ea de re tantopere pugnarent ut a quorum se communione viventes præciderunt, in eorum monumentis cadaver hæretici sepelire liceret ? Cum itaque sua ipsorum confessione Christiani non sint, nec hoc etiam nomen sibi usurpare dignantur, ne quid cum Christo habere commune videantur, a Christo capite et ab ejus corpore Ecclesia segregati, quomodo possunt Evangelici vocari ? Quid autem est Evangelium ? Quid aliud quam læta quædam annuntiatio singularis cujusdam charitatis, qua Christus humanum genus ita complexus est, ut se ipsum in mortem pro nobis traderet, ac sic amore sui nos vicissim accenderet, ut summa totius Evangelii tribus tantum literis contineri videatur AMA : ama Deum, ama proximum. Nec enim aliud in Evangelio Christus quam, exemplo suæ charitatis erga nos, et erga se et erga nos invicem nobis mutuam charitatem et unitatem voluit esse commendatam. Propterea pati, crucifigi, mori, dignatus est, ut filios Dei qui erant dispersi congregaret in unum : ut in illo unum essemus omnes inter nos. Hoc est Evangelium nostrum. An autem tale quid isti profitentur, quos vocat Evangelicos ? An illi non spargere potius quod erat pretioso Christi sanguine congregatum, excæcati quodam odio, modis omnibus conantur ? Ut facile agnoscas eos illius esse membra de quo scripsit Propheta, quod dividit inter fratres. Tales itaque cum sint, nonne Cacangelici dici merentur ?

Quandoquidem adeo sunt ab ea quam Evangelium præcipit charitate remoti, ut nihil ferre minus possint quam unitatem, et eam furialibus odiis atque dissidiis rumpere conentur, non magis ipsi inter se quam nobiscum consentientes, nec majore nostri, quos Papistas vocant, quam eorum qui sunt ejusdem Augustanæ perfidiæ [1] (nam de sectis aliis nihil nunc dicere volo) odio flagrantes, ita et mutuo se invicem hæreticos et plus etiam quam hæreticos pronuntient, et e suis cœtibus ejiciant, nec ullam quam unam hanc, ex utraque parte, vocem edant veriorem. Quamobrem cum tali sint ingenio præditi, cum nihil eis cum Evangelio Christi sed omnia cum diaboli Cacangelis sint communia, mirari satis non potui quod hoc illis nomen ab episcopo tribueretur. Eigenvillici [2] vocari poterant verius quam Evangelici. Suam enim quisque eorum propriam sententiam, non Ecclesiæ, quæ firmamentum est et columna veritatis, sensum et consensum sequitur : quæ sibi doctrina magis arridet, quamlibet ea cum Evangelio pugnet, Evangelium esse tamen et purum Dei verbum, non minus impudenter quam asseveranter, affirmat. Fecit in suis literis Dominatio Vestra Niemojowski mentionem. Tres ejus familiæ germani fratres esse dicuntur : quorum unus Lutherista, alius Calvinista, tertius esse fertur Trideista. Num autem et nos dicere cum Propheta non possumus : Stupor et mirabilia? Tres fratres cum sint ex uno et eodem utero matris prognati, unam tamen et eamdem fidem non profitentur, verum tribus ludunt fidiculis et sibi sunt invicem hæretici. Quæso, quem ex illis vocari velit Evangelicum ? Fortasse Trideistam. Nam is, cum cæteris doctior esse existimatur, nihil recipit nisi quod est in Evangelio scriptum. Et quoniam ibi non est nomen sanctissimæ Trinitatis, nec personæ de Deo dictum, nec homœosis [3], magna cum audacia et impudentia voces has, quæ non reperiuntur in Scripturis, rejicit : quo nomine certe magis Evangelicus dici meretur, quam omnes Lutheristæ vel Calvinistæ. Itaque (si Diis placet) Trideistæ, quos tamen ante septem plus minus annos ex regno proscribendos decretum fuerat in comitiis, jam erunt apud nos Evangelici, qui vero credunt in Deum Trinum et Unum vocabuntur hæretici ? Nam ab Evangelio dissentiunt, in quo voces istæ non reperiuntur. Reperitur autem : « Pater major est me ; » non igitur ejusdem substantiæ. Quanto melius faceret R. D. Vestra si vocaret ficum ficum, ligonem ligonem, hæreticos hæreticos, quam hostibus Evangelii

1. La confession d'Augsbourg.

2. Du mot allemand : *eigenwillig*, volontaire, qui n'a d'autre loi que sa volonté.

3. C'est-à-dire consubstantialité.

nomen Evangelicorum tribueret. Verum de hoc satis, nunc ad rem ipsam venio.

Multas minas jactatas fuisse scribit ab hæreticis, quin et pericula quædam, cædes etiam eos denuntiasse, nisi conspirationi per illos factæ subscriberent episcopi. Quid autem ? quia strepitus est aliquis arborum in sylva, dum arbores inter se quasi collidi videntur, non est igitur per illam iter faciendum ? Quanto rectius ille : Si Deus pro nobis, quis contra nos ? Ubi Dei negotium agitur, ibi nos meticulosos esse non oportet. Reliqui adhuc sunt non septem, sed plusquam septuaginta millia, qui non modo non curvarunt genua ante Baal, vel Islamiensem vel Genevensem vel quemcunque tandem alium, verum etiam capita sua cuivis periculo objicere sunt parati, dum christianam religionem defendere, et qualem a sanctis majoribus nostris per manus nobis traditam accepimus, ad posteros nostros transmittere queant. Inter quos minime postremum fore confido senatorem illum optimum Ioannem a Dzialyn, palatinum Culmensem, virum omni laude dignum, quem si mea aliqua opera factum ex Lutherano Christianum esse gloriarer, fortassis a veritate non aberrarem. Quam sæpe conati sunt hæretici perfidiam suam armis propagare ! Num autem successit illis aliquando ? Non ignorat procul dubio R.D. Vestra quid apud hæreticos factum sit ante annos quadraginta. Ingentes fuerunt Zuinglianorum copiæ, rebus omnibus bello necessariis instructæ : nihilominus perexigua manus eorum qui christianam fidem profitebantur, quamlibet copiosum illorum exercitum præliis aliquot iteratis ita fudit, ut eos in leges quas ipsi dedissent jurare coegerit. An autem idem in Germania quoque non evenit ? Totius propemodum imperii vires, adversus fortissimum Evangelii propugnatorem Carolum imperatorem, non dissimili quadam Smalcaldica confœderatione facta, coactæ fuerant, ut eum imparatum opprimerent. Quem autem exitum eorum nefariæ conjurationes habuerunt ? Num defuit causam suam agenti Deus ? Quamvis humanis præsidiis propemodum esse destitutus videretur, incruentam illi tamen victoriam de suis perduellibus concessit, quin et ipsos belli duces in potestatem ejus redegit. An idem et in Galliis et in Flandria nuper factum esse non vidimus, posteaquam contra legitimam potestatem a Christi regisque sui perduellibus arma parricidialia sumpta fuerunt ? Vellem ostendi mihi locum aliquem in quo, nostra memoria, feliciter cesserit hæreticis, quoties armis contra Catholicos decertarunt. Et fuerunt tamen apud illas gentes multo potentiores hæretici quam sunt apud nos. Verum demus hoc, quod major sit apud nos hæreticorum numerus majoresque vires quam ut ulla sit spes eorum furiosum impetum a Ca-

tholicis propulsari posse. Quid tum postea? Num gloriosa mors oppetenda non foret potius, quam ut Christum in rebus adversis aperte non confiteremur; nobis præsertim episcopis, qui quorsum crucem de collo pendentem gestamus, si pro nomine Christi crucifixi crucem ferre, cum res postulaverit, et in manifestum discrimen vitam nostram offerre dubitamus?

Cæterum, quod quidam existimant ista conspiratione vel conjuratione nulla ex parte religionem convelli, mihi quidem longe secus videtur. Qui mecum non colligit, ait Christus, spargit: quanto magis qui quod pretioso sanguine Christi collectum semel, postea vero dispersum fuit, quominus colligi deinceps possit ab eo qui cum potestate versatur se impediturum, quin et modis omnibus oppositurum se, jurejurando interposito, promittit. Nunc is fidem Christi non violat, dum quod semel est per diabolum dispersum, id perpetuo manere dispersum cupit? Sed cogitet secum, quæso, quorsum ista pertinet conjuratio? Quid enim aliud istis propositum est, quam ut nullus magistratus, legitima nulla potestas agnoscatur, neque liceat regi, qui summa cum potestate versatur, sceptro gladioque suo Christi perduelles coercere, etiamsi justum ea de re decretum intercesserit, etiamsi legitimus processus servatus fuerit? Non ita sancti majores nostri, non contra Christum illi, sed pro Christo fœdus inierunt, quando præclara quadam confœderatione in diœcesi R. D. Vestræ in nova civitate Korczyn facta, si quis hæreticales errores facere vel promovere vellet, contra talem sive tales et in eorum destructionem omnes consurgere se velle promiserunt. Illa fuit pia et sancta confœderatio. An autem ea de qua nunc agitur non ex diametro prorsus cum illa pugnat, qua videtur prohiberi legitima potestas etiam regia, ne defendere fidem christianam et adversus ejus hostes hæreticos moliri quicquam audeat. Ego vero non dubito quin ab authore diabolo consilia hæc sint profecta, qui religionem omnem christianam, cum pulvisculo, quod aiunt, ex animis hominum sublatam cupit ordinem etiam eversum. Res est stupenda: de rege creando deliberatur, et priusquam sit electus, et sceptro suo et gladio spoliatur; nec alio quorundam consilia, quam ad anarchiam spectare videntur. Quæ nunc idola maxime colantur in Polonia scimus. Præcipua videntur esse Calvinus et Beza. At uterque sceptri gladiique jus adversus hæreticos magistratui permittit, et eo sunt etiam usi contra Servetum et Gentilem, et contra nonnullos alios. Nota est illa quoque Philippi Melanchthonis vox de Zuinglianis, quibus Calvinus et Beza successerunt: Non stylo, sed sceptro magistratus eos esse persequendos. Sic etiam idola, quæ nunc in Polonia coluntur, ferre non possunt a se

dissentientes hæreticos, et volunt nihilominus eorum sectatores, ut ipsi ferantur a Christianis ? Quæso consideret secum R. D. V. quam hæc sint absurda, quam impia, quam cum ipsa ratione pugnantia, quæ fuerunt ab episcopis postulata.

Quod R. D. archiepiscopus et ejus collegæ, priusquam rem diligentius expendissent, non alieni fuerint a subscriptione, facile credo. Sed posteaquam cum inferioris ordinis sacerdotibus, quod utinam frequentius fieret, deliberatio suscepta, et quam esset hoc enorme flagitium ostensum illis fuit, quod mutarint sententiam, factum hoc illorum laudari satis non potest. Sapientis enim est mutare consilium. Celebratur hic ab omnibus, et in cœlum laudibus fertur, illa præclara vox archiepiscopi, cujus etiam Romæ sonitus exauditi sunt, quod sibi prius manum amputari, prius immotam cervicem gladio subjicere vellet, quam hoc tantum facinus designare. Quam vellem, ut illum præeuntem R. D. V. secuta fuisset, quod ab aliis episcopis magna cum laude factum est. Nunc qui probaret quod illa fecit, auditus a me est adhuc nullus. Meminit in suis literis quorundam, qui sunt in lectulis occisi : non est difficilis conjectura quos notet. An autem expectare debuit rex, ut prior ab illis occideretur ? In re subita non est inventum aliud consilium, quo regni regisque saluti et incolumitati prospici posset. Volebant illi qui sunt *Biesiej wiarki* (diabolicæ fidiculæ) regem in prandio devorare, sed præoccupatis consiliis, et intercepta proditione, sibi rex in jentaculo maluit eos apponere : quos nisi prævertisset, et ipse et fratres illius et mater per summum scelus trucidati fuissent. Verum hæc nihil ad nos. Quamobrem, ut unde cœpit eo redeat oratio, subscriptionem hanc a quibuscunque factam probare nulla ratione possum, sed nec excusare. Nec enim ita metuendi fuerunt hæretici, Dei timor ut illorum timori non fuerit præferendus. Etiamsi cervicibus eorum gladii fuissent intentati nisi subscriberent, non propterea fuit illis officium christianorum hominum deserendum. Sed, proh dolor ! ita plerique facti sumus, ut omnia metuamus præter Deum, quem si metueremus unum, eorum nihil formidaremus, quæ nunc maxime formidanda putamus. Sed quia timor Dei postpositus jam esse videtur, peccata nostra faciunt, qui etiam a folii strepitu metuamus. Credibile non est, quantum ex eo nuntio dolorem acceperim, cum in eundem errorem in quem Petrum et Marcellinum, olim pontifices, R. D. Vestram incidisse cognovissem : nec dolore saltim, verum et ingenti pudore afficiebar : quandoquidem anno proximo superiore, cum de illa in episcoporum collegium cooptanda deliberatio suscepta fuisset, præclarum illi singularis in tuenda Christi religione constantiæ testimonium in totius orbis chris-

tiani theatro perhibui. Dolorem hunc meum et pudorem non aliter mitigare posset R. D. V. quam si, quos imitata fuit peccantes, quemadmodum nudius octavus ad illam scripsi, simul etiam eosdem imitaretur debitam pro peccato suo pœnitentiam agentes, nec esset ad excusandas excusationes in peccatis quam ad ea justa satisfactione purganda promptior. Hoc et ad veniam apud Deum, cujus misericordiarum non est numerus, obtinendam, et ad existimationem suam, quin et meam, aliqua ex parte labefactatam, in integrum restituendam plurimum illi pertineret. Si præsertim et hanc in rem incumberet, ut, quod negligentius hactenus nonnullis egisse visa est, majore studio deinceps omnes ex patria nostra hæreses exterminandas, et antiqui potius quam novi *Captur* executionem, creato novo rege, fieri curaret. Quare non cœlestem tantum regem sibi propitium et placatum redderet, verum et apud terrestrem, quem jam catholicum et orthodoxum electum esse confidimus, magnam gratiam iniret, cum sceptrum authoritatemque suam regiam ab illa fortiter defensam esse cognovisset. Nec sibi persuaderi patiatur, quod id facere religione prohibeatur. Scitum est illud : In malis promissis rescinde fidem, in turpi voto muta decretum. Quod incaute vovisti, ne facias. Impia est promissio, quæ scelere adimpletur. Juravit Herodes, verum præstitisset quod juravit non præstare quam Joannis corpus et suam ipsius animam trucidare. Juravit David se Nabal occisurum, sed laudatur ejus pietas, quod incaute præstitum juramentum non servavit. Quod nisi turpe promissum hoc suum resciderit, planumque fecerit omnibus, quod magnum ex hoc peccato suo dolorem conceperit, in utriusque regis, tam cœlestis quam terrestris, gravissimam offensionem incurret. Verum in Domino confido quod illi mentem dabit meliorem et spiritum consilii atque fortitudinis largietur. Quæso ne gravetur legere Marcellini pontificis historiam et ejus exemplum sequatur. Equidem bona spe sum, quod exaudiet supplicum preces Deus, oculis misericordiæ suæ nos respiciet, et regem nobis dabit qui catholicæ fidei sit acerrimus propugnator. Verum si quid illi peccatis nostris offenso secus de nobis statuere visum foret, vehementer metuo, ne fallantur opinione sua, qui putant etiam Catholicis conspirationem hanc, si quid accideret ejusmodi, fructum allaturam. Hoc sibi certo persuadere potest R. D. V. si, quod pro sua misericordia Deus prohibeat, rex aliquis parum catholicus eligeretur, et is Ilżam, Bożencin, Kielce et alia per vim eripere R. D. Vestræ conaretur, vel gravius etiam aliquid in illam consulere, quod non modo non essent id impedituri hæretici et se quominus id fieret opposituri, verum omnes potius machinas adhibituri ut id primo quoque tempore perficiendum

curaret. Sed in Domini misericordia confido, quod aut electus est, aut eligetur brevi rex qualem optamus, christianus, catholicus, et orthodoxus, qui Christum aperte confiteri, et ejus perduelles hæreticos quibus modis merentur tractare non dubitabit. Ministros præsertim, quorum opera fit, ut etiam in acervis Antichristus colatur, quos nisi procul exterminandos a diœcesi sua curaverit, iram illi Dei denuntio. Nec enim ille pati diutius poterit hanc tantam illius negligentiam, et hæc erit potissima ratio, qua pro commisso peccato satisfacere Deo possit, si modis omnibus perficere conata fuerit, ut in acervo fruges potius recondantur quam impia doctrina prædicetur.

M. DE VULCOB AU ROY.

Bibl. imp., Mss. coll. Colbert, 397.

Sire,

Le dernier jour du mois passé, j'envoyay deux lettres ensemble à Vostre Magesté, par l'une des quelles je mandois comme on avoit descouvert de nouveau en Pologne que aucuns seigneurs du pays aspiroient à icelle couronne, et depuis ay recouvré les noms d'iceulx, qui sont cinq, dont le double sera icy encloz. Mais j'entends qu'il faut que leurs pratiques soient bien secrettes pour ce qu'elles deplairroient à la pluspart de la noblesse. Au demeurant, il se confirme par diverses lettres comme en la diète de Varsove il ne s'est fait autres choses sinon que on a ordonné du temps et du lieu d'élection, et davantage que tous les nobles et chacun d'eux en particulier auront voix en icelle, comme ils ont remonstré leur appartenir ; et n'avoient charge les nunces de traiter d'autre chose en la dite diète, qui a esté cause que les ambassadeurs n'y ont point esté ouyz, et ont esté advertis de si bonne heure qu'ils ne pouvoient l'estre pour ceste fois, qu'ils ne se sont point partys de leurs lieus pour s'y acheminer, mais quasy tous y ont envoyé quelques uns de leurs gens pour veoir ce qui s'y faisoit. Le tems de l'autre diète pour la dite élection est celuy que j'ay mandé : le cinquième d'avril, deusième dimanche après Pasque ; mais on nomme le lieu diversement, qu'on dit estre sur les confins de Lithuanie et à douze lieues de Lublin ; on avoit premièrement

appelé Tanneschau (?), maintenant aucuns le noment Preslobba (?), les autres Parquaiz (?), et croy que cette diversité des noms est venue à cause que les estrangers qui estoient pour lors à Varsove se sont hastez d'écrire les noms des endroits qui auront esté seulement proposés pour icelle, avant qu'il ait esté arresté de celuy que on a voulu choisir. Et y en a qui veulent dire que ce n'est pas un des précédans, ains que ce n'en sera autre que Varsove même, où s'est tenue la dernière, à laquelle les seigneurs de Lithuanie n'estoient pas venus, pour autant (ainsy qu'on dit) qu'ils estoient quelque peu indignés contre l'infante à raison qu'elle avoit appelé en une lettre leur dit pays province héréditaire, à quoy on adjouste que comme on luy eut tenu quelque propos d'un principal seigneur de la dite Lithuanie qui faisoit quelques menées pour l'épouser, elle avoit respondue qu'elle ne vouloit espouser un sien vassal; mais avoient bien envoié au dit Varsove deux castellans pour faire leurs excuses envers toute l'assemblée de ce qu'ils ne s'y trouvoient, sur ce qu'ils n'osoient sortir de leur pays à raison du Moscovite, qui avoit de grandes forces auprès de leur frontière. Je diray en passant, Sire, que celuy qui avoit praticqué pour espouser la dite infante, pourroit bien estre le grand maréchal, qui est nommé en ce double que j'envoie. Don Pedro Fajardo n'est pas si loing des ambassadeurs de l'Empereur qu'on disoit, ains en un lieu qui est si voisin d'eux que souventes fois ils s'entrevoient et mangent ensemble. Mais je vois que quant à l'espérance qui peut estre maintenant pour ceulx qui aspirent à ceste couronne, selon le jugement qu'on en peult faire par les advis qui en sont en cette court : premièrement ceux cy monstrent de la tenir desja en leur main pour l'archiduc Erneste, et ne faire plus de doubte que ce ne soit pour luy, qu'aucuns veulent penser estre fait par un certain artifice ; et l'un de ces jours passés, ung du conseil de l'Empereur m'en vint entamer le propos de luy mesme, en faisant semblant de m'en vouloir parler avec confidence, et me dit qu'il me prioit de n'avoir en mauvaise part une nouvelle qu'il me vouloit dire, qui estoit qu'ilz avoient bonne assurance que l'élection se feroit de l'archiduc Erneste, et la tenoient pour chose certaine. Qu'il estoit bien vray, et m'en asseuroit aussi, que Monseigneur d'Anjou, vostre frère, Sire, en avoit esté si proche que c'estoit merveille, mais que pour le jourd'hui, il ne falloit qu'il y eust plus aucune attente. Par où Vostre Magesté peut veoir, Sire, qu'ils ne se contentent pas facillement de semer ung tel bruit par toute ceste court affin qu'il s'espande plus loing ; mais craingnant possible que n'en facent grand compte me le viennent dire, affin que là dessus, cela puisse refroidir la pour-

suite que Vostre Magesté fait pour mon dit seigneur son frère ; ce qui me fait davantage penser qu'il est ainsi, Sire, c'est que je suis bien adverty par ung particulier, que ses amis luy ont escript puis naguère de Pologne, que l'opinion est toute autre au dit pays touchant ceste élection, qu'elle n'est pardeça, et nommément les lettres bien fraîches du 25e du mois passé, où on mande que on tient en Pologne la chose du tout desespérée pour l'archiduc Erneste, qu'ainsy est que tous les nobles ont particulièrement voix en l'élection. Quant aux seigneurs qui y prétendent, on n'estime pas aussi que aucun d'eux y puisse parvenir, quand ce ne seroit que pour l'émulation l'ung de l'autre : davantaige par crainte de la noblesse, comme j'ay dict, ils n'osent faire ouvertement ses praticques. Le Moscovite est encore, comme on dit, favorisé de ceux de Lithuanie qui suivent en la religion les cérémonies grecques. Par ce que dessus Vostre Magesté peult veoir que mon dit seigneur a encore si bonne part, que je ne sçais qui la peult avoir meilleure. On dit que l'archiduc Erneste est déjà guerry de sa rougeolle et qu'il sera icy dedans trois ou quatre jours, aussi Leurs Magestés impériales font très-bonne chère, grâce à Dieu, le quel je prie donner à Vostre Magesté, Sire, en très-parfaite santé, etc., etc.

De Vienne, le 6e jour de février 1573.

Vostre très-obéissant, etc.

DE VULCOB.

OPISANIE KRÓTKIE RZECZY TYCH KTÓRE SIĘ NA SEYMIKU ZIEMIE KRAKOWSKIEY W PROSZOWICACH DZIAŁY.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski, 364.

Compte rendu de la diétine de relation tenue à Proszowice par la noblesse du palatinat de Cracovie à la suite de la diète de Convocation. — Discours de Firley. Il expose le but de la réunion et demande que l'on consente l'impôt voté par la diète. Lecture par le greffier de la ville de Cracovie des différents arrêtés de la diète. Election d'Olesnicki comme maréchal de la diétine. Les deux nonces du palatinat de Cracovie rendent compte à la no-

blesse de la façon dont ils ont rempli leur mandat. Discours de Biecki contre l'établissement d'un impôt pendant l'interrègne. Plusieurs orateurs parlent dans le même sens. L'assemblée se prononce en grande partie contre l'impôt. Elle réclame contre l'établissement des tribunaux de *Kaptur* et approuve la Confédération pour la liberté de religion, mais à la condition qu'elle sera renouvelée à la diète d'élection. Communication à l'assemblée d'un message concernant les affaires de Moscovie. Discours des délégués de la noblesse du palatinat de Sieradz. La noblesse de Sieradz a consenti l'impôt; elle fait engager celle de Cracovie à le consentir également. La séance est ajournée au lendemain. Suite de la discussion sur l'impôt. Nouveau discours de Biecki. Il proteste de son désintéressement, tout en demandant à la noblesse de refuser l'impôt. Sa motion est appuyée. Firley prend la parole. Il défend l'impôt et les autres mesures prises par la diète. La noblesse consent à payer l'impôt, mais à titre d'imposition volontaire et sans que les absents puissent être liés par cette décision: l'impôt sera rendu obligatoire à la diète d'élection et pourra alors être prélevé par la force publique. La noblesse du palatinat de Cracovie décide, avant de se séparer, qu'elle se rendra en armes à l'élection.

Gdy się wszystcy, tak IMPanowie Rady, których nie wiele było, iako y wszystko Rycerstwo ziemie Krakowskiey do koła w kościele zeszli, nayprzód IMPan woiewoda Krakowski, Ian Firley z Dąbrowice, uczynił rzecz, opowiadaiąc iż z niemałym żalem tego używał, że na ten ziazd insi wszystcy dygnitarze woiewództwa tego, a kollegowie iego nie ziachali się; wszakoż, iż podobno żaden z nich tego bez przyczyny nie uczynił, prosił Iegomość aby im za zle to ni od kogo miane nie było, gdyż ich wszystkich chęć y miłość przeciwko Rzeczypospolitey wszystkim iest dobrze świadoma: iakoż samże Iegomość niebytność Pana kasztelana Krakowskiego obmawiał, y powiadał *absentiæ illius* przyczynę bydź niesposobne zdrowie iego. A zatem, y inszy każdy swego obmawiał. A potem Pan woiewoda opowiedział przyczyny ziazdu tego bydź te:

Pierwsza, aby postanowienia y namowy Panów Rad Koronnych y posłów ziemskich na Konwokacyi Warszawskiey, blisko przeszłey, w potrzebach y sprawach RP. uczynione, wszystkim stanu rycerskiego ludziom w woiewództwie tem opowiadane y oznaymione były.

Item, aby się namówilo y postanowilo na tym ziezdzie, iakoby te wszystkie rzeczy w Warszawie, z dobrem wszech Stanów uważaniem, dla dobrego RP. postanowione, effekt swóy w tem woiewództwie wzięły.

Item, ieżliby się co takiego potrzebnego ieszcze pokazało, coby się tam na Konwokacyi opuściło y nie opatrzyło, aby tu przydano było.

Tamże zaraz Iegomość pięknemi y mądremi perswazyami wiódł wszystkich do tego, aby te tam namowy y postanowienia Warszawskie wszystcy approbować, y na nie iako na dobre y potrzebne zezwoliwszy, wedle nich się zachować raczyli; gdyż tam nic namówiono y postanowione nie iest, coby albo wolnościom szlacheckim przeciwnego y szkodliwego, albo RP. niepożytecznego bydź miało.

Osobliwie też wszystkich do tego wiódł, aby pobór, na który się wszystcy w Warszawie iednostaynie zgodzili, postąpili y nań zezwolili: gdyż żołnierzom tym, którzy przez ten czas na granicach Koronnych służyli, zapłata z inąd obmyślona y opatrzona bydź nie mogła. Także też y obrona, którey pod tym czasem, gdy elekcya będzie, bardzo będzie potrzeba, z inąd bydź żadnym obyczaiem y prędsza y pewnieysza nie może, ieno z poboru.

Przytem też oznaymił wszystkim, iż Pan kasztelan Gdański pisał do niego, opowiedaiąc, iż sludzy iego (które on był odieżdżaiąc na Konwokacyą do Warszawy zostawił na straży przy granicach, dla tego aby nikogo z cudzoziemców, tak do Korony iako y z Korony nie przepuszczali) poymali Cyrusa cesarskiego posła, który z Litwy iachał, tam gdzieś przez Prussy niezwykłemi gościńcami, do Cesarza. Przy którym wiele listów od rozmaitych osób do Cesarza zastano albo znaleziono; z którym to Cyrusem y listami przy nim znalezionemi, Pan Gdański, coby czynić miał, prosił o radę.

Potem, pisarz grodzki Krakowski wszystko to postanowienie Warszawskie *publice* głosem czytał: to iest publikacyą złożenia czasu y mieysca elekcyi; *Confœderationem generalem in negotio religionis factam*; artykuły około elekcyi, z iakimby porządkiem na nię iachać wszystcy, y one odprawować mieli; list od IMPanów Rad do żołnierzów na granicach Szląskich y Węgierskich służących; a na ostatku, listy Pana Gdańskiego, pisane do Pana woiewody, około tego Cyrusa; także y Cyrusowe, pisane do Pana Gdańskiego.

Co gdy się odprawiło, prosił y powtóre Pan woiewoda aby się IMPanowie Rycerstwo na to zgodzić y pozwolić raczyli.

Pan kasztelan Rawski, Myszkowski, uczynił też rzecz wiodąc y namawiaiąc wszystkich aby te wszystkie postanowienia Warszawskie przyięli y na nie zezwolili; pokazuiąc to, iako z wielkiem dobrem RP. to wszystko się tam postanowiło.

Y zatem Rycerstwo, dla czynienia porządku, obrali sobie marszałka

Pana Oleśnickiego, który nayprzód Panu Bieckiemu nakazał zdanie swe, około rzeczy tych przez Pana woiewodę proponowanych, powiedzieć.

Pan Biecki, zaniechawszy rzeczy proponowanych, napominał wszystkich aby, pierwey niżeli co poczną, posłów, ktore byli z poszrodku siebie na Konwokacyą posłali, examinowali, ieżeli się tam tak zachowali iako im było od braci zlecono, ażeby sprawę dali co tam w Warszawie sprawili.

Na to IMPan woiewoda powiedział że to są niepotrzebne zabawy, ponieważ z tych rzeczy które czytane *publice* były, każdy iuż dostatecznie obaczyć y widzieć może co tam posłowie sprawowali; gdyż nad te rzeczy, nic tam więcey nie było sprawowano ani też postanowiono.

Wiele ich *subscripserunt sententiæ* Pana Bieckiego, przyznawaiąc tego bydź potrzebę aby posłowie o sobie sprawę dali, iakoż sami posłowie chętni byli do tego. Y tamże zaraz Pan starosta Chęciński y Pan Strzała sędzia ziemski Oświecimski y Zatorski, posłowie, dali o sobie tę sprawę:

Iż się tak zachowali w tym urzędzie swoim iako im od braciey zlecono y na piśmie też podano było, y iako na żadną inszą rzecz nie zezwalali ani się wdawali oprócz tego co im zlecono było, to iest, oprócz czasu y mieysca elekcyi, ani się na żadną inszą rzecz podpisywali, dla tego iż baczyli że też z wielu woiewództw posłowie nie chcieli też ninacz inszego zezwalać; za którą ich stateczność, powiadali że tam na Konwokacyi od wielu, tak Panów Rad iako też y posłów, przymówek wiele odnosili: przypomnieli też y to, że o protestacyą którą czynili w grodzie Warszawskim, *contra primatem regni*, fukani byli od niektórych Panów. Co gdy szlachta usłyszała, pilnie się ięli byli tego domagać, aby im powiedzieli, ktoby to taki był coby się na nie fukać ważył.

Wszakoż niektórzy bacząc iż się to miało do niedobrego, gdyż ztąd wielom mogłoby było urość wielkie *odium* a potem y co gorszego, zatarli to wtaczaiąc insze rzeczy.

Pan Biecki potem, przystępuiąc do rzeczy, wotował na propozycyą Pana woiewodzinę, którego zdanie to było żeby wolał wszystkiego postradać, niżeli na ten pobór pod tym czasem pozwolić, albo też y na te insze postanowienia Warszawskie, *alioqui* z dobrem RP. uczynione: a to dla tego, iż tego nigdzie w statucie y w prawiech Koronnych nie nayduie aby co Panowie Rady *tempore interregni* stanowić mogli albo też mieli, oprócz iedney tey rzeczy, że czas y mieysce elekcyi naznaczyć maią.

Pobór pod tym czasem postępować, aczkolwiek dla wielu inszych też

dosyć wielkich przyczyn, ale też y dla tey naywięcey rozumiał rzecz nie bydź pożyteczną, y owszem bardzo szkodliwą, aby potem Pan ten, który obran będzie, nie allegował tym poborem, powiadaiąc iż « na ówczas gdyście Pana niemieli, dochodami temi z których ia teraz y sam swe y wszystkie inne, tak Koronne iako też y dworu mego, potrzeby odprawować muszę, nie mogliście się bronić, ażeście pobór do nich składać musieli, daleko tedy teraz więcey powinniście to uczynić. » Y tak dla tego musielibyśmy mu *perpetuis temporibus* bydź *tributarii.*

Po nim wotował Pan podkomorzy ziemie Krakowskiey, który *ejusdem sententiæ* był z Panem Bieckim około tych statutów albo artykułów Warszawskich, y około też poboru.

A iż też to było przypomniano, y *in medium* przez niektóre *ad deliberandum* podano, iakoby iachać szlachta na elekcyą miała, ieżeli *in armis* albo nie, tego ani wspomnieć dał Pan podkomorzy żeby bez zbroie iachać na elekcyą, powiadaiąc to rzecz ludziom rycerskim nie bydź przystoyną, ktemu bardzo niebezpieczną.

Pan Płaza też rozumiał co y ci dwa pierwsi, y pokazował to, iż oprócz poboru może bydź dostateczna zapłata żołnierzom y obrona ukrainnym mieyscom zkąd inąd, iako z żup, z ceł, y z trzech części które starostowie y dzierżawcy dóbr stołu królewskiego powinni do skarbu płacić; dokładaiąc tego, iż teraz w żupie mogłoby bydź pieniędzy niemało, bo żadnego roku pogoda lepsza nie była na żupy iako tego, dla tego iż zima stateczna była: ktemu też powiadał, że pewną wiadomość miał że tego roku przeszłego, iuż po śmierci królewskiey, wygnano z Polski wołów trzydzieści tysięcy, od których cła złotych tak wiele albo y więcey bydźby miało.

Zgadzali się nato Pan starosta Chęciński, starosta Czerszyński, starosta Oycowski y inna niemal wszystka szlachta; ledwa się ich kilka naydowało, którzy tak na pobory iako y na inne wszystkie artykuły y statuty Warszawskie zezwalali: między któremi byli przednieysi, Pan starosta Kaźmierski, Mikołay Firley, y Pan Andrzey Zborowski. Ci dwa dosyć długiemi przemowami y statecznemi racyami wywodzili y pokazowali to, że te postanowienia Warszawskie, tak około poboru iako y inszych wszystkich rzeczy, nic prawu pospolitemu, *vel in minimo*, nie deroguią ani iemu są przeciwne, y *sequelle* żadney złey na potomne czasy za sobą ciągnąć nie mogą.

Przyszło potem na Pana Przyłęckiego burgrabiego Krakowskiego wotować, który naypotężniey to wywodził, iako nie dobrze iest na pobór pozwalać, albo te tam postanowienia Warszawskie przyimować y appro-

bować, dziwniąc się temu, iż Panowie Rady na uniwersale Kaskim chlubili się tem iż na gościniec trafili, z którego zaś teraz daleko schodzą, gdy się nad to, czego im prawo pozwala, więcey stanowić ważą.

Naydowali się niektórzy, którzy nie tylko te postanowienia Warszawskie, ale y insze wszelakie na zieździech inszych postanowienia zgodne, y deklaracyą kaptura Krakowskiego w Wiszlicy uczynioną, przeciwne prawu bydź rozumieli y powiadali.

Ierzy Iordan, zwłaszcza ten wywodził to wielą racyi, powiadaiąc iż prawo pospolite uczy że o podźciwości y gardle nie może nikt szlachcica sądzić, aż sam król na seymie ze wszystkiemi Pany radnemi; a deklaracya Wiślicka pozwala tego staroście ze dwiema deputaty, albo też powiatowi iednemu: też prawo pospolite pisane iest, iż wolno każdemu od każdego sędziego apellować na seym albo na wieca, a ta deklaracya Wiślicka tego broni. Argumentował też tak: gdyż teraz *silent omnia jura antiqua, multo magis silent, et etiam nullius momenti esse debent nova*, których Panowie temi czasy, wedle fantazyi swych, nakowali. Ten też naywięcey wołał y narzekał o pobory, powiadaiąc: « Na nas Panowie, iako na osły, wszystko wkładaią a sami, dzierżąc starostwa y inne dobra stołu królewskiego y RP., z którychby teraz powinni byli potrzeby wszystkie Koronne odprawować, ulegaią; y ciż naywięcey, którzy starostwa albo dzierżawy iakie maią, do tych poborów radzą (iakoż, *re vera*, tak się działo). Y radził aby temi retentami, które u starostów y dzierżawców są, żołnierze teraz kontentowani byli, a o ostatku zapłaty ich, na elekcyą ziachawszy się, radzić. Przypomniał też aby, *ante omnia*, na elekcyi rug y inkwizycya była około pieniędzy po śmierci królewskiey (iako on mówił) pokradzionych, ażeby na takowe *severe*, wedle praw, *animadverteretur*.

Confœderationem generalem in negotio religionis Varsaviæ factam wszystcy chwalili y bardzo potrzebną bydź rozumieli, w tem ią tylko ganili iż w Warszawie uczyniona była, gdzie się rzeczy stanowić ani uchwalać nie godziło, oprócz czasu a mieysca elekcyi; y dla tegoż ią nic nieważną bydź rozumieli y twierdzili, ale na elekcyi dopiero uchwalić ią sobie wszystcy obiecali, y nie na papierze, iako ta była, ale na pargaminie napisać się obiecali.

Wtem przyniesiono list od Xiędza biskupa Krakowskiego, do IMPana woiewody, w którym posłał Iegomość kopią listu starosty Żmudzkiego do Xiędza arcybiskupa Gnieźnieńskiego pisanego, której kopii listu tamtego ten sens był:

Dawa znać Xiędzu arcybiskupowi starosta Żmudzki iż dostał więźnia

iakiegoś moskiewskiego, od którego wziął tę sprawę pewną, iż kniaź Moskiewski lud wielki zbiera, który ma się ściągnąć y stawić się u Pskowa na Kwietnią niedzielę, z którym to ludem puścił tę sławę iżby się ruszyć miał do Tatar. Ale to Panu staroście Żmudzkiemu rzecz się nie zda bydź prawdziwa y podobna (gdyż od Pskowa do Tatar iest więcey niżeli trzysta mil), aby się tak daleko z temi woyski wlec miał; y pisze że to iego przyzwoite stratagema, indziey mierzyć a indziey strzelać; pisze tedy, iż on tak rozumie że nie gdzie indziey ieno do Inflant z temi się woyski obróci. Dawa przytem znać, iż Biały Kamień zamek, nad który w Liwoniey wszystkiey mocnieyszego nie było, mocą wielką wziął pod Szwedem, także y drugi szlachecki, a Rewel snadź iuż obległ. Prosił tedy o radę i o ratunek, ieżliby co takowego, czego się bardzo obawia, tam przypadło.

Byli też na ten ziazd do Proszowic posłani posłowie od Rycerstwa z woiewództwa Sieradzkiego, którzy to powiedzieli: że woiewództwo Sieradzkie seymik albo ziazd ten, który im iako y inszym woiewództwom wszystkim na dzień dzisieyszy przypadał, odłożyło sobie *ad* 12 *Martii* dla tego, aby się wypowiedzieli pierwey, co za postanowienia będą w inszych woiewództwach, zwłaszcza w Krakowskiem; dla czego powiadali się tu bydź posłanemi.

Powiedzieli to iednak, iż iuż to tam między sobą w woiewództwie onem postanowili, aby pobór wszystcy złożyli naydaley za cztery niedziele; ale iż pobór ten, który się w tamtem woiewództwie złoży, nie będzie tak wielki żeby się żołnierze, na granicach Szląskich od tamtego woiewództwa służący, nim odprawić mogli: przeto prosili, imieniem wszystkiego Rycerstwa z owego woiewództwa, aby im do tego pomogli, iakoby stateczną obronę w tym tam kącie mieli, etc.

Prosili też aby do Pana Gdańskiego ztąd pisano też było od wszystkich, żeby tego Pana Cyrusa, z listy przy nim nalezionemi, miał na dobrem baczeniu; żeby się też od tego nie dał nikomu odwodzić aby go nie miał, tak iako począł, w dobrem opatrzeniu mieć: bo snadź pisał do niego któryś zacny senator, aby go dobrowolnie puścił.

Ten dzień wszystek poniedziałkowy do nocy samey bez przestanku, od rana począwszy, na uporze a swarze strawili, około tych poborów y artykułów, bo żaden od swego przedsięwzięcia, żadnemi racyami ani też perswazyami, nie dał się odwieść.

Nazaiutrz zasię, zszedłszy się rano, wotowali ci którym się było wczoray nie dostało, ale przedsię y ci którzy iuż byli wczoray zdania swe odprawili wotowali znowu, iako Pan Biecki, który dziwne obtestacye czy-

niąc powiadał że tego nie dla czego inszego czyni, że na te pobory zezwalać nie chce, ieno iż baczy bydź ztąd wielkie *periculum*; a żeby kto nie rozumiał aby to dla czego inszego czynić miał, to iest z niechuci iakiey przeciwko RP., powiedział się bydź gotowym y teraz zaraz pobór oddać, gdyby się nań wszystcy zgodzili, ale sam nań ani radzić ani pozwalać nie chciał: y cisnął w poszrodek łańcuch wielki złoty, opowiadaiąc że nie tylko ten pobór, na którvby się wszystcy zgodzili, ale y wszystką maiętność swoię iest gotów dać dla dobrego Rzeczypospolitey. Dysputowali z nim długo w tey mierze Pan woiewoda y Pan Andrzey Zborowski y inszych też niemało, wywodząc y okazuiąc to iemu y drugim, którzy *ejusdem sententiæ* byli, że tem nic się nie ubliży prawu pospolitemu, które, choćby też iakie było w tey mierze, któreby tego broniło, przedsię iednak, folguiąc potrzebie RP., musiałoby na stronę odstępować na czas: boby to *mala lex* taka była, dla któreybyśmy musieli wszystcy zginąć.

Gdy iuż tedy *vota* porządnie wszystcy, *a minimo ad maximum usque*, odprawili, znowu *tumultuarie*, porywczo, to ten to ów, ięli zaś mówić o tychże rzeczach; iedni ie ganiąc, drudzy też chwaląc: wszakoż gdy wszystkim Pan woiewoda na oko prawie pokazał to, że zapłata żołnierzom zatrzymanego żołdu, y na potem opatrzenie granic, żadnym obyczaiem z inąd bydź pewną nie może ieno z poboru, wiele ich iuż nie tak *pertinaciter* swego zdania bronić zaczęło. Iakoż y z rana ieszcze niemało ich, którzy wczoray y wspomnąć poboru nie dali (*ut est mos nostris*, drogo cenić naprzodku każdą rzecz, a zaś na ostatku zelzem albo darmo puszczać), pozwalali poniekąd nań.

Owa *in summa*, po długich swarzech y kłopociech niepotrzebnych, bez których nasi nic nigdy nie umieią ani też mogą sprawić, zgodzili się że pobór (lecz y poborem tego zwać nie chcieli drudzy, ale iż mu inszego nazwiska naleść ani wymyślić nie mogli, na tem przestać musieli) pozwolili z dobrey woli, sami, nie za żadnemi ustawami czyiemi; y to ci tylko, którzy się tu ziachali byli, *in absentes* nic stanowić nie chcąc, chyba ieżeliby też z dobrey woli swey dać y postąpić chcieli. Który złożyć y znieść obiecali we cztery niedziele po Wielkieynocy, a to dla tego ten czas złożyli, aby ondzie ziachawszy się na elekcyą, *vigore conventus generalis* uchwalili sobie pobór na elekcyi powszechny; który żeby też y ci, którzyby go teraz z dobrey woli dać y postąpić nie chcieli, na on czas iuż dać powinni byli. Na których poborów wybieranie deputowali sobie poborce, którym to poruczyli, aby z tych poborów płacil zatrzymany żołd żołnierzom.

Item, namówili iż z zbroią na elekcyą iachać maią, wszakoż *in electioni*

diem præfixam do Tarczyna ziachać się maią, we czwartek po Przewodney niedzieli, y tam ieżeli się osłyszą y dowiedzą że insze woiewództwa bez zbroie iadą, oni też tam namówią y porozumieią się, ieżeli nazad do domu wrócić zbroie albo nie.

Item, komuby się szkoda albo krzywda iaka od kogo w ciągnieniu na elekcyą działa, skarżyć na elekcyi y sprawiedliwości żądać ma ; a tam bez odwłoki każdemu sprawiedliwość z każdego czyniona bydź ma.

Item, Cyrusa pilno chować aż do elekcyi, z listy przy nim znalezionemi, które *publice* na elekcyi otworzyć, aby z nich *multorum cordium cogitationes revelari possint*.

Item, na elekcyą przyrzekli sobie wszystcy iachać.

Oprócz tych rzeczy nic innego tam nie było postanowiono.

Krakowscy mieszczanie prosili aby ten pobór, któryby z miasta Krakowa przyiść miał, był miastu darowan na oprawę murów y na przyczynienie strzelby, także y na inne potrzeby ; gdyż to miasto, na którem wiele należy Koronie polskiey, dochodów na potrzeby swe prawie nic niema : czego im odmówiło Rycerstwo, powiadaiąc bydź pilnie pieniędzy na zapłatę żołnierzom, dokładaiąc też tego, iż na ich murzech mało albo nic nie należy, boby ich obrona była słaba, gdyby iuż nieprzyiaciel tak daleko był w ziemie wpuszczon, żeby się aż o ich mury oparł.

Xięża kapituła Krakowska przez posłańce swe pozwolić poboru nie chciała, powiadaiąc iż bez przyzwolenia y wiadomości biskupiey tego uczynić nie mogli. IMPan woiewoda powiedział : że iuż Xiądz biskup w Warszawie na nie zezwolił.

Datum in Proszowice, post Dominicam Lætare, anno 1573.

WIŚNIEWSKIE POSTANOWIENIE PO KONWOKACYI.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Arch. Stan. Aug. Regis.

Compte rendu de la diétine de relation tenue à Wisnia par la noblesse de Russie. — Approbation donnée par la noblesse aux arrêtés pris par la diète de Convocation. Percepteurs nommés pour la levée de l'impôt. La noblesse de Russie se rendra sans armes à l'élection. Sur la nécessité de la révision des lois. Comment elle devra s'exécuter.

My Pany y Rycerstwo woiewództwa Ruskiego tu do Wiśniena dzi

sieyszy dzień, iako iest postanowienie w Warszawie na przeszłey Konwokacyi, ziechawszy się, to cokolwiek w Warszawie postanowiono y pismem opisano o czasu y o mieyscu seymu obierania króla, y o konfederacyi, waruiąc na czasy wieczne pokóy wnętrzny y sprawiedliwość, porządek iechania na elekcyą y obierania króla, y opatruiąc obronę pospolitą, do tego wszystkiego zgodnie a statecznie przystawaiąc, dla łatwieyszego wyrozumienia tak to obiaśniamy:

Naprzód, pobór dać wedle uniwersału Lubelskiego *anni* 1569 a to wedle takowychże kwitów, iako oddawali pobory z Lubelskiey uchwały, y ktemu pod taką kondycyą ieśli ze wszystkich województw dadzą; iakoż o tem wątpienia niemasz żadnego, bo iuż na to w Warszawie mało niewszystcy zwolili.

Do tych poborów obrali poborce, a liczbę poborce w Wiśni na seymiku przed nami wszystkimi czynić będą powinni.

Sprawiedliwość ludziom ma bydź czyniona z tego tylko fundamentu, *ad inscriptiones*, iako się kto zapisał. Panowie starostowie maią sądzić y exekucyą czynić *usque ad punctum banitionis.*

A Panowie kapturni maią sądzić opisane rzeczy kapturem, z tym teraźnieyszym dokładem y dostateczną explikacyą, aby wszystkie krzywdy y szkody, *tam magnis quam parvis*, *nullis exceptis*, *sub hoc tempore interregni* sądzili y odprawowali.

Iechanie nasze na elekcyą ma bydź takie, iakie teraz w Warszawie postanowiono, daiąc wolność każdemu, wedle przywileiu *electionis*, ktoby chciał; iednak którzyśmy na się Konfederacyą uczynili w Mościskach, przy tem zostawamy iakośmy się spisali, abyśmy wszystcy iachali z takową moderacyą iako iest w Warszawie uchwalona, bez tumultu y bez zbroi, y drogami y gospodami iako kto chce.

Xiąg liczenie aby było od dzisieyszego dnia za tydzień w każdey ziemi, to iest: we Lwowskiey, Przemyślskiey, Sanockiey, Halickiey, tylko *ad extrahenda tantum numismata;* a otworzywszy xięgi w tych powieciech, do drugich powiatów, iedne po drugich maią liczyć. A to *juxta proclamationes*, albo obwołania IMPanów starostów.

Panowie starostowie *sub hoc tempore interregni*; cokolwiek na opatrzenie zamków pogranicznych y głównych nałożyli, przyznawamy iż to uczynili za naszą prożbą y upomnieniem, prze ważne przyczyny a potrzeby Rzeczypospolitey, y obiecaliśmy starać się aby to każdemu na liczbę było przyięto. Co aby prócz wszelakiego wątpienia y omyłki było, ma się ten wszystek koszt y nakład pokazać za wiadomością obywatelów w onemże starostwie.

Cygani, którzy są przeświadczeni pospolitem doświadczeniem iż złodzieystwa wielkie, mieszkaiąc pod niektóremi szlachcicami, czynią, przetoż, u kogoby byli zastani, aby żaden nie śmiał ich bronić : imać, starosta, *sub pœnis* kapturu w Glinianach postanowionego, ich ma.

A iż na tym seymie ma bydź naprawa *omnium exorbitantiarum, abusuum et defectuum* y tego wszystkiego cokolwiek się przeciwko prawom a wolnościom naszym działo y teraz dzieie, aby każdy na tym seymie stawił się y okazał z iakich przyczyn czego kto używał przeciwko prawom y wolnościom naszym, tak dygnitarze, urzędnicy y którzykolwiek cła albo myta biorą : także też y miasta ze swemi prerogatywami, których przeciwko prawu pospolitemu używaią. Aby niewiadomością żaden ani absencyą wymówić się nie mógł.

Co wszystko do grodów dla aktykowania y obwołania podaliśmy.

Stało się to w Wiśni, w poniedziałek pierwszy po śrzodopostney niedzieli, to iest wtórego dnia miesiąca marca *anni Domini* 1573.

PETIT MÉMOIRE SUR LA MANIÈRE DONT DOIT SE FAIRE L'ÉLECTION.

Bibl. imp., Mss. coll. Colbert, 338.

A Warschau la journée est finie et sont desjà retournez les seigneurs. Audit lieu a esté arresté que quatorze jours après Pasques, sçavoir le dimanche *Misericordias Domini*, tout le jour entier doibt estre consommé à ouyr sermons, chanter et prier jusques au soir. Mais le lundy ensuyvant, l'election se doibt faire auprès d'ung villaige nommé Praga, scitué delà la Veissel, contre Warschau. Ceulx de Lituanie, Russie, Lyfflande, Petite Polloigne, doibvent estre campez della ladite Veissel, où la tante du roy [1] doibt estre apportée. Ceulx de la Grande Polloigne, Preusse, Massau [Mazovie] et autres quartiers adjoinctz, semblablement tous les ambassadeurs des seigneurs [2], doibvent estre logez à Warschau et ès environs.

1. Le pavillon où devait se réunir le sénat.

2. C'est-à-dire les candidats à la couronne.

On doibt aussy commectre gens sur ladicte Veissel pour ammener vivres qui seront exemptz de tous tributz.

Les principaulx seigneurs et waivodes et mesmes nul autre doibt venir accompaigné plus hault de cinquante chevaulx ; les castellans et autres plus de vingt chevaulx.

Tous les depputez des seigneurs sont tenuz se trouver à Warschau dans Pasques, lesquelz feront après leur harangue en la pleine assemblée.

Les frontières seront garnies de vingt mil chevaulx ; le chasteau Ciokotzin [Tykocin] de cent chevaux et de quatre cens auprès. On faict estat que l'assemblée reviendra à cent mil hommes. On a imposé une ayde de vingt florins sur chacun chef de maison, pour subvenir à la nécessité du pays, qui apportera grandz deniers.

L'élection doibt estre faicte en ceste forme :

Tous les ambassadeurs doibvent estre ouyz, et après on retirera d'eulx leurs instructions ; les orateurs seront renvoyez en lieux certains, mais leurs instructions se mectront entre les mains des trante vaiwodies pour les lire et consulter, et, d'aultant que le nombre est grand, on depputera dix ou douze personnes qui colligeront les voix et oppinions, lesquelles ilz seront tenuz de rapporter le mercredy ensuyvant aux estatz.

Toutesfois en premier lieu on doibt à l'élection recepvoir les voix de tous, pour estre advisé si on doibt eslire ung estranger ou ung des leurs.

Si les voix tombent sur ung estranger, il fault s'accorder d'une voix commune, et au cas que l'on n'en peust venir à bout on depputera aucuns qui feront serment estroict de faire l'élection pour le prouffict du pais, sans avoir esgard à personne, présens, ou autres choses.

Mais si on conclud d'en prendre ung du pais, on pourra nommer jusques à huict personnes et après opiner à six, quatre, et finablement, s'il est possible, s'accorder jusques à deux personnes.

Et au cas que on réduise les voix sur deux, troys, ou quatre personnes, sera tenu de nouveau en toutes les vaiwodies ung conseil particullier desdictes quatre personnes, pour essayer de s'accorder d'ung ; et si cella ne se peult faire, ilz depputeront dix conseillers du royaulme et dix de la part de la noblesse, qui en délibéreront soigneusement, et s'ilz s'accordent d'ung, celluy doibt estre roy. Mais s'ilz ne s'en peuvent accorder et que ladicte élection demeure sur quatre personnes, l'on doibt présenter douze jeunes enfans de cinq ans et tirer au sort sur iceulx ; et celluy auquel le sort viendra sera incontinent séparé d'avecques les personnes, affin que nul ayt moyen parler à luy. Puis seront escriptz quatre billetz d'une mesme grandeur, èsquelz ne sera inséré autre chose, sinon, en

l'ung : Tu as en l'élection la première place ; en l'autre : Tu as en l'élection a seconde place ; et ainsy en continuant jusques au nombre des élections. Lesdictz billetz et ceulx qui sont choisiz seront départys par ledict enfant ainsy que la session d'ung chacun billet le portera. En ceste manière seront colloquez ceulx qui sont esleuz ou leurs ambassadeurs ou autres personnes notables en la place des absens. Après seront encores faictz quatre billetz d'une grandeur, d'ung papier et mesme escripture, que l'on mectra dans ung coffret à l'enfant, en la présence de toute l'assemblée, affin de les bailler aux esleuz présens. En troys billetz seront escriptz ces motz : Contante toy de ton estat ; au quatrième billet : Tu es esleu et constitué de Dieu roy sur ce royaulme de Polloigne. Cella faict, ledict enfant doibt tirer lesdictz billetz hors de son coffret, et bailler par ordre ung en la main du premier, au second ung autre, et ainsy ensuyvant au reste chacun leur billet. Lesdictes choses estant ainsy parfaictes, chacun doibt ouvrir son billet, commançant au premier, et lire icelluy. Et cependant celluy auquel Dieu et le sort a baillé la couronne demeurera seigneur et roy.

Le duc de Prusse a eu ses ambassadeurs à Warschau ; dont le principal entre eulx estoit le sieur Achaniva de Donaü [1], qui ont requis les estatz qu'audict duc fust donné place et suffrage en l'élection. Mais ilz n'ont rien obtenu.

Le Moscovite faict grands préparatifs sur les frontières, singullièrement de Lithuanie, et doibt avoir prins près de Rivolie [Revel] deux chasteaux. Il est bien nécessaire prier Dieu qu'il luy plaise donner une pacifique élection et destourner son ire.

RAPPORT SUR LES AFFAIRES DE POLOGNE.

Bibl. imp., Mss. coll. Colbert, 338, fol. 11.

Monseigneur de Valence envoya son oraison [2] tant à Versovye, où se

1. Dans une lettre de créance donnée par le duc de Prusse à ses ambassadeurs (voir ci-après) ce personnage est nommé Achatius baro a Dohna.

2. Il s'agit probablement d'un mémoire, intitulé *Défence de Jean de Monluc, etc.*, en réponse aux accusations portées contre le duc d'Anjou au sujet de la Saint-Barthélemy.

tenoit la diette en janvier dernier, que à plusieurs seigneurs en particulier, par laquelle infiny nombre de la noblesse et du peuple s'est rengé du party de Monseigneur, mesmes ceulx qui auparavant nous estoient contraires et avoyent esté praticquez par noz adversaires.

Toutte la noblesse qui estoyt là assemblée ne parloit d'eslire aultre pour le roy que Monseigneur et démonstroit fort en avoir une singulière affection.

L'infante de Pologne arriva à Versovye le premier jour de l'assemblée, et luy fut monstré le portrait de Monseigneur, qu'elle fut fort aise de veoir, et se réjouist voluntiers lors qu'elle en entend parler ; au contraire, se courousse quant on luy parle du filz de l'Empereur ou Moscovite. Aussy a donné par le secrétaire Solicosqui très bonne assurance de son intention et bonne volunté, et a pareillement assuré de sa part les estatz, que jamais n'avoyt affecté nul des aultres partys, ny essayé faire aulcunes praticques. Elle se retira le second jour de la diette à trois lieues près de Versovie par l'advis du conseil et seigneurs, affin que l'on ne print oppinion qu'elle eust faict quelque pratique.

Le troisiesme jour de la diète, l'ambassadeur de Suède fut apréhendé, trouvé saisy de six cachetz contrefaictz, dont il avoyt fort abuzé et en pensoit bien s'aider davantage. L'ung estoit le cachet du roy de Suède ; l'autre son aneau ; le troisiesme estoyt le cachet de la couronne et pais de Suède ; le quatriesme celuy de la royne de Suède, seur de l'infante ; le cinquiesme celuy du palatin Lasqui ; le sixiesme du seigneur de Rogniville [Radziwill], mareschal de la court de Lituanie, la seur duquel le roy deffunct avoit premièrement espousée[1].

Le secrétaire du roiaulme, nommé Solicosqui, le castelan et cappitaine de Versovie, qui estoient depputez pour lui faire son procès, voulans aller l'interrogier, le trouvèrent pendu et estranglé dans la prinson, et disoyton que ne avoyt faict luy mesme, au moyen de quoy le roy de Suède en est très-mal voulu et y a perdu son crédit. De ce faict ledict seigneur de Valence en fut instament adverty et de plusieurs aultres particularitez par des palatins et seigneurs mesmes dudict pais. De l'ambassade de l'Empereur fut faict lecture publicquement d'une sienne lettre, où il menace les estatz de leur faire perdre la Prusse avec l'intelligence qu'il y avoyt, s'ilz ne faisoient à sa volunté, dont ilz se sont tenuz fort offensez et tellement courroucez qu'ilz ont protesté jamais n'en vouloir plus ouir parler de luy.

1. Il y a ici confusion entre deux membres de cette famille.

De l'ambassade du Moscovite fut faict pareillement lecture de ses lettres, à l'instance du palatin de Landislavie[1], et n'eust aultre responce sinon qu'estoit le dernier duquel il fauldroit parler, et furent aléguées infinies cruaultéz qu'il faisoyt, mesmes d'avoir faict trencher la teste à bien trente mil hommes au sortir d'une ville, après leur avoir donné sa foy.

Les compétiteurs que l'on dict demander le roiaulme sont : Safranius [Szafraniec], gendre du chancelier, Andreas Borosqui [Zborowski], frère du palatin de Zindomir [Sandomir], trésorier du roiaulme, le palatin de Vratislavie[2], le frère du palatin de Posonanie (qui est décédé), Stanislaus Gorka. Mais hors mis les deulx derniers, qui ne sont de trop grande aucthorité, tous les aultres sont bien affectionnez et à la dévotion de Monseigneur.

L'archevesque de Gnesen et viceroy et les évesques de Cracovye et de Plosco sont tous troys de mesme oppinion, et ont dict et confessé en bonne compagnie n'y avoir aultre prince plus excellant et capable de leur couronne que Monseigneur et qu'il n'en failloyt en rien doubter.

Après avoir parlé à M. le chancelier de la part de M. de Valence, a respondu qu'il estoit bien sincèrement affectionné de Monseigneur.

Les palatins de Zindomir, Lasqui, Hubelin [Lublin] et plusieurs aultres seigneurs et castelans, tous persévèrent et insistent constamment pour Monseigneur.

Les palatins Lasqui et Lantisqui[3], estant à soupper en bonne compagnie à la table dudict archevesque, ont dict et maintenu qu'il estoit très nécessaire d'avoir Monseigneur pour roy et qu'il n'y en avoit point ung au monde plus propre pour eulx et qui leur puisse moings nuyre, pour la distance des lieux, et plus aydé, pour estre aymé et supporté des princes estrangiers plus que nul aultre prince de la terre ; ce que avouent mesmement noz adversaires estans en particulier.

Le huictiesme jour de la diette, fut présenté par nous ung discours en italien, faict par de Channy [?], secrétaire de monsieur de Valence, sur l'élection d'ung roy, au palatin de Cracovye, grand mareschal, et au mareschal de la court de Lituanie, lesquelz, encores qu'ilz nous fussent contraires à cause de la religion, touteffoys, aiant leu ledict discours et entendu plusieurs remonstrances, enfin ont confessé qu'il n'y avoit per-

1. Il s'agit probablement du palatin de Vladislavie, ou Inowloçlaw, Jean Krotkowski.

2. Vladislavie.

3. Jean Sierakowski, palatin de Lenczyça.

sonne plus propre et digne de leur couronne que Monseigneur, et depuys se sont démonstrez fort affectionnez à nostre party[1].

Le palatin de Landislavie se servoit d'ung homme lequel se mesloit d'amplifier et enaigrir le faict de Paris et dénigrer et médire de Monseigneur. Toutesfois, après plusieurs remonstrances faictes audict palatin, jusques à lui vérifier tout le contraire, au rapport mesmes de trois gentilshommes polonois, ledict sieur promist de n'en plus parler, ne permettre à son homme de plus s'en mesler et qu'il réserveroit son jugement jusques à l'élection.

La Russie est si bien pour nous, qu'ilz ont juré qu'il mourra d'avant six mil gentilshommes en la penne, ou ilz auront Monseigneur pour leur roy, ce qui a esté dict et rapporté par les évesques de Posnanye, de Cujavie et de Belze audict pais de Russye, qui en juroient pareillement.

Le palatin de Podolie, que l'on pensoit fort pour le palatin de Transilvanie, a esté accosté de si près qu'il s'est retourné à nous avec toute sa famille et celle des Herbaultz [Herburt], qui est une grande maison en Russye et tiennent tous maintenant nostre party.

Le cappitaine Rascosqui, lequel a quatre mil chevaulx en Podolie et Volhynie, a communiqué lettres qu'il a receues des cappitaines desdictes provinces ses compagnons, où ilz se confient et espèrent du tout à la valliance et libéralité de Monseigneur, et qu'ilz font bon debvoir de prier Dieu tous d'un couraige de le leur donner pour roy, s'assurans que aulcun mal ne leur en sçauroit advenir ains tout heur et prospérité.

Le sieur de Barsy, qui aultrefois a esté en France, faict fort bon debvoir pour Monseigneur.

A des nopces où estoient deux palatins, dix castelans, bien deux cents gentilshommes et plusieurs damoiselles, aussi plusieurs cappitaines de Russie et Podolie et Volhynie, fut proposé du faict de Paris. Mais ce nonobstant l'on disoit que tous les soldatz de la Russie désiroient avoir Monseigneur pour roy. Alors tous les aultres seigneurs conclurent de mesme et beurent tous à sa sancté.

Mesmes ès esglizes, aux prônes de la messe, et plusieurs lieux l'on faict prières pour Monseigneur. Aulcuns mesmes à Versovie durant la diette sont allez par la ville avec une banière et cry : vive France.

Quelques médizans ont voulu persuader au palatin de Lubelin que si

1. Il est question dans les *Mémoires de Choisnin* « d'un discours en italien, faict par ledict sieur évesque de Valence, faisant semblant que ce fust un gentilhomme pollac, par lequel estoit remonstrée la condition des autres compétiteurs estre de beaucoup moins avantageuse que la nostre. »

Monseigneur estoyt roy il feroyt alliance avec le pape et aultres catholiques pour les supéditer et subnigrer. Mais ledit sieur s'en est fort courroussé contre eulx disant de tel propos, et qu'il s'assuroit du contraire.

L'ambassadeur d'Espaigne empesche à son pouvoir nostre entreprinze, pour crainte que a le roy d'Espaigne qu'il lui faille rendre la duché de Bar qu'il retient par force et qui a esté soubstraicte cauteleuzement par une faulse donnaison testamentaire que feist faire ung espagnol à une roine de Polongne.

Le Moscovite faict appeller son fils roy de Pologne et le faict servir de mesme et menace la Pologne de guerre, [au cas] où il ne sera esleu pour roy, dont les Polonois tiennent bien peu de compte et s'en mocquent.

Le bruict des libelles difamatoyres commence fort à s'appaiser, disans que tous princes et seigneurs sont volontiers subjects à estre calomniez.

Pour soubstenir l'authorité de Monseigneur, lorsqu'on parle qu'il va à la Rochelle, nous disons que c'est pour les concilier et asseurer, les recepvant à mercy, et non pour les vouloir offanser, encores qu'ilz démonstrent une vraye rébellion, veu que le roy ne désire sinon que le repos de son peuple à l'advenir : l'on ne laisse d'estre fort empesché à y respondre, et noz adversaires se servent à bon aiscient de telles entreprinzes contre nous.

Le 21e de janvier le palatin Lasqui proposa que l'élection debvoit se faire audict Versovie, ce qui fut accordé au mois d'apvril prochain.

Le 22e touttes affaires furent terminées des ambassadeurs avec les estats, et le reste remys audict mois d'apvril.

VIII

CORRESPONDANCE DE SCHOMBERG

ARTICLES SUR LESQUELS LEURS MAJESTEZ RÉSOUDRONT, SI LEUR PLAIST, LE SIEUR DE SCHOMBERG [1].

Si Leurs Majestez veulent que Schomberg touche quelque propos aux princes d'Allemagne, et principalement au duc Jules de Brunswik, de la poursuicte que Monseigneur se délibère de faire de la couronne de Poulogne, et qu'il le prie de luy assister de ses moyens? — *Il ne semble estre à propoz qu'il en parle, touttesfois ledict Schomberg pourra dextrement sentir si ledict duc prétend poinct à ladicte couronne, comme il en a opinion, et là ou il cognoistra bien qu'il n'y prétendra poinct ny la désirera pour aultre personne proche qui luy touche, pourra bien, comme de luy mesme, luy mettre en avant quelques parolles de mondict seigneur, sans monstrer néantmoings en avoir aucune charge* [2].

Si Schomberg doibt descouvrir à l'électeur de Saxe et comte palatin l'intention de Monseigneur touchant l'estat du roy des Romains, et sentir d'eux quelle espérance ils nous vouldroient donner de leur assistance et faveur en cecy? — *Ledict sieur de Schomberg n'en descouvrira rien audictz seigneurs électeurs. Bien en escripra la royne à monsieur le lantgrave, en response des lettres qu'il luy en a dernièrement escriptes, pour le prier de continuer ses bons offices en ceste affaire.*

Si Monseigneur veult continuer la brigue de l'estat du roy des Romains, il sera plus que nécessaire de gaigner la faveur des princes d'Allemaigne, affin que ce soient eulx qui en portent la première parolle et sollicitent les électeurs, suivant ce que le lantgrave a mandé à la reyne par ledict Schomberg, et principalement et sur touts fault-il tascher (selon l'advis et opinion dudict lantgrave) d'obliger particulièrement à Monseigneur le prince d'Anhalt, chef des armes de la maison de Saxe et Brandenburg. Ce que se pourra faire en luy offrant entretenement et estat du roy de la part de mondict seigneur. — *Il semble que l'on ne se doibt haster à accorder ledict entretenement, pour ce que l'estat des affaires du roy estant tel qu'il est, quand il aura esté accordé, n'estant poinct payé*

1. La correspondance de Schomberg se trouve à la Bibliothèque impériale, Mss. coll. Colbert, 400.

2. Les réponses aux questions de Schomberg sont en marge de la pièce, et d'une écriture autre que l'original.

en après, ce ne seroit pas concilier mais plustost alliéner sa volunté.

Il plaira aussy à Sa Majesté adviser s'ils veulent prier l'électeur de Saxe qu'il luy plaise prendre en main la négociation de faire entrer en ceste intelligence le roy de Dennemarc, chose qui serviroit infiniment en ung besoing aux affaires du roy : veu la puissance marine dudict roy de Dennemarc, joinct que l'électeur de Saxe s'en sentiroit gratifié à cause de son beau-frère. — *Il n'est poinct de besoing de parler de ceste particularité, estant remis audict seigneur électeur et aux autres d'associer tels princes en la ligue que bon leur semblera.*

Il plaira aussy au roy envoyer par Schomberg au duc de Lauenbourg, fils de la propre sœur de l'électeur de Saxe, la lettre de retenu dont ledict électeur a faict porter parole au roy par Schomberg, et de laquelle Sadite Majesté et la reyne ont faict asseurer ledict électeur par Schomberg en ses dernières lettres qu'il envoya par son frère. Et Sa Majesté mandera, s'il luy plaist, audict électeur que c'est en sa faveur et suivant le language que Schomberg a tenu à Sadite Majesté de sa part. — *Sa Majesté estime que c'est chose qui se peult remectre à ung autre temps.*

Si Schomberg doibt solliciter quelques aultres princes que le comte Palatin, pour s'employer à l'endroict de la reyne d'Angleterre pour le mariage de Monseigneur le Duc, et quelle language ledict Schomberg doibt tenir au comte Palatin ou aultres princes pour cest effect. — *Il ne fault poinct que en parle en sorte du monde.*

Faict aux affaires du roy, à Paris, le 9 *aoust* 1572.

Brulart.

INSTRUCTION A M. DE SCHOMBERG [1].

Le roy et la reyne ont donné charge au S. de Schomberg de faire entendre aux princes d'Allemaigne qu'il y a deux occasions qui ont principalement enguardé le roy de ne se déclarer ouvertement pour le prince d'Orange.

La première est la division de ses subjects non pas encores si bien

1. Cette pièce porte à la marge : « Brouillon ou mémoire d'une instruction baillée au sieur de Schomberg, pour asseurer les princes protestans que le roy tiendroit le party du prince d'Orange. »

réunis qu'il désire ; mettant les catholiques en avant et remonstrant à Sa Majesté que le moyen que le roi donnoit à ceulx de la Religion de travailler et ruiner, s'ils pourroient, le roy d'Espagne, c'estoit les remettre à la guerre cy après, quand ils se verroient la main forte.

La seconde est que le prince d'Orange n'a, ny devant ny durant son entreprinse, adverty le roy mesme de son intention et de ce qu'il avoit volonté et moyen de faire. Et combien que le comte Ludovicq auroit asseuré le roy qu'il n'entreprendroit rien de ceste année aux Pays-Bas, néantmoins ayant prins Wlssingen [Flessingue] sans le sceu du roy, le roy lui a mandé qu'il luy permetteroit de tirer secrétement par ce costé de la mer quelque nombre d'arquebouses de son royaulme, joinct qu'on luy assisteroit de quelques deniers : mais le roy n'a eu aulcunes nouvelles ny responce de luy s'adressant à Sa Majesté.

De sorte qu'il n'y a qu'une seule raison qui maintienne le roy en bonne volonté de favoriser les affaires du prince d'Orange (ce qu'il a temporisé de vouloir faire ouvertement pour les raisons susdictes), assavoir le bruict qui court que les princes d'Allemaigne embrassent à bon escient le faict dudict prince d'Orange, et qu'ils l'aydent et secourrent en tout ce qu'il leur est possible.

Pour faire cognoistre donques aux princes d'Allemaigne que leur volonté est la sienne et leur résolution est la sienne, et qu'il est prest en tout et par tout courir une mesme fortune avecques eulx,

Sa Majesté a donné charge audict Schomberg d'asseurer lesdicts princes de la part de Sadicte Majesté, qu'il est résolu de se gouverner à l'endroict du prince d'Orange et des Pays-Bas, ainsi qu'eulx se gouverneront.

Si les princes qui doibvent entrer en l'intelligence dont il est question se veulent déclarer ouvertement, Sa Majesté se déclarera ouvertement.

S'ils veulent par dessous main fournir argent ou hommes, que Sa Majesté fournira argent ou hommes semblablement.

Qu'ils advisent de ce qu'ils veulent mander au prince d'Orange qu'il face, en attendant que ceste résolution se prenne : que le roy en mandera autant de son costé.

En somme le roy promet faire de son costé le mesme que feront les princes susdicts du leur, pour leur monstrer de quelle sincère intention le roy marche et use en leur endroict.

Faict le 10e d'aoust, l'an 1572.

SCHOMBERG A LA REINE MÈRE.

MADAME,

J'escris au roy votre fils bien fort amplement et particulièrement touchant ce que s'est dict et faict et passé en la négociation pour laquelle je suis envoyé pardeçà, qu'est la cause que je n'en tiendray pas plus long propos à la présente, ains diray seulement à Vostre Magesté que je seroys d'opinion (sauve le saige et prudent advis de V. M.) que le roy print présentement des princes ce qu'il pourroit, affin qu'il les séparast et mist seulement en jalousie avecques la maison d'Austriche [1] ; car ce faisant vous couppés la broche à l'ung et préparés le chemin à l'autre de parvenir à ce que vous sçavés. Or est-il à craindre que le roy, pensant gaigner quelque chose en prolongeant cest affaire et tenant bon en ses offres, ne perde beaucoup, voire le tout, veu le présent estat des affaires d'Allemaigne et les dangereuses menées de vos adversaires ; et me semble venir bien à propos que les princes ne veullent faire cest ligue que pour quatre, cinq ou six ans. C'est assez de les tenir accrochés seulement par quelque bout que ce soit ; car s'ils sont une foys signés avecques vous, les villes maritimes et aultres Estats, qui cognoistront le bien et repos de toute la chrestienté qui en procède et la conservation asseurée de leurs Estats, s'efforceront et s'offriront d'eux mesmes d'y vouloir entrer (joinct qu'on leur en peult parler après ouvertement et tout à loysir). Et le temps de la ligue fini, les princes, qui par cest alliance auront animé contre eulx la maison d'Austriche et ses adhérans, ne s'oseront plus départir de vostre dicte alliance : laquelle vous ferés après, estant le terme de la première finie, à vostre volonté et discrétion, veu que le nombre d'eux sera plus grand (qui est ce sur quoy ils s'excusent à ceste heure) et eux au bout de leur leçon et en proye à la maison d'Austriche et ses adhérans, s'ils n'ont votre alliance pour boucler : laquelle ils seront

1. Il s'agit ici de la conclusion d'une ligue que Schomberg était chargé de négocier entre la cour de France et les princes protestants d'Allemagne. Dans une lettre au roi, de la même date que celle-ci, Schomberg l'informait qu'il avait obtenu les conditions suivantes : « Que les deux électeurs (assavoir le comte palatin et le duc Auguste), le duc Jules de Braunschweig, le landgrave et ses frères promettoient au roy de lui vouloir en cas de nécessité lever et envoyer à leurs despens jusque sur la frontière trois mil chevaux, et estant arrivés sur ladicte frontière leur fair monstrer ung mois de paie : à la charge que le roy promect aux électeurs et princes qu'en pareil cas de nécessité il lèvera en son nom et entretiendra à sa solde au service desdicts princes quatre mil reïtres quatre ou cinq mois. Syre, c'est tout ce que j'ay peu tirer... » (Voy. Lettre de Cassel au roy, 29 août. Bibl. imp., Mss. coll. Colbert, 400.)

contraincts d'acheter au mesme prix que le roy faict à ce coup la leur. Or touchant l'affaire que V. M. scait, le landgrave vous supplie, pour l'honneur de Dieu, que V. M. advise à attirer, conjoindre et obliger à vous par quelque estroist et ferme lien d'amitié (à quelque pris et condition que ce soit) les électeurs et princes, si V. M. a envye de poursuivre l'entreprinse dont il est question. Tout commence, grâces à Dieu, peu à peu à s'acheminer, comme je feray entendre à V. M. à mon retour, s'il plaict à Dieu [1]. Car les affaires du corrival se portent aussy mal en cest endroict qu'elles font en Poulongne, où on ne veult de luy en façon du monde, quelques grandes offres qu'il face. Il fault que le roy conserve ses amis par deçà et qu'il en acquière encores d'autres. V. M. ne doit en rien craindre la diette accordée à l'Empereur à Mulhausen, ny aultre diette impériale que ce soit, car notre homme veult perdre les biens et l'honneur, si les électeurs permettent qu'on en meste seulement ung pauvre mot en avant. Je dirois quelque chose davantaige touchant ce faict à V. M., mais je ne l'ose fier à ce présent papier. Bien vous veulx-je advertir que j'ay sceu de bien bon lieu, que l'Empereur et les Estats catholiques, ses adhérans, ont bien bonne pensée de vous renouveller à ceste prochaine diète la vieille querelle de Metz. Docteur Yung brigue cest affaire-là de la part de l'Empereur. Mais V. M. a bon moyen de leur rompre ce coup, et je m'asseure que l'électeur de Saxe y fera son debvoir. Je luy sçauroys bien faire souvenir de sa promesse. J'escris bien amplement de l'affaire de Poulongne à Monseigneur vostre fils. Si nous eussions commencé de lors que je vous en portoys la première parolle, nous serions asseurément aujourd'huy en beau chemin, ainsi que V. M. verra par la lettre de mon dict seigneur. Qu'est cause que je feray fin, à la présente, suppliant très humblement V. M. que je puisse estre informé en toute extrême diligence de l'intention du roy sur ce que je luy ay escrit touchant le faict de ma négociation.

Et en cest endroict, je prieray le Créateur, Madame, qu'il vous donne accomplissement de tout ce que Vostre Magesté désire, accompaigné de très heureuse et très longue vie.

De Cassel, ce 29e d'aoust 1572.

---

1. Schomberg veut parler ici du projet dont il est question précédemment dans ses instructions de faire parvenir le duc d'Anjou « à l'estat du roy des Romains, » c'est-à-dire au trône impérial.

SCHOMBERG AU DUC D'ANJOU.

MONSEIGNEUR,

Vous entenderés par la lettre que j'escris au roy et à la reyne bien au long, en quel estat est la négociation pour laquelle je suis envoyé par deçà, et l'autre négoce que vous sçavez pareillement. Qu'est la cause, que je ne veulx user de redicte par la présente ; ains vous parleray seulement de l'affaire de Poulogne. Or combien que je n'avoys charge de parler de cest affaire à autre qu'au duc Jules de Branschwigh, si estce que n'ayant pas trouvé le dict duc en ce lieu, et n'estant les princes (assavoir le duc Jean Casimir et landgrave) pas d'opinion que je le deusse aller voir qu'après avoir prins une résolution avecques l'électeur de Saxe, pour les raisons que vous entenderés par la lettre que j'escris au roy, je n'ay pas voulu laisser ainsi du tout passer et perdre une telle occasion, accompagnée d'une espérance fondée sur plusieurs et apparentes raisons. Qu'est la cause, que cognoisçant de quelle affection le landgrave cherche et pourchasse votre grandeur en ung aultre faict, je me suis avancé à le mettre en propos de cela, sans monstrer en avoir aulcune charge d'en parler à personne de monde de votre part. Je vous asseure, Monseigneur, quant il m'a ouy prononcer ces mots « que je sçavoys pour certain, si vous y eussiés pensé parvenir, que vous ny auriez rien espargné, » il s'est mordu les doits et arraché la barbe, maudissant (vous me pardonnerés s'il vous plaict) la nonchalance de n'avoir plustost songé et pensé seulement à vous préparer le chemin à ceste couronne. Il se donne à tous les diables, si vous ne l'eussiés emporté et si les estats ne vous eussent eux mesmes offert la couronne, quant ils auroient seulement senti le vent que vous auriez eu volonté d'y entendre. Là dessus, il m'a commencé à déclarer tout au long en quel estat est pour aujourd'hui cest affaire. Qui est tel : ils sont quatre à poursuivre ceste couronne : le fils de l'Empereur, le Moscovite, le roy de Suède et le duc de Prussie. Le fils de l'Empereur offre d'incorporer à la couronne de Poulogne le royaulme de Bohême, chose que les estats de l'Empire ne luy eussent jamais accordé, pour estre la couronne de Bohême une maison électoralle de l'Empire ; mais il est hors de toute espérance, ainsi qu'on m'a asseuré pour tout certain en ce lieu : attendu mesmes, que les estats de Poulogne n'ont pas différé de refuser tout à plat ces conditions et ceste poursuitte, jusques après avoir ouy le seigneur

de Pernstein, qui estoit envoyé de la part de l'Empereur pour cest effect; ains les estats ont envoyé au devant de luy jusques sur la frontière, pour luy dire, qu'il ne print pas la peine de passer oultre, s'il n'avoit autre négoce à traiter avec eulx[1] : on m'a dit que cela s'est faict à cause des graves menaces que le Turcq et les Tartares leur avoient faictes, s'ils donnoient seulement espérance au fils de l'Empereur de pouvoir parvenir à la couronne. Le roy de Suède promet de vouloir incorporer sa part de la Livonie et aultres pays où le roy de Dennemarck prétend quelque droit : mais les estats de son royaume ne le permetteront jamais et s'il s'y joue de le vouloir faire, ils lâcheront son frère prisonnier et le remetteront à la couronne en jestant celuy-cy dehors. Les woiwodes de la grande duché de Litouanie (qu'est quasi la meilleure part des pays subjects à l'obéissance du roy de Poulogne) tiennent bon pour le roy de Suède, veu que le dict roy a espousé une des sœurs du feu roy de Poulogne, mettant en avant que la dicte duché de Litouanie tombe en quenouille ; à quoy s'opposent les woiwodes polonnois, voulant maintenir qu'il est annexé à la couronne, ayant esté conquis par force d'armes : et pour faire teste aux aultres, ont proposé et nommé le Muscovite, duquel ceux de Lithuainie ne veulent ouir parler en façon du monde. Le duc de Prussie auroit quelque espérance, si ce n'estoit que les estats ont résolu unanimement de ne prendre nul d'entre eux et, quant à luy, qu'ils le tiennent pour ung membre conjoinct à la couronne de Poulogne, par la protection de ses pays que le feu roy s'estoit usurpé durant la minorité du dict duc, duquel il s'estoit faict tuteur par force, de sorte qu'ils n'ont rien résolu jusques icy touchant l'élection. Mais on a baillé assignation aux estats de se rassembler le 7e du moys de septembre, qui est la cause que le landgrave a advisé et trouvé bon que je deusse envoyer homme exprès vers mon cousin, qui est auprès du woywode Lasqui (lequel est ung des premiers et des plus grands du royaulme), et luy escrire en mon nom, et après luy avoir communiqué quelques nouvelles de la France, je viendroys à le prier de m'advertir bien amplement de l'estat présent des affaires de Poulogne, et par dessus même je luy toucheroys ce propos : si j'estois bien asseuré que les estats voulussent y entendre quant on leur parleroit de vous, Monseigneur, que je vous en feroys l'ouverture, m'asseurant que vous ne refuseriez pas ce party. La lettre de mon dict cousin ne doibt porter sinon ce que dessus, affin qu'il la peult mons-

1. Les divers renseignements que Schomberg donne dans cette lettre sur ce qui se passait en Pologne sont en général assez peu exacts.

trer librement audict Lasqui, et le Lasqui aux aultres woywodes de sa faction, pour leur faire ung petit par ce moyen ouvrir les oreilles, les yeux et l'entendement, et pour leur faire souvenir que nous sommes au monde. A raison de quoy j'ay dépesché dès le 24me de ce moys, par l'advis du Landgrave, mon jeune frère là par où il pourra trouver le Lasqui, et luy ai baillé charge d'aller jour et nuit, de louer ou achepter, ainsi qu'il advisera, des chevaux frais de ville en ville, affin qu'il se peult rendre au jour nommé à la dicte diette. Si plustost il ne trouve le Lasqui, il porte une lettre à mondict cousin, laquelle ne contient aultre mot que ce que dessus. Oultre et par dessus, je luy ai baillé ung aultre mémoire escrit de ma main, adressant à mondict cousin, par lequel je luy mette en avant tout ce que je pense vous pouvoir servir et nuire aux aultres, affin qu'il aye de quoy payer content ledict Lasqui et les aultres woywodes que l'on parvienne mettre en propos. Je me sers aussy, en ce mémoire, du pouvoyr que la reyne m'a donné en sa salle basse du Louvre: à sçavoir que je me faict fort de faire donner au Lasqui et aux aultres de sa faction la somme de cent mille escus, s'ils font tomber ceste couronne entre vos mains, et m'oblige par dessus que le roy fera tout ce qu'au monde luy sera possible pour faire accorder par le Grand Seigneur audict Lasqui le gouvernement de la Moldavie (ce que S. M. a par cy devant accordé audict Lasqui à mon instance, mais je n'en ay pas encores adverti ledict Lasqui), si S. M. cognoit de par effect qu'il se soit à bon escient employé pour vous, Monseigneur, en ceste élection. Monseigneur, je vous monstreray à mon retour pardelà ledict mémoire: m'asseurant que vous cognoistrez que je n'ay rien laissé à la maison de tout ce que j'ay pensé pouvoir servir à l'accroissement de votre grandeur, laquelle m'est aultant et plus recommandée que ma propre vie. Et cy ne fault pas que la royne craigne que le Lasqui est ambitieux et nécessiteux et a le cœur extrêmement hault et grand. Oultre cela il cognoist qu'il ne peult rien faire pour l'Empereur, quand bien il en auroit envie: veu mesmes qu'il en est du tout dehors: joinct que l'Empereur debvroit encore estre plus content de vous avoir pour voisin que le Mouscovite. Car il est à présumer, si quelqu'un ne vient à la traverse, que les Polonnois esliront le Muscovite et ceulx de la grande duché de Lithouanie le roy de Suède. Quoy faisant, les Tartares se saisiront bientost d'une partie et le Muscovite de l'aultre. Le plus d'empêchement que je trouve en ce négoce pour nous, est que nous commençons extrêmement tard à nous mettre en jeu et que malaisément on nous offrira la couronne, sans que nous prenions l'héritière quand et quand, assavoir

la sœur du feu roy, qui est encores à marier. Pleust à Dieu que nous en fussions là : on chercheroit alors les moyens d'accommoder tout cela.

Sur ce, Monseigneur, je prieray le Créateur, etc.

De Cassel, le 29e d'aoust 1572.

LA REINE MÈRE A SCHOMBERG.

Monsieur de Schomberg,

Vous verrez par la response que vous faict le roy monsieur mon fils à quoy il s'est résolu de nouveau pour le faict du réciproque secours, tant il désire ceste negotiation estre conduicte à heureuse fin, qu'il a toujours espérée... Doncques je vous prye y prendre plus de soing que jamais, qui sera le plus digne service que vous sçauriez faire au roy, mondict seigneur et fils. Pour lequel aussi vous regarderez à ne laisser entrer en l'entendement des susdicts princes, que ce qui a esté faict à l'admiral et à ses complices soyt faict en haine de la nouvelle religion, ny pour son extirpation, mais seulement pour la pugnition de la scélère conspiration qu'ils avoient faicte, par la révélation de laquelle il semble que Dieu ayt voulu délivrer ce royaulme du plus cruel et intestin ennemy qui y eust sceu naistre. Quant aux affaires de Poulogne, nous louons fort la despèche que vous avez faicte de ce costé-là. Et si les choses réussissent selon l'espérance qui nous y en est donnée de plusieurs costés, vous aurez bonne part à l'honneur. Priant Dieu, etc...

Escript à Paris le 13e jour de septembre 1572.

LE DUC D'ANJOU A SCHOMBERG.

Monsieur de Schomberg,

Vous faisant le roy mon seigneur et frère une bien particulière responce de sa volonté et intention sur les difficultez qui se sont présentées en la négociation que vous avez à traicter, je ne vous en feray aucun redict

par la présente. Mais seulement vous diray que j'ay bien considéré ce que me mandez des affaires de Poloigne, ce qui convient fort bien avec ce qui m'en est venu d'ailleurs ; et vous mercye infiniement de la dépesche que pour le désir que vous avez à ma grandeur vous avez faicte par delà si à propos de vostre jeune frère, qui ne pourra que grandement servir à l'avancement de ce que nous désirons. Donc, s'il réussit quelque bon effect, vous aurez une bonne part à l'honneur. Qui est tout ce que je vous en diray, sans estendre ceste cy davantage, sinon pour vous prier de prendre plus de couraige que jamais à la négociation que vous avez en main. Car quelque chose que l'on puisse dire par delà, contre la vérité, de ce qui est advenu en ce royaulme, nous la voulons estraindre plus que jamais et faire cognoistre aux princes que nous sommes leurs plus seurs et parfaits amys, ce que vous regarderez à leur persuader et inculquer au mieulx qu'il vous sera possible. Suppliant le Créateur, etc...

Escript à Paris, le 13e jour de septembre 1572.

SCHOMBERG A LA REINE MÈRE.

Madame,

On précipite la diette promise tant qu'on peult ; je vous laisse à penser si les adversaires et compétiteurs de vostre fils sont soigneux et diligens à ne perdre ceste occasion qui se présente maintenant à se restablir et remettre en la bonne grâce et faveur des princes protestans, au despens de la réputation du roy et de la grandeur de Monseigneur. Il fault nécessairement, si vous ne voullez quicter de gayeté de cueur une si belle partye quasi gaignée, que par tous les moyens du monde que le roy pourra adviser, Sa Magesté face cognoistre par effect aux princes d'Allemaigne, que ce qu'est advenu en France n'est pas en haine et ruyne de la religion des huguenots et de ceux qui sont de contraire religion de celle de Sa Magesté. Oultre cela, rien ne nous accule tant présentement notre négociation, sinon qu'ils se persuadent asseurément qu'on a voulu en ceste façon donner moyen au duc d'Albe d'avoir plus aisément la raison du prince d'Orange, et venger après sur quelque prince d'Allemaigne la faveur qu'il pourroict avoir presté par diverses foys audict prince

d'Orange et aux huguenots de la France. Mesme qu'ils tiennent pour chose tout certaine que le roy envoye monsieur de Guise pour cest effect avec bon nombre de cavallerie et infanterie au secours dudict duc d'Albe. A raison de quoy, lesdits princes d'Allemaigne tâchent à se racommoder avec les estats de la ligue de Landsberg et à se rappatrier avecques l'Empereur. Il leur est pareillement imprimé en la teste que le roy aye faict une protestation, par laquelle il jure saintement et religieusement qu'i n'a jamais eu volonté ny intention de prester pour homme du monde aucune faveur contre son frère le roy d'Espaigne. Que l'admiral l'y avoit bien voulu non seulement persuader ains quasi contraindre ; mais que ledict admiral avoit receu le loyer de son malheureux conseil et insupportable arrogance. Or je croy fermement que pour tout cela ledict électeur ne se fust pas monstré si rétif ; mais les dangereuses attaques que les autres princes luy donnent pour avoir esté l'autheur de la Correspondance dont il est question, et sur l'asseurance de laquelle on a commencé le jeu que V. M. peult bien deviner, le mettent en ceste perplexité. Or est-il requis sur toutes choses, que le roy envoye homme de grande auctorité et d'entendement à ceste prochaine diette, tant pour sa justification (comme S. M. a mandé aux princes par ses lettres du 25e d'aoust qu'il sera) que pour avoir l'œil sur tout, et pour rompre ou pour le moings traverser les menées que s'y brasseront contre le service de S. M. et la grandeur de Monseigneur pareillement, comme il semble qu'on commence desjà à en tramer, ainsi que V. M. pourra conjecturer par ce que j'escris à Monseigneur. Et sur ce, je prieray le Créateur, etc...

De Ratenau, ce 9e d'octobre 1572.

SCHOMBERG AU DUC D'ANJOU.

MONSEIGNEUR,

L'opinion que les princes d'Allemaigne se sont imprîmée en la teste, et de laquelle il est impossible les détourner en ceste première heure, est que tout ce qu'est advenu en France s'est faict par préméditation et pour donner moyen au duc d'Albe de se dépêtrer tant plus aisément du prince d'Orange, pour donner au partir de là sur les doits à quelque prince de la Germanye qui pourroit avoir favorisé les affaires du dict

prince ; joinct les certaines nouvelles qu'ils se disent avoir du costé du duc d'Albe, mesme du secours que le roy luy doibt envoyer : ces calumnieuses opinions (dis-je) et plusieurs autres que j'ay mandé au roy e à la reyne, nous renversent quasi tout dessus dessoubs. Monseigneur, je meurs de despit de voir que vos compétiteurs, qui méritent si peu à votre regard, sont en terme de vous supplanter, et ce par les plus exécrables mensonges du monde. Je vous supplie, pour l'honneur de Dieu, solliciter le roy et la reyne fort et ferme, qu'il leur plaise adviser à ce que je leur mande. Si nous passons ceste orage, à la prochaine diette nous racommoderons bien tout peu à peu. Votre compétiteur ne s'endort pas. Je vous supplye encores très humblement ung coup, mon bon maistre, prennez bien garde de ne donner occasion aux électeurs protestans de supçonner et s'imprimer davantaige en la teste, que vous favorisiez les affaires du roy d'Espaigne en rien que ce soit. Ne luy faites pas acte d'ennemy, si vous ne voulez ; mais sus, holà : si vous ne vous voulez faire désarçonner du tout. Car vous sçavez bien que ceux de la ligue de Landsberg tiennent pour la vie pour le fils de l'Empereur et que vous ne pouvez rien espérer que du reste des princes protestans, et par leur moyen l'électeur de Mayence, qui s'entent avecques eux, vous sera rendu favorable. Monseigneur, je vous en escris plus librement que je ne debveroys par adventure ; mais je m'asseure que vous cognoissez bien que c'est le zèle et affection que je porte à votre service et grandeur, qui m'en donne la hardiesse. Car je creveroys de despit, si je vous voyois, sans votre témérité et par les meschantes calomnies de vos adversaires, faillir à ce dont la sainte et noble couronne de France est digne en ce monde. Or pour retourner à notre premier propos, je crains que la susdicte supçon des princes ne les face entendre à ung secret rappel des forces du prince d'Orange, pensant par ce moyen adoucir les choses. Or lesdicts princes d'Allemaigne sont en propos de tenir leurs estats, chacun en son pays, pour obtenir de leurs subjects qu'ils leur veuillent entretenir quelque bon nombre de cavallerie et infanterie, oultre l'arrière ban, quelque espace de temps, au cas de nécessité. Et de faict, le fils de l'électeur de Brandebourg a desjà assemblé ses estats pour cest effect. L'électeur de Saxe ne dit mot : il y en a qui font secrètement levée de gens, asseurans et mettans en avant que l'Empire respondera du payement ; ont ceste mesme adresse à plusieurs de notre pays ; mais on ne monstre point de capitulation. Je m'en voys présentement à Leipsick, où je trouveray ung monde de noblesse. Je ne fauldray pas à y avoir bon œil : s'il y a chose qui concerne l'estat du roy, j'en advertiray en toute

diligence S. M. et metteray telle peine qu'ung fidel serviteur doibt faire à rompre toutes les menées et dessins qui se pourront faire à l'encontre du service de S. M. et de votre grandeur. Si je peux avoir nouvelles de mon jeune frère, je vous en feray part incontinent ; j'ay bonne opinion de cest affaire-là, et pour plusieurs raisons. En attendant, je prieray le Créateur, etc...

De Ratenaw, ce 9e d'octobre 1572.

SCHOMBERG AU DUC D'ANJOU.

Monseigneur,

Mon frère est de retour de la Poulogne. Il m'a rapporté pour responce (pour vous le dire en deux mots) de la part du Lasqui, et ce de la bouche dudict Lasqui, accompagné d'une lettre de créance escrite de sa propre main : que le Lasqui entreprend sur son honneur de vous faire tomber la couronne de Poulogne entre vos mains, moyenant que vous la poursuiviez chaudement et que vous veulliez promptement fournir quelque somme de deniers, pour gaigner quelques ungs qui sont neustres et pour ayder par ce moyen à fortiffier votre faction par la noblesse du pays (dont la voix du moindre a autant de prix et de valeur en ceste élection que celle du plus grand) à l'encontre de la faction du roy de Sweden, lequel seul vous peult nuire et qui fournist bonne somme de deniers à ceux de son party. Je diffère à vous faire entendre de bouche toutes les particularités qu'il me mande, me partant demain d'icy pour vous aller trouver. Ledict Lasqui m'avoit mandé par mon frère qu'il se trouveroit à une assemblée des woyvodes, qui se debvoit tenir le 15e d'octobre (comme de faict il s'y adcheminoit quand mon frère partist d'avecques luy), pour mectre le feu aux etouppes : et qu'il ne fauldroit incontinent à m'advertir par homme exprès de ce que s'y seroit passé. Qu'est la cause que j'ay séjourné quelques jours davantage en même pays que je n'eusse faict, pour attendre les susdites nouvelles, joinct qu'une fiebvre m'a prise depuis quelques jours, à laquelle j'ay bien voulu tascher à remédier de bonne heure, mais je n'en suis pas quicte encores. Toutesfoys je ne laissay pour cela de me mettre en chemin, considérant qu'il importe infiniment au service du roy et votre grandeur,

que je le face. Or n'a le dict Lasqui failly à ce qu'il m'avoit mandé par mon frère, ains m'a envoyé ung gentilhomme des siens des plus familiers qu'il aye, pour me communiquer ce qu'on avoit traicté à la dicte diette (dont je remets à vous faire le récit à mon arrivée), m'asseurant de nouveau que la couronne ne vous eschappera hors des mains, si vous y tenez promptement l'ordre requis en tel affaire. Or considérant le naturel dudict Lasqui, qui a le cœur grand, et l'estat des affaires (joinct que je sçay bien que les ecclésiastiques, qui favorisent autrement la maison d'Autriche, condescendroient bien amplement à prendre le party où ledict Lasqui se donnera, veu qu'ils n'ont un seul woywode pour leur support et protection que luy), je n'ay poinct voulu renvoyer le gentilhomme qu'il avoit dépesché par devers moy, sans luy faire quand et quand entendre votre intention, de peur qu'il ne print la mouche et qu'il pensast que nous eussions quelque autre moyen que le sien en main par lequel nous aspirions et attendions parvenir à la couronne (chose qui nous pourroit extrêmement traverser nos dessins), j'ay retenu ledict gentilhomme auprès de moy et l'amenne avecques moy, le faisant tenir par ung chacun pour ung de ceux-là qui me font cest honneur de me suivre. Et en attendant je envoye un gentilhomme qui a faict le voyage de Poulogne avecques mon frère par devers ledict Lasqui, le remerciant de l'affection qu'il se monstre porter à votre grandeur, l'asseurant sur ma foy et mon honneur qu'il ne fist jamais office d'amy à prince qui le recogneust si libéralement que vous feriez la peine qu'il prenoit en cest affaire pour vous. Le supplyant au surplus d'y vouloir continuer et faire de mieux en mieux, que bientost il auroit nouvelles du roy, la reyne et de vous, Monseigneur, qui luy confirmeroient mon dire, ayant bien voulu mener ce sien gentilhomme avecques moy pour luy rapporter la résolution de Leurs Magestés et la vostre sur ce qu'il désire que vous faciez pour l'advencement du dict affaire. Et pour faire voir à VV. MM. à l'œil le debvoir auquel il se met pour l'accroissement de vostre grandeur, et veu que par mon frère et depuis par ce dict gentilhomme il m'a faict toucher propos de cest événement en France et des dangereuses calomnies qu'on faict semer par toute la Poulogne, au très-grand desavantaige de Vostre Excellence, je n'ay voulu faillir de luy envoyer ung bien fort ample discours du faict de l'admiral, le supplyant de s'asseurer sur moy et ma parolle que les choses n'estoient passées aultrement que comme je luy faisois entendre par ledict discours. J'ay dépesché aussi mon petit homme par devers monsieur de Valence (lequel je n'ay pas veu en passant par ce pays) pour l'informer bien particulièrement de tout ce qui

s'est passé entre le Lasqui et moy : affin que par mon inadvertance nous ne traversions l'ung le progrès de la négotiation de l'autre. Je l'ay pareillement adverty de quelques aultres particularités, concernans grandement le service du roy, de quoy je m'asseure que S. M. me sçaura bien bon gré, quand elle entendera quel faict il touche. Je vous veux bien dire aussi, si vos compéditeurs vous calomnient, qu'on ne les espargne non plus et ne perdent rien au change : tesmoing les détestables placarts et pasquilles qu'on atache ordinairement aux portes des ambassadeurs de l'Empereur qui sont en Poulogne, ainsi que le susdict gentilhomme m'a rapporté. Or, Monseigneur, je remets à vous faire ung plus ample discours de tout ce que dessus à mon retour par delà. En cest endroit je supplyray le Créateur, etc.

De Dresde, ce 7e de novembre 1572.

SCHOMBERG A LA REINE MÈRE.

MADAME,

Les nouvelles que mon frère a apporté de la Poulogne sont bonnes. S'il y a une seule estincelle de foy, parolle et honneur au cœur du Lasqui (lequel toutesfoys est estimé ung des plus ronds entiers et véritables seigneurs de toutte la Poulogne, et qui a le plus de crédit, faveur et autorité parmy la noblesse), la faulte ne sera qu'à VV. MM. et Monseigneur si la couronne de Poulogne vous échappe. Il n'est question que d'argent, et je croy que moyenne somme nous en feroit la raison. Madame, faictes estat, s'il vous plaict, qu'il fault semer avant que de cueillir. Pour l'honneur de Dieu, Madame, employez le vert et le sec pour vous emparer de cest Estat et ne nous y endormons point, et ce pour parvenir plus hault après. Si nous tenons ce beau Estat, duquel le maistre et seigneur peut tirer cent ou six vingt mille hommes combattans à cheval, qui sont tenus de demeurer en l'armée où leur prince assiste en personne et y faire le service à leur propre frais et despens tant que le dict prince y demeure, comme je m'asseure qu'avecques l'aide de Dieu nous ferons si nous y allons de bon pied, nous avons bon moyen d'asteindre le but où V. M. prétend. Les adversaires de la gran-

deur de Monseigneur se couppent la gorge de leur propre cousteau, dont je diffère à faire ung plus ample discours à V. M. à mon retour.

En attendant, je supplieray le Créateur, etc.

De Dresden, ce 7e de novembre 1572.

SCHOMBERG A M. DE LIMOGES.

MONSIEUR,

Toute ma négociation s'en estoit allée en fumée, de sorte que nous sommes contraints de recommancer tout de nouveau, et y trouverons dix foys plus de difficultés que nous ne vismes au beau premier commencement. Mais je m'asseure, si nous croyons l'advis et conseil de celuy dont je vous ay escrit en ma lettre du 9e d'octobre, que nous racommoderons tout. Mais il fault du temps. Traitons gratieusement ce que reste ; endurons plustost chose qui nous soit malaisée à supporter; cherchons de faire voir à l'œil aux princes que nous ne voullons pas abolir la religion à laquelle ils participent en partye ; faisons cognoistre par effect aux dicts princes que nous voulons avoir leur amitié et alliance en quelque façon que ce soit. Gaignons temps et nous y accommodons: précipitons rien ; sur toute chose guardons nous bien de rien communiquer aux anciens ennemis de la couronne de France de chose que ce soit qui puisse toucher les princes d'Allemaigne, car ils en feront leur proffit à notre très grand préjudice. Ce faisant, je me tiens aussi asseuré que rien plus (et ay occasion de ce faire) qu'en peu de temps nos affaires de par deçà se porteront mieux que jamais, et avons moyen de plonger nos ennemis en l'abisme du malheur qu'ils nous taschent à présent à machiner, par les dangereuses menées que les susdits anciens ennemis de la couronne de France ont mis en avant, aussi tost qu'ils ont senty le vent de ceste aliénation des cœurs des princes. Faut reprendre les esprits aux dicts princes et se recognoistre, *sed hæc coram*... vous en entenderez une partye par la lettre que j'escris au roy. Au surplus je vous supplie bien humblement de m'assister de votre faveur en l'affaire dont j'escris à monsieur Brulard, et en toutes aultres choses qui concernent ung pauvre absent pour le service de son maistre. Si le roy me délaisse

à cette heure, il me ruine, estant les affaires si scabreus, comme ils sont pour le présent à tous ceulx qui doibvent négotier pour le roy par deçà. Sur ce je me soumetteray bien humblement à vos bonnes grâces. Priant le Créateur, etc.

De Dresden, le 8e de novembre 1572.

SCHOMBERG AU DUC D'ANJOU.

MONSEIGNEUR,

J'ay veu par la lettre qu'il vous a pleu m'envoyer par ce porteur comme les nouvelles qu'alors vous aviez eu de monsieur de Valence vous avoyent mis en peine. Or ne veux-je fallir de vous advertir que M. de Valence a esté depuis satisfaict de tout ce qu'il demande ; car la reyne m'a asseuré par son............ de luy avoir faict tenir par le moyen du Sr Gondy la somme de cent ou six veingt mil escus. Au surplus il n'a plus disette d'hommes, car son nepveu et le frère de M. d'Ax et Lanssac seront jà adrivés auprès de luy. Pareillement sera joinct avecques luy le Sr de Séchelles, considéré qu'il désiroit ung homme de la religion auprès de luy pour s'en servir à l'endroict des protestans dudict royaulme. Oultre cela, le gentilhomme que le Lasqui avoit envoyé par devers moy, aura esté de retour auprès de luy environ le jour des Roys, et bien à propos, veu qu'en ce temps là se debvoit tenir la diette, à laquelle tous les ambassadeurs auroient à estre ouys. Depuis ceste journée le roy n'a pas eu aulcunes nouvelles de ce costé là : Sa Majesté en attend d'heure en heure et en bonne dévotion, car à ceste assemblée le Sr de Valence aura bien peu juger si les meschantes artifices de nos adversaires nous pourront eslogner de notre dessein. Quoy qu'il soit, j'espère adriver sur les frontières de Poulogne et communiquer avecques M. de Valence et mesme avecques le Lasqui, avant que la journée d'élection se tienne. Car je partiray, si Dieu plaict, vendredi pour m'y adcheminer. Or, Monseigneur, quant aux nouvelles de l'Allemaigne, je ne veulx obmettre à vous advertir que le Sr de la Personne est adrivé en ce lieu. Je ne vous mande poinct quelle a esté sa charge, pour ce que monsieur le conte de Retz vous sçaura faire entendre à son retour bien particulièrement tout

ce qu'il nous a apporté ; ayant le dict S[r] de la Personne commandement de s'adresser audict conte de Retz. Le colonel Staupitz est adrivé pareillement et nous a découvert plusieurs dangereuses menées que le roy d'Espaigne, la maison d'Austriche et tous leurs adhérans brassent continuellement par delà au grand préjudice des affaires du roy et de vostre grandeur. Ils ne se contentent point de voulloir faire leurs affaires en l'élection du roy des Romains et de la Poulogne au dépens de votre réputation, ains ils font le pis qu'ils peuvent à concerter et émouvoir le ciel et la terre contre nous. Praille le jeune est venu en ceste court depuis quatre jours en çà, qui nous a répesté tout le mesme que le collonel Staupitz nous a faict entendre, asseurant Leurs Magestés que les plus grands adversaires que nous ayons, sont ceulx auxquels on n'en a donné aulcune occasion, à sçavoir les ecclésiastiques et les princes catholiques. Ils pressent si bien à la roue, qu'ils mettent toute l'Allemaigne aux flammes : se nourrissant en une si malheureuse deffiance du roy et de vous, que si on ne donnoit ordre de bonne heure, nous pourrions bien tomber en quelque désastre de ce costé là. Nos susdicts adversaires disent, escrivent et font publier par livres, entre un million d'autres calomnies, que votre intention et résolution est, si vous parveniez au royaulme de Pologne, de conjoindre les forces du Turq aux vostres et celles du roy votre frère, protestant qu'ils disent estre, de laquelle ligue ils vous publient chef et exécutant ainsi pour tenir tellement le pied sur la gorge aux princes d'Allemaigne, qu'ils seroient contraints de plier sous le joug de votre servitude et de laisser en proie au Turq, l'Hongrie, Moravie, Carinthie et aultres pays appartenans à la maison d'Austriche. L'Empereur et les ecclésiastiques recherchent continuellement ces princes d'une diette, pensant sur ces entrefaictes enfourner le roy d'Espaigne à l'estat d'Empereur, veu les honestes offres qu'il leur propose ; à sçavoir, si les princes veulent consentir à l'eslire Empereur, il y met qu'avant que d'entrer en ceste dignité, il chassera les Espagnols du Pays-Bas ; qu'il réunira le dict Pays-Bas au corps de l'Empire ; qu'il remettera le prince d'Orange et tous ses complices en leur bien et premier estat, et qu'il fera observer et maintenir dedans touts ses pays de son obeissance, qui auroient esté ou seront encores incorporés à l'Empire, les mesmes édits et ordonnances qui ont esté établis et se gardent sur le reste de l'Allemaigne, sur le faict de la religion. Oultre cela, il consent que les princes d'Allemaigne retiennent le maniement et administration des affaires entre leurs mains, et qu'il ne veult rien pour luy que le simple nom et titre d'Empereur. Toutes ces offres et menées sont conduites par les ecclé-

siastiques et maison de Bavière et ne tendent pas tant] en apparence extérieure au bien et utilité du roy d'Espaigne, comme ils font à l'empressement que le roy ou vous ne parveniez à cest estat ; mais si vous espluchez le fond du sac, vous trouverrez que si viennent au dessus de leurs menées, nous aurons trop forte partie à combattre ; car ils nous osteront tout l'appuy et force de la Germanie. Monseigneur, je vous manderais plus au long touttes les autres brigues ; mais considérant que le conte de Retz (qui faict estat de partir aujourd'hui pour vous aller trouver) vous scaura faire bien particulière et digne relation de tout ce que la Personne, le colonel Staupitz et Fraillon ont apportés, mesmes ce que contiennent tant d'aultres advertissemens que sur ce faict Leurs Magestés ont eu de ce costé là et d'ailleurs : qu'est cause que je ne vous importune par plus longue lettre ; ains vous adjousterai seulement, que Montmorin adriva hier de la court de l'Empereur, qui nous apporte que par delà on tient que les affaires se portent bien en Poulogne. Il dict, au reste, qu'il se faict une grosse levée en Allemaigne. Si ainsi est, ce sont les forces que le prince d'Orange fait estat de lever ; mais je ne puys croire qu'ils commencent de si bonne heure. Je pars vendredy (si Dieu plaict) avecques la charge que vous fera entendre le dict conte de Retz. J'espère que Dieu me fera la grâce que je romperay leur entreprinse et menée de l'élection d'Empereur ; pour le moins le remetterons nous (s'il Dieu plaict), affin que nous ayons tant plus de loisir de faire cognoistre aux princes protestans de la Germanie la sincère amitié que vous leur portez et de leur descouvrir la ruse de ceulx qui les veullent ainsi malheureusement attraper, pour ruiner de fond en comble et eux et ceste noble couronne de France. Je metteray peine semblablement que les princes protestans ne se laissent esmouvoir à l'encontre de vous et du roy vostre frère, comme je croys qu'ils ne feront point. Je n'oubliray rien aussi que je penseray pouvoir servir à conduire à une bonne fin votre affaire de Poulogne. Monseigneur, je vous supplie très-humblement de vous asseurer que ny les amis, ny le peu de biens, ny le corps, ny la vie, ne seront pas épargnés pour vous faire jouissant de ce bien, duquel despend la conservation de l'Estat du roy vostre frère et le seul moyen de se desmesler et dépètrer des mineuses menées de vos adversaires, oultre votre grandeur particulière, sans laquelle je crains infiniment que le roy n'aye des fortes parties à combattre. Monseigneur, en attendant l'heureux accomplissement des dessains et délibérations que j'ay pour vostre service (dont je vous advertiray particulièrement, par tous les advis que je donneray à Leurs Magestés et à vous, tant que je seray par

delà, je vous suppliray très humblement de me faire cest honneur que de vous asseurer qu'il n'y a point homme au monde qui aye votre service et grandeur plus à cœur que moy, dont j'appelle Dieu le Créateur en tesmoin, lequel je prie de tout mon cœur, Monseigneur, qu'il luy plaise rompre les malheureux desseins de vos adversaires, et vous donner satisfaction de tous vos desseins accompagnée de très heureuse victoire contre vos ennemis et très longue et bonne vie.

A Paris, ce 10[e] février 1573.

INSTRUCTION AU SIEUR DE SCHOMBERG.

Bib. imp. Mss. coll. Dupuy, 523.

Le roy a sceu que par plusieurs faulx bruicts et libelles diffamatoires qui ont esté semés en Allemagne de Sa Majesté et de ses actions l'on essaye à le rendre odieux envers les princes de la Germanie, mesmes envers ceux qui sont protestans, avecq lesquels ses prédécesseurs, ayeul et père, ont tousjours eu une bonne amitié et intelligence, laquelle estimant luy estre comme successivement délaissée, il n'a poinct eu jusques icy de plus grand désir que de se la conserver autant qu'il luy sera possible, comme la chose qu'elle tient la plus chère en ce monde; n'ayant à son advis rien jusques icy oublié de ce qui pouvoit servir à en donner ausdits princes une bonne asseurance, conforme à l'intérieur de son cœur et de sa volonté. Et pour ce que Sa Majesté sçayt qu'il se use de beaucoup d'artifices en plusieurs endroicts pour faire penser le contraire ausdicts princes, elle a bien voulu dépescher en Allemagne le sieur de Schomberg, son chambellan ordinaire, auquel elle a donné charge de visiter de sa part lesdicts princes: mesmes messieurs les comte palatin, duc Auguste, marquis de Brandebourg, électeurs du Sainct Empire, duc Cazimir, duc de Brounsvick et le lantgrave, lesquels après avoir salués de la part de Sadicte Majesté, leur fera entendre le désir qu'elle a de continuer avecq eux en toutte bonne amitié et intelligence, et de leur en faire plus de preuve que jamais par tous les bons effects qui seront en sa puissance, tendans à la conservation ou accroissement de leur grandeur, et les priant d'estre de mesme en cet endroict, avec

certaine asseurance qu'il ne se trouvera poinct que Sadicte Majesté porte au cœur autre chose que ce qu'elle leur faict dire de bouche présentement.

Estant entré en ce propos ledict sieur de Schomberg avecq lesdicts princes, il leur fera entendre que Sadicte Majesté n'est poinct ignorante de plusieurs bruicts malicieusement controuvés que l'on sème pardelà, mesmement que Sa Majesté a une certaine ligue et intelligence avec le pape et le roy Catholique, qui est faicte pour la ruine de tous ceux qui font profession de la religion protestante ; confortant cette opinion ceux qui désirent qu'elle soit imprimée aux cœurs des princes de la Germanie, pour leur donner suspition et deffiance de Sadicte Majesté et empescher la continuation d'une bonne amitié entre elle et eux, sur les choses qui sont advenues en cette ville à l'endroict du feu admiral Coligny, et sur l'arrivée qui a esté depuis en ce royaume du légat Ursin. Quant au premier, lesdicts princes ont assez entendu par cy-devant comme les choses sont advenues, et il n'a esté rien faict en cela par haine de la religion, ny partie projetée et concertée avec quelque prince ou potentat que ce soit, ce qui se cognoist assez par le traictement que reçoivent aujourd'huy tant ceux de ladicte nouvelle religion qui ont voulu demeurer en icelle, que les autres d'entr'eux qui ont voulu se réunir à la religion catholique, lesquels sont par tout le royaume aussy favorablement traictés que ceux qui de tout temps ont esté catholiques, sans que personne soit forcé en sa conscience. Si aucuns de ladite religion, outre les chefs principaux, ont receu à la suite de l'exécution de l'admiral quelque dommage, tant en ceste ville que en quelques autres, il se trouvera que cela est advenu à cause d'une grande haine et malveillance qui estoit demeurée entre les peuples, animés contre ceux de ladicte religion pour les maux soufferts durant les derniers troubles, et que nul mal n'a eu lieu ny esté exercé en plusieurs autres endroicts où les choses ont esté plus pacificquez durant iceux troubles : en quels lieux il eust esté bien aysé de faire faire de grandes exécutions de ceux de ladicte religion, si l'on eust voulu les exterminer, ainsy que l'on en a faict courir le bruict.

Pour le regard de l'autre poinct de la venue de monsieur le légat Ursin, ledict sieur de Schomberg dira auxdicts princes qu'il a parlé à Sa Majesté de establir en ce royaume le concile de Trente et aussy d'entrer en la ligue saincte contre le Turcq, et non en autre ligue. A quoy pour le premier il luy a esté respondu par Sadicte Majesté que c'estoit chose qu'elle ne pouvoit ny debvoit faire pour estimer que sans aucun fruict cela apporteroit nouvelle occasion de trouble en son royaume, qui est ce

qu'elle veult esviter le plus ; et quant à l'autre poinct de la saincte ligue, elle luy a aussy faict response qu'elle ne pensoit céder à aucuns des autres princes de la chrestienté en désir et affection de promouvoir touttes choses qui pourront servir au bien d'icelle, mais que en l'estat où est pour le jourd'huy réduict son royaume, elle ne verroit pas qu'elle peust et deust raisonnablement songer à aucune entreprise au dehors, qu'elle ne l'eust paciffié par le dedans, à quoy elle estoit bien déliberée de travailler avant touttes autres choses ; avec ce qu'elle avoit tousjours pensé de pouvoir plus porter de proffict et utilité à ladicte chrestienté, demeurant en la bonne intelligence qu'elle a avecq le Turcq, que si elle la rompoit en entrant en guerre contre luy. S'en est retourné ledict sieur légat avec ces deux responses, lesquelles lesdicts princes pourront bien juger s'il y a aucune chose qui soit à leur préjudice, ny de ceux de leur religion, ainsy que l'on a voulu semer le bruict, les priant de vouloir croire que ce qu'elle leur en faict dire est une pure vérité, sans qu'il ayt esté traicté ny négotié autre chose avec ledict sieur légat.

Il est aussy peu à croire, parmy bon et sain jugement, que Sadicte Majesté ayt aucune intelligence avecq le roy Catholique pour porter dommage à ceux de la religion de la Germanie. Car outre qu'elle n'a aucune hayne particulière contre eux, elle sçayt que les princes qui en ont la principalle protection sont les meilleurs et plus anciens amis que ayt ceste Couronne, avec lesquels Sa Majesté désire conserver une perpétuelle bonne amitié et intelligence, et l'estreindre de quelque lien plus ferme qu'elle ne l'a jamais esté, ainsy qu'elle le leur a cydevant faict entendre et qu'elle désire que ledict sieur de Schomberg le leur die de nouveau ; ce qui l'engardera tousjours, quant tous autres respects cesseroient, de penser à avoir intelligence avec quelque prince que ce soit de la chrestienté, pour leur nuire et porter dommage, et moins encores avecq celuy duquel l'on sçayt tous les desseins, pratiques et menées tendre à s'accroistre faire monarque dessus toutte la chrestienté et à diminuer la grandeur de Sadicte Majesté le plus qu'il pourra, comme le seul obstacle qui le peult engarder de parvenir à ses mauvaises et ambitieuses intentions.

Et encores que Sadicte Majesté se veuille bien tant promettre de la grande prudence desdicts princes et de l'asseurance qu'ils doibvent avoir de la sincère amitié qu'elle leur porte, qu'ils ne seront pour croire plusieurs choses malicieusement controuvées, lesquelles l'on essaye d'imprimer en leurs esprits pour leur faire penser quelque mauvaise volonté en elle à leur endroict, de sorte qu'il ne soit besoing d'entrer en long

discours pour leur persuader qu'elle sera tousjours plustost preste à faire tout ce qu'elle pensera convenir à une bonne volonté qu'elle leur porte : si est ce qu'elle leur veult bien faire dire, que sçachant la bonne intelligence qu'ils ont avecq la royne d'Angleterre, qui luy a faict tousjours d'autant plus désirer son alliance, elle a de nouveau faict une bien vive prière et instance envers ladicte dame pour le mariage de Monseigneur le duc d'Alançon, son frère ; et avoit expressément faict prier ladicte royne d'Angleterre de ayder à lever sur les saincts fonds du baptesme madame sa fille, pour racrocher avecq elle le plus vivement qu'il seroit possible ce faict là, auquel elle s'estoit de son costé monstré un peu plus refroidie depuis les choses advenues audict admiral, et pour en négotier avec celuy qu'elle envoiroit par deça, pour faire l'office de compère en son nom ; qui a esté le comte Douarchestre [Worchester], auquel il en a esté parlé de telle sorte, que Sadicte Majesté l'a asseuré (pour ne désirer rien tant en ce monde que l'effect dudict mariage, afin de mieux confirmer et estraindre à perpétuité une bonne et asseurée amitié entre les deux royaumes de France et d'Angleterre) que mon dict seigneur le duc en ce qui touche le poinct de la religion, qui est celuy qui a tousjours rendu les choses plus difficiles à y prendre conclusion, se contentera d'avoir pour luy et les François qui seront avecq luy l'exercice de sa religion en lieu convenable de son logis, que l'on regardera avec le gré de ladicte royne d'accorder, sans que cela puisse apporter au pays aucun scandale.

Parquoy s'il plaisoit à aucuns desdicts princes intervenir et s'employer envers ladite royne d'Angleterre, pour l'effect d'un si heureux mariage, qui reviendroit, comme Sa Majesté estime, au commun contentement d'elle et des dits princes et à une générale confirmation d'amitié entre les royaumes de France, d'Angleterre et leurs Estats, ce seroit chose qui luy reviendroit à un singulier plaisir et grande gratiffication, et veult Sadite Majesté que ledit sieur de Schomberg les en prie, mesmement ledit sieur comte palatin, pour estre celuy qui a plus privée intelligence avec ladicte royne d'Angleterre.

Ledict sieur de Schomberg fera aussy entendre auxdicts princes que pour l'establissement d'un repos de ce royaume Monseigneur est party d'auprès de Sa Majesté, il y a jà quelque temps, pour s'approcher de la Rochelle, afin d'adviser à réduire à son obéissance par tous gratieux admonestrances, s'il est possible, ceux qui détiennent par force ladicte ville, auxquels il a esté offert jusques icy plusieurs bonnes et raisonnables conditions et, entre autres, que Sa Majesté les asseuroit de les

laisser vivre en l'exercice de leur religion avec toutte liberté et seurté de leurs biens et vies, sans estre aucunement recherchés, ny du faict de leurs consciences, ny des choses passées, et ce pourveu qu'ils voulussent luy remettre entre les mains ladicte ville de la Rochelle, qu'ils luy détiennent par force, ayant offert de leur bailler telle seurté pour l'observation des choses promises qu'ils la voudroient et qu'ils debveroient déjà avoir accepté, s'ils eussent eu quelque bonne volonté de s'acquiter du debvoir de bons et fidelles subjects envers Sadicte Majesté, laquelle a donné charge à mon dict seigneur, en toutte extrémité et au cas qu'ils demeurent obstinés en leur religion sans espérance de les pouvoir réduire par douceur, d'essayer à les forcer, ce qu'il eust déjà peu faire avec le bon nombre de gens de guerre qui sont auprès de luy, n'eust esté qu'il les a jusques ici tousjours attendu pour les recepvoir à une amiable composition, comme encores l'on est tout prest de le faire, n'ayant jamais Sadite Majesté refusé la bonté et clémence à ceux de ses subjects qui l'ont voulu rechercher. Si les choses tombent de telle sorte, qu'il en faille venir à tenter le moien de la force, lesdits sieurs princes se pourront asseurer que ce aura esté en deffault de pouvoir rien profiter par les autres moiens de la doulceur et au grand regret de Sadicte Majesté, qui aura beaucoup plus de plaisir à la conservation que à la ruine de ses bonnes villes et propres subjects.

Ledict sieur de Schomberg parlera aussy auxdicts princes touchant les affaires de Polongne, et leur dira comme il s'estoit manié quelque praticque dès le vivant du roy Sigismond, pour faire le mariage de Monseigneur le duc d'Anjou, son frère, avec la princesse dudict royaume et luy asseurer la succession de cette couronne après la mort dudict frère roy, ce que plusieurs palatins et autres de la noblesse dudict pays auroient fait entendre désirer singulièrement, comme depuis la mort dudit feu roy ils ont monstré souhaitter d'avoir mon dict seigneur pour leur roy ; ayant semblé à Sadicte Majesté ne debvoir négliger une telle occasion, pour promouvoir la grandeur de mon dict seigneur, et de faire poursuivre cette affaire, comme elle faict maintenant, en intention, s'il succède selon son désir, d'en profiter à servir grandement à l'estat universel de la chrestienté et mesmement aux princes de la Germanie, qui seroient pour espérer et attendre de mon dict seigneur, quand il seroit parvenu à ceste couronne, toute bonne et sincère amitié, telle qu'il la leur porte à cette heure, et pour la leur mieux faire cognoistre que jamais. Il y a quelques uns qui ayent voulu dire que cette affaire se poursuivoit avec quelque mauvaise intention de Sadicte Majesté à l'endroit

desdicts princes et Estats de la Germanie. Elle estime que lesdicts princes pour l'asseurance qu'ils ont de son amitié n'en croiront rien, de quoy elle les en prie bien affectueusement, mais qu'ils penseront plustost que les semblables bruits que l'on faict courir là dessus, sont semés par l'artifice de ceux qui essayent de destourner, s'ils peuvent, la bonne part que mon dict seigneur a à la susdicte élection et la faire tomber aux leurs.

Faict à Paris le quinziesme jour de febvrier 1573, signé

CHARLES,

et plus bas

BRULARD.

SCHOMBERG A LA REINE MÈRE.

MADAME,

Je racontré à ce matin en ce lieu le conte de Orri[1] et le Sr de Chimanosqui conduicts par le Sr du Belle, balif de Valence. Ce sont les gentilshommes desquels je vous ay escrit dernièrement. Le rapport qu'ils feront aux palatins de Poulogne de l'estat de la France les fera fondre la résolution du faict de l'élection; Votre Mageslé sçaura bien les faire gaigner,

1. On lit dans les *Mémoires de Choisnin*: En mesme jour, ledict sieur de Valence fut visité par un gentilhomme appelé le sieur Martin Dohory (il a été impossible de démêler le véritable nom de ce personnage), parent du palatin du Lubellin, qui pour lors venoit de Vienne et s'estoit trouvé au couronnement du roy de Hongrie; et dict que, voyant la contention qui estoit entre les gentilshommes du pays pour l'élection de leur roy, dont les uns disoient beaucoup de bien de l'archiduc Ernest, les autres, et en plus grand nombre, parloient fort gracieusement du très-illustre duc d'Anjou, lesquels estoient toutesfois fort combattuz par aucuns, qui en ce mesme temps faisoient semer des libelles diffamatoires contre ledict seigneur; et bien que ledict sieur évesque y eust répondu suffisamment, toutesfois la passion estoit peult-estre cause qu'aucuns ne pouvoient comprendre la vérité. Voyant doncques ceste contention, luy, comme amateur de sa patrie, estoit résolu de s'en venir en France. Et comme il avoit veu l'archiduc Ernest, il verroit aussi ledict duc d'Anjou, et s'esclairciroit du bien et du mal. Ledict sieur loua grandement son desseing, comme certe il estoit louable, et lui bailla le sieur du Belle pour l'accompaigner et le conduire à la cour. » (*Mémoires de Choisnin*, p. 402.)

et sur touttes choses gardés vous bien que personne parle à eux qui vous puisse faire des mauvais offices, fondés sur ce qu'est advenu dernièrement en France : ou que quelqu'un de ceux leur communique, que pour leur intérest particulier voudroient ceste entreprinse rompue. Il fauldra faire traiter lesdits Poulonoys honorablement et libéralement, c'est ce que demande ceste nation. Et fera on beaucoup si le roy et V. M. et principalement Monseigneur leur font quelque honeste présent et principalement au susdict conte. Ledict balif ma dict que le Lasqui vous faict ung monde de bons offices, dont je suis extrêmement aise. Au surplus, Madame, je supplie très-humblement V. M. de faire dépescher quelques lettres de créances sur moy adressantes aux estats de Poulogne, affin que si monsieur de Valence me faict entendre qu'il soit de besoing que j'aille en Poulogne, je n'aille comme homme privé et de la suite dudict Sr de Valence, en quoy je ne feroys rien pour ma réputation ny pour l'advancement des affaires de Monseigneur touchant de ceste élection et l'entreprise de Moscovye, laquelle j'espère adcheminer par ung mesme moyen en ce myen voiage avecques le Lasqui et quelques aultres, qu'au mesmes temps que sera couronné Monseigneur roy de Poulogne nous entrerons en Moscovye pour la conqueste du dict empire, laquelle nous emporterons sur la peyne de ma vie, sy l'affaire est conduicte secrètement et accortement sans donner le loisir au Moscovite de se recognoistre et de se rapatrier avecques ses subjects.

De Toule, ce 2 mars 1573.

SCHOMBERG A LA REINE MÈRE.

MADAME,

Le Sr Frégouse vous aura amplement faict entendre ce que je luy ay communiqué touchant les occurrences de par deçà, et principalement touchant les affaires du Pays-Bas. J'espère qu'il vous aura apporté une bonne résolution du conte palatin, vers lequel le conte Ludowig auroit faict aller son frère, le conte Jean, pour cest effect. Il ne fault pas doubter que Vos Magestés sçauront bien embrasser ceste tant belle occasion. Madame, le repos du royaulme, la seureté de l'Estat, la ruine du capital ennemy du roy, la vengeance du tort qu'il faict à Monseigneur, l'estroicte et ferme alliance des princes d'Allemaigne, la subversion de touts

les desseins de la maison d'Austriche et le comble de vos désirs est entre les mains de Vos Magestés et dépend de vos volontés. Si vous laissez eschapper ceste belle prise, je me désespère que vous la puissiez jamais ratrapper. Mais, Madame, le fond est de se haster, et de tenir ceste menée aussi secrète que Vos Magestés désirent les susdictes choses sortir à bon effect. Depuis le partement de Frégouse, je me suis assemblé encores ung coup secrètement avecques le conte Ludowig, où nous avons durant l'espace de sept à huict heures débattu et discourru sur les entreprinses qu'il a en main (qui sont asseurément grandes et belles) et sur les conditions qu'on pourroit mettre en avant entre le roy et le prince d'Orange sur ce faict. Nous les avons mis par escrit partie de sa main, partie de la mienne. Ledict conte les a signé affin seulement que j'en pourrois asseurer le roy pour tant plus faciliter les choses icy dessous mentionnées.

Les conditions sont :

En premier lieu le prince d'Orange ou quelqu'ung de ses frères ayant pouvoir de luy, promettera qu'en cas que le roy vouldroit dès à présent se déclarer et prendre ouvertement les armes contre le roy d'Espaigne, en faveur de ceulx du Pay-Bas, et du dict S^r^ prince d'Orange, les pays de Hollande et Seeland seront mis en la subjection du roy, aux conditions qu'ils seront maintenus en tout et par tout avecques leurs anciens libertés et priviléges, et que l'exercice de la religion catholique et reformée (ainsi l'appelle il) sera permis et libre à ung chacun, tant aux villes qu'ès lieux du plat pays. Et au cas que S. M. ne se vouldroit déclarer ouvertement, ains seulement trois cent mille florins d'Allemaigne fournir (qu'est la somme sur laquelle il faict instance), ledit S^r^ prince, ou celuy de ses frères qui aura pouvoir de luy, promettera que toutes les villes et places qui seront prises au Pays-Bas, depuis l'accord conclu et asseuré entre le roy et ledit S^r^ prince, demeureront en l'obéissance de S. M. avecques les conditions mentionnées cy dessus, touchant les pays de Hollande et Seeland.

Et là où il avint que ledit S^r^ prince ou ses adhérans ne prinsent aulcune ville ou place d'importance (dedans certains temps) après le susdict accord, ledict S^r^ prince et ses adhérans ne seront néantmoins tenus et obligés de mettre (le susdict terme expiré) en l'obéissance du roy les pays de Hollande et Seeland.

Comme ledict S^r^ prince et ses adhérans seront tenus de faire pareillement, le cas advenant que les villes et places d'importance prises depuis le susdict accord vinssent d'estre reprises par force ou aultrement, ou

qu'elles fussent abandonnées par ledict S[r] prince ou ses adhérans : le tout aux conditions que dessus; et ce affin que S. M. soit asseurée d'ung certain fruict pour l'advencement qu'elle aura faicte de ses deniers.

Ledit S[r] prince et ses adhérans seront obligés pareillement de n'entrer (après le susdict accord arresté) en aulcun traicté de pacification, moins en aulcun accord avecques le roy d'Espaigne ou tel aultre que ce soit, sans le sceu, gré, et congé dudict S[r] roy de France.

Et pour prévenir le doubte que S. M. pourra concevoir que ledict prince d'Orange ayant occupé les places, les vouldroit guarder pour luy et point satisfaire à l'accord, on fera tant que quelque prince d'Allemaigne stipulera et respondra au roy pour ledict S[r] prince et ses adhérans et s'obligera ledict prince d'Allemaigne, au surplus, d'assister S. M. de faict et de force à contraindre le susdict prince d'Orange et ses adhérans de satisfaire et accomplir de tout en tout les susdictes conventions. — Madame, ces conditions susdictes ne vous obligent à rien, et n'ont esté traictées par moy avecques ledict conte Ludowig à aultre intention que pour faciliter la résolution du roy sur ce faict. Mais ledict conte m'a dict plus de vingt foys, s'il n'auroit bien tost une résolution de V. M., qu'il prendroit party et qu'il ne pensoit estre obligé à rien, si on trénoit ces choses à la longue. A raison de quoy, je vous supplie très-humblement de m'advertir promptement de ce que j'y auray à faire et de la résolution du roy sur lesdittes conditions. V. M. communiquera, s'il vous plaist, la présente au roy, veu que je ne luy parle de ce faict en nulle façon par la lettre que je luy escris. J'espère, si V. M. faict confidamment communiquer ce que dessus à Monseigneur, qu'il vous supplira du bon cueur et de toute son affection, de ne perdre ceste occasion, par le moyen de laquelle il se pourra venger des malheureux offices que luy faict le trompeur Espagnol. Or je cognois à toutes les actions, négociations et déportements dudict conte Ludowig, qu'ils sont résolus (pour le moins bien fort enclins) à embracer une pacification au Pays-Bas, moyennant qu'elle soit quelque peu honorable et qu'ils y voyent de la seurté. Lesquelles deux choses ils se promettent consister en l'authorité, parolle et foy des électeurs et princes d'Allemaigne, que l'Empereur faict estat de faire interposer pour l'observation de ce qu'il leur sera promis par le roy d'Espaigne. A quoy les indurroit encores beaucoup d'advantage la mort du duc d'Albe qu'on publie ici pour tout certaine. Bien est vray que la retenue des gens de guerre que le roy d'Espaigne faict, les tient en une extrême deffiance, considérant mesmes la grande longueur de temps qui se passera avant que les princes d'Allemaigne se resolvent par ensemble sur ce faict. Sur

quoy, je n'ay failly de bien remonstrer et par vives raisons audict conte Ludowig, que toutes ces honestes offres n'estoient que pour abuser les princes d'Allemaigne, tromper et amuser le prince d'Orange et luy ; et par ces ruses détourner et annéantir touts les desseins qu'ils pourroient avoir en main. Voyez là, Madame, parquoy il ne fault perdre temps, ains battre le fer durant qu'il est encores chaud. Si je sçavois par mon sang et le hasard de ma vie advancer le bien et le service du roy et de Messeigneurs ses frères, je m'y employerois encores plus librement que je n'escry icy.

En cest endroict je metteray fin à la présente, après avoir supplié très-humblement Vostre Magesté qu'il vous plaise user d'une prompte résolution en l'affaire du prince d'Orange, et de renvoyer le plustost qu'il sera au monde possible le S[r] Frégouse par devers le conte Ludowig, pour luy donner une asseurée responce de l'intention et volonté du roy. Sur ce je prieray le Créateur, etc.

Ce 23[e] de mars 1573.

LE ROI A SCHOMBERG.

Monsieur de Schomberg,

Entre autres poincts que le gentilhomme pollonois qui a esté dépesché par deçà m'a faict entendre pouvoit grandement servir à promouvoir l'élection de mon frère le duc d'Anjou, il m'a dict qu'il seroit bien à propos si aucuns des princes de la Germanye envoyoient des lettres aux protestans ou évangelistes de Pollongne, qui puissent estre entre leurs mains avant la tenue ou séparation de la prochaine diette qu'ilz doibvent faire au mois d'avril prochain, par lesquelles ilz tesmoigneroyent le désir qu'ilz sçavent que mon dict frère et moy avons qu'il parvienne à cette couronne, pour la bonne affection qu'il a, y estant parvenu, de les conserver comme tous les autres peuples du pays au mesme estat qu'ilz sont à présent. Et que mon dict frère est fort esloigné de la cruauté et inhumanité que ceux qui sont envieux de sa grandeur ont voullu malicieusement semer par delà estre en luy, mais au contraire plain de toute douceur, ainsi que avec gracieuses façons en donnera assez de tesmoignage. Et l'honneste et gracieux acueil qu'il faict à ung chacun, duquel il s'est attiré jusques icy et attire journellement l'amitié et bien-

veillance d'une infinité de personnes, qui ne remarquent nulle autre vertu tant apparente en luy que celle de la grande humanité et douceur de laquelle il est heureusement doué, ne pouvant la rechercher si parfaicte en nul autre prince de la chrétienté, quel qui soit. Et que, au demeurant, une grande diversité de lettres qui ont esté envoyées d'Allemaigne en Pollongne, contenant plusieurs choses diffamatoires contre mon dict frère pour empescher son eslection, sont malicieusement controuvées. Et pour ce que je ne saiche point aucun des dicts princes de la Germanye qui plus volontiers voulussent donner ce tesmoignage, que mes cousins les duc Casimir et lantgrave de Hesse et mon cousin le conte palatin, à l'instigation et persuasion que luy en pourra faire son dict filz, pour la particulière amitié que je me promects d'eulx, mesmement desdicts Casimir et lantgrave : à ceste cause, je vous prie que vous leur en tenez propos et faictes tant, s'il est possible, qu'ilz escripvent des lettres de ceste substance aux dicts protestans et évangelistes de Pollogne, à quoy je pense qu'ilz se résoudront d'autant plus volontiers qu'ilz cognoistront me faire en cela autant grand plaisir que en autres choses qu'ilz sçauroyent faire pour moy en ce monde, comme je désire que vous le leur faictes bien entendre. (Suivent dix lignes en chiffres.) Si vous pouvez obtenir que les dicts princes escripvent ces lettres comme je vous prie d'y travailler autant qu'il vous sera possible, il faudra que vous regardez par mesme moyen de donner ordre à les faire tenir le plus promptement que faire se pourra. Et pour y estre mieux aydé, je vous envoye des lettres de créance pour les susdicts princes, avecq une autre que la royne madame ma mère escript à mon cousin le lantgrave de sa propre main, qui est tout ce que je vous diray, priant Dieu, M. de Schombert, qu'il vous ayt en sa garde.

Escript à Fontaynebleau, le 17[e] jour de mars 1573.

Je pense que mon cousin le duc Jehan Guillaume de Saxe seroit bien contant pour l'affection qu'il me porte et la prospérité de mes affaires, d'escripre de son costé aux dicts protestans et évangelistes, si que ses lettres seroyent de grand prix auprès d'eulx, au moyen de quoy je luy escripts un mot de créance sur vous, comme aux autres, pour luy en parler, faignant avoir charge de le visiter de ma part comme les autres, et que à ceste fin vous l'allez trouver, ce que je désire que vous faictes en continuant vostre voyage, après avoir veu mes cousins le duc Casimir, conte palatin et lantgrave de Hesse, qui sera toujours sur vostre chemin, comme il me semble, pour vous aprocher de la maison de mon

cousin l'électeur de Saxe. Et touttefois là où vous cognoistriez que mon dict cousin l'électeur ne prist pas à plaisir que vous eussiez esté devers mon dict cousin le duc Jehan Guillaume, pour la mauvaise intelligence qui s'est cy devant dict estre entre eulx deulx, vous regarderez en ce cas de luy envoyer la dicte lettre de créance et de prendre quelque honneste excuse de ce que vous ne le pourrez aller trouver, en luy exposant par lettre vostre créance, pour l'induire à escripre aux susdicts protestans de la sustance contenue cy dessus; et les priant de vous vouloir envoyer la coppie de celles qu'ilz escripvront pour me les envoyer. Au surplus pour ce que l'on pourroit parler des gentilshommes qui ont esté despeschéz par deçà de la part de l'Empereur, monsieur mon beau-frère, qui sont le Sr Huan son grand escuyer et le Sr de Tanneberg, vous scavez du premier l'occasion de son voyage, qui a esté pour tenir sur les saincts fons de baptesme, au nom de l'impératrice, la fille qu'il a plu à Dieu de me donner ; et quant à l'autre, il est venu de la part du roy de Hongrie pour nous visiter et conjoyr de l'heureux accouchement de la royne ma femme, sans que l'un ny l'autre ayt eu charge d'autre affaire ou négociation. C'est ce que j'ay eu à adjouster à la lettre cy dessus.

SCHOMBERG AU ROI.

SIRE,

J'ay reçu vostre lettre du 17 le mesme jour que partoit l'homme qui porte à Vostre Magesté les miennes du 23, et ay entendu tout au long vostre intention, assavoir que j'aye à mettre peine d'induire le conte palatin, duc Jan Casimir, landgrave et duc Jan Guillaume à escrire des lettres en la substance contenue en vos susdictes aux protestans de Poulogne. Je supplie très humblement V. M. de me faire cest honneur que de vous asseurer que je n'oubliray rien que je penseray pouvoir servir pour effectuer vostre susdit commendement, n'ayant rien en ce monde si cher ny tant devant les yeulx et dedans le cœur et l'âme, que de bien et fidellement servir V. M. Et m'asseure certainement, si on eust faict porter ceste parolle au conte palatin et à son fils, avant que ledict conte palatin eust accordé à l'Empereur d'intercéder pour l'archiduc Ernst, qu'il nous eust gratifié de bon cueur. Mais d'en requérir à

ceste heure ledit conte palatin, ce seroit le prier de son deshonneur, veu qu'il a envoyé son ambassadeur (qui ne vous gastera rien) en faveur de vostre compétiteur. Quant au duc Jan Casimir, c'est chose du tout asseurée qu'il n'y aura pas faulte de bonne volonté en son endroict ; mais je ne sçay s'il l'osera faire, pour le respect de son père et beaupère, qui intercèdent pour l'aultre : joinct qu'il me souvient l'avoir dernièrement ouy dire qu'il n'avoit aulcune cognoissance du monde avecques les seigneurs Poulonnois. Toutesfois je luy ay envoyé ung gentilhomme qui est avecques moy, par lequel je luy ay escrit une bien fort ample lettre, luy remonstrant non pas seulement les raisons contenues dans la vostre (qui sont celles mesmes qu'il m'a dict avoir rendu son père si difficil à se résouldre s'il y debvoit envoyer ou non en faveur de l'Empereur), mais une infinité d'aultres. Adjoustant à la fin, encores que rien ne peult commouvoir son père à luy permettre ceste intercession, que pour le moins debvroit induire sondit père à ne l'en empescher point ceste seule raison, que telles lettres de faveur fairoient tant plus aysément digérer à V. M. la pillule que les électeurs vous faisoient avaller par ce qu'ils intercèdent pour ledit archiduc Ernst, rival de Monseigneur vostre frère. Je me suis advisé encores d'ung aultre moyen, qui servira grandement à lever ces malheureuses impostures des cœurs desdits évangelistes, assavoir que le landgrave (qui cognoist quelques ungs des palatins), oultre qu'il leur escriroit en la substance portée par vos lettres, il leur envoyast ung double du rapport que le Sr de la Personne a faict au conte palatin (comme j'ay faict entendre à V. M. en ma susdite lettre du 23) et duc Casimir du traictement que receoivent ceulx de la religion en France. J'ay escrit audit duc Jan Casimir qu'il luy plaist faire entendre audict Sr de la Personne l'intention de V. M., portée par mes lettres, affin qu'il adjoustast au susdict rapport un ample discours et tesmoignage (comme il sçaura faire bien à propos) de la doulceur, humanité, clémence et gratieuses façons de Monseigneur. Je n'ay pas pensé aussy qu'il fust hors de propos, si ledit Sr de la Personne avoit quelques cognoissances en Poulogne, qu'il leur en fist une bien bonne lettre conforme à son rapport, ou au cas qu'il n'y cogneust personne, qu'il en escrivit bien au long au Sr de Seschelles (qui est auprès de M. de Valence) en manière d'advis qu'il luy donneroit sur les affaires de la France. A raison de quoy j'en ay escrit au dit Sr de la Personne, luy remonstrant l'agréable service qu'il feroit à V. M. et Monseigneur : et l'ay prié de m'envoyer le double de la lettre, laquelle toutesfois je n'envoyeray pas en Pologne, que je n'ay sçeu de V. M. que vous l'ayez pour agréable. Je conjoindré le tout que

dessus avecques les lettres du landtgrave, au cas que nous en obtenions, qui sera chose bien fort malaysée ; il reculera de s'y embarquer tout seul, car le duc Jan Guillaume est mort, comme j'ay mandé à V. M. par cy devant. Pour le moins solliciteray-je ce faict d'aussi ardente affection que j'ay faict en ma vie chose : et ce, tant pour suivre l'intention de V. M., que pour tascher à faire cognoistre à Monseigneur que le cueur me baste de rendre les choses impossibles aysées et faciles, quand il est question de son service. Je m'asseure aussy que les lettres que Sturmius a escrit à quelques protestants de la Poulogne, comme j'ay mandé à V. M. par ma lettre du 23, serviront de beaucoup. Je n'ay aussi point voulu faillir à dépescher homme exprès, aussi tost que j'ay receu vos lettres, vers M. de Valence, pour l'advertir comme monsieur de la Noue, la Rochechesnart et quelques aultres des principaulx gentilshommes qui estoient dedans la Rochelle estoient sortis et retirés auprès de Monseigneur, pour se tenir à la composition qui avoit esté offerte aux Rochellois, m'asseurant que ces nouvelles là luy serviront plus que lettres qu'on sçauroit envoyer par delà. V. M. a au surplus peu amplement entendre toutes les occurrences de pardeçà par madite lettre du 23. Depuis ledict temps il n'est rien survenu de nouveau à ma cognoissance que je pense mériter que V. M. en doibve estre adverty, si non que j'ay receu yher des lettres de bien bon lieu de nos quartiers ; par icelles on me mande du voiage de l'électeur de Saxe ce que s'ensuit, en ces propres termes, mais en alleman :

Nous avons entreprins notre voiage de l'Austriche en si grande haste, que nous n'avons pas eu loysir d'en advertir nos amys, qui en sont tout plain scandalisés ; s'il n'a servy à aultre chose, pour le moins a-t-il apresté à parler aux gens, qui en font des estranges discours, à ce que nous entendons. Et à dire la vérité, ils en ont raison : mais je vous asseure que le fruict dudict voyage n'est pas tel et si grand comme on le crye partout, si ce n'est qu'en iceluy nous avons conceu une asseurée opinion de voir bien tost une bonne paix au Pays-Bas, et qui sera plus ferme et plus stable qu'on n'a accoustumé d'en voir ailleurs. Quiconque a donné ce conseil au roy d'Espaigne, celuy est ung sincère amy dudict roy d'Espaigne et de toute sa maison. Car par ce moyen il l'a raproché de trois degrés au siége dont les cruaultés du duc d'Albe l'avoient quasi du tout déjetté et déboutté. Vous estes trop dégoustés, vous n'en avez pas voulu : prennez garde que vous ne vous en repentiez, mais ce pourra bien estre trop tard : il ne tient qu'à nous n'aggrandissions bien nostre pays de Meissen ; mais si on me croyt : *Unusquisque erit sua sorte contentus ; tu vero nosti hominis ingenium.*

Sire, par ce que dessus V. M. jugera bien aysément ce que pourra avoir esté traicté à Vienne, dont j'espère estre mieulx informé ; mais fault que je parle à l'homme qui m'a escript la susdite lettre. Par une aultre lettre, on me mande entre aultres choses que le marquis d'Ansbach a faict porter parolle à l'électeur de Saxe, pour faire ung marché par ensemble des terres que le dit marquis d'Ansbach a en Silesie, mais qu'on n'est pas encores bien résolu d'y entendre. Qu'est cause que je ne puy comprendre, si l'homme qui m'escrit la première lettre veult parler de ce marché icy (quant il faict mention de l'augmentation de la Misnie) ou de l'engagement que l'Empereur veult faire à l'électeur de la Silésie, pour les occasions contenues en madicte lettre du 23. Je ne fauldray au reste, Sire, au partir de la court du landgrave, vous informer particulièrement et par homme exprès de tout ce que se sera passé entre ledict landgrave et moy : comme je feray pareillement de toutes aultres choses qui viendront à ma cognoissance et que je sçauray estre véritables et lesquelles je penseray mériter de vous estre communiquées. En attendant je priray le Créateur,

Sire, qu'il luy plaisse, etc.

De Frideberg, le 26e de mars 1573.

SCHOMBERG A LA REINE MÈRE.

Madame,

Votre Magesté cognoistera par les lettres que j'escris au roy, comme les vostres qu'il vous a pleu envoyer au lantgrave ont porté bonheur. Car ledict lantgrave vous accorde tout ce que vous demandez et mieulx avecques, encores que ce ne soit du tout en la forme que vous m'avez prescript : asseurez vous, Madame, qu'il pense bien vous rendre ung suffisant et seur tesmoignage de la très-fidelle affection qu'il porte au service de Vos Magestés et à l'advancement de la grandeur des Monseigneurs vos fils, les ducs d'Anjou et d'Alançon : se persuadant qu'il ne peult promouvoir les affaires de celuy-là, sans se mettre en ung fort dangereux hazard (à cause de la maison d'Austriche), ny embrasser le négoce de cestuy-cy, sans encourrir ung très-grand blasme à l'endroict de tous les protestans. Car veu que les princes de pardeçà tiennent la

menée (qu'ils disent s'estre brassée entre les ambassadeurs d'Espaigne, d'Escosse et ung quidam de vostre royaulme, duquel bruict je vous ay desjà adverty en ma lettre du 23 passé) aussi certaine comme ils s'asseurent de mourir ung jour, il présuppose que tout le monde luy objectera qu'il aide à endormir par ce beau traicté de mariage la reyne d'Angleterre, pour luy faire mettre la corde au coul. Mais nonobstant tout cela, il dict qu'il vous veult faire cognoistre à l'œil ce que le roy et Monseigneurs ses frères doibvent et peuvent attendre de luy, alors que quasi tout le monde faict mine de leur en vouloir. Il crainct infiniment que le roy d'Espaigne ne vous donne sus les doits : c'est la raison pour laquelle il empesche à son possible la pacification du Pays-Bas. Il a faict tout ce qu'il a peu pour en dégouster le conte Ludowig : mais ledict conte luy a dict rondement que ce n'est en sa puissance d'empescher son frère le prince ni les estats de Hollande et Zeeland qu'ils n'y entendent, si ce n'est que bien tost, et avant que les électeurs et princes envoyent au Pays-Bas, on entrast au party que sçavez avecques le roy. Ledict landtgrave m'a donné chairge au surplus de vous mander que vous ayez l'œil soigneusement sur l'armée de mer que les Espaignols et Portugalois dressent ensemblement, sur prétexte de vouloir attaquer le Turcq du costé de l'Affrique : que vous preniez guarde que ce ne soit au l'opposite de l'Affrique qu'ils en veulent. Il se doubte fort qu'on ayt parlé d'ung roy des Romains à Vienne ; toutesfois n'en sçayt-il que juger. Car l'électeur a destourné son chemin de deux journées, pour ne passer par Prague, où l'archiduc Rodolf l'attendoit en bonne dévotion, qui s'est tout plein scandalisé de ce détour, à ce que les agents du landtgrave, qui sont audit lieu, luy mandent. Ledit landtgrave se monstre avoir aussi grande affection de vous mettre au dessus du désir que vous sçavez, que vous pourriez souhaiter d'ung de vos plus proches parents. Et m'a dict : Si le roy sçayt conserver aussi bien les cœurs des princes, comme il les commence à bien regaigner, qu'il espère que Dieu exaucera ses très-ardentes prières qu'il luy faict continuellement pour l'advancement de ceste grandeur de Sa Magesté. Ledict landgrave a eu nouvelles (mais poinct de l'électeur) que l'Empereur aye vendu la haulte et basse Lusatie à l'électeur de Saxe pour la somme de six cent mille florins. Je crois que c'est ce dont on me parle en la lettre de laquelle j'ay faict mention en la mienne du 26 du passé. Le landtgrave escrit à V. M. et vous supplie de très-grande affection que pour faire amortir et esvanouir l'altération qui a esté suscitée aux cœurs des princes protestans par les derniers événements de la France, il vous plaise faire, en sa faveur et

pour l'amour de luy, tant envers le roy, qu'il luy plaise reprendre en grâce les enfans de l'admiral, et leur pardonner la faulte du père; adjoustant que les princes avoient délibéré d'intercéder unanimement pour eulx, n'estoit la craincte qu'ils avoient que les envieux de la commune amitié entre le roy et les princes ne l'interprétassent comme si les princes faisoient ceste requeste, de laquelle ils se doubtoient bien d'estre refusés, seulement à ceste fin qu'ils eussent dadvantage d'occasion fondée sur ce refus de se formaliser pour les huguenots. Secondement, il supplie très-humblement V. M. d'intercéder envers monsieur de Savoye pour madame l'admiralle. Tiercement, il supplie très-humblement le roy, qu'il plaise octroyer une main levée et permission de vendre ses biens au docteur Hottoman, duquel il s'est tousjours servy durant la vie de son père, et se sert encores aujourd'huy contre les contes de Ditz et en aultres affaires, qu'il dict luy estre de très-grande importance. Il m'a dict librement qu'il pense avoir faict cognoistre à V. M. par effect, et non pas par parolles, qu'il vous est très-serviable et très-loyal amy; qu'il espère et se persuade asseurément le mesmes de V. M. et, quand il en aura veu la susdicte preuve, qu'il n'y aura hazard ou dangier tel qui soit, auquel il ne se soubmette gaillardement et sans marchander toutes et quantes fois qu'il en sera requis par V. M. Il n'a jamais voulu laisser partir celuy qu'il envoye vers la douériere de Braunswicg, sœur de l'infante de Poulogne, si premièrement je ne luy aye promis et juré de vous faire entendre ce que dessus de sa part, et oultre et pardessus ce qu'il vous en escrit. Pourtant je supplie très-humblement, Madame, V. M. de ne le prendre en aulcune mauvaise part: vous jurant Dieu, que c'est à mon grand regret que je vous porte ceste parolle. Or il supplie très-humblement V. M. de luy donner une prompte et benigne résolution sur sa requeste. A raison de quoy V. M. advisera s'il luy plaist, et me mandera quelle responce je luy doibs faire sur ceste demande, affin qu'il ne m'attribue pas que je n'aye faict entendre sadicte requeste à V. M. Car ceste opinion m'osteroit tout le moyen et faveur de jamais rien obtenir de luy de tout ce dont je le pourrois solliciter pour le service du roy ou de Monseigneur. Je vous asseure, Madame, que ledit landtgrave s'attend bien de honorablement recevoir et traicter Monseigneur et tous les princes, seigneurs et aultres, qui seront en sa compagnie, s'il passe par l'Allemaigne pour aller en Poulogne. Touts les propos, que nous avons eu ensemble durant le repas que nous avons faict avecques luy, n'ont esté d'aultre chose que des honneurs, pompes et magnificences dont il se délibère sur ladite réception. Il ne

m'a pas parlé de l'argent qui luy est deu, ny des chiens : mais bien des chevaulx, me priant d'en toucher ung petit mot à Vostre Magesté. Au demeurant, j'ay pensé faire ung très-signalé service au roy de faire retourner de pied court en Poulogne le conte Basdrosof, nourriture du feu roy Henry, après l'avoir bien instruict, comme j'ay faict, de tout ce que j'ay pensé estre propre pour oster au Lasqui et aultres la sinistre opinion qu'ils avoient conceue. Il m'a promis et juré en la main qu'il fera cognoistre à VV. MM. et Monseigneur que le pain du roy n'a pas esté mal employé en son endroict. Je l'ay défrayé à Cassel, et luy ay adjoinct ung de mes gens auquel j'ay baillé argent pour faire sa dépense jusques sur la frontière de Poulogne, comme je fais pareillement défrayer le secrétaire du Lasqui par porteur de la présente, qui est le frère du docteur Languet, et ung de mes plus confidans domestiques que j'aye, qui est la cause que je luy ay commis quelques particularités des propos du landgrave, pour les faire entendre à V. M. Je supplie au reste très-humblement à V. M. d'avoir esgard aux très-grands frais qu'il me convient faire, lesquels ne consistent pas seulement en ma dépense ordinaire, qui m'est pour plusieurs raisons quasi insupportable, mais aussi en infinies aultres mises, et voyages de ceulx qu'il fault que j'envoye ordinairement vers touts les coins de l'Allemaigne, ainsi que V. M. peult cognoistre par ma négociation. Il me semble, Madame, que l'importance de vos affaires mérite bien qu'on ne les laisse en arrière par craincte de trop grande dépense. Madame, le Lasqui faict proposer en secret ung certain poinct à V. M., à quoy je vous supplie très-humblement de bien penser, car il est de bien fort grande conséquence et mérite une bonne et meure délibération, et en peult venir ung grand bien à vos affaires, si bien se doibt appeler les empêchements et traverses qu'on donne aux progrès des desseins de nos adversaires. Or en ce endroict je finiray la présente, priant le Créateur, etc.

Daté de Nidergangen, le 5 d'apvril l'an 1573.

SCHOMBERG AU DUC D'ANJOU.

Monseigneur,

Vous cognoisterez par la lettre que j'escris au roy et de laquelle je vous envoie ung double, l'entière et sincère affection que le landtgrave porte à l'advencement de vostre grandeur : vous entenderez pareillement par icelle quelle voye il tient pour satisfaire à ce dont Leurs Magestés l'ont requis pour vostre regard. Il n'est pas moins prest de l'employer pour Monseigneur le duc. Je vous asseure, Monseigneur, que vous avez ung très-fidel et parfaict amy en luy, et vous pouvez hardiment faire estat de luy. Vous ferez beaucoup pour vos affaires de pardeçà de tenir la main que Leurs Magestés le gratifient en tout ce qu'il leur sera possible au monde. Car il a le moyen de s'en revancher par plusieurs bons offices : oultre cela il a la fleur de lis engravée dans le cueur et est ennemy criminel de tous les ennemis du sang de France. Il se délibère bien de vous honorablement recevoir et traicter, si vous passez par l'Allemaigne pour aller en Poulogne, et est homme qui vous pourra bien mener jusques par les frontières. Je n'ay pas encores seu la résolution du duc Jan Casimir ; en attendant, je vous envoie le double de la lettre que je luy ay escrite sur ce que Leurs Magestés m'ont mandé du 17 du moys passé. Le landsgrave crainct infiniment que le roy d'Espaigne ne donne pas les doits au roy : c'est la raison pour laquelle il empêche à son possible la pacification du Pays-Bas : il prie aussi le roy de prendre bien garde et avoir l'œil soigneusement sur l'armée de mer que les Espagnols et Portugalois dressent ensemblement sus prétexte de vouloir attaquer le Turq du costé de l'Affrique : affin que ce ne soit à l'opposite de l'Affrique à qui ils en veulent. Vos compétiteurs et leurs adhérans continuent tousjours à semer des calomnies nouvelles. J'ay envoyé à M. le conte de Retz ung certain escrit en forme de réplique sur les conditions proposées aux estats de Poulogne en vostre faveur, lequel m'a esté baillé par le conte de Rasdrosof, mentionné en la lettre du roy, qui m'a asseuré que cela estoit sorti de la chancellerie de l'Empereur. Monseigneur, je ne vous fais aulcune mention de ce que ledict conte a apporté de la part de Lasqui, car le secrétaire dudict Lasqui faict estat de vous aller trouver jusques au camp, pour vous faire tout au long et bien particulièrement la charge qu'avoit ledict conte, lequel j'ay persuadé de tourner bride pour rapporter audict Lasqui et aux aultres palatins ce qu'il a entendu

de moy : luy donnant ma foy et mon honneur pour gage que tout ce que je luy ay dict et déclaré sur ce dont il estoit en doubte, contient la pure vérité. Or veu ce que je vous mande touchant le landtgrave en ceste lettre, je prens la hardiesse de vous supplier que la présente ne vienne en aultre main ; ains qu'il vous plaise la jetter au feu, ensemble le double de la lettre que j'escris au roy.

Sur ce je prieray le Créateur, etc.

De Nidergangen, ce 4 d'apvril 1573.

MÉMOIRE ENVOYÉ DE LA PART DU ROY A MONSIEUR L'ÉVESQUE D'ACQS, SUR CE QU'IL DOIT DIRE AU GRAND SEIGNEUR POUR L'ESTABLISSEMENT DES PALATINS DE VALACHIE, EN CAS QUE MONSIEUR LE FRÈRE DU ROY FUST ÉLEU ROY DE POLOGNE.

Registre des dépêches receues et envoyées au voiage et légation de monseigneur messire François de Noailles, évesque d'Acqs, conseiller au conseil privé du roy. — Archives du château de Maintenon.

Depuis le partement de Germiny, qui est allé trouver l'évesque de Dacqs avec ample mémoire et instruction des choses que Sa Magesté entand que ledict évesque poursuive et sollicite envers ledict Grand Seigneur, est arrivé le secrétaire de l'évesque de Valence, conseiller en son conseil privé, qui est à présent en Poloigne, aiant rapporté de la part de son maistre, que l'ung des poinctz principaulx que désirent et requièrent les estatz de Poloigne, et pour lequel ilz condescendront voluntiers à eslire Monseigneur pour leur roy, c'est qu'il obtiene dudict Grand Seigneur que estant faicte l'élection de mon dict seigneur, il consente qu'il mete et establisse des palatins au pais de Valachie, ainsi qu'il souloit estre faict le temps passé, au lieu que ledict Grand Seigneur les y establit à cete heure. Lesquelz palatins luy paieront les mesmes droictz et tributz que font à présent ceulx qui sont mis de luy, sans qu'ilz entandent en estre riens diminué. Chose que Sa Magesté a jugé de si grande importance pour le bien et la grandeur de mon dict seigneur (qu'elle désire infiniement), qu'elle a vouleu envoyer de nouveau ce mémoire au-

dict Germiny, par lequel elle luy donne charge de faire entandre ce que dessus audict évesque de Dacqs, luy dire qu'elle veut qu'il supplie de sa part ledict Grand Seigneur, qui pour la bonne et sincère amitié qu'il a avec cete couronne, il a toute occasion de souhaitter la grandeur de mon dict seigneur, de vouloir accorder l'establissement des palatins, en cas que mon dict seigneur soit roy de Poloigne, chose à quoy Sadicte Magesté estime qu'il ne se randra pas fort difficile, tant à cause de ce qu'en ce faisant il n'aura aucune diminution de ce qui luy est annuellement paié, pour ce que les dictz y satisferont comme il se faict à présent, que aussi de ce que ce sera une occasion de tenir les peuples du pais de Valachie en quelque plus grand contantement, et éviter les inconvénians qui sont cy devant advenus, aiant esté tués par lesdicts peuples aucuns des palatins qui y ont esté establis par ledict Grand Seigneur, à cause qu'ilz souffrent mal voluntiers estre soubz leur commandement. Ce que ledict évesque de Dacqs remonstrera sagement et affirmera quant et quant que accordant ce que dessus le Grand Seigneur, mon dict seigneur n'establira jamais en ladicte Valachie palatins de la fidellité desquelz il ne puisse estre autant asseuré que de ceux que luy mesmes y auroit mis. Pourra adjouster que n'estant possible d'eslire aucun prince en toute la chrestienté roy dudict Poloigne, de l'amitié duquel ledict Grand Seigneur puisse estre tant asseuré que de cele de mon dict seigneur, il ne doibt faire difficulté d'accorder les choses qui le peuvent faire parvenir à telle dignité, car ses pais demeureront en ung plus asseuré repos, et auront moins à craindre de la chrestienté que jamais.

Outre cela, que ledict Germiny donnera entandre audict évesque d'Acqs, que Sa Magesté désire qu'il face tant, s'il est possible, que ledict Grand Seigneur envoiant ses ambassadeurs en Poloigne soubz couleur de se condouloir de la mort du feu roy, il leur donne charge de dire aux estatz dudict pais, qu'il souhaitte qu'ilz eslizent ung roy qui luy soit bon voisin, et qu'ilz ne pourroient eslire tel comme la personne de mon dict seigneur, soubz le règne duquel ses pais seroient pour vivre en continuelle paix et tranquilité avec ledict royaulme de Poloigne, à cause de la bonne, parfaicte et scincère amitié qu'il porte à la maison de France et ceulx qui en sont, sans que lesdictz ambassadeurs usent d'aucuns propos par lesquelz il puisse sembler auxdictz Polonois que ledict Grand Seigneur les vouloit comme bravement induire à eslire mon dict seigneur pour leur roy, et ce d'autant que ledict évesque de Valence a cogneu que le faisant autrement et ne leur en estant parlé avec toute doceur, lesdictz Polonois (qui sont fort courageus et ne veulent

poinct estre conduictz par braverie) seroient par tel moien plustost refroidis que eschauffez à favoriser mon dict seigneur en ladicte élection, pour la recommandation dudict Grand Seigneur. Et si par l'autre mémoire et instruction que emporte ledict Germiny, il estoit mandé audict évesque de Dacqs de faire faire autre office et instance par ledict Grand Seigneur envers les Polonois que de la façon contenue au présent, pour n'avoir lors Sa Magesté esté si bien informée des affaires du pais qu'il l'est à présent, ledict évesque de Dacqs se réduira et conformera à ce qui est porté par ce présent mémoire et aussi à ce que luy sera mandé et escript par ledict évesque de Valance, s'emploiant d'obtenir dudict Grand Seigneur les choses dont il luy donnera advis estre besoing favoriser l'élection de mon dict seigneur de ce cousté là. Et pour ce que ladicte élection se fera à la fin de fébvrier ou au commancement de mars, avant lequel temps il seroit bien requis que ledict Grand Seigneur eust accordé le susdict établissement de palatins au pais de Valachie, Sadicte Magesté désire que ledict évesque d'Acqs face tant par sa grande prudence et tous ses dextres moiens, dont il se confie beaucoup, qu'il l'obtienne, s'il est possible, avant ledict temps, afin que en donnant advis audict évesque, de Valance, comme il est besoing qu'il face et de toutes choses qu'il aura négotié envers ledict Grand Seigneur pour cet affaire, il s'en puisse prévaloir au temps de ladicte élection, qui sera ung service si digne faict par ledict évesque de Daqs, que Sadicte Magesté pour le grand fruict qui en proviendra en aura une perpétuelle souvenance, luy voulant bien dire de rechef, pour estre ce poinct de la Valachie le seul qui peut indubitablement faire parvenir mon dict seigneur à cete couronne, qu'il n'oublie riens de toutes les sages et prudentes persuasions dont il se pourra bien adviser pour induire ledict Grand Seigneur à l'accorder, de sorte que par ce moien Sadicte Magesté puisse recepvoir la plus grande satisfaction et contentement qu'il pourroit jamais avoir en ce monde, voiant mon dict seigneur coloqué en telle dignité par elle.

Faict à Paris, le dix-septiesme jour de décembre 1572.

CHARLES.

BRULART.

IX

DIÈTE D'ÉLECTION

M. DE VALENCE A M. DE LANSSAC.

Arch. hist. du Dépôt de la guerre. Dépêches et mémoires des ambassades de François et de Gilles de Noailles, vol. 7, p. 496.

Monsieur,

J'ay par trois fois changé mon oraison et pour la matière et pour les parolles, tant j'ay esté combattu de divers advis et oppinions. Je m'attendois à m'en résouldre quand j'aurois veu ce que monsieur de Pibrac a peu escrire selon les mémoires que j'envoyay pardelà, et voiant qu'il n'en venoit point de nouvelles et que le jour s'aprochoit, je n'ay peu plus différer à y mettre la main, et ne l'ay achevée que de ce jour. Sur cela me voy-je accablé d'une difficulté qui me remet à l'impossible ; c'est que si après avoir le temps de la bastir et de l'apprendre par cœur, et quand cela ne m'empescheroit point, il y a deux autres difficultés que je n'y trouve point de remède : c'est qu'après l'avoir prononcée en latin il me la faut bailler traduite en pollac par quelque habile homme. Vous pouvez penser combien il sera mal aisé que je trouve homme à qui je me puisse fier ; mais ce n'est pas tout, car il en faut bailler deux cens copies en chacune des langues ou ne faire rien qui vaille : considérez là dessus où je trouveray si grand nombre d'écrivains ? croiez, Monsieur, que je ne fus jamais si près de recevoir une honte que à ce coup icy, que cent fois le jour je crie que Dieu m'a bien baillé mon purgatoire sur la fin de mes jours. Si monsieur de l'Isle, qui est à Posnania, pouvoit trouver quelque imprimeur qui y voulust mettre la main incontinent, ce seroit bien pour m'abréger le chemin ; mais je me doute qu'il ne n'y en aye point. J'envoye demain mattin à Varsovia vers un Pollac de mes amys, qui à mon advis prendera la peine de traduire l'oraison ; mais si mon homme la peut porter de là à Cracovia pour la faire imprimer, il ne sçauroit estre de retour à temps. Je vous prie, Monsieur, faites une bonne consultation avec monsieur de l'Isle, et voiés si vous me pouvés donner quelque conseil. Il y a autre chose qui me trouble grandement : c'est que Balagny du jour qu'il arriva à Cracovia, il y peult avoir six semaines, tomba malade d'ung plurésie avec une fièvre continue, et fust si bas que l'on en feit prières publicques par toutes les églises de Cracovia. Un jeune jésuitte qui est à Posnania me porta ces

nouvelles, disant que je me debvois réjouir de ce que tant de gens de bien prenoient la peine de le recommander à Dieu; je croy que vous pensez bien que je ne luy fiz pas grand harangue. Deux jours après, un homme vint deverz moy de sa part, qui m'apporta lettres de sa main, m'avertissant qu'après avoir esté seigné quatre fois il s'estoit trouvé quitte de fièvre, et si peu pressé du mal de cousté qu'il espéroit s'acheminer dans six jours pour me venir trouver. Les six jours sont passés jà trois fois, et je n'en ay aucunes nouvelles, qui me faict croire qu'il sera recheu et en sera mort. A cella succède un autre malheur, que deux de ceux qui sont près de moy et que j'avois envoié en divers endroits du pays avec charge de faire le rendez-vous à Cracovia pour l'emmener avecques eux quand ils reviendront deverz moy, il y a cinq semaines qu'ils sont partis sans m'avoir escrit qu'un seul mot de lettre, m'avertissant seulement qu'ils avoient veu ledit Balagny, qu'ils espéroient, ayant esté là où je leur avois commandé, qu'ils l'en pouroient remmener ; ils ont deux coches à moy, et j'avois envoyé le mien principal à Balagny, cuidant qu'il s'en serviroit à faire son voiage ; je suis contrainct d'envoyer deux de mes gens en deux divers endroits, qui en mènent deux autres, si bien qu'il ne m'en reste que deux tigneux et déchirés, et s'il me faut aller à Posnania je suis à pied et d'hommes et de coches. Si vous, Monsieur, pouvez faire une course jusques icy, vous me releverez d'une grande fâcherie, et après avoir devisé deux heures ensemble nous aviserons de retourner ou de demeurer icy, et avertir monsieur de l'Isle de ce qu'il auroit affaire, car il est nécessaire que je voie l'escrit en lattin que vous portés ; et, si je ne me trompe, après que je vous auré dict en quel estat sont mes affaires, peut estre ne pourrez vous pas faire grand séjour ne icy ne à Posnania, et que vous voudrez passer plus oultre ; et quant à vostre délivrance, le sieur Latasky, qui est personnage de quelque autorité, m'est venu voir ce jourd'huy de la part de l'assemblée où il s'estoit trouvé, pour me raconter que le référandaire, frère du capitaine de la Grande Pologne, avoit proposé à la compagnie que les François se promenoient et font des pratiques par tout le pays sans aucun empeschement ; que vous estiez venu à Posnania aussy privément que si ce fust esté dedans Paris ; que ce n'estoit pas pour faire l'estat d'ambassadeur, mais que c'estoit pour escumer les nouvelles du pays et que à cette cause le lieutenant de son frère vous avoit fait arrester, ensemble monsieur de l'Isle. Sa parolle fust bien tost relevée par le dict Latasky et par les sieurs Zborowsky et deux castellans qui sont de mes amys, et y eust de grandes parolles là dessus ; enfin il fust arresté que messieurs Joannes

Konarsky, castellanus Calisiensis, et Joannes de Zborowsky, capitaine en Odolanovek, s'en iront devers vous et devers monsieur de l'Isle ; que si vous avez esté envoyé par le roy, qu'ils ne vous donneront point d'empeschement de venir icy ou de demeurer là, et par ce que vous estant hommes d'autorité et que vous ne deviez passer plus oultre que de Mezeric sans donner advis de vostre venue, il fust escrit au capitaine dudict Mezeric que si quelqung venoit d'icy en avant de ce cousté de là, ledict capitaine en donneroit incontinent advis à l'archevesque. Je croy que les deux commissaires se seront bien acquitez de leur charge, car ils ne sont pas de nos ennemys, et quant audict référandaire, l'on dit qu'il a prins argent de l'Empereur et desjà despendu, comme ay-je bien de la venaison qu'il ma envoyée cet hiver pour me nourrir un mois entier. Je vous assure que j'ay grand regret qu'il soit ainsy bandé contre nous, car il est bien fort honneste homme, et a grandement obligé Balagny à luy pour les courtoisies qu'il luy fist l'esté passé ; et s'il est vray ce que l'on dict, je crois que les inimitiés et les particularités qu'il y a entre eux l'ont contrainct de prendre ce party là, mais bien va que pour vostre rétention il s'est si fort descouvert qu'il ne sçauroit avoir suite de dix hommes. Si ainsin est que vous ne puissiez venir, je vous prie, Monsieur, m'envoyer ung de vos gens qui m'aporte le lattin que scavés, et incontinent que j'auré recouvert mon peuple pour m'accompagner je ne faudré de vous aller trouver. La royne m'avoit escrit et promis de m'envoyer icy des médailles d'or sur l'effigie de Monsieur, parce que je luy en avois fait grande instance ; je désire bien fort sçavoir si l'on les a oubliés ou non ; comme aussy m'importe-t-il beaucoup de sçavoir si le secrétaire de Chomberg, un petit homme, estoit arrivé d'icy quand vous partites de la cour. Sur ce je ferai fin, Monsieur, après vous avoir dit encore une foys que vous soiez le bien venu, vous assurant que vous n'eustes jamais si grand envie de voir la trésorerie de Peyrac, que je désire d'estre avecques vous, car si vous ne me consolés à vostre venue, je croy que je deviendré fol, et si je le suis desjà je deviendré enragé. Monsieur, me recommandant bien affectueusement à vostre bonne grâce, je prieray nostre Seigneur vous donner en bonne santé longue vie.

De Conin, ce 31 mars 1573.

Vostre meilleur et plus affectionné amy à vous obéir en tout et par tout circonstances et dépendances,

MONLUC, évesque de Valance.

AVIS DE VARSOVIE DU IX[e] JOUR D'AVRIL 1573.

Bibl. imp., Mss. coll. Colbert, 338.

Au jour ordonné pour le commancement de la diète, qui fut le dimanche 5[e] dudict mois d'avril présent, la messe du Saint Esprit fut dicte par l'archevesque de Gnesne.

Les autres qui ne sont catholicques se retirèrent à part pour faire à leur mode.

Puis les gens du conseil s'estans assemblez, fut ordonné qu'on commanceroit à ouir les ambassadeurs, nonobstant que tous lesdicts gens du conseil, ny tous les frères (ainsy appellent-ilz les nobles) ne fussent encore arrivez, et que tout se mettroit par escrit, afin qu'il peust estre communiqué à ceux qui viendroient après.

Davantage fut ordonné que dix des nobles seroient esleuz par chacun palatinat, comme ilz l'ont esté, tant pour assister audict conseil et raporter aus frères tout ce qui s'y fera et traictera, et ensemble tout ce qui sera proposé par lesdicts ambassadeurs, que pour faire entendre aussy audict conseil les intentions et voluntez desdicts frères et tout ce qui sera requis d'une part et d'aultre.

Il estoit venu quatre ambassadeurs de Lithuanie, ayans pouvoir et authorité de tout le grand duché, et aussy tost qu'ilz furent arrivez ilz eurent avis que tous les seigneurs et nobles dudict pais de Lithuanie s'estoient résoluz de s'acheminer au lieu de cette diète pour se trouver à l'élection, comme ilz font, et de jour en jour il en arrive plusieurs d'iceus.

Il y a eu quelque discord entre l'ambassadeur de France et celuy d'Espaigne pour la précédence. Mais les gens du conseil firent entendre à tous les ambassadeurs qu'estant en Pologne ilz deussent estre contans de suivre les coustumes et ordonnances dudict pais, qui estoient telles en ces cas : asçavoir, que les premiers venuz seroient les premiers ouiz ; et par ainsy fut résolu que ceus du duc de Prusse seroient ouiz les premiers, comme ilz furent.

Leur proposition ne fut autre, sinon qu'ilz demandèrent que ledict duc leur maistre eust son lieu au conseil, chose qui leur fut accordée, et aura voix audict conseil et s'attend d'heure en heure.

Le cardinal Commendon eut la deuxième audiance et proposa sa charge avec grant ornement de parolles, insistant sur trois points prin-

cipalement : asçavoir, l'honneur de Dieu, auquel il exorta les assistans d'avoir esgard devant toutes choses, leur remonstrant l'obligation qu'ilz avoient à Dieu d'eslire un roy de religion catholique, ramaintevans en ce aus prélatz leur devoir, sans spécifier pour roy aucun en particulier; puis le bien et l'utilité du royaume, à quoy ilz devoient en second lieu avoir les yeulx du tout fischez ; et pour le troisième et dernier, les exorta d'éviter discordes et division entre eux ; sur quoy il redressa son propos aus prélatz, les avertissant que s'ilz veoyoient ne pouvoir par leurs vœus eslire un roy qui fust catholique, ils deussent adhérer à la plus grande partie, afin de ne donner occasion de troubles et d'espandre du sang et afin de conserver le royaume ; laquelle conclusion a esté beaucoup louée de tous en général.

On tient que cette élection se fera paisiblement et sans qu'on en vienne aus armes et que devant la feste de Penthecoste on en verra l'issue.

Et croit-on que l'un de ces trois sera roy, Monseigneur le duc d'Anjou, le prince Erneste ou le Moscovite.

QUÆ AD AMPLISSIMUM REGNI POLONIÆ SENATUM IN CONVENTU VARSAVIENSI NOMINE ILLUSTRISSIMI IN PRUSSIA DUCIS PER MAGNIFICUM AC GENEROSOS ACHATIUM A DOHNA LIBERUM BARONEM, VENCESLAUM SCHAK ET EBERHARDUM ROGGEN U. J. DOCTOREM, EJUSDEM DUCIS CONSILIARIOS, PUBLICE RELATA SUNT, DIE 23 JANUARII, A. D. 1573 [1]

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski, 364.

Reverendissimi Præsules, Illustres, Magnifici ac Generosi Domini, D. Clementissimi, benigne, reverenter, ac officiose colendi, Illustrissimus Princeps ac Dominus, D. Albertus Fridericus, Marchio Brandeburgensis in Prussia, Stetinæ, Pomeraniæ, Cassubarum ac Vandalorum Dux, Burgravius Norimbergensis Rugiæque Princeps, etc., Dominus noster

1. Pour ne pas séparer les documents concernant les réclamations du duc de Prusse, nous donnons ici ce mémoire, bien qu'il ait été présenté à la diète de Convocation.

Clementissimus, primum omnium, omnibus et singulis inclyti hujus regni senatoribus, incolumitatem gratulatur, illisque fausta ac felicia omnia, atque imprimis hujus jam auspicati ac ingredientis, tum etiam quam plurimorum consequentium annorum decursum prosperrimum secundissimumque precatur ac optat.

Cumque Sua Celsitudo etiam se agnoscat membrum inclyti hujus regni, ejusque saluti quam maxime consultum ac prospectum cupiat, pollicetur se officio, studio ac opera sua, inclyto huic regno omnibusque ejusdem Ordinibus nunquam defuturam.

Deinde toto pectore Deum Optimum Maximum, a quo omnis salus regni et rerumpublicarum dependet et sine cujus ope et auxilio felix et salutaris esse gubernatio nulla potest, precatur, ut iis hisce comitiis, loco ac tempori ad futuram regis novi electionem constituendis indictis, jamque frequentissimo omnium regni Ordinum congressu celebrari cœptis, divino suo numine propitius aspiret, omniaque hujus celeberrimi conventus consilia gubernet, et ad nominis sui sempiternam gloriam, ac inclyti hujus regni, adeoque totius reipublicæ christianæ salutem ac emolumentum dirigat, flectat ac moderetur.

Cæterum, non putarat Sua Celsitudo unquam eventurum, ut ab obitu Serenissimi Regis Domini olim sui clementissimi et consanguinei, semper parentis charissimi loco reverentissime culti, felicissimæ recordationis, ab iis consultationibus ac conventibus publicis excluderetur, in quibus de Republica constituenda, et de novo rege eligendo tractatus essent suscipiendi. Non enim obscurum est Suam Celsitudinem membrum ac principem hujus regni esse, et si non primarium, at certe non postremum, ac ex pactis cum inclyto hoc regno Suæ Celsitudini intercedentibus, citra omnem controversiam, in consiliis, terrarum comitiis, omnibusque conventibus publicis, apud Regiam Majestatem primum et proximum locum Suæ Celsitudini deberi, adeoque qua ratione Respublica, capite suo nunc orbata, constituatur, ac quis rex, quoque loco ac tempore eligendus sit, ad Suam Celsitudinem, si non magis, attamen haud profecto minus, quam ad ullum alium regni senatorem vel subditum pertinere. Eo quidem in Rempublicam polonam, atque communem hanc patriam, animo et studio sese exstitisse semper Sua Celsitudo non veretur affirmare, ut aliquos in hoc genere vix habuerit pares, eosque non paucos, superiorem vero prorsus neminem.

Hanc vero pro Republica curam et sollicitudinem suam, cum Sua Celsitudo, superiori tempore, quando Knyszyni per Ordines regni conventus generalis ageretur, re ipsa testatam facere, Ordinibusque regni probare

perciperet, eamque ob causam legationem suam, certis cum mandatis, ad usum præsentemque statum Reipublicæ pertinentibus, isthuc mitteret, non modo præter spem sed omnem plane opinionem Suæ Celsitudinis accidit, ut legati Suæ Celsitudinis personam repræsentaturi, ab eo consilio publico, non citra gravem injuriam exclusi sunt, prætendentibus qui tunc affuerant senatoribus neque defunctum desideratissimum Dominum seniorem in Prussia ducem, Suæ Celsitudinis parentem, beatæ mentionis, nec quemquam principem feudalem, in similibus actibus, et Ordinum regni consessibus, vel locum, vel dicendæ sententiæ facultatem unquam habuisse ; ideoque Sua Celsitudo, ab eo tempore, ad nullum conventum, ab iis qui jus convocandi habent, evocata fuit.

Et quod longe maximum et Suæ Celsitudini gravissimum fuit, cum non ita pridem ex decreto conventus ad pagos Cascios celebrati, ad omnes terras regno Poloniæ incorporatas, certi oratores dimissi essent, qui de electione futura novi regis eas promoverent, et ad præsens hoc universale comitium evocarent, inter omnes Celsitudo Sua tantum fuit præterita.

Cujus quidem rei summam indignitatem, non solum cum dedecore maximo, gravissimaque injuria Suæ Celsitudinis conjunctam, sed manifestam insuper ipsorum fœderum et pactorum inter Serenissimos reges, regnumque Poloniæ, ac Illustrissimos in Prussia duces, solemni jurejurando ad perpetuam et irrevocabilem durationem firmatorum, violationem tum pendentium inde jurium, eminentiarum ac libertatum suarum minime obscuram eversionem secum trahentem, non potest Sua Celsitudo non simul et vehementer admirari, et permoleste gravissimeque ferre. Etenim Celsitudinem Suam et principem feudalem regni esse, et locum sibi in omnibus consiliis ac regni conventibus publicis, secundum Majestatem Regiam primum et proximum deberi, tam manifestum est ex pactis perpetuis, ut si Celsitudo Sua hoc prolixius velit docere et ostendere, solem facibus adjuvare, et operam prorsus inutilem ac inanem desumere non immerito videatur. Neque enim unquam antehac post inita ac solenniter sancita ac firmata pacta, dubitatio ulla suborta est, utrum Illustrissimo in Prussia duci, locus aliquis, cum dicendæ sententiæ facultate, in publicis regni comitiis et consultationibus esset concedendus. Sed de loci dignitate, atque adeo prioritate tantum, quem D. in Prussia dux in ejusmodi conventibus obtinere debeat, a nonnullis fuit disputatum ; a latere enim lævo penes Majestatem Regiam, Suæ Celsitudini, in consessu senatorum, primus et proximus locus nunquam fuit denegatus, quod giis aliquot decretis, de communi consiliariorum regni sententia, in

publicis conventibus editis, potest doceri. Verum Illustrissimus D. senior dux in Prussia luculentissimis maximeque perspicuis, ac claris pactorum verbis inhærens, non in lævo latere, sed in dextro, primum et proximum locum sibi deberi semper asseruit ; neque etiam immerito, vel præter rationem, si enim in alterutro latere Celsitudini Suæ quispiam præponeretur, Celsitudo Sua primum et proximum locum in consultationibus publicis tenere ratione ulla dici non posset ; siquidem primum et proximum locum secundum Majestatem Regiam in consessibus tenere is tantum recte dicitur, quem nemo nec in lateribus nec in ordine laterum antecedit, atque hoc, quod pacta de primo et proximo dextri lateris loco intelligenda sunt, ab Illustrissimo in Prussia seniore duce, ejusque ad comitia missis oratoribus, multis illustribus, evidentibus et irrefutabilibus argumentis, quæ in præsentiarum, ubi non loci solummodo dignitas, sed locus plane ipse in disputationem dubiumque devocatur, commemorare et repetere supervacaneum potius quam necessarium esse videtur, subinde conjunctum ac demonstratum fuit.

Hinc, cum manifeste appareat, Illustrissimo principi nostro, ex apertissima ac perpetua pactorum dispositione, primum et proximum a Majestate Regia locum in ordine ac consessu senatorio deberi, quis igitur dubitare recte poterit deberi quoque Celsitudini Suæ jus suffragiorum, cum pacta consiliis, comitiis ac conventibus publicis Celsitudinem Suam velint interesse.

Ita cum ducem Prussiæ in consiliis requiri omnibus ut nihil loquatur, sententiam, suffragiumque non dicat, sed mutam tantum personam sustineat, neminem arbitratur Celsitudo Sua, qui sanæ mentis sit, reperiri qui ita sentiat, potest præterea etiam bono fundamento doceri, non tantum defuncto seniori D. in Prussia duci, sed Magistris quoque Ordinis Teutonicorum in Prussia generalibus, locum suffragandique jus in consessibus et conventibus publicis permissum fuisse.

Extat namque ejus rei evidentissimum documentum in pactis antiquioribus cum Magistro Ordinis initis, ubi Magistro disertis verbis locus in senatu regni ad sinistrum latus decernitur ; unde quoque in veterum annalium monumentis perhonorifica mentio habetur supremi cujusdam Ordinis in Prussia Magistri Henrici a Plawen, quod is comitiis regni interfuit, et in publica consultatione graviter et prudenter, cum aliorum senatorum applausu sententiam dixerit.

Cum igitur hinc manifeste videre liceat, veteres Ordinis Magistros jus suffragiorum habuisse, quanto magis id principi nostro, remota omni disputatione, tribuendum est, qui multo propinquius, arctius, firmius et

constantius, regibus regnoque Poloniæ, quam ullus Ordinis Magister unquam fuit, devinctus est.

Verum ne, quod de veteribus pactis et de Henrici a Plawen exemplo dictum est, id vetustate temporis exolevisse putetur, potest hoc ipsum recentioribus inscriptionibus literarum quibus reges Poloniæ ad posteriores etiam Ordinis Magistros, et ex novissimis ad Dominum Fridericum Saxoniæ, quem etiam ad communes regni consultationes vocatum esse veteres regni annales testantur, et defunctum nuper seniorem in Prussia ducem usi sunt, sole meridiano clarius ostendi ac demonstrari. Multæ enim in cancellaria Illustrissimi principis nostri extant literæ, tam a Divo Alexandro Polonorum rege ad memoratum ducem Saxoniæ Fridericum, quam a Divo Sigismundo ad seniorem in Prussia ducem scriptæ, quibus Ipsorum Celsitudines et principum et consiliariorum regni titulo et honore ornantur et nuncupantur, quod sane nequaquam factum fuisset, si in publicis regni conventibus, comitiis et consultationibus neque locum neque suffragandi jus habuissent.

Cumque idem jus non solum omnes regni proceres, sed etiam universa nobilitas, singulæque ditiones regni habeant, indignum profecto esset, ab eo ipso jure remotum et exclusum censere eum, qui et princeps et regni consiliarius appellatur, quique ex claris et disertis pactorum verbis, primum et proximum a S. R. Majestate locum in omnibus consiliis et conventibus regni tenere et possidere debet. Nihil naturali rationi et communibus omnium populorum recte institutorum legibus et moribus magis consentaneum est, quam id quod omnes æque attingit, ab omnibus quoque pariter recipi et approbari.

Huc et illud accedit, quod in initio statim Illustrissimi principis nostri nomine attigimus, quod quis et qualis rex in defuncti locum surrogandus sit, tam ad Illustrissimam Suam Celsitudinem pertineat, quam ad nullum alium ex universis regni subditis, cum Celsitudo Sua inter eos locum obtineat illustriorem, eminentiorem et præcipuum, et ditionem seu ducatum sub hoc inclyto regno possideat hæreditarium, amplum et populosum, cum quo sese in universum novo regi submittere, ejusque patrocinio et potestati subesse, et religiosa fide jurisjurandi alligatus et adstrictus esse teneatur.

Talem igitur regem et Dominum supremum agnoscere et recipere, ejusque tutelæ, fidei, ac patrocinio sese universamque ditionem ac populum suum committere, quem libera voluntate ac suffragatione sua nunquam probaverit, neque quis et qualis sit, antea cognoverit, aut compertum habuerit, res plane indignissima et nequissima, et ab omni-

bus recta ratione constitutis imperiis et republicis alienissima est. Cumque et Podlachiæ et Volhyniæ incolæ, ad quos certe electionem novi regis magis quam ad Celsitudinem Suam pertinere, aut plus illos dignitatis ac libertatis quam Celsitudinem Suam cum universa ditione omnique populo suo habere videri minime potest, eadem usi circumspectione (de qua merito laudantur) solennem non ita pridem in Knyszynensi conventu interposuerint protestationem, se eorum nihil, quæ se in consilium non adhibitis de novi regis electione decreta statutaque essent, ratum habituros, nec pro rege ullum, hoc pacto se exclusis a consultatione, perperam et illegitime creatum agnituros esse, nemo certe, si princeps etiam noster dignitatis, libertatis, ac juris sui universæque ditionis et omnium subditorum suorum rationem habeat, in malam partem merito poterit detorquere ; at ut maxime Sua Celsitudo id negligeret, tamen minime id Suæ Celsitudinis subditi paterentur, aut æquo animo sustinerent tantam suo principi et sibi servitutem imponi, ut, quod nulla regni ditiuncula, nullus populus, nulla nobilitas in sese admitteret, id illis contra omnium aliarum regni ditionum libertatem et contra jus fœderis et pactorum manifestissimorum tolerandum et perferendum esset.

Quamobrem sperat planeque confidit Illustrissimus princeps noster, senatores, Ordines regni, Celsitudinem Suam a publica deliberatione et comitiis regni, ubi de novo rege creando agetur, nequaquam exclusuros, sed hac in re dignitatis et libertatis Suæ Celsitudinis et juris atque authoritatis juratorum pactorum æquam rationem habituros.

Quod autem a nonnullis objiciatur, nullum feudalem principem in senatu regni locum unquam habuisse, diversum testantur historiæ probatissimæ, ex quibus constat duces Masoviæ non modo in omnibus regni consiliis locum atque jus suffragandi habuisse, verum etiam de proprietate et dignitate loci aliquando cum archiepiscopo contendisse.

Eadem ratione, qua Illustrissimus senior dux in Prussia de loco suffragandique jure primario ex pactis sibi debito, omnibus prope regni conventibus, ad tædium usque summo studio sollicitaverit, tam est manifestum, ut de eo ne dubitare quidem quisquam, nedum recte asseverare possit, illud factum non fuisse : cumque id negotii, propterea quod dux senior primum et proximum locum in dextro latere ex pactorum sententia sibi competere astrueret, Majestas vero Regia ac Ordines regni proprietatem illam ad latus sinistrum, nulla firma ratione, restringerent, ad optatum exitum, superstite adhuc seniore duce, non fuerit perductum : idcirco Illustrissima Cels. ipius filius, nunc ad gubernacula ducatus Prussiæ constitutus, se iisdem in rebus, non minus quam charissi-

mum parentem suum gravatum esse sentiens, et ipse, inter cætera, hoc gravaminis in conventu Lublinensi proximo, ante renovationem feudi paterni, proposuit, et ut eo tandem liberaretur, summa diligentia enixe oravit; sed propter negotiorum multitudinem, quæ tum tractabantur, ea deliberatio in aliud tempus rejecta fuit. Illud vero tum etiam non obscure ostendebatur, a conventibus regni publicis, a consiliis et consultationibus non quidem Illustrissimum in Prussia ducem removeri et excludi posse, sed quem in frequenti et solemni senatorum regni consessu locum tenere debeat, illud tantum in dubium vocabatur.

Hæc omnia cum ita sese habeant, majorem in modum Illustrissimus princeps noster orat et obsecrat, peramanter etiam et fraterne senatores regni omnesque Ordines et Status petit, ne rem tam indignam in Suam Celsitudinem admittant, eamque eo jure et loco privent et excludant, qui, manifestis maximeque perspicuis pactorum verbis, Celsitudini Suæ in omnibus publicis regni consiliis et conventibus primus et proximus decernitur.

Cumque idem jus antiqui etiam illi Ordinis Theutonici in Prussia Magistri, quemadmodum superius manifestis documentis ostensum est, habuerint, æquitas ipsa postulat ab eodem Illustrissimum in Prussia ducem minime removendum esse, præsertim cum Illustrissimæ Celsitudini Suæ, quis rex eligatur, cui sese cum liberis suis submittat, fidemque det, præ cæteris quam plurimum intersit, et pacta, quorum authoritas sancte custodienda et in nullo articulo violanda est, id omnino requirant ac postulent. Quod si hæ æquissimæ Celsitudinis Suæ preces apud Reverendissimas, Magnificas et Generosas D. Vestras locum non inveniant, in mandatis a Celsitudine Sua nobis datum est, ut quanta fieri potest et debet solennitate, publice, coram augustissimo ac frequentissimo hoc omnium regni conventu, de hujusmodi injuriis ac contumeliis protestemus, ac eas ineamus rationes, quæ Celsitudini Suæ etiam invitæ, extrema cogente necessitate, imponi videntur.

Quam enim grave planeque durum ac difficile futurum sit Illustrissimo principi nostro ejusmodi regi subesse, eique adstringi fide et jurejurando, qui se inscio et ignaro electus sit, facile possunt Magnificæ D. V. videre, ac pro sua erga principem benevolentia et favore, et pro pactorum æquitate, et sacrosancta ipsorum observatione, cavebunt et præstabunt. Illustrissimus princeps noster vicissim huic inclyto regno et omnibus Ordinibus, imprimis vero Reverendissimis, Magnificis et Generosis D. Vestris, debitam fidem, omniaque officia, benevolentiam ac gratitudinem defert ac pollicetur.

RESPONSUM AD LEGATIONEM ILLUSTRISSIMI IN PRUSSIA DUCIS.

Quod Illustrissimus princeps, D. dux in Prussia, pro suo in nos et universam Rempublicam nostram eximio studio, nos hic Reipublicæ causa congregatos, benigne et amanter salutare, et cum nobis, tum ipsi Reipublicæ nostræ capite atque rectore suo orbatæ, officia sua per D. Vestras prolixe deferre dignatur, magnas et amplas gratias, hoc nomine Ipsius Illustrissimæ Dominationi nos agere, nihilque gratius atque optatius nobis nunc accidere potuisse hac Suæ Illustrissimæ Celsitudinis voluntatis et studii significatione, de qua etiamsi nunquam per nos et fortassis alium etiam neminem quicquam addubitatum esset, imo firmissima persuasione fuimus semper Ipsius Illustrissimam Dominationem D. majorum suorum et præcipue clarissimi atque sapientissimi patris sui, ut sanguine adeo excellenti ortam, ita et moribus sanctissimis imbutam, huic Reipublicæ, parenti et altrici nostræ communi, optime esse ac semper fuisse affectam ; quod tamen nunc præcipue, in hac illius orbitate et durissimo atque periculosissimo interregni tempore, se illi faventem ac per omnia præclara officia obsequentem testatur, non possumus non vehementer hoc eximium Ipsius Illustrissimæ Dominationis animum collaudare, et gratissimis votis non approbare, nihil dubitantes Ipsius Illustrissimam Celsitudinem, quod animo et sermone per D. Vestras, nunc nobis et ipsi imprimis Reipublicæ offert, re ipsa etiam semper, quando usus ita posceret, præstituram esse, ut hic præclarus ejus animus in tuenda et conservanda ipsius Reipublicæ salute, in qua suam quoque inclusam esse cernit, maxime ubique elucesceret, et ab omnibus merito laudari possit. De nostra vicissim omnium voluntate, velimus Ipsius Illustrissimam Celsitudinem ita esse persuasam, ut quæcunque a nobis et officiis nostris in rem et dignitatem Ipsius Illustrissimæ Celsitudinis recte proficisci et præstari possint, nihil eorum unquam in nobis Ipsius D. Illustrissimam desideraturam esse.

Ac sane, quantum postulata Illustrissimi Domini ducis attinet, quæ ad nos per D. Vestras deferri curavit, præsertim quod fere caput et summa legationis totius vestræ est, de loco in senatu regni occupando, deque jure suffragii in electione regum ferendi, quod utrumque Illustrissima Ipsius Dominatio in electione novi regis habere, et iis omnibus libere defungi velit, scimus, et aliqui etiam nostrum memoria tenent, multum et sæpe ante hac per Illustrissimum adhuc D. ducem seniorem, tum etiam juniorem, actum fuisse cum Serenissimis regibus nostris jam defunctis iisdem

de rebus. Compertum etiam habemus, quæ et qualia responsa Illustrissimis D. ducibus ea in re a principibus nostris fuerint data, ut plane ea omnia, quæ tum postulabantur, atque eadem nunc repetuntur, Ipsorum Dominationibus Illustrissimis, ob certas causas in processibus istorum negotiorum ampliter deductas, fuerint negata, quæ ipsa non ignorare Illustrissimum D. ducem credimus.

Quod si in talibus responsis aliquid præjudicii aut gravaminis juris sui Illustrissimi D. duces in Prussia agnovissent, adhuc restabat illis novum remedium ex pactis mutuis inter illos et regnum istud sancitis, de prodendis ab utraque parte paribus curiæ, quorum judicio omnis ista controversia dirimi potuisset ; quod ob quam causam sit intermissum, nos conjectare non oportere, illud saltim mirari, veterem et plane sopitam causam, nunc omnium incommodissimo tempore, perturbato Reipublicæ ad ejus interregnum statu excitari, quæ utique alia ratione quam ex formula pactorum per ipsos pares decidi non potest, quorum edendorum nulla nunc facultas nobis relinquitur, morte regis interveniente, alium forte expectare præstiterit. Verum si hæc quæ proponimus Illustrissimo D. duci non satisfaciunt, et aliquid insuper iisdem de rebus cum Statibus regni agere velit, hoc ipsum Suæ Illustrissimæ Dominationi semper licebit, maxime vero in conventu isto generali, ad electionem novi regis ad diem 5 proximam mensis aprilis hic Varsaviæ per nos indictum, ad quem si forte nuntios suos Ipsius Illustrissima Dominatio miserit, et iis sive etiam aliis de rebus Status regni appellare, nostraque opera apud eos uti voluerit, eam nos libentes promptam atque expeditam Illustrissimæ Celsitudini Suæ deferimus. Cui equidem ut in hac ita et aliis omnibus in rebus, dummodo jura et Rempublicam nostram non offendant, gratificari cupimus.

LITERÆ AB ILLUSTRISSIMO IN PRUSSIA DUCE AD ORDINES REGNI POLONIÆ CUM INFRASCRIPTA LEGATIONE MISSÆ.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski, 364.

Albertus Fridericus, Dei gratia Marchio Brandeburgensis in Prussia, Stetinæ, Pomeraniæ, Cassubarum ac Vandalorum Dux, Burgravius Norimbergensis, Rugiæque Princeps,

Officia mea amica, et quicquid grati præstare possumus, nec non salutem ac benevolentiam nostram.

Reverendissimi, Reverendi, Illustres, Magnifici, Generosi ac Nobiles amici, singulariter ac sincere nobis dilecti,

Cum denuo pro jurium, libertatum ac privilegiorum nostrorum conservatione legati nostri ad præsens electionis comitium (quod felix ac faustum esse cupimus) mittendi nobis fuerint, Generosi scilicet nobiles ac egregii consiliarii nostri fideles nobis dilecti, Achatius burgravius et baro a Dohna, capitaneus Morungensis, Venceslaus Schakius a Stangenberk, Andreas Vilinsdorfius capitaneus Lipstadiensis, et Eberhardius Rogius juris doctor, iisque injunctum a nobis sit, ut Reverendissimas, Reverendas Paternitates, Illustritates, Magnificentias ac Generositates Vestras nostris verbis amanter et benigne salutent et rationem negotiorum nostrorum illis exponant, majorem in modum Reverendissimas, Reverendas Paternitates, Illustres Magnificentias ac Generositates Vestras petimus, benigneque contendimus, ut et plenam fidem commemoratis legatis nostris tribuant, et causam sibi nostram citra dubitationem aliquam, summa æquitate et ipsis pactis mutuis nitentem, habeant commendatam, id nos mutuis studiis nostris sumus recompensaturi. Reverendissimæ, Reverendæ Paternitates, Illustres Magnificentiæ ac Generositates Vestræ prospere valeant.

Datæ Regiomonti, 22 martii, anno Domini 1573.

ALBERTUS FRIDERICUS.

LEGATIO A DUCE PRUSSIÆ AD ORDINES REGNI POLONIÆ.

Bibliothèque du prince Czartoryski; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski, 364.

Reverendissimi præsules, Illustres principes, Magnifici, Generosi palatini ac castellani, amplissimi denique hujus inclyti regni proceres ac senatores, universi ac singuli, nec non vos Strenui, Generosi ac Nobiles, tum etiam Spectabiles terrarum civitatumque legati ac nuntii, Domini Clementes, Benigni, reverenter et officiose colendi, amici quoque cari ac observandi,

Illustrissimus Princeps ac Dominus, D. Albertus Fridericus, Dei gra-

tia Marchio Brandeburgensis in Prussia, Stetinæ, Pomeraniæ, Cassubarum ac Vandalorum Dux, Burgravius Norimbergensis, Rugiæque Princeps, Dominus noster benignissimus, primum omnium non solum omnibus ac singulis inclyti hujus regni senatoribus, verum etiam universis Ordinibus, qui ad præsens hoc omnium augustissimum comitium, novo regi creando indictum, frequentes convenere, salutem, incolumitatem et felicitatem maxime diuturnam ac constantem a Deo Optimo Maximo, bonorum omnium largitore, precatur, ac unicuique, pro cujusque dignitate ac vitæ statu, officia studiaque sua, cum prompta bene merendi voluntate, præterea quoque benevolentiam ac gratiam suam, amice, fraterne ac benigne defert. Deinde eumdem Deum, a cujus immensa benignitate ac misericordia, tanquam a perenni fonte, omnis regum ac rerumpublicarum salus promanat, et sine cujus divina ope et auxilio felix et salutaris esse gubernatio nulla potest, ardentibus votis Sua Celsitudo invocat, ut consilia et actiones celeberrimi hujus conventus universas, cum ad divini sui nominis sempiternam gloriam, tum ad inclyti hujus regni regionumque et ditionum ad id pertinentium, adeoque totius orbis christiani salutem, incrementum, ac tranquillitatem perpetuam, clementissime dirigere, ac Spiritu suo sancto dicta ac facta omnium omnia regere ac gubernare dignetur, ita ut eventum illum sortiantur, ab omnibus piis et utilitatis pacisque publicæ vere amantibus jam diu maximo desiderio expetitum et optatum.

Quod si Sua quoque Celsitudo ad dignitatem et salutem publicam ornandam, tuendam vel amplificandam præstare aliquid, vel in medium consulere posset, faceret id sane, si ejus rei facultas aliqua sibi permitteretur, veluti membrum, beneficiarius ac consiliarius hujus regni, pro officio suo, ac incredibili in Rempublicam studio, et alacriter et libenter. Et quidem hanc ipsam ob causam, ut, quo animo, qua voluntate ac fide in Rempublicam existeret, Sua Celsitudo declarare, testatumque facere omnibus hominibus re ipsa posset, tot jam legationibus hoc tantum egit, ut jus suum ex pactis mutuis regibus ac regno Poloniæ cum ducibus Prussiæ intercedentibus, maxime apertum et perspicuum, tenendi scilicet in senatu regni, et in omnibus consiliis, terrarum comitiis et publicis conventibus locum suum debitum, et in medium de Republica consulendi, ex justo et æquo obtineret. Quod quidem citra aliquam molestiam vel laborem etiam Sua Celsitudo sese effecturam plane confidebat, innixa primum firmissimis ac irrefutabilibus pactorum verbis, et certissimis rationibus, quibus jus hoc suum usque adeo evidenter demonstravit, ut de eo recte nemo dubitare vel possit, vel debeat, nisi qui et pacta ipsa,

ad durationem perpetuam sancita, e medio velit projicere, et rationibus ullis, quantumvis firmis ac evidentibus, locum minime concedere.

Neque vero unquam Sua Celsitudo eventurum arbitrabatur, ut amplissimi regni Ordines Suæ Celsitudinis juribus ac privilegiis hoc tempore aliquid derogatum vellent, quo non de confirmandis tantum ac retinendis, verum etiam de augendis amplificandisque privilegiis, juribus ac libertatibus suis omnes Ordines tractarent et consultarent. Ex eo enim quod omnes in universum Status et singuli subditi regni sibi fieri vellent, certa fiducia nitebatur Sua Celsitudo id sibi quoque in confirmando jure suo minime denegatum iri.

Verum excidit hactenus hac spe, et non sine admiratione frustrata est Celsitudo Sua ; etenim dum ejusmodi responsum per legatos ad conventum Varsaviensem nuper actum missos se accepturam confidit, quod et pactis et æquitati maxime foret consentaneum, legati Suæ Cels. domum reversi diversum plane et ab ipsis pactis alienissimum ad Celsitudinem Suam perferunt. Quo quidem etsi Sua Cels. non leviter animo fuerit conturbata, et in admirationem longe maximam ducta, tamen id tanti non fuit, ut propterea a juribus, privilegiis ac libertatibus suis, tot argumentis, tot rationibus, tam perspicue, tamque dilucide demonstratis, sibi discedendum, aut causam etiam hanc suam æquissimam deserendam esse existimavit. Neque enim de benevolentia ac æquitate amplissimorum procerum et Ordinum Celsitudo Sua spem ita prorsus omnem abjecit, ut se non tandem aliquando id consecuturam esse citra dilationem ulteriorem confidat, quod jure tam claro tamque aperto ac indubitato ex manifestissima pactorum dispositione sibi omnino debetur.

Ad quam quidem rem minime necesse esse Sua Celsitudo judicat, eamdem pro juris sui demonstratione amplissimis Dominis senatoribus ac Ordinibus regni subinde cantilenam ad tædium vel nauseam usque occinere, cum hactenus adeo immota persistant argumenta omnia ex pactorum verbis et sententia, aliisque gravissimis rationibus deducta, ut vel firmius vel efficacius nihil adduci posse videatur. Et quamvis negari non potest his ipsis quamvis validis et immotis probationibus et argumentis fuisse quasdam in regiis responsis ad postulata Illustrissimorum in Prussia ducum datis, oppositas rationes, quarum prætextu partim jus ipsum negatum, partim in ampliorem deliberationem dilatum et rejectum fuit ; tamen sole meridiano clarius semper fuit ostensum et nunc etiam in hac amplissima omnium regni Statuum corona, in qua procul omni dubio non pauci rerum harum ignari sunt, ostendetur, et demonstrabitur, non solum illas ipsas speciose excogitatas et in regiis responsis expressas ra-

tiones, verum etiam omnes eas, quæ ab aliis motæ et objectæ fuere, infirmas plane et fragiles, nulliusque momenti aut ponderis esse.

Idque eo magis operæ pretium ducit Illustrissimus Prussiæ dux, quod illas ipsas rationes multorum animis adeo infixas esse videt, ut in nuperrimo Varsaviensi responso amplissimi regni senatores ad eas potissimum respexerint, et quidem non sine admiratione, quod nunc alienissimo (ut ipsis visum fuit) tempore, causa hæc vetus et quasi sopita denuo excitetur, cum longe antea integrum fuerit, si Illustrissimis in Prussia ducibus per regia responsa satisfactum non fuisset, causam hanc parium curiæ (ut vocant) judicio ex formula pactorum decidendam permittere.

Sed haud dubie desinent amplissimi senatores id demirari, ubi justas hujus rei causas et prætextarum rationum veluti levium nubeculorum gravem et veram depulsionem audierint, et simul diligenter secum expenderint non tam quid et a quo dictum aut responsum, quam quibus rationibus dictum aut responsum munitum et roboratum fuerit : quod, ut in omnibus ad discernendum verum a falso, justum ab injusto, pernecessarium est, ita in hoc negotio ad veritatem ex densa caligine offusa eruendam et in lucem proferendam apprime considerandum venit.

Nullis autem solidis fundamentis, nec ullis certis, justis et firmis rationibus, responsa Serenissimorum regum Poloniæ pie defunctorum ad postulata Illustrissimorum in Prussia ducum de loco et jure suffragii in senatu regio, maxime cum de creando novo rege et de constituenda summa Reipublicæ consilium suscipitur, subnixa et suffulta esse ex sequentibus manifestum fiet.

Nam quod primo semper loco objectum fuit, esse hoc contra jura, privilegia, contraque instituta et acta moresque majorum, ut quis alius excellentioris ordinis præter consiliarios regni comitiis intersit, id quidem nunquam explicate, clare et diserte ostensum aut probatum, verum solummodo pro authoritate dictum et assertum fuit, quasi illi fidem derogare nefas esset. Masoviæ quidem ducum et regiorum liberorum, nec non priorum Magistrorum Ordinis, qui etiam consiliarii regni habiti sunt, exempla fuerunt allegata, quasi hi nunquam electioni regum interfuerint ; sed attentius vetustissima pariter et recentia jura et constitutiones majorum, nec non instituta et acta superiorum temporum in hoc inclyto regno considerantibus, diversum plane et contrarium occurrit.

Extant enim monumenta majorum, quibus expresse cautum est, ut et principes et comites et barones, et omnes omnino senatores, et consiliari regni, imo et nobiles et subditi regni omnes, summique juxta ac infimi

ordinis homines indistincte, nemine remoto vel excluso, ad electionem novi regis vocentur et jus suffragii habeant.

Et de principibus quidem Russiæ sive Lithuaniæ non obscura aut ignota est constitutio Vladislai Jagellonis anno Domini 1401 promulgata, in qua disertis verbis exprimitur, quod prælati, principes, barones, nobiles, terrigenæ terrarum Lithuaniæ et Russiæ agnoverint et susceperint Jagellonem regem, quem prælati, principes, barones, nobiles et communitas terrigenarum regni Poloniæ, divina cooperante clementia, in regem et Dominum sibi assumpserunt. Similis constitutio ex pacto cum Lithuanis convento paulo post facta est, in qua hæc verba reperiuntur : quod principes, prælati, barones, nobiles et communitas terrigenarum terrarum regni Poloniæ sibi regem et Dominum eligere non debent sine scitu et consilio Vitoldi Magni ducis et aliorum procerum Lithuaniæ.

Et renovata quidem hæc pacta sunt tempore Joannis Alberti regis, Magnum tunc temporis ducatum tenente Alexandro fratre, ubi hæc quoque adjecta fuit declaratio, quod neutra gens, altera non vocata, regem seu principem sibi eligere debeat.

Post obitum vero Joannis Alberti regis, cum in comitiis Petricoviensibus de successione regni consultatio susciperetur, acta ejus temporis ostendunt ab Alexandro missam fuisse ad ea comitia amplissimam legationem, in qua post episcopum Vilnensem etiam princeps fuit Joannes de Zabrzeze, qui mandata ab Alexandro duce et universo senatu Lithuanico habuerunt eligendi cum Polonis proceribus novum regem et jurandi in verba ejus. Fuisse autem semper et adhuc esse in gente Russorum et Lithuanorum multos laudatissimos et excellenti virtute præditos principes, qui conjunctione sanguinis ex vetustissima stirpe prognati, et reges plurimos regni Poloniæ et Illustrissimum quoque in Prussia ducem, nec paucos alios Germaniæ principes attingunt, extra omnem controversiam. Quos si quis ob eam causam quod illustri genere orti principum et ducum nomen et dignitatem possideant a comitiis et electionibus regum excludere aut removere velit, is non modo nullo juris prætextu, sed magis contra evidentissima jura, constitutiones et privilegia majorum id attentare videretur.

Hæc cum sint luculentissima documenta, quod principes tam in Magno ducatu Lithuaniæ quam in regno Poloniæ ad comitia et electionem regum vocari et admitti debeant, quis non videt falsa omnino specie juris et instituti majorum Illustrissimum Prussiæ ducem a comitiis regni et jure suffragii in creando novo rege arceri ?

Et quanquam ea quæ dicta sunt, inter Polonam gentem et Lithuanam

eo modo constituta fuerunt, ut prima fronte ducem Prussiæ nihil attinere viderentur, tamen inde manifeste conspicitur, non esse contra jura et constituta majorum, ut ad electiones regum principes admittantur. Deinde liquido inde apparet, si pactis cum Russis et Lithuanis conventis id sanciri potuit, nullam plane subesse causam, cur idem pactis cum duce Prussiæ constitutis comprehendere non licuerit. Quæ quidem pacta, hoc magis vi et potestate sua voluisse obscurum non est, quod ducem Prussiæ in consiliis, comitiis et conventibus regni omnibus primum et proximum atque adeo principem tenere locum secundum Regiam Majestatem volunt, quod quidem nullis pactis principum Lithuanorum continetur. Eum igitur qui primum et proximum locum a supremo Regiæ Majestatis in comitiis et conventibus publicis habere debet, a consiliis et suffragatione in electione regis, ad quam omnia membra regni et tota nobilitas ex omnibus dominiis admittenda est, arcere, præterire et excludere, non iniquum solum et cum manifesta inversione vel potius labefactatione pactorum conjunctum, sed absurdum plane et ab omni sensu communi alienum recte reputari potest.

Nec leviter sane Reipublicæ interest principes non minus suis suffragiis et consensu regem creare, cui parere et subesse necesse habent, quam illud aliorum nobilium et subditorum regni judicio et applausu fieri. Quo enim facilius a principibus, quam ab aliis inferioris ordinis hominibus Reipublicæ periculum imminere potest, eo certe magis ad tranquillitatem et pacem communem expedire videtur, ut principum bona et libera voluntate, judicio et assensu regnum novo regi deferatur.

Et ob hanc quidem causam veteres reges gloriantur, et magno honori et laudi sibi ducunt, quod unanimi consensu et concordi voluntate omnium regni Ordinum totiusque populi, ad regnum asciti fuerunt. Quemadmodum id testantur multa diplomata regum, nempe Vladislai tertii anno D. 1438, item Casimiri anno 1471, Joannis Alberti anno 1496. Imprimis vero illud est memoratu dignum, quod Alexander in privilegio terræ Sandomiriensi dato, magna cum gloria et laude profitetur, se principum spiritualium pariter et sæcularium, cæterorumque prælatorum, baronum et omnium regnicolarum unanimi consensu, jure liberæ electionis, in regem creatum fuisse.

Idem fatetur Dominus Sigismundus in privilegiis, Cracoviæ anno 1507 et anno 1530 datis, ac in postremo quidem aperte dicit rex ille sempiterna laude et memoria dignissimus: Morem hunc fuisse antiquum, ut, regno vacante, consiliarii Status utriusque ex mutuo consilio conventum electionis generalem statuant, illumque omnibus membris, Ordinibus et

dominiis regni in tempore denuncient, ut unusquisque qui velit ad illum venire possit. Idem repetit et confirmat ille ipse nunquam satis laudatus rex in conventu Petricoviensi anno Domini 1537 habito, ubi decrevit ut secundum veterem morem, consuetudinemque et statuta regni, comitia generalia edicantur ad novum regem eligendum, fiatque electio libera, ita ut ex omnium regni senatorum consiliariorumque, prælatorum, baronum, militum, nobilium, quicunque comitia ista obierint, eisque interfuerint, consensu et voluntate, novus rex eligatur et denuncietur.

His omnibus tandem novissime quasi coronam addens, accessit D. Sigismundus Augustus, laudatissimæ et pientissimæ memoriæ rex, ob cujus obitum nunc orbum hoc regnum in magno mœrore et luctu est; hic enim Petricoviæ anno Domini 1550 constitutionem fecit, qua cautum est ut nemo in regem coronetur, nisi prius ab omnibus Ordinibus regni libere, juxta privilegia regno Poloniæ a regibus data, electus fuerit.

Ex quibus quidem adductis et allegatis omnibus tam clarum et perspicuum est quam lucidissimum solem in meridiana luce aspicere licet aut fatendum esse Illustrissimum in Prussia ducem jus loci et suffragii in electione regum habere, aut omnino negandum eumdem in numero senatorum et consiliariorum contineri, vel inter proceres, Ordines et membra regni censendum, vel denique pro principe regni vasallo et subdito habendum et æstimandum. Quod ut inconveniens, absonum et absurdum, procul dubio, quippe legibus pactorum et perpetui fœderis ex diametro adversum, omnibus sana mente præditis videbitur: ita non minus et hoc, quod Sua Celsitudo, contra vetustas sanctiones regni, contra novissima decreta et statuta multorum regum, et, quod omnium est maximum, contra novissima pacta et fœdera, religioso vinculo jurisjurandi a regibus et ab omnibus regni Ordinibus firmata, contra responsum denique nuper mortui regis Suæ Celsitudini, Lublini, in generali conventu datum, de quo deinceps dicturi sumus, a comitiis et electione regum submoveatur et excludatur, videri debet. Cum enim veterum juxta et recentium constitutionum, jurium et actorum regni irrefragabilibus documentis et illustribus exemplis jam ostensum et demonstratum sit, omnes consiliarios indifferenter absque omni exceptione, omnesque Ordines, omnia membra, omnes denique nobiles et subditos ex omnibus dominiis regni ad electionem novi regis vocandos et admittendos esse, alterum horum omnino consequi necesse est, ut vel segregetur et excludatur Illustrissimus Prussiæ dux e numero et classe consiliariorum, Ordinum, membrorum et subditorum regni, ac simul pactorum fides et authoritas, quæ Suæ Celsitudini principem in consiliis et comitiis locum disertis

et perspicuis verbis assignat, elevetur et imminuatur, vel certe, si hæc omnia salva integra et quod dicitur sarta tecta conservari debent, ut Sua Celsitudo, una cum cæteris regni consiliariis, proceribus et nobilibus jus electionis et suffragii habeat, fatendum ac concedendum sit.

Hæc si adeo sunt illustria et in claro omnium conspectu posita, ut in meridiano sole cæcutire videantur qui ea nec cernunt nec agnoscunt, tamen ut scrupuli adhuc reliqui ex animis eorum eximantur, quibus persuasum hactenus fuit nullum jus Illustrissimo Prussiæ duci in electionibus regum competere posse, quando quidem id nec regiis liberis, nec Masoviæ ducibus regio sanguine oriundis unquam datum fuerit, ideo hoc quoque diluendum et refutandum est. Et quanquam de regiis liberis aliqua posset subesse probabilis ratio, nempe cum in comitiis de ipsorum successione et quasi hæreditario jure regni necessario quodammodo tractandum sit, ut propterea jure eos abesse videri queat, tamen non pauca extant vetustatis exempla, ex quibus liquido constat, etiam regiorum liberorum suffragiis, assensu et voluntate electionem factam fuisse. Ac in ipsis quasi primordiis hujus inclytæ Reipublicæ polonæ memoriæ proditum est utrumque Popielum, seniorem et juniorem, ad regnum seu principatum concordi pariter procerum et fratrum atque patruorum assensu et voluntate evectum fuisse.

Post hæc vero vetusta et obsoleta quodam modo tempora, cum Boleslaus Crivoustus vita functus regnum in plures filios divisum et quasi discerptum reliquisset, et comitiis Cracoviæ actis proceres regni de surrogando successore et de perniciosa illa regni partitione et sectione abroganda consultarent, expressa ibi quoque fit mentio liberorum regiorum, quod illi affuerint et flagitaverint ne rerum summa ad unum deferretur, sed quod Boleslaus pater de regni partitione constituisset, id ratum haberetur. Deinde in electione Boleslai Crispi claris verbis dicitur, quod concordi fratrum juxta et procerum nobilitatisque sententia ad eum principatus et summa rerum delata fuerit. Post hujus vero Boleslai obitum, testantur omnes historiæ conventum Cracoviæ a regis fratribus et liberis Vladislai regis et proceribus cunctis de creando novo rege institutum, et in eo Miecislao Seni summi principatus habenas commissas fuisse. Cum post hunc ex modico temporis intervallo Lescus Albus princeps creatus esset, nec ad eam electionem Miecislaus Senex, qui tum adhuc in vivis sed paulo ante ob tyrannidem principatu exutus fuerat, accitus esset, ibi monumentis antiquis expressum est vehementer Miecislaum excanduisse, non modo quod in electione præteritus, sed multo magis quod temporis angustia exclusus fuerit, quo minus in comitiis adesse

posset. Et quidem ad eam injuriam vindicandam, arma illum comparasse, atque etiam Silesios principes, qui tum adhuc pars regni Poloniæ fuerunt, ad communia arma suscipienda irritasse, propterea quod nec ipsi ad creandum communem principem, quem communi totius Poloniæ judicio eligi et creari oporteret, vel vocati, vel expectati essent.

Hæc veterum exempla satis superque ostendunt regios liberos defunctorumque regum fratres et patruos non solum interfuisse sed etiam præfuisse comitiis, eaque cum aliis proceribus regni indixisse, quoties de successore regni vel principatus consilium suscipiendum erat.

Possunt autem hæc etiam recentioribus confirmari exemplis illius temporis, quo Joannes Albertus rex renunciatus est; nam iis comitiis Petricoviæ habitis interfuit regius filius Fridericus, episcopus Cracoviensis, ad quem in regia aula divertentem frequens senatus convenisse, et quidem archiepiscopo tunc forte absente, ille ipse Fridericus comitiis præsedisse dicitur.

Idem quoque accidit paulo post, cum Alexandro regi sceptrum et diadema regium delatum est, nam ea comitia Fridericus regis frater, jam archiepiscopus factus, indixerat et in iisdem Alexandrum fratrem, cum plurimum voluntates in Sigismundum inclinata essent, regem nuncupavit.

Ad hæc autem comitia Alexandrum ipsum, qui tum temporis Magnus Lithuaniæ dux erat, splendidam legationem cum luculentis mandatis eligendi una cum cæteris proceribus regni novum regem et in verba ejus jurandi misisse, paulo ante ubi de Lithuanorum principum jure et suffragiis vetusta monumenta adducta fuerunt, uberius dictum est.

Hinc igitur non tantum non obscurum, sed luce ipsa clarius est, nec regum liberos, nec fratres, nec patruos, nec alios principes regni a consiliis ullo jure, aut instituto, vel more majorum arceri aut prohiberi; quod quidem ut de Masoviæ quoque ducibus planum fiat, unum atque alterum exemplum ex fide dignis historiis proferemus.

Tempore interregni quod obitum Ludovici Hungariæ et Poloniæ regis consecutum fuit, comitiis Sieradiensibus, in quibus de regni successore diu multumque altercatum erat, interfuisse Ziemovitus Masoviæ dux, Casimiri Magni, ni fallimur, avunculus, in eumque omnium fere sententias inclinasse memoratur. Et quidem additur affuisse etiam Vladislaum Opoliensem ducem Silesiæ, Ziemoviti affinem, de quo scribitur, quod cum Casimiri Magni nepos ex sorore esset, ad regnum et ipse aspiravit, ideoque fautoribus Ziemoviti obnixe refragatus fuerit, adeo quidem ut res ad vim quoque ventura fuisset, nisi authoritas senatus intervenisset.

In comitiis vero Petricoviensibus, in quibus Joannes rex designatus est, Joannem ducem Masoviæ, una cum fratre Conrado ad comitia cum mille equitibus venisse, et quidem fixis in patenti campo tentoriis, una cum archiepiscopo Gnesnensi, Zbigneo Olesnicio, stativa habuisse omnes historiæ testantur. Quæ quidem vetustatis monumenta palam docent Masoviæ duces, non minus etiam quam alios principes regni, comitiis et electionibus regum adhibitos et admissos fuisse ; unde labi et corruere id quod de Masoviæ ducibus, sicut et illud quod de regum liberis et de jure et privilegiis regni et institutis majorum in refutandis postulatis Illustrissimorum ducum Prussiæ objectum semper fuit, necesse est.

Quod vero priorum quoque Magistrorum Ordinis, qui etsi regni consiliarii essent, non tamen ad electionem admissi fuere, exemplum, nec non Germanorum principum et regni Bohemiæ mores et leges in regiis responsis adducta fuerunt, illa quidem omnia quam vim habeant, facile quivis perspicere potest. Non erant unquam Magistri Ordinis, tam arcto fœderum et perpetuo adeoque hæreditario pactorum jure, nec tanto necessitudinis vinculo Serenissimis Poloniæ regibus et huic inclyto regno devincti, quemadmodum Illustrissimi in Prussia duces sunt, nec fortasse eadem a Magistris quæ ab Illustrissimis in Prussia ducibus pactorum præstita fuit constantia ; arguunt enim historiæ plerosque Ordinis Cruciferorum Magistros, quod proferendi augendique imperii cupidiores quam fœderum et pactorum observantiores fuerint, nec tam candida et aperta voluntate quam diuturnis bellis exhausti, extremaque necessitate compulsi, pacem complexi sint, ideoque pacis leges, quantulacunque occasione accepta, facile nonnunquam abrupisse, vacante autem regno, imprimis de jugo excutiendo consilia suscepisse, nec pactis aut conventionibus firmius stetisse, ut fortasse propterea mirum videri non debeat si Magistri Ordinis Cruciferorum electionibus regum non interfuerint.

Hæc cum ita se habeant, et nemo non intelligat magnam esse dissimilitudinem inter exempla Magistrorum et Illustrissimorum in Prussia hæreditariorum ducum, qui sempiterno fœdere regno adstricti, arctissimoque necessitudinis vinculo alligati sunt, iisque pactis continentur, in quibus multas prærogativas præ Magistris Cruciferorum habent, quarum et hæc una est, quod primum et proximum locum secundum Regiam Majestatem in omnibus consiliis et conventibus publicis habere debent ; ideo nulla recta ratione ab illorum exemplo aliquid certi in hac causa infertur aut concluditur, sicut nec ab externis exemplis principum Germaniæ et regni Bohemiæ recta ratiocinatio duci aut colligi potest.

Habent enim Germani principes suas leges et quidem restrictiores,

habent et Bohemi ritus et mores suos, quibus in deligendis et creandis regibus utuntur. Sed hujus inclyti regni propriæ sunt sanctiones et constitutiones, et privatæ leges longe liberrimæ, quibus hoc, quomodo in electione regis procedendum sit, expresse cautum est, nempe ut secundum antiqua pariter et recentiora regni privilegia, statuta, leges ac mores majorum, ab omnibus summis pariter et infimis consiliariis, sine ullo discrimine, nemine prorsus excluso aut remoto, imo vero ab omnibus nobilibus, incolis et subditis regni libera electio fiat, uti paulo ante evidenter est demonstratum, qua re, ut jurisconsulti dicunt, non exemplis in hac causa, sed legibus et pactis judicandum et standum erit.

Atque hæc jam commemorata omnia præcipua sunt, et quidem valde speciosa, et prima fronte, ut appareat, firmissima argumenta, quibus responsa Serenissimorum regum in refellendis Illustrissimorum in Prussia ducum postulatis nitantur. Quæ quam vim habeant, et qua certitudine et firmitate in recessu suffulta sint, ex superioribus vetustis monumentis abunde cognosci potest.

Cætera quæ vel obiter interdum regiis responsis assuta, vel ab aliis nonnunquam in privatis colloquiis usurpata et objecta fuere, longe sunt leviora, ac vix ulla refutatione digna, quippe scholasticis argutiis et cavillationibus quam seriis et justis argumentationibus similiora, cujusmodi illud est, quod dicunt: Pacta quidem Illustrissimis Prussiæ ducibus primum et proximum locum apud Majestatem Regiam in omnibus consiliis, comitiis, terrarumque conventibus tribuere, sed electionis tempore regem nullum præsentem esse penes quem duces Prussiæ primi et proximi assidere possint ; igitur ducibus Prussiæ in comitiis electionis nullum locum competere. Hic, quis non videt cavillationem manifestam verborum usurpari ? Nam a verbo Regiæ Majestatis, quod non tantum personam, sed et locum complectitur, et quidem, quamdiu regnum hoc stabit, nunquam intermorietur, fit deflexio ad solam personam regis, id quod proprium omnium cavillationum est, ita detorquere verba, ut, quemadmodum jurisconsulti dicunt, ab evidenter veris ad evidenter falsa significatio eorum traducatur. Sed ut falsitas hujus sophismatis magis ab omnibus perspiciatur, sic illud inverti potest: constitutionibus regum cautum est, ut omnes ecclesiastici regni senatores, in comitiis et conventibus publicis dextrum regis latus teneant et claudant, sed in electionis comitio nullus rex assidet, cujus latus claudant ; ergo nemo ecclesiasticorum senatorum electioni regis in ejusmodi comitio potest aut debet interesse.

Hæc si vel Reverendissimis Dominis ecclesiasticis senatoribus, vel

etiam aliis absurda (ut revera sunt) videbuntur, hi sane cogitent, non minus absurde illam ipsam cavillationem verborum adversus jura et privilegia principis usurpari.

Ejusdem farinæ et hoc est quod nonnulli aiunt: In formula pactorum, qua Illustrissimis in Prussia ducibus primus et proximus locus secundum Regiam Majestatem in consiliis et conventibus publicis adscribitur, nulla fit mentio electionis regum ; ergo electionibus interesse non debent. Quo quidem quid levius aut futilius dici potest? Si quidem in confesso est, quod jura, privilegia et instituta hujus inclyti regni nullos peculiares consiliarios electioni privatim destinatos habeant, sed sine discrimine et indifferenter omnes senatores et proceres, omnesque Status regni, universamque nobilitatem, cum omnibus subditis, ad electionem vocari et admitti velint, quemadmodum hoc ipsum ex supra allegatis veteribus juxta et recentibus constitutionibus multorum regum deductum fuit.

Satis igitur superque fuit in formula pactorum hoc generaliter et indefinite constituere et sancire, ut Illustrissimi in Prussia duces principem in comitiis et conventibus publicis, tanquam præcipui consiliarii regni, locum teneant; nec necesse fuit hoc speciatim decernere, ut electionibus regum quoque intersint, quandoquidem hoc jus omnibus consiliariis pariter in regno, indistincte, sine ulla exceptione commune est, adeo quidem ut nemo, cujuscunque is loci vel dignitatis sit, ab electionibus regum excludi debeat.

Nullum igitur dubium est generalibus verbis pactorum etiam hanc speciem electionis regum comprehensam et inclusam esse, multoque rectius inde sic inferri: quod si Illustrissimi in Prussia duces electionibus interesse non debuissent, necessario eos in formula pactorum expresse et speciatim excipiendos excludendosque fuisse, quod cum factum non sit, irrefragabiliter consequi, ut jus electionis simul cum aliis regni consiliariis habeant et obtineant. Sed hæc adeo sunt levia, ut responsione longiore non indigeant. Illud vero perridiculum est, quod nonnulli interpretis vice fungentes asserunt, tum demum Illustrissimos in Prussia duces regni comitiis adesse debere, quando ad ea vocabuntur; quasi vero vel addere vel detrahere claris pactorum verbis et sententiis, unicuique pro suo libitu integrum esset: qua ratione facilis esset omnium fœderum et pactorum ludificatio et convulsio.

Sed sciunt hi tam audaces interpretes hoc non esse interpretari, sed labefactare, evertere et violare pacta, quando conficta adjectione verborum alienorum ita restinguuntur, ut verum sensum amittant. Hanc autem verborum additionem (quando vocabuntur) in ipso contextu pactorum

non contineri, nemo profecto debet ignorare, cum id ex pactis inter cætera Reipublicæ privilegia et statuta evulgatis, cuivis cernere liceat, utque etiam ipsa pactorum originali, si opus sit, doceri possit.

Non desunt etiam, qui hac quoque objectione utuntur : Ideo Illustrissimis in Prussia ducibus in comitiis ac regum præsertim electionibu locum concedi non debere, quod ratione simultaneæ investituræ feudorum imperialium in romani quoque imperii sint clientela. Idque ade a quibusdam exageratur, ut dicant eos, qui hujusmodi principes consiliis regni publicis adhibendos esse suadeant, Reipublicæ ac patriæ non fideliter consulere.

Quod postremum non tam objectionis alicujus, quam insimulationis vicem obtinere videtur ; sed his respondendum est, non satis eos considerare et expendere rationem dictorum suorum. Nullo enim juramento imperio romano Illustrissimus dux Prussiæ obstrictus est, nec aliud jus in Marchicis feudis imperii habet, quam quod charissimus olim Suæ Celsitudinis pater, cæterique agnati, marchiones Brandeburgenses, qui statim ab initio ictorum fœderum et pactorum, etiam beneficiarii principes regni Poloniæ, simul cum seniore duce Prussiæ facti sunt, habuerunt. Atque hoc quidem jus, quod aliquandiu controversum fuit, ut, postposita omni disceptatione, re ipsa etiam et cum effectu ab imperatore romano Celsitudo Sua obtineret, a Regia Majestate nuper adeo pie defuncta et ope et opera magnopere est adjuta. Non autem potest Sua Celsitudo credere, inveniri ullum posse, qui desideratissimum D. parentem Suæ Celsitudinis non servatæ regibus regnoque Poloniæ fidei aut velit aut possit arguere, aut alieni aliquid a debito subjectionis officio ab Illius Celsitudine admissum esse constanter affirmare, multo minus hoc defuncto nuper regi a quoquam imputari poterit, quasi Majestas Illius ejusmodi res summo studio adjuverit, et pro virili promoverit, quæ clientes regni in fide jurata perseverare non sinant, aut quæ a debita fidelitate illos abstrahant. Sed ut incogitanter parumque considerate hæc objiciuntur, ita facile dilui et refelli possunt.

Certum enim et extra omnem controversiam positum est, quod quivis optimo jure et honesta ratione possit a pluribus simul dominis beneficia seu feuda obtinere, et nihilominus fidem unicuique suam præstare integram : id quod etiam Majestatem Regiam proxime defunctam et totum regni senatum optime intellexisse inde constare potest, quod ante paucos annos etiam Illustrissimum ducem electorem Brandeburgensem, eoque defuncto, legitimos ejus hæredes feudi masculos in electoratus dignitate ipsi successuros, simultaneo ducatus Prussiæ jure investiverit. Quod

profecto factum non fuisset, si persuasum vel Regia ipsius Majestas, vel amplissimus et prudentissimus regni senatus habuisset, electorem imperii romani non posse simul frui imperii beneficiis, et regno Poloniæ quoque fidem integram et salvam præstare.

Quod a nonnullis etiam objicitur Illustrissimum in Prussia ducem ad electionem ideo non admittendum, quod parens Suæ Celsitudinis, piæ memoriæ, electioni nuper demortui regis non interfuerit, id ipsum Celsitudini Suæ minime præjudicare potest, si quidem nemini non notum est, electionem illam non fuisse solennem, idque propter repentinam regni et Reipublicæ necessitatem, paucissimosque senatores ad eam rem vocatos fuisse. Ob quod etiam Sigismundus parens, non solum omnibus Statibus et Ordinibus regni publicis literis cavit, nihil hanc ipsam minus solennem legitimamque electionem ipsorum libertatibus et juribus præjudicaturam, verum etiam per episcopum Cracoviensem in specie promisit, eam Celsitudinis Suæ juribus minime fraudi futuram, quo non minus Celsitudo Sua, quam cæteri regni proceres, usque huc acquievit. His omnibus objectionibus tandem annectitur hæc quoque: quod Illustrissimi Prussiæ duces non eadem cum cæteris consiliariis ac Ordinibus regni ferunt onera, ideo nec iisdem juribus ac libertatibus frui possunt; sed non tam ex oneribus et obsequiis, quam ex dilucida pactorum dispositione jus Illustrissimorum in Prussia ducum æstimandum est. Neque enim onerum inæqualitas juris et libertatis communis inæqualitatem parere potest, si quidem omnes summi pariter ac infimi in Republica eodem communi jure et libertate fruuntur. Sed si onerum inæqualitas hac in re æqua lance perpendenda fuerit, nulla profecto major invenietur, quam quæ Illustrissimos in Prussia duces hactenus præ omnibus aliis regni proceribus pressit; non enim leves sumptus ducibus Prussiæ fuerunt ab initio statim subjectionis faciendi, ut ad defendendum se ditionemque suam adversus Magistrum Ordinis, ut vocant Theutonici Cruciferorum, cæterosque illi adjunctos essent perpetuo parati, atque ad eam rem viros militares et alios idoneos homines, qui Cruciferorum machinationes et consilia, quæ non minus inclyto huic regno, quam ducatui Prussiæ periculum minabantur, observarent, passim per imperium romanum sustinerent, eamque in rem adhuc quotidie non exigui sumptus impendendi veniunt. Superioribus quidem annis, cum senior in Prussia dux crebris et certis nuntiis cognovisset, validissimum in Germania exercitum Ordinis Theutonici consiliis et opibus adversus has terras collectum, ipsumque exercitum jam in procinctu esse, ingentem vim pecuniæ Celsitudo Ipsius ad disturbandas dissipandasque hasce copias cuidam ad

eam rem idoneo militari viro subministravit ; nec infeliciter hæc res divina juvante gratia ad Visurgim fluvium successit, cum alias hostile ejusmodi institutum toti etiam Poloniæ regno multum negotii facessere potuisset.

Verum hujusmodi impendia, nec pauca nec levia, Illustrissimus in Prussia dux commemorare posset, nisi certas ob causas Sua Celsitudo illa occulta potius quam nota esse vellet. Expeditionem autem bellicam ante novennium adversus Ericum ducem Brunsvicensem susceptam, quæ et recens et omnibus nota est, silentio præterire non libet ; nam vel hæc sola satis superque ostendit, quanta pericula et onera adversus subitaneam incursionem ex Germania Illustrissimis in Prussia ducibus incumbant. Nam in ea expeditione, et virium in senioris ducis senili corpore summa attritio, valetudinisque continua infirmitas, et mors tandem ipsa, ultimam lineam rerum acceleravit.

Nec parum utilitatis vel commodi ea ipsa expeditio universo regno Poloniæ attulit : nisi enim a duce Prussiæ hosti cum justo et peditum et equitum exercitu, qui aliquot millia hominum continebat, adventanti, mature obviam itum fuisset, minime dubium est, quin ille cum suis copiis veteranis Vistulam amnem prius fuerit trajecturus, quam illi ex aliis regni locis ad ripas profluenti occursum fuisset ; adventu autem senioris principis cum instructis copiis suorum subditorum hostem perterrefactum retrocessisse, ac superandi fluminis consilium abjecisse, omnibus notum et manifestum est.

Quantis porro impensis, illisque perpetuis, portuum Regiomontani et Memelensis custodiam, orasque maritimas, ne quæ improvisa ab hostibus ex mari in hasce terras impressio fiat, Illustrissimus princeps noster procuret, omnibus, qui harum rerum imperiti plane non sunt, satis constat.

Ex quibus quidem omnibus satis apparet non levia, sed longe maxima onera Illustrissimos in Prussia duces sustinere, ut interim nihil dicatur de iis, ad quæ ex pactis tenentur et obligati sunt. Sed ut ab initio dictum est, nequaquam recta ratione, juris et libertatis æqualitas ex æqualitate onerum æstimatur, sed ex præscripto legum et pactorum. Quod quidem inde etiam colligere licet, quod nec ecclesiastici Status consiliarii cum politicis regni proceribus, nec ipsi politici proceres, vel etiam alii nobiles inter sese æqualia per omnia onera sufferunt.

Hæc sunt, amplissimi senatores, quæ in hoc solennissimo et frequentissimo omnium regni Ordinum conventu, Illustrissimus in Prussia dux, non tam stabiliendi et muniendi juris sui, quod ex jurata formula pactorum firmissimum simul et liquidissimum est, quam diluendarum

objectionum causa, quibus jus hoc vario quidem sed irrito tamen conatu vellicatum et oppugnatum fuit, publice a nobis exponi et commemorari voluit.

Unde facile cognosci potest, quare nec Illustrissimi in Prussia ducis desideratissimus parens piæ memoriæ regiis responsis acquiescere, nec Sua Celsitudo etiam æquo animo ferre potuerit vel debuerit, quod Sua Celsitudine semota et exclusa, aliquot hoc interregni tempore conventus acti, et hæc etiam solennia electionis comitia indicta sint, ad quæ Sua Celsitudo, tanquam præcipuus regni consiliarius, adhibita et vocata nunquam fuit, et quod multo gravius et iniquius est, ne quidem vocandam esse recens Varsaviense responsum a senatu regni datum non obscure ostendit. In quo quidem et hoc continetur, mirari senatum quod nunc in hac orbitate regni, incommodissimo tempore, hæc vetus et plane sopita causa denuo excitetur, cum potuerint Illustrissimi in Prussia duces, si quid præjudicii aut gravaminis hac in re ipsis illatum fuisset, novo remedio pactis permisso uti, nempe ut parium curiæ judicio controversia hæc dirimeretur. Verum si amplissimus senatus hujus causæ momenta paulo altius ad animum revocaverit, et simul prædicta omnia diligentius expenderit, procul dubio videbit, gravissimis de causis et provocationem ad parium curiæ judicium intermissam fuisse, et renovationem hujus querelæ, quod Illustrissimi in Prussia duces contra evidentissimam pactorum sententiam a comitiis excludantur, hoc tempore, cum de novi regis electione consultationes suscipiuntur, necessario faciendam fuisse, nec sine tacita neglectione vel potius desertione et objectione juris intermitti potuisse, præsertim cum antea in omnibus regni conventibus eadem causa semper mota et agitata, nec unquam sopita fuerit, aut conquieverit. Cum enim Illustrissimi in Prussia duces, multis scriptis et orationibus, in conventibus regni editis, evidenter et perspicue demonstraverint, sicut et nunc luce meridiana clarius deductum et demonstratum est, jus loci et suffragii in omnibus regni comitiis et publicis conventibus ex jurata formula pactorum sibi deberi, nec demonstratum illud et evictum hoc pacto jus, ullis rectis et constantibus, sed tantum ad speciem confictis et excogitatis rationibus, non tam refutatum quam elusum fuerit, quorsum attinuisset causam hanc tam manifestam, et ex claris pactorum verbis justissimam minimeque dubiam coram paribus curiæ disceptandam suscipere? Præterea tanta semper fuit Illustrissimorum in Prussia ducum erga Serenissimos et pientissimos Poloniæ reges, arctissima sanguinis propinquitate illis conjunctissimos, pietas et observantia, ut parum modestiæ, ne dicamus pudori ac verecundiæ suæ convenire existimaverint,

si Serenissimis Majestatibus illorum litem et judicium movere in causa tam plana, æqua et justa, et ad conservationem pactorum spectante, debuissent. Itaque singulari quodam venerationis studio, et testificandæ propensissimæ voluntatis et subjectionis peculiari instituto, maluerunt regia clementia et æquanimitate et benevolentia, bonaque gratia potius, quam disceptatione judiciali, quæ vix sine gravi animorum offensione suscipi et exerceri potest, causæ hujus determinationem et exitum expectare. Et in hoc quidem verecundo et pio instituto subinde Illustrissimus dux senior confirmatus fuit, quando vel iniquitas vel varietas regiorum responsorum novam querendi causam subinde præbuit, et a Serenissimis regibus deinde ita fere responsum fuit, ut hujus causæ integra cognitio et dijudicatio ad alia semper comitia rejiceretur.

Hoc modo peractam et suspensam a multis annis causam et a seniore desideratissimo duce ad filium devolutam Illustrissimus hodiernus dux Prussiæ denuo in comitiis Lublinensibus, ante triennium actis, cum feudi sui ducalis renovationem et confirmationem, præstito fidelitatis et subjectionis solenni jurejurando, acciperet, monere cœpit, ac Regiam Majestatem precatus est, ut id quod pacta Suæ Celsitudini de loco in senatu regni tenendo tribuunt, ex æquo et bono, citra ampliorem controversiam, obtinere et usurpare posset. Cujus quidem petitionis tum scripto exhibita verba sic habent, ut tandem Suæ Celsitudini in consiliis, comitiis, ac conventibus regni primus et proximus locus juxta pacta assignetur, qui alius quam a dextro latere esse non posset.

Ad hanc vero petitionem Regia Majestas similiter scripto 23 die mensis julii, anno 1569, Lublini dato, signoque regio firmato, sine aliqua distinctione, ita prorsus ut petitum fuerat respondit. Locum primum et proximum (hæc sunt ipsa verba regii istius responsi, quod, ut dubitare nemo de eo possit, ad manus etiam in originali habemus) in senatu, secundum pacta, Illustri D. in Prussia duci, Majestatem ejus Regiam permittere. In quo quidem responso, et formulæ pactorum et Suæ Celsitudinis petitioni accomodato, hactenus Celsitudo Sua acquievit. Et ne nunc quidem aliquid motum fuisset, nisi actiones illæ tempore interregni susceptæ, a quibus Celsitudo Sua, tanquam nullum in consiliis et conventibus publicis locum habens, omnino fuit amota et segregata, summam illi necessitudinem imposuissent. Neque enim ignorat non tantum molestum, sed indignum plane et odiosum esse, de re tam certa, tamque perspecta ac manifesta, novam nunc controversiam excitare. Omnino autem ita animum induxerat Sua Celsitudo incluti hujus regni senatores et proceres istius regii Lublinensis responsi memores fore, nec Suam Celsitudinem,

utpote in consiliis regni et conventibus publicis primarium locum ex pactis habentem, a comitiis unquam remoturos aut segregaturos esse.

Quod cum factum non sit, et nova nunc lis et controversia ea de re excitetur, inevitabilis profecto necessitas Suæ Celsitudini imposita fuit minime tacendi, sed juris sui asserendi et defendendi. Siquidem ab omnibus conventibus et consiliis, ab obitu Regiæ Majestatis, constituendæ Reipublicæ causa in regno actis, est exclusa, et id porro etiam nunc agitur, ut ab ipso electionis generalissimo conventu, cui omnes senatores et consiliarii, omnesque nobiles et subditi interesse debent, prohibeatur et excludatur ; quamobrem Celsitudo Sua persuasissimum sibi semper habuit, et ne nunc quidem abjicere fiduciam hanc omnino potest, apud amplissimos regni senatores cunctosque Ordines hoc Suæ Celsitudinis jurium ac privilegiorum suorum conservandorum studium, non alienissimo vel incommodissimo, sed convenientissimo sane ac pernecessario tempore, quo omnibus regni incolis eademque conservandorum jurium suorum cura maxime incumbit, susceptum, non modo omni reprehensione, sed quavis etiam sinistra suspicione cariturum, ac multo magis omnibus humanitatis officiis adjutum, quam vel in malam partem acceptum, vel vitio versum iri.

Ex his igitur copiosius fortasse quam par erat dictis, cum satis sit liquidum, ea omnia quæ objecta hactenus Illustrissimis in Prussia ducibus fuere, qualiacunque illa sint, nullo fundamento niti, nec vim ullam ad labefactanda Illustrissimi principis nostri jura habere, nec per ea Suam Celsitudinem vel ab electionibus regum, vel a cæteris generalibus ac publicis comitiis, quibus Celsitudo Sua ex pactis interesse debet, excludi magis posse quam ullum alium consiliarium, aliudve membrum vel subditum regni, quemadmodum id præter manifestissima pactorum verba ex ipsis etiam tam antiquis quam recentibus regni statutis ac privilegiis, institutisque et moribus majorum abunde est demonstratum.

Idcirco Celsitudo Sua Reverendissimas, Illustres, Magnificas ac Generosas D. Vestras amanter, fraterne et amice rogat et obtestatur, ne Celsitudinem Suam ab electione regis jam habenda, contra antiqua pariter et recentia regni privilegia, jura, constitutiones, et majorum mores, cum manifesta pactorum et regii responsi, nuper Lublini in comitiis publicis dati, violatione, inique et contemptim excludi patiantur, sed illæsa et inviolata Suæ Celsitudini pacta et jura sua omnia et præstent ipsi, et a futuris etiam regibus perpetuo præstari faciant.

Sua Celsitudo vicissim recipit ac pollicetur se idem hoc officii ex justo et æquo unicuique, tam amplissimis regni senatoribus, quam cæteris

omnibus Ordinibus ac incolis, animo libentissimo esse præstituram. Et quidquid unquam beneficii et studii in Suam Celsitudinem collatum fuerit, id memori et grato semper animo accepturam et compensaturam.

Valde autem iniquum, et ab omni ratione et humanitate alienum videri posse Sua Celsitudo asserit, si hoc tempore ubi omnes regni Ordines ac subditi non de conservandis ac confirmandis tantum juribus et privilegiis suis, verum de augendis quoque et amplificandis deliberant et consultant, Suæ Celsitudini etiam vetera jura ac privilegia infringantur et imminuantur, quod quidem Celsitudo Sua non modo non graviter ferre, sed suorum agnatorum his tantis de rebus, quæ Suæ Celsitudini cum illis communes sunt, opem et consilium non requirere non posset.

Caute autem et circumspecte Reverendissimas, Illustres, Magnificas ac Generosas D. Vestras omnia facturas, atque hoc etiam circa hujus negotii tractationem tempestive consideraturas esse Sua Celsitudo confidit, quanta jurium et libertatis diminutio, quamque servilis et ab omni liberali specie, qua etiam quivis nobilis in hoc inclyto regno fruitur, aliena conditio Illustrissimo in Prussia duci non sine summa turpitudine et gravi ignominia irrogaretur, si superiorem dominum et regem pati et sustinere cogeretur, eum quem alii etiam inferioris ordinis et loci homines suis suffragiis comprobarint, ipse vero solus, veluti segregatum quoddam et rejectum inutile membrum, ne dicamus mancipium, nec libera voluntate et suffragio suo susceperit, nec bono et honesto consilio eligi et creari se præsente viderit, audierit, aut cognoverit. Ut enim rectæ rationi et naturali libertati congruit, hoc quod omnes ex æquo tangit ab omnibus quoque pariter approbari, ita naturæ maxime adversatur et servituti simillimum est ferre imperium illius, in quem nunquam consenseris.

Hæc ut diligenter perpendantur, etiam atque etiam Celsitudo Sua orat. Et simul illud quoque ad animum revocetur, quantas inclyto huic regno incommoditates præteritis sæculis hujusmodi injustæ principum huic inclyto regno subditorum præteritiones et exclusiones ab electionibus regum pepererint. Nullam enim aliam ob causam Silesiæ, Marchiæ, Pomeraniæque terras ditionis Polonicæ esse desiisse, et hanc Rempublicam graviter olim afflictam, collisam et attritam fuisse, annales antiquiores et vetusta monumenta testantur. Sic enim plerumque fieri solet, ut, excussis columnis, ædificia ipsa tandem excidium et ruinam patiantur. Ipsa quidem Celsitudo Sua, quæ vitam potius suam velit amittere, quam alienum quippiam a pactis, quoad illa a regibus regnoque Poloniæ quoque (uti decet) religiose servabuntur, committere, hoc tamen ab extrema necessitate sibi expressum tacitum relinquere minime potest : si ex no-

vus, Sua Celsitudine, consiliario regni ex pactorum formula præcipuo, hunc in modum exclusa, contra vetera simul et recentia regni privilegia et instituta majorum, contra manifestum denique pactorum, atque allegati etiam antea responsi Lublinensis authoritatem et constitutionem, perperam et illegitime eligatur, non commissuram Celsitudinem Suam, ut juris sui nullam habuisse rationem, vel ultro illud neglexisse aut deseruisse merito videri possit, sed iis Ipsam usuram esse remediis, quæ tam pactis, quam omni legitima ratione Celsitudini Suæ permissa sunt, et hujus causæ gravis necessitas maxime exigere videtur.

De quo quidem Celsitudo Sua etiam atque etiam, coram frequentissima hac omnium regni Ordinum corona, quanta id fieri et potest et debet solennitate maxime protestatur.

Conservatis autem Suæ Celsitudinis juribus ac privilegiis, nihil omnino est, quod Reverendissimæ, Illustrissimæ, Magnificæ ac Generosæ Dominationes Vestræ, adeoque universi regni hujus incolæ et subditi, de Celsitudine Sua sibi recte et officiose polliceri non possint, modo id a rationibus Suæ Celsitudinis, pactisque mutuis non sit alienum, quodque a principe beneficiario hujus regni constanti et fideli, et a socio et fratre candido et sincero, amicoque conjunctissimo, et a nullis bonæ fidei, humanitatis, aliisque debitis officiis abhorrente, expectari recte possit, aut debeat. Diximus.

LITERÆ AB ILLUSTRISSIMO CURLANDIÆ DUCE AD ORDINES REGNI POLONIÆ CUM INFRASCRIPTA LEGATIONE MISSÆ.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Zaluski, 364.

Reverendissimi, Illustres Principes, Reverendi, Magnifici ac Generosi Domini, Amici, Vicini, Fratresque Observandi, nec non sincere et singulariter Nobis Dilecti,

Studia Nostra amica et quicquid præterea grati præstare possumus, cumprimis deferimus, atque R. Illustritates, Magnificas ac Generosas D. Vestras celare non possumus, ablegasse Nos ad institutam regni pro eligendo novo rege Conventionem, præsentes Generosos consiliarios Nostros Fideles Nobis dilectos Georgium de Tisenhauzen Capitaneum Selburgen-

sem, Michaelem a Brunna Cancellarium, et Osvaldum Grull Grabovium, injunctis quibusdam, ut Nostro nomine R. Ill. Magnificis Generosis Dominationibus Vestris exponant, et celebrandæ novi regis electioni intersint. Quapropter Easdem peramanter et obnixe rogamus, dignentur illis mandata facientibus, benevolas aures, fidemque eam non gravatim adhibere, quam Ipsi præsentes habituri essemus. In hoc Rev. Ill. M. D. Vestræ, rem Nobis fecerint gratissimam, omnique vicissim studio amanter compensandam, ac Easdem salvas incolumesque servari a Deo Optimo Maximo precamur. Datæ Mitaviæ, 26 martii, anno 1573.

GOTHARDUS, Dei gratia, in Livonia Curlandiæ Semigaliæque dux.

LEGATIO AB ILLUSTRISSIMO CURLANDIÆ DUCE.

Dicta salutatione et exhibitis fidei literis Illustrissimi D. ducis Curlandiæ Semigaliæque in Livonia, designati internuntii, in prima audientia coram universis Ordinibus regni Poloniæ, Magni ducatus Lithuaniæ, cæterarumque ditionum, ad hunc fere modum verba facient :

Cum ita Optimo Maximo Deo, a cujus nutu universitas rerum totius naturæ dependet, beneplacitum fuerit, ut Serenissimus princeps et D.D. Sigismundus Augustus, rex Poloniæ, Magnus dux Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Masoviæ, Samogitiæ, Livoniæque, etc., Dominus et hæres, Dominus noster et benefactor, dum in humanis ageret, longe clementissimus, nunc desideratissimus pientissimæ et gloriosissimæ memoriæ, ex mortali hac in meliorem cœlestis patriæ vitam ad beatorum consortium evocatus sit, tempore sane exulceratissimo et Reipublicæ nondum ubique pacatæ alienissimo, ob cujus immaturum obitum et migrationem hinc et dolemus et lugemus jure merito omnes, maxime vero nos, quibus fatis ita ferentibus contigit partem et membrum ejus Reipublicæ fieri, ad cujus gubernacula divinitus, ex longa majorum serie, constitutus fuit optimus, maximus ille, et omni laude atque adeo appellatione et domini et patris dignissimus princeps, de quo certam spem conceperamus fore, ut vindicata ab omni injuria insultantium plus quam ter quaterque misera patria nostra, tandem in quietem, pacem et tranquillitatem publicam restitueretur, quam spem lætus eventus haud fefellisset, si longiorem vitam Deus ipsi concessisset : sed quoniam ea quæ a Deo decreta sunt, ab hominibus mutari non possunt, oportet (quod christianorum est) ut luctui et mœrori, quantumvis acerbo, finem et modum statuamus, et discamus, memores humanæ fragilitatis, ærumnas patienter et ele-

ganter ferre, futuræque spe resurrectionis atque æternæ vitæ accepta damna levare.

Consentaneum autem rectæ rationi et longe consultissimum esse videtur, ut, prius quam optime merito principi, patriæque patri justa parentalia persolvantur, inque locum vacantem novus monarcha deligatur ac surrogetur, Ordines universi omni cura atque conatu (quod faciunt) incumbant, quo necessaria defensione vindicata atque rite constituta, passim in omnibus ditionibus Respublica sarta tecta maneat, collapsaque et convulsa, sive injuria temporum, sive quacunque alia de causa, in pristinum statum reponantur, ac perpetuis temporibus manuteneantur, et conserventur omnia singulorum membrorum, sine cujusdam læsione, injuria, fraudeve, jura, privilegia, immunitates, libertates, atque sine ulla dilatione, fasces gubernationis, unanimi consensu, præcedente ordinaria electione, omnium quorum interest, ad aliquem christianum heroa, tantæ rei gerendæ idoneum, ac a Deo Optimo Maximo, per quem solum reges regnant, prædestinatum devolvantur.

Etsi autem commemoratus princeps meus, ab Ordinibus regni (uti par fuit et a Statibus Magni ducatus Lithuaniæ factum est) ad hæc comitia vocatus non sit, quod non esse ex dignitate Illustritatis Ejus, sed quodammodo pertinere ad imminutionem privilegiorum, regaliorumque Ejusdem fortassis quis ratiocinando non absurde colligeret; ipsa tamen Illustritas Ejus id sinistre non accipit, neque indigne fert, sibi de amica et fraterna semper usu comperta erga se benevolentia senatorum atque omnium Ordinum, non minus augustissimi regni, quam Magni ducatus inclyti, nec non aliarum ditionum longe meliora pesuadens, utpote de illis qui Illustritati Ejus maxima ex parte conscii sunt, quomodo Ea primum urgente necessitate, præteritis aliis vicinis regibus, sua quadam sponte, cum universa Livonia tunc residua in fidem et clientelam pientissimi vita functi, et desideratissimi divi principis devenerit, atque post, ab universis, feliciter intercedente salutari unione, conjunctis Ordinibus acceptata, in unum cum ipsis quasi corpus sub uno capite coaluerit, salvis permanentibus cum ducali dignitate, religione, cæteris privilegiis antiquitus habitis et de novo acquisitis omnibus. In quibus et nunc vacante regno quicquam immutuum, aut sibi suisque hæredibus et posteritati ejus ducatus ademptum iri, tantum abest ut imaginetur, quod etiam certa fiducia, nusquam nutante spe statuat, atque hoc nomine universos conscriptos Ordines majorem in modum benigne interpellet et obnixe roget, dignaturos in hoc conventu generali sæpe dictis Suæ Illustritatis et totius ducatus incolarum regalibus, privilegiisque denuo non

tantum subscribere, verum etiam apud eligendum novum principem haud secus ac suis propriis opportune patrocinari, quo rati habeantur et æviterno valituro robore ab eodem, ut moris est, muniantur, renoventur atque authentico diplomate consignata ab interitu vindicentur, præstitis simul rebus nonnullis et ad finem debitum perductis, de quibus in pactis conventis stipulatum est atque constitutum.

Et quia ratione privilegiorum, atque alias dictante ipsa natura, ad se totamque regno et Magno ducatui incorporatam Livoniam maxime pertinere existimat, ut in electione novi regis, et ipsi non minus quam cæteri principes, senatores, nobilesque, cujuscunque ii dignitatis, eminentiæ, status aut conditionis fuerint, suum quoque locum, votum et suffragium habeant atque dicant; proinde officiose, amice et fraterne rogat atque postulat, ne hoc primo post incorporationem electionis actu, Illustritas Ejus cæterique Livones in præjudicium posteritatis, suo jure, quocunque prætextu exclusi, fraudentur atque cadant, multo magis debita in senatu sessione Illustritati Ejus attributa. In Ejusdem nunc absentia, alterutri nostrum liberum sit, votando suffragandoque id præstare, quod Illustritas Ejus (adversa valetudine nunc impedita) posset, si præsens adesset, tam in iis quæ debitam defensionem susceptæ in patrocinium atque invisceratæ provinciæ, quam quæ assumptionem novi capitis atque regis et id genus alia communia negotia attinent. Quorum utrumque suspendi ulterius procrastinationis mora non vult, neque sine periculo potest, cum propter alias multas causas, tum quod cum hoste Moscovitico pactæ triennales induciæ jam propediem effluxerint, atque is in omnem occasionem intentissimus vicinis oris, maxime autem omni ope destitutæ nostræ patriæ inhiet. Neque vero hi ipsi uniti Ordines, consultatione aliarum rerum minus prægnantium trahentes tempus, patientur hostem illum truculentissimum ulterius proferre pedem, quod fortassis multi persuasi opinentur posse ea facilitate istas oras recuperari qua amitti. Quin potius ante omnia, suspensis rebus, quæ quomodocunque moram ferre possunt, de tali defensione aut novis induciis aut statim arreptis armis instituenda cogitent, quæ non minus sit tolerabilis et salutaris periclitanti Livoniæ, quam ex dignitate totius et communis Reipublicæ, ne videamur velle, præposteratione consiliorum atque actionum, septa claudere, amisso grege, et obstruere puteum, submerso et extincto puero, quod in vulgari rudius fortassis sed vere dici solet. Atque hæc ea sunt, quæ sub initium instituendorum tractatuum dicere jussi sumus, oratione tenuiore verbisque inserviendo tempori contractioribus et paucioribus, quam incumbens negotii moles requirit.

Sicque ut in omnibus, quæ privilegia, sessionem, votum seu suffragium, et ipsam, quæ omnium hoc rerum statu prima et magis urgens ac necessaria est, defensionem concernunt, si et æqua et justa et minime deneganda postulare arbitratur, ita etiam omnino sperat Illustritas Ejus, se sine aliqua repulsa, annuente benigna, benevolaque universorum Ordinum assensione, voti compotem futurum, et quod pro se, suisque ac tota reliqua Livonia petit, asseculurum esse. Experientur vicissim universi Ordines cum tota Republica, omni loco et tempore, Illustritatis Ejus debitam et promptam gratitudinem, in præstando cum omni observantia, nullo non officio bono et christiano atque Reipublicæ amante principe digno, cujus neque Rempublicam ipsam, neque Reverendissimas Amplitudines, Illustrissimas Celsitudines, Spectabiles et Magnificas Dominationes Vestras, tanquam ejusdem commembra, per Dei benignitatem unquam pœnitere vel possit vel debeat.

SUBNEXA IN OMNEM EVENTUM PROTESTATIO.

Illustrissimus princeps, D. Curlandiæ, Semigaliæque dux, D. noster clementissimus, mutato statu, ex temporario sacri romani imperii, hæreditarius augustissimi hujus regni, Magni ducatus, cæterarumque ditionum et commembrorum, cum quibus in unum quasi corpus sub uno capite coaluit, factus princeps, ac pacto et providentia, iisdem quibus Illustrissimi Domini duces Borussiæ, sine ulla aliqua exceptione, gaudens cum dignitate tum privilegiis, summam sibi suisque hæredibus et subditis, toti denique posteritati ejus ducatus fieri injuriam arbitratur, si spretis sacrosanctis pactorum conventorumque institutis, atque adeo ipso jure naturali, contra dictamen rectæ rationis, geometrica quadam proportione æqualia æqualibus distribuentis, et ipse princeps et subdita ejus nobilitas, cæterique istius ducatus Ordines, a præsenti (qui primus proh dolor! post nostram accessionem opinione citius, juxta Dei tamen voluntatem, in hac Republica accidit) actu electionis omnis liberrimæ et ad omnes in universum quorum interest maxime pertinentis, excludi, et infra omnes infimos, non tantum nobilitatis hujus regni, sed et plebeiorum ad instar mancipiorum divendendorum Ordines dejici, ut in hac summi momenti parte expers omnis ingenuæ libertatis, rei incomparabilis, et quæ toto non venditur auro, ab aliorum tantummodo nutu et voluntate pendere, et nescire, neque consentire debeat, cui principi se cum uxore, domo, liberis, subditis, denique cum ipsis aris et focis

sacrisque et profanis omnium fortunarum, concredat atque submittat.

Proinde iteratis, repetitisque vicibus per nos suos mandatarios, hæc Illustritatis Ejus postulata, tam justa, tam æqua et minime neganda, senatoribus, Ordinibusque universis et singulis, revocata in penitiorem altioremque considerationem voluit. Quod ea qua par est submissa reverentia facimus, nullis disputationibus, quas suo loco in præsentiarum relinquimus, inhærentes, sed in re minime dubia, imo ipsa luce meridiana clariore, per omnia sacra intercedentium fœderum et pactorum arctissimum nexum indissolulibilis consociationis atque invisceralionis, ipsam denique sacrosanctam æquitatem, omnis concordiæ et tranquillitatis publicæ altricem et conservatricem, orantes, obsecrantes, ne arcendo excludendove a sessione et voto, tale quid in Illustrissimum principem nostrum committatur, quod quomodocunque dignitatem et libertatem, cæteraque privilegia Suæ Celsitudinis et subditorum lædat, infringatve, quodque in Rempublicam Illustritatis Ejus meritorum male relatæ gratiæ specimen præ se ferat. Neque vero in dicenda sententia Illustritas Ejus, vel Ea absente, Ejusdem nomine mandatarii quidquam in medium adducent, quod vel ab instituto alienum, vel incommodo afficiat communem Rempublicam, qua Illustritati Ejus antiquius nihil, nihilque æque venerandum atque charum existit.

Quod si præter omnem spem et expectationem, hisce non attentis, de facto procedi et eligi novum regem, nobis, cæterisque Livonibus exclusis, contingeret, nobis, nomine sæpedicti principis nostri, necessario præsens protestatio interponenda veniret. Quam sane in illum eventum, omni meliore modo atque via qua possumus, solemniter protestando, interpositam esse volumus, ne quid ex hujus facti consequentia et nunc, et omnibus futuris temporibus, in præjudicium et fraudem cum ipsius principis et ejusdem hæredum, tum totius nobilitatis atque omnium ejus ducatus Ordinum vergat, sed sint maneantque ipsis integra et inviolata omnia et singula jura, regalia, privilegia, libertates, immunitates et id genus reliqua.

LEGATIO AB ILLUSTRISSIMIS POMERANIÆ DUCIBUS AD ORDINES REGNI POLONIÆ.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski, 364.

Instructio, qua Nos Joannes Fridericus, et Ernestus Ludovicus, Dei gratia Stetinensium, Pomeranorum, Cassubiorum et Vandalorum duces, principes Rugiæ et comites Gutkowiæ, nostros consiliarios Christianum Kussow capitaneum Grimmensem et Tribucensem in Mugenvalde, et Philippum Putkamer in Versin, ad publicum conventum inclyti et potentissimi regni Poloniæ ablegavimus.

Nostri consiliarii iter suum ita instituant, ut quam primum Varsaviam ad publicum conventum Ordinum et Statuum inclyti et potentissimi regni Poloniæ veniant, et impetrata audientia, toti senatui nostro nomine, amice et reverenter, cum delatione nostrorum studiorum et officiorum salutato, in hanc sententiam exordiantur.

Posteaquam Serenissimus et potentissimus princeps et Dominus, D. Sigismundus Augustus rex Poloniæ felicissimæ recordationis, anno præterito ex hac ærumnosa vita in æternam beatitudinem evocatus sit, nos magno dolore affectos esse ; nam et in Regia Majestate jam defuncta, et laudatissimis majoribus ipsius, dominos, amicos et fautores singulares habuimus, et fuit nobis eo majori dolori, quod Sua Regia Majestas postrema ex illa nobilissima familia fuit, quæ semper cum nostris majoribus et sanguinis et fœderis vinculo conjunctissima fuit. Sed cum omnia divinitus gubernentur, et haud dubie ex voluntate divina potentissimus rex evocatus sit, acquiescendum est in divina voluntate, et petendum ut omnipotens Deus defunctæ Regiæ Majestati felicem et jucundam resurrectionem clementer concedere velit.

Quod autem amplissimus senatus inclyti regni Poloniæ Varsaviæ convenerit, de eligendo novo rege consilia communicaturus, nos Deum ardentibus votis orare, ut Spiritu sancto suo conventui interesse, et consilia senatorum ita regere et gubernare velit, ut eligatur talis rex, qui pietatis, justitiæ et pacis amantissimus sit ; quod ut fiat nos a senatoribus isthic congregatis magnopere contendimus, ut nostræ regiones tanquam finitimæ et reliquæ gentes christianæ eo firmiore pace frui possint, ne antiquissima pacta et fœdera arctissima dissolvantur ; nam quanta conjunctio antiquitus semper inter amplissimum senatum regni Poloniæ et

majores nostros duces Pomeraniæ fuit, Ordinibus et Statibus per se constat, et nos id literis nostris nuper ad Ordines in conventu Kaski congregatos missis declaravimus ; nam cum anno 1501, post mortem Serenissimi regis Poloniæ Joannis Alberti felicissimæ recordationis, senatores regni Poloniæ Petricoviæ convenissent, in die festo S. Crucis, gratia eligendi novum regem, nostrum proavum Boguslaum ducem Pomeraniæ ab amplissimo senatu vocatum esse, ut aut in propria persona, vel per legatum idoneum electioni interesset, et de communi bono cum aliis consultaret. Sunt enim verba vocationis hæc :

« Vocamus, prout consuetum est, ad electionem, et rogamus, ut illuc venire velit, consultura nobiscum de rege et communi bono, vel, si hoc difficile sit Vestræ Illustrissimæ D., saltem mittere velit ad præfatam consultationem nuntium gerentem vices ejusdem Vestræ Illustrissimæ Dominationis, » quemadmodum exemplum illarum literarum declarat, quod offerre nostri internuntii signatum litera A debent.

Etsi nos non adeo magnopere cupimus talibus difficillimis consultationibus interesse, tamen cum hoc antiquitus ita observatum sit, et ad nos et ad nostros ducatus illud jus pertineat, magnam in spem venimus, Ordines et Status inclyti regni Poloniæ hanc nostram postulationem non ægre laturos, sed potius animo propenso esse, ut jus nostrum in posterum integre conservetur. Si nos vicissim amplissimo senatui et omnibus Ordinibus potentissimi et inclyti regni Poloniæ prodesse et gratificari poterimus, non deerit studium et prompta voluntas, quemadmodum nos juxta sanguinis, vicinitatis et fœderis arctissimam conjunctionem facere tenemur.

Datæ Stetini, anno 1573.

SENTENTIA CUJUSDAM DE ELIGENDO REGE.

Bibliothèque du prince Czartoryski; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski, 396.

Examen des avantages et des inconvénients des différentes candidatures. Parti Piast : l'avénement d'un simple gentilhomme au pouvoir suprême serait une humiliation pour le reste de la noblesse et un danger pour nos libertés. Le duc de Prusse et le duc de Poméranie : ils sont vassaux de la couronne de Pologne. Le prince de Transylvanie : son élection pourrait

nous entraîner dans une guerre avec la Turquie. Le tsar : ses cruautés, sa tyrannie ; les Lithuaniens l'ont en horreur ; on ne viendrait jamais à bout d'apprivoiser cette bête féroce. L'archiduc Ernest : exemples de la Silésie, de la Bohême et de la Hongrie ; la Pologne tomberait sous le vasselage de l'Empire et serait bientôt en proie aux Allemands. Éloge du duc d'Anjou : il est le frère du roi de France et lieutenant général du royaume ; il est jeune ; il a déjà remporté de brillantes victoires ; il assurerait notre sécurité du côté de la Turquie ; la puissance maritime de la France aiderait la Pologne à dominer dans la Baltique ; choisir un prince français, c'est presque choisir un prince national, car il n'y a pas de pays qui, par le caractère, les mœurs et l'histoire, se ressemblent autant que la France et la Pologne. Tous ceux qui aiment leur patrie voteront donc pour le duc d'Anjou.

Iż wam pana nie stało, Panowie Polacy, widzę *de eligendo rege* że *variant sententiæ et animi vestri*, bo znać iedni chcecie Piasta, drudzy kurfirszta Saskiego Augusta, trzeci xiążęcia Pruskiego, insi króla Szwedzkiego, insi iego syna, drudzy Batorego woiewodę Siedmiogrodzkiego, drudzy xiąże Cieszyńskie, ostatki Piastowego domu, pana margrabię Brandeburskiego, xiąże z Anspachu, Karolusa brata cesarskiego, xiąże Pomorskie, Ernesta syna cesarskiego, Moskwicina, królewicza Francuzkiego, a ostatni z nas, ci tylko gubernatora *ex domesticis* obranego. Chęć waszę ku dobremu Rzeczypospolitey matki waszey chwalić muszę i czuyność wysławiać, i swobodę *sentiendi et dicendi* bardzo miłować ; w którey iżem się sam urodził, *in hac sententiarum varietate*, zdało mi się to miedzy was, pany a bracią swą, tem krótkiem pismem swem podać, co naylepszego bydź rozumiem, gdyżem też *pro mea virili* to powinien, i takbym dobrem rad, iako kto.

O pierwszym myślenie próżne, bo wszystkie *rationes Reipublicæ nostræ*, obyczaiów, czasów, narodów do Korony należących i ćwiczenia takie są, że żadnego na to mieysce teraz obrać i piastować nie możemy, krom wielkiego naszego upadku.

O ostatnim myślić *turpe et periculosum. Turpe*, żeby to, tak możne i wolne królestwo miało *dominis parere superbis*, bo *asperius nihil est misero cum surgit in altum. Periculosum* zasię, bo ta gubernacya wziąwszy moc, i maiąc fakcye po sobie, przywiodłaby *tyrannidem* za sobą, *fasces et secures*, iako niegdy *dictatura Julii Cæsaris* w Rzymie, *brevis gustus imperandi animum* więc *ad majora rapit*, które dobrze wiecie, a z czasem coby przyszło, łacno się domyślić.

O Augustowe góry niedbaycie, bo on *electoratum* albo kurfirsztostwa dla królestwa nie puści, a nie może też nic *regno* przydać, bo to wszystko *Imperii*, a dwie przysięgi przeciwne, nie wiem iakoby na sobie nieść i one wypełniać mógł.

Xiąże Pruskie dobrze mieć towarzyszem a nie panem, gdyż to swóy, a w Niemczech też lenna ma, a ćwiczenie iego nie iest prze wasze.

Król Szwedzki, i nam i Szwedom razem rozkazać nie może: wiecie co było w Polszcze, gdy Władysław był królem Węgierskim i Polskim, a syn iego ieszcze dziecie, iuż też iest przyięt i koronowany od Szwedów.

Z Batorym, nie dobrze Turkowi respondować.

Z Cieszyńskiego a z Anspachu nie widzę pociechy, a pociechą zowę *honestum et utile.*

Pan margrabia takoż iako i August.

Z Karolusém nie widzę żebyśmy też wskórali, a za czasem wspominałby nam siostrę, co łacno u tego który z przyrodzenia niechętliw.

I xiążętom Pomorskim dobrze tak postaremu, wszak też nam hołduią z Bitowa i Laumburku. *Et horum autem omnium vires, fortunæ et dotes nullæ*, zwłaszcza nam Polakom potrzebne. Awa, te wszystkie na stronę odłożywszy, o tych trzech gra idzie, o Moskwę, o Ernesta, a o Francuza.

Z strony Moskwy pokóy wam słodki, a *de naturali et vere hæreditaria tyrannide* iego nic nie myślicie. Panowie Litwa bracia nasi lepiey to widzą, i tym tam panięciem się brzydzą, oni to sobie za niepokóy poczytaią, a wy się pokoiu nadziewacie, *deberi ille sibi sceptra putat*, i kłaniać się o to nie będzie, chociaż kaleka nędzny porażony leży. A weźmiecieli go, uczynicie sobie wieczną lekkość i narodom swym, iakobyście go z musu przyięli. *Non mitescet illa fera, nec cicurabitur progenies illius*, dokąd iey staie. Inszać była z Iagełłem pohańcem, który *ex umbra et ab idolis in lucem et ad fidem* przyszedł, i zaraz się wszystkiego od nas uczył, ale ten iuż w swych supersticyach tward i zasechł, że iuż inaczey nie będzie, zatemby i *tyrannidem* nam przyniósł, i *barbariem* swoię, mniemaiąc by rozum: czegoby mu samiż nasi pomagali dla wysługi, iako przedtem było, *in alio passu.* Pomógł wam Bóg *Russiæ duces* pokonać, *et excutere jugum ipsorum*, prawie *in vestras cervices destinatum*, panuycie im, nie bądźcie ich *servi et mancipia.* Ieśli się wam chce Połocka y Smoleńska, lepsza iest wszystka Rzeczpospolita, niźli to tam; a co większego, *libertas et jura patriæ, quibus semel amissis*, nie wiem co potem, że i człowiek żyw. A też tego lepiey i przystoyniey *virtute* dostać, niźli tak sromotnym frymarkiem.

Synowie Cesarscy są snać panięta czyste *et bene educati principes*. Sam Cesarz Iegomość Pan mądry i naszey nacyi przychylny, ale mię przecie *aliena vestigia terrent*: Czechowie, Slęzacy, Węgrzy, co się z nimi dzieie? Znać też nie wielka z tey tam strony pomoc, gdyż się tam przez rozdrożenie wielkie, chudoby i chciwości niemało zawadza, przewiesć też nie widzę by bardzo mogli, gdyż domu tego *causa*, *non est totius Imperii causa*, i owszem znać niektórzy xiążęta tego im nie życzą, gdyż ich też boli *ea hæreditas Imperii sine coronatione*. K temu było dobrze zawżdy Koronie, gdy była *amica et par Imperii*, a terazby z czasem *subjecta* bydź musiała, co naprzodku by się ieszcze taić mogło, ale *cum tempore sumptis viribus*, *et paulatim invecto dominatu*, (a łacno to u nas *in tanta cupiditate* w ludziech, że dla przysługi, wszystkiego Panu co chce pomagaią, i wolnośc swoię przedawaią), mieliby nas nie długo pod nogami, nie tylko oni, ale i wszystko *Imperium*, a chcieliby się oni teraz z swych defektów i impotencyi nami wygrześć i podnieść, aż my z cegłą do zamku, z pleskami do Węgier, po ortel do Wiednia. O Prussy że ma bydź pokóy, nie wierzę ia temu, bo na to *Imperium* nie zezwoli, a oni przysięgaią *augere et adempta recuperare*, a też by byli mogli, radziby ie nam dawno wydarli, i sami Prussowie nie bardzo o nie dbaią, bo by tam nie wielką łaskę mieli, gdyż to pamiętna, że przy Koronie przestać woleli, a bez nas do nich nie chcieli. Chęć tedy i łaskę Cesarza Iegomości ku nam czem innem mu odsługować, nie tem coby nas wiecznie skazić musiało.

Co się tycze Francuza brata króla Francuzkiego, ten iest młodzieniec *viginti quatuor annorum*, dobrze ćwiczony, imie iego *Henricus dux Andegavensium*, *gubernator regni Galliæ* po królu. We dwadzieścia lat trzy bitwy wygrał, nigdy nie przegrał, *artium belli et pacis peritus*, *concordiæ civilis faber optimus*, Angielskie i Szkockie królestwo mu dawano z panną, ale go nie chciał, przestrzegaiąc sławy. Potencya tam wielka na morzu, bogactwa wielkie, zaczemby nam i władza morska przystąpiła, którą nam po te czasy lada kto z ręku wydzierał. A pomogłyby nam te *fœdera* i *amicitia* z królestwem Francuzkiem, ku dobrey przyiaźni i pokoiu z Turkiem, bo tam są *amici iisdem fœderibus* jako Polacy.

Item z królestwem Angielskiem, z królem Duńskim i Szwedzkim, bo ci z dawna są *confœderati cum regno Galliæ*, a król Duński zwłaszcza, który Francuzom i innym narodom, *Narvicam navigationem* imo Gdańsk do Moskwy obrócił, tedy i ta iuż stanąć może, *navigationes* po wszystkiem morzu wolne, *commercia* z Francuzkiem królestwem spólne,

miasta Pruskie upadłe powstać mogą i z tego niedostatku teraźnieyszego wszystka Korona ratowana będzie mogła bydź : a to ktemu, iż dalszego lepiey wziąć, niźli bliższego kogo, któryby nam ze wszystkiemi swem nad szyią wisiał, i swoie wszystkie dignitarstwy Polskiemi podzielał, w czem od tego tam *salva omnia.* A co iest naywiększa, ukażecie to wszystkiemu światu, że prawą swobodę i wolność żywą i prawdziwą macie, i Pana sobie obieracie nie z musu ani z korrupcyi, ale *excelso illo et vere nobili libertatis vestræ conservandæ, et patriæ illustrandæ animo*, prawie go iako z nieba od Boga z ręku, i z sławą swą, z dobrem pospolitem, z wolnością całą, z pożytki wszystkiemi, z bogactwy i z maiętnością weźmiecie, człowieka obyczaiów naszych, prawie *professorem omnis cultus et humanitatis*, bo na świecie niemasz żadney nacyi podobnieyszey Polakom iako Francuzowie. Awa, ieśli co rozumu i miłości przeciw oyczyznie, *et si quid generosi sanguinis* macie, życzcie sobie i potomstwu swemu takiego *honestum et utile*, nad które was nigdy na świecie iuż takie potem nie potka.

DYARYUSZ ELEKCYI HENRYKA KRÓLA.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski, 397.

Ad diem quartam mensis maii, omnes Status regni Poloniæ cæterarumque eo pertinentium ditionum in agro Camenensi ad Varsaviam convenerunt, et ibidem singuli palatinatus suo quique loco et ordine collocati, de rebus ad electionem novi regis pertinentibus, et præcipue de nominando illo qui in regem sit assumendus, consultarunt. Cumque palatinatibus Posnaniensi et Calissiensi, in quibus nimirum jurisdictio archiepiscopi Gnesnensis, tanquam totius regni primatis, comprehenditur, jus prioritatis competeret, ab eodem archiepiscopo, posteaquam ab ipso solenniter S. Spiritus præsentia (ut in tali actu moris est) invocata esset, causæ ejusdem conventus, nec non nomina competitorum regni ordine recensa fuere. Postea supremus capitaneus Majoris Poloniæ, quem generalem vocant, Dominus Zarnekoviensis Czarnkowski, ad marescalci præfecturam deputatus, a singulis singulorum suffragia et sententias requisivit.

Ibi princeps archiepiscopus primum suffragatus, in hanc sententiam locutus est : Se quidem Cæsareæ Majestatis filium, quo minus is ad regnum capessendum accerseretur, suo suffragio non excludere, si præsertim Lithuaniæ res exterorum auxilio contra Moscorum grassationes indigere viderentur ; sin vero minus alienis auxiliis indigerent, et ipsi Lithuanorum vires ad sustinendos hostes per se sufficere judicarent, se sententiæ suæ pleniorem declarationem sibi reservatam velle. Hunc in suffragiis suis explicandis ordine secuti episcopus Posnaniensis, et ejusdem frater Dominus castellanus Calissiensis, iidem quoque suffragia sua ad Cæsareæ Majestatis filium converterunt, pure et absque ulla conditione. Cæterorum fere omnium suffragia indigenam vel Piastum (ut vocant), vel Galliæ regis fratrem expetiverunt, duorum solum Moscum, et trium Sueciæ regem. Cum autem omnium suffragia uno eodemque die propter suffragantium multitudinem cognosci et exaudiri minime possent, hoc die, conventus dissolutus fuit. Sequenti die, qui fuit quintus nonas maii, reliquorum Statuum ad duos supradictos palatinatus pertinentium sententiæ dictæ sunt, quæ in eum prorsus finem directæ fuerunt, ut vel Piastus vel regis Galliæ frater in regem eligeretur ; ii tamen qui ex Piasti partibus erant, expresse hoc postulaverunt, ut, si forte contingeret Piastum ab hac electione excludi, et extraneum indigenæ præferri, ipsis et salvum jus, et potestas nominandi extraneum remaneret. In cæteris quoque palatinatibus omnium sententiæ eo die explicatæ sunt, candidatorum nomina tum retinentibus, Serenissimo archiduce Ernesto Cæsaris filio, Andium duce Henrico regis Galliæ fratre, Joanne Sueciæ rege, et Piasto, sub cujus Piasti nominatione etiam Borussorum princeps marchio Fridericus Albertus, et Dominus Wilhelmus Rosenbergius Boemus habebantur. Et quamvis in singulis fere palatinatibus tantum aliqui Cæsaris filio suffragati essent, omnes tamen episcopi cum suis collegis (excepto Cujaviensi, qui ex professo Galli partes tuebatur), omnes quoque palatini in ducatu Lithuaniæ (etsi Radzivilius palatinus Vilnensis, item Chodkievicius in explicandis suis sententiis studiose moram interponerent), ut et deinceps temeritatem et inconstantiam suam in hoc negotio Cæsari magis testatam facerent, archiduci Ernesto unanimi consensu adhæserunt. Siculi non minus palatinatus Kijoviensis in Russia, tres quoque palatinatus Prutenici (excepto Culmensi, cu us præses cum Kostka et quibusdam aliis Gallum sequebantur) cum majori nobilitatis parte idem fecerunt. Omnes item civitates Prutenicæ cum toto tractu Pomeranico suffragia sua Cæsaris filio contulere, ita ut hoc negotium totum ad Cæsaris partem inclinare et propendere videretur. Hæc cum ii,

qui ex Galli partibus erant, intelligerent, omnem removerunt lapidem, ut vel Cæsaris res impedirent, vel eas saltem interturbarent, suas autem, quibus modis possent, stabilirent et promoverent, quod quidem his artibus (cum summæ authoritatis viri id pro comperto habent) ab ipsis attentatum fuisse accepimus.

Orator Gallicus, Joannes Monlucius, cardinali Commendono pontificio legato 12,000 coronatos annui in Gallia reditus, quoad viveret, regis sui nomine promisit, si regis sui causam ad exoptatum finem perduceret. Commendonus spe tantorum in Gallia redituum illectus, negotium aggreditur, reginulam Annam, demortui regis germanam, in suas partes perducit cum Chodkievicio et Radzivilio (quibus a Gallicis legatis itidem ingentia dona, nimirum centum ducatorum millia, data fuisse dicuntur), et iis, ut levissimis et inconstantissimis hominibus, persuadet, ut non solum ipsi per se Cæsaris partes desererent, sed cæteros etiam Lithuanos eo deducerent, ut a Cæsare prorsus omnino deficerent. Quod quidem unum quam vehementer Cæsaris res perturbarit afflixeritque, eventus postea edocuit. Dicunt reginulam Annam, prioris regis Sigismundi Augusti germanam, feros et barbaros illos populos, quos Masovios vocant, ad Galli partes suscipiendas easque urgendas perduxisse, de quo tamen ipsa reginula se postea quam diligentissime excusavit.

Postera die, instantibus præsertim iis, qui Piasto extraneum præferri cupiebant, eundemque in suffragio quisque suo cum nominatim expressisset, magnæ contentiones exortæ. Volebant enim ut ii qui Piastum generali vocabulo expetebant, hujus nomen, sicut ac ipsi in nominando extraneo fecissent, itidem nominatim et specialiter exprimerent. Cumque his de rebus, et præsertim uter alteri præferendus esset, in consilio multa essent disceptata, in hanc demum sententiam simul omnes iverunt, ut hæc deliberatio ad senatum totius regni remitteretur, et quidquid ab hoc conclusum foret, id omnes ratum et acceptum haberent; expresse tamen sibi hoc qui erant ex Piasti partibus reservarunt, ut hæc sententia senatus, si Piastus in competitorum numerum non admitteretur, ipsis postea in nominando extraneo minime præjudicaret.

Septima die maii, antequam in majori senatu conventum esset, Status ex Posnaniensi et Calissiensi palatinatibus singuli suos Piastos nominavere; et cum postea in frequenti et majori senatu omnium suffragia exaudita essent, Vilnensis palatinus, et præses Samogitiæ assurgentes, a communibus Statibus postularunt ut, quando ipsi a cæteris Lithuaniæ Statibus in colloquium foras accerserentur, id iis per communes Status liceret; absque mora foras egressi, et cum cæteris Lithuaniæ Statibus

vix quarta horæ parte collocuti, in senatum redierunt, quique suum locum occupantes. Ibi palatinus Vilnensis, impetrata dicendi venia, communibus Statibus proposuit, quidquid in communi consilio a Statibus Lithuanicis circa electionem novi regis unanimiter conclusum esset, id ipsos a Chodkievicio, cui hæc provincia dicendi ab ipsis demandata esset, audituros. Post hunc Chodkievicius exorsus : «Quod felix et faustum sit, totique Reipublicæ salutare, inquit, ex certo et maturo consilio, gravissimis maximisque de causis, unanimi consensu hoc decernimus: si Andium dux religionis exercitium nobis liberum concesserit, reginulam Annam conjugio sibi legitime junxerit, contra Moscum nos defendendos susceperit, libertates denique nostras et privilegia se integra et inviolata conservaturum promiserit, eum pro rege nostro eligimus, ipsum pro eo habemus et agnoscimus. » Ad hæc verba a multitudine, quæ ad id absque dubio subornata fuit, ingens clamor excitatus, et hæc voces exauditæ : « O egregios fortissimosque viros Lithuanos, hunc nimirum regem habebitis, sanguinem et vitam pro vobis effundere parati sumus. »

Post hæc omnium Ordinum et Statuum suffragia, nec non candidatorum nomina de scripto recitata sunt, et, exclusis aliis, soli competitores reperti sunt : Cæsaris filius, Andium dux, rex Sueciæ, et Piasti vel indigenæ aliquot, numero septemdecem. In recitatione autem harum personarum, ubi Andium ducis vel Galliæ regis nomen a factiosa multitudine exauditum est, omnes fere « Galli, Galli » nomen geminantes, eum et nullum alium in regem suum postulavere, ita ut præ strepitu et acclamatione tumultuantium vix quispiam proprias suas voces intelligere, multo minus de rebus tantis et seriis cum aliis conferre posset. Dum hæc geruntur et cum tumultus paululum sedati essent, palatinus Cracoviensis, regni supremus marescalcus, omnes obtestatus et majorem in modum adhortatus, ut in tali et tanto actu, pertinente nimirum ad totius regni posterorumque ipsorum salutem et incolumitatem, sedatioribus tantum animis uterentur, et tumultus hos, quibus modis possent, compescerent, in id unum integris judiciis conversi, quo talis rex ab ipsis communibus suffragiis eligeretur, qui regno huic amplissimo summo honori, maximoque emolumento esse possit, utque ad eam rem certi quidam deputarentur, qui in publico rationibus certantes, de his et tantis rebus conferrent; quam marescalci sententiam reliqui Status quoque approbaverunt : et ab ipsis interlocutores dati, qui Cæsaris partes tuerentur, episcopus Plocensis, Dominus Fabian Czema palatinus Marienburgensis, et præses Slupetzki ; qui vero Galli, episcopus Cujaviæ, palatinus Sandomiriensis Zborowski, et præses Gedanensis Kostka ; qui demum Sueci, palatini,

Cracoviensis, Podoliensis et Ravensis. Quorum disceptationibus et interlocutionibus totus hic dies datus fuit.

Die octava maii, in singulis palatinatibus separatim de supradictis candidatis consultatum fuit, singulis suas rationes in medium adducentibus. Et cum multi ex præcipuis intelligerent, Piastum ab electione prorsus exclusum iri, totos se ad Cæsarianas partes converterunt, et filio Cæsaris ex professo suffragati sunt.

Ad nonam vero diem maii, cum omnes Status in magna frequentia convenissent, et Piastum ex numero competitorum rejecissent, interlocutores supra nominati rursus in publico candidatorum nomina proposuerunt, et de eligendo uno ex illis consultarunt. Ubi episcopus Plocensis primum verba faciens, in hanc sententiam locutus est, se Statibus regni ordine demonstraturum, certissimisque rationibus id evicturum, quam honorificum ipsis futurum sit, quæque commoda et emolumenta toti regno, imo toti christianitati inde proventura essent, si Romani Imperatoris filius ab ipsis in regem assumeretur. His verbis vix pronunciatis, rursus vociferationes et tumultus a multitudine excitati sunt, ita ut etsi Plocensis pergeret verba facere, tamen ex millibus vix unum verbum ad astantium aures pertingeret; acclamabat enim multitudo continuo : « Gallum! Gallum! » Cum Cujaviensis post Plocensem verba facere instituisset, altum silentium fuit. Is pro Gallo multas rationes afferens, has pro præcipuis allegavit :

Regno Polonico, cum et ære alieno obstrictum et multis sumptibus prope exhaustum esset, magnopere expedire, ut ad talem regem deferatur, qui parata pecunia ipsi subveniret, et regios cameræ proventus redimeret, aliaque, quæ res postulet, præstaret.

Opus ipsis præterea esse forti et magnanimo rege, rerum bellicarum perito, qui eas pro occasionibus dextre administraret.

Ex re itidem regni futurum, si talis rex ipsis contingeret, qui pacem cum Turca, vicino et præpotenti hoste, perpetuo conservaret.

Non minus Reipublicæ expedire, si talem regem nanciscerentur, qui et prius in regni gubernatione fuisset versatus.

Cum igitur hæc omnia solus unus ex competitoribus, nempe Galliæ regis frater, et præstare posset, et vellet, et populus tandem suffragiis suis exposceret, voxque populi vox Dei esset, insuper et ipse alios competitores numero suffragiorum superaret, judicare se, inquit Cujaviensis, hunc præ cæteris eligendum esse. Ad quas voces multitudo iterum vociferari et tumultuari cœpit «Gallum, Gallum,» sibi denuo regem postulantes hunc optimum, et nullum ipsi alium esse præferendum. Quos

etsi ii qui ex Cæsarianis partibus erant, prohibere vellent, minime tamen hi propter strepitus et tumultus exaudiri potuerunt. Ferunt tamen interea episcopum Plocensem et præsidem Slupetzki constantissime negotium Cæsaris adjuvisse, hisque de rebus prudentissime disseruisse, ita ut si ad æquos judices res devenisset, Cæsarem priores partes facile obtenturum fuisse credere. Summa argumentorum pro Cæsare hæc fuit: Valde honorificum Polonis futurum, si ex ea familia regem assumerent, quam Deus Optimus Maximus, præ omnibus cæteris familiis orbis christiani, ad summos dignitatis et amplitudinis gradus evexisset, et ex qua tot præclari reges et principes longa serie prodiissent, et deinceps quoque absque dubio prodituri essent ; debere Polonos meminisse quoque vicinitatis et amicitiæ, multarumque aliarum necessitudinum, quæ ipsis cum Austriaca familia intercederent, et quod ea nunquam offensæ alicujus et simultatis ipsis causam vel occasionem præbuisset, quæ quidem omnia vicissim grati animi declarationem et recompensam quandam a Polonis repetere viderentur.

Constare præterea omnibus Austriacos archiduces Jagiellonum et nuper demortui regis familiam cognatione et affinitate quadam attingere; æquum igitur esse, ut in hac electione Jagiellonicæ domus ratio aliqua habeatur, et is potissimum, qui superioribus regibus consanguinitate junctus esset, in regem accipiatur.

Nec esse quidquam, quod in hoc Austriaco duce desiderarent ; ipsum enim optime et liberaliter educatum, præclaris animi et corporis dotibus instructum, qui et in gubernatione regni suam dexteritatem et peritiam, pacis et belli tempore, aliquando præclare testatam facere in animo haberet. Callere insuper hunc archiducem multas linguas, ut ipse per se, nullo adhibito interprete, tam cum subditis, quam cum exteris, de rebus necessariis colloqui posset.

Non quoque dubitandum esse, si hic in regem eligeretur, quin Ordines Sacri Romani Imperii cum Polonis firmam amicitiam et perpetuum fœdus sint inituri, et res Livonicas et Prutenicas hac ratione in statum meliorem deventuras ; quod si fieret, non solum id ipsis Polonis, Prussiæ et Livoniæ, sed Germaniæ quoque, Bohemiæ, et ita toti Reipublicæ christianæ magnopere profuturum. Nec Turcam inde, si Austriacum concordibus animis eligerent, causam movendi belli contra Polonos habiturum, si præsertim in locis ipsis finitimis pacate uteretur, nec a Polonis ipsis contra Turcas hostilis aliquid attentaretur. Si ultro cum Turcis ad arma devenire contingeret, non dubium esse, quin ipsa Cæsarea Majestas, et Status S. Romani Imperii ipsis Polonis etiam, tanquam confœ-

deratis suis, auxilia pro viribus sint subministraturi, et eos ope et consilio, quacunque occasione id fieri posset, constanter sint adjuturi.

Cum etiam ab Imperii electoribus et regno Bohemiæ legationes tam honorificæ ad hunc electionis novi regis actum sint destinatæ, et ipsi electores una cum Statibus regni Bohemiæ pro Austriaco tam diligenter intercederent, indigna sane et absurda res foret, si hanc electorum et Bohemorum (quos fratrum appellatione dignarentur) intercessionem et petitionem irritam esse sinerent. Ac nec ea, quæ Moscus per legatos suos proposuisset, contemnenda esse ; si nimirum in hac electione Austriaci ratio haberetur, se cum ipsis perpetuam pacem et amicitiam culturum, et contra Turcam, quando res ferret, suppetias quoque ipsis laturum. Ex eo quoque rebus Polonicis non exiguum emolumentum proventurum, si ea quæ de navigatione Narvica superioribus temporibus cum vicinis controversa fuissent, electione Austriaci componerentur, et hac ratione incommoda, quæ ex hac navigatione ipsis evenissent, prorsus averti, et ita omnia in meliorem et tutiorem statum redigi possent.

Si autem hoc fortasse animos quorundam perturbaret, vel suspensos retineret, quod Cæsarea Majestas nondum expressis verbis demonstrasset, quæ beneficia gratitudinis loco in Polonos præterea sit collatura, et quibus officiis hunc dilectissimum filium suum sit prosecutura, non certe passurum esse optimum Imperatorem (si modo tractatio hujus negotii suscepta esset), ut hac in parte, vel in declaranda sua erga hanc gentem benevolentia, vel in singulari affectione erga obedientissimum filium, aliquid quispiam desiderare possit. Etsi quoque ea quæ Catholici regis legatus ad Polonos sui regis nomine perferre in mandatis haberet, a legato nondum essent exposita, non tamen dubium esse, quin hic rex quoque, cum ex eadem Austriaca familia natus sit, in honorem familiæ suæ Polonis ea quoque sit concessurus, quæ Reipublicæ non minus utilia certe et conducibilia futura essent.

Id quoque haud minus a Polonis pro nihilo habendum, imo Cæsareæ Majestati pro hac sua affectione et voluntate maximas gratias deberi, quod Ea recepisset se curaturam, ut centum ex Polonica nobilitate adolescentes quotannis in suis, vel aliis ditionibus, studiorum gratia alerentur, destinato ad eam rem victu et aliis rebus necessariis. Nec ea contemnenda quæ Cæsarea Majestas itidem obtulisset, quod Ipsa Dominis Polonis et Lithuanicis concessura sit liberam facultatem exportandi vinum ex Ungaria absque vectigalium persolutione. — Hæc cum ab iis qui ex Cæsarianis partibus erant, commemorata essent, ipsique judicarent, consideratis omnibus circumstantiis, Austriacum aliis competitoribus jure

præferendum, palatinus Cracoviensis, qui Sueci nomine in hoc colloquium venerat, ejus regis causam, quibuscunque potuit modis, diligentissime quoque agere cœpit. Sed cum initium sermonis fecisset, a vociferante multitudine non minus ac cæteri impeditus, vix exaudiri potuit. Is tamen honori regis optime consultum cupiens, in hanc sententiam locutus fertur :

Non prorsus rejiciendum hunc ex numero competitorum ; ipsum enim esse, ut res ipsa declarat, pium certe regem, et religioni maxime deditum. Habere et eundem in matrimonio prioris regis germanam, utpote ex regia antiqua familia progenitam, ex qua et prolem suscepisset, quod quidem diligentissime considerandum esset. Valere eum quoque ingenio et dexteritate in rebus administrandis, sive foret in bello, sive pacis tempore.

Hoc quoque non in minimis ponendum, quod tam patienter et constanter iniquissimi fratris sui, regis quondam Erici, injurias et contumelias, nec non cum uxore et liberis, carceres et egestatem, tanto principe certe indigna, multos annos pertulisset ; et cum beneficio divino liberatus ex iis omnibus, occasionem habuisset ulciscendi fratris tyrannidem et impietatem, se tamen a cæde fratris cohibuisset, et hunc pessime de ipso meritum captivum saltem detineat, quem etiam nunc regis et fratris loco habeat.

Velle eundem regem quoque Succiam Poloniæ adjungere et unire, ut hæc duo regna in unum et idem corpus coalescant.

Velle eundem non minus eam summam pecuniæ, quam prædecessori regi, affini suo, mutuo dedisset, et pro qua possessiones quædam sibi oppignoratæ essent, ad 120,000 taleros excedentem, a Polonis non repetere, imo et ea quæ sibi propter dotem sororis regiæ, conjugis suæ, et eidem ex hæreditate demortui regis deberentur, ipsis remittere et condonare.

Cum et is dominium Balthici maris obtineat, non difficile ei futurum, ut accessione hujus amplissimi regni navigationem illam Narvicam prohibeat.

Nec esse eum ignarum polonicæ linguæ, quam gentem etiam singulari quodam studio et amore prosequeretur.

Non foret quoque ut Turca vel quivis alius, propter hoc quod Suecus in regem Polonorum electus esset, Polonis bellum inferret, vel fœderis jus violaret, cum ipse Suecus Turcas nulla ratione unquam offenderit. Imperator quoque et Sancti Romani Imperii Status ipsum omni tempore amici et vicini loco habuerunt.

Ad quæ Chodkievicius, qui tamen ad hoc colloquium et consultationem

non invitatus aut destinatus fuerat, propria quadam temeritate in hanc sententiam erupit, optimo regi ne scintillam quidem honoris aut boni nominis relinquere cupiens.

Dixit primum in rege Sueco nec mentem, nec ullum prudentiæ vestigium apparere ; ad gubernationem prorsus ipsum esse inutilem, de quo ratio vitæ et victus ipsum convincerent. In multam lucem enim sterteret, ex lecto egressus ad speculum barbam comeret et crines componeret, his ineptiis duas ad minimum horas impendens ; postea prandium adiret, ubi regi pro exquisitissimis ferculis essent intestina pecorum, quæ cum prius a sordibus repurgentur, postea in regia mensa apponerentur. Finito prandio rursus somnum caperet, et cum ad horas aliquot dormiisset, vel in area regia arcis vel in horto deambularet, donec iterum ad cœnam vocaretur. Ita ipsum omne tempus terere..... Fieret quoque, si, quod ad gubernationem attineret, a regina conjuge non ita omnia recte administrarentur, ut ipse jam dudum vel a subditis occisus vel e regno expulsus fuisset.

Esse et hoc reprehensione in eo dignissimum, quod perjurii et violati juramenti accusaretur. Cum enim a fratre Erico, propterea quod contra ipsum cum plurimis aliis conspirasset, in carcerem detrusus fuisset, non indignas pœnas daturus, is quoque fratri, culpam sibi hanc condonanti, sancte promisisset se nunquam contra ipsum facturum, sed ipsum potius ut regem toto vitæ suæ tempore observaturum ; postea tamen fidem fratri et regi datam nefarie fregerit, et ipsum bene de se merentem in carcerem detruderit, in quo quidem magis tyranni quam pii fratris nomen referret.

Hunc Suecum etiam toto vitæ suæ tempore oculis suis bello congredientes non aspexisse, multo minus bello ulli unquam interfuisse ; fratrem Ericum autem, qui nunc indignissimis modis tractaretur, bellicosissimum et fortissimum semper regem extitisse, multaque egregia facinora edidisse, cum hic domi ad focum continuo desedisset, et intra parietes latuisset.

Considerandum et hoc esse, quinam hujus regis majores fuissent ; cum enim ex obscura familia ortum habent, minime is dignus esset, ut ad tanti regni gubernationem adhiberetur.

Egentissimum insuper hunc regem esse, ut qui nec hos suos oratores propriis suis impensis ad hos conventus ablegare, et viatico necessario instruere potuisset ; cum enim ii huc ad tantæ rei tractationem mittendi essent, is toti regno suo pecunias imperavit, ubi rusticos Suecos, quibus duo cochlearia argentea fuissent, regi unum, quibus tria fuissent, regi

unum cum dimidio contribuisse, in eum saltem usum ut his legatis viaticum inde comparari possit.

Rem quoque nullius prorsus momenti esse, quod promitteret se regnum Sueciæ Poloniæ velle adjungere aut unire ; cum hic rex Suecis adeo invisus esset, ut si vel semel pedem ex eo regno ferret, ipsi nunquam postea eum in regnum sint recepturi.

Ea etiam nullius fere æstimationis esse, quod diceret se debita quædam, item dotem et quæ alia regiæ sorori ex hæreditate polonici Status sibi deberent, velle remittere et condonare ; cum ipsi omnino nihil a Polonis debeatur, dotem enim cum regia sorore ipsum tam amplam accepisse, quanta vix Cæsaris quoque filia elocari potuisset. Damnum etiam illud, quod plures munitiones Livonicæ ad Poloniam pertinentes ipsius culpa in Mosci potestatem pervenerint, his debitis quæ Suecus a Polonis reposceret vix compensari posse, imo hanc ob causam plura etiam ipsum Polonis, quam Polonos ipsi debere.

Quod ad peritiam linguæ polonicæ attineret, posse quidem hunc regem duo aut tria verba polonico idiomate proferre, sed qua benevolentia hanc gentem prosequi solitus sit, ii dicturi fortassis essent, quibus in Suecia apud regem negotia fuissent : eos certe non negaturos se apud Suecum, etiam si ipsi diligenter commendati fuissent, parum humaniter fuisse tractatos, imo canem apud istos pluris fieri quam Polonum.

His calumniis cum Chodkievicius hunc optimum regem coram tanta frequentia et in consessu tot amplissimorum legatorum perstrinxisset, plurimi certe ex his, nec non proceres quidam polonici, gravissime id tulerunt. Acrioribus etiam verbis id Chodkievicio a Statibus palatinatus Podoliensis reprobatum fuit. Sed multitudinem nemo prohibere potuit, quin iterum exclamarent : « Non Suecum sed Gallum, Gallum habebimus, vivat, vivat Gallus, hic est rex noster ! » Qui tumultus cum ratione et judicio averti non possent, ii proceres qui partes Cæsaris et regis Sueci fovebant, ex senatu abierunt. Tum a multitudine clamante et id exposcente archiepiscopus interpellatus fuit, ut Gallum pro ipsorum rege pronunciaret. Nox autem hoc die conventum dissolvit.

Sequens dies, qui erat Pentecostes, rebus sacris datus fuit. Altero die, qui fuit undecimus maii, factio Gallica, tanquam ad prœlium accincta, cum armis et amplo comitatu in loco destinato convenit, et in majori tentorio stationem sibi præoccupavit. Cæsariani autem et Sueci seorsim apud palatinum Cracoviensem convenerunt, consulturi ibidem de rebus necessariis. Hos qui e Gallica factione erant ad se accersi jusserunt. Quibus Cæsariani responderunt, sibi in his turbis et multitudinis concursu, rebusque

sic stantibus, non integrum nec tutum esse ad eos venire ; agerent igitur quid liberet, se quidem omnia hæc Deo commendare, et temporum conditioni tribuere ; perspicere se quoque, non nisi cum ingenti animi dolore, hanc novi regis electionem haud esse, ut res postularet, voluntariam aut liberam, sed potius violentam et coactam, quod tamen æquo animo ipsis quoque ferendum esset. Hæc cum ii qui ex Galli partibus stabant intellexissent, omnes fere simul ad tentorium palatinatus Cracoviensis se receperunt ; equitatus eorum (quem ad id secum adduxerant) circa tentorium collocatus et in tres partes distributus fuit. Ibi vidisses singulos equites pileos, vel equos frondibus virentibus redimitos, quas loco signi castrensis habebant. Aliqui ex ipsis, cum tentorium palatinatus Cracoviensis ingressi essent, Cæsarianos minacibus admodum verbis sunt adhortati, ne se hac in causa ab ipsis sejungerent. Quæ cum accedissent, Cæsarianisque constaret, si dicto non obedientes essent, fore, ut omnes trucidarentur, in majori tentorio absque mora cum aliis convenerunt, ubi palatinus Cracoviensis a communibus Statibus qua potuit contentione petiit, ut in hac electione hic modus et processus servaretur, de quo non ita pridem communes Status Varsaviæ congregati unanimiter convenissent, quorum summa hæc fuit.

Si Status regni sententiis variarent in electione regis, deberent omnes palatini et quisquam eorum seorsim corporali juramento Deum Optimum Maximum contestari, se nullis adductum commoditatibus, amicitiis, odiis, aut aliis privatis affectibus in ferendis suffragiis suis, cum aliis sibi adjunctis ex composito sententias collaturum, sed id per se tantum spectaturum et dicturum, quod intelligeret pertinere ad gloriam Dei, et communis patriæ salutem. Si vero inter palatinos in nominatione regis nedum conveniret, essent tum exquirendi in omnibus palatinatibus, ex procerum Ordine et nobilitate viri quidam graves, prudentes, nullis affectibus dediti, nullisque suspicionibus obnoxii, qui non minus deberent juramento corporali obstringi, se in dicendis suffragiis nullis usuros affectibus, sed id solum modo in personis candidatorum consideraturos, quod in Reipublicæ honorem, salutem et commodum vergeret. Hi deinceps suffragia et sententias suas in scripto consignatas Dominis palatinis exhiberent, quas ii diligenter examinarent, et postea communibus Statibus offerrent, ut, collatis ita omnium sententiis, ad declarationem et nominationem regis expeditius perveniri posset. Quando autem nec hac ratione electio regis procedere vellet, tunc demum Statibus aptissimum videri, ut in hac electione exemplum Apostolorum sequerentur, et implorata prius numinis divini præsentia, per sortem regem exquirerent.

Hæc omnia cum palatinus Cracoviensis communibus Statibus in mentem revocasset, addidissetque, nisi hic ordo et processus in eligendo rege servaretur, non solum se et communes Status, qui acta conventus Varsaviensis et hunc processum eligendi regis rata habuissent, vehementer prægravatos iri, sed Cæsarem quoque (ideo quod is propter suffragia quædam a pluribus filio ejus collata, tacitum quoddam jus in hac electione prætensurus esse videretur), et alios competitores gravissime id accepturos. Cujus Cracoviensis sententiæ plures quoque alii proceres fuerunt, qui ad pleniorem rei testificationem ista acta Varsaviensia iterum de scripto perlegi jusserunt. In contrariam sententiam vero ab adversariis perfidis scilicet Lithuanis nihil aliud productum fuit, quam istis actis et constitutionibus non omnes assensisse (quod tamen audacissime fingunt), et hæc multo ante debuisse in deliberationem vocari, nunc ea in nimis longum tempus esse reservata. Superare quoque Gallum alios competitores numero suffragiorum, quibus igitur omni jure præferendus videretur. Tunc iterum a multitudine ululatum fuit, quæ nullum alium nisi Gallum, Gallum sibi regem pertinacissime postulavit.

Interea cum hi tumultus fierent, plurimi proceres cum Cracoviensi palatino se clam ex senatu subduxerunt. Archiepiscopus vero, cum videret multitudinem tumultuantem et quasi ferocientem aliter ad quietem flecti et sedari non posse, a factione Gallica quoque exstimulatus, Gallum Poloniæ regem appellavit. Ad hæc populus gratiis actis subinde exclamavit : « Vivat, vivat Gallus, électus rex Polonorum ! »

His ita peractis, viri quidam magni nominis ex procerum Ordine, inter quos et Andreas comes Gorcaviensis et Dominus castellanus N..... gravibus verbis archiepiscopum allocuti sunt, illi in pejorem partem vertentes, quod ausus fuisset hunc regem pronunciare, cui nec ipsi, nec communes Status conjuncti suffragati fuissent, demonstraruntque quod pronunciatio regis in tali casu non ad ipsum, sed ad regni marescalcum pertineret ; non agnoscere se igitur hanc pronunciationem pro vera et legitima et de hoc se solenniter protestari, velleque cum occasio ferret, hac de re cum ipso pluribus agere. His respondet archiepiscopus, quidquid fecisset, id bonorum horum virorum (Galliæ factionis homines innuens) jussu se fecisse. Equidem et nos, inquit Gorcaviensis, de bonitate nihil ipsis concedimus, et nobis nihilominus ac ipsis jus eligendi et nominandi regem competere, et huc absque nostro omnium consensu non ita fieri debuisse tu optime nosti. Cum autem has altercationes nox diremisset, postero die Gallicæ factionis proceres horum, qui Cæsarianas partes susceperant, animos omnibus modis et persuasionibus delinire et ad suas partes per-

trahere conati sunt, qui tamen ab ipsis nihil aliud responsi tulere, quam hanc pronunciationem novi regis ad archiepiscopum nequaquam pertinuisse, cum præsertim ii, quibus non minus ac ipsis jus eligendi esset, hanc electionem non ratam et acceptam habuissent. Mirari se quoque dicunt, quod in tanto actu non præmeditatius agerent, et omnia ita interverterent et perturbarent. Nam se quidem Galli nomen non adeo odisse, ut ejus imperium detrectarent; expedire tamen communi bono, antequam hic in regem eligeretur, ut oratoribus ipsius, quibus conditionibus id fieri velint, demonstraretur.

Et ante omnia opus esse, ut ea quæ inter ipsos Status in causa religionis antea acta et pertractata essent, subscriptione et consignatione, tam ecclesiasticorum, quam secularium procerum, confirmarentur, ne aliquando ad apertum bellum devenire necesse esset; utque oratores Gallici fidem facerent, se in iis quæ sui regis nomine communibus Statibus proposuissent et sancte recepissent, a rege et fratre regis sufficiens mandatum accepisse, demonstrarentque qua ratione communes Status de eo assecurari debeant, productis ad eam rem regiis mandatis et instructionibus; ut ex ipsis oratoribus cognosceretur, an quoque rex ea, quæ communes Status unanimi consensu conclusissent et consignari jussissent, et nunc quoque consignari deberent, rata et accepta habiturus et ea omnia juramento confirmaturus esset.

Hæc omnia si electionem præcederent, et si in his quoque communes Status conquiescerent, se postea (inquiunt Cæsariani) quid ultra fieri expediret significaturos. Quæ cum Gallica factio etiam approbasset, et ea ut maxime necessaria ita fieri oportere censeret, eo die ex senatu discessum fuit.

Tredecimo die maii actum est de rebus ad confœderationem, quæ religionis nomine inter Status tractabatur, pertinentibus. Ei spirituales proceres, excepto episcopo Cracoviensi, subscribere recusarunt, prætendentes, cum ea Romanæ Sedi, cui juramento obstricti essent, vel maxime præjudicarent, se nec velle, nec posse his subscribere. Plures tamen ex secularibus ei non gravate subscripserunt. Hic dies, præ omnibus reliquis tempore hujus electionis, rixis et altercationibus totus impensus fuit. Eo quoque die Varsaviam venit legatus Turcici Imperatoris, quem czhauszam vocant, stipatus duodecim equitibus, qui a Domino suo Statibus triplices exhibuit literas : unas procerum Ordini, alteras nobilitati, tertias communibus Statibus inscriptas, in quibus (ut ex relatione legati intellectum est) Turcicus Imperator expresse postulavit, ut neminem nisi Galliæ regis fratrem in regem assumerent. Qui legatus tamen non prius

auditus fuit, antequam ab oratoribus Gallicis ad ea quæ ipsis proposita essent certum responsum elicerent. quod eam ob causam fecisse dicuntur, ne in præjudicium futuræ aliquando electionis ad Turcici Imperatoris voluntatem et præscriptum regem nunc eligere coactos fuisse putarentur.

Die 14 maii, in primo consessu, ecclesiastico Ordini id in deteriorem partem datum fuit, quod confœderationi, de qua antea, subscribere noluisset. Isti vero sententiam suam pertinaciter tutati sunt. Postea de forma juramenti regis controversia fuit ; cum enim quidam ex illis confœderationem juramento comprehendi, quidam vero id minime fieri vellent, nihil hac in re conclusum fuit. De conditionibus tamen, quæ electo regi præscribendæ essent, deliberarunt, quas has fuisse constat :

Ut rex novus privilegia regni confirmet, ea nullis modis infringat, aut imminuat, sed potius augeat.

Ut religionis nomine neminem lædat, multo minus ea de causa bellum cum aliquo suscipiat.

Ut rex quoad vivet, cum Statibus regni de successore regni non agat, aut deliberet, nec tale aliquid ab ipsis petat.

Ut insciis regni proceribus ad exteros reges et principes nullos oratores mittat, aut cum eis fœdera ineat.

Ut omnia quæ oratores sui Statibus promisissent, et suo nomine recepissent, fideliter observet : sin secus faceret, hanc electionem prorsus irritam esse sciret.

Ut absque procerum regni approbatione nullam ducat nuptam, nunquam repudiet, etiamsi pontificis consensus accedat, salvo tamen jure divortii, quod in novo testamento allegatur.

Ut ab eo juramento, quod in assumptione regni præstiturus esset, nunquam se absolvere sinat, vel per pontificem ipsum, vel per ejus legatos.

Hæc concedat ut exteri Polonas conjuges sibi sumant possidentes bona immobilia, nec talia bona cuique extero divendat, nisi interveniente expresso consiliariorum regni consensu.

Ut militi, quem extra fines regni ipse rex ducturus sit, pro trium mensium stipendio (fortasse addendum singulis mensibus) octo aureos persolvat.

Ut nullo unquam tempore, neque in extremis quoque casibus, auxilia aut suppetias a Turcis acquirat.

Si quid præterea his conditionibus communes Status addere vellent, id eis omnino liceat.

Quæ cum in senatu ita tractata essent, inter Status quoque convenit, ut

postera die oratores Gallici in senatum accerserentur, et iis exponerentur ea, quæ his diebus in communi deliberatione fuissent, ut de iis, quæ ad regia mandata et assecurationem pertinerent, cum ipsis conferretur.

Hæc sunt quæ circa hanc electionem usque ad 15 diem maii Varsaviæ ordine peracta fuerunt. Eo quoque die et antea, plures ex proceribus, non salutatis sociis nec impetrata venia, abierunt, et huic negotio amplius interesse noluerunt. Ferebatur palatinus Cracoviensis non minus profectionem ac cæteri adornasse, qui si abiisset, absque dubio Gallus in regem non pronunciatus fuisset, cum constaret omnibus jus pronunciationis solum huic et non archiepiscopo competere.

Id quoque admiratione non indignum est, videlicet a 13 maii usque ad hunc diem factionem Gallicam non adeo lætitiæ et gaudiis indulsisse. Cum tamen priores dies displodendis tormentis, instrumentis musicis et comissationibus totos impedissent, nunc autem plures demissis vultibus incedere, hæc verba sonare : Dolere se quod ab aliis seducti hunc sibi regem voluissent, nunc enim nimis sero intelligere se omnium rerum ambiguitatem et incertitudinem.

Cæsariani quoque rem taliter se habere comperierunt.

Cum oratores Gallici ante electionem spem multis fecissent, se, quam primum dux Andegavensis rex appellatus esset, singulis militibus Podoliensibus singulos coronatos in præsenti pecunia persoluturos, et hæc oratoribus a Lithuanis in mentem revocata fuissent, dixisse oratores pecuniam quidem in hunc usum a rege Galliæ destinatam, sed eam, cum Norinbergam perlata esset, a Cæsarea Majestate esse interceptam.

Oratores Gallicos quoque hanc electionem non aliter factam arbitratos esse, quam ut, cum hic rex decederet, regnum ad posteros ejus transferri deberet. Nunc autem se intelligere communes Status hanc electionem sibi liberam reservare, quod quidem ejusmodi esset, ut in id sine expresso mandato Domini sui nullo modo consentire possent.

Hoc sibi id quoque regis sui nomine promittere integrum esse, ut is reginulam Annam conjugem accipere deberet.

Audivisse se quoque alia quædam multo duriora a communibus Statibus suo Domino propositum iri, quæ certe ipsi, ut qui ex libera et regia domo originem haberet, nimis gravia et molesta essent futura, nec igitur in his sibi cum Statibus convenire, imo necesse se habere ut hæc prius ad Dominum suum referrent.

SENTENTIA DE CANDIDATIS MEMORABILI AMBITIONE REGNI POLONIÆ GUBERNACULA EXPECTANTIBUS IN COMITIIS VARSAVIENSIBUS FREQUENTI AC SECUNDO SENATU POPULOQUE A REVERENDISSIMO DOMINO STANISLAO CARNCOVIO EPISCOPO VLADISLAVIENSI DICTA.

Bibliothèque du prince Czartoryski; Teka Naruszewicza, ex mss. arch. Stan. Aug. regis.

Si quando umquam, patres conscripti, proceres et equites, majore voto aliquid a Deo immortali sum precatus, hoc tempore, quo de eligendo rege deliberamus, id maxime precor, ut nobis omnibus eam mentem Spiritus sancti sui afflatu inspiret, qua possimus hoc loco et sentire, et loqui ea, quæ non ad cujusquam privatum commodum, sed ad salutem Reipublicæ pertinere possunt. Ego testem habeo scrutatorem renum et cordium Deum nulli me, vel auræ populari, vel alicui candidatorum, qui regnum hoc nostrum ambiunt, favori quidquam dare, nec pravis privatæ rei cujusquam augendæ consiliis, aut artibus, quas trito jam usu vocabulo vulgo practicas vocant, studere, nec venalem auro cujusquam corruptam in senatu vocem suffragii habere, et cujus integritatis mihi conscius sum, eadem esse et vos, sapientissimi et constantissimi patres, patriæque amantissimi equites, plane mihi persuadeo, et ut omnes sitis, Deum precor.

Cum autem nullius addictus partibus id solum specto, quo salus ac dignitas regni ac Reipublicæ nostræ constare nobis certa et integra possit, hinc fit quod sine ulla contentione, dum de eligendo rege deliberamus, sententiam meam in meliorem non invitus tertio jam mutare turpe mihi esse non existimavi, vel sæpius eam mutaturus, et quamvis inconstantiæ, vanitatis, imprudentiæ, infamiam subire paratus, dum ne pertinacia mea commodis et ornamentis dulcissimæ patriæ nostræ obstet ; moderati enim et benevoli ingenii est mutare in melius sententiam, ut contra temerarii et maligni pertinaciter, accurate et mordicus, id quod semel probare si quis ostendit, dum constans et prudens videri vult, vel cum mali eventus periculo, defendere : charitate patriæ, ut nec sanguinem ac vitam, ita nec famam et honorem chariorem habeo, nihil est in hac vita, quod illi anteferam.

Hæc præfatus præterea sum, quod quidam vulgo sentire videntur, nos, qui hoc genus vitæ sequimur, ut sacris et religionibus dicati cælibem

vitam nullius posteritatis spe ducamus, minore propterea Reipublicæ cura detineri, quasi sola liberorum charitas amiciores Reipublicæ parentes redderet, et quasi non fuerint nostri homines, ac etiam nunc non sint, qui liberorum posteritatisque amori patriæ amorem antetulerint, et non extent majorum, ac, nostra etiam ætate, plurimorum sanctissimorum nostri ordinis virorum innumera exempla, qui fidem suam patriæ eandem, ne majorem dicam, quam ordines, qui ad propagandam generis et sanguinis posteritatem in Republica conjugiis vacant, probaverunt.

Ad rem venio : de eligendo rege deliberamus, proceres et equites, qui administrando regno nostro maxime idoneus esse possit, qualem esse Serenissimum archiducem Austriæ Ernestum, christianissimi et potentissimi Cæsaris Maximiliani filium, Reverendissimus Dominus episcopus Plocensis luculenta et eleganti oratione non vulgaribusque argumentis probare, multas et insignes illius Majestati laudes tribuendo, contendit ; de cujus laudibus ego detractum nihil sententia mea esse volo, cultuque et veneratione omni propter eas ipsas dignissimum esse judico, et propter singularem benevolentiam, qua Reverendissimum Dominum Plocensem complector, ac insignem hominis prudentiam, qua præditus est, non libenter ab ejus sententia dissentio. Sed, quod ante sum testatus, omnes quantumvis excellentes laudes et omnium charitates patria superat ; dabit itaque veniam charissimus mihi homo, si ab eo hoc tempore dissensero, in hac enim deliberatione a judicio nostro omnium hoc tempore salutis nostræ cardo versatur, quanquam perdifficile est adversus eum dicere sententiam, qui et facundia sit singularis, et meditatam diu orationem domo attulerit, cui ut hoc temporis articulo ex tempore respondeam jubetis. Dicam tamen plane et aperte quod sentio, planaque nec elaborata oratione sententiam animi mei exprimam : idque imprimis dicam, omnes, uno Andium duce Henrico gallo excepto, qui hoc regnum nostrum ambiunt, etsi optimi sunt, tamen non nostri, sed sui commodi causa illud ambire mihi videri ; nostra autem valde interesse ut regem, qui nobis omnibus, non qui soli sibi utilis sit, subeamus, quis non videt ? Procurationem Reipublicæ, Cicero ait, ad utilitatem eorum, qui commissi sunt, non ad eorum, quibus commissa est, gerendam esse. Solus Andium dux, dum regnum a suo regno magna loci intercapedine disjunctum ambit, non tam sua, quam nostra commoda spectat, et curæ sibi futura manifestis argumentis declarat. Deinde dicam et illud, divino prorsus non humano consilio eum nobis offerri : quod priusquam facio, respondeam Reverendissimi Domini Plocensis ratiocinationi necesse est.

In deliberationibus omnibus his fere argumentis homines uti solent,

quibus Reverendissimus Dominus Plocensis utitur, dum nobis Illustrissimum Dominum Ernestum commendat, utique ei regni nostri gubernacula tradamus suadet, nempe honestum id est, utile, justum et factu facile, quod fieri expetunt, quæ patrocinari Illustrissimo Domino Ernesto dicit ; ea quoque ei tribuit quæ cæteris candidatis cum illo sunt communia, qualia sunt, charitas generis, educatio, præceptores, ætas, facies, cultus, moderatio, virtus. Cadunt etiam persæpe in deliberationem indifferentia quædam, quæ vel bona vel mala esse possunt, ac talia qualis is est qui eis uti velit, ut sunt fortuna, opes, facultates ; quæ, si sunt vel amplæ vel tenues, aut utiles nobis aut inutiles esse possunt : nam ut tenui fortuna rex ad inopiam regnum redigere, ita potens et opulentus regni libertatem opprimere potest. Non referre autem existimo, civis an peregrinus, indigena an extraneus, suus an alienus, hospes an domesticus regnet ; fieri enim potest, ut vel malignitate domestici regis, vel inscitia imperandi, vel agnationis privato studio, tam cito patria periclitari, quam externi virtute stabiliri, ac conservari queat.

Externum et a memoria nostra remotum commemorabo exemplum, ne recenti quemquam vel offendam, vel cuique adulari videar. Externa Trojani Æneæ stirps romanum imperium fundavit ac constituit, quod Marius, Sylla, ac postea Julius Cæsar, cives romani, funditus everterunt. Ac ne illud quidem in hac deliberatione nostra valde spectandum existimo, si linguæ nostræ peritus vel imperitus sit rex. Quot reges fuisse, et etiam nunc esse putatis, qui diversarum linguarum nationibus imperarunt, quarum non omnium peritiam habuerunt : moderata nihilominus in suos dominia exercuerunt. Reges enim et principes non semper suis, sed sæpe alienis oculis vident, alienis auribus audiunt, alieno ore loquuntur : hinc illud tritum est vulgi proverbium : Longas esse regum aures, longas manus. Experti sumus quanto nostro malo cessit, quod cum rege omnibus quibusvis, vel ex infima plebe, usus sermonis concedebatur : quanto præstiterat aures ejus, vel iis solis patuisse, quibus patere debebant, vel interpretum ad hoc delectorum linguam veluti sequestrem regii apud suos sensus exprimendi fuisse. Itaque, etsi hæc atque ea, quæ Reverendissimus Dominus Plocensis recensuit in hac nostra deliberatione, plurimum valent, sed illa magis propria, quæ hoc nostro tempore consideremus, esse videntur, ut despiciamus ne is, qui regnum hoc nostrum ambit, jus aliquod veluti hæreditarium, aliove quovis nomine debitum, se habere illud adipiscendi existimet ; vel quod cognationis, agnationis, affinitatis vinculo defunctis, quibus succederet, conjunctus esset ; vel ex pacto convento, aut aliis pravis ambitionis artibus usurpa-

tum, non libertate electionis nostræ delatum, pessimo ad posteritatem exemplo excipiat ; deinde vero suane causa, an nostra apud nos regnare cupiat, quod ex eo elucescere facile potest, si aliquos, aut nullos habeat hostes, quibuscum bella geri, sibique nostris auxiliis succurri desideret : nam is profecto non nobis, sed sibi consultum esse vellet. Et illud quoque spectandum censeo, an is, qui rex noster est futurus, ex eo sit sanguine natus, in cujus domo justa et legitima publicæ subditorum libertatis fuerit conservatio, et ex publico legitimi justique senatus consulto, non ex paucorum clandestina cubicularis senatuli libidine imperii administratio. Nec minus illud, sitne ad res gerendas usu, ætate, prudentia, fortitudine, aliisque imperatoriis virtutibus idoneus : nec illud quoque in hac consideratione prætermittendum, an ea gens et natio, ex qua expetitur princeps, natura nostræ genti bene sit affecta. Videas enim quasdam inter se gentes, nescio qua occulta naturæ vi, habere quiddam quod illas sibi conciliet, quæ Græcis *summetria*, seu, si majus, *sumpatheia* dicitur, ut contra plerasque esse, quæ naturali odio inter se dissident.

Sed inter hæc illud maxime ob oculos nobis versari oportet, quod vivo olim rege nostro, Sigismundo Augusto, deliberatum sæpe, constitutum ac conclusum nunquam esse memini. Septimus enim jam annus est, ex quo in senatum lectus, jus suffragii consecutus sum, amplius vero quam vicesimus, ex quo minoribus Reipublicæ muneribus fungens, publicis regni consiliis interesse solebam : hæc tria quoties in senatu proponebantur, nempe de bello contra Turcas, de Narvica navigatione impedienda, de cubiculari senatu tollendo, et alios senatores, et me, jam jus suffragii consecutum, pauca prolocutos obmutescere oportebat; adimebat enim omnibus vocem cum natura principis, tum regionum nostrarum conditio, parum ad hanc deliberationem expediendam idonea : nec Turcam irritare imparati audebamus, et quamvis in Narvica navigatione omnes fere opes regni impeditæ videbantur, tamen id incommodum sine ingenti classe et impendio expediri non poterat : inveterata quoque principis cum privatis cubicularibus consultandi consuetudo non facile sine magno Reipublicæ motu tolli posse videbatur, ut facile appareat horum malorum medicina in sola principis virtute contineri.

Talis itaque nobis repetendus est, et vel ab ultimis terrarum finibus expetendus princeps, qui his malis mederi possit : alioquin, nisi eis curatis, vel publicis nos omnes abstinere præstat, privatos et in solum aliquem locum abditos, quam occlusos in eis amplissimæ dignitatis subselliis interitus nostri spectatores sedere. Talis, inquam, nobis expetendus princeps est, qui et Turcis, et reliquis hostibus nostris terrori esset, qui

classem, quoties opus foret, suis sumptibus deducere, ornare, armare, et Narvicam navigationem infestam reddere posset, qui ea esset animi recti, aperti et candidi æquitate, ut nihil in occulto agi secum pateretur, sed omnia publico legitimi senatus consilio agenda et statuenda sibi putaret.

Non censeo itaque eligendum nobis eum principem, qui non nostra voluntate accepisse, sed suo jure invasisse regnum, vel ullam ejus partem posset existimare : talis enim, si improbi præterea et corrupti accederent mores, vellet fortasse, ac posset, licereque sibi arbitraretur eam partem regni, quam se suo jure possidere crederet, de regni corpore detrahere, alienare : quod fecisse Casimirum Magnum literarum monumentis proditum accipimus, qui Masoviæ, Plociæ, Osviecimii jus regni proprium in cognatorum et affinium gratiam repudiasse, et abalienasse scribitur. Verendum itaque nobis esset, ne jus Prussiæ et Livoniæ eodem exemplo labefactare hodie quisquam licere sibi putaret. Sanguine ergo defunctis principibus nostris junctum nolo, ne libertatem electionis jura successionis superasse viderentur, ac nec eum, qui cum hostibus suis graves inimicitias exerceret, nostrisque viribus, veluti humeris, onera belli sui excipere ac sustinere cuperet, volo.

Facile autem de singulis christianis principibus judicium est, qui cum quibus hostibus bella gerere soleant : et ne quem alium nominem, Moschum certe nolo ; nam hic cum Turcis, Tartaris, ac Suecis continenter bella gerit, et cum iis nobis una cum hoc rege tot bella expedienda essent. Cum Piasto vero, uti eum vocamus, id est domestico rege, omnia ab omnibus hostibus nostris bella nobis ingruentia, quæ hactenus partim principum nostrorum gratia, partim jura sanguinis avertebant, provocaremus. Videmus autem patriam parentemque nostram, Jagellonibus apud omnes nationes gratiosis regibus orbatam, ferocissimorum circumcirca nobis undequaque imminentium hostium insidiis valde opportunam factam, apertam, et prostratam nunc jacere, nec a quoquam erigi posse, nisi ab eo, qui a suis difficultatibus expeditus, veram ei operam, fidelem et minime privatis suis rebus impeditam, navare posset. Videmus etiam omnes vicinos nobis reges ac principes rerum suarum satagere, et vel externis Turcarum, quosdam etiam Moschorum, vel domesticis christianorum bellis detineri. Quod si nos eum regem, vicinum scilicet aliquem nobis asciverimus, cui cum Turcis, ut hos verbi causa nominem, res est, universam belli Turcici molem in nos avertemus. Desinite autem sperare christianarum nationum subsidia, quæ tametsi hoc tempore contra Turcas societatem inire dicuntur, tamen ea spes et nos et multos sæpe po-

pulos a sociis proditos fefellit; fit enim plerumque, ut qui ab hostibus maxime urgentur, suis rebus consulant, et, destitutis sociis, pacem faciant; id quoque ne nobis contingat, prospiciendum etiam atque etiam diligenter censeo. Agant reliqui principes et vicinæ nobis gentes res suas, et aliquid a nobis beneficii capere existiment, quod illos, veluti vallo et sepimento, ab immanissimis christiani nominis et fidei catholicæ hostibus distinguimus, et ut distinguamus perpetuo optare debent, nosque res nostras curare, ac paci et incolumitati nostræ consulere patiantur.

Si quid autem est, quod in hoc arduæ deliberationis nostræ consilio spectandum esse sentio, illud est imprimis, ut talem regem eligamus, qui jura, libertatesque nostras inviolatas servet: facile autem nosse possumus, qui principes erga suos cives ita se gerant, ut nihil ex justi senatus sententia, sed ex clanculario cubicularique privatorum consilio omnia agant, quæ res nostram quoque Rempublicam vehementer perturbaverat, quando nec rex suo officio fungebatur, nec senatui sua dignitas constabat, nec municipum munera sua legitime exercendi potestas concedebatur. Auctoritas omnis et amplitudo, ac ipsa juris dicendi sanctissima religio, penes infimos ac privatos, nullaque Reipublicæ fide obligatos, residere cernebatur. Proinde iterum atque iterum sæpe ex hoc loco monendi mihi estis, patres et equites, caveatis diligenter, ne in eundem vicii morbum Respublica nostra incidat, in quem nimirum facilis prolapsus ei pateret, si ejusmodi regem nacti fuerimus, qui domesticis artibus et privatis paucorum consiliis eam administrare didicit.

Quæ quidem Respublica nostra, quum multarum maximarumque rerum emundationem desiderat, puerum aliquem et parum natura ad regiæ dominationis curam sustinendam vel ætate idoneum, regem ei præfici nolo, memor illius sapientissimi regis sententiæ: Væ regno, cujus rex puer est. Nec multum autem interest, puer aliquis sit ætate, an moribus: proinde non ætatis solum, sed morum ingeniique maturitatem spectandam in eo, qui apud nos regnaturus est, censeo, et in rebus gerendis exercitationem, usum, experientiam, judicii acumen, quo difficillimis quibusque negotiis, subitisque casibus occurrere, et se subjicere valeat; quæ res profecto non virum solum, sed virum prudentem, ac solertem, et industrium, suarumque rerum actorem, non otiosum quempiam spectatorem postulat, non ad umbram et quietem, sed ad laborem natum.

Nec illud quoque in rege eligendo negligendum dixi, ut ex ea sit natione, quæ erga gentem nostram naturali sit affecta benevolentia, quod divino instinctu, occulta siderum cœlestium conversione, quam influentiam vulgo vocant, contingere sæpe solere videmus. Ut aliæ gentes, etiam

locis distinctæ et sermone diversæ, moribus inter se conveniant ac concilientur animis, vel quamvis vicinæ, et inter se linguæ communione conjunctæ, dissideant tamen voluntatibus et se mutuo odio prosequantur, exempla in promptu quidem sunt, sed ab iis commemorandis abstinendum censeo. Colligite itaque hæc argumenta omnia, et diligenter expendite ; ac cui inesse, vel omnia hæc, quæ in rege requirimus, vel quam plurima comperietis, eum idoneum regno judicatote.

Et jam quidem hic dicendi finem mihi imponere possem, cui hoc institutum est, ut de re ipsa aliquid, de personis nihil dicerem ; pro mea tamen erga patriam jurata fide, et senatorii muneris officio, dicam, quis proxime ad has dotes, quibus præditum esse regem volo, accedere mihi videatur, dicam vero plane et aperte id, quod antea dixi, eum esse Henricum Galliarum regis Henrici filium, Andium ducem, juvenem ætate, virtute virum, jam militaribus gestis insignem. Ejus origo cum sit magno locorum intervallo a nobis sejuncta, etiamsi maxime vellet, jura, libertatesque nostras opprimendi, suorum subsidio destitutus, facultate careret ; quamvis nihil ejusmodi ab eo nobis metuendum est, qui in ea natus sit domo, quæ et Ecclesiæ catholicæ, et multis christianis provinciis, vel externis, vel domesticis malis laborantibus, auxiliata sæpe, ac propterea Christianissimi nominis appellationem promerita est : tamen tantum abest, ut quis ex ea ad opprimendam mortalium salutem in lucem editus prodire possit. Nullo consanguinitatis vinculo Henricus hic noster principes nostros attingit : non itaque sui electionem juri alicujus successionis, sed nostræ libertati debere se agnoscet. Cum autem sit in ditissima familia natus, multarum opulentissimarum provinciarum dominus, in regno omnium regnorum Europæ maximo et florentissimo, cœli temperie, agrorum, vinearum, olivetorum, incredibili ubertate, sylvarum, fluminum, montium, pratorum, hortorum mirabili amœnitate prædito, ubi vivere illi in maximis voluptatibus, abundanti omnibus copiis licuit, quam causam esse putatis, ut hoc regnum nostrum tanta ambitione expetat ? cur natale, ac tam felix solum relinquere, cur dulcissimam matrem, charissimos fratres, et sororem, lectissimam feminam, illustres primi nominis agnatos et cognatos, benevolentissimos cives suos, tot sui amantissimas provincias, tot insignes urbes deserere instituat ? cur tot et tanta patrimonii sui vectigalia, tot opes, tot copias negligat, contemnat, deserat, quin earum maximam partem ad nos inferre cupiat, et tanto desiderio ad nos migrandi teneri se ostendat, ad gentem ignotam, remotam, gelu, nivibus, algore rigentem, et, ut cum poeta lyrico dicam: Solis in terras domibus negatas, Quod latus mundi

nebulæ malusque Juppiter urget? Quam causam esse putatis, prudentissimi patres, fortissimi equites, cur regnum, quod difficillimo nostro tempore graviter premi non ignorat multis circumcirca hostibus, non barbaris solum, sed et christianis infestum ac circumseptum sit, non tam amplis, quam impeditis vectigalibus ditatum intelligit, ambiat? nimirum hic vobis delicias, voluptates, etiam opes, non laborem, non temperantiam, non gloriam suam, gentisque nostræ virtutem, et famam expetere videbitur. Audivit ille, et scit, quæ gens sit Polona, quam fortis, quam bellicosa, quam militaribus studiis idonea : cum ipse quoque natura ad militiam sit natus, ac militaribus artibus tirocinium suum exercuerit, ad has nationes migrandum duxit, ad eas opes patrimonii sui inferendas proposuit, cum iis vivere, mori, felicia omnia communicare, adversa perferre ac pati statuit, cum quibus proferre virtutis suæ ad perpetuitatem gloriam se posse sperat; nam nisi id cogitaret, satis illi erat dignitatis, opum, voluptatum et omnis generis illecebrarum, domi hærere, ad eas tanquam ad syreneos scopulos affixus, et fortasse spe regni paterni aliquando adipiscendi, si quid fratri, ut sunt res mortalium humanitatis, accidisset (quem tamen Deus diutissime servet incolumen), uti poterat. Sed tanta inesse generosissimi juvenis hujus pectori animi magnitudo videtur, tanta proferendæ gloriæ cupiditas, quantam unius Galliæ fines continere nequeant.

Ideoque huc opes omnes suas inferre, huc ipse migrare, hic domicilium collocare decrevit; hic illius arma, hic currus. Hoc rege, quæ semper suspecta, contemnemus. Hic classem armare maximam sui patrimonii fructibus poterit, quæ sane ad impediendam Narvicam navigationem, vectigalibus nostris perniciosam, quadringenties millies florenorum nostratium impendio instrui et armari vix a nobis posset. Ac breviter, omnia commoda sua contemnere se et pro nihilo ducere hic princeps ostendit, dummodo nostra augeat commoda; vitam etiam suam vilem reputat, dum se inter circumjacentium hostium tela præcipitare non metuit; ut gloriam nomenque suum in hoc potentissimo Poloniæ campo illustret, sibi ceu theatrum rerum bene gerendarum delegit, in hanc arenam exercendæ suæ virtutis descendere expetit. Ætate firma est et ad labores tolerandos idonea, annos quatuor et viginti natus, robore corporis firmo, valetudine commoda, experientia multarum rerum instructus, in administrando regno dexter et promptus, apud omnes gratiosus; ipse exercituum ducere ordines, dirigere aciem, instruere hinc legatorum opera consuevit; sæpe cum hostibus rebellibus, præsertim suis, et ducis et militis munera obiens, conflixit, quin et adverso

pectore vulnera excipere non reformidavit, ac de hostibus ingentes victorias reportavit.

Aditus ad eum sunt faciles, omnibus affabilis est, querelas, actionesque causarum non difficulter audit, facile et cito expedit, nihil sine publico consilio agit, nihil eo more facit, qui in vicinas quasdam nobis provincias irrepsisse dicitur, ubi, eorum leguleiorum sententiam intra cubiculi parietes promulgatam secuti, principes de omnibus rebus decernunt, exclusis aditu suo summo cum dedecore et ignominia senatoribus. Cum vero sit regnum Galliæ imprimis liberum, in quo hic princeps natus est, dubium nullum esse nobis debet hunc, qui liberis hominibus juste et legitime imperare didicit, contra naturam usu optimo confirmatam facere nihil posse, et ne cogitaturum quidem de cujusque libertate opprimenda suspicari debemus, cujus hæc propemodum sola in orbe terrarum domus, ex qua ille prodit ad nos, vindex est.

Perversas simulationum et dissimulationum artes, seu, ac nos jam vulgo vocare solemus, practicas, Gallica gens non fert : sunt enim Galli, uti nos Poloni, natura candidi, simplices atque aperti. Inclinatio autem et propensio benevolentiæ erga gentem nostram Gallicæ gentis nobis, qui aliquamdiu peregrinati a patria sumus, nota et perspecta est : cum cæteris enim nationibus aliquid nobis semper simile fuit, cum Gallis, sermone excepto, maxima morum similitudo, ac propterea, et singularis benevolentia intercedebat.

Hoc rege, non a Turcis solum metuendum nobis nihil est (cui non poterit non esse duorum maximorum regnorum Galliæ et Poloniæ consociatio formidabilis ?, sed et ab omnibus hostibus, vel sola nominis tanti et tam bellicosi regis fama, quæ in totum orbem percrebuit, nos tuebitur ac securos reddet : nullarum enim laudum buccina tam late personat, quam ea, quæ bellicæ virtutis, qua Henricus hic noster excellit, decantat gloriam. Priscæ virtutis Polonæ et morum antiquorum integritatis restitutionem jam dudum desideramus ; vetus autem illud celebratur in ore omnium : Talis est civitas, quales sunt principum mores. Plus profecto in Republica principis exemplum ad vitæ honestatem et omnis virtutis studium excitat, quam ulla regum præcepta ; princeps enim est veluti fons quidam ex quo honestæ actionis hauriuntur exempla, et cujus ad exemplum, ut quidam poeta scripsit, totus componitur orbis. Cum vero is sit, quem expetimus, Henricus noster, qui in refertissima omnis honestatis domo natus, pieque ac sancte educatus, hactenus innocentissime sine ulla reprehensione vivat, certissimum est ad extremum usque finem sui simillimum futurum, et non imperandi solum scientia, sed bene

vivendi exemplo apud nos regnaturum, et morum antiquorum integritatem nobis restituturum.

Sunt autem non parum multi, quorum mens et cogitatio in eo occupatur, ut domesticum, nec externum regem eligi satius esse existiment, adducti veteris divinæ legis sententia, qua præceptum extat, ut de sua gente rex eligeretur : Constitues, inquit lex, regem, quem constituerit Dominus ex fratribus tuis. Sed hanc legem exolevisse scimus ; pertinuisse enim illam ad illud tempus, quo prædictum et promissum Hebræi habebant non defuturum sceptrum de Juda, et ducem de femore ejus, donec veniret qui mittendus erat, expectatio gentium : non licuisse itaque illi populo, de quo hoc ita prædictum ac prænuntiatum erat, externum regem, nisi eum qui de femore Judæ duceret originem, sibi constituere, ne externæ gentis contagione semen illud Judæ contaminaretur.

Hoc vero jam tempus, legis novæ beneficio, consecutum est, in quo non est Judæus, neque Græcus : omnes sumus, quoscunque Ecclesia catholica sponso suo Jesu nostro in lucem agnitionis ejus produxit, fratres, omnes una gens et populus, omnes semen Judæ, quicunque quocunque etiam remotissimo loco una cum Christi et Ecclesiæ catholicæ fide conjuncti sumus. Præterea autem illo veteris legis tempore divinitus atque mirabiliter clara Dei et expressa voce designabantur, quos regnare vellet Deus, ut judicium humanum minime requireretur, quemadmodum de Saule sacris literis proditum est : eum enim Samueli primum a Deo ceu digito indicatum, deinde ejusdem Dei jussu unctum, postremo a populo electum esse legimus. Quo sane exemplo doceri possumus Henricum Andegavensem divinitus nobis offerri, ad quem apte et convenienter illa verba quadrare mihi videntur, quibus Samuel Saulem adventantem affatus excepit : « Tune es, inquiens, in quem Deus inclinavit corda hominum ? »

Potestne enim id esse sine singulari afflatu de inclinatione divina, quod ecce tam frequens, et prope innumera populi nostri turba (dictu mirum), ita repentino omnis in Henricum consenserit, ut vix in tanto hominum numero, qui ex aliquot myriadibus constare videtur, ducentos reperias, qui dissenserint ? Qua arte id effectum, quo consilio procuratum putabimus, nisi plane divina voluntate et instinctu corda in eum hominum nostrorum inclinante ? Quod vel hinc apparet : nam, si quæras ex tanta populi, qui tabernaculum hoc confertissimus circumdat, multitudine, qua re adductus quisquam tam remotum propinquioribus, externum domesticis, ignotum notis, anteferat, nihil aliud responsurum audias, quam occulta quadam cordis et animi inclinatione se erga eum propen-

dere. Cor autem simplicium præsertim hominum, divini numinis afflatum rite pieque implorantium, nullis pravis artibus corruptorum, quales hic innumeri in hac infinita prope multitudine extant, qui inclinante rectæ voluntatis et conscientiæ sensu nihil decernunt, quis alius movet aut inclinat, nisi ipse cordium scrutator Deus? In hanc profecto multitudinem illarum improbarum artium, quas practicas vocamus, suspicio cadere non potest; ad hanc istis maledictis practicis aditus non patet: quod sentit, quod vult, quod loquitur, id tantum a Deo profectum accipiamus oportet, præsertim cum tanto animorum consensu tantam cordium concordiam profectam videmus, quantam ego optaveram semper, speraveram nunquam, memor illius, quod apud Ciceronem legitur: Non in vulgo consilium, non oratio, non disciplina. Ac ea propter vehementer mihi ab aliqua seditione metuebam, quæ persæpe magno in populo cooriri solet.

Hinc quidam ad sortes confugiunt, inter quos et ego fui: censebamus, et fortunæ arbitrio committentes quem vellet regnare hæc, quid referat sors; quod quamvis, etsi factitatum esse non ab impiis non ignoramus, nec legibus prohiberi scimus, tamen vereor, ne conjunctum cum periculo fuisset futurum, si sorti lubrico et præcipiti eam rem tantam, non divino consilio ac voluntati, quæ in hominum mentem vere se invocantium influit, seque de se bene sperantibus patefacit, commisissemus. Hoc nos periculo Deus ex improviso liberavit, qui tot hominum constantem ac concordem mentem conciliaverit, nec permiserit discindi incertum studia in contraria vulgus, quique hoc tanto voluntatum consensu, quasi expressa voce, Henricum nobis designat, quem regnare apud nos velit. Qua ex re ego tantam animo capio voluptatem, tanta me sentio lætitia affici, ut emori me jam non pœniteret, et exclamare illud: Nunc dimittis servum tuum, Domine. Aio enim et affirmo pro ea religione jurisjurandi, qua Reipublicæ sum obligatus, non solum nullum principem nobis Henrico hoc utiliorem, et ad tot, quæ spectanda nobis sunt, commoda paratiorem obtingere potuisse, sed et ita a Deo oblatum eum nobis, ut, si in eo cooptando voluntati divinæ non paruerimus, divinam profecto vindictam non effugerimus.

Conditionibus, quas legati ejus proponunt, quin stare possit, dubium mihi nullum est, siquidem nobis ostendent summi consilii, quod illi parlamentum vocant, decretum, quo amplissimarum provinciarum hæreditarii juris posse sio illi adjudicata est: hoc sanctius in illo regno institui nihil potest; publicam vero fidem regni Gallici maxima mandati auctoritate interponunt, rata ea firmaque omnia futura, quæ pro principe hoc

spondent, jurandoque ea se confirmaturos promittunt. Quid sanctum et firmum et certum erit, si hoc non erit? Memini ante annos plus minus tredecim cum divi olim regis nostri Sigismundi Augusti mandato, tractationibus de connubio inter Serenissimum Joannem regem Sueciæ, et Serenissimam Majestatem ejus conjugem, regiam sororem Catharinam, quos honoris causa nomino, interessem, non prius Serenissimum regem nostrum, ut illi regi sua soror Catharina in matrimonium collocaretur, assentiri voluisse, quam jus quod in Finlandiam habet diplomate regis ac regni Ordinum probasset : quo diplomate viso, non amplius deliberandum censuimus, quin regia soror Finlandiæ domino in manum conveniret. Eodem exemplo, posteaquam publicum illud parlamenti decretum viderimus, quod legati habere dicuntur, nullus erit tergiversationi et moræ locus : quo evestigato, eum regem nostrum appellemus, cum quo innumera ad nos emolumenta haud dubie redundabunt, de quibus nos legati, cum accersiti huc in Plotzkum ad hunc senatus et populi consessum fuerint, planius edocebunt, et decreti diploma proferent.

De itineris ejus ac ad nos profectionis commoditate disserere ac deliberare nostrum non est : inclinet modo Deus omnium vestrum mentes et voluntates, quemadmodum se jam inclinasse certis indiciis ostendit, ut concordes una voce, ac consentientes hunc regem declaretis. Tanta vis consilii Gallis inest, tanta quod instituunt efficiendi facultas, ut reperient procul dubio et ad celeritatem et ad commoditatem itineris facilem et expeditam huc penetrandi rationem, quod faxit omnipotens Deus, et, quod enixe precatus, eam vobis mentem Spiritus sui afflatus inspiret, qua possitis hoc loco et tempore id statuere, quod ad solam Reipublicæ salutem pertinet, et eum eligere, quo rege Respublica nostra omnibus vel quam plurimis commodis et ornamentis redundaret, qualem ego Henricum certo mihi persuadeo, et ut sit Deum precor.

MONLUCII PROMISSIONES QUIBUS PROMITTIT ILLUSTRISSIMUM DUCEM ANDIUM VELLE SIBI IN MATRIMONIUM SERENISSIMAM REGNI POLONIÆ INFANTEM ADJUNGERE.

British Museum, mss. Add., 8778.

Nos Joannes Monlucius, episcopus et comes Valentinus, Christianis-

simi regis Galliarum et Illustrissimi ducis Andium in Poloniam legatus, testatum omnibus facimus, quod dictus dux Illustrissimus, si rex Poloniæ erit, illam in uxorem ducet, quæ a regni hujus Ordinibus data ei fuerit. Et quia de morum integritate et probitate Serenissimæ principessæ Annæ, infantis regni Poloniæ, a multis certior longe factus fuerat, atque præclare sibi consultum esse existimaret, si principessam tot virtutibus ornatam sibi in matrimonium posset adjungere, omnem operam et studium impendet suum, ut a dictis Ordinibus id ipsum impetrare possit. Hæc est dicti ducis Illustrissimi voluntas, hoc est illius desiderium, sicut et verbo et scripto mihi significavit. Illius igitur nomine polliceor, quod si rex hujus regni erit, id quod super scriptum est ut ab Ordinibus impetrare possit, totus in eo incumbet. In quorum fidem et testimonium has præsentes manu nostra subscripsimus, sigilloque nostro muniri fecimus.

Datum Varsaviæ, 18 mensis aprilis, anno 1573.

MONLUCIUS,
episcopus Valentinus, Christianissimi Galliarum regis
et Illustrissimi ducis Andium in Poloniam legatus.

DECLARATIO LEGATORUM SERENISSIMI GALLIARUM REGIS DE PROVINCIIS AVULSIS MAGNO DUCATUI LITHUANIÆ RESTITUENDIS.

Bibliothèque du prince Czartoryski, Acta sub Henrico et Stephano, tom. I.

Serenissimi ac Potentissimi principis et Domini D. Caroli noni, Dei gratia regis Galliarum Christianissimi, deputati Oratores, nos Joannes Monlucius, episcopus et comes Valentinus, et Guido de Sancto Gelasio significamus, ac notum testatumque esse volumus præsentibus nostris litteris quorum interest universis :

Quod cum anno superiore, disponentibus sic fatis, Serenissimus Poloniæ rex Divus Sigismundus Augustus sanctissimæ memoriæ, nullo relicto successore, ex hac mortali et ærumnosa vita in vitam cœlestem et beatam evocaretur, et apud Status regni Poloniæ deliberationem de eligendo novo rege verti ad omnes fere exteras nationes perferretur,

non intermisit sane Sacra Regia Majestas Galliarum, Dominus noster clementissimus, quin, pro sua in orbem christianum pietate, amore ac studio, consulendo ea in parte non tam privatis suis commodis, quam publicæ tranquillitati atque paci, nos præfatos oratores in eo negotio electionis novi regis ad Status Ordinesque omnes tam regni quam Magni ducatus Lithuaniæ, aliorumque dominiorum conjunctorum, ablegaret; dato nobis simul plenissimo mandato ac facultate Illustrissimum principem ac Dominum D. Henricum ducem Andegavensem, Majestatis Ejus Regiæ fratrem charissimum, dotibus omnibus tam animi quam corporis florentissimum et ad quævis munia regia obeunda idoneum, Statibus præfatis in regem offerendi et præsentandi, tum etiam omnibus et singulis de privilegiis, juribus, libertatibus quibusvis nomine Illustrissimi principis Andegavensis cavendi et assecurandi, nec non omnia alia, quæ negotii hujus qualitas exigere videretur, agendi, ordinandi, constituendi, et concludendi, prout ea latius in mandati nostri litteris authenticis uberius continentur atque declarantur. In hac autem nobis commissa provincia, cum pro nostra fide sedulo magnaque cura ac vigilia versamur, et mandata nostra apud proceres omnes dies multumque publice et privatim exponimus, tractamus, commendamus, et, quantum in nobis est, promovemus, re ipsa tandem comperimus longe difficillimam hujus negotii confectionem futuram, nisi, ante omnia bene sufficienterque deductis demonstratisque omnibus commoditatibus et utilitatibus, quæ Reipublicæ Polonæ (si Illustrissimus dux Andegavensis regno præficeretur) obvenire possent, Illustrissimos et Magnificos Dominos, Dominum Nicolaum Radziwil in Dubinki et Birze ducem, palatinum Vilnensem, Magni ducatus Lithuaniæ supremum cancellarium, Mozirensem, Lidensem, Borisoviensemque capitaneum, nec non Dominum Joannem Chodkiewicz comitem in Szklow et Bychow, Samogitiæ Livoniæque capitaneum et administratorem generalem, Magni ducatus Lithuaniæ archimarschalcum, in Livonia campiductorem et baronem, Plotellensem, Telsoviensem capitaneum, senatores et officiales M. D. Lithuaniæ præcipuos, toti huic actioni adjungeremus, et opera illorum quantum licet uteremur. Itaque re cum præfatis duobus dominis senatoribus diligentissime communicata atque propensa, habitisque variis colloquiis et tractatibus, apparuit maximum fore obstaculum ad conficienda vota nostra in eo adhuc consistere, quod nonnullæ provinciæ Magno ducatui Lithuaniæ ademptæ regnoque adjectæ essent, qua ex re haud leves inter gentem Polonam et Lithuanam dissensiones exortas constabat; unde nos plus quam necessarium ducentes huic obstaculo maturius aliquod remedium adhibere, et quidquid

esset ea in parte dissidiorum, id nomine Serenissimi ducis Andegavensis e medio tollere atque componere, et alia quæ ex usu M. D. Lithuaniæ viderentur disponere, proinde de subsequentibus et hic insertis articulis, nomine Serenissimi ducis Andegavensis, supradictis duobus Dominis senatoribus in gratiam totius M. D. Lithuaniæ repromittere, spondere et assecurare voluimus.

Primo : Serenissimus dux Andegavensis, ad solium regium evectus, jura, privilegia, libertates, immunitates, dignitates et eminentias M. D. Lithuaniæ, gentesque illæsas conservare et amplificare, nec non a Moschis ablata, post recuperationem illorum, M. D. Lithuaniæ restituere tenebitur. Ita ut hæ recuperatæ provinciæ sint sub regimine officialium M. D. Lithuaniæ, patronimia quoque singulorum a Moscho possessa, quorum familiæ adhuc forte extant, ipsorum hæredibus, quorum hæc antea fuerant, in integrum restituentur.

Secundo : Volhynia, Kijovia, Bratislavia pleno jure M. D. Lithuaniæ restitui debebunt. De Podlachia vero amice transigetur, positis certis finibus quibus Polonia a Lithuania dirimatur, nempe fluvio Nurzec, siquidem hoc etiam modo Poloniæ plus accedet quam forte ad eam olim pertinuit, id quod Domini Lithuani fraternitati communi dabunt et amice ferent.

Tertio : comitia generalia non solum in Polonia, sed et in Magno ducatu Lithuaniæ celebrabuntur, agetque Serenissimus dux Andegavensis ut officia M. D. Lithuaniæ vere sint et permaneant in suo vigore et dignitate, ita tamen ut sit unus idemque senatus et una Respublica, et debebunt res et causæ Lithuaniæ primum locum obtinere, cum in Magno ducatu conventus celebratur, et e converso.

Quarto : executionis modus quarumvis possessionum abalienandarum, quæ in unione Lublini sunt, ejus rei fides data, in perpetuum rata et grata erit ; omnisque mentio talium legum quæ præjudicant libertatibus privilegiisque super quævis bona a regibus et Magnis ducibus obtenta aboleri, possessoribusque sufficienter de privilegiis et possessionibus uniuscujuscunque (ut de hoc latius in unione conceptum) esse cavendum debet.

Quinto : gentis Lithuanæ debita ubique habebitur ratio, tum in aliis, tum in obtinendis officiis et dignitatibus, quæ in Magno ducatu Lithuaniæ continentur, sive ea sint ecclesiastica, sive politica et secularia, ea enim nemini nisi vere indigenis ab avis et proavis illius gentis et provinciæ conferentur.

Sexto : kniazi, quorum certus est numerus in Lithuania, non nisi in pristino et ab antiquo usitato illorum statu conservabuntur.

Septimo: providebitur aliqua summa pecuniæ Lithuaniæ et Livoniæ ad alendum militem, idque ante adventum Serenissimi ducis Andegavensis, ne in eo Respublica detrimentum aliquod capiat, ob dubiam forte fidem Germanorum vel celeritatem Moschorum.

Octavo: promittimus Livoniam nullo modo a Lithuania avelli debere ad quamvis jurisdictionem officiorum regni Poloniæ, sed Lithuania cum Livonia junctæ sub unis iisdemque officiis, erunt unius corporis regni Poloniæ et hujus unitæ Reipublicæ membra indivisa. — Nos itaque suprascripti oratores nomine Christianissimi Galliarum regis recipimus, ac bona sinceraque fide et sub honore nostro promittimus, Serenissimum principem D. Henricum ducem Andegavensem primo quoque tempore post acceptum regni sceptrum præinsertos articulos omnes et singulos, illorumque contenta, ratos gratosque habiturum, firmiter servaturum, ac in realem effectum ad executionem, semotis omnibus exceptionibus, deducturum, nec articulis illis in toto vel in parte aliqua, ullo prætextu ullorum privilegiorum, antehac a quibusvis regibus Poloniæ in contrarium forte concessorum, contraventurum temporibus quibusvis futuris. Quinimo ut hæc omnia et singula præinserta ita confirmentur, præstentur, exequantur et manuteneantur, juramento quoque corporali a nobis præstito, sancte spopondimus atque promisimus, spondemusque ac promittimus, præsentibus literis nostris, semota omni cavillatione ac dolo. In quorum omnium fidem ac evidentius testimonium hasce manibus nostris propriis subscripsimus et sigillo nostro consueto subimpressimus.

Datum Varsaviæ, die 26 mensis aprilis, anno Domini 1573.

MONLUCIUS, Episcopus Valentinus, orator regis Christianissimi.

GUIDO S. Gelasius a Lanssac, Christianissimi regis orator.

PRÆFATORUM LEGATORUM DECLARATIO ALTERA.

Nos Joannes Monlucius, episcopus et comes Valentinus, et Guido de Sancto Gelasio, Christianissimi regis Galliarum oratores, significamus præsentibus litteris nostris quorum interest universis: Quod cum hoc tempore in comitiis generalibus Varsaviæ ageremus, ubi inter Status Ordinesque regni, Magni ducatus Lithuaniæ et aliorum cohærentium dominiorum deliberatio de eligendo novo rege agitabatur, ac nos sedulo uniceque in id incumberemus, ut Serenissimus princeps Dominus Henricus dux Andegavensis, Christianissimi regis Galliarum frater charissimus, ad solium regni Poloniæ, exclusis aliis competitoribus, eveheretur, apparuit haud obscure nos consilii ac voti nostri facile compotes fore,

remque omnem ex sententia cessuram, si, adstipulantibus jam nobis quibusdam primariis senatoribus Magni ducatus Lithuaniæ, nonnullos quoque proceres ac duces provinciarum Volhyniæ, Kijoviæ et Braclaviæ devinceremus, nobisque applicaremus. Itaque præhabitis variis colloquiis cum iis qui magna authoritate apud Ordinem equestrem et incolas omnes dictarum provinciarum valere, nec a nomine gentis nostræ adeo alieni esse videbantur (in quorum numero fuere Illustres et Magnifici Domini, Constantinus, dux Ostrogiensis, palatinus Kijoviensis, capitaneus Vlodimiriensis, item Bohusz, dux in Korzec[1], capitaneus Luceoriensis, Braclaviensis et Vinnicensis, item Andreas, dux de Wiszniowiec, palatinus Braclaviensis, item Paulus Sapieha, castellanus Kijoviensis, nec non Basilius Zahorowski, castellanus Braclaviensis et plerique alii), eo tandem deventum est, quod præfati duces in electionem Serenissimi ducis Andegavensis, tam suo quam cæterorum ducum, nobilium et incolarum terrarum præmemoratarum nomine, non gravatim consenserint, si videlicet terris ac provinciis eis sufficienter atque idonee de subsequentibus hicque insertis articulis caveremus.

Primo : ut Serenissimus princeps D. Henricus, dux Andegavensis, rex Poloniæ effectus omnia jura, privilegia, libertates, immunitates, dignitatesque Volhyniæ, Kijoviæ et Braclaviæ in genere et singulorum in specie acceptare, confirmare, servare, et manutenere, nec eis in quoque contravenire velit.

Secundo : cum constet prædictas provincias a Magno ducatu Lithuaniæ avulsas esse, ut eæ, quam primum id fieri possit, cum Magno ducatu iterum conjungantur et in pristinum statum, in quo una cum Lithuanis semper antea fuerunt, redire faciat, ita ut nunquam in posterum a Lithuania avelli possint.

Tertio : cum in unione Lublini, annis superioribus inita, statibus Magni ducatus Lithuaniæ super executione satis cautum prospectumque sit, ut eodem quoque modo Statibus provinciarum Volhyniæ, Kijoviæ et Braclaviæ per Serenissimum regem Henricum caveatur, prospiciatur, atque ibidem Lithuanis cauta atque promissa ipsis quoque promittantur et de facto præstentur.

Quarto : ut Grecæ religionis status eis inviolabiliter conservetur ; utque officiales seu ministri ecclesiarum, quos vladicas suo idiomate ipsi vocant, ii duntaxat ecclesiis et officiis ecclesiasticis præficiantur, aliisque præferantur, qui testimonio procerum terrarum illarum viri boni, non indocti, vitæque inculpatæ esse probarentur.

1. Korzec en Volhynie.

Quinto : ut duces seu kniazi in antiquo et pristino suo statu et conditione conserventur et permaneant.

Nos itaque suprascripti oratores, considerantes prænominatorum ducum singularem in gentem Gallicam propensionem et benevolentiam, tum petitionem quoque illorum ab æquitate non esse alienam, ideo nomine Christianissimi Galliarum regis recipimus, ac bona sinceraque fide, nec non sub præstito corporali juramento, promisimus atque promittimus vigore præsentium literarum nostrarum Serenissimum principem D. Henricum ducem Andegavensem primo quoque tempore regni sui præinsertos articulos omnes et singulos, ut decet principem christianum tantoque loco natum, ratos gratosque habiturum, acceptaturum, confirmaturum, et in realem effectum deducturum, nec ullo unquam tempore eis vel in toto vel in parte aliqua contraventurum, neque ut a quoquo vel aliquibus, cujuscunque sint status ac dignitatis, contraveniatur permissurum, semotis omnibus exceptionibus et obstaculis. In quorum omnium fidem et testimonium evidentius hasce manibus nostris propriis subscripsimus, et sigillorum nostrorum appressione confirmavimus.

Datum Varsaviæ, die ultima mensis aprilis, anno Domini 1573.

MONLUCIUS,

Episcopus Valentinus, regis Christianissimi legatus.

LITTERÆ AB ORDINIBUS REGNI POLONIÆ AD LEGATOS CHRISTIANI GALLIARUM REGIS PLOSCUM MISSÆ.

Bibl. imp., Mss. fonds français, 3274.

Reverendissimi, Reverendi atque Magnifici Domini, amici observandissimi atque honorandissimi. In hac gravissima et maxima deliberatione nostra de eligendo nobis rege, postulant rationes Reipublicæ nostræ, ut de his omnibus, quæ nobis Dominationes Vestræ nomine Serenissimorum principum suorum ad hanc deliberationem proposuerunt, planius atque exactius cum illis hic præsentibus agamus ; veniant ergo ad nos quanto celerius poterunt, utinam salvi et incolumes.

Datum Varsaviæ, die 10 maii, anno Domini 1573.

Senatus et Ordines omnes inclyti regni Poloniæ.

PETITUR A REVERENDIS ATQUE ILLUSTRIBUS DOMINIS LEGATIS JUXTA AC IN ORATIONE SUA SE FACTUROS RECEPERUNT SUBSEQUENTIUM ARTICULORUM DECLARATIO.

Bibl. imp., Mss. fonds français, 3274.

Art. 1. Cum Serenissimus dux Andium regni ærarium exhaustum, et ære alieno oppressum, regios proventus imminutos ex difficultatibus levare velit, publicis nominibus expungendis, militibus externis stipendia dando, equitibusque in finibus Russiæ biennium jam militantibus exsolvendo : num idem Serenissimus electus sibi caveri hoc nomine postulat, ut aliquando regnum hos sumptus refundat ?

Art. 2. An quadringenta quinquaginta florenorum millia quotannis in regnum ex provinciis, quas possidet, inferenda in publicos regni usus expendere velit ?

Art. 3. Quantam classem Serenissimus dux suis sumptibus instruendam et alendam curabit ?

Art. 4. Qua ratione Narvicam navigationem se intercepturum et sublaturum sperat ?

Art. 5. Quibus sumptibus et quomodo, reformata academia Cracoviensi, Cracoviæ sive in Gallia juventutem educandam curabit ?

Art. 6. Ut tempus quatuor millium sclopetariorum ex Vasconia educendorum determinatur, semperve, si ita facto sit opus, peditatum Vasconium suis sumptibus rex et regnum Galliarum alet ?

Art. 7. Necessaria quoque est explicatio confœderationis, et quid et quomodo Serenissimus rex Galliarum ex pacto confœderationis, tanquam socius et rex fœderatus, genti Polonæ contra quoscumque hostes, bellum regno inferentes, præstare velit, cum nulla auxilia a nobis exigat ?

Art. 8. Si inter regnum Poloniæ, sive ditiones regni, propter commerciorum Gallicorum communitatem, sive libertatem pristinam regni, emporium et commercia, et navigationes usitatas et solitas retinendas, cum aliis forte principibus vis aliqua, hostilitas vel bella exoriantur, quæ auxilia a rege Galliarum, vigore hujus fœderis, expectanda, quave ratione injurias in hostes regni Poloniæ vindicare et res nostras juvare velit ?

Art. 9. Quam libertatem rex negotiatoribus nostris in regno Galliarum concedere velit ?

Art. 10. Habet regnum Galliæ communionem commerciorum cum Turcarum Imperatore, proinde declaratione opus est, num non libere ea facultate navigandi Alexandriam nostri quoque mercatores, regis Galliarum beneficio, uti possint, quo regnum Galliarum fruitur, et quomodo ?

Art. 11. Opus est et in eo articulo declaratione, quid et quale illud sit, quod potentissimi cujusdam principis ope Serenissimus Andium dux se consequi posse sperat, ex quo non parva ad amplitudinem regni futura foret accessio.

Declaratio legatorum Serenissimi Galliarum Regis super his articulis.

Ad primum articulum : quidquid rex a vobis electus sub adventu suo in usum publicum hujus regni conferet, id eum dono vobis daturum esse, certo scimus, ita ut id a vobis repetere nolit. Præterea vero quidquid interim, dum is adveniet, ad regni Poloniæ et Magni ducatus Lithuaniæ fines defendendos impensum authoritate publica fuerit, id ab eo restituetur.

Ad secundum : cum sciant omnes quam sint regii hujus regni proventus imminuti, rex a vobis electus, ut possit majestatem et regium splendorem retinere, reditibus qui Gallia exportabuntur libere utetur, quod vobis etiam cedet maximo commodo.

Ad tertium articulum expresse responsum est.

Ad quartum respondemus, hæc non esse passim divulganda. Interea tamen possumus dicere, quod si emporium aliquod statuatur, vel in Livonia vel alibi, in quo merces, quæ in Narva comparari solent, nostris mercatoribus expositæ essent, rex Christianus curabit ut ad illud accedant nostri mercatores, et ut id faciant præterea reliqui principes christiani, quibuscum fœdera habet, procurabit ; sed præstaret id tentari, quod divulgari non debet.

Ad quintum jam responsum est.

Ad sextum etiamsi responsum jam fuerit, hoc tamen addimus, ad sex menses Vasconibus stipendia regem Christianum persoluturum, ut mandatis nostris continetur. Quod si post sex menses eorum opera sit necessaria ad sex alios menses, in illud tempus regem Christianum fratri charissimo stipendia, quæ requirentur, non denegaturum existimamus. Et tamen, quidquid sit, ad ea persolvenda reditibus Polonicis Serenissimus rex electus non utetur.

Ad septimum jam luculenter responsum est.

Ad octavum responsum est, cum de auxiliis ageretur, neque ad illud quidquam addi potest ; multa enim ex occasionibus, quæ emergunt, sunt statuenda.

Ad nonum etiam responsum est : eodem jure Poloni censebuntur quo et Galli, ut et Galli in Polonia iisdem privilegiis, quibus Poloni, utentur. Quod si quid præterea addi potest, id poterit assequi rex a vobis electus, pro ea gratia qua apud regem Christianum plurimum valet.

Ad decimum responsum est.

Ad undecimum respondimus, nihil præterea nos habere in mandatis, sed explicationem audient a Serenissimo rege a vobis electo oratores vestri, cum Ipsius Majestatem adierint.

Septimus articulus de fœderibus longiorem sermonem postulat. Habet Gallia fœdus cum regnis aliquibus, præsertim cum Scotia, quod a mille annis nunquam violatum est : agent oratores, qui profecturi sunt in Galliam, cum Serenissimo rege electo, ut quibus verbis, quibus conditionibus, fœdus illud concipi debeat, inter se conveniant. Vix toto biduo litteræ fœderum scribi possent, quæ ne quis existimet nos nunc posse omnia, quæ ad hoc negotium pertinent, nominatim exprimere.

Quod ad auxilia præstanda attinet, cum fines vestri a nostris procul absint, non ita facile possumus statuere de auxiliis præstandis, quin etiam de ratione belli et de hostibus, qui et quales sint, inter nos non conveniat. Interea tamen dicemus, quod si Turca ipse vel Imperium hoc regnum non lenibus excursionibus, sed justo exercitu adoriri vellet curabit rex amice agere cum Turca, vel principibus Imperii, ut a bello vobis inferendo abstineant. Quod si id obtinere nequiverit, peditatu vos juvabit, si ita optaveritis, qui classe ad fines vestros transmittatur. At si pro peditatu Vasconico equitatum Germanum optabitis, id ipsum etiam præstabit, aut, si ita vobis videbitur, pecuniis vos juvabit. Quemadmodum vicissim Galli, si Polonico equitatu egeant, illo a Polonis adjuvabuntur, persolutis tamen stipendiis.

Quod ad Moschum attinet, optat Serenissimus rex a vobis electus, quam primum ad vos venerit, bellum illi inferre, atque eum ita propellere, et fines vestros munire, ut non posthac sit illi facile justo exercitu vos invadere, atque ad hanc rem quatuor millia Vasconum constituit secum adducere, ut facilius illum cogat finibus vestris cedere, et iis aliqua ratione cavere. De quibus tunc inter vos agetur.

At quia Vasconum mentio facta est, vestrum erit, antequam veniant, statuere inter vos, in quem usum illorum opera erit necessaria. Nam

hujusmodi genus hominum in otio nunquam est retinendum, nisi certa portio soli alicujus ad inhabitandum illis daretur, quemadmodum et romanis militibus dari solebatur, ac si colonia aliqua eo deduceretur, ad barbarorum excursiones retinendas : sed sunt hæc ejusmodi, quæ longiore egent indagatione. Cavendum est vobis præterea, nos certiores facere, qua ratione et quo pretio victus illis suppeditabuntur ; nam dum de stipendiis persolvendis cum illis agetur, ea etiam minuentur.

Articulus de classe : Indecorum esse existimat rex a vobis electus oram vestram maritimam injuriis et depopulationibus vicinorum expositam relinquere, cum præsertim reges vobis finitimi, vobis exceptis, classem semper habuerint. Quæ autem et quanta esse debeat, non potest ille quidem nunc vobis inconsultis certi aliquid statuere. Interea tamen confirmare possumus, eum nemini ex aliis principibus hac in re velle cedere : atque est certa et vera ratio amicos et inimicos in officio retinendi, et juventutem vestram honestissimis exercitiis occupare.

De emporio stabiliendo, in quo possint mercatores vestri et amicorum commercia habere et exercere, fusius mercatorum consilio adhibito statuetur.

De academia Cracoviensi articulus est, qui explicatione non indiget : illa enim collapsa cum sit, neque sine doctissimorum virorum opera restitui potest, a quibus juvenes vestri in artibus liberalibus erudiantur, quibus doctis viris adjicientur alii, qui juvenes vestros in omni scientiarum ac morum genere instituere possent, quod erit commodissimum iis qui non habent unde sumptus faciant ad Galliam et Italiam invisendam ; sed præstaret et vobis vestrum collegium Cracoviense instituere, atque in eo instituendo formam collegiorum Parisiensium subsequi ; quod si vobis videtur, ut omni ex parte perfecta dici possit academia, adjicientur doctores celebres et eruditi, qui et juris civilis ac medecinæ scientiam profiteantur et doceant.

Quod de Gallorum societate, ultimo dictum est articulo : illa autem societas duo habet capita, primum de fœdere, de quo jam dictum est, alterum de commercio, qui articulus non potest tam paucis explicari, neque sine mercatorum consilio. Interea tamen dicemus, subditis vestris nos jam concedere, ut illis liceat in Gallia eadem commercia cum eadem ipsa libertate exercere, ac si essent Galli, qua libertate etiam Galli in Polonia utentur. Admittentur etiam cum nostris mercatoribus quotannis in Alexandriam et terras novas navigare, et in his commercia perinde ac nostri exercere, ex qua certe navigatione magnum quæstum nostri facere solent. Merces autem quas nos in Gallia habemus, et quibus exteri fere carere non possunt, hæc

sunt vinorum maxima copia et diversitas, quæ posthac ut ad vos meliori fide deferantur dabitur opera. Nam certissimum est omnia quæ ad vos delata sunt corruptissima esse et adulterina ; sed de hoc genere mercis non multis agendum est, res est enim ejusmodi qua facile, si vultis, carere potestis. Sale nostro neque Scoti, neque Angli, neque Belgium, neque Dacia, neque Suecia, neque urbes illæ præclaræ, quæ maritimæ dicuntur, carere possunt, adeo ut mense maio, quotannis pro sale ex Aquitania exportando, plus quam duo millia navium onerari soleant. Est quidem vobis, singulari Dei beneficio, magna salis copia, habet etiam Germania, quæ tamen sale nostro carere non potest. Croci copia a nobis ad exteras nationes defertur, olei, panni omnis generis, lanæ : magna vis auri quotannis in Galliam infertur propter herbam illam quæstuosissimam, qua panni coloribus tingi et infici solent. Sunt et alia præterea multa mercium genera, de quibus cum mercatoribus agendum esset : hoc iterum repetimus, vestros subditos eodem jure, iisdem libertatibus, iisdem privilegiis et legibus commercia in Gallia habituros, atque si Galli essent ; ut et Galli a vobis in Polonia eadem privilegia, quibus vestri utuntur, obtineant, et ut illi res, quibus abundatis, pretio moderato a vobis accipiant, danda erit opera aliquorum optimorum virorum consilio. Inter cætera vos audio cera, melle, cineribus, coriis et pellibus abundare. Hæc sunt quæ de commercio inter vos instituendo imparati dicere potuimus. Cætera a mercatoribus luculentius explicabuntur.

Quod ad centum nobiles in Gallia educandos attinet, vestra erit optio, an partem Cracoviæ instituere malitis, et aliam in Galliam mittere, vel omnes in Gallia habere : sic autem intelligimus, ut quinquaginta in literis et disciplinis, quinquaginta in aulis regum et principum instituantur.

POSTULATA EX NOBILITATE QUÆ EVANGELICAM RELIGIONEM IN POLONIA PROFITETUR REVERENDISSIMIS CHRISTIANISSIMI REGIS LEGATIS OBLATA.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Zał., 364.

1. Imprimis ut regi Christianissimo placeat rerum omnium, quæ per bellorum civilium tumultus in Gallia actæ sunt, et eorum omnium,

quæ eorum causa fuerint consecuta, memoriam sempiterna oblivione delere.

2. Deinde ut omnibus qui volent Christianissima Majestas concedat, pro immensa bonitate sua, in omnibus Galliæ locis pacate vivere, ut eis religionis quam amplectentur causa (quæ reformata dicitur), periculum incommodumve nullum creetur, domi iisque locis ubi inhabitarunt in eos non inquiratur, si modo ex edictorum præscripto vivant. Romanæ ecclesiæ et catholicæ ne adesse cogantur, nec iis ulla ratione inservire.

3. His qui volent ex Gallia excedere liberum rex Christianissimus faciat bona vendere, aut de iis alias prout libuerit disponere, ac pretium e Gallia exportare. Quod si malint, bonis non distractis, eorum reditum annuum percipere, id illis sine fraude liceat, addita omnibus, quoties voluerint, redeundi potestate, dummodo aut ad regni hostes, aut ad eos quibuscum regi nulla sunt fœdera non divertant.

4. Præterea ut rex Christianissimus, ad perpetuam clementiæ et mansuetudinis memoriam, eos eorumve hæredes, qui ob conspirationem, quæ mense augusto 1572 Parisiis facta dicitur, condemnati sunt, in bona, nobilitatem et existimationem pristinam restituat, non obstantibus aut edictis regiis, si qua sunt, aut quibuslibet senatus consultis, vel aliis judiciis decretisve, quibus rex ob certas, graves magnasque causas derogatum esse volet.

5. Ut qui in clade illa, quæ Parisiis mense augusto et postea per aliquot Galliæ urbes populi insanientis furore commissa est, occisi sunt, eorum hæredibus regiorum munerum, quæ tunc gesserunt æstimationem, id est, quanti quodque officium vendi solitum est, rex ad sempiternam misericordiæ commendationem restituat.

6. Ut exulibus ob religionem ac cæteris omnibus, qui clade illa perterriti e Gallia effugerunt, reditum in Galliam cum omnium injuriarum abolitione rex concedere velit, eosque in bona, famam, dignitatem restituere, dummodo illi arma deponant, fidemque regiam agnoscant.

7. Ut rex benignius cum iis urbibus agendo, cæterisque locis, quæ ad eum usque diem, quo hæc capita Christianissimæ Majestati offerentur, religionis, quæ reformata dicitur, exercitium retinuerunt, imprimis omnium injuriarum et rerum ante actarum velit oblivisci, illisque concedere, ut religionis libero exercitio, sicut antea fecerunt, in posterum fruantur, sintque ab omnibus præsidiariis militibus immunes, dummodo et ii regiæ fidei sese dedant, armaque deponant.

8. Ut in eos, qui adversus edicta regia cædes perpetrarunt, severe inquiratur et animadvertatur. Ut ad religionis exercitium, pueros bapti-

zandos et matrimonia contrahenda rex in singulis Galliæ provinciis unum locum eligere et concedere velit.

Nos Johannes Monlucius, episcopus et comes Valentinus, in privato regis Christianissimi consilio consiliarius, et Guido Sangelasius Lanssaci Dominus, eques auratus, cataphractorum equitum turmæ præfectus, ad amplissimos Poloniæ Ordines Christianissimæ Majestatis legati et oratores, pollicemur et sancte juramus Christianissimum regem in Illustrium, Magnificorum, Spectabilium et Generosorum Dominorum et equitum gratiam, qui Illustrissimo duci Andegavensi in Poloniæ regni petitione favent, octo priora capita et postulata Gallis qui religionem Evangelicam profiteri voluerint, concessurum, præstaturum ac servaturum, eisque fidem hoc nomine obstringimus. Ad postremum vero caput, quod est de locis in quibuslibet provinciis ad religionis exercitium assignandis, ita respondemus, nos omni studio, ac cura nostra, atque bona fide apud Illustrissimum ducem Andegavensem acturos et eundem rogaturos, ut id a rege Christianissimo impetret et perficiat.

Actum in Plotzko, die 14 maii, anno 1573, sub chirographis et sigillis nostris.

MONLUCIUS, Episcopus Valentinus, regis Christianissimi et Illustrissimi Andium ducis legatus.

GUIDO SANGELASIUS a LANSSAC, Christianissimi regis et Serenissimi Andium ducis legatus.

SERMENT PRESTÉ PAR LES AMBASSADEURS DU ROY TRÈS-CRESTIEN.

Bibl. imp., Mss. fonds franç., vol. 3258.

Nous Jehan de Montluc, évesque et conte de Valence, Gilles de Noailles, abbé de Lisle, et Guy de Lanssac, ambassadeurs envoiez avec plain pouvoir en ce royaulme de Polloigne de la part de Sérénissimes princes et seigneurs, Charles, par la grâce de Dieu très-crestien roy de France, et l'Illustrissime Henry, son frère, par la grâce de Dieu esleu roy de Polloigne, promectons et jurons au nom de Leurs Majestez, devant

Dieu tout-puissant et sur ces sainctes Évangilles, que toutes les pactions, conditions, conventions et articles qui ont esté ordonnez, arrestez et accordez d'un commun consentement entre nous, le sénat et tous les ordres du royaulme de Polloigne, sur la déclaration de leur roy icelluy mesme Illustrissime Henry, et rédigez par escript et signez par nous et tous les estatz d'icelluy, seront par lesdicts princes receuz, entretenuz et appreuvez, sçavoir chacun pour leur regard par serment qu'il presteroit, sellon la forme spéciale qu'il leur en sera monstrée.

ADDITION FAICTE AUDICT SERMENT PAR LE PALATIN DE CRACOVIE.

Et principallement et spécialement icelluy Sérénissime roy esleu jurera sur cest article qui est de maintenir et garder paix entre les religions différentes, et lequel luy sera présenté aux commices de son couronnement par le maréchal et chancelier du royaulme ; davantaige qu'il gardera, recevra et de faict accomplira toutes les choses comprises en icelle forme de serment et aultres pactions, s'obligeant dès à présent par serment, sur la foy, conscience et honneur d'un roy, d'effectuer et accomplir toutes les choses cy dessus escriptes.

DÉCLARATION DES AMBASSADEURS TOUCHANT LA VOLLONTÉ DU ROY SUR LE MARIAGE DE LA PRINCESSE ANNE.

Bibl. imp., Mss. fonds franç., vol. 3258.

Nous, Jehan de Montluc, évesque et conte de Vallence, Guy de Lanssac, chevalier de l'ordre de Saint-Michel, et Gilles de Noailles, abbé de l'Isle et de Saint-Amand, ambassadeurs du très-crestien roy de France et du Sérénissime esleu roy de Polloigne, tesmoignons devant tous, comme ainsi soict, que plusieurs Généreux et Magnifiques seigneurs eussent venuz par devers nous au nom de tous les ordres du royaulme ; nous proposans audict nom certains articles auxquels estoient contenus les conditions et pactions soubz lesquelles le royaulme a esté présenté au Sérénissime prince Henry, duc, etc., entre lesquels cestuy-cy est : que

Sa Majesté et successeurs d'icelle ne pourront aulcunement contracter mariage sans le consentement de tout le sénat; que nous avons accepté cedict article avec les aultres, et encores adjousté tels propos: quand Sa Majesté entendroit la Sérénissime princesse Anne estre yssue de la renommée famille des Jagellons et douée de rares et singulières vertus, si le sénat ordonnoict qu'il la princt pour femme, le feroit voluntiers et luy seroit très-agréable, et mesme le requerroit; et depuis le sénat nous avoir faict entendre par Magnifiques seigneurs Jehan Herbotz a Fulstin, chastellain de Sanoc et cappitaine de Presmilie [Przemysl], et Généreux seigneur Jehan Zamoiski, cappitaine de Belsenze et Zamchense, secrétaire de Sa Majesté, ce mariage du Sérénissime prince Henry et de la Sérénissime princesse Anne avoir esté ainsi conclud et arresté par tout le sénat et tous les ordres du royaulme.

Faict à Varsovie, le 21[e] du mois de may 1573.

DECRETUM ELECTIONIS.

Bibliothèque du prince Czartoryski; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski.

Jacobus Uchanski, Dei gratia sanctæ ecclesiæ metropolitanæ Gnesnensis archiepiscopus, legatus natus, et regni Poloniæ primas, Franciscus Krasinski Cracoviensis, Stanislaus Karnkowski Vladislaviensis et Pomeraniæ, Adamus Konarski Posnaniensis, Petrus Myszkowski Plocensis, Albertus Starozrzebski Chelmensis, Dionisius Secigniewski Camenecensis, eadem gratia episcopi; — Sebastianus de Mielecz, castellanus Cracoviensis et capitaneus Brzestensis, Joannes Firley de Dombrowica, palatinus et capitaneus generalis Cracoviensis, regni Poloniæ supremus marschalcus, Rohatinensisque capitaneus, Nicolaus Radziwil, dux in Dubinki et Birze Vilnensis, Magni ducatus Lithuaniæ cancellarius, Lidensis, Mosicensis, Boriszoviensisque capitaneus, Petrus a Zborow Sandomiriensis, Camionacensisque capitaneus, Casparus Zebrzydowski de Wieczbork Calissiensis, Stephanus de Koributow et in Zbarasz Trocensis, Albertus de Lasko Siradiensis, palatini, Eustachius Wolowicz, castellanus Trocensis, Magni ducatus Lithuaniæ vicecancellarius, Brzestensis capitaneus, Joannes Sierakowski de Boguslawice, palatinus Lanciciensis Przedecensisque capitaneus,

Joannes Chodkiewicz, comes in Szklow et Bychow, capitaneus generalis terrarum Samogitiæ, Magnique ducatus Lithuaniæ supremus marschalcus, Livoniæ administrator ac exercituum præfectus, Covnensis, Plotelensis, Telszoviensisque tenutarius, Constantinus Konstantynowicz, dux de Ostrog, Kijoviensis, Vlodimiriensisque capitaneus, Joannes Krotowski de Barcin Junovladislaviensis, Georgius Jazlowiecki de Buczacz Russiæ, ac exercituum regni campestris præfectus, Lubaczoviensis, Czervonogrodiensis ac Sniatinensis capitaneus, Rochus Korecki Volhyniæ, Lucensisque capitaneus, Nicolaus de Mielecz Podoliæ, Grodecensis, Novæque Civitatis Korczyn capitaneus, Nicolaus Maciejowski Lublinensis, Scepusiensisque capitaneus, Stanislaus Dowoyno Polocensis, Paulus Sapieha Nowogrodensis, Arnolphus Uchanski Plocensis, Viszogrodiensisque capitaneus, Stanislaus Pac Vitebscensis, Stanislaus Lawski de Strzegocin palatinus et vicegerens Masoviæ, Nicolaus Kiszka Podlachiæ, Drohiciensisque capitaneus, Anselmus Gostomski Ravensis, Georgius Tyszkiewicz Brzestianensis, Volkoviensisque capitaneus, Joannes a Dzialin Culmensis, Bratianensisque capitaneus, Georgius Oscik Mscislaviensis, Braclaviensisque capitaneus, Fabianus Czema Marienburgensis, Starogardiensis, Graudentinensisque capitaneus, Andreas Wisniowiecki Braclaviensis, Achacius Czema Pomeraniæ, Gnevensisque capitaneus, Gabriel Hronostay Minscensis, Camenecensisque capitaneus, palatini ; — Petrus a Czarnkow Posnaniensis, Babimostensis capitaneus, Heronymus Ossolinski Sandomiriensis, Krzeczoviensisque capitaneus, Joannes Konarski Calissiensis, Joannes comes a Tenczyn Voyniciensis, Lublinensis, Parczoviensisque capitaneus, Joannes de Tomice Gnesnensis, Andreas Dembowski Siradiensis, Lanciciensis capitaneus, Jacobus Lasocki Lanciciensis, Nicolaus Talwosz Samogitiæ, Dunenburgensisque capitaneus, Paulus Sapieha Kijoviensis, Lubiecensisque capitaneus, Petrus Siecinski Junivladislaviensis, Stanislaus Herburt de Fulsztyn Leopoliensis, Drohobicensis Samboriensisque capitaneus, Michael Myszka Volhyniæ, Heronymus de Sieniawa Camenecensis, Haliciensis Colomiensisque capitaneus, Dominicus Pac Smolinensis, Stanislaus Slupecki Lublinensis, Georgius Zienowicz Polocensis, Ceceriensis, Procenensis Leptensisque capitaneus, Andreas comes in Tenczyn Belzensis, Paulus Pac Vitebscensis, Borsovinensisque capitaneus, Adamus Kosinski Podlachiæ, Joannes Hayko Brzestianensis, Trabensis, Comustensis Grodnecensisque capitaneus, Joannes Dulski Culmensis, Rogoznensis Braniscensisque capitaneus, Joannes Solomerecki castellanus et capitaneus Mscislaviensis, Adamus Walewski Elbingensis, Basilius Zahorowski Braclaviensis, Joannes Kostka de Stanenberg Geda-

nensis, et terrarum Prussiæ thesaurarius, Pucensis, Derszoviensis capitaneus, Joannes Chlebowicz Minscensis, Nicolaus Czykowski Sandecensis, Sanocensisque capitaneus, Andreas comes in Gorka Miedzyrzecensis, Gnesnensisque capitaneus, Nicolaus Firley de Dombrowica Vislicensis, Stanislaus Szafraniec de Pieskowa Skala Biecensis, Albertus a Czarnkow Rogoznensis, Costensisque capitaneus, Joannes Tarlo de Szczekarzowice Radomiensis, Pilnensisque capitaneus, Nicolaus Ligenza de Bobrek Zawichostensis, Buscensis Zydaczoviensisque capitaneus, Stanislaus Wysocki de Bodzislaw Landensis, Jacobus Rokossowski Srzemensis, Ostrzeszoviensis capitaneus, Joannes Sienienski de Sienno Zarnoviensis, Christophorus Lanckoronski Malogostensis, Joannes Chrystoporski de Chrystoporzyce Vielunensis, Andreas Wapowski Premisliensis, Joannes Herburt de Fulsztyn Sanocensis, Premisliensisque capitaneus, Nicolaus Lysakowski Chelmensis, Paulus Dzialynski Dobrzynensis, Nieszaviensisque capitaneus, Petrus Chodziewski de Potulice Przemecensis, Stanislaus Tarnowski Czechoviensis, Nicodemus Lenkinski Naklensis, Joannes Koscielecki Biechoviensis, Bidgostiensis capitaneus, Stanislaus de Koscielec Bidgostiensis, Paulus Szczawinski Brzezinensis, Sochaczoviensis capitaneus, Gregorius a Krytkow Krusvicensis, Nicolaus Loncki Camenecensis, Joannes Gomolinski Spicimiriensis, Simon Szubski Inovlodensis, Stanislaus Sierakowski de Bohuslawice Kowaliensis, Stanislaus Gostomski Sochaczeviensis, Ravensisque capitaneus, Felix Parys Varsaviensis, Czernensisque capitaneus, Joannes Szumowski Gostinensis, Andreas Iiowski Visnensis, Stanislaus Kryski Racionzensis, Albertus Krasinski Sierpcensis, Christinus Los Viszogrodcensis, Felix Zelski Rypinensis, Joannes Kostka Zakroczymensis, Stanislaus Boguski Ciechanoviensis, Joannes Wodinski Livensis, Sandivogius Drohiczanski Lubaczoviensis, Raphael Slatkowski Conariensis, castellani ; — Valentinus Dembinski de Dembiany cancellarius regni, Hieronymus Burzenski de Burzenin thesaurarius regni, zupparius Cracoviensis, Brzeznicensis capitaneus, Nicolaus Naruszewicz Magni ducatus Lithuaniæ thesaurarius, Marcoviensis, Miadelensis, Uspoliensis Pinscensisque capitaneus, Andreas Opalinski curiæ regni mareschalcus, cæterique nobiles, civitates totaque communitas regni Poloniæ et Magni ducatus Lithuaniæ et aliarum terrarum eisdem adjunctarum. In nomine sanctæ et indivisæ Trinitatis, ad universorum et singulorum, quorum interest intereritque in futurum, notitiam deducimus : Ita placuisse divinæ Majestati, cuncta pro arbitrio suo inter mortales gubernanti, ut, sublato non multum antehac e medio nostri Serenissimo principe, Domino Sigismundo Augusto Dei gratia rege

Poloniæ, etc., Domino nostro pientissimo, Reipublicæ istius regni rectore vigilantissimo, conturbatis nobis non modice in hoc tanto luctus et orbitatis publicæ casu, nova subinde lætitia, ab eadem Domini clementia, animis nostris infulsit, dato jam ac designato nobis in locum demortui alio principe, qui vicem illius subiens, ac omnia pensa muneris regii recte et ordine absolvens, celeriter postmodum, uti ex gratia divina confidimus, desiderium prioris leniat, spes nostras de rebus communibus, ob illius mortem utcunque labefactatas, erigat, atque omnium bonorum proventu impleat. Ad cujus quidem regis electionem, cum de more et lege istius patriæ per nos senatores non ita pridem Varsaviæ congregatos, de unanimi consensu atque voluntate nostra, indictus esset hic conventus generalis omnibus Statibus et Ordinibus regni, ad feriam secundam post Dominicam Misericordiæ Domini nuncupatam, quæ erat sexta dies aprilis mensis proxime præcedentis, sub eadem Varsavia apud pagum Kamien nuncupatum; cumque ad eum ipsum conventum vocati fuissent, per edicta nostra publica, omnes principes, proceres, prælati spirituales atque sæculares, barones, nobiles, milites et communitates terrarum atque civitatum universarum, qui de jure atque consuetudine antiquo ad electionem novi regis pertinebant; conveniente tandem ex unoquoque Ordine plurima ac propemodum infinita multitudine nobilissimorum ac præstantissimorum hominum, instituto atque antehac debito rerum agendarum modo et forma, subductis etiam ad calculum rectæ rationis atque maturi consilii Reipublicæ rationibus omnibus, constitutis insuper nonnullis legibus, seu articulis, quæ ad illius ordinationem pertinebant, et omnibus aliis, quæ negotium tanti momenti poscebat, rite peractis atque absolutis, vocatorum non comparentium absentia in aliquo, ut in tali actu fieri consuevit, minime obstante; tandem nobis, Jacobo Uchanski, Dei gratia veluti archiepiscopo Gnesnensi et regni primate et consilii ordinem et electionis processum proponentibus, per nos universos prælatos spirituales, et senatores, barones et consiliarios nostros, et absentium nomine ad electionis decretum in Dei nomine processum erat, loco et die suprascriptis : quo scilicet invocato, primitus per publicum missæ sacrificium Sancti Spiritus auxilio, ac ceremoniis aliis, tum consiliis, tractatibus, deliberationibusque atque conclusionibus de more atque jure fieri solitis præmissis ; nos qui supra prælati et barones ac Ordines universi, ad quos istud de jure electionis ex antiqua consuetudine ejusdem regni pertinet, exquisitis primo omnium regnicolarum per unas turmas seu palatinatus distinctim destinatis sententiis, eisque postmodum diligenter in senatu et consilio publico

excussis atque examinatis, decretum tandem electionis de nostro futuro rege diximus, pronunciavimus et promulgavimus. Sic :

Quia collustrantes omnes fere christiani orbis partes, quem potissimum ex illis ad fastigium regiæ dignitatis in Republica nostra cum honore et utilitate illius atque omnium nostrorum collocaremus, maxime cum etiam a multis principibus christianis, munus istud regium a nobis exposcentibus, honorificentissimæ legationes cum amplissimis Reipublicæ nostræ utilissimisque conditionibus ad nos venerint : quas nos diligentissime examinantes, et commoda potiora pro Republica nostra ex illis deligentes, omnium illorum (servato tamen unicuique suo honore atque reverentia) aptissimum et utilissimum censuimus Serenissimum principem ac D. Dominum Henricum Dei gratia Andium, Borboniorum et Alvernorum ducem, Christianissimi regis Galliarum Caroli nunc imperantis fratrem, et regium item natum, ex domo et familia Valesiorum multis sæculis in Gallia feliciter imperantium descendentem, summis naturæ et fortunæ, quin potius divinis dotibus ornatum, jam satis etiam pro ætate sua de republica christiana bene meritum ; maxime quod ipsemet Serenissimus Galliarum rex pro ipso Illustrissimo fratre suo per oratores suos interveniens, magna commoda et firmissima præsidia ex opulentissimo regno suo Gallico nobis et Reipublicæ nostræ obtulerit, ipse quoque Serenissimus Andium dux omnes opes suas in regnum nostrum illaturum se promiserit : quem eundem principem Henricum supra nominatum, nullo ex affectu carnali, aut personali, neque proprii seu privati cujuscunque modi, verum solius Reipublicæ nostræ causa utilitatis, ob splendorem summæ virtutis certamque ab ea expectationem magni in Republica nostra omnium bonorum incrementi, ex unanimi atque per omnia sibi consentienti omnium nostrum sententia, votis, vocibus et voluntatibus in regem Poloniæ, Magnum ducem Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Masoviæ, Samogitiæ, Kijoviæ, Volhyniæ, Podlachiæ, Livoniæ, etc., Dominum nostrum clementissimum, sic ut jus nobis electionis liberæ competebat et competere consuevit, elegimus et decrevimus, eligimusque et decernimus præsentibus. Quam electionem præsensque decretum nostrum cum universis nobilibus, et terrarum ac civitatum communitatibus, nostro et eorum atque absentium nomine approbandum, ratificandum, tenendum, laudandum, confirmandum et omologandum duximus, approbamusque, ratificamus, tenemus, laudamus, confirmamus et omologamus tenore præsentium mediante. Promittentes sibi bona fide, et fideliter pollicentes, fidem, reverentiam, obedientiam, devotionem et obsequia justa, debita et honesta, semper servare, exhibere et facere,

quemadmodum commemorato Serenissimo piæ memoriæ regi nostro Sigismundo Augusto et aliis suis antecessoribus regibus nostris exhibuimus, servavimus et fecimus. Quem etiam Serenissimum regem nostrum electum, ut primum Deo favente ad nos in regnum venerit, tanquam verum regem nostrum et Dominum sacra corona, qua reges Poloniæ consueverunt coronari, insignire promittimus: ita tamen, si prius ante omnia literas, jura, libertates, immunitates omnium Statuum, tam ecclesiasticorum quam sæcularium, quas ab illis regibus et principibus, ducibus ac Dominis regni Poloniæ atque Magni ducatus Lithuaniæ et aliarum provinciarum ad regnum pertinentium habuimus et habemus, sive etiam nunc circa electionem Serenissimi regis nostri pro jure libertatis nostræ et statu Reipublicæ melius conservando nobis sancivimus, observabit, custodiet, juramento quoque corporali, tum literis et privilegiis authenticis confirmabit, ratificabit, muniet et approbabit, et ea quæ ipsemet Serenissimus princeps Henricus noster electus una cum Serenissimo fratre suo Galliarum rege in conditionibus per oratores obtulit, facto impleverit. Quicunque vero huic præfatæ Serenissimi regis nostri electioni et in regnum assumptioni contravenire et intra regnum aliquos motus vel bella procurare, aut societates et colligationes in perturbationem tranquillitatis publicæ inire et facere voluerit, contra talem et tales omnes simul promittimus sub fide et honore, sine dolo et fraude, insurgere, et in eorum destructionem nos movere, cujuscunque status, conditionis vel præeminentiæ fuerint, sive spirituales, sive sæculares. Quod quidem decretum electionis in virtute Dei omnipotentis exequi et ad optatum effectum deduci cupientes, de certa scientia communique consilio nostro, ac omnibus melioribus modo, jure, stylo et forma, Dominos infrascriptos ex parte senatus, Reverendissimos, Magnificos Dominos Adamum Konarski de Kobylino, episcopum Posnaniensem, Albertum Laski de Lasko palatinum Sieradensem, Joannem Baptistam comitem de Tenczyn Voyniciensem, Lublinensemque capitaneum, Joannem de Tomice Gnesnensem, Andream comitem de Gorka Miendzyrzecensem, Gnesnensemque capitaneum, Joannem Herburt de Fulsztyn Sanocensem, Premisliensemque capitaneum, Stanislaum Kryski de Racionz, castellanos, Nicolaum Christophorum Radziwill ducem in Olyka et Nieswiesz comitem in Szydlowiec, mareschalcum curiæ Magni ducatus Lithuaniæ; ex parte vero equestris Ordinis, Generosos Dominos Joannem Zamoyski Belzensem Zamechensemque, Nicolaum de Dombrowica Casimiriensem, Joannem de Zborow Odolanoviensem capitaneos, Alexandrum ducem Pronski, Nicolaum de Tomice, fratres nostros, ad eundem Serenissimum

Dominum nostrum, Dominum Henricum Dei gratia regem Poloniæ et Magnum Lithuaniæ ducem electum ab infrascriptis, gestores, rectores et nuntios deputavimus et deputamus, dantes eis plenariam potestatem ad electionis nostræ decretum intimandum, notificandum, et ad indubitatam notitiam Suæ Serenitati deducendum, aliaque omnia et singula, quæ circa electionem per nos hic definita et ordinata sunt, cum Ipsius Serenitate transigenda et concludenda, aliaque omnia, quæ negotium ipsum requirit, quæque ipsis a nobis in literis instructionis perscripta sunt, statuendum et firmandum, aliquorum, etiamsi non adfuerint ad præmissa exequenda, absentia minime obstante. In cujus rei fidem suprascriptorum consiliariorum regni ac infrascriptorum dignitariorum, officialium et nobilium sigilla sunt appensa.

Actum et datum in conventu generali electionis nostri regis sub Varsavia, in campo ad villam Kamien indicto, die sabbati in vigilia Sanctissimæ Trinitatis, anno Domini 1573.

LETTRE DE M. DE VULCOB AU ROI CHARLES IX.

Bibl. imp., Mss. coll. Colbert, 397.

Sire,

Pour ce que je croy que maintenant Vostre Majesté sera en bien grande attente de sçavoir comme les choses se commenceront à acheminer en ceste diète de Pologne pour l'élection, ayant tant fait que j'en ay recouvré des avis bien particuliers de bon lieu et ausquels on peut donner créance, je n'ay voulu faillir de les envoyer par homme exprès en diligence ; ce que j'ay pensé m'estre d'autant plus nécessaire à faire, que les dépesches qu'a portées le Sr de Marillac, tant de la part de monsieur l'évesque d'Acqs que de la mienne, auront pu diminuer quelques choses de l'espérance que vous aviez, Sire, pour Monseigneur vostre frère, laquelle (selon ce qui s'escrit conformément par plusieurs) doit estre maintenant meilleure que jamais. Par ce qui s'entendoit icy, lorsque passa le Sr de Marillac, on pouvoit aucunement craindre que le Moscovite ne donnast empêchement à mondit Seigneur vostre frère, et par les susdits avis qui seront icy enclos elle verra comme il estoit du tout descheu.

D'eslire un dudit pais il ne s'en parle plus, et s'ils vouloient retourner à y penser on voit que ce leur seroit une besogne de très-grande difficulté. Et pour dire quelque chose du roy de Suède, puisqu'il a aussy des ambassadeurs en ceste diète, quand Vostre Majesté aura veu la substance de la belle proposition qu'ils ont faite, je croy qu'elle ne jugera pas qu'ils en aient acquis grande faveur pour leur maistre envers les Polonois ; aussy ne le met-on en aucune considération. Brief de tous ceulx qu'on a nommez cy devant pour estre prétendans à ceste couronne, il ne s'en veoit maintenant pas un demeurer en considération que mondit Seigneur et l'archiduc Erneste ; mais le premier sans comparaison plus que l'autre, demeurant toute la noblesse de Pologne en général de l'humeur qu'elle s'est toujours cy devant monstrée de ne vouloir un Allemand. Et afin que l'élection de Monseigneur n'ait aucune difficulté ny repugnance, et qu'il soit fait roy avec le consentement universel de tous, quelques uns de ceulx qui sont icy des mieux advertis m'ont dit qu'on négotie dextrement et habilement de la part de Vostre Majesté, et que rien n'y est oublié ; et entre autres pour ce qu'on voyoit que ceulx de Lithuanie ont en quelque affection ledit Erneste, on s'est advisé que on ne les peult faire départir par autre moyen : ceulx qui tiennent le party de Monseigneur les menaceront soubz main de voulloir eslire le Moscovite, ce que pour tout le monde ils ne voudroyent. J'entends aussy que les seigneurs Lithuans avoyent fréquenté fort avec le cardinal Commendon, l'honnorent et le visitent, de sorte que s'il a volonté de favoriser les affaires de Monseigneur, il a bon moyen de gagner beaucoup d'iceulx. Au demeurant, Sire, nonobstant que Vostre Majesté sçait, il a longtemps, ce que monsieur l'évesque de Valance avoit à proposer en ceste diète, et le sçaura encore plus particulièrement de luy mesme après sa harangue faite, de laquelle mesme il pourra envoyer un double pardelà, toutefois je n'ay voulu laisser d'envoyer le contenu d'icelle en substance, ainsy qu'il a été escrit pardeçà, afin que Vostre Majesté, qui verra s'il est escrit au vray ou non, puisse mieux juger de la vérité du reste des susdits avis et de la créance que on y peut donner. On n'entend encore par iceux que la nouvelle de la paix des Vénitiens avec le Grand Seigneur fust encore en Pologne, et croit-on que si elle y arrive, ainsi qu'elle peult faire avant l'élection faite, elle aydera encore grandement le party de mondit Seigneur.

Il y a une autre occasion, Sire, pour laquelle je pense devoir envoyer la présente dépesche en diligence, qui est, afin que Vostre Majesté soit promptement avertie d'aucunes levées de gens de guerre qu'on prépare,

desquelles on avoit bien parlé icy et ailleurs il y a cinq mois ou environ et depuis le bruit en estoit évanouy, et possible que Vostre Majesté aura desjà eu le vent comme il se renouvelle. C'est, Sire, qu'on dit, et plusieurs en croient chose véritable, que les trois électeurs de Saxe, de Brandebourg et le palatin font lever grand nombre de reiters à l'instance et pour le service de l'Empereur, et que de son costé il a fait lever de dix à douze mille hommes sur ses pais de Bohême, Moravie et Slésie, et que en tout il doit avoir plus que trente mille chevaux. L'occasion se dit assez secrètement en estre pour s'en servir au cas qu'il advinst dissention et discorde en ceste élection de Pologne, et que ceux à qui il touche de la faire en vinssent aux armes, à sçavoir afin d'aider d'icelles forces ceux qui tiendroient le party de l'archiduc Erneste. Je n'entends point qu'il y ait argent baillé, ny pour retenu ny autrement, et ne le crois aussi, d'autant que la chose seroit plus divulguée qu'elle n'est. Mais il fault dire que tous les chefs sont advertis de se tenir en équipage et tout prets avec autant de gens qu'ils peuvent avoir soubz leur charge, pour s'en pouvoir servir en une soudaine occurrence. S'il est ainsy, Sire (comme j'en vois quelques uns qui n'en font doute), il faut penser que ce seroit une des principales occasions pourquoy l'Empereur aura dépesché personnes exprès vers tous les électeurs, à sçavoir pour les prier d'envoyer (comme ils ont fait) des ambassadeurs audit pais de Pologne pour recommander son fils l'archiduc Erneste et pour prier aussi les trois séculiers de vouloir tenir prestes les dites levées pour s'en servir en cas susdit et comme au nom de tout l'Empire, et possible aussi faire entendre par mesme moyen aux électeurs ecclésiastiques qu'ils ne doivent prendre soupçon de ces préparatifs d'armées. Aussi est à croire (si ainsy est) que l'Empereur aura obtenu cela de l'électeur de Saxe quand il a dernièrement esté icy. Aucuns, Sire, pourroient penser que les susdits préparatifs se faisoient pour reprendre le château de .... sur Monseigneur le duc de Lorraine, mais je ne vois personne qui ait ceste opinion, et se préparant lesdites forces en pays de Saxe, de Brandebourg, Bohême, Moravie et Slesie, qui confinent tous avecques ou approchent bien près de Pologne, il y a grande apparance que ce soit pour le regard que dessus. Je croy que si les Polonois en ont le vent, que cela n'aydera guère la cause dudit Erneste. Il ne fauldrait, bien que ce pourra estre trop tard, d'en advertir l'évesque de Valance, afin de s'en valoir comme il adviseroit le mieux. Je ne laisseray d'estre aux écoutes pour sentir s'il y auroit à avanture quelque entreprise cachée là dessous pour un autre endroit, et de tout en donneray soigneusement avis à Vostre

Majesté, à laquelle je diray encore là dessus que je ne sçay si on se voudroit point servir desdites forces, au cas qu'un autre prince que le susdit Erneste fust eslu roy de Pologne, pour essaier de se saisir de la Prusse et autres lieux prétenduz par l'Empire, avant que le susdit roy eslu fust arrivé et établi audit pays, ou bien par l'occasion des troubles qui peuvent avenir en ceste élection, de laquelle partie il ne fault douter que seroit le duc mesme de Prusse, qui viendroit à reconnoître ledit Empire, comme il a fait cy-devant le roy de Polongne, et ne penseroit y perdre si les choses venoient à réussir selon les dessins des susdits princes de l'Empire, d'autant que par mesme moyen il pourroit espérer d'estre investy du reste de la Prusse qu'il ne tient pas, estant appelé par les Polonnois duc en Prusse et non duc de Prusse. Mais en cecy, Sire, je n'apporte rien que une simple conjecture qui se peut prendre tant sur le mariage naguère contracté et près à consommer entre le duc de Prusse et la princesse de Clèves, comme pour estre de la maison de Brandebourg et alliée de celle de Saxe.

Comme je voulois faire fin de la présente, j'ay reçu par l'ordinaire de Flandre dépesche de Vostre Majesté du 18 du passé, et pour autant que l'autre dépesche du 3 du présent à laquelle j'ay desjà fait response estoit quasy de mesme contenu, il ne me reste autre chose à dire sur icelle, sinon qu'il ne se parle icy en aucune façon de marier le roy d'Hongrie avec la royne de l'Angleterre. Si j'en ay la moindre parolle, je ne faudray d'en avertir Vostre Majesté, comme de toute autre occurrance de deçà, me remettant du surplus de celles qui sont à présent au susdit porteur, qui en saura rendre bon compte. Et en tant je prie Dieu donner à Vostre Majesté, Sire, en très-parfaite santé et prosperité de ses affaires, très-longue et très-heureuse vie.

De Vienne, le 29e jour d'avril 1573.

Vostre très-humble et très-obéissant subjet et serviteur.

DE VULCOB.

X

L'AMBASSADE POLONAISE
A PARIS

PLAIN POUVOIR DONNÉ AUX AMBASSADEURS DU ROIAULME DE POLLOIGNE PAR TOUS LES ORDRES D'ICELLUY.

Bibl. imp., Mss. fonds français, vol. 3258.

Nous, seigneurs, barons, princes, le sénat, tant de l'ordre spirituel que sécullier, chevalliers et tout le reste des ordres et estats du roiaulme de Polloigne et grand-duché de Lituanie et de toutes les aultres provinces joinctes à icelluy, faisons sçavoir par la teneur des présentes à tous ceulx qu'il appartiendra : Que dépeschans devers les Sérénissimes princes et seigneurs, Charles, par la grâce de Dieu très-crestien roy de France, et le Sérénissime Henry, esleu roy de Polloigne par nous, frère de Sa Majesté et duc d'Anjou, noz ambassadeurs : sçavoir, le Révérend Père en Dieu monsieur Adam Conarski de Cobellino, par la grâce de Dieu évesque, et les Illustres et Magnifiques seigneurs Albert de Laski, palatin de Siradie, Jehan conte de Tenczin de Voynicense et cappitaine de Lublinie, Jehan de Tomitze de Gnesne, Jehan Herbolz de Fulstin de Sanoc, André conte de Gorkes de Mederic, Jehan Kriski de Racionzense, chastellains, tous envoiez de la part du sénat de ce roiaulme ; et les envoiez aussi de la part du sénat de Lituanie, comme l'Illustre et Magnifique seigneur Nicolas Cristofle Radzivil, duc d'Olika et Nyesviesz, mareschal de la court ; et les conseillers de ce roiaulme et nobles et Généreux seigneurs Nicolas Firlei de Dombroviza de Cazimirie, Jehan Zamoiski de Belzunce, Jehan de Sborov, cappitaine de Odolanovie, et Nicolas Tomiski, tous chevalliers, d'entre la noblesse de Polloigne; Alexandre Pronski, d'entre la noblesse du grand-duché de Lituanie ; pour confirmer et parachever avec la Majesté et Sérénité d'iceulx, tant en nostre nom que celluy du roiaulme de Polloigne, toutes les choses qui sont amplement contenues audict chappitre et articles de l'ellection, et au serment presté par les ambassadeurs de Leurs Majestez, et lesquelz ont esté traictez, promis, accordez et confirmez d'une part et d'aultre icy entre nous et les susdictz ambassadeurs.

Nous avons pensé qu'il soit nécessaire de donner à nosdictz orateurs pouvoir suffisant pour traicter desdictes choses au nom de nous avec la Majesté et Sérénité desdicts roy et prince, ce que par ces présentes

nous faisons, donnans et concédans ausdictz seigneurs orateurs et messagers plain pouvoir de passer, traicter, accorder, confirmer et conclure avec leursdictes Majestez toutes les choses lesquelles seront nécessaires pour assurer et mettre à fin l'ellection du roy de Polloigne, faicte par nous en la personne du Sérénissime prince et seigneur, Henry, duc d'Anjou, suivant les articles et contractz faictz, passez, rédigez par escript, et confirmez icy respectivement avec les ambassadeurs et commissaires de Sa Sérénité. Nous leur donnons aussi plain pouvoir de traicter et conclure, entreprendre, poursuyvre et parachever le mariage d'entre Sa Majesté et la Sérénissime princesse Madame Anne, sœur de nostre roy Sigismond Auguste, mort l'année passée, et générallement de faire toutes choses qui seront nécessaires et commodes touchant cecy et aultres cy-dessus exprimées, avec puissance aussi que si tous lesdictz ambassadeurs n'y peuvent parvenir ou estre présens en cecy pour quelque cause, les présens pourront exécuter toutes les susdictes choses sans que l'absence d'iceulx leur en puisse empescher. Promectans que tout ce qui sera là traicté, dict, faict et conclud par les susdictz seigneurs orateurs en nostre nom, nous l'appreuverons, ratifierons et receverons pour agréable.

Faict à Warsovie, le 22e du moy de may.

LE LIEU DU SCEAU DE L'ARCHEVESQUE.

Je, Jacques Uchanski, par la grâce de Dieu archevesque de Gnesne, légat primat et premier prince du roiaulme de Polloigne, affin que toutes ces choses soient dictes, réferées, traictées et faictes par les susdictz seigneurs orateurs, seullement pour effectuer et conduire à fin ce qui sera nullement contraire à l'Esglise de Dieu catholique, au saint siége apostolique de Rome, aux droictz roiaulx de la sacrée roialle Majesté en ce roiaulme de Polloigne, et auxdictz droictz et libertez de tous les ordres et estatz d'icelluy, ay soubscript et signé toutes instructions généralles et spécialles, faictes du consentement tant de plusieurs que de quelques ungs, n'estant contraires à ceste mienne protestation, desquelles choses aussi je proteste solanellement en très ample forme et comme j'ay tousjours protesté, publicquement et à part, devant certain et compétent office, amplement et au long, tant en mon nom que de tous en général et particullier, et sellon qu'il est cognu estre permis de droict.

INSTRUCTION DES AMBASSADEURS DÉPESCHEZ AU TRÈS-CRESTIEN ROY DE FRANCE ET AU SÉRÉNISSIME HENRY ESLEU ROY DE POLLOIGNE PAR TOUS LES ORDRES ET ESTATZ D'ICELLUY ROIAULME.

Bibl. imp., Mss. fonds français, vol. 3258.

Les seigneurs orateurs lesquelz la République de ce roiaulme a esleuz pour s'acheminer en France avec le décret faict par tous les ordres de ce qu'ilz ont esleu pour leur roy le Sérénissime prince Henry, duc d'Anjou, de Bourbonoys et d'Auvergne, et frère du très-crestien roy de France, auront en mémoire que leur ambassade est ordonnée tant pour la Majesté de l'un que de l'autre.

Au commancement doncques, incontinent que leur sera permis d'aborder la Majesté du très-crestien roy de France, luy aiant devant toutes choses porté tous plaisirs et services de la part du sénat et de tous les estatz et ordres, tant de ce roiaulme que du grand duché de Lithuanye, avec telle révérence de langaige qui principallement leur semblera digne de Sa Majesté, comme aussi et propre au grand honneur que tous les ordres du roiaulme de Polloigne luy portent, prieront toutes choses procéder heureusement à luy, à son roiaulme et à tous les subjectz.

En après aiant rendu les lettres de créance, tiendront telz propoz :

Que cela a esté conduict par ung certain admirable et fort à propos conseil de ce grand Dieu, que les ordres de ce roiaulme estant assemblés pour l'ellection d'un roy nouveau, estant le Sérénissime roy Sigismond Auguste mort l'année devant, après avoir entendu et pesé les légations de plusieurs princes qui avoient envoyé des orateurs aux mesmes comitices de l'ellection, ensamble aussi celle du Sérénissime roy de France et de son Sérénissime frère, le duc d'Anjou, qu'ilz aient tous d'un merveilleux accord et commun consentement déclaré et proclamé leur roy icelluy Sérénissime duc.

Et pour ce le sénat et tous les ordres de ce roiaulme prier ce grand Dieu souverain, qui pour lors par ung sien secret instinct besoigna en leurs œuvres, qu'il veuille confirmer ladicte ellection et faire qu'elle leur puisse estre à jamais et au roiaulme unyversel, aussi à la Majesté du roy de France et au Sérénissime duc, heureuse et prospère.

Que lesdictz ordres ilz s'asseurent aussi que la posterité, soit de ceulx

de ceste insigne famille de Vallois et de tout l'empire des Gaules, auront souvenance à jamais de ceste tant insigne affection et bonne vollonté à l'endroict de ceste illustre famille de Vallois et le roiaulme de France.

Et d'aultant que ces choses ont été traictées moiennant quelques certaines conditions, lesquelles Sa Majesté peult avoir par cy-devant entendues par ses mesmes orateurs, lesquelles elle pourra à présent librement entendre par les orateurs desdictz ordres de Polloigne, le sénat pour cest effect, pour tous lesdictz ordres, tant de Polloigne que Lituanie, prie Sa Majesté que toutes les choses promises et acceptées par ses orateurs soient corroborées par l'auctorité et serment de luy, qui a esté le principal autheur d'icelles, et du Sérénissime Henry, esleu roy de Polloigne et aussi qu'elles sortissent effect au plustost que faire se pourra.

Et, entre aultres choses, puisque l'estat des affaires de ce roiaulme requère que icelluy Sérénissime roy esleu puisse s'arrester au plustost en cedict roiaulme, que le sénat prie Sa Majesté voulloir ayder en ce les affaires de Polloigne à faire ce qu'elle pourra affin que icelluy Sérénissime roy esleu, son frère (aiant mis ordre sellon son bon plaisir à sa province ès roiaulme de France), accellère son partement, en sorte que, toute dilligence mise, il se puisse au plustost qu'il sera possible reporter en sondict roiaulme.

En somme, voilà pour le présent presque toutes les choses que lesdictz orateurs du roiaulme de Polloigne ont charge de traicter avec la Majesté du roy de France, toutes lesquelles iceulx orateurs avec raison et moien départiront et accomoderont, en telle sorte qu'ils verront que la chose mesme et les affaires de ce roiaulme le requèrent. Ce que s'ensuict regarde principallement le Sérénissime esleu roy de Polloigne :

Auquel, aiant esté diligemment et fort révéremment sallué, comme il appartient à la Majesté et grandeur de nostre futeur roy et seigneur, ilz recommandent bien tout le service et obéissance de tous les ordres de Polloigne, luy désirant en leur nom toutes choses heureuses et prospères.

Et après avoir présenté les lettres de créance, exposeront presque en ceste sorte la contenance de leur légation :

« Sérénissime roy et seigneur doux et clément, le sénat (ce qui puisse estre heureux et salutaire), les chevalliers et tous les ordres du roiaulme de Polloigne et grand-duché de Lituanie (par lesquelz nous sommes envoiez devers Vostre Sérénité avec une fort heureuse, joieuse et fort honnorable légation), voians que l'année précédente leur Sérénissime roy et seigneur Sigismond Auguste estoit décédé, après qu'ilz eurent publié, sellon la coustume, des commices pour estre esleu le nouveau

roy, iceulx aiant ouy les ambassades de plusieurs grands rois et princes, lesquelz monstroient affecter grandement, tant pour eulx que leurs siens, ce roiaulme de Polloigne, estant à ce meuz par les seules louanges et vertuz de Vostre Sérénité, de vos ancestres et parens, le voullant ainsi la divine inspiration, vous ont d'un commun accord et consentement créé et proclamé leur roy et seigneur, la nouvelle et décret de laquelle chose tant joieuse et salutaire ils ont voullu vous estre portés par nous, vous suppliant bien fort que de mesme affection et désir qu'ilz vous ont déféré sur tous aultres cest honneur roial, de mesme vous l'accepterez, et voudrez voulloir subir en telle façon ceste grande dignité roialle, que perpétuellement vous conserverez et reteniez en vostre esprit la mémoire d'icelle, et faire paroistre vraiement à toutes sortes de nations que vous n'avez poinct acquis ceste dignité plus par faveur et vollonté des nostres que pour voz singullières vertuz, et pour avoir bien mérité de la république crestienne.

« Vous aurez ung roiaulme lequel, ainsi qu'il est de longue estendue et fort grand, aussi est-il fort ancien, bien peuplé, remarqué pour le nombre d'hommes, bien renommé pour la noblesse, et florissant en liberté, auquel aussi n'y a jamais deffault de subject pour exercer de jour en jour et monstrer sa vertu, soit que l'on face estime des choses qui se tiennent dedans icelluy, soit plustost des choses qui en sont dehors ; car il sera en icelluy choses où Vostre Sérénité se pourra appliquer, et dehors y a ample matière pour s'enquérir et chercher une fort grande gloire. Tout ce que si Vostre Sérénité diligemment considère, nous ne serons moins tenuz à icelle pour avoir receu et accepté cest honneur de nous, qu'elle de nous pour luy avoir déféré icelluy avec une promptitude et grande allégresse et vollonté : et certainement nous avons grande espérance de ce, considérant en premier lieu les choses par cy-devant gérées par Vostre Sérénité, et ayant devant les yeux les pactions et promesses estimées grandes par les ordres de ce roiaulme et de toute la noblesse, qui ont esté accordées non seullement de parolles, mais aussi corroborées par le serment de voz orateurs et commissaires. Toutes lesquelles choses lorsque sollennellement et suivant la coustume seront confirmées par vous (comme vosdicts orateurs ont faict entendre à tous les ordres que vous ferez (et de quoy nous ne doubtons poinct), certainement nous aurons plus grande espérance d'ériger avec le temps nostre roiaulme en ung estat désirable et très-heureux.

« Et encore plus si Vostre Sérénité, aiant confirmé par serment les susdictes pactions et promesses accordées par vos orateurs avec les ordres

de ce roiaulme, mectoit peyne (ce que nous requérons et demandons très-instamment au nom de tous les estatz), ayant mis ordre aux affaires de voz provinces et seigneuries, d'accélérer sa venue en nostre roiaulme ou plustost déja sien, et là commencer d'entreprendre le maniement des affaires qui se treuvent à traicter, faire et effectuer léaulment ce qui appartient à ung homme vertueux et qui est digne d'ung roy.

« Et d'aultant que le sénat et tous lesdicts ordres, qui nous ont icy envoyez, ne doubtent poinct que vous n'aiez cela en bien grande affection, pour ladicte cause ils n'usent de grandes harangues pour vous enflammer et inciter davantaige à ce genre de gloire, mais plustost font estat maintenant de vous faire cognoistre par certains indices, cérémonies et ornemens, ce qu'il leur semble de Vostre Sérénité, touchant ce que dessus : car, Dieu aydant, vous estant parvenu en ladittc capitale du roiaulme, il est destiné, arresté et délibéré par tous les ordres, tant de Polloigne que Lituanie, en premier lieu de sacrer et oindre, chose propre pour bien augurer les rois, avec ung singulier plaisir et bonne volonté, voz deux costés vraiement dignes d'ung roy, et ce plustost pour vous installer et confirmer que pour vous inciter à vertu. En second lieu, de coroner et cindre vostre beau chef et front, digne totallement d'un empire, et ce plustost aussi pour récompenser les beaux actes et faictz mis bien et heureusement à fin par vous, que pour inciter et enflammer à présent d'en entreprendre et exécuter de telz ; mais afin que vous estant ainsi oinct et sacré et paré de tous les ornemens roiaulx, puissiez paroistre grand et auguste à ceulx du roiaulme, et digne d'estre aymé et révéré par vostre majesté, afin d'estre crainct de vos ennemiz.

« Davantaige lesdicts ordres de Polloigne, aiant entendu apertement de voz ambassadeurs et commissaires qu'il seroit très-agréable à Vostre Sérénité d'avoir en mariage la Sérénissime princesse Madame Anne, seur du deffunct prince et roy de Polloigne, contans de ce, ont arresté avec vosdicts ambassadeurs que Vostre Sérénité prendroict pour femme légitime icelle Sérénissime princesse, l'aiant pour compaigne de vostre heur et dignité, et commune en toutes voz fortunes, avec espérance certaine d'avoir, s'il plaist à Dieu, lignée et postérité.

« Et certainement afin que Vostre Sérénité puisse entreprendre toutes les choses susdictes avec bon heur et les poursuivre avec meilleur et comprendre avec très-bon, tant la Polloigne que toutes les aultres provinces adjoinctes et alliées d'icelle, lesquelles ont grande espérance que Vostre Sérénité composera heureusement leurs affaires, tout ainsi que les Gaulles, tant grandes qu'elles soient, ont jusques à présent gousté les

ruictz non petitz de voz héroïques vertuz, prient sans cesse dévotement cest éternel et immortel Dieu, qui n'est qu'un en trois persoanes, qu'il vous envoye salut et bonne santé. »

Toutes les choses susdictes nos oratheurs diront presque en publicq, non poinct tant d'un mesme fil et oraison continue, que les accomodans aux affaires, au temps et à l'occasion des lieux, et si ne salueront Leurs Majestés, traicteront desdictes conditions et pactions, exigeront les sermens, ou feront la semonce de vouloir prendre ce roiaulme, tous en ung mesme temps ou mesme lieu, mais ilz traicteront lesdictes choses selon le temps qu'ilz verront propre pour traicter de chacune d'icelles, et prendront soigneusement garde de n'embarrasser et confondre (suivant la coustume de noz prédécesseurs) l'ordre d'icelles, transposant au commencement ce qui ne doibt estre dict qu'en dernier, et principallement se donneront peyne qu'en toutes les assemblées qui se feront pour traicter desdictes affaires, tous les articles, toutes les conditions et chappitres faictz et passez sur ceste ellection, et arrestez tant d'une part que d'aultre par les orateurs françois et du consentement de tous les ordres de ce roiaulme, soient de poinct en poinct, sans y obmettre aulcune chose, de bonne foy et conscience confirmez en publicq par le propre et solennel serment du Sérénissime roy esleu et par assemblée de sénateurs ordonnée expressément pour cest affaire, en laquelle seront aussi part lesdictz orateurs; et, s'il naist quelque difficulté touchant lesdictz articles, ilz s'estudieront de toute leur prudence les retrancher, et de leur office et celluy du roiaulme les rendre facilles, en sorte qu'ilz soient tant pour la dignité et utillité d'icelluy Sérénissime esleu, que conformes aux pactions accordées entre lesdictes deux parties.

Et sur toutes choses lesdictz orateurs, touchant l'article de l'obéissance, qui est que le caz advenant (ce qui n'advienne touttesfois) qu'icelluy Sérénissime par aulcun acte contraire rompist et contrevinst aux articles et conditions de son ellection et de faict ne les accomplist, ou feist quelque chose contre les libertez de ce roiaulme, ses subjectz seront libres et absoubz de l'obéissance et foy qu'ilz luy doibvent, tascheront de modérer et adoucir la difficulté laquelle est icy intervenue sur cest article entre les ordres de ce roiaulme et les ambassadeurs de Sa Majesté, sçavoir en ceste sorte : que lesdictes conditions et libertez ne seront estimées pourtant estre du premier coup rompues et violées par Sa Sérénité, si par erreur humaine il luy advenoit, sans y penser, de faire chose qui semblast offancer le droict et la liberté commune; mais bien (ce qui n'advienne et ce que nous espérons jamais n'advenir) lorsqu'il voudroict

sciemment, de volonté délibérée, opprimer le droict et liberté par puissance, et lorsqu'il les mespriseroit et vouldroit mettre en doubte sans que le sénat, par advertissement qu'il luy feroit, peult profficter d'aulcune chose.

Que si d'adventure, contre l'oppinion et créance de tous les ordres de ce roiaulme, lesdictz orateurs voient icelluy Sérénissime esleu estre trop difficille et revesche à confirmer toutes lesdictes choses ou aulcunes d'icelles, traictées, accordées et arrestées icy du consentement de tous les ordres, iceulx, trouvans l'occasion à propos, admonesteront Sa Sérénité, sellon qui leur semblera nécessaire, que, entremectant ceste difficulté sur la confirmation par serment de tous lesdictz accordz et pactions, il pourroict mettre témérairement ses affaires en trouble et confusion, d'aultant qu'il seroit à craindre que si toutes lesdictes choses accordées et arrestées du consentement de tous les ordres n'estoient de poinct en poinct confirmées par serment de Sa Sérénité, qu'au cas semblable toutes les choses traictées et ordonnées par lesdictz ordres en sa faveur demeurassent (ce qui n'advienne) caducques, nulles et comme non faictes. Touteffois lesdictz orateurs ne viendront jusques à telz propos si rudes et si tost, sinon que les choses ne se peussent traicter aultrement.

Ilz ne feront aussi aulcun accord ou alliance de nouveau. Que si quelque chose de semblable leur estoit proposé, comme d'arrester nouvellement quelque accord ou alliance avec les François, iceulx feront entendre qu'ilz veullent s'en rapporter aux ordres du roiaulme, au nom duquel ilz sont ambassadeurs ; et toutes aultres telles choses seront modérées par leur prudence, et solliciteront icelluy Sérénissime roy esleu d'accélérer au plustost que faire se pourra sa venue en nostre roiaulme, ne laissant passer aulcune occasion sans nous faire certains au plustost tant du chemin que tiendra Sa Majesté, que de toutes les aultres choses.

Par commission de tout le sénat et de tous les ordres du roiaulme Polloigne et grand-duché de Lituanie.

LITERÆ DUCIS SAXONIÆ AD LEGATOS POLONOS IN GALLIAM ITER FACIENTES.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Zaluski, 364.

Reverendissimis, Illustribus, Magnificis ac Nobilibus viris, imprimis nobis dilectis, Statuum regni Poloniæ legatis, Augustus Dei gratia dux Saxoniæ elector, salutem et studia nostra in omni officii genere promptissima.

Reverendissimi, Illustres, Magnifici ac Nobiles viri, imprimis Nobis dilecti, de nostra erga regnum Poloniæ voluntate propensa dubium vobis esse nec potest, nec debet, cum de ea proximis literis nostris satis testati sumus. Quia vero a Cæsarea Majestate ad Nos perscriptum est, quid Majestas Ipsius Statuum legato de petito salvo conductu responsi dederit, cujus vobis exemplum transmittimus, nec hucusque de Majestatis Ipsius decreto certi quid acceperimus, vel tacentibus Nobis intelligitis, quid Nos facere hac in re deceat, nempe ut Majestatis Ipsius sententiam expectemus. Quod cum ita sit, non putavimus fore ut prius ditionum nostrarum fines ingrediamini, quam certam animi nostri declarationem impetraveritis. Facietis ergo a justitia, æquitate, et vicinitatis jure non alienum, vestraque prudentia dignum, si vel tantum substiteritis, vel ad regni vestri fines retrocesseritis, donec Cæsarea Majestas de decreto Nos suo edoceat, quod in horas expectamus : idque eam etiam ob causam, ne Cæsareæ Illius Majestatis authoritas a vobis spreta periculum aliquod vobis creet, atque ita propriam potius quam alienam accusare culpam cogamini.

Datæ in Marienburgo, die decima julii 1573.

AUGUSTUS, dux Saxoniæ elector.

LITERÆ IMPERATORIS ROMANORUM AD REGNI POLONIÆ ORDINES.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Zal., 364.

MAXIMILIANUS SECUNDUS DIVINA FAVENTE CLEMENTIA, ELECTUS ROMANORUM IMPERATOR, SEMPER AUGUSTUS, ETC.

Reverendissimi, Venerabiles, Illustres, Spectabiles, Magnifici, Gene-

rosi, Nobiles, Egregii, Honesti, Providi et Circumspecti, sincere nobis dilecti. Cum nuper Devotiones Vestræ et vos per oratorem vestrum Spectabilem et Magnificum, sincere Nobis dilectum, Stanislaum Slupecki, castellanum Lublinensem, institissetis, ut pro oratoribus vestris in Galliam destinatis literas liberi transitus seu salvi conductus concedere vellemus, Nos ob eas causas, quas in responso eidem castellano dicto attigimus, Cæsarei nostri muneris ratione, Nobis incumbere existimavimus, ut rem hanc ad Sacri Romani Imperii principes electores referremus, ac proinde obtulimus. Habitis Dilectionum Suarum votis, Nos quam primum benigne rem resoluturos, ac hujusmodi resolutionem nostram D. Vestris et vobis citra moram aliquam esse nunciaturos.

Etsi vero plane confidebamus nostram illam ulteriorem resolutionem, uti par erat, expectatum iri, vestrosque oratores haud ante, quam transeundi potestas per Nos illis facta esset, Sacri Imperii fines ingressuros esse, nihilominus tamen his diebus ab Illustri Augusto, duce Saxoniæ, ejusdem Imperii archimarschalco, principe electore et consanguineo nostro charissimo, certiores facti sumus dictos oratores vestros, sine nostra ac Sacri Romani Imperii authoritate, Illustris Joannis Georgii, marchionis Brandeburgensis, ejusdem Imperii archicamerarii, principis electoris et consanguinei nostri charissimi, ditionem ingressos, Francofortum ad Oderam venisse, scriptisque inde ad præfatum Saxoniæ electorem literis, a Dilectione Ejus postulasse, ut per ditiones suas tutum ipsis transitum concederet. Et quamvis Dilectio Sua, quæ ejus est in Nos ac Sacrum Imperium observantiæ, expresse ostendisset, non decere se nostram (hæc enim Dilectionis Suæ literarum verba fuerunt) sententiam suo quasi præjudicio intervertere, eosdem oratores vestros monendo, ut vel tamdiu subsisterent, vel ad regni fines retrocederent, donec Dilectio Sua de nostro decreto edoceretur, ne, authoritate nostra spreta, aliquod illis periculum crearetur, atque sic propriam potius quam alienam culpam accusare cogerentur; illos tamen, posthabitis etiam hisce monitis, in Dilectionis Suæ ditionem Lipsiam usque progressos, atque ad ulteriorem usque resolutionem nostram ibidem subsistere jussos esse. Quo cognito, etsi Nobis non deessent causæ de his, quæ hic ab oratoribus vestris in nostræ ac Sacri Imperii authoritatis contemptum et vilipendium tentata essent aliter statuendi, præsertim cum nonnullorum principum electorum responsa necdum ad Nos perlata essent, adeoque quæ illorum futura sint vota etiamnum ignoretur, quin etiam Dilectiones Eorum de re hac mature deliberandum existimantes, conventum electoralem ad diem decimum mensis augusti, proxime venturi, Francofortum ad Mœnum

indixerint, de negotio hoc consilia ibidem collaturi, ac unanimi voto sententiam suam nobis declaraturi ; nihilominus tamen ea omnia atque alia nonnulla, quæ diversum nobis suadere poterant, veteris ac sinceræ nostræ in regnum istud benevolentiæ ac bonæ amicitiæ, ac vicinitatis cum eisdem Statibus conservandæ studio, postponere voluimus, sicque præfato electori Saxoniæ, cui nec ipsi, nec aliis quibusdam principibus electoribus, quorum responsa acceperamus, istud displicere cognovimus, rescripsimus ut memoratis oratoribus iter suum in Franciam prosequendi potestatem faciat; eo tamen expresse addito : quod concessio hæc de reditu minime intelligi debeat; sed habito dictorum principum electorum unanimi voto, ipsis, quoad eorum reditum, ulteriorem resolutionem nostram quamprimum significaturi sumus. Id quod Devotionibus Vestris et vobis his nostris litteris benigne significandum duximus, quibus, quod reliquum est, Cæsareæ nostræ benevolentiæ ac bonæ vicinitatis studia deferimus. Datæ in civitate nostra Vienna, die 20 mensis julii, anno Domini 1573.

MAXIMILIANUS.

ROLE DES PRINCES, SEIGNEURS ET GENTILSHOMMES QUI ONT ESTÉ CHOISYS ET ESLEUS, TANT POUR ALLER MERCREDY PROCHAIN AU DEVANT DES AMBASSADEURS DE POLONNE, QUE POUR LES ACCOMPAGNER ORDINAIREMENT PENDANT QUE SERONT EN COURT.

Bibl. imp., Mss. coll. Colbert, 338.

Monsieur le prince daulphin ira au devant de monsieur l'évesque de Posnaigne. Monsieur l'évesque de Langres ira aussi au devant dudict évesque et luy fera ordinairement compagnie. Ledict évesque est logé chez le prévost de Paris. Auzis, valet de chambre du roy, prendra garde au logis dudict évesque.

Monsieur le duc de Guyse ira au devant de monsieur le pallatin Laski. Monsieur de Brienne pareillement. Et luy feront compagnie ordinairement. Il sera logé chez le greffier du Tiller. Le controlleur Dumas prendra garde au logis dudict pallatin.

Monsieur le duc d'Aumalle ira au devant de monsieur le castellan de Gniesne. Monsieur le conte de Mansfelt pareillement. Il luy fera compagnie ordinairement. Il logera chez madame de Poisson. Deberac, valet de chambre du roy, prendra garde au logis dudict castellan.

Monsieur le marquis de Mayne ira au devant de monsieur le castellan de Mezeric, Gorka. Monsieur de Maugiron ira aussi au devant. Il luy fera compagnie ordinairement. Il sera logé chez madame de la Rivière. Charron, valet de chambre du roy, prendra garde au logis.

Monsieur le marquis d'Elbeuf ira au devant de monsieur le castellan de Sanok. Monsieur d'Allaigre l'aisné pareillement, et luy fera compagnie ordinairement. Il logera à l'hostel de Fescan. Lenepveu prendra garde au logis.

Monsieur le mareschal de Retz ira au devant de monsieur le castellan de Wojnice. Monsieur d'Entraigues pareillement, et luy fera compagnie ordinairement. Il logera chez monsieur du Vair. Chefdeville, valet de chambre du roy, prendra garde au logis.

Monsieur le Grand ira au devant de monsieur le mareschal de Lithuanie, duc d'Aulica. Monsieur de Clermond d'Entraigues pareillement. Il luy fera compagnie ordinairement. Il logera chez monsieur Vermainville. Constelly, valet de chambre du roy, prendra garde au logis.

Monsieur le conte de Mauleuvrier ira au devant du capitaine Belsensis. Monsieur de Saint-Just d'Allaigre pareillement, et luy fera compagnie ordinairement. Il logera chez mademoiselle de Velesbat. Valot, valet de chambre du roy, prendra garde au logis.

Monsieur le viconte de Turenne ira au devant du capitaine de Odolano, Jean Sboroski. Monsieur de Poigny pareillement, et luy fera compagnie ordinairement. Il logera chez monsieur Villeray. Ruade, valet de chambre du roy, prendra garde au logis.

Monsieur le conte de Tende ira au devant du capitaine de Cazimire. Monsieur le séneschal de Lyon pareillement, et luy fera compagnie ordinairement. Il logera chez madame de la Porte. Baudonyn, valet de chambre du roy, prendra garde au logis.

Monsieur de Humyères ira au devant du capitaine Prunsky. Monsieur de la Mauvissière pareillement, et luy fera compagnie ordinairement. Il logera chez monsieur de Besançon. Daniau prendra garde au logis.

Monsieur de Bouynot le jeune ira au devant du sieur Thomisky et luy fera ordinairement compagnie. Il logera chez le sieur Galoppe. Jean de France prendra garde au logis.

ARTICULOS PER SENATORES AC UNIVERSOS REGNI POLONIÆ ET MAGNI DUCATUS LITHUANIÆ ORDINES ET STATUS IN COMITIIS GENERALIBUS ELECTIONIS SUB VARSAVIA AD VILLAM KAMIEN DIE 12 MAII ANNI DOMINI 1573 CONSTITUTOS SERENISSIMUS REX POLONIÆ ELECTUS CONFIRMAT ATQUE DECLARAT.

Archives du château de Maintenon.

Henricus, Dei gratia electus rex Poloniæ, Magnus dux Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, etc. Significamus omnibus hominibus tam præsentibus quam futuris, in quorum manus hæ nostræ literæ perventuræ sunt notumque et cognitum esse volumus : Quod cum die decima mensis septembris anni 1573, Lutetiæ Parisiorum in templo summo Beatæ Mariæ Virginis a Reverendissimo Domino Adamo Konarski de Cobelino, episcopo Posnaniensi, et Illustribus, Magnificis et Generosis Alberto a Lasco, palatino Siradiensi, Joanne a Tomicze Gniesnensi, Andrea comite a Gorka Miedzirzecensi, capitaneo Gniesnensi et Haliciensi, Joanne Herburt de Fulstin Sanocensi et capitaneo Przemisliensi, castellanis, Nicolao Christophoro Radzivil, duce in Olika et Nieszwiez, curiæ Magni ducatus Lithuaniæ marschalco, Joanne de Zamoscie Belsensi et Zamechensi, Nicolao Firley de Dombrovica Casimiriensi, Joanne de Zborov Odolanoviensi, capitaneis, Nicolao de Tomicze, Alexandro Pronski, palatini de Kijoviensi, oratoribus regni Poloniæ et Magni ducatus Lithuaniæ, oblati Nobis publico nomine fuissent articuli seu leges quorum exemplum sequitur :

Nos consiliarii Status, nobiles atque equites regni Poloniæ gentis utriusque, tam Polonicæ quam Lithuanicæ, nec non et ex Russia, Samogitia, Masovia, Livonia, et aliis omnibus provinciis atque terris ad hanc Rempublicam spectantibus, id nobis præcipue per hoc scriptum sive diploma nostrum cavemus, ut is futurus princeps ac dominus noster recens a nobis electus debeat ac teneatur nobis tribuere privilegium sive literas, quibus articuli infrascripti jura et prærogativas quasdam nostras in se continentes, confirmentur et approbentur in hunc qui sequitur modum :

Henricus, Dei gratia electus rex Poloniæ, Magnus dux Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Masoviæ, Samogitiæ, Kijoviæ, Voliniæ, Podlachiæ, Livoniæque, nec non dux Andium, Borboniorum et Alvernorum, etc.,

significamus tenore præsentium, quorum interest, universis et singulis : Quoniam consiliarii ac senatores, omnesque nobiles et Status regni Poloniæ atque Magni ducatus Lithuaniæ, atque aliorum dominiorum ad regnum pertinentium, id sibi præcipue apud Nos cautum esse voluerunt, quod etiam Nos sancimus atque pro lege et jure publico habere volumus :

Quod tempore vitæ nostræ Nos et successores nostri reges Poloniæ, iidemque Magni duces Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Masoviæ, Samogitiæ, Livoniæ, Voliniæ, Podlachiæ, et aliorum dominiorum, non debemus nominare, eligere aut electionem indicere, vel quemcumque alium modum tentare instituendi et designandi Domini sive regis successoris nostri, idque ob eam causam, ut post decessum nostrum et successorum nostrorum libera et illæsa electio regis Statibus et Ordinibus regni maneat ; quamobrem neque titulo hæredis, regibus Poloniæ antehac solito, Nos aut successores nostri posthac utemur.

Quoniam vero inter amplissimi regni Poloniæ atque Magni ducatus Lithuaniæ, aliorumque dominiorum ad regnum pertinentium, incolas in religionis negotio est quoddam dissidium, ne ex hac occasione aliquando (quod absit) seditio vel tumultus aliquis oriatur, caverunt sibi nonnulli incolæ ejusdem regni, confœderatione singulari inter se facta, ut hoc nomine dissidii, scilicet religionis, pax illis servetur, quod etiam Nos illis spondemus, atque confœderationem ipsam juxta ejus contenta perpetuis temporibus Nos servaturos promittimus.

In negotiis vero Reipublicæ, personam atque dignitatem nostram attinentibus, utpote in expediendis ad externos principes legationibus, ac ipsis vicissim ab eisdem audiendis, in conscribendis item adversus aliquem regni hostem militibus, nihil Nos unquam, neque Serenissimos successores nostros, absque consilio et consensu dominorum utriusque gentis consiliariorum, attentaturos, utique res et negotia comitiis regni publicis attinentia, propterea nihil perturbantes ; utique eas legationes, quæ non multum ad Rempublicam spectarent, ac pro ratione temporum et necessitate rerum expediri poscerentur, tales omnes Nobis expedire licebit, cum consiliariis nostris, qui tum præsentes Nobis adfuerint.

De bello seu expeditione illius publica seu generali, nihil Nos authoritate propria absque consensu omnium regni Ordinum statuere posse, neque in ipsa expeditione exercitum extra fines regni, sive petitione nostra regia, sive solutione quinque marcarum super hastam, sive etiam quavis alia ratione educere debere, pro Nobis et Serenissimis successoribus nostris verbo nostro regio promittimus. Quando vero ex decreto comitiorum publico expeditionem bellicam generalem fecerimus, utique

non diutius quam duabus septimanis in loco tali expeditioni atque illius congregationi ultimis restium literis per nos assignato, subditos nostros detinebimus. Quod si autem, consentientibus omnibus Ordinibus, extra fines regni subditos nostros educere vellemus, atque illi ipsi ad id libere consentirent, tum unicuique illorum, nemine excepto, tam equiti quam pediti, ad expeditionem generalem bellicam de jure communi obligato, debebimus numerare quinque marcas pecuniæ antequam fines regni exiverint. Et hoc tali stipendio non diutius eos in militia detinebimus, tantum in unum quartale anni. Exercitum autem hunc non dividemus in partes tam magnas quam parvas. Quod si autem intra duarum septimanarum spatium ultra fines regni non fuerint a Nobis ducti, utique diutius per Nos detineri non poterunt, sed licebit illis ad sua libere reverti. Tempore autem bellicæ expeditionis generalis, omnes sumptus ad rem bellicam necessarios, puta tormenta bellica, pulverem tormentarium, jaculatores, custodes, speculatores, pedites et alia id genus, quæ usus belli poscet, nostris pecuniis providere debebimus.

Fines regni et omnium dominiorum ad regnum pertinentium ab incursionibus hostium præsidiis atque omni munitionis genere impensis nostris munire tenebimur, quarta redituum parte, secundum regni statuta, integre reservata.

Sæpenumero etiam evenire solet, ut in tanta multitudine senatorum, qualem regnum istud habet, sententias in publicis deliberationibus variari discordesque fieri contingat ; Nos itaque pro Nobis atque Serenissimis successoribus nostris verbo regio pollicemur, nihil Nos unquam privato consilio et authoritate nostra in tam variantibus consiliis conclusuros, sed id modis omnibus curaturos, omnium rationes diligenti judicio perpendendo, ut ad unam reduci possint sententiam ; quod si fieri nequiverit, quod legibus, libertatibus, ac commodo denique Reipublicæ magis consentaneum videbitur, in id Nos voto et sententia nostra esse assensuros, comitialibus negotiis in hac parte nihil detrahendo, quæ more solito ex omnium Ordinum consensu expedienda erunt.

Quoniam facile non est, pro regni hujus amplitudine, unum omnibus negotiis sufficere posse, providentes id, ne Respublica gravibus implicetur difficultatibus, perpetuo servandum statuimus, ut in quibuslibet comitiis regni generalibus sexdecim personæ ex Ordine senatorio tam regni Poloniæ, quam Magni ducatus Lithuaniæ, aliorumque dominiorum ad regnum pertinentium, ex communi omnium Ordinum consensu eligantur, et aliis officialibus regni polonicis et lithuanicis adjungantur, dignitatem Majestatis nostræ atque communem libertatem procuraturi, absque quo-

rum scitu et consilio nihil Nos et Serenissimi successores nostri in communibus Reipublicæ negotiis comitiali generali conventui reservandis statuemus. Qui quidem senatores omnia decenter, decore et cum dignitate Majestatis nostræ fieri curabunt, in futuris comitiis ex omnibus actis suis et nostris Reipublicæ rationem daturi. Nihilominus tamen cæteris quoque senatoribus semper erit liberum et venire ad nostram curiam et, quoad placuerit, manere, quinimo omnium consiliorum participes esse debebunt, nec quicquam prærogativæ deputati illi supra hos habebunt, nisi quod præfixum sibi ad regiam nostram manendi tempus continuare tenebuntur. Non prætermittemus tamen propter id morem illum antiquitus observatum, ut, si quod hujusmodi acciderit, quod cæteros quoque absentes consiliarios scire interesset, ad eos per literas nostras Nos deferemus.

Deputari autem illi sexdecim consiliarii debent in comitiis regni generalibus pro quolibet anni dimidio personæ quatuor : ex episcopis unus, ex palatinis unus, ex castellanis vero duo ; quæ quidem deputatio secundum eum ordinem, qui in dicendis votis observatur, procedere debet. Si vero aliquis, quem ordo attigerit, deputari noluerit, vel per legale aliquod impedimentum non potuerit, ibidem in comitiis sortioni suæ renunciare debet, ut in ejus locum alius ex ordine necessario sufficiatur. Provisio autem his consiliariis deputatis ex fisco nostro atque Serenissimorum successorum nostrorum talis esse debet : episcopis terrarum Russiæ singulis quingenti floreni ad dimidiam anni partem, secularibus itidem. Episcopi vero in regno episcopatus suos habentes, minime hac provisione indigere videntur, cum satis amplis facultatibus atque reditibus sint dotati.

Comitia regni generalia biennio ad summum semper Nobis erunt indicenda ; exigente tamen Reipublicæ necessitate, et consensu dominorum consiliariorum accedente, secundum Reipublicæ rationes, et sæpius indici ac celebrari poterunt, non diutius tamen conventum generalem tenebimus, nisi per sex septimanarum spatium. Ante comitia vero in regno, secundum morem antiquitus receptum, in Magno autem ducatu Lithuaniæ, secundum ejus statuta, conventiones, sive comitia particularia, celebrari debent, sicut in regno Poloniæ in Kolo et Korczyn, sic etiam in Lithuania in Wolkowyska, ad quæ quidem comitia particularia, sive conventiones, ea omnia quæ necessaria erunt significabimus.

Promittimus autem verbo nostro regio, pro Nobis et Serenissimis successoribus nostris, nunquam Nos alio sigillo in negotiis Reipublicæ, tam intra quam extra regnum, præter sigillo regni Poloniæ, cancellario atque

vicecancellario regni et Magni ducatus Lithuaniæ concredito, esse usuros.

Officia vero regni publica utriusque gentis integre in sua authoritate retinebimus, similiter et officia curiæ non supprimemus neque suffocabimus, sed ea ipsa officia, cum vacaverint, hominibus utriusque gentis idoneis, de Republica bene meritis, et non extraneis, distribuemus.

Volentes etiam tollere omnem ambiguitatem de fundis privatorum, maxime nobilium atque ecclesiasticorum hominum, eos omnes una cum ipsis fructibus, sive etiam metallis et fodinis quibusvis quarumvis minerarum, etiam salis, in eis repertarum, dominis ac possessoribus suis liberos relinquimus, absque omni nostro et omnium successorum nostrorum prohibitione et impedimento.

Simul promittimus nullas interpretationes aut deductiones ex jure externo Nos esse admissuros de bonis hæreditario jure quibuslibet personis per antecessores nostros donatis, ut minime pro feudalibus nostris regiis bonis censeri debeant, præterquam ea quæ disertis verbis in eorum privilegiis esse feudalia perscriberentur.

Capitanei, sive præfecti, tam finitimi, quam intra regnum in principalioribus castris existentes, similiter etiam civitatum principalium præfecti, sacramentali juramento regi atque regno obligari debent, nulli se tempore interregni concredita sibi loca tradituros, nisi cui ab omnibus regni incolis secundum jura liberæ electionis in regem electus fuerit et coronatus, sub amissione bonorum, honorum et vitæ.

Diadema, sive corona regalis, cum aliis insigniis regni Poloniæ per thesaurarium regni Cracoviæ in thesauro publico asservari debet, sub sigillis et clavibus Magnificorum : castellani Cracoviensis; palatinorum Cracoviensis, Posnaniensis, Vilnensis, Sandomiriensis, Calissiensis et Trocensis. Qui quidem supranominati senatores, non nisi ex consensu totius senatus, atque omnium Ordinum regni, concrediti sibi diadematis atque aliorum insigniorum regalium alicui potestatem dabunt. Non obstabit tamen alicujus ex his per infirmitatem vel aliquod aliud legale impedimentum absentia, imo absentes tenebuntur ad suos collegas claves remittere. Morte vero alicujus interveniente, superstites plenam habebunt potestatem, illius demortui sigillo ablato, serracula diadematis atque aliorum insigniorum aperire.

Formam publicorum judiciorum quædam provinciæ unanimiter sibi constituerunt, regiam nostram personam ex ea liberantes ; quod quidem Nos illis concedimus cum hac cautione, ut cæteris quoque provinciis liberum atque integrum semper sit similem quoque, si velint, judiciorum formam sibi constituere : correctio autem horum judiciorum, communi

omnium consensu accedente, libera semper esse debet. Quod si visum eis fuerit hæc eadem judicia in personam nostram rursus imponere, suscipere ea tenebimur Nos et Serenissimi successores nostri. Similiter etiam consiliarii cæterique etiam omnes Magni ducatus Lithuaniæ atque terrarum Voliniæ, Kijoviæ, Braclaviæ Ordines, qui legibus ac juribus Magni ducatus Lithuaniæ utuntur, ante futura coronationis nostræ comitia, formam atque modum judiciorum invenire, et correcturam quandam legum suarum facere constituerunt. Quæcumque itaque unanimiter inter se constituerint, ea omnia Nos illis in futuris nostræ coronationis comitiis sacramento juramenti confirmare tenebimur. Et posthac semper licebit eis eandem judiciorum formam cæterosque jurium defectus corrigere.

Maxime vero id cautum esse volumus, nullas Nos contributiones in bonis nostris regalibus, spiritualium senatorum, novorum vectigalium in civitatibus nostris, tam in regno quam etiam aliis dominiis ad regnum pertinentibus, absque omnium Ordinum consensu laudaturos et instituturos : neque etiam monopolia ulla rerum earum quæ sive ex regno Poloniæ sive Magno ducatu Lithuaniæ, extra dominia regni evehuntur, instituturos aut institui permissuros.

Quoniam matrimonium nostrum ad rem quoque publicam magna ex parte pertinere videtur, promittimus verbo nostro regio pro Nobis et Serenissimis successoribus nostris, nihil Nos unquam in hoc negotio absque consilio totius senatus tractaturos, nec alias ullas causas præter has quæ verbo Dei expressæ sunt, ad dissolvendum matrimonii sacramentum quæsituros.

Conditiones omnes per legatos Christianissimi Galliarum regis, fratris nostri, nostro nomine exhibitas, adimplere tenebimur, et verbo nostro regio promittimus.

Hæc omnia et quæcumque adhuc alia per Ordines regni Poloniæ atque Magni ducatus Lithuaniæ, aliorumque dominiorum ad regnum pertinentium, ad jura atque libertates illorum pertinentia, in comitiis coronationis nostræ fuerint Nobis exhibita, ea omnia ratificare, corroborare, atque perpetuo servanda juramenti sacramento confirmare tenebimur, prout corroboramus, ratificamus atque confirmamus.

Quod si vero (quod absit) contra leges, libertates, articulos aut conditiones, a Nobis commissum et non impletum quid fuerit, omnes regni incolas utriusque gentis a debita Nobis obedientia et fide liberos pronunciamus.

Hæc omnia constituta sunt per senatores et universos regni Poloniæ

atque Magni ducatus Lithuaniæ, aliorumque dominiorum ad regnum pertinentium. Ordines atque Status, in comitiis generalibus electionis sub Varsavia ad villam Kamien, die 12 maii, anno 1573.

Cumque ex mandatis ipsorum Dominorum oratorum ac decreto electionis nostræ aperte intellexissemus hos articulos in conventibus et comitiis publicis ab omnibus regni Poloniæ et Magni ducatus Lithuaniæ Ordinibus, unanimi voluntate, consensu et studio, jure et legitime decretos et conscriptos fuisse, sibique inter cætera præcipue ac diserte ab omnibus Ordinibus mandatum, ut ipsorum omnium nomine a Nobis horum articulorum approbationem et confirmationem peterent et postularent : Nos, quibus certe ipsa omnium Ordinum consensione nihil quicquam gratius aut jucundius esse potest, et pro nostra singulari erga omnes Poloniæ et Lithuaniæ Ordines animi propensione, supra præfatas leges seu articulos omnes (cum ea tamen posterioris articuli de obedientia interpretatione, quæ literis ab iisdem oratoribus Nobis datis continetur, in omnibus eorum punctis, conditionibus approbandum et roborandum duximus, approbamusque, roboramus et confirmamus per præsentes literas nostras, decernentes illos perpetuæ, indubiæ ac inviolabilis firmitatis robur obtinere debere, promittentesque sub juramento nostro, quod in manibus dictorum oratorum præstitimus, illos in prædictis omnibus eorum punctis et conditionibus, sine ulla excusatione et exceptione, firmiter, inconcusse, ac inviolabiliter facere. Ac item promittendo, quod postquam Deo favente in regnum feliciter venerimus, ac sacro diademate insigniti fuerimus, eosdem articulos et leges, et quæ tunc ad meliorationem et firmitatem Reipublicæ necessaria dictis Ordinibus et Statibus videbuntur, literis nostris, sigilli regni nostri munimine roboratis, in hac vel meliori forma, prout Ordinibus videbitur, roborabimus et confirmabimus. In cujus rei testimonium literas hasce manu nostra subscripsimus, sigillumque nostrum, quo ad præsens utimur, ab iis appendi jussimus.

Actum et datum Lutetiæ Parisiorum in templo Beatæ Mariæ Virginis, decima die mensis septembris, anno Domini 1573.

DECLARATION D'AULCUNS ARTICLES FAICTZ A KAMIEN PRÈS DE WARSOVIE LE 20 MAY 1573 APRÈS L'ELLECTION DU ROY DE POLLOIGNE LESQUELZ DEPUIS LE ROY A CONFIRMEZ A PARIS LE 10 SEPTEMBRE AUDICT AN.

Bibl. imp., Mss. fonds français, 3258.

Premièrement, par le commancement desdicts articles ilz veullent faire apparoir et estimer qu'ilz aient esté dressez du commun consentement de tous les ordres de Pologne, parceque ilz commancent en ces propres motz : *Nos consiliarii Status, nobiles atque equites regni Poloniæ, gentis utriusque, tam Polonicæ quam Lithuanicæ, nec non et ex Russia et Samogitia, Masovia, Livonia et aliis omnibus provinciis atque terris ad hanc Rempublicam spectantibus*; et comme aussi six ou sept lignes ensuyvantes, il est repris ledict commancement en ces propres termes, faisant parler le roy : *Henricus, etc., significamus, etc., quoniam consiliarii ac senatores omnesque nobiles et Status regni Poloniæ atque Magni ducatus Lithuaniæ atque aliorum dominiorum ad regnum pertinentium id sibi præcipue apud nos cautum esse voluerunt, etc.*; et encores en fin d'iceulx, au pénultième article, il est répetté semblables parolles en telle sorte : *Hæc omnia et quæcunque adhuc alia per ordines regni Poloniæ atque Magni ducatus Lithuaniæ, et aliorum dominiorum ad regnum pertinentium, ad jura atque libertates illorum pertinentia, in comitiis coronationis nostræ fuerint nobis exhibita; ea omnia ratificare tenebimur*; qui donne assés grand argument que tous les susdicts ordres les aient dressez, parceque cest article second et pénultième, ores que ce soit le roy qui parle, néantmoins ce sont les propres termes et escriptz que les ambassadeurs luy ont baillé pour jurer.

Par le premier desdicts articles il paroist comme surtout ilz ont désiré que Sa Majesté décrétast et tinst pour loy, que de son vivant et de celluy de ses successeurs, roys de Poloigne et des aultres seigneuryes cy-dessus dictes, il n'eust à nommer, eslire ou assigner le jour pour faire ellection, et en conclusion ne tascher par quelque autre moyen que ce soit de establir et désigner seigneur ou roy son successeur, affin que par ce moien l'ellection du nouveau roy demeure libre après sa mort et des aultres roys aux estatz et ordres du roiaulme. Ainsi dict le propre texte : *Non debemus nominare, eligere aut electionem indicere vel quemcunque alium modum tentare instituendi et designandi domini sive regis suc-*

cessoris nostri, etc. Et pour ceste cause qu'il n'ayt plus à user par cy après du tittre d'héritier envers ses enfans, comme les roys prédécesseurs souloyent faire.

Par le second, ilz remonstrent comme aulcuns des habitans dudict roiaulme ont fait une confédération par ensamble, de peur qu'il ne survinst quelque querelle ou sédition à cause du différend qui est pour le faict de la relligion, laquelle ilz veullent que le roy leur promecte de faire garder entièrement selon leur forme et theneur, afin de maintenir la paix parmy eulx, comme se peult voir par les propres parolles: *Quoniam vero et caverunt sibi nonnulli incolæ ejusdem regni confœderatione singulari inter se facta, ut hoc nomine dissidii, scilicet religionis, pax illis servetur. Quod illis spondemus atque confœderationem ipsam juxta ejus contenta perpetuis temporibus nos servaturos promittimus.*

Au troisième article, ilz requèrent que les affaires de la Républicque qui sont en la disposition du roy, il ne tasche jamais ny ses successeurs de rien faire sans le conseil et consentement des seigneurs conseillers de l'une et de l'autre nation, comme spécialement aux ambassades vers les princes estrangers ou bien réciproquement à les ouïr, en dépeschant des soldatz à l'encontre de quelque ennemy du roiaulme, ains dépescher seulement avec les conseillers qui lors seront près de sa personne les ambassades qui ne importeront guères à la Républicque et qui requèront d'estre dépeschées soudainement. Voicy leurs propres termes: *In negotiis vero Reipublicæ, personam atque dignitatem nostram attinentibus, utpote in expediendis ad externos principes legationibus, ac ipsis vicissim ab eisdem audiendis, in conscribendis item adversus aliquem regni hostem militibus, nihil nos unquam, neque Serenissimos successores nostros, absque consilio et consensu dominorum utriusque gentis attentaturos.*

Davantaige ilz veullent qu'il promecte ne pouvoir ordonner de soy mesme sans le consentement de tous les ordres du roiaulme une levée publicque et généralle, ny aussi, estant l'armée dressée, la conduire hors de la frontière du roiaulme, soit par sa prière roialle ou bien par la solde qu'il baillera de cinq marcz pour lance, ny en fin pour quelque autre raison que se soit, sellon qu'il parroist icy : *De bello seu expeditione illius publica seu generali, nihil nos authoritate propria absque consensu omnium regni Ordinum statuere posse, neque in ipsa expeditione exercitum extra fines regni, sive petitione nostra regia, sive solutione quinque marcarum super hastam, sive etiam quavis alia ratione educere*

debere, pro nobis et Serenissimis successoribus verbo nostro regio promittimus.

Et lorsqu'il fera une levée généralle par la délibération publicque des commices, après que l'armée sera arrivée au randévous, le jour qui lui aura esté donné, il ne la pourra retenir audict lieu plus de quinze jours ; le texte dict : *Quando vero ex decreto comitiorum publico expeditionem bellicam generalem fecerimus, utique non diutius quam duabus septimanis in loco tali expeditioni atque illius congregationi ultimis restium litteris per nos assignato, subditos nostros detinebimus.*

Et s'il vouldra faire marcher ladicte armée hors des confins du roiaulme, combien que ce soit avec le libre consentement de tous les ordres, néantmoins il sera tenu avant qu'ilz sortent de bailler cinq marcz à chacun d'eulx qui sont obligez à servir à la guerre, sans nul excepter, soit de la cavallerie ou infanterie, et néantmoins avec telle solde ne s'en pourra servir plus longtemps que de trois mois. *Quod si autem, consentientibus omnibus Ordinibus, extra fines regni subditos nostros educere vellemus, atque illi ipsi ad id libere consentirent, tum unicuique illorum, nemine excepto, tam equiti quam pediti, ad expeditionem generalem bellicam de jure communi obligato, debebimus numerare quinque marcas pecuniæ antequam fines regni exiverint, et hoc tali stipendio non diutius eos in militia detinebimus, tantum in unum quartale anni.*

Et ne pourra encore séparer ladicte armée en pas une partie, soit grande ou petite, et pareillement s'il ne la fera marcher hors des confins quinze jours après avoir lieu ladicte solde, il sera loysible à chacun d'eulx s'en retourner chez soy : *Exercitum autem hunc non dividemus in partes tam magnas quam parvas. Quod si autem intra duarum septimanarum spatium ultra fines regni non fuerint a nobis ducti, utique diutius per nos detineri non poterunt, sed licebit illis ad sua libere reverti.*

Et enfin, lorsqu'il sera nécessaire de dresser une armée, il sera tenu de pourveoir à ses propres despens à tout ce qui sera besoing pour ladicte levée, soit pour le faict de l'artillerie, pouldres, archers, gardes, avant coureurs, gens de pied, et en fin de toutes aultres choses semblables, qui appartiennent au faict de la guerre : *Tempore autem bellicæ expeditionis generalis, omnes sumptus ad rem bellicam necessarios, puta tormenta bellica, pulverem tormentarium, jaculatores, custodes, speculatores, pedites et alia id genus, quæ usus belli poscet, nostris pecuniis providere debebimus.*

Aussi sera tenu à ses depens de deffendre contre les ennemis les limites du roiaulme, en pourvoiant bien aux garnisons et à toutes aultres sortes de munitions, reservé toutesffois la quatrième partie des revenus du roiaulme, selon les statutz : *Fines regni et omnium dominiorum ad regnum pertinentium ab incursionibus hostium præsidiis atque omni munitionis genere impensis nostris tuebimur, quarta redituum parte, secundum regni statuta, integre reservata.*

Et parcequ'il advient souventeffois qu'en une si grande multitude de sénateurs qui sont audict roiaulme les oppinions soient différantes ès délibérations publicques, ilz veullent que le roy leur promecte en parolle de roy de ne conclure aulcune chose quand leurs oppinions seront différantes, ains espluchant avec ung jugement exquis les raisons de tous, tascher de les rendre en une seule oppinion. Ce que ne pouvant faire, qu'il ayt à condescendre (c'est à dire à conclure) de son oppinion à ce qui sera estimé plus approchant des loix, libertez et commoditez de la République, sans distrayre en tout cecy aulcune chose qui soit coustumière d'estre dépeschée par le consentement de tous les ordres : *Nos verbo regio pollicemur, nihil nos unquam privato consilio et authoritate nostra in tam variantibus consiliis conclusuros, sed id modis omnibus curaturos, omnium rationes diligenti judicio perpendendo, ut ad unam reduci possint sententiam : quod si fieri nequiverit, quod legibus, libertatibus ac commodo denique Reipublicæ magis consentaneum videbitur, in id nos, voto et sententia nostra, esse assensuros, comitialibus negotiis in hac parte nihil detrahendo, quæ more solito ex omnium Ordinum consensu expedienda erunt.*

Et d'aultant qu'ilz mectent en avant que à cause de la grandeur dudict roiaulme il est impossible que ung seul puisse suffire à pourveoir à tous les affaires qui peuvent survenir, pour ne laisser par trop embarrasser la République, ils veullent que en chacun commice général qui se fera, il soit esleu du consentement de tous les ordres seize personnes de l'ordre des sénateurs de toutes les provinces du roiaulme, lesquelz aient ensemblement avec les aultres officiers de tout le roiaulme à prochasser ou avoir en recommandation la dignité du roy et aussi la liberté commune, sans le sceu et conseil desquelz Sa Majesté ny les rois ses successeurs pourront déterminer aulcune chose des affaires communes de la République, réservant touteffois les commices généraulx à l'assemblée : *Statuimus ut in quibuslibet comitiis regni generalibus, sexdecim personæ ex Ordine senatorio ex communi omnium Ordinum consensu eligantur, et aliis officialibus regni polonicis et lithuanicis adjungantur,*

dignitatem Majestatis nostræ atque communem libertatem procuraturi, absque quorum scitu et consilio nihil nos et Serenissimi successores nostri in communibus Reipublicæ negotiis comitiali generali conventui reservandis statuemus.

Lesquelz sénateurs auront soing de faire toutes choses deuement et avec la dignité de Sa Majesté, et par après rendront compte aux prochains commices de toutes les actions de Sa Majesté et d'eulx mesmes : *Qui quidem senatores omnia decenter, decore et cum dignitate Majestatis nostræ fieri curabunt, in futuris comitiis ex omnibus actis suis et nostris Reipublicæ rationem daturi.*

Et néantmoins il sera loisible à tous les aultres sénateurs d'estre à la cour tant que bon leur semblera, et seront participans de tous les conseilz, sur lesquelz lesdicts députez n'auront aulcune prérogative, sinon d'estre tenuz de demeurer près du roy le temps préfix, et pour tout cella ne sera obmis l'ancienne coustume d'advertir par lettres les aultres conseillers absens de ce qui surviendra qu'il soit nécessaire qu'ilz saichent : *Nihilominus tamen cæteris quoque senatoribus semper erit liberum et venire ad nostram curiam et, quoad placuerit, manere, quinimo omnium consiliorum participes esse debebunt, nec quicquam prærogativæ deputati illi supra hos habebunt, nisi quod præfixum sibi ad regiam nostram manendi tempus continuare tenebuntur.*

Lesdicts seize conseillers se auront à députer aux commices généraulx, afin qu'ilz servent de six mois en six mois, l'un desquelz quatre sera évesque, l'aultre pallatin et les deux aultres castellans ; laquelle députation doibt estre gardée sellon l'ordre qu'ilz observent à opiner, et si aulcun qui par ledict ordre sera nommé s'excusera d'estre député, ou que pour aulcun légitime empeschement ne le pourra estre, il sera tenu de renoncer son ellection aux commices, afin que en sa place en soit mis un aultre de l'ordre requis : *Quæ quidem deputatio secundum eum ordinem, qui in dicendis votis observatur, procedere debet ; si vero aliquis, quem ordo attigerit, deputari noluerit, vel per legale aliquod impedimentum non potuerit, ibidem in comitiis sortioni suæ renunciare debet, ut in ejus locum alius ex ordine necessario sufficiatur.*

Ilz veullent que les gaiges desdicts conseillers soient pris des deniers publicqs et roiaulx, en telle sorte que chascun des évesques des terres de la Russie auront pour leurs six mois cinq cents florains, et de mesme les séculiers, et, pour le regard des évesques qui ont leurs éveschez audict roiaulme, n'auront aulcune, veu le bon moien et revenu qu'ilz ont.

Quant aux commices généraulx, ilz veullent estre intimez pour le plus de deux ans en deux ans, et si la nécessité de la Républicque requiert que l'on les publie et tienne plus souvent, faire se pourra avec le consentement des seigneurs conseillers, lesquelz commices toutefois ne pourront durer plus longtemps que l'espace de six sepmaines : *Comitia regni generalia biennio ad summum semper nobis erunt indicenda ; exigente tamen Reipublicæ necessitate, et consensu dominorum consiliariorum accedente, secundum Reipublicæ rationes, et sæpius indici ac celebrari poterunt.*

Et auparavant que lesdicts commices se tiennent, qu'il s'en devra tenir sellon l'ancienne coustume d'aultres particuliers au duché de Lithuanye, tout ainsi que au roiaulme de Poloigne, en Kolo ou Korczyn, ou de mesmes en Volkovisk, lesquelz petits commices seront advertiz de toutes choses qui seront nécessaires.

Semblablement que le roy promecte sur sa parolle de ne se servir ès affaires de la Républicque, tant au dedans que hors du roiaulme, d'aultre sceau que de celluy du chancellier et vice-chancellier de la Polloigne que de la Lithuanye.

Davantaige, qu'il retienne en leur mesme auctorité tous les offices publicques de toutes les provinces de son roiaulme, et de mesmes ne supprimera aulcuns offices de sa court, ains quant lesdicts offices viendront à vacquer, qu'il les baillera ausdicts hommes de toutes lesdictes provinces, capables et aiant bien mérité de la Républicque, et non à aulcun estranger.

Et davantaige, qu'il laissera la jouissance des champs libre et paisible à tous avec leurs fruictz, soit qu'ilz consistent en mines de métaulx ou de sel, en ces motz : *Volentes etiam tollere omnem ambiguitatem de fundis privatorum, eos omnes una cum ipsis fructibus, sive etiam metallis et fodinis quibusvis minerarum, etiam salis in eis repertarum, dominis suis liberos relinquimus.*

Qu'il ne se servira d'aulcunes loix des pais estrangers pour inférer que les biens qui auroient esté donnez à perpétuité à quiconque, soit par ses prédécesseurs, feussent tenuz en fief de luy : *Simul promittimus nullas interpretationes aut deductiones ex jure externo nos esse admissuros de bonis hæreditario jure quibuslibet personis per antecessores nostros donatis, ut minime pro feudalibus nostris regiis bonis censeri debeant.*

Qu'il fera obliger par serment tous les cappitaines qui sont aux principalles villes et châteaulx, tant sur les frontières que dedans le roiaulme,

à ce que sur peyne de la vie, honneur et confiscation de tous biens, ilz n'aient à livrer à aulcun, pendant que l'interrègne sera, les places à eulx commises fors à celluy qui aura deuement esté esleu roy par tous les habitans du roiaulme : *Capitanei, sive præfecti, existentes in principalioribus castris civitatibusque regi atque regno obligari debent, nulli se, tempore interregni, concredita sibi loca tradituros, nisi cui ab omnibus regni incolis in regem electus fuerit.*

Et pour obvier au discord qui pourroit subvenir touchant la garde de la couronne et aultres ornemens des rois de Polloigne, ilz veulent que iceulx soient gardez en Cracovie, au trésor publicque, par le trésorier du roiaulme, soubz le sceau et clef des Magnifiques chastellain et pallatins de Cracovie, Posnanie, Vilnense, Sendomire, Callissie et Trocense, sans que les susdicts sénateurs puissent mectre ladicte couronne et ornemens en la puissance d'aulcun, sinon par le consentement de tout le sénat et de tous les ordres : *Diadema, sive corona regalis, cum aliis insigniis regni Poloniæ per thesaurarium regni Cracoviæ asservari debet, sub sigillis et clavibus Magnificorum : castellani Cracoviensis, palatinorum Cracoviensis, Posnaniensis, Vilnensis, Sandomiriensis, Calissiensis et Trocensis. Qui quidem supra nominati senatores, non nisi ex consensu totius senatus nulli concrediti sibi diadematis potestatem dabunt.*

Ne pourront toutesffois préjudicier ausdicts sénateurs s'ilz estoient malades, ou qu'ilz eussent de justes empeschemens, ou qu'ilz feussent absens, mais seront tenuz renvoier les clefz à leurs compaignons.

Et le cas advenant qu'aulcun d'eulx mourust, ilz veullent les survivans avoir pleine puissance, aiant rasé le sceau de celluy qui est mort, d'ouvrir les serrures soubz lesquelles sont enfermez lesdicts ornemens et couronne : *Morte vero alicujus interveniente, superstites plenam habebunt potestatem, illius demortui sigillo ablato, serracula diadematis atque aliorum insigniorum aperire.*

Ilz veullent aussi que Sa Majesté appreuve une certaine forme de jugemens publicz qu'aulcunes provinces ont establie entre elles, et permecte aux aultres de prendre et ensuivre le mesme stile, laquelle forme néantmoins pourra estre corrigée par l'advis de tous, selon que l'occasion se portera : *Formam publicorum judiciorum quædam provinciæ unanimiter sibi constituerunt, quod quidem nos illis concedimus, cum hac cautione, ut cæteris quoque provinciis liberum atque integrum semper sit similem quoque judiciorum formam sibi constituere ; correctio autem eorum, communi omnium consensu accedente, libera semper esse debet.*

Et davantaige veullent que Sa Majesté soit obligée de reprendre à soy la charge desdicts jugemens au cas qu'ilz la luy vouleussent remectre : *Quod si visum eis fuerit hæc eadem judicia in personam nostram rursus imponere, suscipere ea tenebimur.*

Touchant aussi ce que les conseillers et ordres du grand-duché de Lithuanye et aultres provinces, comme Volinie, Kiovie, Braslavie, usant des mesmes coustumes qu'icelluy duché, avoient délibéré devant son couronnement d'inventer une sorte de jugement et faire une correction de leurs loix, il sera tenu par serment de confirmer ausdicts commices toutes les choses qu'ilz auront arrestées unanymement entre eux, et leur permect par cy après de pouvoir faire le semblable, et corriger et suppléer ce qu'ilz verront défaillir en leurs dictes loix : *Similiter etiam consiliarii cæterique Ordines Magni ducatus Lithuaniæ, etc., ante futura coronationis nostræ comitia, formam atque modum judiciorum invenire et correcturam legum suarum facere constituerunt ; quæcunque itaque unanimiter inter se constituerint, ea omnia in futuris nostræ coronationis comitiis confirmare tenebimur, et posthac semper licebit eis eamdem judiciorum formam cæterosque jurium defectus corrigere.*

Principalement promect de ne faire aulcunes contributions sur les biens qui sont aux sénateurs ecclésiastiques, ny impositions de nouveaulx tribuz ès citez, tant du roiaulme que des aultres provinces dépendantes d'icelluy, sans le consentement de tous les ordres : *Maxime autem id cautum esse volumus nullas nos contributiones in bonis spiritualium senatorum, novorum vectigalium in civitatibus nostris, absque omnium Ordinum consensu, laudaturos et instituturos.*

Qu'il ne permectra estre faict aulcuns monopoles des marchandises qui se lèvent tant du roiaulme de Poloigne que Lithuanye : *Et monopolia rerum earum, quæ sive ex regno Poloniæ sive Magno ducatu Lithuaniæ extra dominia regni evehuntur, nulla instituturos aut institui permissuros.*

Et d'aultant que le mariage du roy importe de beaucoup à la chose publicque, il promect en parolle de roy, pour luy et ses successeurs, ne traicter aulcune chose touchant icelluy, sans le conseil de tout le sénat, et ne chercher aultres causes et raisons pour la dissolution d'icelluy, sinon celles qui sont exprimées par la parolle de Dieu : *Quoniam matrimonium nostrum ad rem quoque publicam magna ex parte pertinere videtur, promittimus verbo nostro regio, pro nobis et successoribus nostris, nihil nos unquam in hoc negotio absque consilio totius senatus tractaturos.*

Et qu'il accomplira toutes les conditions mises en avant en son nom par les ambassadeurs du très-crestien roy son frère : *Conditiones omnes per legatos Christianissimi regis, fratris nostri, nostro nomine exhibitas adimplere tenebimur, et verbo nostro regio promittimus.*

Qu'il confirmera, ratifiera, gardera à jamais toutes les choses qui lui seront monstrées pendant les commices de son couronnement par les ordres du roiaulme de Polloigne et grand-duché de Lithuanye et aultres seigneuries estre de leurs droictz et regarder leurs libertez et privilèges, comme dès à présent il les confirme, ratifie et donne force : *Hæc omnia et quæcunque adhuc alia ad jura atque libertates pertinentia in comitiis coronationis nostræ nobis exhibita fuerint, ratificare, corroborare tenebimur, prout corroboramus, ratificamus atque confirmamus.*

Voulant aussi au caz qu'il feust contrevenu par luy à leurs droictz et libertez, et n'acomplissant les conditions mises en avant par ses ambassadeurs, que les habitans, tant de Polloigne que Lithuanye, soient quittez de l'obéissance et foy qu'ilz luy doibvent : *Quod si vero contra leges, libertates et articulos, aut conditiones, a nobis commissum et non impletum quid fuerit, omnes regni incolas utriusque gentis a debita nobis obedientia et fide liberos pronunciamus.*

Et enfin y a que toutes les choses susdictes ont esté arrestées aux commices généraulx de l'ellection tenuz à Kamien soubz Warsovie, le douzième de may 1573, par les sénateurs et universellement par tous les ordres de tout le roiaulme.

ARTICLES ACCORDEZ LE SEIZIÈME DE MAY 1573 ENTRE TOUS LES ESTATZ DE POLLOIGNE ET MESSIEURS DE VALENCE, DE L'ISLE ET DE LANSSAC, AMBASSADEURS DU ROY CHARLES NEUFVIÈME ET DE HENRY DUC D'ANJOU, ESLEU ROY DE POLLOIGNE, SUR LES OFFRES QUE LESDICTS AMBASSADEURS ONT FAICTES DE LA PART DE LEURS MAJESTEZ, LESQUELZ ONT ESTÉ DRESSEZ EN LA MANIÈRE QUI S'ENSUIT.

Bibl. imp., Mss. fonds français, 3258.

Asçavoir que par cy après il sera une confédération perpétuelle entre les roiaulmes de France et Polloigne, tous leurs pais, subjectz et de-

meurans en iceulx, procurans et promouvans à ce les susdicts Sérénissimes princes et rois de France et Polloigne. Mais pour ce que sans iceulx princes on ne peust rien arrester d'ung affaire de telle conséquence, ainsi, comme il appartient pour le proffict de l'ung et l'autre pais, veu qu'il fauldroict proposer beaucoup de choses qui ont besoing de longue délibération, pour ce les susdicts ambassadeurs aiant remis à ung aultre temps ceste partie d'arrester la confédération, sellon la charge et puissance à eulx faicte par leurs susdicts princes, dès à présent ont offert à ce roiaulme de Polloigne et aux estatz clairement et apertement, au nom du Sérénissime roy de France, que s'il avenoit que quelque ennemy et quelque aultre nation voullust assaillir ce roiaulme et les pais y apartenant, non poinct par legères courses, mais d'une armée complette, le roy très-crestien feroit en sorte, traictant amyablement avec iceulx ennemys, qu'ils se désisteroient de la guerre, et au cas advenant qu'il ne peult obtenir cela, qu'il secourroit ce roiaulme de gens de pied, si ainsi les estatz du roiaulme le requéroient, lesquelz il feroit mener jusques aux confins du roiaulme ; et si au lieu de gens de pied gascons les estatz du roiaulme aiment mieulx des gens de cheval d'Alemaigne, le roy très-crestien fera le mesme ; ou bien, s'il semble aux estatz plus proffitable des secours d'argent, comme aussi pareillement si les François ont besoing de chevallerie pollonoise, en seront secourruz par les Pollonois, en les soudoiant.

Item les mesmes ambassadeurs offrent et promectent aux estatz et ordres du roiaulme, au nom du roy très-crestien, quatre mille Gascons, gens de pied choisiz, pour faire la guerre contre le Moscovite, lesquelz le roy très-crestien paiera pour six mois. Et si on a encores affaire d'eulx plus oultre, ils estiment que le roy très-crestien ne deniera poinct à son bien aimé frère la paie qui leur sera nécessaire ; et touteffois, quoyque ce soit, que le Sérénissime esleu roy de Polloigne n'emploie poinct les revenuz de ce roiaulme pour les soudoier : et pour cest effect les estatz du roiaulme seront tenuz d'advertir de bonne heure leur roy esleu de la guerre qui sera nécessaire d'entreprendre contre le Moscovite, à laquelle devront estre emploiez ces Gascons, et quelle sera la valleur des vivres au lieu où lesdicts Gascons feront la guerre, affin que suyvant la cherté d'iceulx on puisse assurément ordonner leur paie.

Item les susdicts ambassadeurs promectent au nom dudict Sérénissime prince esleu roy que aussi tost que Dieu aydant il sera arrivé dedans son roiaulme, qu'il mectra sus à ses propres coustz et despens une armée de mer nécessaire et suffizante pour deffendre les portz et commander sur

la mer et rivaiges du roiaulme et pais adjacens, en tant que porte l'estendue d'icelluy, laquelle armée il dressera sellon que les affaires et nécessité requerront et seront d'adviz les estatz ; laquelle ilz voient estre nécessaire pour empescher la navigation de Narve ou bien mesmes pour acquérir ledict port au roiaulme.

Item promectent au nom du Sérénissime esleu roy de faire establir ung peu après quelque port renommé de la France pour le traficq des marchans et marchandises de Polloigne, et ordonner ung mutuel usaige des marchandises, convocant pour ces affaires gens expers en marchandise et navigation, sans l'advis desquelz telz traficz ne se peuvent bonnement ordonner ; et desjà lesdicts ambassadeurs nous offrent, au nom du roy de France très-crestien, entière et libre puissance d'aller, venir et traficquer de toutes sortes de marchandises en France, Alexandrie et terres neufves, avec mesme droict et liberté que usent les François.

Item les susdicts ambassadeurs promectent et asseurent, au nom du Sérénissime esleu roy, que tous les ans durant sa vye, et tant qu'il sera roy de Polloigne, il fera apporter en son roiaulme du revenu de ses pais qu'il a en France quatre cens cinquante mil florains, lesquelz seront despenduz au proficl de la République, touteffois à sa volonté.

Item lesdicts ambassadeurs estant soigneux de l'honneur et bonne renommée de ce roiaulme, aiant entendu comme il estoit chargé de debtes, promectent au nom du Sérénissime roy esleu qu'il acquittera de ses propres deniers les debtes du roiaulme, faictes par le seigneur roy défunct, de bonne mémoire, avec le consentement du sénat, ou bien qui ont esté faictes depuis sa mort jusques à la venue d'icelluy esleu roy ; desquelles les sénateurs mesmes et estatz en rendront raison à Sa Majesté, sellon qu'il paroistra par escript, desquelles il paiera la moictié incontinent qu'il sera arrivé dans le roiaulme et acquittera le reste dedans deux ans après prochainement suivans ; et de tout ce qui se fera en cest affaire ou quelque aultre que ce soict pour le proffict et utillité de ceste République, il n'en demandera aucune asseurance ny assignation de ce roiaulme, mais il luy quittera librement et pour néant ce qu'il luy aura donné en général, ou en particulier à quelque aultre que ce soit.

Item les mesmes ambassadeurs asseurent que le Sérénissime esleu roy fera réduire en meilleur estat l'académie de Cracovie pour le proffict des lettres, appellant de toutes partz pour cest effect des gens doctes et professeurs excellans en chacune faculté, lesquelz il entretiendra et retiendra perpétuellement là mesme en l'académie de Cracovie à ses propres gaiges.

Item les sus souvant nommez ambassadeurs promectent que le mesme Sérénissime esleu roy entretiendra à ses propres despens des enfans de gentilshommes jusques au nombre de cent, pour le moins, en la mesme académie de Cracovie ou de Paris ès bonnes lettres, jusqu'à ce qu'ilz aient achevé le temps de leurs estudes ; et si les estatz du roiaulme ayment mieulx que la moitié d'iceulx soient entretenuz aux estudes, l'aultre moitié aux armes, ou bien nourris ès courtz des princes estrangers, ce sera à leur volunté et discrétion.

Item les mesmes ambassadeurs prennent en charge et respondent pour le Sérénissime esleu roy qu'il n'amènera avec luy icy pas ung estranger pour y demeurer, excepté quelques ungs, du service desquelz particullièrement il a accoustumé d'user. Lesquelz toutteffoiz il renvoiera bientost après, paiant leurs gaiges du sien propre, et ne leur donnant aulcunes possessions de domaines, dignitez et offices, mais seullement à ceulx qui sont natifz de Polloigne, sellon les ordonnances du roiaulme.

Item les mesmes ambassadeurs asseurent et respondent pour leurs seigneurs et excellans princes, le roy de France et le roy esleu de Polloigne, qu'ilz accompliront purement et fidellement tout ce qu'ilz ont offert aux estatz du roiaulme et compris en l'oraison qu'ilz ont faicte du commencement de ceste assemblée aux estatz du roiaulme, laquelle depuis a esté imprimée et mise en lumière, et que iceulx princes satisferont amplement à ce que les susdicts ambassadeurs ont promis.

Item les susdicts ambassadeurs promectent et asseurent au nom du susdict Sérénissime esleu roy qu'il gardera entièrement et sans tailles, inviolablement, tous les droictz, privilléges, libertez, franchises, prérogatives à ung chacun de quelque estat et condition qu'il soit, du roiaulme de Polloigne, grand duché de Lithuanie et aultres pais adjacens, tant en général à tous qu'en particullier à ung chacun, qui leur ont esté données et accordées sellon le droict et raison par les roys et aultres princes ses prédécesseurs, ou bien acquises pour quelque autre occasion et de longtemps approuvées, ou mesme qui ont esté arrestées à ceste nouvelle ellection de leur roy par le commun consentement et général accord et consentement de tous les estatz, et confirmera ce par serment corporel, selon la forme qui lui en sera donnée avant son couronnement, et en donnera lettres propres et nécessaires.

Toutes lesquelles choses sus escriptes et celles qui s'ensuivent,

Les susdicts ambassadeurs ont juré, ainsi qu'il apartient, au lieu de Leurs Majestez, pour une plus ferme et perpétuelle assurance. En tesmoing de quoy les sceaux des susdicts de l'une et de l'aultre part, tant des estatz

que des ambassadeurs, ont esté attachés à ces présentes lettres avec la suscription de leurs seings manuelz.

Escript et donné près de Warsovie, au champ du villaige de Kamien, ès grandes assemblées pour l'ellection du roy, le 16e jour de may, l'an de salut 1573.

S'ENSUICT LA DÉCLARATION QUE LEURS MAJESTEZ ONT FAICTE DEPUIS A PARIS LE 10 SEPTEMBRE 1573 SUR LES ARTICLES ACCORDEZ ENTRE LEURS AMBASSADEURS ET LES ORDRES DE POLLOIGNE.

Bibl. imp., Mss. fonds français, 3258.

Voulant accomplir et nous arrester aux susdictes conditions et articles aiant esté leuz devant nous, pesez et considérez de mot à mot, les tenans pour agréables et asseurez, avons iceulx appreuvé et confirmé, comme les appreuvons et confirmons par ces présentes, à chacun desquelz nous voulons que noz successeurs et héritiers soient non moins obligez que nous, promectant sur nostre foy, honneur et obligation de tous noz biens, tant meubles que immeubles, présens et advenir et qui pourront escheoir à noz héritiers et successeurs, et sur le serment que nous avons dejà donné ès mains des ambassadeurs dudict roiaulme de Polloigne, que nous, nostredict frère et nosdictz héritiers garderont inviolablement et accompliront de poinct en poinct, sans aucune exception, toutes les susdictes conditions et articles, sans jamais contrevenir à iceulx, soit directement ou indirectement, promectant aussi de le faire appreuver et ratiffier par noz cours de parlement, officiers et tous aultres, ausquelz il appartiendra.

Et quant au premier article, sçavoir que l'alliance ne peult estre arrestée sans le consentement de tous les ordres de Polloigne pour plusieurs choses qui ne sont exprimées au susdict article et desquelles les deux roiaulmes pourront avoir besoing,

Nous déclarons que nous donnerons plain pouvoir à noz ambassadeurs que nous envoyerons au couronnement de nostre bien aymé frère, le Sérénissime esleu roy de Polloigne, et donnons dès à présent par ces nostres présentes lettres tant à eulx tous qu'à ung chacun d'eulx, d'emplifier avec les estatz dudict roiaulme de Polloigne et grand-duché de Lithuanie ceste alliance, y adjoustant conditions et articles, qui soient au proffict de nostredict roiaulme et celluy de Polloigne, tout ainsi qu'il

sera accordé entre les susdictz estatz dudict roiaulme de Polloigne et grand-duché de Lithuanie et noz ambassadeurs, demeurant touteffois les conditions de ceste alliance comprises ès articles susdictz en leur entier, encores qu'il ne feust rien arresté et concleu davantaige par noz ambassadeurs avec les estatz dudict roiaulme de Polloigne et grand-duché de Lithuanie ès assemblées qui se feront au couronnement de nostre susdict frère.

Semblablement, quant à l'article par lequel nous sommes obligez de secourir le roiaulme de Polloigne et grand duché de Lithuanie et aultres seigneuries dépendantes d'icelluy de gens de pied gascons ou de chevallerie d'Allemaigne ou d'argent, ainsi qu'il sembleroit pour le mieulx aux estatz, en ce cas que ledict roiaulme de Polloigne, grand-duché de Lithuanie et pais adjacens fussent assaillis par quelcun des ennemyz avec armée compétente, lesquelz admonestez par nous amyablement ne voulussent désister de leur entreprise, nous l'interprétons en ceste façon, que nous déclarons ennemyz des Polloignois tous ceulx, sans excepter aulcun, qui vouldront envahir leur roiaulme, soubz couleur de quelque lien ou accord faict par cy-devant ou après, promectant que nous leur donnerons secours contre iceulx, si, advertiz par nous, incontinent et sans aulcun délay ilz ne rompoient leur entreprise.

Item, quant à ce qui regarde l'article des quatre mil Gascons que nous avons promis aux estatz pour emploier à la guerre contre le prince des Moscovites, à ceste charge que nous les soldoyerons pour six mois, nous confessons estre obligez d'envoier cesdictz quatre mil Gascons, incontinent que lesdictz estatz nous le feront sçavoir, avec telles conditions, que nous serons tenuz, et non poinct lesdictz estatz du roiaulme de Polloigne, de leur donner libre passaige et de leur paier leurs gaiges pour six mois, à compter du jour qu'ilz auront attainct et seront entrez audict roiaulme de Polloigne et grand-duché de Lithuanie, et, quant à ce que nosdictz ambassadeurs ont donné espérance aux estatz assemblez pour l'ellection, si après six mois ledict roiaulme avoict encore besoing et nécessité de l'ayde desdictz Gascons, que nous souldoyerons iceulx, en faveur de nostredict aimé frère, encorres pour six aultres mois, affin qu'il appareust aux estatz du roiaulme de Polloigne de l'amitié que nous portons à nostredict frère et de nostre bonne volunté et faveur envers eulz.

Quant à l'article de l'armée de mer, nous l'interprétons ainsi : que nostre frère le Sérénissime esleu roy de Polloigne et grand-duc de Lithuanie mectra sus, armera et entretiendra au despens du revenu

qu'il a en France une armée de mer qui soit suffisante pour domyner la mer et défendre les rivaiges du roiaulme de Polloigne et grand-duché de Lithuanie et seigneuries y appartenant, pour le proffict du roiaulme et sellon les droictz, statuz et privilléges d'icelluy, et pour empescher les navigations qui nuisent et incommodent tant à icelluy roiaulme de Polloigne et grand-duché de Lithuanie que à leurs ports.

Et touchant ce que les mesmes ambassadeurs, ès assemblées de l'ellection, ont accordé que nostre Sérénissime frère auroit soing de faire establir au plustost ung lieu en quelque port de France où les marchans de Polloigne puissent traficquer de leurs marchandises, nous donnerons et donnons desjà pleine puissance aux susdictz ambassadeurs que nous envoierons ès assemblées du couronnement de nostredict frère le Sérénissime esleu roy de Polloigne, tant à tous qu'à ung chacun d'eulx, d'arrester ce entièrement avec lesdictz estatz dudict roiaulme, sans déroger à la liberté promise à tous ceulx du roiaulme de Polloigne et grand-duché de Lithuanie et seigneuries adjacentes d'aller trafficquer et exercer toutes sortes de marchandises, tant en France, Alexandrie, que ès terres neufves (avec le mesme droict et liberté que ont coustume d'user les François), par noz ambassadeurs aux commices de l'ellection, et depuis ratiffiée par nous.

Aussi, comme ainsi soit que tous les ans (sellon que noz ambassadeurs ont accordé), tant que nostre Sérénissime frère vivra et régnera en Polloigne, on doive apporter de France audict roiaulme de Polloigne quatre cens cinquante mil florains à nostre susdict frère, nous promectons sainctement, à luy en premier lieu et après à tous les ordres du roiaulme de Polloigne et grand-duché de Lithuanie, et respondons que toute ceste somme entière sera portée réaulement et de faict, sans y faillir, par chacun an en ladicte Polloigne, obligeant à ceste partie tous et chacun nos biens meubles et immeubles, au caz qu'il s'en failleust quelque chose de ladicte somme. Davantaige nous promectons et adjoutons cecy, que nous et noz successeurs n'endurerons jamais que soubz couleur de quelque ancienne ou nouvelle constitution de la France, ou soubz prétexte de quelque coustume d'un pais particullier ou aultre accident, le transport de ceste dicte somme d'argent soit empesché, et qu'il soit faict aulcune diminution, tant à nostredict frère qu'à ses héritiers, des biens qu'icelluy par quelque droict que ce soit possède maintenant en France. Et quant à l'argent qui sera porté tous les ans à nostredict frère, il l'emploira au proffict de la Républicque, comme il est dict cy-dessus. Et

quant à l'argent que nostredict frère doibt avoir pour payer la moytié des debtes dudict roiaulme aussitost qu'il y sera arrivé, nous promectons qu'icelluy le portera avec luy, et qu'aux termes assignez et promis aux commices de l'ellection il payera les debtes desquelles a esté faict mention en l'oraison que nosdictz ambassadeurs ont heue ausdictz commices, et lesquelles seront jugées par le sénat du roiaulme, au rapport duquel il les fauldra arrester justes et raisonnables.

Quant à la promesse qui a esté faicte au nom de nostre Sérénissime frère d'ériger une académie en Cracovie et d'entretenir cent enfans de gentilshommes, nous assurons que nostre susdict frère accomplira ce incontinent et l'entretiendra tant qu'il vivra, ainsi qu'il s'en accordera avec les estatz aux prochaines assemblées du couronnement. Tous lesquelz derniers articles et leurs déclarations et conditions, et tout ce qui est contenu et exprimé en iceulx, nous promectons et respondons ainsi que devant soubz mesme foy, assurance et obligation, que nous et nostre Sérénissime frère, noz héritiers et successeurs, les garderons inviolablement, exécuterons, accomplirons et les ferons ratiffier et appreuver par noz cours de parlement, officiers et par tous ceulx ausquelz il appartiendra, ostées toutes excuses et exceptions de droict, et ce sans déroger touteffois aulcunement aux précédans articles.

Pour ce, mandons et commandons à tous noz parlemens, qu'ilz facent lire et publier ces nostres présentes lettres, et qu'ilz ayent soing de les faire enregistrer en leurs greffes. En foy et tesmoing de quoy avons soubsigné cesdictes lettres de nostre main et faict sceller de nostre sceau.

Faict à Paris, en l'église catédralle de Nostre-Dame, le 10e jour du mois de septembre, l'an de nostre Seigneur mil cinq cens soixante treize.

CONFIRMATIO ET DECLARATIO EORUMDEM PACTORUM PER SERENISSIMUM REGEM POLONIÆ ELECTUM.

Archives du château de Maintenon.

Quibus præinsertis conditionibus et articulis stare ac eosdem adimplere volentes, postquam recitatos coram Nobis sigillatim expendimus et consideravimus, eos ratos et gratos habentes, approbavimus et confirmavimus hisce literis nostris, et ita de unoquoque illorum cavemus, ut hæredes successoresque nostros non minus quam Nos obligent, promittentes bona fide existimationisque nostræ periculo et pignore omnium nostrorum

bonorum mobilium et immobilium, præsentium et futurorum, quæcunque ad nostros hæredes et successores pervenient, ac sub juramento a Nobis in manibus oratorum dicti regni Poloniæ præstito, Nos fratremque nostrum ac hæredes nostros omnes conditiones ac articulos prædictos inviolabiliter observaturos et adimpleturos sine exceptione, nec unquam iis directe vel indirecte contraventuros, et ratos regni Galliæ parlamenti officiis et cæteris quorum interest reddituros, effecturos et præstituros.

Præterea vero quod ad priorem articulum attinet, ita eum cum Christianissimo rege, fratre nostro, declaramus : Quod cum absque Ordinibus universis regni Poloniæ fœdus cum regno Galliæ cæteris de rebus, quæ in articulis suprascriptis non sunt expressæ, quibus quidem utrique regno opus esse possit, concludi nequeat, Christianissimus rex frater noster oratori suo, quem mittit in Poloniam ad coronationem nostram, dilecto ac fideli nostro Pomponio Bellevrio in sanctiori nostro consilio consiliario, plenam facultatem conjunctim ac cuilibet in solidum dabit fœderis hujus cum Ordinibus regni Poloniæ et Magni ducatus Lithuaniæ, adjectis conditionibus et articulis pro utilitate Galliæ et Poloniæ regnorum, prout inter eosdem regni Poloniæ et Magni ducatus Lithuaniæ ac oratores Christianissimi regis fratris nostri conveniet, amplificandi, ratis tamen manentibus conditionibus in articulis supra dictis expressis, etiamsi contigerit nihil amplius, a Christianissimi regis oratoribus cum Ordinibus regni Poloniæ et Magni ducatus Lithuaniæ in comitiis coronationis nostræ sanciri et concludi.

Ac item ejusdem articuli partem qua Christianissimus rex obligatur, ut si aliquando quispiam hostium regnum Poloniæ et Magnum ducatum Lithuaniæ, dominiaque iis adjuncta justo exercitu adoriri vellent, nisi admoniti amice a Christianissimo rege ab incepto desistant, regnum Poloniæ et Magnum ducatum Lithuaniæ peditatu Vasconico, vel equitatu Germanico, vel pecuniis, prout Ordinibus dictis videretur, juvet : Ita cum dicto rege interpretamur : ut omnes quicunque regnum illud invaderent, nullis exceptis, prætextu cujusvis prioris vel posterioris necessitudinis et pactionis, hostes Polonorum nominare Nos profiteamur, adversusque eos, nisi admoniti amice a Christianissimo rege ab incepto desistant, auxilium Christianissimum regem fratrem nostrum laturum, ut supra scriptum est, polliceamur.

Item, quod ad articulum de quatuor millibus Vasconum Statibus ac Ordinibus regni Poloniæ et Magni ducatus Lithuaniæ in usum belli adversus Moschorum principem a rege Christianissimo fratre nostro promissis, ita ut iisdem in sex menses stipendia persolvat, pertinet : Pollicemur

fratrem nostrum, cum Status regni significabunt Nobis ut hæc quatuor millia Vasconum transmittantur, illa quam primum transmissurum cum effectu, ita ut iis non Status regni Poloniæ, sed Christianissimus rex frater noster transitum præstet, atque a die quo fines regni Poloniæ, vel Magni ducatus Lithuaniæ attigerint, in sex menses stipendia persolvet. Et cum oratores Christianissimi fratris nostri ac nostri in comitiis electionis spem Statibus Poloniæ fecerint, si Vasconum post sex menses fuerit opera necessaria, fratrem nostrum stipendia iisdem Vasconibus in sex alios menses in gratiam soluturum, prædictus Christianissimus rex frater noster, pro suo erga nos amore, ita ut spem fecerant oratores dicti, in alios sex menses quatuor millibus Vasconum peditum, si illorum opera regno Poloniæ fuerit necessaria, stipendia se daturum et numeraturum promisit.

Articulum item de classe ita declaramus, quod Nos extruemus, armabimus et alemus classem sumptibus nostris Gallicis, quæ sufficiat ad dominium maris littorum regni Poloniæ et Magni ducatus Lithuaniæ dominiorumque iis adjunctorum, pro utilitate ejusdem regni, secundum jura, privilegia ac leges regni, tuendum, et ad tollendas navigationes, quæ regno Poloniæ ac Magno ducatui Lithuaniæ et portibus eorumdem damnum et incommodum afferunt. Quod vero iidem oratores in comitiis electionis nostræ receperint Nos curaturos esse, ut primo quoque tempore in portu aliquo Gallico mercatoribus et mercimoniis Polonicis emporium aliquod nobile instituatur: Dabit frater noster Christianissimus rex, datque plenam facultatem oratoribus, quos ad comitia coronationis nostræ mittit, conjunctim ac cuilibet illorum in solidum de hoc emporio cum Ordinibus ac Statibus regni constituendi, libertate commeandi et quævis commercia faciendi regni Poloniæ et Magni ducatus Lithuaniæ dominiorumque iis annexorum hominibus in Galliam, Alexandriam et terras novas, eo jure atque libertate, qua Galli utuntur, ab oratoribus Christianissimi fratris nostri et nostris in comitiis electionis nostræ nomine fratris nostri jam permissa et ab eo confirmata, salva manente.

Item, cum singulis annis, quo vivemus et in Polonia regnabimus, ex pactione cum Ordinibus ab oratoribus Christianissimi fratris nostri ac nostris in comitiis electionis facta, inferri debeant ex Gallia in regnum Poloniæ quadringenta quinquaginta millia florenorum : Pollicemur cum Christianissimo fratre nostro, quod ea pecuniæ summa singulis annis inferetur in regnum Poloniæ, sine ulla excusatione aut cujusvis impedimenti prætextu, ita ut ultimo mense anni, incipiendo annum a die coronationis nostræ, eam summam illatam in regnum Poloniæ Ordinibus demonstremus. Cæterum hac de re et reliquis rebus, quæcunque ad

executionem istius articuli pertinere possint, ad colloquium nostrum cum Ordinibus regni in comitiis coronationis nostræ agetur, quemadmodum a Nobis, oratoribus ad Nos ab Ordinibus missis, a quibus ad definienda omnia, quæ ad executionem hujus articuli spectarint, diligenter rogati sumus, conclusum est. Eam vero pecuniam quotannis illatam, ut supra scriptum est, in usus Reipublicæ arbitrio nostro impendemus. Pecuniam vero qua, ubi primum ad regnum Poloniæ appellemus, dimidiam partem debitorum a regno Poloniæ persolvemus, Nos asportaturos nobiscum, et temporibus in comitiis electionis pactis et assignatis omnia debita regni, quæ in oratione oratorum Christianissimi fratris nostri et nostrorum initio conventus electionis habita nominantur, et Nobis a senatu regni, cujus hac de re relationi, utrum justa sint, necne, stabimus, indicabuntur, Nos exsoluturos pollicemur.

Quæ vero de schola Cracoviensi et centum filiis nobilium educandis nostro nomine Ordinibus et Statibus regni Poloniæ promissa sunt, ea Nos ratione ac modo, qui a Nobis cum Ordinibus in comitiis coronationis nostræ constituetur, adimpleturos et ad extrema vitæ nostræ tempora præstituros pollicemur.

Quos quidem posteriores articulos, seu eorum declarationes ac conditiones, ac omnia et singula in his expressa, haud secus quam superiores eademque fide ac obligatione, qua supra Christianissimum fratrem nostrum, ac Nos hæredesque utriusque nostrum conjunctim et separatim inviolabiliter adimpleturos et Galliæ parlamenti officiis, et cæteris quorum interest, ratos reddituros ac effecturos, quibusvis excusationibus et exceptionibus juris vel facti semotis, pollicemur ac spondemus, superioribus tamen articulis nihil derogando.

Promittimus insuper, quod postquam, Deo favente, in regnum Poloniæ venerimus et coronati fuerimus, eosdem articulos eorumque declarationes sub sigillo regni Poloniæ, si id a Nobis Ordines regni requirent, illis trademus. In cujus rei testimonium has literas manu propria subscripsimus, et sigillo, quo utimur in Gallia, obsignari jussimus.

Datum Lutetiæ Parisiorum in ecclesia cathedrali Divæ Mariæ Virginis, die decima mensis septembris, anno Domini 1573.

JURAMENTUM SERENISSIMI CAROLI GALLIARUM REGIS.

Bibliothèque du prince Czartoryski; Teka Naruszewicza.

CAROLUS DEI GRATIA FRANCORUM REX, ETC.

Significamus hisce literis nostris quorum interest universis et singulis: Quia missis oratoribus ab Ordinibus regni Poloniæ et Magni ducatus Lithuaniæ, qui fratrem nostrum charissimum, Andium ducem, ad regnum ipsorum regendum et administrandum ex decreto electionis liberæ Statuum ac Ordinum, quo eum in regem suum assumpserunt, invitarent, in magna hominum frequentia Parisiis in templo Divæ Mariæ, die decima mensis septembris, anni præsentis, verbis conceptis ad sancta Dei evangelia, tale juramentum Ordinibus ejusdem regni et Magni ducatus Lithuaniæ præstitimus:

Ego Carolus Dei gratia Francorum rex, etc., juro, spondeo et promitto Deo omnipotenti ad hæc sancta Jesu Christi evangelia, quod omnia pacta conventa et conditiones, seu capitula, cum Ordinibus regni Poloniæ et Magni ducatus Lithuaniæ, etc., per Joannem Monlucium episcopum et comitem Valentiæ, Ægidium de Noailles abbatem Insulæ, et Guidonem de Lanssac, meos et Serenissimi fratris mei Henrici Andium ducis, etc., jam vero electi regis Poloniæ et Magni ducis Lithuaniæ, oratores et commissarios circa electionem et declarationem dicti Henrici fratris mei in regem Poloniæ et Magnum ducem Lithuaniæ, etc., sancita et constituta, hac etiam in oratione, quæ in initio conventus dictæ electionis a dictis oratoribus et commissariis habita, oblata sunt, quæcunque in literis confirmationis nostræ dictorum pactorum conventorum et promissorum continentur, prout ea a Nobis in iisdem literis declarantur, pro rata mea parte adimplebo, observabo realiter et cum effectu, exceptionibus et excusationibus quibusvis semotis. Ita me Deus adjuvet.

De quo juramento a Nobis præstito, ut omnibus et singulis quorum interest constaret, literas hasce manu propria subscripsimus, sigillumque nostrum eis appendi jussimus.

Datum Lutetiæ Parisiorum in ecclesia cathedrali Divæ Mariæ, die decima mensis septembris, anno Domini millesimo quingentesimo septuagesimo tertio, regni nostri tredecimo.

CAROLUS.

Per regem,

BRULART.

JURAMENTUM REGIS POLONIÆ.

Henricus Dei gratia electus rex Poloniæ, Magnus dux Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Masoviæ, Samogitiæ, Kijoviæ, Volhiniæ, Podlachiæ, Livoniæque, etc. Dominus, dux Andium, Borboniorum, Alvernorum, comes Marchiæ, Foresti, Quertii, Rovergii, Montisforti, etc.

Significamus hisce literis nostris quorum interest universis:

Quia missis oratoribus ab Ordinibus regni Poloniæ et Magni ducatus Lithuaniæ, qui Nos ad regnum ipsorum regendum et administrandum ex decreto electionis liberæ Statuum ac Ordinum, quo Nos in regem suum assumpserunt, invitarent, in magna frequentia hominum Parisiis in templo Divæ Mariæ, die decima septembris, anni 1573 præsentis, verbis conceptis ad sancta Dei evangelia, tale juramentum Ordinibus ejusdem regni et Magni ducatus Lithuaniæ præstitimus, ea tamen interpretatione posterioris articuli de obedientia interveniente, quæ literis oratorum ipsius regni Nobis exhibitis continetur :

Ego Henricus, Dei gratia electus rex Poloniæ, Magnus dux Lithuaniæ, etc., per omnes regni Ordines utriusque gentis, tam Poloniæ quam Lithuaniæ cæterarumque provinciarum, communi consensu libere electus, spondeo ac sancte juro Deo omnipotenti ad hæc sancta Jesu Christi evangelia, quod omnia jura, libertates, immunitates, privilegia publica et privata, juri communi utriusque gentis et libertatibus non contraria, ecclesiasticas et seculares, episcopis, principibus, baronibus, nobilibus ac quibusvis incolis et quibuslibet personis cujuscunque status et conditionis existentibus, per Divos prædecessores meos reges et quoscunque principes Dominos regni Poloniæ et Magni ducatus Lithuaniæ, præsertim vero Casimirum Antiquum, Ludovicum (Loisch), Vladislaum primum Jagiellonem dictum fratremque ejus Vitholdum Magnum Lithuaniæ ducem, Vladislaum secundum, Jagiellonis filium, Casimirum tertium Jagiellonidem, Joannem Albertum, Alexandrum, Sigismundum primum, Sigismundum secundum Augustum, reges Poloniæ et Magnos duces Lithuaniæ, jure et legitime datas et concessas, emanatas et donatas, ab omnibus Ordinibus tempore interregni statutas, sancitasque, mihi oblatas, manutenebo, observabo, custodiam et tenebo in omnibus conditionibus, articulis et punctis in eisdem expressis, pacemque et tranquillitatem inter dissidentes de religione manutenebo, nec ullo modo vel jurisdictione nostra, vel

officiorum nostrorum, et Statuum quorumvis authoritate quacunque, affici opprimique causa religionis permittam, nec ipse afficiam nec opprimam; omnia illicite alienata a regno et Magno ducatu Lithuaniæ et dominiis eorundem ad proprietatem ejusdem regni Poloniæ Magnique ducatus Lithuaniæ aggregabo, terminosque regni et Magni ducatus non minuam, sed defendam et dilatabo. Justitiam omnibus regni incolis, juxta jura publica in omnibus dominiis constituta, absque omnibus dilationibus et prorogationibus administrabo, nullo quorumvis respectu habito. Et si (quod absit) in aliquibus juramentum meum violavero, nullam mihi incolæ regni omniumque dominiorum utriusque gentis obedientiam præstare debebunt, immo ipso facto eos ab omni fide, obedientia regi debita liberos facio. Absolutionem nullam ab hoc meo juramento a quocunque petam, neque ultro oblatam suscipiam. Sic me Deus adjuvet. De quo nostro juramento a Nobis præstito, ut omnibus et singulis quorum interest constaret, literas hasce manu nostra subscripsimus, sigillumque nostrum, quo ad præsens utimur, iis appendi jussimus.

Datum Lutetiæ Parisiorum, die decima mensis septembris, anno Domini millesimo quingentesimo septuagesimo tertio.

HENRICUS electus rex.

HENRICUS ELECTUS REX RECOGNOSCIT SE ADMISISSE ET SUSCEPISSE PROTESTATIONEM CONTRA CONFŒDERATIONEM VARSAVIENSEM PROMITTITQUE JURAMENTUM SUUM NIHIL CUIQUAM, PRÆSERTIM VERO STATUI ECCLESIASTICO, PRÆJUDICATURUM.

Bibliothèque du prince Czartoryski; Teka Naruszewicza. Ex Pract. observ. Andreæ Lipski.

HENRICUS DEI GRATIA ELECTUS REX POLONIÆ, MAGNUS DUX LITHUANIÆ, RUSSIÆ, PRUSSIÆ, MASOVIÆ, SAMOGITIÆ, KIJOVIÆ, VOLHINIÆ, PODLACHIÆ, LIVONIÆ, ETC., NEC NON ANDIUM, BORBONIORUM ET ALVERNORUM, COMES MARCHIÆ, FORESTI, QUERCIÆ ET MONTISFORTI, ETC.

Significamus harum serie literarum universis et singulis quorum interest, intererit, aut interesse in futurum quomodolibet poterit,

quod anno et die datæ præsentium, quum sacrificio missæ de Spiritu sancto in ecclesia cathedrali Parisiorum exaudito, ad majus altare ejusdem ecclesiæ accessimus ad præstandum juramentum, Nobis ab oratoribus regni Poloniæ et Magni ducatus Lithuaniæ per Magnificum Joannem Herburth de Fulstin, castellanum Sanocensem, collegam eorum, oblatum, et in loco præstandi juramenti jam essemus, Reverendissimus in Christo pater Adamus Konarski de Kobylino, episcopus Posnaniensis, ejusdem regni Poloniæ primus orator, coram Nobis et omnibus astantibus, nomine suo ac totius Status et Ordinis spiritualis, omnium catholicorum, senatorum et nobilium, in regno Poloniæ et dominiis ad illud pertinentibus ubicunque consistentium, ac hujusmodi suæ protestationi adhærentium, atque adhærere volentium, inhærendo ante factis protestationibus, protestatus est, quia hujusmodi juramento, eo quod sit absque omnium Statuum ac Ordinum regni communi consensu conscriptum, nullo modo consensit, ac ejusdem protestationis suæ schedulam sigillo suo munitam Nobis attulit et exhibuit ; adhærentibus eidem suæ protestationi Magnifico Alberto Laski, palatino Siradiensi, et Nicolao Christophoro Radziwil, duce in Olyka et Nieswiez, curiæ Magni ducatus Lithuaniæ marschalco, dicti regni Poloniæ et Magni ducatus Lithuaniæ oratoribus; cujus quidem protestationis tenor de verbo ad verbum sequitur, et est talis :

« Serenissime rex, quoniam Majestas Vestra est nuper in nostrum regem electa, minus fortasse accepit regni Poloniæ consuetudines, præcipue juramenti a novis regibus suscipiendi, ne quid illa in hoc negotio aliorum culpa nesciens peccet, venia prius, qua decet submissione, a Majestate Vestra impetrata, pro ea quam gero et episcopi catholici et legati Polonici persona, Illam moneo reges Poloniæ jurare solitos ex quadam veteri formula, quam e statuto regni sumptam, quidam, qui a catholica fide desciverunt, additis insertisque permultis, quæ nulli antea Poloniæ reges jurare soliti sunt, innovarunt, quamque ita innovatam non omnes regni Poloniæ Status approbarunt, maxime vero ecclesiasticus Ordo, et plerique alii, tum senatores, tum ex equestri Ordine, qui et in Polonia protestati sunt et obstiterunt hujusmodi innovationi, quemadmodum ego quoque hisce diebus, tradito illius protestationis exemplo, coram Majestate Vestra sum protestatus, cum de secundo articulo Ipsi exhibito ageretur. Ea tamen innovata formuncula nunc Majestati Vestræ adfertur, ut ex illius verbis sacramento adigatur. Quod ne Majestati Vestræ regnoque Poloniæ, imprimis vero ecclesiastico Statui obesse aliquando possit, neve quod præter senatus totius Polonici sententiam, contra Deum,

ecclesiastica jura et veteres regni Poloniæ constitutiones attentatur, aliquam habere vim aut firmitatem possit, etiam atque etiam Majestatem Vestram moneo atque oro, ne alia ex formula juret, quam quæ aliis regibus est oblata, et quæ Ipsi circa coronationem afferetur. Sin vero alia fuerit Ejus animi sententia, rursus oro, ne moleste ferat, cum ego me universumque Ordinem ecclesiasticum, ac quoscunque catholicos et Reipublicæ curam gerentes, qui mecum idem sentiunt, iis rebus opposuero, quas contra Deum et fidem catholicam aliter geri videro, quam in Republica nostra consueverit. Itaque jam nunc omni meliori modo et forma protestor, meo et ecclesiastici Ordinis ac omnium catholicorum mihi adhærentium hic et in Polonia nomine, nulli nos alteri juramento assensuros, quam ex veteri formula suscepto, neque ratum aut factum habituros, quod aliter a Majestate Vestra fuerit juratum, quin juramentum ejusmodi nullius authoritatis et irritum fore, neque Majestatem Vestram, salvis regni Poloniæ juribus, illud posse aut debere suscipere, ac propterea illo neque teneri, neque ulla ratione affici. Quamobrem ab omnibus notariis, aut secretariis regiis, aut quibusvis aliis hic præsentibus peto et flagito, ut horum omnium mihi instrumentum publicum exarent, et in forma probe authentica scriptum tradant, præsentibus testibus. »

Quam quidem protestationem Nos Henricus, Dei gratia rex Poloniæ electus, suscepimus et admisimus, profitemurque ad perpetuam rei memoriam Nos per hujusmodi juramentum a Nobis præstitum, etiamsi quocunque colore vel ingenio interpretatum fuerit, nihil cuiquam, præsertim vero Statui et Ordini ecclesiastico, ejusque juribus et jurisdictionibus, tam spiritualibus, quam secularibus, quæ omnia firma et immobilia perpetuo esse volumus, derogare velle, vel unquam derogaturos, verbo regio pollicemur, et jurejurando Nos obligamus. In cujus rei fidem et testimonium, præsentes literas decernimus, sigilloque nostro, quo ad præsens utimur, communiri jussimus, et manu propria subscripsimus, præsentibus Reverendo, Magnificis, Generosis et Nobilibus, Petro de Gondi, episcopo Parisiensi, Joanne Zamoyski Belsensi et Zamechensi, Nicolao Firley de Dombrowica Casimiriensi, capitaneis, Paulo de Foix et Henrico de Nevers, consiliariis regis Christianissimi in suo secretiori et privato consilio.

Actum et datum Parisiis, die Jovis 10 mensis septembris, anno ab incarnatione Domini 1573.

DENUNTIATIO ELECTI REGIS HENRICI DATA PARISIIS IN CURIA PARLAMENTI DIE 13 SEPTEMBRIS 1573.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Zaluski.

Nos Adamus Konarski de Kobylino, Dei gratia episcopus Posnaniensis, a Lasko, palatinus Siradiensis, Joannes de Tomice Gnesnensis, Andreas comes a Gorka Miedzirzecensis, capitaneus Gnesnensis, Visliciensis, Joannes Herburth de Fulstin Sanocensis et capitaneus Premisliensis, castellani, Nicolaus Christophorus Radziwill dux in Olika et Nieswiesz, curiæ Magni ducatus marescalcus, Joannes Zamoiski Belzensis et Zamechensis, Nicolaus Firley a Dombrowica, Casimiriensis, Joannes a Zborow Odolanoviensis, capitanei, Nicolaus de Tomice, Alexander Pronski, palatinides Kijoviensis, ex comitiis electionis novi regis, post mortem Serenissimi olim principis Domini Sigismundi Augusti, ab Ordinibus et Statibus regni Poloniæ et Magni ducatus Lithuaniæ ad Christianissimum Galliarum regem Dominum Carolum IX et Serenissimum principem Dominum Henricum, fratrem Ejus, Andium, Borboniorum, Alvernorum, etc., ducem, legati : Significamus hisce literis quorum interest universis et singulis : Quod de voluntate omnium Ordinum et Statuum regni Poloniæ et Magni ducatus Lithuaniæ, a quibus ad id sufficiente cum mandato missi sumus, Serenissimum principem et Dominum Henricum, Divi Henrici II Christianissimi Galliarum regis filium, et Domini Caroli IX itidem Christianissimi regis nunc regnantis fratrem, Andium, Borboniorum, Alvernorum, etc., ducem, postquam articulos ad stabilimentum et incrementum Reipublicæ nostræ in comitiis electionis sancitos, ac item pacta et conventa in iisdem comitiis electionis, oratorum prædicti Christianissimi regis suorumque mediatione, cum Ordinibus et Statibus regni Poloniæ et Magni ducatus Lithuaniæ facta, tam Ipse quam Christianissimus frater Ejus, quæ Majestatem Ejus concernerent, approbavit et confirmavit, juramentumque solemne de iis omnibus servandis triduo ante præstitit, Parisiis die 13 mensis septembris, in curia parlamenti, in præsentia Serenissimi principis et Domini Domini Caroli IX, Dei gratia Francorum regis Christianissimi, et principum, prælatorum, procerum, nobilium infra scriptorum, et aliorum summa frequentia, Poloniæ regni ac Magni ducatus Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Masoviæ, Samogitiæ, Kijoviæ, Volhyniæ, Podlachiæ, Livoniæque, etc., regem electum declaravimus, decretum electionis sub titulis ac

sigillis prælatorum, baronum, dignitariorum, officialium ac nobilium, universum corpus regni ac Magni ducatus repræsentantium, Ipsius Serenitati tradidimus, titulum regis Poloniæ et Magni ducis Ipsi detulimus, et regimen ejusdem regni et Magni ducatus et dominiorum illis annexorum subjecimus, Eundemque, ut ad regnum regendum et administrandum veniret, invitavimus, ac solemnem coronationem in loco solito omnium Ordinum nomine promisimus. Prædictus vero Serenissimus rex electus ea omnia, quæ hic suscepit et approbavit, ac item omnia jura ac libertates et consuetudines regni literis suis sub sigillo regni Poloniæ, ac juramento circa coronationem firmabit, ac firmiter et inviolabiliter tenebit, observabit, adimplebit et exequetur, tenerique observari, adimpleri et exequi faciet. In cujus rei fidem sigilla nostra præsentibus literis appensa sunt, cum subscriptionibus manuum nostrarum.

Actum et datum Parisiis in curia parlamenti, die 13 mensis septembris, anno Domini 1573, præsentibus : Serenissimo principe Domino Henrico, Dei gratia rege Navarræ et duce Vandomiensi, Illustrissimis et Reverendissimis Carolo a Borbonio, Carolo a Lotharingia, Ludovico a Guisio, Hippolito Estensi S. R. E. cardinalibus, Reverendissimo et Magnificis Antonio Maria Salviato, nuntio apostolico, D. Diego de Zuniga Serenissimi Hispaniarum regis Catholici, Sigismundo de Cavallis, Reipublicæ Venetæ, oratoribus, Illustrissimis, Illustribus et Magnificis, Henrico a Borbonio principe Condensi, Ludovico a Borbonio principe Montpensiensi, Henrico a Lotharingia duce Guisiæ, Renato de Birague, cancellario regni Franciæ, Joanne de Morvilliers, episcopo Aurelianensi, Joanne Monlucio, episcopo et comite Valentiæ, Sebastiano de l'Aubespine, episcopo Lemovicensi, Paulo de Foix, Renato Villeclaro, primo camerario et gubernatore Andegavensi, Philippo Huralto, cancellario Andegavensi, Egidio de Noailles, abbate Insulæ, in regno Galliæ principibus, prælatis, proceribus, officialibus, etc. ; nec non Illustrissimis, Reverendissimis et Generosissimis Georgio Radziwill duce in Olika et Nieswiesz, Stanislao Ciolek de Zelechow, Jacobo Ponentowski, pincerna Lanciciensi, internuntiis Ordinum regni Poloniæ, Hieronymo Choinski, decano Posnaniensi, Petro Wolski, Gnesnensi canonico, secretario regis, Luca de Dzialin, Kovaliensi capitaneo, Nicolao Wolski de Podhaice, capitaneo Krzepicensi, Nicolao Jazlowiecki de Buczacz, palatinide Russiæ, Petro de Tomice, Andrea et Petro de Czarnkow, Jacobo et Paulo Orzechowski, Sbigneo et Hieronymo de Ossolin, Felice Dzialynski, Francisco Maslowski, secretario Regiæ Majestatis, Martino Lesniowolski de Bohoria,

Christophoro et Joanne Kostka, Joanne et Andrea de Kleczkow, Joanne Grodziecki, Joanne Droiowski, Andrea Suiboda de Szamotuli, Joanne de Buincza, Stanislao Zaremba de Kalinowka.

Adam Konarski de Kobylino, episcopus Posnanensis, de clenodio Habdank.

Albertus a Lasko Sieradiensis, de clenodio Corab, manu propria.

Joannes de Tomice, de clenodio Lodzia, castellanus Miedzirzecensis, capitaneus Valcensis et Gnesnensis, manu propria.

Joannes Herburth, castellanus Sanocensis, capitaneus Premisliensis.

Nicolaus Christophorus Radziwill.

Joannes Zamoiski, de clenodio Jelita, Belzensis, Zamechensis capitaneus.

Nicolaus Firley de Dombrowica, de clenodio Lewart, palatinus Cracoviensis, capitaneus Casimiriensis, manu propria.

Joannes Zborowski, de clenodio Jastrzembiec, capitaneus Livoniæ, capitaneus Odolanoviensis.

Nicolaus de Tomice, de clenodio Lodzia, manu propria.

Alexander Pronski, manu propria.

LITERÆ SERENISSIMI HENRICI VALESII ELECTI REGIS POLONIÆ RESPECTU DUCENDÆ UXORIS CUM CONSENSU REIPUBLICÆ.

Bibliothèque du prince Czartoryski; Teka Naruszewicza, ex originali S. A. R.

Henricus Dei gratia rex Poloniæ, Magnus dux Lithuaniæ, etc.

Significamus harum serie literarum quibus interest, quod cum oratores a Christianissimo rege, fratre nostro, ac Nobis in Poloniam missi in comitiis electionis nostræ inter cætera declarassent, Nos propter præclaras animi dotes principis Annæ, Divorum Poloniæ regum Sigismundi primi filiæ, Sigismundi vero Augusti sororis, eam in matrimonium ducere, si id Ordinibus regni videbitur, cupere, atque hoc etiam ab iis postulare;

deinceps vero oratoribus ad Nos advocandos in regnum missis commissum esset, ut omnia Nobiscum perficerent, quæ ad deducendum ad effectum hoc matrimonium pertinerent, oratores dicti diligenter Nos de hoc matrimonio solicitarunt. Nos autem dictis oratoribus ex animi nostri sententia responsum dari jussimus hoc quod sequitur : Quod attinet ad articulum de matrimonio, equidem rex Serenissimus non potest judicio suo satis in hac parte laudare senatus, equitum et omnium Poloniæ Ordinum pietatem eximiam et sapientiam singularem ; magnum quippe istud est profecto, reges non modo vivos amare, verum etiam colere mortuos, cum ab illis nec commodi quicquam sperare, nec mali quicquam metuere possumus, et quidem in regno minime hæreditario demortuorum regum liberos tueri, eorum orbitati prospicere, ipsorum commodis et utilitatibus paterna cura et solicitudine inservire, non hujus fortasse temporis aut sæculi corruptissimi laus est, sed est una Polonicæ nobilitatis propria laus et gloria, cujus splendore rex Serenissimus magnopere delectatur, et casuum humanorum non immemor, fortunæque vices apud se prudenter reputans, ea spe una potissimum recreatur et sustentatur, quam de Polonorum erga posteritatem regum suorum benevolentia et pietate hoc tam illustri exemplo concepit. Cæterum et sermonibus multorum et literis rex Serenissimus quam plurima intellexit, et illa quidem præstantissima, de Serenissimæ principis Annæ laudibus et virtutibus ; quarum virtutum commemoratio cum antea semper regi jucundissima et gratissima fuerit, nunc eo magis est, quod sperat brevi futurum ut oculis intueatur et cernat ea, quæ, dum audiuntur, omnium animos in admirationem trahunt. Et certe cum Serenissima illa heroina, Anna, Jagellonum nunquam satis laudata regia stirpe nata sit, cum in Polonia educata, cum patriis vestris moribus sanctissime sit instituta, non potest non ea esse, cujus amicitiam et affinitatem maximi et potentissimi Europæ christiani reges optare, expetere, et omni honesto officiorum genere ambire debeant. Verum cum Serenissimus rex constituerit apud se quam primum in Poloniam proficisci, et instet jam dies profectionis suæ, cumque ea omnia quæ ad sacrosanctum istud matrimonii fœdus pertinent ejusmodi sint, ut commodius coram quam per epistolam aut per internuntios transigantur, optat vehementer et rogat rex Serenissimus, ut articuli hujus de matrimonio tractatio in illud tempus rejiciatur, quo Majestas Sua in Poloniam appulerit. Interea tamen sancte promittit se nunquam uxorem ducturum ullam, nisi ex senatus sententia, et in hac re potissimum senatus consultis vestris satisfacturum.

Nos vero hoc responsum nomine nostro factum esse testamur, et quic-

quid eo continetur probamus et confirmamus. In cujus rei fidem hoc scriptum manu nostra subscripsimus et sigillo, quo in Gallia hactenus usi sumus, obsignari voluimus.

Datum Lutetiæ 23 septembris, A. D. 1573.

HENRICUS electus rex.

BREVET DU ROY CHARLES, EN FAVEUR DU ROY DE POLOGNE.

Bibl. imp., Mss. coll. Fontanieu, 326.

Aujourd'hui 22 aoust 1573, le roy estant à Paris, considérant que les événemens des choses futures sont en la main de Dieu seul, qui en dispose selon sa providence, le conseil de la quelle est incongnu, et afin d'obvier à tous donctes et scrupules que le temps par les occasions pourroit engendrer à l'advenir, à cause que Messeigneurs frères du dict seigneur roy pourroient estre absens et demeurer hors ce royaume, et que leurs enfans à l'adventure naistroient et demeureroient en pays étrangers, et hors ce dict royaume, a dict et déclaré, où il adviendroit (que Dieu ne veuille) que iceluy seigneur roy décédast sans enfans masles, ou que ses hoirs masles défaillissent, en ce cas le roy esleu de Polongne, duc d'Anjou et de Bourbonnois, comme plus prochain de la couronne seroit le vray et légitime héritier d'icelle, nonobstant qu'il fust lors absent et résident hors ce dict royaume, conséquemment et immédiatement après, ou en défaut du dict sieur roy esleu de Polongne, ses hoirs masles, procréez en loyal mariage, viendroient en la dicte succession, nonobstant qu'ils fussent nais et habitassent lors hors ce dict royaume. Après ou en défaut des dicts hoirs, monseigneur le duc d'Alençon viendroit à la dicte succession, et après lui ses hoirs masles descendus par loyal mariage, nonobstant aussi que le dict sieur duc fust à l'adventure absent et résident hors du royaume, et que ses enfans nacquissent et demeurassent lors hors d'iceluy. Dict en outre et déclare le dict seigneur roy que pour les causes susdictes mes dicts seigneurs ses frères, ny leurs enfans respectivement, ne seront sensez et réputez moins capables de venir à la

dicte succession ny autre qui leur pourroit échoir en ce dict royaume, ains leur demeureront tous droits, et autres choses quelconques qui leur pourroient à présent et à l'advenir compéter et appartenir, sauves et entières, comme s'ils résidoient et habitoient continuellement en ce dict royaume jusques à leurs trépas et que leurs hoirs fussent originaires et régnicoles. Et ce nonobstant les ordonnances de ce dict royaume, lesquelles rendent les étrangers et aubains incapables de toute succession, et déclarent les biens qu'ils auroient au dict royaume à l'heure de leur trépas acquis au roy par droit d'aubaine, ausquelles ordonnances le dict seigneur roy déclare mes dicts seigneurs ses frères et leurs hoirs n'estre sujets ny compris, et néantmoins déroge à icelles ordonnances en tant que besoin seroit. Et d'abondant, dès maintenant, comme pour lors que les dicts enfans seroient nais, le dict seigneur roy les a habilités et habilite pour estre capables tant de la succession de la couronne que de toutes autres et droits quelconques, tout ainsi que s'ils estoient originaires et régnicoles. En témoin de quoi le dict seigneur roy a voulu signer ce présent acte et déclaration de sa propre main, iceluy faire aussy signer par mes dicts seigneurs ses frères, roy de Navarre et autres princes de son sang, et contresigner par nous ses conseillers secrétaires d'État.

Ainsy signé à l'original, qui est en parchemin :

CHARLES, HENRY, FRANÇOIS, HENRY.

et plus bas,

CHARLES, Cardinal de Bourbon,
LOUIS DE BOURBON, FRANÇOIS DE BOURBON.

En marge,

HENRY DE BOURBON, FRANÇOIS DE BOURBON,
CHARLES DE BOURBON.

Et en bas,

DE NEUVILLE, FIZES, BRULARD et PINART.

INSTRUCTION DONNÉE AU SIEUR BAZIN ENVOYÉ PAR LEURS MAJESTÉS EN POLOGNE.

Bibl. imp., Mss. fonds français, 5806.

Le sieur Bazin que le roy et le roy esleu de Poloigne dépeschent présentement vers les estats dudict pays avec lettres que Leurs Majestés leur escripvent, ensemble à l'archevesque de Gnesne et à l'évesque de Cracovie et aucuns des palatins, estendra sa créance à leur faire congnoistre la grande joye que Leurs Majestés ont receue de ceste eslection, et avec quelle volonté et affection chacune d'elles désire d'ambrasser la grandeur et accroissement dudict royaulme, mesmement iceluy seigneur roy de Poloigne, qui se prépare le plus diligemment qu'il peult pour s'acheminer incontinent pardelà, ne luy estant rien plus grief que d'avoir esté retardé en son partement à l'occasion des affaires ausquelles il avoit à pourvoir en ce royaulme avant que d'en sortir. Mais y ayant esté par sa grande prudence donné ung si bon ordre, que aujourd'huy les choses sont sur le poinct d'une généralle pacification, comme le sçait ledict sieur Bazin, sondict partement en sera grandement avancé selon son désir. Lequel attendant, iceluy seigneur roy esleu est en grand soing des affaires et de l'estat dudict royaulme, et non avec moindre regret de n'y pouvoir estre à ceste heure tout porté, pour pourvoir à toutes choses selon que les occasions le pourroient requérir, mesmes sur cette expiration de trêve avec le Moscovite ; et ne pouvant rien de mieux pour le présent que de faire admonester ceux des estats d'entendre soigneusement à conserver le royaulme en tranquille estat, selon leur grande prudence, ainsy qu'ils l'ont bien sceu faire pendant l'interrègne, et d'engarder que les ennemis d'iceluy ne puissent tanter aucune mauvaise entreprinse, il leur escript par ledict sieur Bazin à ceste fin, lequel les en priera très-affectueusement de la part dudict seigneur roy esleu.

Et n'oubliera en s'acheminant en Poloigne d'aller passer par le lieu où sera l'évesque de Valence, duquel il pourra prendre davantaige instruction des propos èsquels il sera bon qu'il estende sa créance, tant à l'endroict desdicts estatz de Poloigne, que des autres seigneurs ausquels il porte des lettres, pour selon cela s'y gouverner.

Et semble qu'il ne sera poinct mal à propos, d'autant que l'on a sceu icy par le sieur Martin que la noblesse de Poloigne se prépare à faire

plusieurs grandes et excessives despenses pour la réception dudict seigneur roy esleu, de leur remonstrer qu'il n'est point prince qui affecte telles pompes et magnificences, qui ne peuvent servir que à diminuer beaucoup leurs facultez, sans néantmoins porter aucun fruit et utilité audict royaulme, et pour ceste considération sera bien ayse qu'ils s'en abstiennent et qu'ils se servent à employer ceste despense en quelque bel exploict de guerre, auquel ledict seigneur roy esleu sera bien ayse de marcher avec eux, selon que l'occasion le pourra requérir, pour apporter quelque notable accroissement audict royaulme de Poloigne, duquel eux et toute la République reçoivent proffict, honneur et réputation.

Ledict Bazin fera entendre à ceux des estatz dudict Poloigne, comme à sondict partement le seigneur roy de Poloigne estoit sur le point de faire remettre à Noremberg une somme pour estre rendue en Poloigne, suivant le moyen qu'en a le castelan de Dansky, en lui mettant en main ladicte somme, affin de s'en aider, si le besoing le requiert, de quelque nombre de gens de guerre pour la défense des frontières. Quand cette somme sera remise audict Noremberg, il faudra que ledict Bazin ait l'œil ouvert à ce qu'elle ne s'évanouisse pas, mais soit consomée, en cas qu'il n'y ait point d'occasion de l'employer pour la solde des susdicts gens de guerre, à quoy elle est destinée.

LETTRE DE BAZIN AU ROY ESLU DE POLOIGNE HENRY DE VALOIS.

Bibl. imp., Mss. coll. Colbert, 338 [1].

SIRE,

Le séjour que j'ay employé a recongnoistre particulièrement les volontés et affections des principaux seigneurs de ce royaulme et à entendre ce qui se seroict passé ès diettes tenues le premier jour de septembre pourra acquérir, ainsi que j'espère, aultant de foy et de certitude à ceste despesche vers Vostre Majesté, comme le retardement luy auroit peu faire perdre de grâce et de doulceur : aussi me suis-je partant travaillé de faire vers Vos Majestés une hastive despesche, comme

1. Cette lettre, presque toute en chiffres dans le manuscrit, est fort difficile à lire.

j'ay mis peine à prendre une solide congnoissance de l'estat de deçà, me reposant en partie sur l'asseurance que vous recevriez de ce que vous auriez entendu de Mr de Valence, et sur ce que j'en aurois escript à Vos Majestés de Meizeries (Miendzyrzec). Or m'estant, Sire, au vray esclarcy de tout l'estat de deçà, je trouve que l'Empereur, mal persuadé par ses ambassadeurs, s'est promis avoir une plus grande part en ce royaulme que à l'effet nous ne l'avons veu, et que à ceste occasion il a voulu continuer quelques pratiques par ceste intelligence à l'endroit d'aucuns seigneurs de ce royaulme et fait envoyer par la Grande Polonie un de ses chambellans, auquel il a plus de confiance, lequel en habit de paysan visite les seigneurs desquels il a espéré quelques appuis. Il a voulu pratiquer le duc de Prusse à ce que, soubz prétexte des nopces qu'il faisoit pour son mariaige, il mist sus quelques forces, par le moyen desquelles il s'assurast de la Prusse, et a envoyé plusieures et diverses lettres pour entretenir à sa dévotion ceulx qui avoient favorisé cidevant son parti lors de l'eslection : de l'une des quelles lettres j'ay enfermé une coppie en ce pacquet, à ce que Vostre Majesté puisse voir l'inteation dudict Empereur, et comme il tasche persuader l'eslection faicte de Vostre Majesté n'avoir esté libre, auxquelles pratiques aucuns seigneurs de ce royaulme auroient presté oreille, pour avoir esté mal instruicts, et imbus que Vostre Majesté ne se pouvoit rendre icy au plustost que vers le mois de mars prochain, de tant que en quelques assemblées aucuns du parti de l'Empereur se seroient advancés de proposer et mettre en délibération une nouvelle eslection en cas que Vostre Majesté ne vinst devant le jour de la Saint-Michel : et estoit à creindre que les choses passassent plus avant ès diette tenue le premier de ce mois par tous les palatinats, n'eust esté que avec les lettres de Vos Majestés je me suis présenté en ce royaulme, auquel ay de bon cueur travaillé, bien informé par le seigneur Opalinski, maréchal de vostre court. Estant par quelques congnoissances que j'ay des affaires de Poloigne assez esclarcy sur tout l'estat, j'ay pris résolution d'envoyer avec une extrême diligence par tous les districts de la Grande et Petite Polonie lettres pour faire par icelles entendre bien amplement les commendemens que j'avois reçus de Vostre Majesté de leur donner autant de goust qu'il me seroit possible de vostre acheminement, et lesdictes lettres escriptes, aller voir l'archevesque pour luy présenter les lettres de Vos Majestés adressées aux estats, comme estant celuy qui reçoit les despesches par advis et délibération desdicts estats. Je n'eusse pas cru, Sire, que ceste despesche ainsi promptement faicte eust peu rencontrer tant d'effect et porter tant de

fruits qu'elle a faict, car elle a en un instant esteint tous les conseils qui se devoient proposer en ces diettes, et a apporté une si grande joie que partout on a chanté pour ceste heureuse nouvelle *Te Deum laudamus*; et m'a tant acquis d'honneur que la seulle considération d'icelle me faict estimer trop heureux d'avoir reçu le commendement de Vos Majestés de venir icy. Et ay esté à propos aydé et secouru dudict sieur maréchal de la court d'hommes et de chevaux pour faire courrir lesdictes despesches, qui a bien fait paroistre en cest endroit, comme il a tousjours faict, combien vostre service luy est affectionné. Et pour vous rendre bien particulièrement raison de ce qui a esté faict ès diettes, je vous diray qu'en l'une de celles de la Grande Polonie, tenue à Chroda (Sroda), il n'a esté traicté que de trois articles : l'un concernant le palatin de Cracovie, à ce que Vostre Majesté venue, elle lui commande de choisir et d'opter l'un des deux estats qu'il tient, qui sont celuy de palatin de Cracovie, et l'autre de maréchal du royaulme, parceque on tient lesdictes offices très incompatibles, ce qui vient fort à propos pour tenir ledict palatin, lequel a esté tousjours le plus contraire à Vostre Majesté ; le second article regarde une reddition des comptes que les estats demendent de quelques deniers maniés soubz le feu roy ; le troisième est pour la confédération touchant des libertés de religion : qui est, en somme, ce qui a esté faict. En la diette du palatinat de Lenczyça, estoit conclud que Vostre Majesté seroit suppliée d'icelle, estant venue, de casser et rompre toute promesse et don qu'elle pouvoit avoir faict des estats et offices de ce royaulme, auparavant qu'elle fust en iceluy. En la Petite Polonie, qui est l'endroit qui est le plus à craindre, et mesme ès palatinat de Cracovie, mes lettres vindrent si à propos, que après qu'elles furent lues, on mit toute délibération en surséance jusqu'à la venue de Vostre Majesté, sauf qu'il fust advisé que par les députés dudict palatinat Vostre Majesté sera suppliée ès estats, qui seront tenus soubdain après la coronation de Vostre Majesté, d'entretenir la liberté de la religion, d'établir un meilleur ordre que celuy qui estoit mis jusqu'icy de la justice, et davantaige que par lesdicts députés il seroit advisé avec le sénat pour trouver quelque moyen pour accroistre vos revenus et augmenter vos droicts ; et c'est ce qui a esté faict audict palatinat. Quant à la Russie et Podolie, Monsieur N..... avoit si sagement pourvu au partir, pour avoir escript aux principaux seigneurs et y avoir envoyé un François qui est de deçà, lequel vous a faict en ce voyage et en l'élection beaucoup de services, qu'ainsi que j'ay appris dudict François, qui vient d'arriver présentement, toutes choses sont en tel estat que Vostre Majesté peult souhaiter

et que le ..... se résoult plus qu'il ne fit oncques à vous rendre obéissance, et parceque c'est un des seigneurs de tout ce royaulme qui est le plus à entretenir pour avoir esté ..... et avoir un aussi bel entendement qu'il y ait en Pologne, j'y iray le trouver au plustost et luy donneray toutes les mellieures parolles qu'il me sera possible. Pour le regard de ceux de Dantzig, ils ont esté malades, Sire, de mesme maladie que les aultres, c'est-à-dire mal instruits et persuadés que la difficulté du passaige vous sera rendue si grande, que vous ne pourrez jamais parvenir en ce royaulme ; et que pour ce que d'aultre part leur esprit est mal disposé, ont esté plus aisément gaignés par les artifices de l'Empereur, lequel leur a souvent escript. Ils se sont oubliés en beaucoup d'endroits, car après s'estre fort mal portés à l'endroit de Monsieur de Lanssac, ils ont levé gens de pied et des chevaux, qu'ils entretiennent encore aujourd'hui ; ils font fortifier leur ville avec une grande diligence ; et combien que le maréchal Opalinski ait esté vers eux pour leur remonstrer la grande faulte qu'ils faisoient, et pour leur persuader qu'ils eussent à licencier leurs soldats et gens de guerre et laisser leurs ouvrages, offrant faire que au mesme instant le castellan de Dantzig fairoit le semblable, parceque jusqu'alors ils s'estoient couverts de la crainte qu'ils disoient avoir dudict castellan, pour les raisons que Vostre Majesté aura sceu de Monsieur de Vallence, ledict maréchal n'a rien sceu gaigner sur eux ; et enfin a esté découvert par iceluy, qu'ils sont redevables à Vostre Majesté de trois à quatre cent mil florins des arréraiges du passé de la somme de cinquante mil florins qu'ils payent au roy de Poloigne par chaque un an ; et parceque ils ont esté aucunement adversaires à vos prédécesseurs et que de longue main le roy dernier décédé a eu l'intention d'y bastir une citadelle, qu'ils ont eu peur que Vostre Majesté y arrivant ou les quatre mil Gascons y prenant terre, on se servist de cette occasion pour les investir et y laisser une bonne garnison, et c'est le fond de tout ce mal. Je suis entré davantage en soupçon que entre eux le Docteur et le Protée [1] y eust quelque intelligence, parceque le Docteur naguère a faict arrester tous les vaisseaux qui tiroient à Dantzig pour s'y trouver à une grande foire qui s'y tenoit, et a faict obliger par serment les maistres des navires de n'y descendre point, mais de descendre à Regimont (Königsberg), qui est au Protée, ou à Elbing, qui est une ville de Poloigne, et que lesdicts de Dantzig pour appayser le Docteur et racheter la liberté de leur commerce auroient composé avec luy à deux cent mil florins, desquels ils luy en auroient fourni promptement cent mil florins,

1. Ces pseudonymes désignent le roi de Danemark et le duc de Prusse.

et doibvent fournir les aultres cent mil dans un certain temps; mais combien que lesdicts de Dantzig ne se puissent excuser, Sire, d'avoir composé avec le Docteur sans le commendement de Vostre Majesté, à laquelle cela touche grandement, et sans en advertir les seigneurs et conseillers de ce royaulme, et qu'ils ayent faict une faulte trop lourde de s'estre cottisé et d'avoir levé deniers sur eux et iceux fourni au Docteur sans vostre permission, si est-ce que ce que je craignois le plus n'y est point, qui est une intelligence et pratique sourde entre eux, ledict Docteur et Protée, de laquelle l'Empereur fust chef. J'ay reçu à vray que le différend d'entre le Docteur et eux n'est point une chose fainte ou dissimulée, mais véritable, et qu'elle prend sa source de plus loin. Le feu *Fortitudo* [1] ne voullant pas entretenir une armée sur mer pour empescher le trafic de Moscovie, fusse qu'il se sentoit impuissant ou qu'il ne voullust pas faire les frais, permit à quelques pirates de tenir la mer et garder les passaiges (sans s'advouer de luy toutesfois), ou d'arrester tous les vaisseaux qui tireroient en Moscovie, à la charge de luy fournir le quart ou le quint des profits et butins qu'ils feroient. Les pirates ainsi licencieusement, sans discrétion pilloient tous ceux qui passoient, et ont porté beaucoup de dommage à ceux de Danemark, sans que le roy, lequel ne les advouoit point, en voulust oncques faire raison, parceque ils se retiroient au port de Dantzig. Et voulut se venger de ceux de la ville ledict Docteur, lesquels il a opinion avoir favorisé lesdicts pirates pour les avoir retiré en leur port. Et ce qui me fait d'aultre part plus aisément croire qu'il n'y a nulle intelligence, est que ledict Docteur n'a pas astrint précisément les vaisseaux, lesquels il a arrêtés, de descendre à Regimont (Königsberg), mais leur a permis d'aller à Elbing, qui est une ville maritime soubz vostre obéissance, et aussi que le Protée a escript aux estats, se congratulant de l'élection faicte de Vostre Majesté et luy vouant l'obéissance, comme il se voit par ladicte lettre, de laquelle j'ay enfermé la coppie en ce paquet. Or quoiqu'il soit, je ne fais point de doubte, que si tost que ceux de Dantzig entendront que vous estes en chemin et que les Gascons ne viennent pas, qu'ils ne se repentent grandement d'avoir fait ce qu'ils ont fait, et qu'ils ne se présentent à Vostre Majesté pour luy rendre obéissance et qu'ils ne licencient leurs soldats et aultres gens de guerre, lesquels il est imposible qu'ils puissent entretenir après avoir fourni une si grande somme de deniers au Docteur : aussi que le menu peuple n'est pas du mesme accord et advis avec les principeaulx de la ville et sont divisés entre eux; et n'y ai

1. Probablement le roi Sigismond-Auguste.

trouvé un seul de tous les seigneurs de ce royaulme avec lesquels j'ai communiqué, qui ait aucune crainte que l'Empereur gaigneroit sur eux, parceque la nécessité de leur trafic, et le débit et le couvrement de leurs marchandises les contraint de demeurer soubz vostre obéissance royale; au contraire estiment que leur déportement vous servira grandement à les renger à vostre obéissance, et recevoir ce qui vous est par eux dû.

Auparavant, Sire, que je fasse entendre à Vostre Majesté aucunes choses de l'estat de dehors ce royaulme, j'acheveray, s'il vous plaist, ce qui concerne ledict royaulme. Ce dont on délibère le plus aujourd'huy, est de l'enterrement du feu roy, pour lequel les Seigneurs de ce royaulme sont aucunement en différend; l'occasion en est que aux estats tenus à Varsovie lors de l'élection, le jour de vostre couronnement fust préfix au troisième de octobre, et par le mesme moyen advisé que l'enterrement dudict feu roy seroit faict huict jours auparavant. Ceux de la Petite Polonie ont adverty la noblesse au jour de la Saint-Michel, pour se trouver audict enterrement, et font apporter le corps en ce jour en ceste ville, avec lequel vient l'infante. Les Lithuans remonstrent que puisque vostre couronnement ne peult estre le troisième d'octobre, il est raisonnable que l'enterrement soit différé jusqu'à la semaine précédante vostre couronnement, et que autrement il leur reviendroit à grande incommodité et à grands frais de faire deux voyages de Lithuanie icy, et que satisfaisant à ce qui a esté cidevant advisé, ils pourront estre soulaigés en sorte que après avoir assisté aux obsèques dudict feu roy, ils pourront tout d'un mesme pas aller audevant de Vostre Majesté. L'archevesque et ceulx de la Grande Polonie sont de ce mesme advis, mais ceulx de la Petite Polonie ne se peuvent vaincre et s'excusent sur les frais qui seront plus grands à l'enterrement de ceux qui sont pour la garde du corps, et sur ce qu'ils ont prié les princes voisins, qui y feront trouver leurs ambassadeurs. Sire, je tiens pour les Lithuans aultant que je puis et m'efforce de faire venir ceux de la Petite Polonie à l'advis des aultres, pour une raison que j'ay que toutes les assemblées ne sont jamais bien certaines; la noblesse en Poloigne ne fait et n'entreprend jamais que aux assemblées et diettes, et le moins qu'elles peuvent estre tenues est le plus sûr. Jusque je sache que Vostre Majesté soit bien avant en Allemaigne et que le pays en soit tellement certain qu'il n'y ait que doubter, je vouldroys rompre cette diette; non, Sire, que je ne voye toutes choses bien disposées, singullièrement depuis la nouvelle que j'ay apportée, mais parceque je désire les choses estre toujours maintenues et conservées en un bon et assuré estat. J'ay tiré à cest advis le chancellier de ce

royaulme, et ay faict que l'archevesque n'a escript à l'évesque de Cracovie, qui est à douze lieues d'icy, et vers lequel je m'en vays demain, si je ne puis rompre ce dessein. Je supplie très-humblement Vostre Majesté, Sire, qu'elle trouve bon que je demeure icy, et que je supersède d'aller en Lithuanie, mais bien que j'y envoye pour leur faire entendre le mesme que j'ay faict en Poloigne, espérant que ma présence icy fera plus de fruicts que je ne pourrays faire en Lithuanie.

Il me reste, Sire, à vous dire que l'infante se dispose grandement pour vostre venue, faict faire plusieurs riches habillements, se met des fleurs de lys, et n'omet rien pour témoigner le contentement et l'espérance qu'elle a. Les seigneurs d'icy, peu exceptés, ne tomberont jamais de cest advis que quelque chose se parface par icelle ; combien que, Sire, son bien, qui monte plus de sept cent mil florins une fois payés, non compris les legs à elle faicts par le défunct roy de la meilleure part de ses meubles, donne bien grande occasion d'y penser. Mais je croy, Sire, que Vostre Majesté venue, elle trouvera moyen par les advis des estats, qui feront en cest endroit et en tout autre ce que Vostre Majesté trouvera bon, de prendre une bonne conclusion sur tout ce négoce. Bien vous puis-je asseurer que ce sera la première chose dont il sera parlé le lendemain de vostre couronnement. Sire, si de tout ce que j'ay vu puis recueillir quelque chose, et si j'ay quelque jugement des affaires de deçà, et si j'avois eu l'honneur d'estre commendé de Vostre Majesté de vous dire ce que je sens, je pense que ce qui reste à faire est que souvent Vostre Majesté envoie icy hommes qui portent nouvelles de vostre acheminement et du pais que debvez suivre, et que par mesme moyen les ambassadeurs de Poloigne escrivent. Vous trouverez une noblesse prompte et dédiée à vous servir et à obéir autant que nation du monde, et jalouse de ce qui concerne vostre majesté et grandeure. Et si d'aventure vous avez trouvé aulcuns des articles qui ont esté proposés en France trop rudes, je désirerois, Sire, que avec vostre doulceur accoustumée vous remissiez aultant qu'il vous seroit possible le tout à l'advis des estats, et lorsque seriez icy vostre présence sans difficulté les rendra prompts à vous complaire et obéir ; et dire pourray que les ambassadeurs ont charge de ne presser point Vostre Majesté en ce qu'ils congnoistront que n'aura pas à plaisir. Si je ne craignois de vous ennuyer trop, je vous diroys, Sire, que tels articles ont esté proposés et dressés paravant l'eslection par ceulx lesquels ont voullu faire perdre toute volonté aux princes estrangers d'aspirer à ce royaulme pour le ..... et peut-estre départir entre eulx seuls, à la charge toutesfois d'avoir un chef de leur

corps qui ne commendast que civilement : par le succès du temps vous verrez, Sire, au doigt et à l'œil tels artifices ; ce vous sera un moyen, les faisant voir aussi à la noblesse, de rompre et casser les articles, et vous rendre roy commendant autant pleinement et absolument que roy de la chrestienté, Sire. Les seigneurs d'icy, Sire, ont trouvé merveilleusement mauvais que Laski a devancé ses compagnons, mais ont esté fort satisfaits quand je leur ay dict qu'il n'avoit eu audience quelconque que avec les aultres ambassadeurs, ce qui les a contentés. Le cardinal Commendon est révoqué par le pape et s'en va dans dix ou douze jours. Je vous supplie très-humblement, Sire, vouloir par une prompte despesche me faire entendre ce que je dois respondre à ceulx qui s'enquèrent du passaige et du chemin que Vostre Majesté doit tenir, car ils ne se peuvent encore assurer que le duc Auguste ait accordé le passaige. J'obmettois à vous rendre raison, Sire, de ce que m'a empesché que par les lettres lesquelles j'ay escriptes aux estats, je ne leur ay faict entendre que Vos Majestés debvoient faire tenir icy la somme de deux cent mil livres pour soubvenir aux affaires de la guerre ; car ayant trouvé ce royaulme en paix pour le regard des princes estrangers, je me suis tenu couvert, creignant que si j'ouvrois la bouche, on me voullust persuader qu'il y eust guerre, encore que tout fust en paix, affin de tirer ceste somme, et parce que je craignois quelque peu l'humeur des gens deçà. Vostre Majesté me pardonnera si je la supplie très-humblement que le moins qu'on pourra le fond de vos finances soit découvert, afin que ne soit importunée des demandes et des dons, desquels vous aurez assez à faire à vous excuser, s'ils vous sentoient quelque argent, comme le bruit en a jà courru de deçà. Or pour vous faire entendre, Sire, l'estat de ce royaulme à l'endroit des princes estrangers, premièrement pour le regard de iceulx on ne voit un seul apprêt de guerre ny apparence d'hostilité; seullement l'Empereur a faict rompre les postes d'icy à Vienne et faict tenir les passaiges merveilleusement clos, qui rend la difficulté grande pour les despesches en France ; et est le chemin trop long par l'Allemagne doresnavant, si ce n'est que Vostre Majesté s'acheminant s'approchera tousjours, et toutesfois j'ay pris le hazard de faire passer ceste despesche par la voye de Vienne, par le moyen d'un courrier que le compagnon du sieur Carl Soudrin m'a adressé. Que si Vostre Majesté en faisoit toucher quelques mots à l'Empereur, je croy qu'il ne seroit difficile de faire remectre lesdictes postes, lesquelles importent grandement pour les négociations d'Italie. Quant au duc de la Moscovie, je communiquay avec celuy lequel avoit esté envoyé vers luy par les estats

pour le traicté de la paix : la grande renommée de vos vertus, Sire, et les victoires lesquelles Dieu vous a données l'ont rendu et le tiennent si estonné, qu'il a accordé la trève pour un an, laquelle on luy demendoit seullement jusqu'à vostre couronnement ; et m'a dict celuy qui en retournoit, que ce tyran luy a faict une telle frayeur, qu'il l'a contraint de luy promectre que si Vostre Majesté estoit icy à la Saint-Martin, les estats le supplieroient de faire une paix plus étroite et assurée avec luy, qu'elle n'a encore esté avec les prédécesseurs roys ; et que si Vostre Majesté ne venoit audict jour de la Saint-Martin il seroit procédé à une nouvelle eslection, à laquelle il a déliberé d'envoyer pour demender ce royaulme, et de s'excuser que cidevant il avoit avec si peu de respect escript aux estats de ce royaulme et de ce qu'il n'y avoit envoyé ses ambassadeurs ; et tant pour confirmer ladicte trêve avec Vostre Majesté que pour s'acquérir quelque part en ce royaulme, en cas que Vostre Majesté ne vinst icy devant la Saint-Martin, il a despesché déjà ses ambassadeurs, lesquels sont sur la frontière de Lithuanie et ont envoyé de deçà pour demander le saufconduit. Quant à la deffaite qu'on avoit faict bruit qu'il avoit reçue des Tartars, est ladicte nouvelle controuvée, ainsi que a dict ledict ambassadeur ; bien dit-il que de la bataille qui fust entre les Moscovites et les Tartars, y a deux ans, ses forces sont tant diminuées qu'il n'a pas moyen d'entreprendre beaucoup pour le aujourd'hui : ainsi est la Lithuanie paisible et y a rien à creindre. En ceste diette tenue à Cracovie ont esté lues les lettres du Grand Seigneur et de Mahomet pascha, par lesquelles ils se congratulent de ce que suivant leur mandement ils vous ont eslu, Sire, puis qu'ainsi estoit qu'ils n'ont trouvé entre eux homme assez digne pour tenir le royaulme ; et en outre advertissent les Polonois d'entretenir les alliances et amitiés anciennes, de payer aux Tartars leur pension, ce que faisans, le Grand Seigneur leur offre secours contre le Moscovite, comme aussi il les advertit qu'il rompra la paix qu'ils ont ensemble, s'ils se comportent aultrement. Depuis ces lettres escriptes par le Grand Seigneur, les soldats que les Polonois tiennent sur la frontière de la Podolie, et lesquels ils appellent Cosaques, sont entrés sur les Tartars et ont pillé un grand pais, mis en déroute quelques trouppes du Grand Seigneur et pris huit pièces d'artillerie, ce qui a merveilleusement irrité ledict Grand Seigneur, lequel par Mahomet pascha a faict escripre que si ce tort ne luy est vite réparé, il le feroit vivement ressentir aux Polonois, lesquels ledict pascha disoit se licencier parceque à la faveur et au commendement du Grand Seigneur ils auroient eslu Vostre Majesté ; mais que

ceste injure touchoit de si près ledict Grand Seigneur, que quand ce seroit son propre fils qui seroit roy, il ne luy pourroit pardonner, et qu'il estimoit plus un de ses subjects que dix Polonois. On a despesché d'icy vers ledict Grand Seigneur et vers les Tartars, lesquels aussi estoient en armes, afin de les adoulcir et faire justice desdicts soldats, et réparer les dommaiges qu'ils ont faicts, et rendre le pais de ce costé-là paisible tout à faict. Sire, Vostre Majesté advisera s'il sera bon d'escrire au Grand Seigneur et à monsieur d'Acqs, afin que avant vostre venue il ne soit rien entrepris.

Sire, je reprendray le dedans de la Poloigne pour vous faire entendre que en ceste ville de Cracovie y a un castellan, jeune gentilhomme riche, lequel entretient deux cents chevaux et plusieurs soldatz, afin, dit-il, de tenir les choses en seureté, et parceque je congnois qu'il s'attend de recouvrer ceste dépense non grandement nécessaire, je supplie Vostre Majesté d'en commender ce qu'il lui plaira en estre faict. Voilà, Sire, tout l'estat de deçà, duquel je ne fauldray de donner encores advertissement à Vostre Majesté aussi tost que j'auray peu apprendre quelque chose qui soit digne d'elle, laquelle je supplie très-humblement de vouloir pardonner si par ceste longue despesche et mal digérée je l'ay ennuyée; mais le désir de n'obmettre chose quelconque m'a faict estendre plus longuement, à ce que de tout ce discours Vostre Majesté recueille ce qui seroit pour son service.

A tant, Sire, je prie Dieu qu'il tienne Vostre Majesté en parfaite santé, très-heureuse et longue vie.

De Cracovie, ce 15 septembre 1573.

LETTRE DE HENRY, DUC D'ANJOU, AUX ESTATS DE POLONGNE APRÈS QU'ILS L'EURENT CHOISY POUR LEUR ROY.

Bibl. imp., Mss. coll. Béthune, 8473.

HENRY, PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE POLONGNE, DUC DE LITHUANIE, RUSSIE, POSNANIE, MASSOVIE, DUC D'ANJOU, DE BOURBONNOIS, D'AUVERGNE, COMTE DE LA MARCHE, FORETS, ETC.

Henry, par la grâce de Dieu esleu roy de Polongne, aux très-Révérends, Magnificques, Généreux seigneurs archevesques, évesques, palatins,

castellans, officiers, et à toute la noblesse de Polongne et grand duché de Lithuanie, et à tous nos bien amez et fidelles Révérendissimes, Révérends, Magnificques, Généreux nobles, fidelles et bien amez. Nous renvoyons à vous le Généreux Jehan Sborow, capitaine, que Vos Seigneuries avoient envoyé vers Nous, auquel parce que Nous avons donné charge de vous faire déclaration de notre bon vouloir et intention envers les estats et République du royaume de Polongne et grand duché de Lithuanie, et charge de aultres nos affaires importans selon nostre instruction à lui donnée : pour ces causes Nous supplions Vos Seigneuries très-fidelles qu'elles veulent ajouter foi en tout ce qu'il dira et fera en nostre nom suivant icelle. Nous désirons Vos Seigneuries très-fidelles se bien porter.

De Paris, ce 23e de septembre 1573.

Signé : HENRY, esleu roy.

INSTRUCTION DE LA LÉGATION ET AMBASSADE DONNÉE PAR SA MAJESTÉ ROYALE AUX ORDRES ET ESTATS DU ROYAULME DE POLONGNE ET GRAND DUCHÉ DE LITHUANIE A GÉNÉREUX JEHAN SBOROW.

Nostre orateur et ambassadeur, après qu'il aura salué en nostre nom les ordres et estats, et à eulx offert nostre faveur et grâce, ayant présenté nos lettres de créance, leur dira que Nous avons très-agréable la bonne volonté des estats du royaulme de Polongne et grand duché de Lithuanie, de ce qu'ils Nous ont entre autres choses eslu pour leur roy, et promettra que Nous tascherons de satisfaire à leur bon désir et à la République, par bons mérites, et à l'expectation et attente qu'ils ont conceue de Nous. Et que d'aultant que Nous Nous sommes proposez ce but et fin d'employer tous nos sens, étude, actions et pensées, pour bien administrer et régir ce royaulme, et d'entretenir et d'accomplir tout ce que par les ambassadeurs du roy Très-chrestien, nostre frère, et les nostres a été promis et accordé avec les estats en l'assemblée générale de nostre eslection, et ce qui a été par lesdicts estats fait et descerné pour l'utilité publique, et Nous a été au nom de tous offert par leurs ambassadeurs pour l'accomplissement et parachèvement de tout, il leur dira quel est nostre bon vouloir et désir singullier envers le royaulme de Polongne et grand duché de Lithuanie et leur donnera des lettres de confirmation et approbation de tout ce que dessus, tant de nostre frère que les nostres. Si cependant les estats désirent quelque chose de Nous pour l'utilité publique, il promettra en nostre nom que si tost

que Nous serons arrivez audict royaulme, Nous le leur auctroirons. Il dira que Nous faisons toute dilligence pour Nous en aller audict royaulme, comme Nous en avons été admonestez et priez par leurs ambassadeurs; et que, à cause du retardement de leurs ambassadeurs pour les difficultés qu'ils ont eues par les chemins, les grandes et les fréquentes pluies, Nous ne pouvons estre aux confins de leur royaulme que au quinzième décembre, et que Nous ayant été permis le passage libre par les terres de l'Empire, par la diette tenue à Francfort, Nous irons tout droit vers la Posnanie. Et d'aultant que le jour de nostre couronnement pris et arresté par les estats est proche, il les priera de différer nostredict couronnement jusques au 15 janvier, lequel jour Nous avons estimé estre propre et commode, eu esgard à nostre voyage, et que Nous en avons déjà escript pour cest effet auxdicts estats par lettres, et aux rois et princes confédérés avec le royaulme de Polongne, desquels Nous désirons les ambassadeurs assister à nostre couronnement, affin que par ceste occasion, comme Nous ont conseillé et donné advis nos ambassadeurs, commodément et avec nostre dignité et splendeur, et celle du royaulme, Nous puissions renouveller les alliances, traités et confédérations. Si toutesfois quelque grande occasion ou cause empeschoit et retardoit nostredict couronnement jusques audict jour, il les priera de Nous faire certains tout incontinant de leurs volontés, à ce que à tems Nous puissions audict jour advertir les princes confédérés auxquels Nous en avons jà escript.

Et quant à ce qu'il appartient pour la deffense du royaulme et grand duché de Lithuanie, il prometira que Nous, en ceste partie comme à aultres promesses faictes par les ambassadeurs de nostre frère et les nostres, Nous satisferons à tout et payerons ce qui sera déboursé pour la deffence du royaulme. Finallement il donnera ordre à ce que Nous ayons incontinent response du jour de nostre couronnement.

Signé : HENRY, esleu.

HENRICI LITTERÆ AD ORDINES REGNI PER RAMBUILLETUM, IN QUIBUS NUNCIAT QUÆ ACTA SINT PARISIIS POST ADVENTUM LEGATORUM.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Zal., 396.

Henricus Dei gratia electus rex, etc. Paulo antequam appulissent huc Domini legati Poloniæ, decreverat rex Christianissimus, frater noster, mittere ad vos Dominum Rambuilletum, equitem torquatum, custodiæ suæ præfectum, vicedominum Cenomanensem, ejusdemque provinciæ Cenomanensis seneschalcum et præpositum, ac consilii secretioris consiliarium, ut vobis maximas ageret gratias quod in regem vestrum Nos elegeritis, testificareturque quam gratus et jucundus fuerit nuntius, quo nullus unquam optatior contingere potuisset. Quin etiam ut nomine nostro apud vos faceret, et alia nonnulla vobis significaret, eidem Rambuilleto commiseramus. Sed dum itineri se accingit, eodem tempore adveniunt Nobis legati vestri optatissimi. Quod cum ita accidisset, satius esse duxit rex, frater noster, discessum ejus in aliquot dies differre, ut simul vos certiores reddere possit, quomodo res essent compositæ inter Nos et Dominos legatos vestros. In his autem negotiis conficiendis, quinque aut sex hebdomadæ exactæ sunt. Etenim postquam tute et diligenter fuerint examinati articuli pactorum et promissorum, horum primum expedienda fuit ratificatio jurejurando, deinde solemniter eos confirmare in templo oportuit. Decretum postea electionis honorifice recipere, adhibitis decentibus cærimoniis, denique in acta publica curiæ supremæ parlamenti ea omnia referre et approbare curavimus. Quæ Nos ita occuparunt, ut nihil fere aliud per quinque hebdomadas integras conficere potuerimus. Sed jam peractis his omnibus urgentibus, nunc expedit, antequam hinc discedamus, curare quæ pertinent ad hoc regnum atque ad res nostras privatas. Cum igitur interea ad legationem propositam sese comparat idem Rambuilletus, mandavimus ut amplius et sigillatim vobis exponat, quo pacto omnia transacta fuerint inter Nos et vestros legatos, quod facile præstabit, cum omnibus nostris transactionibus interfuerit. Certos quoque vos reddet de nostræ profectionis acceleratione, et quanto desiderio teneamur istius vestræ nobilis et bellicosæ gentis videndæ et amplificandæ, quæ Nobis insigne illud summæ benevolentiæ testimonium perhibuit, dum Nos in regem vestrum elegit. Hoc erit nostrum studium ut conceptæ de Nobis opinioni respondere possimus, at-

que ut regiam dignitatem ita sustineamus, ut nullum unquam istius electionis pœnitere possit. Nihil enim aliud in animo versatur, quam quod ad regni et omnium incolarum conservationem et incrementum pertinere videbitur. Cui enim genti antehac, priusquam ista vestra eximia benevolentia cognita Nobis esset, naturali quadam propensione faverimus, multo magis nunc cum diligentia et studio complectemur Nobis commissum hoc regnum. Alia plura vobis nomine nostro dicet Dominus Rambuilletus, cui ita credite ac Nobismet ipsis. Bene valete. Scriptum Lutetiæ Parisiorum, die 23 septembris, anno 1573.

HENRICUS, electus rex.

CAROLUS IX, GALLIÆ REX, AD ORDINES REGNI POLONIÆ.

Charissimi et dilectissimi amici et confœderati. Paulo antequam hic appulissent Domini legati Poloniæ, decreveramus ad vos mittere Dominum Rambuilletum, equitem torquatum, custodiæ nostræ præfectum, seneschalcum Cenomanensem, ejusdemque provinciæ Cenomanensis præfectum, et consilii secretioris nostri consiliarium, ut vobis nomine nostro maximas haberet gratias quod in regem vestrum elegeritis charissimum fratrem nostrum, Henricum, Andium, Borboniorum et Alvernorum ducem, testareturque quam gratus et jucundus Nobis fuerit hic nuntius, quo nullum unquam optatius contingere potuisset. Alia quoque nonnulla vobis nomine nostro significanda commiseramus. Sed dum viæ se parat, eodem tempore Nobis optatissimi vestri legati adveniunt. Quod cum ita accidisset, satius esse duximus discessum ejus in aliquot dies differre, ut vos eadem opera etiam certiores facere possit, quomodo res essent compositæ inter Nos et Dominos legatos vestros. In his autem audiendis et conficiendis, quinque aut sex hebdomadæ exactæ sunt. Etenim postquam lecti et diligenter fuerint examinati articuli pactorum et promissorum, primum expedienda fuit ratificatio jurejurando, deinde solemniter eos confirmare in templo oportuit. Decretum postmodo electionis honorifice recipere, adhibitis decentibus cærimoniis, et in acta publica curiæ nostræ supremæ parlamenti referre et approbare. Quæ cum confecta et benevole composita essent, existimamus illum diutius remorari non oportere, sed quam primum viæ sese committere, ut mandatum suum primum exequeretur, testareturque omnia bene composita

esse inter Nos et Dominos legatos vestros, quanto quoque desiderio teneatur frater noster charissimus profectionis accelerandæ ex eo intelligetis, atque etiam gentis hujus vestræ nobilis et generosæ videndæ et amplificandæ, quæ tam insigni ornamento et honorifico testimonio virtutem suam commendavit. Cujus certe prudentia, cura et diligentia eximia in administrandis rebus nostris Gallicis cum sæpe a Nobis expertæ et probatæ sint, perpetuum desiderium pariunt, ne ob contractum a primis annis inter Nos amicitiam singularem, fraternamque superantem, satis æquo animo discessum suum a Nobis ferre potuissemus, nisi, ubi primum de regno Poloniæ verba facta sunt, in animum nostrum, magna sane contentione induxissemus, majoris multo momenti Nobis esse debere dignitatem suam et imperium in gentem bellicosam et nobilissimam vestram, quam huic nostræ privatæ servire amicitiæ aut commodo regni nostri studere. Huic nostro Rambuilleto eamdem fidem quam Nobis ipsis adhibere vos volumus.

Datum Lutetiæ Parisiorum, die 23 septembris 1573.

CAROLUS.

BRULART.

ORATIO RAMBUILLETI HABITA PRIMUM CORAM ARCHIEPISCOPO GNESNENSI LOVICII, DEINDE VERO CRACOVIÆ CORAM NONNULLIS SENATORIBUS.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski, 364.

Illustrissime et Reverendissime Domine. Ubi primum ad Christianissimum Galliarum et Serenissimum Poloniæ electum, reges Dominos meos observandissimos, perlatus est optatissimus nuntius de electione Serenissimi regis, nihil antiquius habuerunt quam aliquem statim mittere ex intimis domesticis suis ad inclytos Ordines hujus regni amplissimi et Magni ducatus Lithuaniæ, qui illis suo nomine gratias ageret quam maximas. Cui rei cum me (etsi tanto muneri imparem) delegissent, mandassentque mihi ut ad vos quam celerrime properarem, nuntiati sunt interea in Lutetiam advenire, Reverendissimus, Illustrissimi, Illustres et Magnifici Domini legati vestri ; quæ res effecit, ut quoniam in legatione illorum explicanda multa incidere poterant, de quibus vobiscum per le-

gatum forsitan agere necesse esset, profectionem meam in aliud tempus distulerunt, donec omnia cum illis Dominis legatis vestris confecta essent : et interea ne grati sui erga vos animi testimonium diutius desiderare possetis, præmisit rex Serenissimus egregium virum Dominum Basinum, qui vobis significaret quanti faciat singularia vestra erga se officia, et quantum illis se debere existimet, quod illum fecisse confido. Transacto tandem negotio cum Dominis legatis vestris, præceperunt mihi Illorum inclytæ Majestates, ut ad susceptam dudum legationem me compararem, his additis, ut vobis gratias agerem quam maximas propter tam insignem et splendidam legationem ad se missam, ut adventus Serenissimi regis diem indicerem, et interea, diem cum hic expectarem, si quid offerretur, in quo Reipublicæ vestræ opera et industria mea, aut pace aut bello, utilis esse possem, in id auctoribus vobis totus incumberem. Hæc sunt legationis meæ summa capita, cui dum pro viribus satisfacere nitor, maxima in ipso limine difficultas sese ostendit. Cum enim ob oculos versatur rei magnitudo, cujus nomine gratiæ sunt vobis agendæ, quæ tanta est, ut vix mente concipi, nedum oratione exprimi possit, et de qua pro merito dicere cupienti timendum sit, ne oratione, quamlibet diserta, splendorem potius rei detrahere, quam addere videatur, sentio fere mihi imponi. Noli igitur expectare, Illustrissime et Reverendissime Domine, ut vobis prolixa aliqua et eleganti oratione gratias agam, præsertim homo militaris et ad dicendum minime exercitatus. Id tantum dicam, vos principi minime ingrato benefecisse, quique beneficium vestrum tanti æstimet, quanti sit, id est, quantum post hominum memoriam ulli principi unquam contigit. Ut enim omittam, quod illum ad tantam amplitudinem vocando, testatum omnibus reliquistis, quanti egregias illius animi et corporis dotes faciatis : quod amplius est, vos illi, cum summis et clarissimis Europæ atque etiam Asiæ principibus, tanquam in arena quadam, et studio de virtute certanti, coronam et palmam gloriosissimam dedistis. Et, quod summum ille arbitratur, amplissimum illi campum aperuistis, in quo singulares et egregias virtutes suas pullulantes, et, ut ita dicam, luxuriantes, latissime explicare possit, confundendis bello ferocissimis et crudelissimis nominis vestri hostibus, et regendis, imo potius levandis et juvandis pace tam bene meritis et amicis clientibus. Quæ cum ita sint, non committet certe, ut pulcherrimam gloriam immensis laboribus et vigiliis partam, et a tantis viris tam pretioso præmio donatam, præclara ejus extendendæ occasione sibi oblata, corrumpi, aut aliqua in parte minui patiatur. Quod cum ad adventum illius attinet, etsi non dubito, quin ejus dies indicta sit vobis a Domino Joanne

Zborovio, ad id specialiter misso, tamen mihi post illum e Gallia discedenti negotium datum est, ut id vobis iterum exponerem, ne de eo quemquam vestrum amplius dubitare contingeret. Dico igitur, spondeo et recipio adventurum regem Serenissimum ad 15, aut saltem ad 20 diem mensis proximi Posnaniam, ubi festum Natalis Domini fortasse celebrabit. Nec quemquam vestrum dubitare oportet, Illustrissime et Reverendissime Domine, quin si potuisset, celerius multo ad vos pervenisset. Sed ne id facere possit, multa impedimenta fuerunt. Primum enim scitis quam sero in Galliam Reverendissimi, Illustrissimi, Illustres et Magnifici Domini legati vestri advenerint, et quamobrem id factum sit : quibus humanissime acceptis, multi dies dandi fuerunt ad examinanda et discutienda legationis illorum singula capita, et expeditis eis, decretum electionis honorifice legendum. Postea juramentum in primaria ecclesia Parisiensi præstandum, et tandem omnia illa in acta publica supremi parlamenti, inspicientibus cunctis, referenda fuerunt. Restabat, ut more majorum rex Serenissimus ovans et triumphans Lutetiam ingrederetur, quod ille fecit summa totius nobilitatis plebisque et omnium ordinum acclamatione. Quibus peractis, cum haberet in animo charissimum regem fratrem suum, de se optime meritum, ante discessum suum aliquo officio magis ac magis sibi conciliare, rebusque a se pro re Gallica præclare gestis corollarium pulcherrimum imponere, arbitratus est sese id commodissime facturum, si operam daret, ut omni ex parte pacatam Galliam relinqueret. Adjecit igitur animum audiendis per aliquot dies legatis Aquitanicis, qui de componendis tumultibus acturi, seque et sua regis arbitrio permissuri, in aulam venerant. Quæ omnia cum perfecisset, reliquum fuit ei, ut dies aliquot negotiis privatis procurandis, et, ut ita dicam, sarcinis colligendis daret, sed eas tamen ita breves, ut ad diem quam dixi, Deo Optimo Maximo juvante, sine dubio adventurus sit. Interea vero rogat vos, ut qua æquanimitate, integritate, fide, prudentia et vigilantia, ab hac Republica, ad hanc usque diem, omne malum tam intestinum quam externum avertistis, eam tantisper, dum huc advenerit, procuretis, ne quid detrimenti res vestræ accipiant. Quod autem suarum sit partium, non committet ut quisquam judicium suum in eligendo eo accusare possit. Rex vero Christianissimus tanti vestri erga se suosque beneficii et fœderis nuper vobiscum initi semper memor, pollicetur se, ubicunque occasio dabitur, augendis commodis vestris, tam publicis quam privatis, nunquam defuturum. — Dixi.

Pronunciatum Lovicii, 15 mensis novembris.

LETTRE DU ROY AU GRAND SEIGNEUR.

Archives du château de Maintenon.

Très-hault, très-excellent, très-puissant, très-invincible et magnanime prince, le Grand Empereur des Mousulmans, sultan Sélim, en qui tout honneur et vertu abonde, nostre très-cher et parfaict amy, Dieu veuille augmanter Vostre Grandeur et Haultesse avec fin très-heureuse.

Nous ne sçaurions assez exprimer à Vostre dicte Haultesse quelle grande satisfaction et contentement nous ont apporté les dernières lettres qu'il vous a pleu nous escrire, par lesquelles vous vous esjouissés merveilleusement de l'élection qu'il a pleu à Nostre Seigneur d'estre faicte de la personne de nostre très-cher frère pour roy de Poloigne, et encores que par cydevant et mesmes depuis peu de jours en avons escrit à Vostre Haultesse, et mandé à nostre amé et féal conseiller en nostre conseil privé et ambassadeur pardelà, le sieur de Dacqs, de l'en remercier très-affectueusement et des bons offices que nous sçavons certainement qu'elle y a faict. Néantmoins encores sur ceste mesme occasion nous lui faisons la présente, que nous envoions par homme exprès, par laquelle de nouveau tant et si affectueusement que faire pouvons, nous la remercions de son affection et desdicts bons offices, la requérant d'iceulx continuer, et davantage, très-haut, très-excellent, et très-puissant prince, nostre très-cher et parfaict amy, et pour couronner l'œuvre, nous la prions qu'il lui plaise faire donner libre, seur et commode passage à nostre dict frère, par les lieulx, terres et seigneuries, mers et royaumes de Vostre dicte Haultesse, affin qu'il puisse bien tost et avec seureté se rendre en sondict royaume de Poloigne, commandant à tous les bassas, gouverneurs, capitaines, officiers et tous autres d'y tenir la main et n'y faire faulte : de quoy nous prions de rechef très-instamment Vostre dicte Haultesse, et qu'elle veuille sur ce et toutes nos autres nouvelles et particulières adjouster autant de foy et créance audict sieur de Dacqs, nostre ambassadeur, comme elle feroit à nous-mesme, qui prions Dieu, très-haut, très-excellent, très-puissant, très-invincible et magnanime prince, nostre très-cher et parfaict amy, qu'il vous maintienne en sa très-saincte et digne garde.

Escrit à Paris, le deuxiesme jour de septembre 1573.

DECRETUM PUBLICUM ROMANI IMPERII AB ELECTORIBUS FACTUM DE TRANSMITTENDO PER GERMANIAM EX GALLIA ELECTO POLONORUM REGE.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Załuski, 364.

Habita matura deliberatione super iis, quæ, tam ex parte Ordinum regni Polonici, quam Serenissimi Andium ducis, electi Poloniæ regis, a Sacra Cæsarea Majestate et nonnullis principibus electoribus de libera per fines Sacri Romani Imperii transeundi facultate petita fuere, graves atque justissimas subesse causas dictæ Cæsareæ Majestatis nec non Sacri Romani Imperii principum electorum legati ad hunc conventum designati agnoscunt, cur hujusmodi transeundi facultas denegari possit.

Cum autem simul recordentur quantopere, ob vicinitatis jus et aliis multis de causis, Sacrum Romanum Imperium et majores nostri Germani jam olim de utraque natione et ipsarum regibus bene mereri studuerint ; ac, tam Ordines regni Polonici, quam ipse rex designatus, non saltim antiqua conjunctionis jura, quæ multis sæculis Romano Imperio cum regno Poloniæ intercesserunt, conservare, sed etiam auctiora reddere promittant; nec principibus suis, nec sibi, a majorum vestigiis recedendum esse putarunt. Itaque, semotis omnibus difficultatibus atque rationibus in contrarium hocce tempore urgentibus, communi consensu in eam itum est sententiam. Ad cætera beneficia atque amicitiæ officia, quæ cumulatissima in utramque gentem et reges earum a Sacro Romano Imperio collata sunt, hoc ipsum etiam adjiciendum, ut fiat ipsi designato Poloniæ regi libera per Imperii fines hac vice in Poloniam transeundi facultas, modo prius sub ingressum ut caveat se suosque sine injuria malificiorum, sed persoluto ubique commeatu, pacifice et amice transituros.

Deinde ne præter famulitium suum et clientelam (quorum numerus, ut quadringentis vel etiam quingentis, pro ipsiusmet regis declaratione, constet hominibus, facile tolerari poterit) alium secum militem ullum traducat. Si vero præter suos, alios sibi comites itineris adjungere velit, ut ad eum numerum omnium transeuntium turmæ coarctentur, ne universus comitatus quadringentos vel homines, vel equos, vel utrosque conjunctim excedat. Ita tamen ut præter quadringentos, aut ad summum quingentos equites, quos secum rex habere volet, cæteri turmatim, alteri

alteros per binos dies, quo commeatus recte omnibus subministrari possint, subsequentur. A cunctis autem transeuntibus illa vice norma servetur, cujus ab hoc senatu designatio regis nuntio est tradita.

Non dubitant iidem legati, sed ea expectatione nomine suorum principum sunt, ipsum electum regem Poloniæ cum fratre suo rege Galliæ hanc erga se promptissimæ voluntatis significationem grato animo excepturum, et vicissim, ut testatum facit, erga Sacrum Romanum Imperium ejusque Ordines omnes, omnia amicitiæ, societatis et vicinitatis officia atque signa, ubi ad sui regni administrationem admissus fuerit, exhibiturum. Interea autem temporis, accepto hoc responso, operæ pretium et e re ipsius electi erit Cæsareæ Majestatis legatis suam declarare voluntatem pro hujus decreti ratione, ut in tempore quæ ad hujusmodi profectionem pertinere intelligentur, etiam commode a Statibus Imperii supportari et subministrari possint. Decreta sunt hæc in publico senatu Sacræ Cæsareæ Majestatis et Sacri Romani Imperii principum electorum commissariorum et legatorum, ad eam rem specialiter designatorum. Francoforti ad Mœnum, decima septima augusti, anno Domini 1573.

Ex cancellaria Moguntina.

LETTRE DE MAXIMILIEN AU COMTE PALATIN.

Bibl. imp., Mss. coll. Colbert, 338.

Généreux et cher cousin et prince, Ta Dilection aura entendu sans doubte, par nos lettres cydevant, ce qui fut accordé au mois d'aoust dernier passé par nos commissaires impériaux avec les conseillers et ambassadeurs des princes électeurs du Saint-Empire assemblés à Francfort sur le Mein, touchant le passage d'illustre et généreux prince Henry, duc d'Anjou, esleu roy de Pologne, et nostre cher cousin et allié ; ensemble ce que dès le troisiesme du mois de septembre dernier passé nous avons faict requérir là dessus Ta Dilection et celles des aultres princes et estats du Saint-Empire, ausquels peut attoucher ledict passage et en sont plus proches.

Mais puisque non-seulement ledict esleu roy de Pologne, mais aussi semblablement son frère le très-illustre prince Charles, roy de France,

nostre cher cousin et beau-fils, nous a fait supplier et requérir amiablement, pour plus ample déclaration et aussy quelque accroissement du décret et responce faite à Francfort et baillée par escrit à leur ambassadeur là présent, dont nous avons envoyé copie à Ta Dilection, de déclarer à mesme décret que les ambassadeurs polonois, lesquels ont pris leur chemin de France par l'Allemagne et le reprendront au retour, ne soient compris au nombre convenu de huit cents chevaux, et d'accorder et permettre audict esleu roy de Pologne outre ledict nombre de huit cents chevaux aultres quatre cents :

Par ainsi, ne voulans qu'il tint à nous que telle demande ne fust accordée, nous avons fait refaire le saufconduit impérial que nous luy avions envoyé cy devant par noble nostre ami..... comte de Leuvenstein, nostre conseiller, et l'ordonner pour douze cents ; de telle sorte toutesfois que ledict décret de Francfort sera retenu en touttes aultres choses, et qu'il n'y aura près de sa personne plus de quatre ou cinq cents chevaux, marchant le reste divisé et par trouppes, tellement que ils ne seront plus de deux cents ensemble et que une trouppe suivra l'autre de deux en deux jours. Dont nous n'avons voulu omettre à avertir Ta Dilection, priant affectueusement icelle, qu'aux pays et seigneuries, ausquelles ledict passage se dresse, elle veuille mettre ordre et très-bonne provision de vivres et aultres choses nécessaires, afin que en payant bien et raisonnablement il n'y ait faute de rien au temps que nostredict orateur et ambassadeur le comte de Leuvenstein, envoyé en France pour ceste occasion et quelques aultres aussy, escrira au plus tost à nostre cher cousin et prince électeur le Révérend archevesque de Mayence, lequel incontinent et sans retarder le fera sçavoir à tous les Estats ausquels pourroit toucher ledict passage, et pourtant monstrera toute amitié, bon vouloir, honneur et support aux passants, tant de sa part que par ses subjects. En quoy nous recevrons de Ta Dilection un singulier et agréable plaisir. Et tel est nostre vouloir.

Donné à Vienne, le 15e d'octobre mil cinq cent septante et trois.

(Semblablement à tous les aultres princes et Estats assis au plus près sur le passage.)

LETTRE DE M. DE SCHOMBERG AU ROI CHARLES IX.

Bibl. imp., Mss. coll. Colbert, 400.

Sire,

Ayant entendu par le secrétaire de monsieur de Valence et depuis par la lettre du comte de Rosdrasof, qu'il m'a écrite du 5 de ce mois, en quel doubte restoient les Poulonnois du passage de leur roy, qui est aujourd'hui esleu (dont Dieu tout-puissant soit loué à tout jamais), je me suis acheminé de l'heure mesme vers celuy qui tint constantement le party de Vostre Majesté, auquel j'ay fait ung ample discours, comme au grand préjudice de Monseigneur l'électeur de Saxe les impérialistes s'armoient de son authorité, de son nom, de ses forces, argent et moyens, jusques à publier tout hautement que ledict électeur avoit promis à l'Empereur d'empescher à Monseigneur le duc d'Anjou, s'il venoit à estre esleu roy en Poulogne, le passaige par terre, et de faire condescendre son beau-frère le roy du Dennemarc à en faire de mesme par mer. Or combien que je cognoissois assez que tout cela n'estoit qu'une méchante calomnie et pures mensonges, toutesfois, devant que ceste opinion s'imprimast en la cervelle des Poulonnois (luy monstrant la lettre du conte de Rosdrasof), je n'aurois voulu faillir de l'en advertir, affin qu'il remonstrast ce que dessus audict électeur la première foys qu'il le verroit, et qu'il luy plust m'en dire librement son advis là dessus. Sur quoy il m'a répondu qu'il me pouvoit asseurer par tous les sermens du monde, qu'il n'en avoit oncques ouy faire mention audict électeur, et qu'il ne pense pas que ledict électeur se veuille tant oublier que de se charger en ung mesme temps l'inimitié de la couronne de France et de la couronne de Poulogne sur les bras, et ce pour faire seulement plaisir à la maison d'Autriche. Qu'il est très-asseuré que les gens de bien de son conseil n'y donneront jamais leur voix, ains il croit fermement, qu'estant Monseigneur le duc d'Anjou unanimement esleu et déclaré roy par toutes les provinces annexées à la couronne de Poulogne, que nul des princes de l'Allemaigne se voudra en cest affaire formaliser de faict et de force contre le sang de France. Mais qu'il ne doubtoit pas qu'on y entremeslera beaucoup de remises, délais, prolongations, et principalement sur le faict de la caution qu'il faudra que le roy de Poulogne baille aux princes et électeurs de n'endommager oncque du costé de Poulogne le Saint-Empire, quant à l'offension.

Or il m'a par plusieurs et diverses foys demandé (mesme quand je luy ay dict que monsieur de Balagny avoit passé, qui en portoit les nouvelles à Vostre Majesté) si j'estois bien asseuré que les Litouaniens y avoient consenti et donné leur voix, adjoustant qu'il ne le pouvoit pas bonnement penser. Je me suis doubté qu'il y avoit quelque anguille sous roche et l'ayant bien tasté et sondé de tous costés, j'ay trouvé que l'Empereur a faict entendre audict électeur et aux aultres qu'il avoit de si certaines intelligences en Litouanie, qu'il s'asseuroit qu'ils ne consentiroient jamais à l'élection de Monseigneur le duc d'Anjou, ains qu'ils se sépareroient plus tost du reste des Poulonnois, et nommeroient son fils pour leur grand duc ; sur ceste asseurance et ce cas advenant, et que Monseigneur y appelast le Turq (comme les impérialistes ont maintenu qu'il arrive par terre en faveur de Monseigneur) pour déposséder ledict fils de l'Empereur, l'électeur de Saxe auroit promis mil (et non pas dix mil) chevaux à l'Empereur, entretenus pour cinq moys, le cas advenant avec telles mesmes circonstances, comme dict est, et non pas aultrement, et encores aux conditions qu'il incorporast à l'Empire les pays, villes et places distraictes par les Poulonnois du corps de l'Empire. Voyez là, Sire, ce que j'en ay peu apprendre ; qui me faict croyre fermement que le roy de Poulogne ayant esté esleu d'ung commun accord, n'aura aulcun empeschement à son passaige par terre. Toutesfois ne vous en veux-je pas asseurer aultrement, si non de ce que j'ay peu sçavoir de celuy qui a accoustumé de sçavoir le fond du pot, me remettant à ce que le temps nous apprendra. Et donc, si le roy de Poulogne se résoult de faire son voiage par terre, ledict personnage est d'advis que le passaige soit demandé au nom dudict roy esleu de Poulogne, et que ladicte demande soit accompagnée de toutes les honnestes offres et prétieuses parolles qu'on se pourra adviser pour lever tout doubte et scrupule aux princes et principalement aux électeurs de Saxe et Brandenbourg, qui sont si proches voysins dudict royaulme de Poulogne. Au surplus, Sire, j'ay faict amplement et bien au long entendre au S[r] de Balagny et au secrétaire de monsieur de Valence, qui est en sa compagnie, les raisons pour lesquelles (si Vostre Majesté et le roy de Poulogne ne veulent faire ung extrêmement grand tort à vos affaires touchant l'Allemaigne) le roy de Poulogne ne doibt faire estat de passer par mer : les mesmes raisons m'ont esté mises en avant par celuy que dessus, l'ayant esté voir après le partement du S[r] de Balagny. Pourtant me remettant sur la suffisance desdicts Balagny et secrétaire de monsieur de Valence, je n'en tiendray pas plus long propos à Vostre Majesté par la présente,

si non je diray ce petit mot : Si le roy de Poulogne faict seulement semblant de vouloir passer ailleurs que chez eulx, qu'ils entreront en une si extremement grande soupçon d'une sinistre affection dudict roy de Poulogne en leur endroit, qu'ils se laisseront aller à toutes les entreprinses de l'Empereur, jugeans qu'il fault mieulx prévenir que d'estre prévenu, joinct que le roy de Dennemarc n'accordera jamais le passaige, sans en avoir premièrement communiqué avecque l'électeur de Saxe et ne fera rien, sinon ce que ledict électeur vouldra. Or sera-il fort à propos de faire parler le conte palatin le premier, sans qu'on se laisse renvoyer à ce qu'accorderont les aultres princes par dedans les pays desquels ledict voyage s'adonne (suivant le mémoire que j'ay baillé au Sr de Balagny, moyennant qu'il plaise à la royalle Majesté de Poulogne tenir ledict chemin), car je ne fais aulcun doubte, que l'ayant consenty le conte palatin et se mettant le roy de Poulogne en devoir d'oster le susdict scrupule du Turq aux électeurs de Saxe et Brandenbourg, qu'ils n'en feront nulle difficulté. Or parcequ'il sera de besoing à en escrire une bien fort honneste lettre audict duc Jan Casimir, j'ay bien voulu advertir Vostre Majesté qu'il n'y fault pas faire mention des offres qu'il m'a faictes touchant ledict passaige (ainsi que j'ay escrit à Vostre Majesté du 23e de mars), car il fauldra qu'il monstre ses lettres à son père, qui par adventure s'en trouveroit offensé ; mais je luy en escriray et l'en semondray aussi tost que je seray adverty que la royalle Majesté de Poulogne aye résolu qu'elle veuille passer par ces quartiers du deçà. Je croy qu'il ne sera pas aussi mal séant audict roy de Poulogne, ains convenable à la grandeur de Vostre Majesté, de mander à tous vos collonels, pensionaires de par deçà, qu'ils ayent à se trouver au jour et lieu nommés avecques les meilleurs équipages de leur train qu'ils pourront, pour accompagner le roy de Poulogne, frère de Vostre Majesté, jusques au lieu de son couronnement ou là qu'il plaira à Sa Majesté les mener. Je m'asseure qu'ils le feront très-volontiers, vu la singulière affection qu'ils ont prouvée au service de la grandeur de la royalle Majesté de Poulogne ; et fauldroit que chaque collonel ammenast ses cappitaines entretenus. Par ainsi Sa Majesté auroit une trouppe d'hommes et de chevaux de nostre pays et choisis, qui ne luy cousteroient rien. Car les princes d'Allemaigne défraieront le roy de Poulogne avecques sa trouppe, chacun par ses pays. Vostre Majesté pourra faire passer les quatre mil harquebusiers et une partye du bagage par mer. J'ay faict entendre à monsieur de Danzay en toute diligence l'élection de Monseigneur et les offres faites aux Pollonois desdicts quatre mil harquebusiers : or veu que

Vostre Majesté estoit tenue de les envoyer promptement au royaulme de Poulogne, je remets à son sage advis si (sans attendre aultre plus ample commandement de Vostre Majesté) il fault demander le passaige pour les susdicts quatre mil harquebusiers. Mon frère en apportera la résolution à monsieur de Valence, et le frère du docteur Lanquet s'en ira avecques le mesme advis de monsieur de Danzay trouver en toute diligence Vostre Majesté. En attendant je prieray le Créateur, Sire, qu'il luy plaise, etc.

De Leipsig, 19e de may 1573.

LETTRE DE SCHOMBERG A LA REINE MÈRE.

Bibl. imp., Mss. coll. Colbert, 400.

MADAME,

Le palatin Lasqui et le duc de Razeville vous vont trouver pleins de soupçon que les ambassadeurs de Poulogne ayent à leur propre suscitation estez arrestez : or combien qu'il y a de l'apparence bien fort grande, si est-ce que la diligence qu'ils ont faicte à obtenir leur saufconduict, et en après à s'acheminer par deçà avecques telle célérité, comme le secrétaire de monsieur de Thévalles, que j'ay rencontré aujourd'huy par les chemins, m'a faict entendre qu'ils font, doibt faire croire le contraire à Voz Majestez. Les deux dicts seigneurs vous apportent au reste chose, laquelle certainement est de très-grande importance : assavoir le commencement de quelque rébellion de pardelà. Mais il me semble que le remède n'y est pas trop malaysé à trouver, car ils m'ont dict que la source provenoit de l'impression qu'on avoit donnée à la noblesse de pardelà, que le roy de Poulogne auroit infiniment détesté les conditions auxquelles monsieur de Valence auroit juré au nom de Sa Majesté, voire jusques à les fouler des pieds : ils adjoustoient que ceste opinion estoit confirmée et corroborée par ce que depuis l'élection ame vivante ne seroit venue pardelà pour asseurer ou donner seulement advis aux Poulonnois si leur roy esleu estoit en volonté d'accepter le royaulme aux conditions que dessus : et que sur toutes choses le peu d'espérance qu'ils avoient de voir leur roy si tost que leur auroit esté promis et que leurs affaires requéroient, mettoit le feu aux

estouppes et allumoit les susdictes esmotions; lequel feu ils craignent qu'il n'embrase le reste du royaulme, quand il sera venu aux oreilles de ceulx du royaulme que leurs ambassadeurs ayent estez arrestez en Allemaigne, par où ils conjecturoient l'Empereur et les princes d'Allemaigne, et par conséquence touts les adhérans de la maison d'Austriche et du Roy d'Espaigne, s'estre bandez contre nous pour nous empescher le passaige, ce qui estonnera les bons dudict royaulme et faira croistre le courage à ceulx qui vous portent quelque mauvaise volonté, et qui veullent favoriser le party de l'Empereur. Or le congé de passer oultre, que j'ay sceu depuis ce matin avoir eu lesdicts ambassadeurs, en retiendra beaucoup en bride, et principalement quand ils auront bien entendu la façon de laquelle lesdicts ambassadeurs ayent estez arrestez; comme je supplie aussi très-humblement Vostre Majesté de faire retirer du Lasqui ce qu'il en a par escrit. Au cas que lesdicts ambassadeurs n'ayent renvoyé personne en Poulogne pour advertir les estats de leur franc et libre acheminement de pardeçà, je les en requerray instamment de le vouloir faire. Et les asseureray pareillement sur mon honneur que monsieur de Rambouillet part dans deux jours pour aller en Poulogne de la part du roy de Poulogne pour faire entendre auxdicts estats et noblesse de Poulogne le contentement qu'il a reçu de ceste élection et la résolution qu'il a prinse de passer en brief pardelà, ensemble plusieurs aultres particularitez concernant le maniement des affaires en attendant l'arrivée de Sa Majesté. Je les asseureray aussi de l'ordre que Vostre Majesté mesmes a donné à l'embarquement des Gascons, et qu'ils seront prests à faire voile au commencement du moys de septembre: je leur jureray aussi Dieu et ses anges que le roy de Poulogne est prest et résolu de s'acheminer en brief de pardelà, affin qu'ils donnent promptement advis à ceulx dedans le pays de tout ce que dessus. Et si j'apprens ou par les despesches de monsieur le président, ou par les discours que j'auray avecques le duc Jan Casimir, que le roy de Poulogne pourra passer seurement par l'Allemaigne, je ne fauldray, si Vostre Majesté me mande le trouver bon, et non pas aultrement, d'en advertir en extrême diligence et par homme exprès le castellan de Dantzik, pour en faire advertir tout le royaulme: de ceste façon j'espère qu'on fera bientost tarir et dessécher la source de cesdictes esmotions. Car, quant à la rébellion de Dantzik dont le Lasqui parle, je n'en puis quasi rien croire, considéré les advis que Vostre Majesté en a eus estant à Diepe. Comme je ne peux croire non plus que l'Empereur entreprenne de nous oster ce royaulme par force d'armes, mais bien penserois-je qu'il n'oubliera

rien à nous le troubler, avant que nous y mettions le pied, espérant que de là pourroit réussir quelque chose à son contentement, ainsi que Vostre Majesté le peult juger beaucoup mieulx que je ne le sçaurois exprimer par la présente. Or, Madame, quoy qu'il en soit, il est très-nécessaire, si on ne veult obscurcir à tout jamais le très-noble sang de France, de donner si bon et prompt ordre à tout, que quelque longueur du temps ne nous face perdre ce royaulme et le moyen de parvenir à quelque chose de plus grand. J'espère que vous aurez en brief de bonnes nouvelles de nos quartiers ; car je ne me peulx imaginer qu'on vous refuse le passaige, si ce n'est que l'Empereur et toute l'Allemaigne seront délibérez et résolus de se déclarer ennemis ouverts de la couronne de France, ce que les princes d'Allemaigne ne feront jamais, si l'Empereur ne leur faict apparoistre clairement que la ligue de Landsberg et tous les membres de ladicte ligue s'y seront desjà accordez et signez ; de sorte que je prévois qu'ayant esté refusez des Allemands (ce que je ne peulx aulcunement croire), vous n'en debvez pas espérer avoir meilleur marché des princes d'Italie, amys du roy d'Espaigne. Qu'est cause que je treuve que le Lasqui se trompe (il me pardonnera) de faire fondement que vous pourriez passer par le Piedmont et le duché de Milan jusques à Venize, et de là à Arregouse (Raguse), où le Turq vous envoyroit treuver et conduire : chose indigne de faire honneur que d'estre refusé des chrétiens, et dont le moyen vous sera fourni après que vous auriez esté refusé de l'Empereur et ceulx que vous faites rechercher aujourd'huy, comme il appert par ce que dessus. Or Vostre Majesté est bien informée que telle ligue générale ne s'est brassée encore, comme je n'en ay pas eu aulcun vent : il ne fault pas que Vostre Majesté craigne, à mon advis, d'estre refusée desdicts princes d'Allemaigne. Et affin que le Lasqui ne demeurast en aulcun doubte que le roy vostre fils avoit moyen de passer bien tost en Poulogne, je l'ay asseuré que la mer océane vous estoit ouverte, et le passage de Dennemarc, adjoustant que le Turq vous avoit aussi offert toute faveur, amytié et assistance, de sorte que quand il sembleroit que le ciel et la terre auroient conspiré contre ledict passaige, vous aurez moyen de vous embarquer à Marseille et de trajecter en Afrique et entrer en Poulogne par le derrière de la Podolie, qu'est une partie du royaulme de Poulogne : laquelle voye toutesfois vous ne voulliez prendre en main que pour le dernier remède. En somme, il est party d'avecques moy asseuré d'avoir bien tost leur roy en Poulogne : laquelle opinion Vos Majestés luy sçauront bien augmenter et confirmer. Ledict Lasqui est asseurément très-fidel serviteur de son roy et mour-

roit pour son service : et fera Sa Majesté sagement de luy monstrer qu'il faict grand cas de luy et qu'il veult bien gouster tout ce qu'il luy dict. Mais Sa Majesté considérera (il faut que je le dise, encores que le Lasqui soit de mes amys intimes), et le cognoistra bien tost par ses discours, qu'il a l'esprit bouillant et remuant, et mesmes que le zèle de sa religion le transporte quelque peu, lorsque l'entretènement annuel qu'il a des ecclésiastiques de Poulogne et le titre dont notre Saint Père le pape l'a honoré quelque temps, assavoir de le nommer *filium Ecclesiæ*, le poinsonnent ung petit, ce que j'ay cogneu aujourd'huy à son langage, quand il m'a dict que les huguenots de Poulogne et ceulx de ce royaulme s'entendront ensemble à traverser ceste nouvelle élection, adjoustant que monsieur de Valence communiquoit trop intimement avecques lesdicts huguenots de Poulogne. Ce que dessus m'a faict souvenir de la vérité que Vostre Majesté me disoit ung jour, que le personnage que vous sçavez ne le gagnast et le fist servir d'instrument et ministre de ses passions, à raison de quoy je me suis advancé de luy remonstrer qu'il fera beaucoup pour luy de ne communiquer de ces affaires-là, ny des esmotions du pays, ny d'aultres affaires d'Estat à aultre personne qu'à Vos Majestés mesmes, ou bien à monsieur le conte de Retz : luy ayant faict entendre la singulière confiance que Vos Majestés avoient audict S^r conte pour le cognoistre estre dépouillé de toute aultre passion ou affection particulière, sinon de celle qu'il porte au service de Vostre Majesté et du roy de Poulogne : ce que ledict Lasqui s'est résolu de faire. Je luy ay aussi donné à entendre que le roy de Poulogne auroit entre aultres deux serviteurs très-fidels et très-confidants, assavoir monsieur de Villequier et monsieur de Cheverny: toutesfois qu'il ne seroit que bien à propos de sentir premièrement du roy de Poulogne s'il auroit pour agréable qu'il communiquast pareillement des secrets de l'Estat aux susdicts deux messieurs. On m'a dict qu'il a passé par Nancy : mais je ne m'en suis pas souvenu de le lui demander, de sorte que je n'en sçais rien d'asseuré. Où est l'endroit que je supplieray très-humblement Vostre Majesté de me pardonner si, transporté de l'affection que j'ay au service du roy de Poulogne, je parle si librement de ces affaires-là à Vostre Majesté.

Ce 1er d'aoust 1573.

LETTRE DE SCHOMBERG A LA REINE MÈRE.

MADAME,

Je ne vous fais plus long discours sur le passage du roy de Poulogne vostre fils pour n'user de redicte, considéré ce que j'en escris au roy ; il ne reste plus à faire que d'ensuivre (s'il plaict à Vos Majestés) le contenu de ma lettre, et de faire adcheminer le roy de Poulogne. L'Empereur n'a rien peu obtenir en ceste assemblée touchant une aultre diette, encores qu'il aye faict faire une très-grande instance, ayant allégué les ambassadeurs des électeurs temporels, qu'ils avoient commandement exprès de ne parler ny entrer en communication d'affaire que ce fust que du passage du roy de Poulogne. Le vice-chancellier de l'Empire, docteur Weber, qui est auprès et à la court de l'Empereur ordinairement, a escrit à quelques ungs des ambassadeurs, et leur donne advis de la maladie de l'Empereur, adjoustant que ladicte indisposition s'augmentoit de jour en jour. Vostre Majesté, qui est prudente et sage, peult bien juger que veult dire tel advis : assavoir que l'Empereur espère précipiter les électeurs par ce moyen-là à penser et résouldre d'ung roy des Romains. Car il craint tant que la présence du roy de Poulogne (en la personne duquel est représentée la générosité, magnanimité, douceur et gratieuseté du sang de France) n'esloigne et reboutte du tout son fils de ceste dignité qu'il en meurt de peine. Pourtant est-il de besoing, si vous désirez frapper le grand coup, de faire advancer le plus tost qu'il est au monde possible l'arrivée du roy de Poulogne de pardeçà. Et affin que Vostre Majesté mesmes puisse poser les premiers fondements de ce tant grand et honorable bastiment, j'employray le ciel et la terre pour faire condescendre le conte palatin à venir trouver Vos Majestés à St........, qui est la dernière ville de vos frontières, affin qu'il gouste la très-vertueuse et admirable présence de la mère et des enfants. Je n'ignore pas que c'est quasi une chose impossible d'obtenir du conte palatin ce que dessus, toutesfoys le fault-il attenter et ne perdre courage en une si bonne affaire. Mais il est requis que Vostre Majesté tienne cette brigue extrêmement secrète ; car si les huguenots la descouvrent, les ministres en détourneront ledict électeur, de crainte qu'ils auront que par cette entrevue vous ne leur ostiez la plus belle fleur de leur chappeau ; et si quelques ungs de ceulx que Vostre Majesté sçayt en ont le vent, l'archevesque de Trièves en sera adverty, qui s'opposera de corps et de cry à une telle

entrevue (se servant des ordonnances de l'Empire à ce contraires), par le préjudice qu'il jugera bien qu'un tel abouchement pourroit porter aux affaires du roy d'Espaigne et de sa maison, à laquelle il est du tout dédié et voué. J'ay faict discrètement enfiler ce traité du roy des Romains à l'endroit de ceulx de Saxe, et m'asseure qu'il portera quelque fruict : pour le moings ont monstré les ambassadeurs y prendre ung très-grand goust. Mais on ne leur a pas dict que nous y prétendions, ains je leur ay faict tenir tout un pareil langage que par cydevant monsieur le conte de Retz a tenu au duc Jan Casimir, en luy parlant de cest affaire, affin que nous leur fassions seulement retirer les yeulx et l'oppinion de dessus la maison d'Austriche, ainsy que je discoureray plus amplement de ce faict et plusieurs aultres particularités à Vostre Majesté. Le roy ne fist au reste jamais rien plus à propos pour l'advancement de ses affaires en Allemaigne, que d'accorder au prince d'Orange ce que vous sçavez. Mais il fault nécessairement l'effectuer promptement, ainsy que je promis au docteur Ohem (chef du conseil du conte palatin), et au conte Ludovicq, qui vous faict un monde de bons offices, ainsy que le Sr de Montmorin vous pourra tesmoigner en partie. Le conte palatin envoye ung gentilhomme avecques moy pour toucher une partie de la somme que vous sçavez, et prendre des lettres de change pour le reste, dont il faict instance qu'une partie doibt estre acquittée en ceste foire de Francfort, et l'autre six sepmaines après. Aussy tost que monsieur de Lombus luy a apporté l'asseurance que le roy luy en avoit donnée, le conte Ludovicq a mis le reste des François et Valons ensemble, et quelques harquebusiers allemans, le tout au nombre de trois mille hommes, lesquels arriveront ceste sepmaine en Hollande. Au mesme instant que vous aurez satisfaict à vostre promesse, le duc Christofle marchera avecques le reste. Le conte Jan de Nassau, frère du conte Ludovicq, vient avecques moy à Heydelbergk pour ayder à persuader le conte palatin à la susdicte entrevue, et pour résouldre avecques luy en ma présence, comment on pourra bien et deuement employer la somme de deniers que vous sçavez, et celle qu'on a aussy d'ailleurs. Je sauray rendre bon compte du tout à Vostre Majesté à mon retour à la court. Or combien que j'ay eu advis seur et tout certain qu'il ne se traitera rien à Zwicka (qu'est le lieu où l'électeur de Brandebourgk et les landgraves de Hessen doivent trouver l'électeur de Saxen), si n'ay-je voulu faillir de faire une bien bonne lettre par ung homme exprès des miens au landgrave, par laquelle je luy metz bien devant les yeulx la confiance entière que Vos Majestés ont en luy et son amytié. Le conte Ludovicq (qui est un demi-dieu) lui en a aussy

à ma sollicitation escrit une bonne lettre. Je peulx asseurer Vostre Majesté que nous y avons rien oublié, ains luy avons baillé fil et esguille pour bien couldre les besognes qu'aultrefois Vostre Majesté luy a taillé : c'est à ceste heure qu'il fault faire nos affaires (Madame) ou jamais. Ils nous broulent au reste icy encores de ceste paix de la France, et font courir le bruit par tout qu'il n'en est rien, affin d'empescher les protestans de ne faire pas si bon accueil au roy de Poulogne. Mais je asseure le conte palatin et le landgrave par mes lettres qu'elle estoit establye par tout vostre royaulme. En cest endroit je mettray fin à la présente et pryeray le Créateur, etc.

Madame, monsieur de Montmorin fera entendre à Vos Majestés la cause qui m'a meu de ne voulloir pas comparoir devant les ambassadeurs.

De Francfort, ce 19e d'aoust 1573.

LETTRE DE SCHOMBERG AU MARÉCHAL DE RETZ.

Bibl. imp., Mss. coll. Colbert, 400.

Monsieur,

Je suis arrivé hier en ceste court, où j'ay faict entendre à Leurs Majestés ce que je leur apportois de Heydelbergk, où j'estois allé au partir de Francfort. Or est-ce qu'on y attend le roy de Poulogne en extrêmement grande dévotion, bien délibéré de luy faire tout le bon et gratieux accueil dont on se pourra adviser. Et pour avoir tant plustost ce bien d'y voir Sa Majesté, le père et les fils m'ont faict entendre ce que le roy de Poulogne aura à faire après avoir receu le décret donné à Francfort sur le passaige de Sa Majesté, dont je vous envoye le double; mais avant que d'entrer en ce propos, docteur Ohem m'a faict un discours des raisons qui auroient mené les électeurs de Mayence et Saxe (vers lesquels l'Empereur l'avoit envoyé pour sçavoir leur advis sur ce qu'on aura à respondre au roy de Poulogne, le cas advenant qu'il demandast le passaige par l'Allemaigne) à faire convoquer (et ce à la persuasion du conte palatin) une diette impérialle. Et sont telles, à sçavoir : Veu que les princes

de l'Empire ne pourroient refuser le passaige au roy de Poulogne, qu'il y auroit à craindre, si cy après le roy de Poulogne vinst à attenter quelque chose contre l'Empire, que les aultres princes et Estats, qui n'auroient consenti audict passaige, ne missent en peine ceulx-là qui l'auroient accordé. La seconde raison est que par une telle générale résolution ils brideroient les mains à l'Empereur et à tout le monde de l'Empire de ne rien entreprendre contre le moindre de ceulx de la suite et compagnie dudict seigneur roy. Et par ainsi les électeurs et princes chez lesquels Sa Majesté passeroit seroient en tant moindre soucy de la libre et seure conduicte dudict roy, sans estre en peine de craindre aulcun scandalle, tant petit fust-il, considéré qu'il va de l'honneur, autorité et réputation de tout le corps de l'Empire universalement et de l'Empereur avecques, que tels et semblables décrets, où il est question de la foy et parolle de touts les princes et Estats de l'Empire, soyent observés inviolablement et de poinct en poinct. Après cecy le susdict électeur m'a allégué en premier lieu, que le roy peult voir comment les princes y procèdent librement, qu'ils n'y ont voulu entremesler nulle condition, pour effectuer laquelle il eust peu naistre quelque longueur ou difficulté : de quoy on avoit encores rendu plus ample tesmoignage à Mr de Montmorin, pour luy avoir (contre l'usance et coustume des députés aux estats et diettes impérialles) donné ledict décret, pour sçavoir le contenu duquel on l'auroit aultrement renvoyé (et ce à l'accoustumé) à l'Empereur et aux princes, auxquels les députés eussent dict avoir faict entendre la résolution commune. Et par ainsi on eust eu moyen de faire couler deux et trois moys de terme, sous le plus beau prétexte du monde : mais qu'on auroit voulu coupper broche à une si dangereuse remise que celle que dessus, considéré que la confiance que le roy de Poulogne avoit ès princes de la Germanie, et principalement les protestans, de vouloir plustost commettre sa personne entre leurs mains qu'en nulles aultres, les contraignoit de laisser perdre du tout l'impression qu'on leur auroit par cy devant voulu donner de quelque mauvaise intention dudict seigneur roy en leur endroict. Veu qu'il estoit chose très évidente que le roy de Poulogne ne se vouldroit jamais commettre à ceulx à la ruine desquels il auroit conspiré et conjuré, encores qu'il fust très-asseuré et certain qu'il n'en recevroit nul déplaisir, pour ce que sa conscience le jugeroit mesmes. De façon qu'ayant par ce moyen et par la résolution que Sa Majesté auroit prise de passer chez eulx, et par le consentement que le roy et la royne y donnent, lesdicts princes esté esclarcis plus que jamais de la sincère intention de Leurs Majestés,

qu'aussi ils se délibéroient de luy donner juste occasion de s'imprimer pareille et semblable bonne opinion d'eulx. Qu'ils n'attendoient doncques plus nulle aultre chose, sinon que le roy de Poulogne envoyast par devers ceulx sur les terres desquels il se délibéroit de passer (suivant le chemin qui auroit esté baillé par escrit à Mr de Montmorin) pour les faire advertir du temps qu'il se délibéroit entrer les frontières de l'Empire, affin qu'ils eussent moyen de donner ordre au convoy, réception et aultres circonstances nécessaires et accoustumées à user au passaige des princes. Et combien que la coustume des Estats de l'Empire ne fust point de bailler des saufconduicts par escrit, et moins encores quand c'est ung passaige accordé par tout le corps de l'Empire (comme est le passaige du roy de Poulogne), si ne laissera pas le conte palatin (ayant entendu par moy que Leurs Majestés le désiroient) de bailler son saufconduict par escrit, laquelle façon et stile ensuivront les aultres princes : mais il sera de besoing que celuy qui viendra faire entendre aux princes ce que dessus, leur apporte pareillement à chacun en particulier la caution du roy de Poulogne, despeschée en forme authentique et sur le sceau dudict seigneur roy. Or ne contiendra ladicte caution autre chose, sinon qu'il ratifie et promet d'ensuivre le contenu du décret. Et est prest ledict conte palatin de recevoir en ses pays et terres ledict seigneur roy aussi tost qu'il aura receu ladicte caution, sans attendre que le roy aye eu de l'Empereur et des aultres princes les lettres de saufconduict que Sa Majesté demande : considéré que c'est chose qui ne peult estre refusée ou remise seulement, veu la résolution générale, qui en a esté prise à la diette dernière : et conseille ledict conte palatin au roi de Poulogne (pour lui rendre plus de preuve de ce que doresnavant Sa Majesté debvra espérer de luy) que Sa Majesté ne doibt s'arrester à avoir des commissaires de l'Empereur, affin d'éviter toute longueur. Veu mesmement qu'il n'en est faict aulcune mention au décret, et qu'aussi bien quand Sa Majesté en auroit, ils ne serviroient de rien à Sa Majesté, considéré qu'il n'y a ny prince ny conte en toute Allemaigne qui permette que l'Empereur fasse conduire le roy sur ses terres (estant ung droict et prérogative portée spécialement par la Bulle d'or et ratifiée par une infinité de décrets de l'Empire), et veult bien advertir ledict conte palatin le roy de Poulogne en amy, que l'Empereur n'a faict mettre en avant ces commissaires-là, sinon pour donner ceste chairge au conte de Leuvestein et au collonel Swendy (deux aussi fins gallands qu'il y en a au monde), pour espionner et noter toutes les actions, gestes et parolles du roy et de la nation fran-

coyse, pour en faire leur prouffict à nostre desadvantage, s'ils peuvent, et, que pis est, pour esclairer lès princes, chez lesquels Sa Majesté passera, de si près qu'ils n'oseront, par manière de dire, rien traicter d'important avecques Sa Majesté, que ceulx-cy n'évantent et traversent par touts les moyens dont on se pourra adviser. Par ainsi, ledict seigneur roy de Poulogne ne doibt, si luy plaist, faire tenir aultre langage à l'Empereur qu'ung honneste remerciment, luy envoyant la susdicte caution tant pour les terres de tout le corps de l'Empire, que pour ses pays héréditaires et aultres de son obéissance, et le priant de luy envoyer des lettres patentes conformes au décret de Francfort. Au cas que l'Empereur nous parle de commissaires, luy dire qu'on estime que les lettres patentes seront suffisantes, considéré que chaque prince (à ce que Sa Majesté auroit entendu) vouldroit aussi bien conduire comme souverain par ses terres; que toutesfois Sa Majesté s'en remette de cela audict seigneur l'Empereur, si Sa Majesté Impériale cognoist que les princes de la Germanie n'en puissent entrer en aulcune jalousie contre Sadicte Majesté, pensant par adventure que les commissaires auroient esté demandés par luy. Si là dessus l'Empereur faict quelque peu d'instance, le conte palatin est d'opinion que le roy de Poulogne les accepte; mais bien veult advertir ledict conte palatin ledict seigneur roy, qu'en passant chez les princes lesdicts commissaires ne luy serviront pas de conducteurs, ains seulement accompaigneront Sa Majesté comme pourront faire les aultres seigneurs qui se trouveront à la suicte de Sa Majesté.

Oultre ce que dessus, le duc Jan Casimir m'a accordé de venir trouver Leurs Majestés à Nancy, à la chairge que Leurs Majestés façent en sorte avecques Mr de Lorraine, qu'il l'en prie ou par homme exprès ou par lettres: et ce affin qu'on ne repproche audict duc que luy s'est ingéré par importunité à vouloir voir et communiquer à Leurs Majestés. Or estant auprès de Leurs Majestés à Nancy, et que Sa Majesté de Poulogne le requière de l'aller accompaigner chez son beau-père, il le fera. Si le roy nostre maistre a aussi envie de le retirer à son service, qu'il luy fera cognoistre qu'il n'a jamais rien dict ny à vous ny à moy, qu'il ne veuille exécuter, et veult monstrer au roy que rien ne luy y convie ny persuade que l'affection sincère et entière qu'il porte au bien et service de Sa Majesté. Si Leurs Majestés désirent aussi d'entrer en quelque aultre négotiation avecques son père, qu'il y viendra pourveu d'ung plain pouvoir. Et en cas que Leurs Majestés ayent bien fort grande envie de communiquer en personne avecques son père, qu'il advisera avecques Leurs Majestés de la façon que cela se pourroit faire le plus commodément.

De ma part vous peux-je jurer ma part de paradis, que le père et le fils et docteur Ohem et Zuleger (chefs du conseil) en meurent d'envie, et avons desjà discouru deux jours entiers de ce que se pourroit et debvroit traicter à l'entreveue de Leurs Majestés, et dudict conte palatin, à sçavoir la ligue (dont a esté question) et du moyen de mettre la couronne de l'Empire en la maison de France. Et ledict conte palatin despescha le mesme jour que je partis par devers le landtgrave pour sçavoir si on le pourroit faire condescendre à vouloir entrer avecques lui en ligue avecques Leurs Majestés, s'asseurant bien, quand le commencement en seroit seulement faict par eulx, que les aultres y suivroient bien aysément, et se multipliera le nombre de jour en jour. Le sommaire des articles que le conte palatin a envoyé au landgrave est que les princes secourreront les roys de ce qui sera porté par la confédération contre ceulx qui assailleront l'Estat de Leurs Majestés, et que les roys feront de mesmes à l'endroict des princes, soit qu'ils viennent à estre assaillis pour leurs Estats ou leur religion. Ils se réservent qu'ils ne veulent prester secours contre les huguenots : aussi veulent-ils promettre de ne les animer contre Leurs Majestés. Je crois fermement que la présence de Leurs Majestés les fera encores passer oultre à ce poinct. Je me suis chargé d'advertir en toute diligence ledict seigneur conte palatin, ou pour le moins docteur Ohem, de l'intention de Leurs Majestés sur ce que dessus, affin que les choses se préparent en attendant et que ledict conte palatin vienne tout résolu de ce qu'on y aura à faire. J'ay tant faict qu'ils ne parlent plus de leur fondement de la conservation d'édict : mais ils ne promettront point de porter les armes contre les huguenots : de sorte que je cognois qu'ils seroient bien ayses et contens que la ligue fust défensive et spéciale contre le roy d'Espaigne ; qu'est à mon advis le seul moyen de mettre lesdicts princes à une telle subjection qu'ils n'oseront de leur vie songer seulement à aggrandir d'advantaige la maison d'Austriche, à laquelle ils sont desjà après à faire perdre la plus belle fleur de leur chappeau, ayant suivy le conte palatin et son fils, et principallement docteur Ohem (qui nous faict vingt millions de bons offices), la voye que vous aviez monstrée au duc Jan Casimir : à sçavoir, que le sang de France ne désiroit pas ceste grandeur de l'Empire tant pour sa maison, que pour la faire sortir de la main de ceulx qui ne s'en sont servis qu'à la diminution de l'autorité et ruine mesmes du corps du Saint-Empire. Et affin que les princes protestans cognoissent tant plus clairement et à veu d'œil la droite intention de Leurs Majestés, Leurs Majestés leur offroient (en cas qu'ils vinssent avoir volonté d'eslire ung d'entre eulx)

qu'ils ne différassent poinct, pour les raisons qu'on pourroit mettre en avant qu'ung si pauvre Empereur n'auroit le moyen de maintenir les Estats en obéissance, moins de défendre l'Empire contre les entreprises que pourroient faire les roys et potentats voysins sur les frontières d'iceluy : et qu'au cas que dessus Leurs Majestés assisteroient ledict Empereur de tous les moyens et faveurs qu'ils en pourroient désirer, dont Leurs Majestés en rendroient suffisante asseurance quand cest affaire auroit à sortir son effect et que l'Empereur qui seroit esleu et lesdicts princes promettroient la pareille assistance à Leurs Majestés. Vous sçavez, Monsieur, que cela leur a esté proposé pour leur monstrer au doigt qu'ils ne sont pas réduits à ceste extrémité qu'ils n'ont moyen de faire maintenir le corps de l'Empire que par la puissance de la maison d'Austriche, et après aussy pour leur faire couler dans le cueur par ces offres icy quelque bonne opinion de nostre sincère volonté en leur endroit. Car cela donnera ung honeste prétexte à nos amys de nous pouvoir mettre sur les rangs, comme ils sont délibérés de faire, estans tout asseurés que les princes s'accorderont aussi peu de prendre ung d'entre eulx, comme les Poulonnois se sont peu accordés à prendre ung piast. Et affin qu'on puisse commencer par briguer pour nous et pour le moins avoir les instruments touts prests pour édifier ung si beau et grand bastiment, quand le temps viendra à propos, ledict sieur conte palatin et son fils désirent estre résolus par moy, et ce le plus tost que faire ce pourra, des conditions que le sang de France veult que ses amys proposent pour le faire parvenir et atteindre à ce que dessus. Car suivant ce que je leur en escriray le conte palatin en communiquera avecques le landgrave, docteur Ohem avecques docteur N., et sentiront par ainsi quelle résolution ils en pourront prendre avec Leurs Majestés à l'interveue du duc Jan Casimir ou du conte palatin avecques Leurs Majestés. Je les ay priés plus que Dieu de me spécifier ce qu'ils pourroient désirer de nous, mais il a esté impossible de rien tirer d'eulx, sinon que les quatre principaulx poincts sont la défense contre le Turcq, la conservation de leur autorité et liberté, le maintènement de leur religion et l'asseurance et sécurité qu'ils doibvent avoir de leur vouloir infailliblement garder le dernier poinct, qu'est celuy dont ils sont seulement en peine. Car je me fais fort dans ung jour vous faire convenir de touts les aultres, qui sont environ vingt cinq ou trente, mais de si petite conséquence, que je suis tout asseuré que nulle difficulté s'en présentera de ceulx-là, quand celuy de la sécurité de leur religion sera vuidé et bien arresté. La paix faicte en France (de laquelle toutesfois on leur rapporte tous les

jours de terribles nouvelles) nous sert infiniment. Il fault battre le fer durant qu'il est chaud. Car si nous ne l'emportons (comme j'espère que nous fairons), je m'asseure pour le moins que nous fairons sortir ceste couronne d'entre les mains de ceulx qui en abusent au préjudice des affaires du sang de France. Dieu nous en donne la grâce, affin que nous sachions bien embrasser et dignement conserver l'heur qu'il nous présente devant les yeulx, comme je m'asseure que Leurs Majestés (suivant leur accoustumée sagesse) n'y oublieront rien. Or ayant discouru bien au long à la reyne et au roy de Poulogne de tout ce que dessus, Leurs Majestés m'ont commandé de vous aller trouver en toute diligence pour sçavoir et leur rapporter vostre prudent advis sur tout ce que dessus. Mais la royne s'est advisée que vous auriez, quand j'arriverois en Boulogne, desjà passé la mer, et n'estant pas à propos que je vous suivisse en Angleterre, Sa Majesté m'a commandé de vous en escrire une bien ample lettre, laquelle elle accompagneroit d'une aultre sienne, à quoy je n'ay voulu faillir. Ne me reste donc rien à vous dire, sinon que Leurs Majestés la royne et le roy de Poulogne m'ont faict ouverte de quelques impressions qu'on leur donne, pour quoy ledict seigneur roy ne se doibve hasarder à passer par l'Allemaigne. Et sont leurs craintes fondées premièrement sur l'assassinement que les huguenots pourroient faire contre la personne de Sa Majesté, et secondement sur l'arrest qu'on pourra faire dudict seigneur roy pour arracher par ce moyen Metz, Toul et Verdun des mains du roy. Or combien que je ne suis pas si mal advisé que je me veuille mesler de respondre à tels monarques de chose de telle importance, si n'ay-je voulu faillir (m'ayant Leurs Majestés demandé mon opinion là dessus) de leur dire librement ce que j'en pensois et avois apprins du duc Jan Casimir et aultres de pardelà. Et quant aux deux poincts ensemble, je leur ay allégué, qu'il leur pleust considérer à quelle nation et à quels gens Leurs Majestés auroient affaire, et en cas que Leurs Majestés trouvoient qu'oncques les princes de la Germanie avoient faucé la parolle et foye donnée (donnée principallement par une voye tant authentique comme est une diette impérialle), que je consentirois que Leurs Majestés auroient à craindre semblables supercheries. Ce que Sa Majesté auroit tant moins à doubter, veu qu'elle ne passe sinon chez ceulx qui n'ont rien à gaigner d'une telle roupture de foy, ains qui ont cogneu par expérience et qui voient à veu d'œil, quand ils auroient désespéré le sang de France et aliéné par une telle méchanceté, que leurs adversaires les engloutiroirent à un grain de sel. Car qui ignore que rien ne maintienne les protestans (qui

sont ceulx où le roy aura à passer contre les catholiques de l'Allemaigne, desquels ils usurpent les biens et qui sont portés par le roy d'Espaigne, maison d'Austriche, le pape et touts les potentats de l'Italie, sinon le contrepoids de l'assistance de la couronne de la France ? Et ne fault pas alléguer que les actions et punitions exécutées contre les subjects du roy ne les ayent alienés de nous : je le vous confesse ; mais je vous nie tout à plat qu'il s'en ensuive que les princes protestans se veuillent ruiner à platte cousture pour cela. Car l'expérience nous monstre, et les histoires nous en rendent tant amples tesmoignages, que nulle hayne, tant grande soit elle, tienne contre celuy par le seul moyen duquel (et poinct aultrement) les hommes peuvent conserver leurs vies, leurs personnes, leurs biens, estats, femmes et enfans. Et quant à l'assassinement, je considère qu'il fault qu'il se face ou à la sollicitation et avecques intelligence du prince au pays duquel il se faict, ou bien sans son seu et cognoissance. Ce que dessus nous oste la défiance que nous debvons avoir des princes, si le tout est bien considéré et paysé. Et touchant qu'ung particulier huguenot le debvroit faire de son propre mouvement et sans le consentement du prince du pays, je dis : si ung ministre luy a mis tel acte en la teste, il le faira plustost exécuter aux terres d'ung prince catholique, pour animer le roy contre les catholiques, qu'aux terres d'ung protestant ; considéré que la ruine totale des protestans et huguenots en ensuivroit infalliblement ; et seroit le moyen d'échapper à un tel malheureux, méchant, détestable et exécrable homme aussi difficile et plus aux terres d'ung prince protestant (pour l'inévitable ruine que le prince protestant cognoist et est tout asseuré de debvoir suivre après ung tel acte) que non pas aux terres de quelque aultre potentat ; considéré mesmes que les moyens d'atraper les maléfacteurs sont plus prompts et mieulx ordonnés par l'Allemaigne, qu'en nul aultre pays du monde. Ce mesme me faict conclure, quand l'Empereur vouldroit commettre une si infâme méchanceté, qu'il trouveroit gens qui l'entreprendroient plustost en tout aultre pays que parmy l'Allemaigne. Moins doibt on craindre que les princes facent arrest de la personne du roy pour ravoir Metz, Toul et Verdun. Car tout ainsi que lesdictes villes ne peuvent estre répétées que par ung commun accord de tout le corps de l'Empire, ainsi estes vous asseuré de tout le corps de l'Empire (dont les résolutions consistent et dépendent des volontés des électeurs ensemblement) du libre et seur passage par l'Allemaigne, et ce par le décret de Francfort. Et ne se fault pas amuser à ce que le pouvoir de ceulx qui ont esté assemblés à Francfort n'y est inséré, ou que le grand sceau n'y est attaché,

car le décret est dépesché en la forme et selon le stile et usance de la chancellerie de l'Empire, et n'y auroit-on mis aultre sceau, quand il iroit de la conservation ou ruine et perte de tout l'Empire. J'ay dict au reste à Leurs Majestés qu'ils facent refeuilleter leurs papiers et par adventure trouveront-ils ce qu'a empesché les princes de la Germanie depuis le siége de Metz de ne rien plus attenter : assavoir qu'ils ne se peuvent accorder entre les mains de qui ils mettroient Metz et les aultres villes. Car sachant bien que, les mettant ès mains de l'Empereur, elles demeureroient annexées à ses héréditages, ils trouvent hors de toute raison d'advancer aux despens de toute la communauté et à leur perpétuel préjudice le proufict d'ung particulier expédient propre pour se mettre en servitude ignominieuse). De mettre aussi lesdictes terres ès mains du conte palatin, archevesque de Maience ou Trèves, ils considèrent le peu de moyen que ceulx-là ont de les deffendre. Joinct aussi que ceulx-ci ne s'en vouldroient jamais charger, de peur d'estre secourus lentement du corps de l'Empire (comme est la coustume, ne voulant personne mettre ses moyens et son argent pour faire grand son compagnon), et que par ainsi ils seroient au hazard de perdre le leur avecques ce qu'on leur auroit mis en guarde. Adjoustant que les Estats esloignés de ceste frontière ne se soucient pas que le roy tienne Metz, car ils se sentiroient plus foulés de mille talers, qu'il fauldra contribuer annuellement, que de la perte de Spire et de Strasburg avecques. Qui estime au surplus les princes tant dépourvus d'entendement qu'ils se voulussent attirer une guerre sur les bras, pour remettre ces villes après entre les mains d'ung villain, d'ung maire de ville?

Or pour mieulx m'informer s'il y auroit eu quelque difficulté importante à la résolution dudict passaige, j'ay tant faict qu'on m'a faict voir à Heydelbergk les opinions de chascun des députés qui ont esté assemblés à Francfort : mais j'ay trouvé qu'ils y ont tous consenty sans contradiction : et m'asseure de leur sincère intention dadvantage la façon de laquelle les princes ont faict procéder par leurs députés : et monstre le conte palatin par l'entreprinse qu'il faict faire par son fils le duc Cristoffel assez qu'il ne veult pas advancer les affaires de la maison d'Austriche, ains courrir une mesme fortune avecques nous en tout ce qu'attouche ladicte maison. Monsieur, il y a encore plusieurs aultres particularités qui nous rendent ample preuve que telles et semblables impressions que celles de dessus ne sont fondées sur aulcune raison et ne sont inventées (je leur dirois à leur nez et le maintiendray) que pour nous esloigner du bien que nous voyons préparé à ce noble sang de France. Et me faict

encores avoir plus de regret à la perte d'ung tel heur l'extrêmement grand malheur que je nous vois venir sur les bras, si nous faisions renaistre aux princes de l'Allemaigne l'ancienne mauvaise opinion qu'ils ont eue de nostre intention en leur endroict, comme nous ferons, si nous ne passons pas chez eulx, après les avoir faict rechercher et en avoir obtenu si advantageusement ce que nous demandions. Car oultre ce qu'ils se confirmeront en leur accoustumée soupçon (d'où sortira la subversion de tout le bien que nous pouvons à jamais attendre d'eulx), ils se sentiront tellement scandalisés et outragés (considéré qu'ils nous objecteront de les avoir soupçonnés de trahison et méchanceté) qu'ils se laisseront aller aux instances, requestes et importunités que leur font continuellement ceulx de Languedoc et aultres; et pour obvier que vous ne sçauriez exécuter contre eux la délibération que sans cela on leur a voulu persuader à toute force le roy de Poulogne avoir brassé avecques le Turcq à leur ruine, ils se jetteront à corps perdu avecques l'Empereur et le Moscovite au royaulme de Poulogne: aymant mieulx prévenir que d'estre prévenus. Or, pour tout cela que dessus, je n'entends en façon du monde m'ingérer à conseiller le roy de passer ou par l'Allemaigne ou ailleurs; ains m'ayant Leurs Majestés commandé de leur dire mon opinion sur le doubte et défiance qu'ils avoient, je n'ay voulu faillir au debvoir d'ung très-humble, très-affectionné et très-loyal serviteur que je leur suis et seray tant que je vivray au monde. Leurs Majestés m'ont enjoinct pareillement de vous escrire ce que je leur avois faict entendre sur les susdictes impressions, affin que vous leur en mandassiez pareillement vostre advis là-dessus. Pour conclusion vous diray-je que le conte palatin est prest d'envoyer son ambassadeur en Angleterre, aussi tost que Leurs Majestés luy en auront mandé le moindre mot. Vous ne sçauriez croire au reste la dévotion que monstre avoir ledict conte palatin (depuis la paix faicte) à vouloir complaire à Leurs Majestés. Et quant à mon particulier, j'ay bien trouvé tout le contraire de ce qu'on avoit voulu faire accroire au Sr de la Personne: car au lieu de me faire mauvaise chère, je n'ay jamais esté veu de meilleur œil, et combien que je n'y ay rien négotié comme envoyé de la part du roy, ains comme personne privée, si m'a-t-il faict loger au chasteau et traicté plus honorablement que je ne fus jamais audict Heydelbergk. Le duc Jan Casimir mettra à effect (je m'en asseure) ce dont vous avez dernièrement escrit à monsieur de la Personne, encores qu'il l'aye renvoyé ung peu loing, en parlant de cest affaire audict Sr de la Personne. En somme, vous obtiendrez de luy tout ce que le roy luy commendera, estant auprès de Sa Majesté. En

attendant je me recommenderay très-humblement à vostre bonne grâce, priant le Créateur, Monsieur, de vous donner en parfaite santé très-heureuse et très-longue vie.

De Paris, ce 1er de septembre 1573.

INSTRUCTION AU SIEUR DE SCHOMBERG.

Bibl. imp., Mss. coll. Colbert, 338.

Ayant pleu à Dieu par sa bonté et clémence, qui est celle qui distribue les royaulmes à qui bon luy semble, de faire eslire roy de Pollogne par le commun et universel consentement des Estats du pays Monseigneur duc d'Anjou et de Bourbonnois, frère du roy, il a rendu grandes grâces à Dieu d'un tel bien, et en a receu telle joye et plaisir en son cœur, que l'on peult estimer convenir à ung prince généreux qui voye l'accomplissement du plus grand désir qu'il eust jamais en ce monde, qui estoit de commander à une nation belliqueuse telle que est la pollonoise et de pouvoir par le moyen d'une telle couronne estre proche de la voisinance des princes de la Germanie, anciens amis alliés et bienveillans de ses prédécesseurs roys et de la couronne de France. Ce qui luy faict espérer que lesdicts princes auront d'autant plus agréable son avancement à la susdicte couronne et voudront en son endroit user d'amitié sincère et réciproque à celle qu'il se délibère de leur porter perpétuellement, selon son inclination naturelle et à luy comme successivement délaissée par sesdicts prédécesseurs.

Et pour faire cognoistre ausdicts princes la sincérité de son cœur, le grand estime qu'il faict d'eulx, de leur constance et vertu, et combien il désire leur estre uny d'amitié, il a donné charge au Sr de Schomberg, chambellan ordinaire du roy son frère, de les visiter de sa part, leur faire entendre le contenu cydessus, leur offrir tous bons et amiables offices et les asseurer qu'il a toute volunté de vivre avec eulx en bonne amitié et intelligence. Laquelle pour mieux establir et asseurer entre eulx à ce qu'elle ne puisse estre violée ni interrompue par les praticques de ceulx qui ne la pourront possible veoir que à leur regret, pour cognoistre qu'elle tende à la commune grandeur desdicts princes et de

mondict seigneur, il leur offre dès à présent une ligue deffensive pour leurs communs Estats et le royaulme de Pollogne contre toutes personnes de quelque qualité qu'elles soyent, qui les vouldroyent opprimer pour quelque cause et occasion que ce soit, et en cas que les Estats des ungs ou des autres vinssent à estre envahis, qu'il sera advisé par ensamble: ce qui cédera au bien et grandeur des susdicts princes et de mondict seigneur et servira grandement à mieulx establir et asseurer ung bon repos parmy la Germanye, laquelle il n'y aura aucun autre prince qui ause penser d'assaillir, quand il verra une telle conjunction d'amitié et de bonne intelligence entre le susdict royaulme de Pollogne et les Estats des susdicts princes.

Ausquels comme mondict seigneur faict telle offre pour le seul respect de la singulière bonne amitié qu'il leur porte, aussi espère-t-il qu'ils le recevront en bonne part et l'ambrasseront de toute affection, ainsi qu'il les en prie affectueusement.

XI

ARRIVÉE DE HENRI DE VALOIS EN POLOGNE

MÉMOIRE DU SIEUR DE LANSSAC.

Bibl. imp., Mss. fonds français, 3258.

Tant les catholiques que ceux des autres sectes qui sont au royaume de Pologne attendent de voir en leur roi un grand exemple de piété et religion, parquoi, outre le mérite et devoir envers Dieu, il servira beaucoup à l'établissement de son État, confirmation des infirmes et réduction des dévoyés.

Que Sa Majesté continue les œuvres de sa religion comme elle faisait en France, à savoir, d'ouïr ordinairement la messe et les vêpres, et surtout de se garder bien à blasphémer le nom de Dieu, non plus qu'elle a accoutumé jusqu'ici, chose qui lui a acquis une bienveillance générale de tous ses sujets.

S'acheminant Sa Majesté par les chemins, la coutume est aux villages même, en Pologne, que le roi fait asseoir en sa table tous les ambassadeurs, évêques, palatins et castellans. S'ils ne veulent dîner et qu'ils soient debout, il les fait asseoir et leur commande de se couvrir : et faut que le roi regarde de le leur faire faire, autrement ils le feraient d'eux-mêmes.

Sa Majesté continuera aussi d'avoir pour propos en tels lieux choses dignes de son titre, aimant la nation de Pologne une grande gravité, douceur et prudence en leurs rois.

Quant à ce qui importe les Allemands, bien que d'autres lui en peuvent dire leur opinion, si est-ce que, depuis quatorze ans ayant pratiqué leur nation, j'oserais supplier Sa Majesté d'avoir les oreilles grandes pour ouïr toutes choses et les oublier, oui oublier tout aussitôt, sans prendre aucune passion, et surtout prendre garde que, par quelque indiscrétion ou de quelque gentilhomme ou des valets, ils n'aient occasion de se plaindre, douloir ou attenter quelque chose de pis.

Quand Sa Majesté approchera les limites de Pologne, l'évêque de Cuiavie, accompagné du palatin de Bresten (Brześć), du capitaine de la Grande Pologne, du maréchal de la cour et de plusieurs autres seigneurs, viendront au-devant d'elle ; l'évêque fera une oraison, les chefs de laquelle il a envoyés par le Sr de Cosobouski qui est ici présent, à ce que Sa Majesté soit informée de ceux pour y répondre. Il y a loi en

Pologne que, quand le sénat ou un sénateur parle au roi, le roi lui répond de sa bouche. Toutefois, à cause de la difficulté de la langue, Sa Majesté pourra seulement leur dire quelque peu de paroles et remettre le surplus à celui qui aura charge d'elle de répondre aux harangues des provinces. Ils viendront en armes au-devant de Sa Majesté : il me semble qu'il serait bien séant que sadite Majesté fût sur un cheval de service et royalement vêtue.

Arrivant à Poznanie, se gardera bien de loger en maison particulière, bien qu'il en soit requis, mêmement du comte Stanislas de Gorka, mais ira loger tout droit au château.

Faudra prendre garde qu'un bruit qui commençait à se répandre ne passe plus avant, de peur qu'il s'en suive une guerre civile ; car ceux de la Grande Pologne disent que ceux de la Mineure leur ont usurpé le lieu du couronnement ; qu'à cette heure, s'ils voulaient aussi leur usurper les lieux des comices et des diètes et ne leur donner bonne assurance qu'elles se feront à Warsovie, lieu destiné pour celles, et non à Cracovie, qu'ils prendront le roi et le mèneront à Gnezne, lieu ancien pour le siége des rois, et là par l'archevêque, qui a seul le pouvoir de ce fait ou au moins est le principal à ce fait, le feront couronner. Le remède, si cela était, est déjà trouvé ; car de tous les palatinats de la Grande Pologne, ils ont député certains gentilhommes pour assister au couronnement, lesquels pourront en ce cas protester de nullité en la Convention, si elle se faisait à Cracovie et auparavant le couronnement, ne pouvant autre que le roi couronné convoquer les comices.

Sur toutes choses, que le roi tende à se faire couronner sans qu'auparavant il entre en négociation d'aucunes affaires.

Après son couronnement faudra concerter, à savoir s'il sera plus expédient pour l'établissement du gouvernement absolu de Sa Majesté de commencer à régner par la guerre contre ceux qui ont usurpé beaucoup de pays des frontières, ou par la paix. Si c'est par la guerre, la facilité de vaincre y est, tant à cause du désir qu'a toute la noblesse de Pologne de prendre les armes et ne demeurer plus en oisiveté, qu'à l'occasion de la tyrannie de son ennemi, insupportable à ses peuples ; et la victoire rendra Sa Majesté crainte, révérée et aimée, et par conséquent toutes choses pourront au susdit établissement prendre meilleur trait et selon la seule volonté de Sa Majesté.

Néanmoins, si l'on considère que l'argent qui devrait être employé en beaucoup d'autres choses plus nécessaires se pourrait consumer à cela, et, par cette seule considération ou contrainte instigation, qu'il fallût

désigner la diète, ce sera à Warsovie, après le couronnement, et non ailleurs, ayant Sa Majesté la Mazovie dévouée du tout à son intention.

Bien que, sadite Majesté pour ne savoir la langue ni les lois du pays, et pour n'avoir encore le nom entre eux que quelque heureux succès en son administration avec le temps lui pourrait apporter, il faudrait, ou par concion publique ou par gens interposés fidèles de Sa Majesté, et de l'ordre équestre, faire entendre par les palatinats combien ce leur serait chose préjudiciable si le roi ne pouvait dispenser des bienfaits pour rétribuer le bien aux bons, de quelque qualité qu'ils soient, pourvu qu'ils soient gentilhommes ; ce qu'il ne pourrait faire étant assisté des conseillers [1], lesquels feraient tomber toutes choses en mains de leurs parens, et priveraient les gentilhommes de leurs mérites, s'ils n'avaient parenté avec eux ou si, comme on voit ordinairement la corruption avoir lieu en tels grades, ils n'y étaient admis par ceux avec argent ou autres moyens obliques. Aussi, si Sa Majesté n'avait la justice entre ses mains, comme ses prédécesseurs l'avaient, le temps infailliblement amènerait plus de prévarication en celle, qu'il n'en y a eu sous le règne du plus négligent roi qui fût jamais, comme il se voit entre nous, où est l'ordre de justice que maintenant l'on veut introduire en Pologne ; et s'il faut regarder à l'institution, toujours le gouvernement a été plus louable d'un seul, que non pas de tous ou de plusieurs. Donc, si en son essence et en ses accédens il a été et est meilleur d'être régi par un chef, qu'ils le laissent être roi seul, car il n'est pas vraisemblable qu'une telle nation, étant née tant libre, doive croire de se laisser gouverner par un tyran.

Si la première diète après l'élection est tenue à Warsovie, il n'y a qu'une chose à craindre, c'est que, la Mazovie ayant beaucoup de bonne dévotion à la princesse, ils ne veulent avec les Lithuans pourchasser le mariage du roi avec icelle, lequel, quand il devrait advenir, serait plus supportable que non la rigueur des conditions qu'aucuns sénateurs veulent faire passer à Sa Majesté, lesquelles pourront être assez bien facilement annihilées. Toutefois je ne fais point de doute que la chose étant d'extrême conduite et y employant l'aide du castellan de Racionge [2], qui est de grande autorité entre eux, et lequel j'ai déjà sondé et trouvé capable de la raison et particulièrement amateur du repos et des volontés du roi, la chose ne succède selon le désir de Sa Majesté. Les principaux

1. C'est-à-dire les sénateurs, *Consiliarii*.

2. Stanislas Kryski, castellan de Raciąż.

qui ne le désirent point, et qui l'empêcheront, de ceux que j'ai su certainement, sont : les palatin et castellan de Sandomir, et les frères dudit de Sandomir, en la Mineure Pologne, et généralement tous ceux de la religion prétendue réformée ; en la Majeure Pologne, le palatin de Brestan, le maréchal Opalinski et sa race ; aussi la race de Gorka et celle de Tomicki et généralement tous ceux de ladite religion prétendue réformée ; en Prusse, la famille de Cosca (Kostka) et le palatin de Khelme (Chelmno) ; en Russie, le palatin dudit pays et celui de Lublin ; en Lithuanie, ceux qui ont proposé ledit mariage, eux-mêmes ne le veulent pas, à ce qu'ils m'ont dit. Des évêques, l'archevêque et l'évêque de Cuiavie et celui de Plock seront toujours de l'opinion du roi.

Par le même moyen de ceux qui négocieront avec la noblesse, le roi sera aussi exempt de la promesse faite des états (c. à. d. les charges et dignités publiques) à la maison de Zborowski, mais il lui faut tenir la promesse de l'argent.

Le négoce qui donnera plus de peine à Sa Majesté sera le fait de la réunion touchant Volynie, Kijovie, Braslavie ; mais il faut jeter le pain qui est déjà destiné à la gueule de ceux qui aboient, pour les faire taire, et ce par le moyen du palatin Laski, qui les a conduits en nos parqs, et lequel Laski a aussi grand intérêt en cette affaire ; et néanmoins les payer toujours de raisons, leur faisant entendre que ce serait pour émouvoir une guerre civile, et que quand les ambassadeurs firent cette promesse, ce fut avec protestation verbale, laquelle ils acceptèrent, que c'était pourvu que cela fût chose qui se pût faire sans altération de l'État et sans effusion de sang.

Il faut contenter le palatin Laski de la promesse d'argent à lui faite, afin que lui, qui est homme de cœur et d'entreprise et réduit à beaucoup d'affaires, mêmement par la nouvelle prise de son bien faite par l'Empereur, et de la liberté d'évader et se séparer de lui donnée à sa femme, il n'attentât, lui étant désespéré, quelque chose dedans ou dehors le royaume.

Sa Majesté est aussi obligée à payer ce qui est dû aux soldats de la frontière, et mêmement les reistres, qui sont sous la charge du colonel Czwerte Wayer, au payement desquels Sa Majesté a déjà commencé donner ordre, comme il sera nécessaire qu'elle parachève, étant sur les lieux, afin que le castellan de Dantzig et le capitaine de Gouloube, son frère, retirent leurs enfans qu'ils ont baillés pour otages, et désengagent leur revenu qu'ils ont mis en mains desdits reistres pour leur payement, et que les autres soldats, tant de Lithuanie que Podolie et Russie, qui sont

tous gentilhommes, soient plus prompts d'employer leurs paroles, leurs vœux et leurs mains pour Sa Majesté, comme ils firent à son élection.

Les moyens pour trouver promptement bonne somme d'argent pour satisfaire aux choses susdites, je pense que ce seront ceux des Juifs et de la ville de Dantzig.

Quant à la dispensation des états, les principaux qui vaquent sont : deux évêchés, l'un en Prusse et l'autre en Russie ; le palatinat de Poznanie, le vice-cancellariat, l'état de grand chambellan, et j'estime que celui de maréchal de la couronne sera vaquant par la cession que sera tenu d'en faire le palatin de Cracovie ; le grand échanson, le tranchant, la prépositure de Plock, l'état du premier secrétaire, l'état de castellan de Poznanie, qui viendra à vaquer. L'évêché de Prusse ne se peut donner plus dignement qu'au chanoine Cosca ; celui de Russie à l'évêque de Khelme, et l'évêché de Khelme à l'abbé de Cosacowski, qui a un brevet du feu roi de celui de Prusse. Le palatinat de Poznanie au castellan dudit lieu, qui succède ainsi ordinairement et est de l'illustre famille des Charncoski, sénateur prudent, homme de bien et homme catholique, non suspect d'avoir intelligence avec les voisins de cette frontière-là au préjudice de la grandeur de l'État de son roi. Le vice-cancellariat audit chanoine Cosca, homme propre à tel office, tant pour le rang de sa famille et le mérite d'elle, que pour l'intégrité de sa vie, exercice en affaires du royaume, doctrine et éloquence en langues étrangères, latine et maternelle, outre l'innée affection qu'il a au nom français et particulièrement au service du roi de Pologne ; et lequel état de vice-cancellariat a été presque toujours joint à un évêché, chose que l'on a jugée être nécessaire pour plus authoriser ledit état, qui est les yeux, les oreilles et la bouche du roi. L'état de grand chambellan au castellan Racionzki, gendre du palatin de Plock et neveu de l'archevêque, homme en ses mœurs et dévotion à l'endroit de Sa Majesté plus Français que autre homme, splendide, d'esprit vif et néanmoins reposé, fort éloquent en la langue latine, espagnole, allemande et italienne, ayant longtemps demeuré en la maison de Ferrare et à la cour de l'empereur Charles V, où était ambassadeur son frère ; et lequel étant gratifié de tel état, toute la Mazovie pensera que le roi se ressent de leurs fidèles volontés, et que pour cette occasion il en aura choisi un entre eux pour approcher si près de sa personne. Si le maréchalat de la couronne vient, comme dit est, à vaquer, par l'ordre tenu en Pologne et pour les mérites du maréchal de la cour Opalinski, ledit état de maréchal de la couronne lui est dû, et celui de la cour, qui vaquerait par ce moyen, serait dignement employé au sire Andréas

Zborowski, gentilhomme de très-illustre et très-puissante famille, très-sage, très-homme de bien, et très-affectionné au service du roi, et sachant les langues latine, italienne et allemande ; et si ledit palatin de Cracovie ne laissait ledit état, ains le palatinat, celui palatinat ne saurait être mieux qu'entre les mains du sieur Zborowski. Mais pour contenter en ce cas ledit maréchal Opalinski, il lui faudrait promettre après la mort du chancelier, lequel est homme vieux et fort caduc, ledit état de chancellier, qui tombe ordinairement en mains d'un homme de robe courte. L'état d'échanson au comte Christophe Rozrazewski, neveu du palatin Laski, lequel est homme nourri en France et que j'estime très-fidèle et qui a connaissance de plusieurs langues. L'état de tranchant à Tomicki, qui est ici, que Sa Majesté connaît assez. La prépositure de Plock à celui qui l'est de Breslaw, et qui néanmoins ne s'y osa tenir à cause des griefs que l'Empereur lui fait pour avoir fait service au roi de Pologne, et est aussi neveu du palatin Laski, homme de très-grand savoir, de sainteté de vie, et digne de parvenir à chose plus grande qu'icelle, et qui a été nourri en France quatorze ou quinze ans. L'état de premier secrétaire à Solikowski, les services duquel ne se peuvent en façon qui soit exprimer, ayant toujours soutenu la bonne réputation de Sa Majesté contre les calomniateurs d'elle, tant par ses écrits que par plusieurs belles concions ; il est très-docte en la langue latine et sait plusieurs autres langues, homme de bien, grand catholique, fort religieux, de bonne vie, ayant grande expérience des affaires du royaume, propre de bien satisfaire au devoir d'un tel office. L'état de castellan de Poznanie, venant à vaquer, serait bien employé au castellan de Gnezne; et celui de Gnezne au Sr Jehan de Zborowski.

Toutes les choses susdites sont des outils par lesquels Sa Majesté pourra besoigner, mais pour la guider à cela, faut qu'elle se rapporte par delà et prenne sa confidence de toutes ses affaires principalement en quatre personnages, qui sont de très-grandes familles, de très-grande authorité, de grande suite, de grande prudence, de louables mœurs et intégrité de vie, de grande expérience, dextérité et intelligence au maniement des affaires du royaume ; de très-fidèles et si passionnés serviteurs de Sa Majesté, que non-seulement ils ont employé pour la grandeur d'elle leur esprit, leur aide et leurs vœux, et de leurs amis, mais encore ont hazardé et mis tout leur pouvoir, et aucuns jusqu'à leurs propres enfans, qu'ils ont engagés, et retiennent toujours cette même bonne volonté en toute occasion qui se présente pour faire service à Sa Majesté, sans qu'ils aient en cela cherché leur profit particulier, mais seulement

eu égard à ce qu'ils ont jugé être le bien de leur patrie. Lesdits quatre personnages sont : l'évêque de Cuiavie, le castellan de Dantzig, le maréchal de la cour, Opalinski, et Andréas Zborowski.

Rendre réponse à la lettre du palatin de Sandomir écrite en italien, et en diligence.

Les grandes dépenses du comte de Tarnof et de Samuel Zborowski.

Surtout que Sa Majesté en faisant bien, comme elle a fait jusqu'ici, ne se laisse point étonner des paroles.

Qu'il plaise à Sa Majesté avoir commisération de deux pauvres femmes veuves avec leurs enfans par delà, desquelles les maris, à savoir, le capitaine Fignau et le Bonleman, étant au navire du sieur de Lanssac, à son retour par Dannemark, ont avec plusieurs de ses mariniers été malheureusement et ignominieusement exécutés par le commandement du roi dudit Dannemark, à la contumélie et mépris de Leurs Majestés, et non pour autre occasion que pour avoir fait service à elles et au feu roi de Pologne, son prédécesseur, en la guerre qu'il avait contre ledit roi de Dannemark, à cause de la navigation des mers, dont toutefois les deux susdits capitaines avaient leurs commissions authentiques dudit feu seigneur roi de Pologne, lesquelles ils ont montrées en leur faisant leur procès, et n'y a voulu ledit roi de Dannemark avoir aucun égard, combien que la paix intervenue ait aboli tous actes d'hostilité et effacé la mémoire.

MEMORIALE AD SACRAM REGIAM MAJESTATEM A DOMINO SOLIKOWSKI PER DOMINUM EPISCOPUM VALENTINUM OBLATUM.

Bibl. imp., Mss. coll. Colbert, 338.

Imprimis Deo gratias ago, quod is talem principem ultro nobis ostenderit, quem in regem nostrum eligeremus, ex quo Respublica nostra et regnum hoc, non solum tantis utilitatibus affluet, sed etiam sempiternum decus et gloriam assequetur. Gaudeo et ipse meos conatus et studia pro hoc felicissimo principe hoc interregno suscepta ad eum finem pervenisse. Polliceorque mihi de Ejus Sacra Regia Majestate hæc duo : alterum, quod in omnibus consiliis et actionibus suis a Deo gubernabitur,

cum ita ex animo pietatem colat, et sanctam Christi religionem tanta fide et studio complectatur; alterum, quod fideles præmonitiones meas in rem et dignitatem ipsius et felicem ejus regni statum non aspernabitur, sed gratas habebit. Non quod ea cæteris rectius videam, vel ad me Reipublicæ cura magis quam ad alios pertineat : sed quia hunc principem semper meum esse putavi, et in eum omni studio meo ferebar : cum meus jam re ipsa rex sit et princeps, ad me pertinere intelligo dominum et regem meum, primo quoque tempore de iis quæ ad eum pertinent, et ad me non minus quam quemvis alium, præmonere.

Vadunt ad Ejus Majestatem senatores nostri, viri quidem prudentes, sed et religione et rerum judicio dispares. Habent mandata quædam, quæ a sententia illustrissimorum oratorum Galliæ alieniora, et contra mentem nostræ nobilitatis sunt. Unum est juramentum de pace conservanda inter dissidentes de religione : aliud de proventibus Gallicis in usum hujus Reipublicæ conferendis : tertium de servitoribus Gallis expediendis : tandem de debitis dissolvendis : postremo de conjugio Serenissimæ Infantis : fortasse et de possessionibus illius, jure hæreditario et obligatorio ad ipsam pertinentibus : forte et de officiis quibusdam certis personis assignandis. De his rebus hæc est mea sententia.

Primum de juramento : rex pietatis amans, et divinæ gloriæ cupidissimus, facilius connivendo tolerare, quam jurejurando confirmare potest sectas ; quod si faceret, juramenta essent contraria. Catholici pro se omnes leges habent, in quibus est antiqua confœderatio, cui hæc recens contraria est. Si jurabit in utrumque, jurabit contraria. Sed consulendo rerum necessitati, optime polliceri et jurare potest se inter dissidentes de religione pacem esse conservaturum, et omnibus dissensionibus ac bellis civilibus occursurum, ut pax, unitas et concordia retineatur. Neque dubitet Regia Majestas quin ipse cum sit vere catholicus, suo exemplo brevi omnes ad cultum antiquæ religionis sine sanguine et flamma et ferro revocare, et regnum ab erroribus et blasphemiis repurgare, omnibus discordiis et seditionibus facile obviam ire possit. Aliud erat de rege mortuo, cujus indulgentia eo fuit perniciosior Reipublicæ, quod eum quæque secta suæ opinionis participem esse putabat. Quem si vidissent unius religionis summum cultorem esse, nemo esset qui non ejus constantiam sequi voluisset. Ita illud dictum, si usque alibi, certe apud Polonos verissimum est : « Regis ad exemplar totus componitur orbis. »

Proventus suos e Gallia, ut ad se in Poloniam, hoc est ad regnum suum et personam suam, adferri velit et promittat Regia Majestas, nihil justius, nihil convenientius. Atqui, ut ne eis vel uti, vel de eis suo arbi-

trio statuere possit, hoc neque e dignitate regis est, neque a quoquam e nobilitate cogitatum vel expetitum : satis est illa in Polonia relinqui. Quid si alium regem elegissemus, qui nihil obtulisset, quas leges illi præscripsissemus ?

Ut nullos servitores Gallos Regia Majestas apud se retineat, neque hoc nobilitas cogitavit. In alios quosvis ea statuenda fuerunt, nobis minus gratos, non in Gallos nobis et moribus similes et nihil fortunarum nostrarum ambientes : satis est quod officia non extraneis, sed indigenis dabuntur. Quod si qui extranei indigenæ efficiantur, hoc non est incommodo, sed commodo et ornamento Reipublicæ : nihil enim inde auferrent, sed sua etiam omnia inferrent.

Debita dissolvere, fidem regni liberare, magnæ beneficentiæ et libertatis argumentum est, et tanto rege dignum. Sed eorum tenenda est ratio ; triplicia enim sunt : prima, quæ a mercatoribus contracta sunt a rege nostro in privatos quosdam usus ; secunda, quæ in usum Reipublicæ conversa sunt ; tertia, quæ in interregno senatus conflavit. De primis cognoscendum erit si non Regiæ Majestati et Reipublicæ interest videre quorum authoritate ea sint confecta, cum sigillo regni careant. De secundis hoc sciat Majestas Regia, debita, quæcumque in usum Reipublicæ contracta sunt, sunt obligata et inscripta in bonis et fundis Reipublicæ, quæ bona a creditoribus possidentur ; expedit et regi et Reipublicæ ea redimi successive : majores enim sunt eorum proventus, quam summæ pecuniariæ in eis inscriptæ. De tertiis exsolvendis nullum est dubium, sponte hoc offerentibus Regiæ Majestatis oratoribus.

De Serenissimæ Infantis regni Annæ conjugio cum Regia Majestate agetur. Petunt enim Ordines regni, ut quemadmodum a nobis universis libenter et libere propter singulares virtutes suas rex electus est, ita etiam is hanc ultimam stirpem regum nostrorum, ea uxorem ducta, ita illustrare, et Polonorum charitatem erga sanguinem regum et dominorum suorum commendare in persona sua velit. Quod non datur ut conditio, sed ab oratoribus Majestatis Regiæ prudenter et necessario oblatum est. Nihil enim profecto majore dignitate regis et regni, nihil majore commodo et felicitate fieri poterit. Habet enim Serenissima Infans hæreditaria bona plurima et, si vel donabit vel remittet summas Regiæ Majestati etiam in bonis obligatis, rex habebit in Lithuania et Podlachia opulentissimas possessiones. Præterea quidquid auri, argenti et monilium est, quorum est ingens copia, quidquid supellectilis aureæ, argenteæ longis temporibus collectæ, stragulæ, tapetum, gemmarum, margaritarum, stabulorum, equitiorum, omne hoc Serenissimo regi nostro electo

fata cum hac virgine reservarunt. Cumque ita sit prudens, ita pia et sancta princeps, et illi beatissimi et nos sub illorum dominatu felicissimi erimus. Hæc est mea sententia de his articulis : aliquot personarum judicio magis indulti quam promissi videntur esse priores illi quatuor.

De testamento et possessionibus Serenissimæ Infantis, si quid agere volent oratores, tum et de officiis regni et aulæ, nihil ut ibi statuatur consultius esse videtur.

Hoc etiam ob oculos Regia Majestas habeat, in nobilitate omnem constantiæ spem sitam esse. Plerique enim ex senatu sub umbra Reipublicæ res suas tantum aguiit, et nunc vincula quædam nectunt, ut eis plus et in regem et in nobilitatem liceat; sed hoc nihil moveat Regiam Majestatem. Aulam, sive aulicos servitores veteranos et bene meritos defuncti regis, ut habere sibi commendatos velit Regia Majestas, æquum est. Habent enim majorem usum rerum quæ ad regem pertinent, quam cæteri, licet e senatu, qui domi delitescunt, et saltem in comitiis adesse solent. Aula vero regia est tanquam inventarium totius regni, stabulorum, equorum, armentorum, armamentariorum, curruum, vinariorum, venationum, ordinis et consuetudinis Poloniæ regum ; qui tamen aulici, propter virtutem, qua fere sola ad rerum emendationem in Republica viam aperuerant, senatum sibi infestum experiuntur, ita ut eos a rege removere, tyrones vero suos illi obtrudere velint.

Cum autem de clementissima gratia Regiæ Majestatis prolixe mihi pollicear, et humiliter petens, et fidelissime Majestati Ipsius consultum esse cupiens, oro ut Majestas Regia Reverendo D. Joanni Bonikowski, præposito Lomciciensi, homini bene de patria merito et singulari virtute prædito, jam multis abhinc annis continue in aula versanti, et rationes omnes possessionum regiarum et cancellariæ regiæ tenenti, sigillum minus regni, seu vicecancellariam, dare velit una cum præpositura Plocensi. Ego vero, etsi in magnam spem singularis gratiæ Majestatis Ejus per Illustrissimos oratores erectus sim propter nescio quæ merita mea, tamen non multa peto. Contentus enim esse possem, si Majestas Regia mihi majorem secretariam regni, et præposituram Lomciciensem post Dominum Bonikowski, assignare velit. In qua minore conditione commodius servire potero Ipsius Majestati, quam in majore. Quoniam autem, ob causam Majestati Regiæ cognitam, multorum etiam potentissimorum invidiam sustineo, ab ea me facile gratia Majestatis Ejus vindicabit. Inveniet in me Majestas Sua fidem, studium et diligentiam, utinam et dexteritatem eamdem, quæ fuit hactenus.

LETTRE DE M. DE SCHOMBERG A LA REINE MÈRE.

Bibl. imp., Mss. coll. Colbert, 400.

MADAME,

Vostre Magesté aura entendu des sieurs de Pigaillard et Frégouse l'heureux adcheminement du roy de Poulogne (Dieu soit loué) et la fasçon, de laquelle nous nous y gouvernons. Or, s'en retournant présentement le sieur de la Nocle pardevers Vos Magestés, je n'ay voulu faillir de l'accompaigner de la présente, qui sera pour très-humblement advertir Vostre Magesté que le roy de Poulogne a encores ung coup passé heureusement le Rhin. Il est arrivé le mesme jour en ceste ville de Francfort, où le magistrat a usé de fort honestes façons à l'endroict de Sa Magesté. Mais il n'y a pas eu faulte de gens qui se soyent mis en tout debvoir d'essayer à donner des alarmes bien lourdes à Sa Magesté, lesquelles toutesfoys Sa Magesté a trouvées entièrement faulses et mensongières, ainsi que ledict sieur de la Nocle pourra faire entendre à Vostre Magesté de bouche. Et ne me peulx enguarder que je ne die à Vostre Magesté qu'il y a des gens, et mesme en ceste trouppe, qui ne s'estudient à aultre chose, et si le roy de Poulogne, vostre fils, estoit aussi prompt à adjouster foy à leurs inventions, qu'eulx sont eshontés et diligents avecques cela à en bastir à toutes heures de nouvelles, je ne sçay que nous ferions. Mais Sa Magesté se monstre si magnanime et résolue, que j'espère que la honte qu'ils ont de voir ainsi dédaigner leurs artifices, les fera s'en départir à l'advenir. Nous ne négligeons toutesfoys rien, et croys que Vostre Magesté entendra par ceulx qui s'en retournent vous trouver, qu'il ne tint pas de ma peine et soing que nous ne soyons bien et asseurément advertis à toutes heures des occurrences qui se peuvent présenter ; pour le moings et moy et mes gens (que j'ay esté contrainct pour suffire à ces journées d'accroistre jusques à trante-cinq chevaulx) sommes tousjours sur pied et en campaigne. En quoy je suis bien secondé par monsieur le maréchal de Retz. Or le roy part aujourd'hui de ceste ville, pour aller coucher à Hanau et se rendre le 23e de ce moys à Foulde, où Sa Magesté s'est résolue à l'instance des Poulognoys de faire la feste de Noël. De là il s'acheminera à Vach, où le landgrave l'attend en très-bonne dévotion. Il a envoyé quatre gentilshommes à diverses foys par devers moy pour s'informer au vray du jour de l'arrivée

de Sa Magesté et pour remarquer la fasçon (comme je me suis apperceu) dont le conte palatin et monsieur de Mayence usoient à l'endroit du roy ; il faict estat de venir deux lieues au-devant du roy. Le conte palatin a envoyé courrier sur courrier en Saxe, commandant expressément au duc Jan Casimir de se trouver audict Vach, et ce pour presser le landgrave et le pousser à une bonne et définitive résolution, touchant le faict de l'intelligence. Ledict conte palatin envoye avecques nous (oultre le duc Christoff et conte Ludowig) le licentiat Zuleger, ung de ses plus confidants conseillers, pour faire le mesme effect. Il avoit pareillement donné charge à docteur Ohem de s'en aller en compagnie du conte Johann de Nassau, frère du conte Ludowig, trouver l'électeur de Coulognes, pour le faire accepter ce que Vostre Magesté sçayt et l'induire à abjurer éternellement la maison d'Austriche. Or pour ce que nous trouvions ledict docteur Ohem plus traitable et plus rond et entier que ledict Zuleger, qui a tousjours le faict de ceulx de la Religion de France en la teste et en la bouche, j'ay tant faict que ledict docteur (qui est le premier conseiller de son maistre, et très-confidant à l'électeur de Saxe et landgrave) a promis au roy de se trouver chez le landgrave, pour pousser à la roue. De sorte que j'espère que les lettres que le roy escrira à Vos Magestés au partir de Vach vous apporteront encores plus de satisfaction que n'ont faict les précédentes. Or pour retourner au discours de nostre voyage, j'envoye à Vostre Magesté la liste des logis que le roy entend faire entre ici et Meseritz. Et pour ce que je ne doubte pas qu'il y en aye qui ne vous preschent le dangier du passage sur les terres du conte de Hanau et abbé de Foulde, je n'ay voulu faillir de vous faire entendre, par ledict sieur de la Nocle, l'ordre que j'y ay mis, et supplie très-humblement Vostre Magesté de ne s'imaginer aulcune peur de la personne du roy ni du bagage pareillement, moyennant que chacun veuille garder l'ordre que je leur ay prescrit et Sa Magesté commande très-expressément d'ensuivre. L'abbé de Foulde attend le roy à Foulde. Le conte de Barbi est à Eysenach, accompagné du gouverneur de Thuringue, lesquels deux conduisent le convoy de l'électeur de Saxe, qui est fort beau et grand et nous viendra prendre au sortir de Vach. Le landgrave m'a faict entendre qu'il a envoyé par devers l'électeur de Saxe homme exprès aussi tost qu'il a receu la lettre que Vostre Magesté luy escrivoit de Blamond, pour l'inciter à l'entreveu du roy et de luy ; dequoy sa femme (à l'instance de l'impératrice) le retint par cris, pleurs, et continuelle lamentation. Mais je croys que le sieur de la Rochepozay, que le roy y a envoyé (par l'advis mesme du conte palatin) lèvera ceste

difficulté et advancera la venue du duc Jan Casimir. Nous sçaurons des nouvelles dudict électeur de Saxe à Vach, duquel lieu le roy de Poulogne vous escrira à mon opinion bien particulièrement du fruict qu'il peult espérer de son voyage par Allemaigne. Dieu veuille que le tout puisse réussir (comme j'espère) au contentement de Vos Magestés. Pour le moings n'oublions-nous rien, que je penseray y pouvoir servir. En attendant, je prieray le Créateur, Madame, qu'il luy plaise octroyer à Vostre Magesté ung très-heureux accomplissement de vos désirs.

De Francfort, ce 20[e] de décembre 1573.

De Vostre Magesté le très-humble, très-obéissant et très-affectionné subject,

SCHOMBERG.

DE TRANSITU HENRICI PER GERMANIAM CUM IN POLONIAM DISCEDERET AD CAPESSENDUM REGNUM.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza, ex mss. Bibl. Zalus., 397.

Quoniam omnes ad quos fama adventus regis Poloniæ in hanc civitatem pervenit summo desiderio teneri existimavi cognoscendi, quo comitatu rex ille civitatem hanc inierit, quomodo exceptus fuerit et quando discesserit, rem gratam me tibi facturum apud me statui, vir clarissime, si quæ ipse vidi et ab aliis fide dignis accepi, ea ad te scriberem, et hac quasi accepta occasione, ad intermissum jam diu scribendi officium redirem. Quare hæc paucis habeto : ingressus est in hanc civitatem (et quidem præter omnium fere expectationem) rex Poloniæ 11 hujus mensis a prandio paulo post horam tertiam, homo procera statura, corpore gracili, facie oblonga, pallida, oculis paululum prominentibus, vultu subtruculento, indutus pallio holoserico rubri coloris. Comitantibus et deducentibus cum Illustrissimi nostri principis equitibus et nobilibus permistis etiam ipsius plus nimis 150 equitibus : plures enim vix fuerunt, exceptis iis qui passim sine ordine cum impedimentis sunt ingressi, nam maxima pars comitatus ejus Spira Wormatiam recte contenderat. Cui dextrum latus clausit comes Ludovicus Nassovius, sinistrum Illustrissimi nostri principis filius, dux Christophorus; a tergo sequebatur

episcopus Posnaniensis; proximi a rege præequitabant : medius Laski, supra insignis ille sicarius dux Nivernensis, infra marchio de Maine, ex Guisiorum familia. Fuerunt præterea in ejus comitatu Pibrachus, sive Guido Faber, qui cancellarii munere fungitur, qui advocatus fuit regius Lutetiæ, author epistolæ cui titulum : *Ornatissimi viri ;* item Bellievrus, qui apud Helvetios putidam orationem habuit, ad quam erudite est responsum. Adfuisset et Franciscus Baldvinus, conductus stipendio mille coronatorum ad primam lectionem juris in schola Cracoviensi, nisi Deus in medio cursu et jam itineri accinctum, Lutetiæ ex hac vita evocasset. Fuerunt præterea comes a Rhez, capitaneus Gvast, et alii quam plurimi ex illa sceleratorum cohorte, qui admiralium et alios nobiles tam crudeliter Lutetiæ trucidarunt, quorum fit ampla mentio in libello in quo de furoribus Gallicis res est. Ubi in arcem nostri principis ventum est, existimabant præclari isti viri regem suum in arce ab Ejus Celsitudine honorifice exceptum iri ; sed princeps, ut consilium de salutando rege eique obviam proficiscendo, partim ob adversam valetudinem, partim ob crebras bonorum virorum admonitiones mutarat, ita nusquam comparuit : quare rex in conclave, quod ipsi erat destinatum, conscendit, ex quo in aliud est deductus; in quo cum aliquandiu expectasset, tandem Illustrissimus noster princeps prodit, qui paucis verbis homini adventum gratulatus, confestim inde se recepit, ac eo vespere rex solus cœnavit, ministrantibus ipsi inter cæteros, palam et omnibus qui arcem introierant spectantibus, duobus scortis masculorum indumentis vestitis, et torquibus aureis ornatis : hoc quippe ad cætera accedere debebat, quo hospitium suum, plus nimis vel solo ipsius suorumque sicariorum ingressu pollutum, magis adhuc contaminaret. Die sequente 12 rex Illustrissimum nostrum principem in suo conclavi invisit, utraque parte diei, ubi admissis præcipuis tantum ex comitatu regis, diu multumque inter se sunt collocuti. Inter cætera autem Illustrissimus noster princeps, tunc non ipse solum, licet paucis verbis, summa tamen animi constantia et gravitate, objecisse et ostendisse eis fertur, quam grave crimen cæde admiralii perpetrassent, quantum existimationem suam et dignitatem apud omnes Germaniæ ordines imminuissent, denique quam magnas pœnas Deo vindici justorum aliquando daturi essent ; sed eadem quoque et alia pluribus deinde verbis a comite Ludovico Nassovio, et quidem lingua gallica, qua noster quoque Illustrissimus princeps eos affatus erat, eis inculcari et repeti jussisse fertur, ita ut multis fuerint excussæ lachrimæ : ad quæ rex nihil, nisi factum modeste excusare instigantibus quibusdam turbulentis hominibus, ira

et aliis affectibus tunc dominantibus ; admissum esse se posthac cautiorem futurum, neque in ullum mortalium religionis causa quicquam statuturum. Sed huic tu credas ! Hoc die quoque Illustrissimus princeps neque ad prandium, neque ad cœnam regem invitavit, adversa valetudine se excusans. Credo magis quod suspecti illi essent hospites, quos nimium exercitatos in subministrandis venenis esse intellexit. Dux tamen Christophorus, comes Nassovius et alii comites cum eo cœnarunt. Eodem die dicuntur etiam inita consilia inter nostri principis et regis consiliarios, et quidem de rebus gravibus et seriis, quæ faxit Deus ut sint firma, tuta et Reipublicæ salutaria ; sed vereor ne talia institui possint cum ejusmodi hominibus, qui cum humanitate omnem fidem et pietatem exuerunt. Credo eos tempori et præsenti necessitati magis inservivisse, ut incolumes quo cupiunt pervenire possint, quam serio et ex animo quicque egisse. Eventus si contrarium ostenderit, erit profecto quod nobis plurimum gratulari debebimus ; atque ita is transiit dies. Postero die, qui fuit 13, discessit hinc Wormatiam, paulo post nonam horam, deducente cum suo comitatu duce Christophoro ; Nassovius enim hic adhuc mansit et postridie primum secutus est. Sed mane ut Illustrissimum principem nostrum salutavit eique valedixit, dono dedit imprimis Ejus Celsitudini aureum annulum ornatum adamante magni pretii ; principi Augustæ monile, quod aliquot millibus thalerorum nostri æstimant ; item conjugi principis Casimiri, quæ hic est absente marito, et minimæ natu Illustrissimi principis nostri filiæ, adhuc virgini, alia itidem moniiia dedit ; omitto quæ præterea ministris et aliis ejusmodi hominibus dari voluit. Princeps Augusta misit ei dono sertum aureum aliquot gemmis et margaritis ornatum, quod ubi accepit confestim suo galero adfigi jussit, et offerenti torquem aureum 80 coronatorum dono dari præcepit. Fortasse magna hæc fuisse videbitur liberalitas et rege digna, at parva certe vel nulla potius fuit, si vel sumptibus, quos Illustrissimus noster princeps in deducendo et excipiendo hoc hospite sustinuit, eam conferamus (adscendunt enim ad minimum ad triginta millia florenorum), vel si unde hæc dona sint profecta expendamus. Ipse siquidem rex ne teruncium pro iis solvisse, sed ex taberna cujusdam prædivitis aurifabri Parisiensis, quam scelerati sui ministri in strage illa nobilium ut alias multas diripuerunt, accepisse ea fertur. Habes, vir clarissime, paucis et incondite, ea quæ et de adventu regis Poloniæ mihi scribenda visa fuere, ac de iis quæ, eo præsente, hic gesta factaque fuere ; quam pie, christiane, decenter, provide et circumspecte, id iis dijudicandum relinquo qui expendere volent, quis et qualis fuerit iste hospes, qui ad nos

venit, quis et qualis Illustrissimus noster, ad quem venit. Ego, si libere quod sentio dicere debeam, optassem Ejus Celsitudinem et omnes Ejus consiliarios eo animo affectos fuisse, quo nobilis quidam Hispanus castellanus affectus fuisse scribitur, qui rogatus ut ducem Borbonium transfugientem ad Carolum V in palatium suum reciperet, vero nobili digno responso modeste hoc recusasse, et Carolo hoc a se petenti subjecisse dicitur : Grave sibi fore Cæsari petenti quicquam denegare, verumtamen Suam Majestatem non ignorare quomodo Galliam reliquisset Borbonius : se suum palatium exusturum, quam primum illud Borbonius egressus esset, ut infamia Borbonii pollutum et infectum ac indignum quod honestus aliquis inhabitaret. Atqui certe plus est quam Borbonius rex iste. Verum quid facias, cum non recte semper judicent homines ? Plebi sane et toti populo fuit ingratissimus hujus regis adventus, quod crebris conviciis, iisque gravissimis, quibus ingredientes etiam nobiles lacesserunt, satis sunt testati : pauci credo incolumes eo quo tendunt pervenissent, si sine principis nostri comeatu ad nos venissent. In academia sparsum fuit Epigramma non plane a re præsente alienum, quare illud adscribere volui :

Principis augusti conspectum ferre tyrannus
 Quivit, ab innocua cæde cruentus adhuc ;
Ast potuit siccis oculis hic cæde madentem
 Cernere. Dic cujus culpa notanda magis ?

Datæ Heydelbergæ, 22 decembris 1573.

LETTRES DE LIPPOMANO AU DOGE DE VENISE[1].

SERENISSIMO PRINCIPE,

Credendo fermamente che la incoronatione si dovesse fare così presto come mi era stato detto per cammino et affermato dalla Maestà dell' Imperatore, che avea già espedito li suoi ambasciatori con ogni diligen-

[1]. Lippomano fut envoyé comme ambassadeur extraordinaire par la Sérénissime république pour assister au couronnement de Henri de Valois. C'est à l'extrême amabilité de M. A. Baschet que nous devons la communication de cette lettre et de celles qui suivent.

tia, ho seguitato il mio viaggio, trovando per dir il vero per strada tutti quei incommodi, che si può immaginare, non potendo in molti luoghi di Moravia et di Slesia haver nè anco alloggiamento, non pur come Italiano, ma come ambasciator in questo regno, hora odiato da loro sì per non esser seguita la elettione in persona del Serenissimo re d'Ongaria, come per li odii interni delle nationi, convenendomi superar ogni difficoltà con la forza del danaro. Et con l'ajuto del Signor Iddio arrivai qui alli 23, dove intendo, che il giunger del re in questa città non sarà ancor per dodici o quindici giorni, poichè solamente oggi doveva arrivare in Posnania, la qual tardità è causata dalle molte accoglienze, che gli vengono fatte nel camino da palatini et signori del regno, i quali nel trattenerlo fanno notabilissimo danno non pur a se stessi, per le estraordinarie spese che fanno, ma a questa città ancora; la quale ripiena di personnaggi et di ambasciatori, che s' hanno di ritrovare alla solennità et alle grandissime pompe dell'incoronatione, va consumando le preparationi di vettovaglie, et fà che vi sia carestia grande di tutte le cose.

Vengono ad accompagnar Sua Maestà alcuni dei principali Ugonotti di Francia et di Germania, tra quali il conte Lodovico di Nassau, fratello del principe di Oranges, il conte Cristofolo Casimiro, il duca di Doiponti, et altri, che si sono accompagnati con la Sua Maestà per viaggio, con non mediocre dispiacere dei vescovi et primate di questo regno, i quali si lasciano liberamente intender di voler che innanzi che sia incoronato il re, Sua Maestà giuri l'osservatione di alcuni capitoli contrarii immediate a quelli che ha giurato in Francia a favor d'Ugonotti ; et sopra questo, per ben che parà, che vi potesse nascere qualche gagliarda dissensione, pure stimano che la presentia del re finalmente sia quella che sola potia assettar tutte le cose. Et fino a tanto che arriva, si va preparando il mortorio del re passato, il corpo del quale deve esser levato di Varsavia, et condotto qui, accompagnato dall' Infante Anna, sua sorella, per farsi le essequie sei giorni innanzi la incoronatione, per la quale si continuano le preparationi, et pur oggi si fa mostra di cavalleria et altri soldati quà intorno.

Nei confini della Lituania, si come vi sono molti soldati dalla parte del Moscovito, così ve ne sono molti altri dalla parte di questo regno, et non di meno non si sente innovatione alcuna, anzi si dice che esso Moscovito manderà uno ambasciatore, come farà anco il Signor Turco, ma l'uno et l'altro di questi verranno, come si giudica, dopo la coronatione.

Il re di Polonia già scrisse all'Imperator per il negotio del ritornar la posta per Venetia, et Sua Maestà Cesarea rispose, che ne darebbe com-

missione agli ambasciatori che manderebbe qui, come s'intende che ha fatto, et che essi ambasciatori portano la conclusione. Et potendo essere che di ciò Sua Maestà ne parlasse ancora a me per mettere il maestro delle poste a Venetia, ho voluto avvisarne Vostra Serenità, perchè possa, se le piacerà, darmi ordine intorno a quanto sarà sua mente, parendomi che ne debba tornar beneficio anco a lei, non tanto d'haver le lettere di questa corte senza spesa, come anco per qualche avviso assai fresco da Constantinopoli, che se le potrebbe forse dare alla giornata per questa via. Gratie, etc.

Di Cracovia, li 25 gennaro 1574.

HIERONIMO LIPPOMANO, ambasciator.

SERENISSIMO PRINCIPE,

Di qui a tre giorni s'aspetta che giunga in questa città il corpo del re morto, accompagnato dall' Infante, sua sorella, et dall' arcivescovo di Guesna, primate et vicere del regno, con gran parte della nobiltà di Lituania, per assistere al mortorio che si farà alli 14, al quale si ragiona che saranno invitati tutti gli ambasciatori, per essere questo atto pubblico concernente alla dignità di tutto il regno, nel qual caso io mi governerò nell' istesso modo che farà il nontio di Nostro Signore, et tanti altri ambasciatori, che sono avanti quello della Serenità Vostra.

Quattro giorni da poi queste essequie, il Serenissimo re farà la sua entrata in questa città, che sarà il giorno di giovedì grasso. Et del regno solamente, senza la corte di Sua Maestà, vi saranno più di trenta mille cavalli et più di altrettanti pedoni. Et si tiene per fermo, che la dominica di carnovale si farà la incoronatione, non ostante che molti vogliono, che prima si tratterà che Sua Maestà giuri l'osservantia di alcuni capitoli in materia di religione, contrarii immediate a quelli, che ha giurato in Francia; ma come scrissi con le ultime, si tiene anco che la presentia regale sarà quella che accomoderà tutte le cose.

Viene la Serenissima Infante con ferma speranza che uno delli primi negotii sia per essere il trattar il matrimonio di lei con il re, poichè monsignor di Monluch, vescovo di Valenza, ambasciator del re Cristianissimo, ha dato promessa che il re la piglierebbe, et che in Francia, quando li fu parlato di questo, disse che farebbe ciò che haverebbe

consigliato il senato ; del qual matrimonio certo è cosa multo dubbia il parlarne, perchè tutto quello, che se ne possa dir è sopra discorsi di appassionati, che il più sogliono riuscire fallaci : pur dirò quelle ragioni che si sentono dall' una et l'altra parte, perchè può importar molto a questo regno che le cose riusciscano più ad un modo che all' altro. Quelli che sono stati poco amati, et, come dicono, sono maltrattati dal re morto, non vorriano a modo alcuno che seguisse, per l'odio che conservano anco verso di essa; per il quale, quando morì Sua Maestà, intendendo, che nel testamento lasciava le gioje et il resto del tesoro alle sorelle, che sono tre, una maritata al duca di Brunsvich, la seconda questa, la terza maritata al duca di Finlandia, hora re di Svetia, fecero subito sigillarlo et mettervi guardia, dandole intentione, che questo re la piglierebbe per moglie, et che poi si farebbono le parti di esso tesoro, mantenendola in questa speranza fin hora, per il dubbio, che quella parte, che la favorisce, non prevaglia ; et questi, che sono per far ogni cosa perchè il matrimonio non segua, quando così gli riuscisca, vorranno poi anco metter difficultà nel testamento, et in ogni cosa cercar di privar particolarmente essa Infante dal tesoro, come quella a chi se ne aspetta la maggior parte di questo ; mentre dicono che ella è in età di quaranta anni et da non far figlii, considerando quanto pericolosa cosa sarebbe, che tutto il regno si tagliasse a pezzi, quando, mancando il re senza figlioli, bisognasse far nova elettione , et valendosi dell' esempio di quest' ultima, per la quale tante volte sono stati vicini a pigliare le armi. Gli altri che la favoriscono, et tra questi il vicere, vanno considerando che Sua Maestà non debba per ragione di stato lasciar di pigliarla, maxime che non monstra la età tanto innanzi, et che è prosperosa et gagliarda, dicendo che il tesoro di ragione viene ad essa, lasciando da parte che vorrà pretendere il ducato di Masovia, sopra il quale il re Sigismondo Primo investì la dote della regina Bona, madre di lei. Ella ha ancora nella Lituania tanta parte de' castelli, et terre del patrimonio suo, che quando si desse ad altro principe forastiero, si mettrebbe in gran pericolo la quiete di questo regno, et già il Moscovito si ha lasciato intender, che volentieri lascierebbe che suo figliolo la pigliasse, come anco l'Imperator l'ha fatta ricercar per il re d'Ongaria, con la certezza che ha, che il re di Spagna in tal caso dovesse darli il ducato di Bari, che si litiga innanzi il consiglio di Napoli, se ben si dica di ragione esser di essa Serenissima Infante come heredità della regina Bona, sua madre, oltra li 43,000 scudi, che Sua Maestà Cattolica è obligata di pagarle ogni anno di usufrutti delli 400,000 ongari, che li furono prestati da questa corona : onde per concluder questo sarà, a giu-

dicio d'ognuno, negotio difficile et longo : anzi che oltre alla necessità, che vi è che Sua Maestà vada in Varsavia, poi in persona in Danzica per veder di quietar quelle sollevazioni, et poi nel possesso del suo regno subito in Prussia, in Samogitia, in Livonia et in Lituania fino alli confini di Moscovia, ritornando poi per Podolia et per Russia in Cracovia, quelli che non vorriano questo matrimonio, procureranno, che il viaggio sia subito : il che se così sarà, bisognerà in poco tempore cavalcar ancora tre mila miglia.

Tra molti ambasciatori che sono per assistere all' incoronatione, ve ne è uno di Svetia, il quale ad una voce che si è sparsa qui, che il Signor Turco con nova dimanda non osserva la pace della Serenità Vostra, mi ha detto che la mente del suo Signore è così buona verso la Repubblica, che in ogni occasione sarà pronto a far ogni sorte di servitio alla Serenità Vostra, dicendo di più che haveva commissione di far intender questo tanto all' ambasciator di Vostra Serenità.

Si siamo anco veduti con l'ambasciator, il quale con la medesima occasione mi ha detto che il suo re li anni passati della guerra fece offerire al re di Spagna 50 navi armate in servitio della lega, et che Sua Maestà Cattolica mandò il negotio in lungo, ma che hora se fusse vero, che Dio non lo voglia, che il Turco non osservasse la pace con la Serenità Vostra, che si assicurava, il detto suo re essere del medesimo animo di prima, affirmandomi poi che haveva 16,000 pezzi d'artiglieria, et di questi 10,000 da batteria, il che mi fece replicar più d'una volta, parendomi gran cosa.

Mi disse anco che andando io in Danzica con questo Serenissimo re di Polonia, non sarei se non venti otto leghe di mare lontano dal re suo, et che sa che havrebbe carissimo di vedermi, come ambasciator di Vostra Serenità : della qual tutta cosa con parole generali lo ringratiai, dicendoli però che ne darei conto alla Serenità Vostra.

Li ambasciatori del Moscovito hanno havuto salvo condotto da questo senato, et sono già entrati nel regno, ma perchè vengono con più di mille cavalli, convenendo venir piano, non saranno qui se non dopo la incoronatione, et si dice che tratteranno honeste conditioni di pace con li Polacchi. Gratie, etc.

Di Cracovia, li 6 fevrer 1574.

HIERONIMO LIPPOMANO, ambasciator.

Serenissimo Principe,

Fece l'entrata il Serenissimo re in questa città alli 28 con tanta pompa et grandezza della nobiltà Polacca che certo ardisco di dire, per quel poco che ho veduto in altre parti et per quello che ognuno afferma, che non solo in cristianità, ma nè anco appresso i Turchi si possa vedere più superba vista di questa, non tanto per il numero et bellezza de' cavalli, per la diversità delle livree et de bandiere, pennacchi et cose simili, quanto per la ricchezza de' vestimenti et quantità di gioje et ori che havevano intorno gli homini et i cavalli tutti, essendo tal privato gentilhomo che ha vestito quattro cento, et chi cinquecento, tutti di un colore, con i fornimenti dei cavalli ancora, chi di seta, chi di ricami, et chi di panno d'oro, imitando, chi l'habito Turchesco, chi l'Unghero, altri il Tartaro o il Moro, ogni uno secondo il suo humore, al numero in tutto ben di trenta mille cavalli, senza quelli di Lituania, che si riservano di far la sua mostra, quando il re farà la sua entrata in Vilna, cosa in somma così bella, che per opinion di ogni uno si crede certo, che quasi non se ne possa vedere in altro luogo de simile, non che de maggiore.

Venne il re ultimo a cavallo, tolto sotto il baldacchino alla porta della città da otto senatori che lo portavano, dietro al quale non erano altri che i vescovi e prelati del regno. A noi ambasciatori tutti fu fatto intendere dal senato, che in questa prima occasione non era bisogno si trovassimo, onde se ne siamo stati in una casa a vedere la cerimonia. Giunta Sua Maestà nella piazza, smontò alla chiesa di Nostra Donna, che è la più antica, poi passando sotto un gran arco fattogli, se ne andò alla chiesa maggiore nel castello, dove è la sua habitatione, et ivi rese gratie a Dio. Poi visitò subito la Serenissima Infante, alla quale fece le salutationi della regina Cristianissima madre et delli fratelli et degli altri, usando a Sua Altezza ogni possibile honore ; con tutto che si creda che non sia per esser sua moglie altrimenti, anzi di già pare che questo negotio sia sopito.

Un giorno dopo l'arrivo suo, tutti noi ambasciatori fussimo introdotti a Sua Maestà, essendo prima stato fatto intendere che bastava li baciassimo semplicemente la mano ; perchè poi ad ognuno di noi dariano, fatta l'incoronatione, un' audientia pubblica con tutto il senato. Et vi andò primo il nuncio di Nostro Signore, l'ambasciator dell' Imperatore, quello del re d'Ongaria, quello del re di Svetia, quello della Serenità Vostra. Tre del marchese di Brandimburgh, elettore dell' Imperio, quel di Ferrara, tre di Brunsvich, et tre altri di un altro marchese di Bran-

dimburgh, che non è elettore, quello del Transilvano, uno del duca di Prussia, et uno del duca di Pomerania, essendo li tre del re Cristianissimo, due estraordinarij et uno che risiederà qui, stati assistenti a Sua Maestà, senza far per all' hora altra cerimonia. Ogni ambasciator fu levato di casa da qualche personaggio Polacco per nome del re, et io dal conte di Tarnovia, principalissimo et fautore di Sua Maestà, alla quale me ne andai con molti altri Signori in compania, et semplicemente mi rallegrai del felicissimo arrivo suo per nome di quella Serenissima Repubblica, rimettendomi a quanto havrei detto più amplamente nella pubblica audientia per dimostrare la contentezza che Vostra Serenità haveva sentito nella assuntione sua a questo potentissimo regno.

Mi rispose il Serenissimo re, che stimava a gran favore et honore l'havere un ambasciator di Venetia residente in questo regno, tanto più, quanto che haveva inteso non esserne mai più stato : però che mi ascolterebbe sempre volentieri, et che passate queste confusioni dell' incoronatione non mancheria tempo d'essere insieme.

Finite tutte queste cerimonie, che era quasi notte, Sua Maestà montò a cavallo, et andò alla chiesa di San Stanislao, ove si sogliono la sera innanzi le incoronationi far alcune cerimonie con li re che hanno da esser coronati.

Il seguente giorno, che fu dominica, andò la Maestà Sua in abito da vescovo, ma senza mitria, alla chiesa maggiore, accompagnato dagli ambasciatori sopra nominati, con lo istesso ordine che furono date le audientie, essendo però quelli di Francia dietro a quelli dell' Imperatore, et con non minor pompa et grandezza dell' entrata, fu onto et incoronato, havendo giurati li capitoli ordinarij del regno, alli quali tentarono gli heretici, fino in chiesa, che si aggiungesse di non li molestar per se, nè per li suoi ministri, *quovis modo ;* alle quali parole i vescovi con alta voce dissero, *salvo jure Ecclesiæ*, di che anco gli heretici si contentarono, così gli fu promesso dal re in voce ; et da poi, secondo l'ordinario, essendo domandato il populo, se si contentava che si incoronasse Henrico re, con gran fausto fu gridato et dagli heretici et dai catolici, che sì.

Finita questa cerimonia, et havendo Sua Maestà fatto alcuni cavalieri, ritornò alla corte, onde noi ambasciatori disnassimo, sedendo con l'istesso ordine primo, senza che niun' altro ambasciatore restasse mal satisfatto del luogo datogli dal senato, se non quel di Ferrara, che parendoli di non dover cedere a quelli dell' elettor di Brandimburgh, protestò modestamente, che s'intendesse senza pregiudicio delle ragion del duca suo.

Dopo il disnare, che durò sei hore, nel licentiarmi da Sua Maestà, mi disse che desiderava molto di haver quelle gioje, che sono in mano della Serenità Vostra, et che ne voleva scrivere al re Cristianissimo, suo fratello : io risposi, come mi ricordo che fu determinato, che la Serenità Vostra haveva già detto all' ambasciator residente in Venetia, che si contentava di darle, dicendole anco, che molto maggior cosa farà sempre la Serenità Vostra per servitio di tutta la casa della Maestà Sua, la quale ne la ringratiò grandemente.

Oggi poi è stata Sua Maestà nella piazza sopra un gran palco, ove le è stata giurata obbedientia dai nontij di tutte le città, li quali nontij, ognuno in nome della sua ha donato a Sua Maestà diversi ricchi presenti.

Li Signori duchi di Nevers, et di Humena [1] ringratiano la Serenità Vostra delle salutationi, che io le ho fatte, et dicono di voler venire a Venetia nel ritorno che faranno.

L'ambasciatore dell' Imperatore, che è il duca di Tessa, fu l'altro giorno a visitation mia, dicendo, che mi visitava, come ambasciatore di Vostra Serenità per ordine di Sua Maestà Cesarea, la quale affermò, che era et sarà sempre di ottima volontà verso quella Repubblica, se ben non mancano persone, che cercano di persuader il contrario ; a che risposi, che scrivendo il tutto alla Serenità Vostra, sapeva molto bene, che non le haverei detto cosa nova, ma però gratissima. Gratie, etc.

Di Cracovia, li 22 febbraro 1574.

HIERONIMO LIPPOMANO, ambasciator.

LETTRE DE M. DE BELLIÈVRE A LA REINE MÈRE.

Bibl. imp., Mss. coll. Dupuy, 721.

MADAME,

L'affluence et multitude des personnes et affaires qui se présentent d'heure à aultre au roy de Poloigne, vostre filz, en ce coronement, sera cause que Sa Majesté par ceste dépesche ne pourra entièrement satis-

1. Mayenne.

faire au contenu des vostres. Madame, je vous supplie de croyre qu'il n'a poinct tenu à toute la sollicitation qu'il m'a esté possible, que plus souvent vous n'avez eu de ses nouvelles ; mais, Madame, marchant presque tous les jours, et, là où il séjournoit, estant visité de princes et seigneurs, aussy qu'il prend la peyne d'escrire beaucoup de sa main, on n'a peu si souvent dépescher courriers que j'eusse bien désiré. Aultre moyen de vous escrire, Madame, je n'en avois poinct. Madame, ledict seigneur roy vostre filz arriva à Balys le 22e de ce moys, qui est une maison appartenant au palatin de Cracovye, estant une lieue et demye de ceste ville : là il fut receu fort honorablement par ledict palatin, qui luy vint au-devant avec une belle troupe de cavallerye, comme aussy avoit faict à jour mesme le sieur Schacostki, ung fort honneste seigneur de ce pays, qui depuis l'eslection a entretenu deux cens chevaux à ses despens pour maintenir les affaires de Sa Majesté. Sa troupe estoit fort belle et bien encouchée[1], et de deux à trois cens chevaux. Sa Majesté partit le lendemain de Balys, accompaignée d'ung grand nombre de cavallerye, des principaux palatins et seigneurs de ce pays. Tout le chemin se veyd couvert de cavallerye, une noblesse infinye. De vous escrire, Madame, le nombre certain, il ne me seroit pas possible, n'estant chose aysée à juger, aussy qu'il s'en parle diversement ; des gentilshommes italiens qui estoient en une maison près la porte asseurent qu'ilz contèrent entrans dedans la ville jusques à treize mil hommes à cheval, portans livrées ; de ma part, Madame, je n'en puis dire chose plus certaine, sinon que la compaignie estoit fort belle et grande, les habillemens riches et les armes fort belles. On estime infinyment le grand nombre de beaux et bons chevaux que l'on y a veuz. Approchant ledict seigneur roy à une demye lieue de la ville, il fut rencontré par les seigneurs du sénat, où estoient l'arcevesque, évesques, palatins et castellans, assistez de beaucoup de grands seigneurs et une infinité de noblesse ; estant Sa Majesté descendue de cheval loing desdicts sénateurs, qui l'attendoient à pied, tant que la voix d'un homme se pouvoit commodément entendre, luy fut faicte la harengue par l'évesque de Plosco au nom des estats de ce pays, à laquelle monsieur de Pibrac par commandement du roy feist responce ; depuis, venant à la ville Sa Majesté, fut rencontrée par beaucoup de seigneurs qui avoient amené troupes de cavallerye pour honnorer son entrée, dont le nombre et la longueur fut telle que l'on entra en la ville estant près de deux heures de nuict. On pensa incontinent aux

1. C'est-à dire armée d'arcs sur lesquels les flèches étaient encochées.

affaires et à haster le coronement, que l'on estimoit ne se pouvoir faire plus tost que le premier dimenche de caresme. Mais la présence de Sa Majesté, la prudence avec laquelle il s'est conduict avec ces seigneurs, le bon ordre que monsieur le mareschal de Rays et monsieur de Rambouillet avoient donné à préparer les affaires, la saige assistance qu'il a eue de monsieur le duc de Nevers, ont esté cause que l'on en est plus tost venu à bout que l'on n'espéroit. Tellement, Madame, que le samedy du dimenche gras, Sa Majesté fut advertye par l'arcevesque de se mectre en bon estat pour recevoir le lendemain son Créateur et prendre sur sa teste la corone du royaulme de Poloigne. Ce jour mesme Sa Majesté fut au sénat, où il avoit esté le jour auparavant pour remercier les sénateurs, estant bien requis de donner cœur aux nunces terrestres, députez de la noblesse. Monsieur de Pibrac feist l'oraison, lequel, Madame, s'en acquitta très-dignement. Cedict jour Sa Majesté se transporta à la troysième ville, qui s'appelle Casimire, en l'église Ste Catherine, où les roys ont accoustumé d'aller prier Dieu le jour avant leur coronement. Il revint en procession assisté des évesques et principaulx seigneurs. Le lendemain, estant allé Sa Majesté en la principalle église, la grande messe fut dicte par l'arcevesque, qui feist les bénédictions accoustumées, l'oignist, luy donna à recevoir son Créateur. Et après que aulcuns palatins eurent dict à l'assistance comme le roy avoit juré les privileiges du pays et asseuré de conserver la paix entre ceulx qui sont en différend pour le faict de relligion, et qu'on vouloit mectre la coronne sur la teste de Sa Majesté, les nunces terrestres demandèrent si le susdict serment avoit esté faict. Lors les palatins de Sainct-Domire, de Vilna, le castellan de Gnesne et les contes de Gorka feirent bon debvoir à remonstrer ausdicts nunces comme le roy avoit juré la conservation de la paix : tout soudain on ouyt une grande et universelle acclamation de la noblesse, qui cryoit à haulte voix : « Vive le Roy, qu'il soit coroné, nous le voulons. » La corone mise par l'arcevesque sur la teste du roy, il fut mené par les évesques en sa chaize roialle, mise en ung lieu eslevé au meillieu du cœur, portant la corone du royaulme de Poloigne sur sa teste, le septre royal en une main, la pome ronde en l'autre, ses vestemens longs de taffetas blanc dessoubz, ung manteau de toille d'or, à la forme de chappes que portent les ecclésiastiques, traynant par terre ; il y eust de nouveau de grandes acclamations de la joye que l'assistance recevoit de veoir Sa Majesté ; et certainement, Madame, je croys qu'il n'eust esté possible de veoir chose plus digne, plus auguste, ne monstrant plus la grandeur roialle qu'estoit la face de Sa Majesté, qui monstroit bien qu'il estoit nay prédestiné de Dieu

à porter corone. J'observay une chose que je feiz veoir au nunce du pape, ambassadeur de l'Empereur et aultres avecques lesquelz j'estois, que la corone, qui est l'ancyenne corone de Poloigne, estoit faicte de fleurs de lys, que chacun print comme pour ung augure ; mais plus grand on estima celluy que sur le lieu où sadicte Majesté descendit pour ouyr la harengue des sénateurs on veyd ordinairement voler des aigles sur sa teste, jusques au nombre de douze. Après le coronement il y eust festin, où les princes, ambassadeurs et principaux seigneurs du pays assistèrent, la salle pleyne d'une infinye noblesse, qui ne se pouvoit saouler de veoyr son roy, monstrant desjà de luy porter une telle et si grande affection, que je ne puis sinon penser que ledict seigneur roy vostre filz vivra l'un des plus heureux, des plus grandz, et des plus contans princes qui soit sur la terre. Et combien, Madame, que je me soys réservé par ma précédente à vous escrire plus amplement de la félicité et contentement que ledict seigneur roy vostre filz pourra recevoir en ce pays, après que le temps nous en aura donné plus de congnoissance, je ne craindray poinct à vous dire que j'ay veu desjà en ce pays une telle grandeur : se trouvant en ceste ville de Cracovye tant de grands et puissans seigneurs de la Poloigne et Lituanye, ung nombre qui se monstre et se dict y estre de plus de vingt mil gentilzhommes (dont ce pays est plein plus que nul aultre de la chrestienté, m'ayant asseuré le chancelier et plusieurs gens d'honneur de sçavoir par les registres qu'en une seule province, appellée la Masovye, il y a quarante sept mil maisons de gentilshommes), oultre les grandes troupes qui arrivent de jour en jour, et que ceux de la Lituanye, qui sont les plus affectionnez et la plus grande province, n'ont peu encores se présenter à leur roy. Mais considérant, avec l'inclination de ceste nation envers ledict seigneur roy vostre filz, comme en toutes choses il se rend digne pour estre aimé et honnoré d'eulx, la peyne et souley qu'il prend d'entendre les affaires du pays, de donner audyance, vacquer à la justice et se rendre agréable à ung chacun, je ne puis synon espérer, avecques la grâce de Dieu, que vous le verrez aussy contant et heureux qu'a esté vostre espérance et le désir de tous les bons subjectz et serviteurs de la corone de France.

Madame, après avoir très-humblement baisé les mains de Vostre Majesté, je supplieray le Créateur de vous donner en parfaicte santé et toute prospérité très-longue et très-heureuse vie. C'est de Cracovye, le 22e jour de février 1574.

Vostre très-humble et très-obéissant serviteur et subject,

Bellièvre.

XII

DIÈTE DE COURONNEMENT

CONFIRMATIO JURIUM ET LIBERTATUM CIVES TERRÆ SAMOGITIENSIS SPECTANTIUM.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Acta sub Henrico et Stephano, tom. I.

HENRICUS DEI GRATIA REX POLONIÆ, ETC.

In nomine Domini, amen. Ad perpetuam rei memoriam, amen. Nos rex et Magnus dux Henricus notum facimus præsentibus litteris nostris omnibus in universum, et cuilibet speciatim, quibus id scire expediat, ad præsens et in posterum futuris : Cum, gratia et providentia divina, libere eligentibus Nos omnibus Ordinibus Coronæ Poloniæ et M. ducatus Lithuaniæ cæterisque civibus terrarum ad hæc dominia nostra spectantium, in solio regni Poloniæ et M. ducatus Lithuaniæ coronati ac in eo collocati simus, nihil Nobis magis ab omnipotente Deo optandum evenit, quam ut tantam voluntatem, amorem et propensionem subditorum nostrorum Nos erga regem exhibitam, beneficentia gratiæ nostræ regiæ remuneremur. Quare missi nuntii ab omnibus Ordinibus, Suis Dilectionibus Dominis senatoribus, tivunis, tenutariis, nobilibus, baronibus, ac universo equestri ordine terræ Samogitiensis, venientesque huc Cracoviam ad comitia coronationis nostræ subcamerarius terræ Samogitiensis, tivunus Eyragolensis D. Nicolaus Stankiewicz Billewicz, filius Georgii præfecti Samogitiensis, tivunus Szavdoviensis D. Adalbertus Billewicz, et filius Melchioris, castellani Samogitiensis, D. Joannes Szemet, supplicarunt Nobis, ut omnes prærogativas, libertates, privilegia et quævis indulta a prædecessoribus nostris Serenissimis regibus Poloniæ et Magnis ducibus Lithuaniæ, hoc est Vitoldo, Swidrygaylo, Sigismundo, Casimiro, Alexandro, Sigismundo II et Sigismundo III, cunctis Ordinibus terræ Samogitiensis concessa, et quæ ad hæc usque tempora usui ipsis fuerunt, nostro privilegio confirmaremus et rata haberemus : Nos rex bene memores quid omnibus regni Poloniæ et M. ducatus Lithuaniæ terrarumque ad hæc dominia pertinentium Ordinibus, sub tempus coronationis nostræ jurejurando cavimus, spopondimus et ratum fecimus, cupientes ut omni ordini gentis cujuslibet, subditis nostris, jura et libertates suæ fideliter et integre præstentur et adimpleantur, prout quoque in specie visis omnibus

juribus, indultis et privilegiis, civibus indigenis terræ Samogitiensis a præfatis prædecessoribus nostris regibus Poloniæ et Magnis ducibus Lithuaniæ concessis, quæ ipsi Nobis exhibuerunt, volumus eadem omnia jura, libertates, indulta, suasque usu antiquo receptas consuetudines, quoad omnia, integre in suo robore et valore ipsis manutenere ; horumque ab antecessoribus nostris illis concessorum privilegiorum articulos præsenti nostro privilegio speciatim inscribi jussimus, qui sunt hujusmodi : Quod videlicet Suæ Dilectiones, majores civium terræ Samogitiensis in prædecessorum nostrorum Magnorum ducum Lithuaniæ bona voluntate sua venerint ditionem, non vero armis, aut vi subjugati et adacti : ne quispiam bonæ famæ ipsorum derogare audeat, quod, quemadmodum privilegiis Suarum Celsitudinum ducum Lithuaniæ ipsis cautum est, sic Nos quoque rex habemus ratum, ipsos veluti nationem omnimodo liberam, ut prædecessoribus nostris Magnis ducibus Lithuaniæ, sic Nobis etiam regi, postquam liberis votis electi sumus, semet adhæsisse. Præfectum Samogitiensem, quem sibi libuerint, ac de gremio sui elegerint, Nosque de electo suo ad id muneris per legatos fecerint certiores, Nos rex in eundem consentire, et præfecturam Samogitiensem illi conferre nostroque privilegio confirmare tenebimur. Pari modo nec alias dignitates, tivunorum, vexilliferi et tenutas terræ Samogitiensis ulli alio nisi ejusdem terræ indigenis, qui ibidem a majoribus suis ab antiquo incolatum et ortum ducunt, quosque illi ad hæc munia de cœtu suo elegerint, et Nobis per legatos vel litteras suas nominaverint, iis præfatas dignitates daturi sumus, nec civibus Samogitiensibus quospiam alterius gentis homines ad officia et dignitates in terra Samogitiensi anteponemus. Nullos emissarios nostros regios ad terram Samogitiensem trans fluvium Nieviaza, antiquæ consuetudinis morem colendo, mittemus. Nemo binos tivunatus et tenutas obtinebit : similiter nec pro certa pecunia eosdem tivunatus et tenutas cuipiam oppignorabimus, neque etiam, parte aliqua abstracta, illam jure hypothecario locabimus. Possessiones quoque et bona mortuis hæredibus derelicta in terra Samogitiensi, nemini præter indigenis dictæ terræ daturi sumus, quod Dominus præfectus terræ Samogitiensis pro muneris sui partibus observare erit obstrictus, ne forte in aliquo privilegiis et libertatibus civium terræ Samogitiensis derogetur. Tempore publicæ expeditionis bellicæ, Dominum præfectum Samogitiensem cæterosque omnes officiales, nobilitatem et barones, cives terræ Samogitiensis, pollicemur non abstrahendos nec separandos a generali exercitu M. ducatus Lithuaniæ, nec obsides illos dandos, nec ad ducendas excubias eos ipsos aut servos illorum mittendos fore, hanc ob causam quod ipsi, regnantibus

olim prædecessoribus nostris Magnis ducibus Lithuaniæ, non sunt id experti ut a Domino duce supremo copiarum avellerentur et obsides darentur, vel ad agendas excubias mitterentur, sed toto tempore publicæ expeditionis una nobiscum rege sub imperio Domini præfecti Samogitiensis tota legio Dominorum officialium universique equestris Ordinis terræ Samogitiensis, nulla parte alio sejuncta, simul proficisci et sub vexillo terræ Samogitiensis castra sua metari debebunt. Venatio omnium ferarum licita futura est civibus præfatæ terræ illis in locis in quibus ante hoc venari solebant, exceptis silvis in quibus Magni duces Lithuaniæ Vitoldus, Casimirus, venabantur, trans fluvium videlicet Chronum ad limites Mazoviæ et Prussiæ, ubi venari non debebunt. Similiter qui jus piscandi habebant in lacubus, fluviis et rivis, ipsis nunc etiam idem jus juxta veterem usum liberum relinquitur. Custodes silvarum in terra Samogitiensi trans fluvium Chronum et Nieviaza nulli constituentur, nisi in illis silvis quæ ad Chronum sitæ in finibus Mazoviæ et Prussiæ; hoc est ad villas dictas Nova Wola et Wisztyniec nostri custodes silvarum constituentur, secundum pristinum morem ad procurandum commoda nostra. Vectigal in teloneis terræ Samogitiensis more antiquo a nobilitate et baronibus qui merces ex arboribus in silvis bonorum suorum hæreditariorum elaboratas præmiserint, tum etiam a siligine omnisque generis frumento, quod ex propriis horreis in Prussiam, Livoniam et alio devehent, non exigatur. Similiter nullum quoque vectigal pendetur ab illis rebus quæ ad usum proprium domesticum et castrensem ementur et retro vehentur. Ipsi tamen aut servi illorum, qui dictarum mercium silvestrium et frumenti extra limites deducendorum, quique rerum retro domum devehendarum curam habebunt, juramentum præstituri sunt merces illas silvestres in propriis illorum bonis elaboratas et frumentum ex horreis suorum bonorum eductum esse; resque illas quæ retro vehentur, non ad mercaturam sed ad usum proprium emptas esse. Expensæ juris et mulctæ a civibus terræ Samogitiensis a nemine, primi usque ad ultimum ordinem, cive exigentur. A defalcatione pratorum, ad quæ defalcanda, regnantibus prædecessoribus nostris Magnis ducibus Lithuaniæ Vitoldo et Casimiro, non tenebantur, nunc etiam liberi futuri sunt. Indulta quælibet, quæ tivuni, capitanei, nobiles, barones a prædecessoribus nostris regibus Poloniæ et Magnis ducibus Lithuaniæ Vitoldo, Svidrygaylo, Sigismundo, Casimiro, Alexandro, Sigismundo II et Sigismundo Augusto obtinuerunt, et quascumque bonorum permutationes factas (tametsi quis ab antiquo possidens nulla possessionis suæ litterarum monumenta habeat, in possessione tamen illorum actu existat), nullo

modo irritabimus, sed quilibet illa in sua integritate relicta possidens, possessione sua perpetuis futuris temporibus quieta et tranquilla usurus est. Viduæ nobilis generis, mortuo marito suo, bona defunctorum conjugum suorum possessuræ, eorumque usumfructum eousque percepturæ sunt, quoadusque in viduali statu non nubentes alteri permanserint, postquam autem matrimonio denuo copulabuntur, bona ad progeniem suam, vel propinquos priorum maritorum devolventur; ille tamen qui bona occupaverit, dotem, idque quod a priori marito testamento legatum fuerit, solvere illi tenebitur. Jura et libertates christianas omni equestri ordini, nobilitati, baronibus et universo populo terræ Samogitiensis, easdem concedimus et impertimur, quas sibi cives M. ducatus Lithuaniæ concessas habent : quos etiam omnes barones et nobiles terræ Samogitiensis eodem respectu et gratia nostra regia volumus prosequi, uti quoque prosequemur et fovebimus, quibus hæreditarii illorum Domini, nostri prædecessores, Vladislaus rex et M. dux Vitoldus cæterique Magni duces Lithuaniæ prosecuti sunt atque foverunt. Quodcumque a prædecessoribus nostris donatum sibi fuerit, ipsique donationis illius, tam bonorum et subditorum, quam silvarum et lacuum (parvi illi vel magni sint) in usu et possessione ad præsens tempus fuerint et sunt, id totum tranquille et quiete in ævum possessuri sunt. Illi nobiles qui, regnantibus rege Vladislao et M. duce Vitoldo aliisque regibus et Magnis ducibus Lithuaniæ, libertatibus nobilitatis gaudebant, illos nunc etiam nobiles reputabimus et censebimus : reliqua vero plebs servitia in obsequendo antiquo usu recepta, quæ videlicet antehac præstabat, modo etiam illa præstare debebit. Si cui ex ordine equestri fratrem sibi parem, nobilem nempe, casu aliquo occidere contigerit, tunc secundum vetera privilegia a prædecessoribus nostris sibi concessa, homicida ille censum pro capite solvi solitum, sexaginta rublos, id est centum sexagenas grossorum Lithuanicorum, solvere tenebitur. Quodcumque per Vladislaum, Vitoldum cæterosque Magnos duces Lithuaniæ nobilitati, baronibus, omnique populo terræ Samogitiensis in districtibus Rosienensi, Krozensi, Korszeviensi, Pernaroviensi, Miednicensi, Gondyngiensi, Potumszeviensi, aliisque tivunatibus et capitaneatibus ab antiquo donatum fuerit, id totum, bona videlicet, villas, subditos, permutatas hæreditates, silvas, lacus, in quorum quis hucusque tranquilla possessione et usu fuerat, nunc etiam perpetuis futuris temporibus ipsi soli et posteri illorum possessuri eorumque usumfructum percepturi sunt. Nullas novas consuetudines introducemus, nec decernemus in præfata terra Samogitiensi, neminem absentem apud Nos accusatum puniri jubebimus, quoadusque jure et legitimis documentis non

convincatur, qui pro ratione criminis sui ex præscripto legis et sententia judicum, secundum jus terræ Samogitiensis, pœnam subibit. Spondemus pari modo nunquam permissuros Nos ut quispiam clandestine Nobis delatus, privatione vel officiorum vel bonorum et qualiscumque possessionis puniatur, nisi prius jure publico, in præfata terra recepto, juxta privilegia sua judicatus fuerit. Litteræ publicæ fidei ex cancellaria nostra in præjudicium libertatum terræ Samogitiensis ad clandestinam delationem nemini dabuntur. Nobiles et barones civitates vel arces exstruere, aulas ædificare, ad expeditionem terrestrem in persona propria descendere, hoc est obsides mitti, et excubias agere, nec servos suos pro se substituere debent et debebunt, exceptis illis, qui imperante M. duce Vitoldo ad dictas præstationes et obsequia tenebantur : illi nunc etiam ad eadem præstanda tenebuntur. Novarum aularum regiarum in præfata terra numerum augere easque ædificare non præcipiemus : illæ tamen quæ, regnantibus Magnis ducibus Lithuaniæ Vitoldo et Alexandro, exstructa sunt, persistere et conservari debent. Equorum nostrorum in suis stabulis subditi nostri curam habere eosque alere non tenebuntur, qui tamen nostrorum subditorum, regnante M. duce Vitoldo cæterisque prædecessoribus nostris, tributum solvebant, nunc autem agri incolendi ipsis distributi sunt, censusque impositus, illi juxta constitutionem demensionemque agrorum censum pensuri sunt. Dona et offerentias ab eo quod Nos rex ex gratia nostra indigenis terræ Samogitiensis ibidem in præfata terra nostra contulerimus, nemo officialium terrestrium, tenutariorum et tivunorum nostrorum accepturus vel illa requisiturus est. Quoniam vero officiales, castellanus videlicet, succamerarius et tribunus, tum judex, subjudex et scriba terrestris, non erant ab antiquo in terra Samogitiensi, sed recenter a prædecessore nostro Ejus Regia Majestate felicis memoriæ rege Sigismundo Augusto superadditi et constituti sunt : Nos rex ad preces Domini Vilnensis, præfecti Samogitiensis, mareschalci M. ducatus Lithuaniæ, administratoris et supremi ducis Livoniæ, præfecti Caunensis, tenutarii in Plotele et Telsze, Domini Joannis Chodkiewicz, comitis in Szklow et Mysz, nec non ad postulationes omnium officialium, nobilitatis, incolarum terræ Samogitiensis, pro majore dictæ terræ decore, ad cumulum pristinorum officiorum, præfata quoque nova munia perenniter ibidem constituimus, et his litteris nostris illa ratificamus. Eligendi ad officia quælibet in præfata terra Samogitiensi, nempe : ad præfecturam Samogitiensem, castellanatum, succamerariatum, tribunatum, tivunatus, tenutas, tum in judicem, subjudicem et scribam terrestrem cæteraque omnia officia, si quisquam præsentium Dominorum senatorum nostrorum

et officialium terræ Samogitiensis ad altiorem dignitatem promotus vel vita functus fuerit, tum, cum necessitas postulaverit, Nos rex permittimus ad preces præfati Domini Vilnensis, præfecti Samogitiensis, et omnium Ordinum terræ Samogitiensis votum, conveniendi Rosienios, quemque ibi ad aliquam dignitatem et officium de gremio sui elegerint, Nos more pristino certiores reddent, Nos etiam rex eundem (ut superius in his litteris nostris memoravimus) in officio illo, habentes rationem suorum privilegiorum, confirmare promittimus. Præterea etiam, annuente olim prædecessore nostro rege et M. duce Sigismundo Augusto, qui privilegia et libertates terræ Samogitiensis, commendante illas curæ suæ universa nobilitate, asservabat, qui bello exemptus erat Nos etiam rex talem quemlibet pro semper exemptum esse volumus. Qui articuli superius memorati, cæteraque omnia jura, immunitates, libertates et privilegia a Serenissimis reglbus Poloniæ et Magnis ducibus Lithuaniæ, prædecessoribus nostris, universis hæredibus terræ Samogitiensis ordinis et gentis nobilis, in chartis pergamenis et papyro, latino et rutheno idiomate scripta, ipsisque concessa sunt : quarum libertatum tametsi quid huic privilegio nostro insertum non sit, spondemus Nos tamen id immunitatibus suis minime nocere, sed potius in sua integritate, ita ac si res litteris nostris expressæ fuissent, quoad omnia integre et inconcusse non modo conservandas, nec in aliquo illas imminuendas, verum etiam veluti propter fideles servos et subditos nostros ex gratia et benevolentia nostra regia, imitantes hoc in puncto Suas Regias Majestates reges Poloniæ et Magnos duces Lithuaniæ, a Nobis augendas et cumulandas esse volumus, fideque nostra regia et jurejurando, quo obligati sumus, præfata observaturos Nos spondemus. Uti quoque omnia jura, immunitates, libertates, indulta et privilegia a prædecessoribus nostris illis collata præsentibus litteris, privilegio nostro, in omnibus suis conditionibus, modis et articulis ratificamus ac decernimus, eaque rata et firma in perpetuum agnoscimus, nihil unquam ex omnibus illis libertatibus, indultis et privilegiis, articulis et modis superius exaratis ac pristinis etiam usu receptis consuetudinibus morum infringentes, in sua integritate tueri illa pollicemur, utque quoad omnia in pristina observantia et valore serventur et retineantur omni maximo nostro studio curabimus. Si quid vero in præfata terra contra jura et libertates suas, regnantibus prædecessoribus nostris, infractum unquam fuerit, id juxta veterem tenorem immunitatum, libertatum et consuetudinum antiquarum emendaturos Nos promittimus ; ipsique Nos rex nihil quod juribus et libertatibus terræ Samogitiensis adversetur attentabimus, nec alterum quempiam tale aliquid attentare permittemus. Id etiam quod in

præjudicium libertatum et privilegiorum, litterarum et indultorum a prædecessoribus nostris indigenis hujus dominii nostri terræ Samogitiensis concessorum, actum vel derogatum fuerit, aut etiam per Nos, officiales et emissarios nostros, aut per litteras nostras quoquomodo læsa fuerint, id nullam firmitatem habebit, hisque litteris, privilegio nostro annihilamus id, ac pro re vana et frustranea haberi volumus ; manutenentes ipsis quoad omnia antiquas suas consuetudines, jura, immunitates, libertates et privilegia a prædecessoribus regibus Poloniæ et Magnis ducibus Lithuaniæ concessa, nec non a Nobis rege præsenti nostro roborata privilegio. Cui pro majore robore manu nostra subscripto sigillum quoque nostrum apponi jussimus.

Datum Cracoviæ, in generalibus comitiis coronationis nostræ, præsentibus Dominis senatoribus nostris ecclesiastici et sæcularis Status, die 9 mensis aprilis, anno a nativitate Dei 1574.

HENRICUS, rex.

CONDITIONES DE QUIBUS CIVITATES MAJORES PRUSSIÆ RATIONE REGIS NOVITER ELECTI CUM NUNTIIS REGNI FRANCIÆ CONVENERUNT.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza.

Universis et singulis, quorum interest, præsentium litterarum notitiam habituris, notum testatumque facimus, nos proconsules et consules majorum civitatum Prussiæ, Thorunensis, Elbingensis ac Gedanensis.

Quoniam Serenissimorum principum Dominorum, Caroli Christianissimi Galliarum regis, et Henrici Poloniæ regis electi, ducis Andium, Borboniorum, Alvernorum, etc., legatus et orator, Illustris et Magnificus Dominus Guido Sangelasius, Dominus de Lanssac, eques ordinis Sancti Michaelis, non ita pridem huc Gedanum appulisset, ac cum ejusdem civitatis spectabili senatu familiariter egisset, ac postulasset, ut quandoquidem electio Serenissimi novi regis, divina providentia, omnium cæterorum senatorum et Ordinum regni consensu facta esset, etiam majores Prussiæ civitates sententiam suam de acceptanda dicti Serenissimi regis electione sincere et candide declararent, ut de studio et volun-

tate earundem civitatum certi aliquid ad Majestatem Regiam electam posset perferre : vicissim summa cum benevolentia perhumaniter recipiens ac promittens ea quæ ad conservationem religionis, jurium, libertatum, privilegiorum et consuetudinum nostrarum pertinerent, in omnibus punctis, clausulis, articulis et conditionibus, nobis salva, integra ac reservata fore, offerentes se reversalibus etiam litteris ea de re civitatibus sufficienter cauturum esse.

Nos in Dei nomine, communicatis inter nos consiliis, imprimis præ oculis habentes eam conjunctionis necessitudinem vetustissimam, quæ nobis ac majoribus nostris, jam inde a centum et viginti annis, cum inclito Poloniæ regno constantissime, indissolubili plane vinculo, intercedit, volentes majorum nostrorum vestigiis firmiter et fideliter inhærere, non solum verbis apud Illustrem ejus Magnificentiam testati sumus, nobis electionem ipsam divina providentia factam probari, sed etiam illustrioris testificationis causa, ad ejus postulationem, id quod animo sentimus et verbis testati sumus, ad tollendam omnem suspicionem litteris ac signis comprobare voluimus.

Principio igitur Serenissimæ Regiæ Majestati hanc dignitatem regiam, ac debemus, perquam reverenter ac officiosissime gratulamur, Deum, auctorem ejus electionis, omnibus intimis animi sensibus devotissime comprecantes, ut eam cum Ecclesiæ tum Reipublicæ universæ et nobis sinat esse quam maxime salutarem. Deinde Serenissimæ Illius Majestati electæ subjectionem nostram, Serenissimis Poloniæ regibus primo coronatis debitam, vigore præsentium offerimus, eam summo cum venerationis cultu et obedientiæ studio præstituri, ubi Majestas Ejus Regia inclitum Poloniæ regnum ingressa, solenni inauguratione fuerit honestata, et quatenus vicissim nobis ac posteris nostris, de infrascriptis articulis præstandis ac inviolate conservandis, publico diplomate, mediante sacramento regio, caverit.

Primo, ut religio Augustanæ confessionis in ecclesiis nostris, in quibus hactenus viguit et nunc per Dei gratiam viget tam extra, quam intra civitates, absque ulla infestatione vel interruptione, sarta tecta sit ac permaneat, sic ut cum omnes ecclesiæ nostræ, tam parochiales, quam cæteræ, etiam hæ in quibus Serenissimi Poloniæ reges jus patronatus reservatum habent, non aliis ritibus vel cærimoniis, quam Augustanæ confessioni conformibus hactenus usæ fuerint, et nunc utuntur, in eodem etiam statu in posterum quiete conserventur, et ne qua ob ullius personæ, cujuscunque status ac dignitatis, præsentiam, mutatio introducatur, neque cuiquam, cujuscunque status vel ordinis sit, ullum religionis

negotium exhibeatur, atque minores quoque civitates, quæ una nobiscum religionem Augustanam confitentur, eadem religionis pace ac libertate gaudeant.

Deinde, ut Serenissima Regia Majestas, cum omnibus Ordinibus, et ipsas civitates penes omnia et singula jura, privilegia, libertates, immunitates antiquas et receptas consuetudines, tam terrarum ipsarum Prussiæ, quam specialiter ipsis civitatibus a prædecessoribus, regibus ac principibus tam spiritualibus, quam secularibus concessa, perpetuo sartas tectas conservet, et in omnibus clausulis, punctis, ratas ac firmas absque ulla violatione esse sinat, neve ullæ in contrarium promulgatæ constitutiones vel sanctiones, cujuscunque authoritatis seu juris prætextu, quicquam iis possint derogare, sed ut perpetui roboris firmitatem obtineant.

Denique, ut Serenissima Regia Majestas omnia gravamina omnesque defectus et abusus, quibus mediantibus jura et privilegia prædicta, tam terrarum, quam ipsarum civitatum hactenus sunt labefactata, vel qui quocunque modo irrepserunt, pleno cum effectu tollat ac aboleat; et cum pleraque gravamina ex sinistra privilegiorum interpretatione exorta sint, perpetuam ac longissimam consuetudinem, legum, jurium ac privilegiorum omnium certissimam interpretationem esse sinat, ac incorruptam clementissime conservet. Quæ quidem gravamina, defectus et abusus civitates ipsæ, post felicem Regiæ Majestatis adventum, suo loco specialiter demississime explicabunt.

In quibus omnibus impetrandis, cum prænominatus Magnificus Dominus orator nobis fidem, studium et operam suam obligaverit, ad illustriorem significationem voluimus, ex unanimi consensu, hanc testificationem nostram publicis majorum civitatum sigillis communire. Actum et datum in civitate Gedanensi, die 15 mensis julii, anno 1573.

DECLARATIO RECIPROQUE DATA A NUNTIO REGIS GALLIÆ TRIBUS CIVITATIBUS MAJORIBUS RATIONE CONDITIONUM DE QUIBUS INTER SE CONVENERUNT.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza.

Serenissimorum principum Dominorum, Caroli regis Galliarum Christianissimi, fratrisque sui Henrici Poloniæ regis electi, Andium, Borbonio-

rum et Alvernorum ducis, etc., orator et legatus, ego Guido Sangelasius, Dominus Lanssac, eques ordinis Sancti Michaelis, fateor et recognosco præsentibus litteris, quod cum meo postulatu, nomine præfati Serenissimi Poloniæ regis electi, et diligenti hortatu, spectabilis senatus populusque Gedanensis una cum internuntiis civitatum Thorunensis et Elbingensis, eo se adduci passi fuerint, ut nunc post magna comitia electionis regiæ Varsaviensia sententiam suam ratione electionis scripto declararent, et abunde ac prolixe de veneratione ac subjectionis cultu erga Serenissimum regem electum testati essent, quatenus saltem ipsis, utpote majoribus civitatibus Prussiæ, æque ut in Poloniæ regno et Magno Lithuaniæ ducatu factum esse constat, consuleretur, suisque rationibus tam in causa religionis, quam in juribus, libertatibus, privilegiis et receptis consuetudinibus conservendis ac confirmandis prospiceretur, tum et a gravaminibus hactenus, invitis et contradicentibus, contra tenorem jurium et privilegiorum sibi obtrusis et introductis, immunes præstarentur, quemadmodum ejus rei nomine mihi certas conditiones, Serenissimæ Regiæ Majestati reverenter proponendas, exhibuerunt ; in quibus cum nihil pro meo ingenio ab æquitate alienum postulari mihi videretur, negare sane vicissim dictis civitatibus cunctisque illarum Ordinibus non potui, quin de iis quæ pro religione ac libertatibus et juribus suis retinendis se petere affirmabant, ad Serenissimum Poloniæ regem electum, Dominum meum clementissimum, relaturum me reciperem, expendens nimirum eas civitates toti Poloniæ regno singulari esse ornamento, sic ut earum rationes propter communis Reipublicæ salutem augendas potius ac provehendas, quam impediendas existimarem.

Et quoniam tam conjunctim, quam disjunctim mihi cum cæteris, Reverendissimo ac Reverendo, Dominis oratoribus, collegis meis, potestas esset, ratione electionis regiæ et uniuscujusque status, in inclito Poloniæ regno et provinciis attinentibus, libertatis conservandæ, tractandi ac concludendi, non putavi hoc a fide et officio meo alienum esse, cum dictæ civitates sese tam promptas ad acceptandam Serenissimi novi regis electionem declararent, quin eisdem meum vicissim studium et operam obligarem, in iis omnibus, quemadmodum receperam, apud Serenissimum regem electum conficiendis, plane existimans, quidquid hic seorsim cum civitatibus tractarem, vigore commissionis meæ non minus roboris habiturum, tanquam in conjuncta causa, ac si Varsaviæ, præsentibus aliis Dominis collegis meis, peractum esset.

Proinde præfatis civitatibus Thorunensi, Elbingensi ac Gedanensi, cunctisque illarum Ordinibus pollicitus sum et præsentibus polliceor,

ac in verbo boni et nobilis viri sancte promitto, me eas conditiones, ab ipsis receptas, ad Serenissimum regem electum fideliter relaturum et secundum petita ipsorum confecturum, adeoque ut nisi earum civitatum magistratibus et Ordinibus, sub adventum Majestatis Suæ ante coronationem, satisfactum et ex animi ipsorum sententia abunde prospectum fuerit, nec ipsæ quidem obligari debeant, nec in fidem et obedientiam jurare teneantur, quam ea omnia regio diplomate et juramento plenarie fuerint consignata et confirmata. Ad evidentiorem autem rei fidem et constantiam, litteras tam Christianissimi Galliarum regis, quam Serenissimi Poloniæ electi, sub utriusque Majestatis manu et sigillis ad proconsules civitatis Gedanensis scriptas extradidi, et cum utraque Majestas Regia de mandatis mihi injunctis manifeste testetur, itaque eas nominatim pro firmiori robore mea quoque manu et sigillo signandas putavi. Hasque præsentes in evidentius testimonium sigillo meo seorsim communivi ac manu mea propria subscripsi.

Actum et datum Gedani, die 15 mensis julii, anno 1573.

SCRIPTUM PRIMUM TEMPORE CORONATIONIS REGIS DE NUNTIIS PRUSSIÆ EMANATUM.

Bibliothèque du prince Czartoryski; Teka Naruszewicza.

Vicit animos nostros, Serenissime ac Potentissime rex, summa et toto terrarum orbe clarissima gloriæ fama et amplissimi nominis splendor, cum pietate, justitia, militaris rei et pacis artibus omnium regum Galliæ conjunctus, ut Te ex illustrissima familia ortum, et illis omnibus magnitudine rerum gestarum et heroicis virtutibus, si non superiorem, parem certe, post tristissimum obitum clarissimi, prudentissimique regis nostri, Sigismundi Augusti, qui ultimus ex Jagellonum domo in hoc potentissimo regno felicissime regnavit, communibus omnium suffragiis et consensu eligendum putaremus. Cujus nunc optatissimo ac prospero in hoc amplissimum regnum adventu mirifice nos omnes recreati sumus, et præstantissimam quandam spem confirmationis rerum nostrarum omnium non concepimus solum, sed etiam votis et precibus omnibus dari hoc nostri cœlesti Dei clementia et liberalitate postulamus, ut Majestas

Vestra Serenissima feliciter ad capessenda hujus regni gubernacula veniat, felicissime nobis omnibus sibi deditissimis præsit, felicissime ac diutissime imperet, ac peroptatos ex hostibus hujus imperii triumphos maxima cum animorum nostrorum voluptate et solida nominis sui gloria celebret, præsentissimumque sibi ita habeat et sentiat Dei immortalis numen, ut omnia prospero eventu agat, et sacrosanctam justitiam, regnorum conservatricem, magnopere cum reliquis, maxime regiis virtutibus, conservari putet oportere. Qua beneficiorum magnitudine et quibus hoc potentissimum regnum ornari maxime fructuosum est, animos omnium nostrum vehementer incensos iri ad persolvendas æterno Deo immortales gratias, et ad prædicandam illius divinæ liberalitatis beneficentiam : hisque rationibus multo paratiorem fore Majestatem Vestram Serenissimam ad perfringendos hujus regni hostiles impetus, ad ea quæ amissa sunt recuperanda omnia, et latissime propagandos regni fines. Nosque authoritati vestræ regiæ deditissimos et fidelissimos subditos ita hac illustri felicitate omnibus lætitiis delibutum iri, ut non aliud quicquam in ore et pectore impressum habeamus, quam ut palam hoc esse divinæ clementiæ erga nos apertissimum testimonium prædicemus. Illud præterea silentio a nobis prætermitti neutiquam honorificum est, Serenissime et Potentissime rex, quin nos totos cum universis amplissimisque provinciis Prussiæ, quæ libera deditione ac sua sponte, excusso tyrannico Cruciferorum jugo, ad regnum hoc Poloniæ accesserant, Majestati Vestræ commendemus. Nostra enim privilegia, quibus a centum et eo amplius annis regno Poloniæ incorporati, inviscerati, inuniti sumus, testimonio sunt eruntque sempiterno, non compulsos armis fuisse nos ad suscipiendam cum hoc clarissimo regno societatem, sed certa et summa quadam cum Polonis charitate et amore, ut sempiternis temporibus (sine tamen jurium, privilegiorum, libertatum, ac bene receptarum consuetudinum nostrarum læsione) conjunctissime viveremus : nosque ad eum usque diem nostris legibus vivere, non autem aliunde allatas admittere unquam voluisse. Quod ea potissimum de causa commemorari fas esse existimavimus, ut Serenissima Majestas Vestra, quomodo et qua ratione nos Eidem subjecerimus, verissime cognoscat. Siquidem in iis litteris, quæ ad nos proxime a Majestate Vestra allatæ fuere, regni duntaxat et Magni ducatus Lithuaniæ, nulla vero terrarum Prussiæ mentio fiat, petimus majorem in modum ut privilegia, prærogativas et immunitates nostras Pruthenicas, omnes et singulas, a principibus, tam spiritualibus quam sæcularibus, a Serenissimis Poloniæ regibus illis terris concessas, nobisque majorum nostrorum et nostris maximis meritis,

donatas, terris Prussiæ clementissime confirmet : quæ quidem privilegia, siquando opportunum fuerit, iis legenda et excutienda, dabuntur, ad quos ea res proprie pertinere judicabitur. Deinde Serenissimam Majestatem Vestram celare nolumus, proximis interregni temporibus, communi omnium terrarum Prussiæ consensu et civitatum oppidorumque voluntate electum et designatum esse Reverendum Dominum Bartholomæum Pleminsium, Varmiensem et Culmensem canonicum, ecclesiæ cathedralis Culmensis episcopum, hominem raræ doctrinæ, ingeniique singularis, prudentiæ autem et pietatis notissimæ atque catholicæ, equestri et claro loco ortum, Ecclesiæ et Reipublicæ utilissimum semper futurum, et multis magnisque suis meritis erga nos omnes hanc gratiam consecutum. Confidimusque, imo etiam vehementissime precamur, ut Majestas Vestra hanc nostram tanti tamque clarissimi viri electionem confirmet, idque eam potissimum ob causam, quod contra jura, privilegia ac libertates nostras, nobis non consentientibus, sed reclamantibus potius, quidam Martinus Cromerus in episcopum Varmiensem obtrusus fuerit, quem nobis episcopum agnoscere in præjudicium privilegiorum nostrorum nulla ratione fuit, neque etiam nunc est integrum. Quin potius petimus, ut in hujus locum quam primum verus harum terrarum indigena, ex capituli libera electione substituatur, ne nobis, quemadmodum hactenus cum summo terrarum incommodo ac præjudicio factum est, præside et episcopo, hoc difficillimo præsertim rerum statu, omnino carere necesse sit. Simili quoque ratione contra immunitates Prussicas privatarum personarum privilegia convulsa et labefactata sunt, et bona earundem, vigore statutorum regni, quibus nos nulla ratione obligamur (cum peculiaribus privilegiis, juribus, immunitatibus ac consuetudinibus gaudeamus et utamur, in earumque pacifica possessione supra hominum memoriam fuerimus), nullo jure, maximo cum terrarum illarum ac incolarum omnium præjudicio, adempta sunt, quæ ut, interveniente authoritate Majestatis Vestræ, iis quibus ea sic adempta esse constat, primo quoquo tempore restituantur, majorem in modum rogamus et obsecramus. Quare nihil nobis et toti Prussiæ optatius, nihil jucundius potest accidere, judicatumque a nobis erit ex hoc facto minime vulgari, hoc principium fore confirmationis libertatum et privilegiorum nostrorum. Quod ut in hoc initio suscepti a Majestate Vestra prosperrime regni obtineri a nobis possit, humillime precamur.

STATUS ET ORDINES TERRARUM PRUSSIÆ.

SCRIPTUM SECUNDUM TEMPORE CORONATIONIS REGIS DE NUNTIIS PRUSSIÆ EMANATUM.

Bibliothèque du prince Czartoryski ; Teka Naruszewicza.

Cum, Serenissime, Potentissime rex et Domine Domine noster clementissime, per hosce aliquot annos proximos, non obscure animadverteremus, et etiam nunc magis magisque animadvertamus, privilegia, jura, libertates et consuetudines nostras Prussicas, non in dubium vocari tantum, sed etiam convelli prorsus ac labefactari, ita etiam ut nominis Pruthenici mentionem obliterari prorsus ac aboleri, præter jus et æquum præterque merita cum majorum nostrorum, tum nostra quoque, summo cum animorum nostrorum mœrore ac incredibili dolore videamus ; facere pro fide nostra et amore ac debito in charissimam patriam non potuimus, quin Serenissimæ Majestati Vestræ Regiæ rationes, tam nominis nostri Pruthenici, quam jurium etiam, privilegiorum, libertatum ac consuetudinum nostrarum Pruthenicarum, ea qua fieri poterit brevitate, sub oculos poneremus, citra certe ullius vel injuriam, vel offensam, sed nostri saltem nominis nostrorumque privilegiorum, jurium, libertatum ac consuetudinum tuendarum et defendendarum gratia. Quas rationes nostras ut Serenissima Majestas Vestra Regia benignissime audire et cognoscere, nosque authoritate sua regia, pro nunquam satis laudata pietate ac æquanimitate, tueri, suoque regio patrocinio clementissime tegere dignetur, majorem in modum supplices et humillime oramus.

Vixerunt, Serenissime ac Potentissime rex, majores nostri superioribus temporibus sub Germanis Cruciferis, quorum præpotentem dominatum cum amplius haud ferre possent, eorum tyrannico jugo excusso, ad amplissimum ac nobilissimum hoc regnum Poloniæ libera deditione ac sua sponte, non armis aut bello victi accesserunt, eidemque indissolubili nexu ita copulati, inviscerati ac uniti sunt, ne discessio ulla aut separatio, ullis unquam temporibus, ab eodem speranda aut expectanda sit, modo penes nostra jura, privilegia, libertates, immunitates ac consuetudines, inviolabiliter conservemur. Quæ vero ea sint privilegia, quæ libertates, quæ consuetudines, et quomodo ea, proximis hisce aliquot annis, præter fas et æquum labefactata ac convulsa fuerint, paucis ostendemus. Sunt in terris Prussiæ peculiares consiliarii, episcopi duo, palatini tres, totidem castellani et succamerarii, tres quoque majores civita-

tes, quæ in consiliariorum numero terrarum Prussiæ censentur, cum quibus Majestas Regia super omnibus causis et negotiis notabilibus, eas terras concernentibus, quotiescunque id necessitas exigere videtur, consilia capere et deliberationem in terris Prussiæ, vel præsens vel per suum internuntium, seu oratorem, instituere tenetur, juxta ea privilegii manifesta apertissimaque verba : « Omnes causas notabiles, dictas terras concernentes, cum communi consiliariorum consilio terrarum prædictarum, tractabimus, terminabimus et definiemus. » Eamque fuisse perpetuam ac nullo unquam tempore a centum annis interruptam consuetudinem, planius est quam ut quisquam inficiari possit. Non pauci enim superstites etiam nunc sunt, tam ex Polonis quam Pruthenis, qui eo munere oratorio in conventibus terrarum Prussiæ aliquoties defuncti sunt ; qui conventus bis quotannis, tempore verno et autumnali, circa dies festos Divorum Stanislai et Michaelis, celebrari consueverunt, quemadmodum id constitutiones nostræ manifeste declarant. Contra quæ privilegii ac constitutionum verba, hactenusque in illis terris receptam et supra hominum memoriam servatam consuetudinem, paucis abhinc annis terrarum consiliarii ad publica regni comitia inviti, renitentes et contra eam novitatem solenniter protestantes, pertracti fuere ; cum ex privilegio et antiqua consuetudine cum consiliariis regni Poloniæ sedere, consilia capere et deliberationem instituere non teneantur, nisi quotiescunque super Serenissimorum Poloniæ regum electione et coronatione deliberationem fieri contingat. Quo factum est, ut, privilegiis terrarum Prussiæ rejectis, consuetudinibus antiquissimis fere abolitis, etiam nominis Pruthenici memoria propemodum obliterata et obducta sit : inde, tanquam ex equo Trojano, omnes errorum tenebræ, omnesque quæ nos mirum in modum premunt difficultates prodiere et ortum traxere. Principio enim ex jure nostro proprio, cum quo ad regnum hoc Poloniæ accessimus, quo majores nostri ab aliquot seculis usi sunt, penes quod etiam Serenissimi Poloniæ reges nos conservare ex his privilegii verbis sancte promiserunt: « Promittentes pro Nobis et hæredibus nostris successoribus quod præfatos nobiles, barones et cives, atque singulos incolas terrarum prædictarum Prussiæ in juribus, libertatibus, litterarum monumentis, quæ a principibus spiritualibus et secularibus, regibus et Dominis terrarum prædictarum obtinuerant, conservabimus, fovebimus et defendemus, nec unquam ea violabimus, aut prævaricabimus, aut violari, prævaricarive quomodolibet permittemus. » Ex eo, aimus, jure in jus nobis ignotum plane, statuta regni, quæ nullo nos unquam tempore obligarunt, pertracti sumus, eorundemque vigore nobis bona nostra

nullo jure, ex Divi olim Alexandri, regis Poloniæ, statuto adempta, et præterea contributiones quoque indictæ sunt, ad quorum statutorum promulgationem nunquam vocati fuimus, nobisque absentibus, utpote qui, retroactis temporibus, comitiis et consiliis regni non interesse consueverimus, quiquid id est, decretum ac statutum fuit : quare nos merito iis obstrictos teneri nec possumus, nec debemus. Ex quo fonte privilegiorum quoque annihilationes, et præscriptionum longissimi temporis, omni jure receptissimarum, rejectiones promanarunt. Privilegia enim nova, contra privilegii communis præscriptum et tenorem annihilata, et pro nullis prorsus habita sunt, cum tamen privilegii nostri hæc clarissima sint verba : « Privilegium si quod amissum fuerit, aliud, de consilio consiliariorum terrarum illarum, gratiose dabimus et largiemur, dummodo in hæreditatis et bonorum, quorum a nobis petetur literalis novatio, petens fuerit in pacifica, continua et præscriptionem habente, possessione. » Quare tamen longissimi temporis præscriptiones, ex eo nescimus unde desumpto fundamento, quod contra regem et legem non currat præscriptio, rejectæ et omnino repudiatæ fuere, contra omnium jurium rationem, omniumque hominum ullo unquam loco aut tempore observatam consuetudinem: unde litium nullus finis, perpetua in foro litigantium jurgia et dissidia, et nullæ prorsus rerum certitudines.

Deinde dignitates et officia contra privilegia terrarum illarum, et apud omnes alias nationes receptum morem, non veris terrarum Prussiæ indigenis, sed promiscue quibuscunque collata sunt, ita ut præside et episcopis, hominibus alias Ecclesiæ et Reipublicæ utilissimis, destituti, omnes earum terrarum incolæ magno incommodo eo nomine afficiantur. Quidam enim Martinus Cromerus nobis in episcopatum Varmiensem pro coadjutore nuper, contra libertates nostras, obtrusus fuit, quemadmodum et alii, diversis in locis non pauci, postpositis cum privilegii nostri hisce manifestissimis verbis : « Dignitates et officia hactenus in illis terris consistentia et in posterum constituenda, item castra et tenutas civitatum et locorum in terris prædictis, nulli extraneo aut forensi, sed proprio indigenæ, juxta observantiam aliarum terrarum regni nostri, conferemus : » tum capituli etiam Varmiensis clarissimis pactis, quibus quatuor gratas personas eligere et Majestati Regiæ offerre jubetur, ut ex illis, cui velit, uni episcopatum conferat.

Quibus supradictis omnibus et aliis quamplurimis, quæ hic brevitatis studio omittimus, non tantum jura, privilegia, libertates et consuetudines nostræ imminuuntur, sed etiam nomen Pruthenicum plane obliteratur et ferme deletur. Idque nunc eo magis, quod ad accersendam in hoc

regnum Majestatem Vestram Regiam nemo ex terris Prussiæ deputatus fuerit, qui nostræ gentis peculiares rationes Majestati Vestræ explicare et planas facere potuisset. Et quamvis initio ex nostro Ordine Magnificus Joannes Dulsius, Culmensis castellanus, et Generosus Christophorus Kostka, capitaneus Golubensis, ad eam obeundam legationem cum reliquis nominati fuissent ; tamen postea, ignari quo consilio, illorum nomen expunctum, et ii tacite non tantum in suam, sed nostrorum potius omnium ignominiam, domi se continere jussi sunt. Quod ne Majestas Vestra Regia, quasi nimirum Ejus minus observantes fuerimus, nobis vitio vertere, vel ullam culpam propterea adscribere velit, majorem in modum et obnixe rogamus. Quo etiam factum est, quod de juramento in terris Prussiæ, ex antiqua consuetudine præstando, commonefieri nequiverit, nos quoque tam angusto temporis spatio, ad coronationem Majestatis Vestræ præfixo, hoc in loco ejus mentionem commode injicere, in tanta hominum frequentia rerumque difficultate, neutiquam potuerimus. Nihilominus tamen pro peculiari populo, pro peculiaribus consiliariis, peculiarem et separatam Rempublicam habentibus, æque ac Poloni vel Lithuani, semper habiti sumus, quod nostris privilegiis, pactis, indultis et litteris regiis, ad nos multifarie datis, suo tempore et loco docere poterimus. Ostendunt id quoque peculiaria nostra jura, insignia, limites, sigilla, juramentum et multa alia, quæ hic commemorare nimis foret longum.

Quibus omnibus et singulis, uti ostendimus, multipliciter proximis hisce annis derogatum et detractum fuit ; quæ tamen nos patienter, plane hactenus tulimus, contradicentes nobis lenitate potius quam austeritate quadam vincere cupientes. Cum autem videamus nos ea re nihil proficere, sed nostra jura, privilegia, immunitates et a majoribus acceptas consuetudines in dies imminui, ac ea ratione prorsus labefactari, ad Majestatem Vestram Regiam, Dominum nostrum clementissimum, principem justitiæ et æquitatis amantissimum, confugiendum nobis esse putavimus, Eandem supplices rogantes et obsecrantes, ut causam nostram justissimam æquissimis oculis respicere, et nos penes libertates, jura, privilegia ac consuetudines nostras, majoribus nostris et nobis a quibusvis principibus, tam spiritualibus, quam secularibus, ac Serenissimis etiam Poloniæ regibus, Majestatis Vestræ pientissimis antecessoribus, concessas et donatas, conservare, et omnia ac singula gravamina in contrarium quomodolibet introducta clementissime abrogare dignetur. Erit nostra ea vicissim sempiterna cura, ut nullum servitii et obsequii genus, in contestanda nostra erga Serenissimam Majestatem Vestram Regiam observantia et fidelissimæ subjectionis testificatione, unquam simus intermissuri.

LETTRES DE LIPPOMANO AU DOGE DE VENISE.

Serenissimo principe, Signore colendissimo,

Da poi le pubbliche cerimonie dell' incoronatione, si è rissoluta Sua Maestà di far la dieta qui, essendo già presenti tutti i principal Signori del regno per trattar molte cose appartenenti al governo, rimettendo però la rissolutione di molte altre, che ricercano i nuntij delle città et provincie, ad un' altra, che si farà in Varsavia, quanto prima Sua Maestà vi vadi. Fra tanto questi Signori prelati, palatini et castellani si riducono col re ogni giorno dalla mattina alla sera in longhissime consultationi, et tra le altre cose importanti, ch'io intendo che hanno a deliberare è la risposta di pace o di guerra, che s' haverà da fare agli ambasciatori del Moscovito, li quali fra tanto hanno fatto fermare in Lituania, sapendo che non hanno da domandar altro, che la confirmation della tregua che finisce a questo luglio. Et se ben molti sentono, che si faccia esercito per ricuperare quei luoghi, che gli sono occupati nella Lituania di là dal fiume Boristene, non di meno si dice, che il re vorrebbe prima stabilir le cose sue innanzi che mettersi in guerra, alla quale però promette di attendere di buona voglia, quando così sia giudicato bene dal senato.

Si dimostra ogni giorno più la Maestà Sua cattolica et religiosa, et chiaro segno tra gli altri ne diede uno di questi giorni, che essendo invitato pubblicamente dal palatino di Cracovia heretico a tener a battesimo un suo figliolo, gli rispose, che non poteva far questo, essendo lui di diversa religione della sua, tenendo pur a battesimo quella mattina medesima un figliolo d'un altro Signor cattolico. Con tutto questo riuscisce così gratioso et benigno verso di ogni uno, che tutti generalmente ne restano contenti et satisfatti, si come all' incontro odiano in estremo gli altri Francesi, che sono venuti qui, et di già ne hanno ammazzati alquanti, di maniera che s'intende, che partiranno tutti tra quindici giorni alla più longa , non restando altri, che un suo consegliero, et si può dir interprete di tutte le lingue, et alcuni camerieri.

Del matrimonio con l'Infante più non si parla, anzi pare che per hora sia del tutto sopito.

Con i principi di Germania e massimamente con gli elettori attende Sua Maestà a farsi molto confidente, et a stringer ogni giorno più l'intelligentia con lettere et negotii, dei quali intendendone alla giornata non mancherò di avvisare.

Sono sei giorni che si accese fuoco di notte in un borgo di questa città, ch'era di maggior parte di legname, et si brusò quasi tutto con alquanti homeni, cavalli et robe assai. Et vogliono in ogni modo coloro, che siano stati Francesi causa di questo danno.

Delle cose di Costantinopoli qui non habbiamo altra nova, se non che di Valacchia conducevano grandissima quantità di canoni per Galec, dicendo, che il Signor farà grande armata quest' anno per voler far impresa, il qual ha mandato un chiaus al Transilvano con fargli intendere, che sia buon vicino, et usi ogni sorte di honore al re di Polonia, perchè essendo fratello del re Cristianissimo è molto amico suo.

L'illustrissimo Signor Alberto Laschi, palatino Siradiense, principalissimo in queste parti, et di gran seguito, et che fu nominato nell' elettione di re, è stato a vedermi dicendomi, che si come ha fatto sempre gran stima, et osservato quella Serenissima Repubblica, così che haverebbe desiderato che il negotio suo, che si principiò a trattar con la santa memoria di Pio V, si fusse effettuato, ma che in ogni tempo, che venga altra occasione di guerra con Turchi, sarà pronto di queste parti per andar nel paese loro con cinquanta et sessanta mille cavalli, che lo seguiranno, non volendo che gliene siano pagati nè anco un quinto d'essi, di che io lo ringratiai con affermarle che quella Serenissima Repubblica tenerà sempre memoria di questa sua nobilissima et honoratissima offerta. Questo è quel poco amico dell' Imperatore, et il più favorito di questo re.

Vi sono lettere di Svetia venute in dodici giorni all' ambasciator di quella Maestà qui ressidente, le quali accusano, che li paesani confinanti di quel regno con il Moscovita, nemico loco antico et perpetuo, havevano preso Vesemburg, et abbruggiati molti casali con morte di circa dieci otto mille homeni; onde i Polacchi, che pur vorriano la guerra, come scrivo di sopra, se ne rallegrano molto, sperando che questo avviso sia per esser novo stimulo alla Maestà del re et del senato nella futura deliberatione di pace o di guerra col Moscovita. Grazie, etc.

Di Cracovia, li 4 di marzo 1574.

HIERONIMO LIPPOMANO, ambasciator.

Serenissimo principe,

Sono venuti con più di tre cento cavalli quattro ambasciatori de' Tartari, l'uno del Gran Can chiamato imperator di Precopi, l'altro del suo primo genito di venti tre figliuoli che ha con diverse donne, il terzo del secondo figliuolo, col il quarto della moglie di esso Gran Can, i quali unitamente furono terzo giorno introdotti in senato al re, ove ingenocchiandosi in luogo di riverenza uno, et poi l'altro toccando con la testa la terra, andarono ai piedi della Maestà Sua, che nè si lasciava basciar la mano, nè toccare, ma solamente lui con la sua mano toccava loro la spalla dritta, et da poi che hebbero così fatto, retiratisi alquanto indietro, stando tutti in genocchioni, fece il primo l'ambasciata sua dicendo, che il Gran Can era stato sempre volentieri amico di questa Repubblica, come nemica del nemico di lui, intendendo il Moscovito, et che hora, se il re si contenterà. intende di esserle più amico che mai, tenendolo la Maestà Sua in luogo di fratello, et tanto più volentieri, quanto che il nome del suo valore et delle battaglie fatte da lui, et di suoi pensieri tutti inclinati alla guerra si sono gloriosamente sentiti fino in Tartaria.

Poi narrò la commodità, che havrebbe havuto nell' interregno di danneggiare quelle provincie di questo regno a lui vicine, et disse, che non solamente non lo haveva voluto far lui stesso, ma che nè anco haveva permèsso, che alcuno de' suoi figlioli, come che il secondo ne facesse grande instantia, venisse a fargli danno alcuno, perchè gli pareva, che questa Repubblica senza re fusse come una vedova orfana, et più tosto che nuocergli havrebbe pigliato il suo patrocinio, quando chi si sia havesse voluto perturbar la quiete sua, et che in questo mentre ha sempre pregato Dio, che concedesse per re ad essa Repubblica un bellicoso principe, come la sua Divina Maestà s'è degnata di concederle : di che l'ambasciator mostrava, che l'Imperator suo se ne sia grandemente rallegrato. Poi disse, che dal giorno della sua partita fino al ritorno haveva termine tre mesi a portar la risposta, se la Maestà Sua si contentava dell' amicitia del Gran Can, et che volendola gli mandasse lettere con il giuramento, et con i presenti soliti, i quali sogliono essere quindici mille ducati ungari del regno di Polonia, et altrettanti di Lituania, offerendosi ad ogni richiesta di mandar contro il Moscovito almeno cento mille Tartari a cavallo senza altro soldo, secondo le antiche compositioni del regno, et come quando fosse nemico, potrebbe venir con ducento mille a suoi danni.

Finalmente essortò et pregò quanto più poteva la Maestà Sua, che

volesse ben bene cingersi la spada, et montare sopra cavallo contra il Moscovito, promettendo, che non così tosto il Gran Can et li venti tre figlioli saprebbonlo, che anchor essi moverebbono a cavallo per l'istesso effetto, et che tra questa mezzo non cesseranno, di danneggiare il più che potranno esso Moscovita, il che fece replicare tre volte all' interprete in segno, che questo è il principal capo della sua ambasciata : et donando alla Maestà Sua un arco per nome del suo Signore disse, che glielo mandava per invitarlo a saettar il Mosco, et che se era piccolo presente, tanto più le pregava gran felicità.

Finito che questo hebbe, l'ambasciatore del primo genito salutò il re per nome del suo Signore, et disse, che non havea altro di più che significargli di ciò ch' haveva detto il primo, et cavato fuori d'una carta un fazzoletto lavorato d'oro, disse, che quello era il presente, che portava alla Sua Maestà per asciugarsi il volto nelle fatiche della guerra.

Il terzo alquanto più ardito disse : io sono ambasciatore del figliuolo cattivo del Gran Can, et di quello, che in ogni modo voleva far la guerra a questo regno innanzi la venuta sua, ma hora che tu sei re di esso, ti saluto per nome di lui come amico, et ti prego per suo nome di valorosamente cingerti la spada et montar a cavallo contro il Gran duca di Moscovia : sicurissimamente che con l'aiuto di Tartari non solo ricupererai al suo regno quanto esso Mosco gli ha tolto in diverse volte, ma che a lui piglieremo in poco tempo ciò che possiede ; et donò un altro fazzoletto.

Et per ultimo quel della donna fece le salutationi, et donò una gran tovaglia fatta di rede in testimonio di buona amicitia.

Il re, chiamati i senatori et brevemente consultata la risposta, gli fece dire (restando però essi sempre in genocchio), che haveva havuto carissime le salutationi et i presenti de i suoi Signori, siccome haverà anco sopra modo cara l'amicitia loro, et che havrebbe havuto più commodamente consideratione a quanto detto havevano, et che poi li farebbe risposta : intanto che andassero al suo alloggiamento, dove sono spesati da Sua Maestà, et vivono così da barbari, che fanno stupir ogni uno con le sue attioni, le quali io tralascio per non fastidir più lungamente Vostra Serenità in questa materia ; bastando il sapere, che costoro in molte et molte cose fanno tutto il contrario di noi altri, essendo non pur di religion heretica Maomettana, ma homeni fieri, et che stanno continuam̃ente alla campagna, non fermandosi mai lungamente in un luogo, si come, oltre a quello che se n'intende per l'historie, mi hanno particolarmente detto certi suoi interpreti et alcuni di origine Genovesi di Caffa.

Un altro Tartaro venuto innanzi di questi ha portato lettere pur di esso

Gran Can al palatin di Russia, le quali havendo havuto modo di havere mando tradotte alla Serenità Vostra, et sono due lettere alquanto più altiere, che non è stato il parlar degli ambasciatori, dicendo di quei danni fatti da i Cosachi et domandando le rate scorse, delle quali cose li ambasciatori non hanno detto parola.

Di Cracovia, li 7 di marzo 1574.

Hieronimo Lippomano, ambasciator.

Serenissimo principe,

Li nuntii della nobiltà et città di Danzica sono venuti, et hanno basciato le mani alla Sua Maestà in camera, significandole, che la loro venuta qui è stata per rallegrarsi dell' arrivo suo, et non per giurarle obbedientia, ma che quando la Maestà Sua anderà in Danzica, se gli permetterà di viver liberamente, et giurerà l'osservation dei suoi capitoli vecchij, che loro ancora le daranno l'ubedientia, et li saranno humili et obbedientissimi sudditi. Et quelli di Prussia ancora stanno ostinati di non voler giurare, se non che gli sia levato un datio, et dato al duca suo la prima sedia et prima voce in senato, il che per esser in pregiuditio delli altri palatini apporta nova difficultà con qualche molestia dell' animo del re, il quale finalmente con la prudenza et gran destrezza, che adopera, acquieterà ogni cosa, se non hora, alla più longa all' andata sua in quelle parti. Et intanto attende a gratificar i Polacchi, che stanno pur in sospetto, che voglia essere assoluto re, come era l'altro, et di questo se ne mostrano così gelosi, che fanno ogni opera perchè la Maestà Sua non dia audientie secrete ad ambasciatori, ma quando pure le dà, se ne lamentano, et quando si trovano nella stantia, si mettono arditamente ad interrompere li ragionamenti, come fecero al Monsignor nuntio, et come dui giorni dopo che la Sua Maestà mi mandò a chiamare per raccomandarmi un bandito, del qual scrivo alli Eccelentissimi Signori Capi, fecero anco a me, credendosi questi vescovi et palatini ch'io tra gli altri habbia qualche gran negotio, et particolarmente di tentar di mover il re contra il Turco, del quale (non havendo pace col Moscovito) temeriano, come di potente inimico; per il che io facendo nascer le occasioni dei ragionamenti, m'affatico di farle credere, che per altro non è un ambasciator di Venetia qui, se non per dimostrar a Sua Maestà, a loro, et a tutto il mondo la

osservantia della nostra Repubblica verso questa Serenissima regal casa, anche per la stima che fa di questa honoratissima natione ; ma che, come ho detto, in ogni parte si dimostrà benigno et prudente re, vedendo che hanno preso quel termine di interromper gli ambasciatori, ha mandato a me Monsignor di Bellièvre et Monsignor di Rambouillet, oratori del re Cristianissimo, et suoi particolari conseglieri, perchè mi dicano, che se egli ha patientia, che anch'io non trovi male questa maniera di procedere di Polacchi, perchè questo non durerà molto, et che poi con effetti farà conoscere a tutti quanto sia grato alla Vostra Serenità d'ogni altro favore, et particolarmente di questo di tenerle un ambasciator ordinario, che furono le formal parole che usarono quei due Signori.

Io risposi, come si conveniva, dicendoli fra le altre cose, che questo ufficio, che mandava a far meco, era senza altro gran testimonio della buona volontà sua verso di noi.

Questa città si ritrova in gran confusione per la morte del Signor Wapowski, Signor principale, che fu ammazzato da un de' Signori Zboroski per occasione di certa giostra nella piazza del castello, mentre che il re era alla finestra per veder giostrare, et heri mattina fu dai parenti et amici in numero di più di cinque cento con pericolo di maggior scandalo portato il corpo del morto nella corte del re, al quale ad alta voce fu domandato giustizia, dicendo, che sicome non ne dubitano, così che quando non fusse fatta rigorosamente, et che più tosto la Maestà Sua usasse clementia, che si vedrebbe a correr per le strade tanto sangue dei suoi nemici, che faria pietà ad ogni uno : per il che il re, non ostante che il reo sia d'una casa, che si può dir che habbia eletto Sua Maestà, ha rimesso la causa al senato, ordinando che senza rispetto si proceda. Et perchè nel senato non costumano loro di mandar fuori i parenti delle parti interessate, nè meno giudicano con ballottationi, ma danno il voto suo pubblicamente, dovendo l'un l'altro sentir chi favorirà l'una, et chi l'altra parte, si teme, che queste fattioni non sieno poi per acquietarsi così facilmente. Gratia, etc.

Di Cracovia, li 9 marzo 1574.

HIERONIMO LIPPOMANO, ambasciator.

SERENISSIMO PRINCIPE, SIGNORE COLENDISSIMO,

Siamo stati tutti questi giorni in grandissimo pericolo di qualche mortali à grande, et rumore tra questi nobili della morte di quel Signor castellano per dispareri successi in giostra, come scrissi per l'ultime mie di 9 di questo, volendo i parenti et fautori di quello, che sono molti, severissima et rigorosa giustitia, cioè, che fusse bandito, confiscati i beni, et dichiarato infame, la qual cosa i Polacchi stimano tanto, che si sono trovati di quelli, che più tosto d'esser pubblicati infami, sono andati volontarj alla morte; et l'altra parte, che non è di minor autorità, difendendo il reo con certe sue apparenti ragioni, voleva l'assolutione, onde si può dir che tutta la nobiltà, la quale è qui in gran numero, et superba assai, fusse divisa in doi parti, et ogni giorno si è disputata la causa in senato, dove andavano armati tutti, tolendo il re i voti di ogni uno pubblicamente, presenti i fratelli et altri parenti dei litiganti, che così qui usano di fare, et insieme tenendo il corpo del morto nella piazza del castello, sino che è stata data la sententia : finalmente vedendo il re, che i senatori nel darla erano discordi, ha terminato lui, dopo haver ascoltato tutti, per non far a modo nè dell' uno nè dell' altro, che il reo sia perpetuamente bandito di tutto il regno, et confiscati i beni, non essendo nè l'una nè l'altra parte restata contenta più che tanto.

Tutta via stà rissoluta Sua Maestà di andar al viaggio di Lituania et altre sue provincie, et dissegna di partire fatta l'ottava di Pasqua, et di là, dicesi, che manderà ancora ambasciatori al Moscovito per domandarli i castelli et terre con più di sessanta leghe di paese, che li occupa, et intesa la risposta, delibererà poi quello, che s' haverà da fare.

Fa grande instantia la Serenissima Infante, et li ambasciatori delle altre due sorelle, Svetia et Brunsvich, che si apra et legga in senato il testamento del re morto, non ancora vedutosi, perchè desiderano, che si effettui, et che si parti l'eredità secondo che comanda per esso, onde hora si attenderà a questo negotio.

Si parla di mandar ambasciatori a Roma, all' Imperator, in Francia et a Costantinopoli : di mandarne a Vostra Serenità, fin hora non è detto parola, nè io mi moverò in questa materia, se da Lei non mi sarà commandato altro.

La dieta voleva dar doi vescovi, doi palatini et doi castellani assistenti al re, il quale senza essi non potesse nè ascoltar ambasciatori, nè trattar

altro negotio, a che Sua Maestà non solo non ha voluto consentir, ma ha fatto parlar in maniera, che tutti si sono acquetati, affermando, che siccome non mancherà di giustitia a niuno, nè sarà per interrompere alcun suo privilegio, che così all' incontro non si pensano di volergli restringer l'autorità regia, nè alterar alcuna cosa di quello che facevano i re passati, che dissolverà la dieta, perchè volevano ogni giorno proponer qualche novità : oltre che quando i Signori non sono uniti, il re è, si può dir, assoluto padrone.

Su queste cose principalmente si conosce l'autorità di questo re, nel dar tutte le dignità, uffitij et benefitij, nel chiamar et non le diete, quando vuole, nel proponer le materie lui solo et non altri, con far il decreto medesimamente lui solo, però da poi haver ascoltato tutti, l'amministrar la giustitia, et nel comandare poi in tutte le cose assolutamente nel tempo della guerra. A tutte queste volevano sotto apparenti cause metter regola, et levar, dicevano essi, la fatica et travaglio al re, ma in effetto non era altro che un restringerle l'autorità et potere. Alla prima proponevano a Sua Maestà, che fusse bene far un ordine certo, che una dignità succedesse all' altra, come a dire, che morendo un palatino succedesse un altro più vecchio, et poi un castellano a quello, a tal che Sua Maestà non havesse più da dar i gradi, se non gli infimi et bassi, ma che subintrassero come per una scala. Medesimamente, che il più vecchio canonico succedesse al vescovo, et il vescovo più vecchio alli arcivescovati che vacassero.

Al capo delle diete, dicevano, che saria benissimo fatto, che ogni anno si tenesse dieta generale in Varsavia per doi mesi continui, et non per il proponer del re et decreti suoi si terminassero tutte le cose, ma per la maggior parte dei voti, et che i sei assistenti potessero ancor loro proponer le materie, che il senato terminasse le cause di giustitia senza la presentia del re, et finalmente, che fusse eletto un numero de' senatori al tempo di guerra, che per la maggior parte deliberassero le materie occorenti insieme con Sua Maestà, la quale finalmente, siccome ha levato tai pensieri a questi Signori Polacchi, così con la sua molta prudentia et desterità ne leverà degli altri, con esser re grande et prudentissimo; perchè come a questi nobili non gli riescono simili tentativi, si acquietano per del tutto, dicendosi qui per proverbio, che gli homeni in Polonia nel principio sono più caldi che il fuoco, et nel fine più freddi del ghiaccio.

Qui s'incominciò a sentir qualche sospetto di peste, la quale, se ben quasi per l'ordinario vi regna ogni estate, et molto più l'autunno, però vogliono costoro che hora anticipi per la gran moltitudine di gente, che

si ritrova nella città, essendo molti di questi palatini et castellani venut' alla dieta, che hanno seco più di mille cavalli per uno. Gratie, etc.

Di Cracovia, li 16 di marzo 1574.

HIERONIMO LIPPOMANO, ambasciator.

SERENISSIMO PRINCIPE,

Quello che era vaivoda hereditario di Valacchia et che, come facevano i suoi predecessori, era solito di giurar obbedientia al Turco come tributario, et ai re di Polonia come feudatario, poco tempo fa fu scacciato del stato, havendo voluto il Turco metterne uno che riconosca la Valacchia da lui solo con quelle conditioni, che le è piaciuto, è venuto hora alla corte per veder che il re tenti la restitutione del governo della Valacchia nella sua persona, come era prima : ma poichè si vede, che il Turco non ha scacciato forse costui per altro, che perchè seguendo la successione in suoi figlioli non havessero a giurar anch' essi la fedeltà a tutte due le parti, et che con questo mezzo ha voluto redur essa Valacchia compitamente sotto di sè, non ostante che nelle capitulationi di pace ch' ha con questo regno sia specificato, che li vaivoda di Valacchia dovessero giurar l'ubbedientia da tutte due le parti : si crede, che questo sarà negotio disperato et da non tentare : pure la Maestà Sua ha destinato un gentilhomo, che anderà presto alla Porta per dar conto al Gran Signore della sua venuta al regno, et per farli intendere, che li manderà poi un ambasciatore, il qual gentilhomo conosciuto da me mi ha detto, che in tutto quello che potrà far servitio al clarissimo bailo della Serenità Vostra, lo farà molto volentieri.

Ha inteso il re con qualche suo dispiacere che il Moscovito ha mandato un homo all' Imperator per unirsi con Sua Maestà Imperiale strettamente, et dice non saper che negotij possano haver insieme : credosi che dubitando esso Moscovito, che questo re soldato et bellicoso non sia per confirmarle le tregue, faccia officio con l'Imperatore, che movi l'arme contro questo regno.

Partì hieri mattina il marescial di Retz per Francia, et tra duoi giorni se ne ritornerà anco Monsignor di Rambouillet, et di mano in mano tutti li Francesi, i quali se ne vanno non manco per i rumori, che sentono esser in Francia, che perchè non siano qui ben veduti dai Polacchi, che in somma non vogliono veder altri intorno al re che loro stessi.

È anco partito il conte della Mirandola, il quale mi ha detto, che non essendo rimesso nella Mirandola dal re Cristianissimo, hora che, come scrissi, va in Francia per questo effetto, et che havendo la Repubblica la guerra, come si dice, che si rissolverà forse di abbandonare i pensieri, che ha di accostarsi a Spagna, et che si offerirà al servitio della Serenissima Repubblica. Gratie, etc.

Di Cracovia, li 26 marzo 1574.

HIERONIMO LIPPOMANO, ambasciator.

SERENISSIMO PRINCIPE, SIGNORE COLENDISSIMO,

Da poi ch'io scrissi a Vostra Serenità con ultime mie dei 29 del passato, che il re era tuttavia con febbre di qualche consideratione, ha la Maestà Sua havuto miglioramento, ma è restato con alcuni dolori di stomaco, et così malinconico, che per anchora non si può dir che stia bene, pure per il molto desiderio, che ha di dissolvere questa dieta per mettersi in libertà quanto prima, et per pigliar riposo, ha fatto diverse volte convocar alla sua presenza il senato nella medesima sua stuffa, per dar fine, come ha fatto in parte, ad alcune materie, che non potevano portar dilatione, per esser di molta importanza, che sono state queste.

Li vescovi et cattolici del regno protestavano alla presentia degli heretici, che il sacramento giurato della Maestà Sua in Francia di non molestar loro in conto alcuno, in niun tempo, ma di lasciarli vivere secondo la libertà delle loro coscientie, s'intendesse nullo, casso, et di niun valore, per essere contra il buon zelo de l'honor di Dio, et contrario immediate ad un statuto antichissimo del regno, il quale contiene, che quelli che si allontaneranno in qual si voglia parte dalla fide nostra cattolica romana, siano fatti morire, et gli siano confiscati i beni con ogni rigore et severità.

Gli heretici all' incontro protestavano medesimamente, presenti li vescovi et altri cattolici, che intendevano quel statuto annullato et casso, non pur per sopradetto giuramento, come per l'antichità di esso, che non essendo stato osservato s'havea fatto dalla consuetudine legge in contrario, et sopra questo si facevano sentir altissimamente, nè volevano consentir, che si parlasse di altra cosa fin che questa, nella quale si trattava della sicurezza di essi, fusse difinita : onde havendo ogni un dell' una et l'altra parte, secondo l'ordinario, detto la sua opinione, Sua

Maestà con longo discorso alla presenza di tutti loro disse, che haveva sempre havuto animo di governar questo regno secondo il volere et conseglio dei Signori Polacchi, et con questo istesso animo, credendo di piacer a tutti unitamente, havea giurato quel capitolo in Francia, ma che hora che conosce il contrario per la diversità delle opinioni, che sentiva in questo proposito, non sapeva che altro determinare se non che tra loro si accordassero, perchè si come prontamente et volentieri ha lasciato la patria et i parenti per venir al governo di essi, così che non sarà mai per dar occasione a chi si sia di diffidare della giustitia sua, persuadendo loro quanto più poteva che si accordassero, et permettendoli, accordati che siano, di dargli ogni possibile satisfattione.

Questa forma di parlare è stata quella, che ha in parte intepidito l'ardor degli heretici, et che ha molto consolato i cattolici, che essendo in maggior numero et di maggior qualità, sperano di ridur finalmente questa materia al desiderio di tutti i buoni, et questo è anco stato il pensiero del re, ma non di meno gli heretici non cessano tuttavia di proponer altri partiti.

Nel negotio di pagar i soldati di Lituania, di Livonia et di Russia ai confini del Moscovito, che dimandavano più di due cento mille scudi di paghe scorse in tempo del re morto, Sua Maestà ha determinato pur in senato, che siano per hora pagati dal tempo della ellettion sua fino al presente, et che del resto ha detto, che si parlerà poi, promettendo alli capitani, che sono qui in buona parte, di tenerle in avvenire sumministrare le paghe di tempo in tempo, et anco questa è stata deliberation stimata savia et prudente.

Di qui innanzi si parlerà sopra il testamento del re passato, il quale è già stato letto, et in esso hanno scoperto alcuni passi di qualche consideratione, et tra questi, che lascia, come s'è detto altre volte, il tesoro et ogni altro suo proprio bene et pretensioni alle sorelle, ma di più, ch'ereditano l'una l'altra finchè ognuna di esse vivono, et da poi che saranno morte tutte, ordina che ogni cosa ritorna al regno, et più nasce il dubbio per il quale, dicono i Polacchi, chi può assicurare, che il re di Svetia, nè il marchese di Brunsvich, dopo la morte delle loro moglie, siano per restituire quello ch' haveranno già forse qualche anno posseduto? Et quelli che sono in tutto contrarij alla Serenissima Infante propongono al re, che non lascia approvar questo testamento.

Ma la Maestà Sua, grand' anche che fusse l'altra parte, che si oppone gagliardamente a queste proposte, non è da pensare, che facesse mai cosa tale, perchè bisogna credere, che ancor lui si raccordi d'esser mor-

tale, et che pensi, che annullando il testamento del suo predecessore, il suo successore potesse annichilar quello di Sua Maestà, onde senza fallo si ritroverà qualche compensa intorno alle difficultà che vi sono, et al peggio se li leverà qualche clausula, et poi sarà admesso et esseguito, come è giusto.

In essecutione delle lettere di Vostra Serenità dei 20 del passato, ho comunicato al re la confirmation della pace col Signor Turco, et dettole, si come in esse mi commette, le grandissime preparationi, che tuttavia si continuano di fare in Costantinopoli per far uscir grossa armata. Sua Maestà disse, che ringratiava Dio di essa pace, et che voleva sperare, che tornerebbe a gran beneficio di quella Repubblica, poi mostrò gran desiderio di saper ove fusse per andar quest' anno essa armata Turchesca, et mi ricercò con instantia, che tutta volta che havessi avvisi di essa da Vostra Serenità, che glieli volessi significare, et di più, ch'io la pregassi per suo nome a farle spesso parte di ciò che intendeva per giornata, con moltre altre parole piene d'affetto et di buona voluntà verso quella Serenissima Signoria, delle quali fu da me generalmente ringratiato.

Con questa voce poi di pace con Signor Turco si sono svegliati alcuni humori di diversi Signori di Russia et di Podolia verso i confini Turcheschi, ove nascono formenti in tanta quantità, che non sanno che farne, et per questo lasciano ben spesso di far seminar un terzo dell' loro terreni, et vanno pensando quando riducessero il fiume Niester navigabile, come potriano far con pochissima difficultà di far condur sopra di esso con barche non pur grandissima quantità de' grani, et particolarmente formenti, ma ancora carne salata, cordoani, cenere et altro fino a Costantinopoli, et di là con navi a Venetia, quando fussero sicuri di haverne spazzo, et alcuno di essi mi ha fatto intendere di volermene parlare, et mi ha fatto dire come spera, che questo negotio haverà miglior indirizzo hora col mezzo di un ambasciatore di Vostra Serenità, che non ha havuto altre volte, quando è stato trattato da persone interessate, et che si volevano far troppo presto ricche, et di più, che loro piglierebbono il carico di haver la licentia del transito a Costantinopoli, senza che quella Serenissima Repubblica s'intromettesse punto.

Comparvero finalmente qui dui homeni del Moscovito, uno dopo l'altro, i quali con alterezza incredibile et con superbissime maniere, secondo il solito di quella natione, apprensentarono in senato ognuno a parte lettere indirizzate ad esso solo, nelle quali dopo un infinità d'altri titoli si chiama due volte Cesare et Signor di Russia et di Livonia, et fingendo di non sapere che il re sia ancor pervenuto al regno, domanda

salvo condotto per altri suoi ambasciatori chiamati grandi, perchè non vengono mai con meno di mille cavalli, essendo spesati dai Polacchi in tutte le parti del regno di Polonia, come all' incontro quelli di Polonia, che non sogliono andar con minor pompa, sono spesati per tutti i stati del Gran duca di Moscovia, et questo salvo condotto lo domandavano acciò che possano venir quanto prima a veder quello che ha da essere, essendo a fine questo agosto la tregua, che è tra loro, comprendendosi che il Moscovito desideri che essa lega sia prolongata almeno ancora per dui anni, et che faccia gran conto, per non dir che sia spaurito della fama, che ha Sua Maestà per il mondo di bellicoso soldato.

Il senato rispose ad ogni uno di coloro pur a parte, secondo che appresentavano le lettere, che non voleva aprirle senza la presenza del suo re; però che ritornassero al suo alloggiamento, che poi sarebbe mandato per essi, quando Sua Maestà havesse comandato che risposta che se gli doveva dare: et innanzi che sia licentiata la dieta, si tratterà anche questa risposta, che sarà il concedergli il salvo condotto, che addimandano. Et quando che sia che giungano essi gran ambasciatori, Sua Maestà gli accorderà anco forse la confirmation che desiderano di essa tregua, perchè innanzi che mettersi in guerra con nemico così potente, ha bisogno di fermar bene il piede in stato, et di far buona provvision del nervo delle guerre, che è il danaro. Intanto qui si stà sospesi di quell' homo del Gran duca di Moscovia, che è alla corte dell' Imperatore, credendosi che non possa esser vero certo negotio del duca Magno per unir quella sua parte di Livonia all' Imperatore con disegno di haver poi aiuto di lui contra il re di Svetia suo antico nemico: ma poi tosto giudicasi che pubblicano così per coprire altri trattati contro questo regno, come scrissi alla Sublimità Vostra a 26 del passato, et che più tosto, per dirlo più chiaramente, habbiano tentato che l'Alemagna si mova per acquistar la Prussia, sopra della quale pretende.

L'abbate Guadagno, che fu mandato alla regina Cristianissima madre, et dal Cristianissimo in Germania a ringratiar quei principi delle cortesie usate al re di Polonia, hebbe ordine da loro Cristianissime Maestà di arrivar fin qui per far intendere a Sua Maestà, che nelle nove sollevationi degli Ugonotti di quel regno causate in gran parte dall' essersi scoperti alcuni trattati contra di loro, nei quali, dicevano, che il re Cristianissimo ne era stato autore, non che consentiente, esso re Cristianissimo per acquetar coloro, si era iscusato con dir che a modo alcuno non era stato lui, nè di suo consenso, ma che intendeva bene et con suo dispiacere, che erano stati ordinati dal re di Polonia innanzi la partita

sua di Francia: et quando l'abbate significò questo tanto al re, Sua Maestà rispose, che quanto a se, questo non voleva dir niente, et che Dio era testimonio, come lui non supplicava mai d' altro Sua Divina Maestà, se non della quiete di quella corona.

Ho poi inteso per buona via, che ha fatto intendere al fratello, che quando non possa haver la pace in Francia, alla quale lo esorta, et che gli faccia bisogno d'aiuti forastieri, che si assicura per la buona amicitia, che ha contratto con i principi d'Alemagna, et per le promesse, che ha avuto da loro, di poterle far haver fin quindici mille cavalli di quella natione in servitio suo.

Dopo l'elettione di Sua Maestà tutti quei gentilhomeni, che volevano uscir di Polonia per andarsene in qualche studio, soprastettero con disegno di dover poi andarsene in Francia, et hora che hanno conosciuto quanto sia diverso l'humor Francese dal Polacco, ammazzandosene ogni giorno dell' una et dell' altra parte, hanno rissoluto di andarsene la maggior parte a Padova, et altri a Bologna, contentandosi Sua Maestà, secondo la forma delle sue offerte, di mantenerne per hora cinquanta in qual vorranno di questi dui studj.

Il duca di Nevers partirà di quà fra dui giorni per andarsene ai bagni di Lucca, et volendo andar prima a Mantova a veder il Signor duca suo fratello, passerà per Venetia, sperando non pur per la persona, che è egli da se stesso, ma anco per il grado che tiene di luogotente del re Cristianissimo in Italia, di ricever dalla Serenità Vostra ogni honore et accoglienza ; anzi di più mi ha fatto dire, che quando Vostra Sublimità volesse riceverlo, come ha fatto diverse volte altri duchi et principi col bucintoro et altri termini di honore, che egli se ne verrebbe pubblicamente, il che parmi haver compreso, che molto desideri, perchè prega che di questo ne sia data risposta a Monsignor di Ferriero, ambasciator del re Cristianissimo in Venetia, al quale anch' egli scrive con le alligate, che mi ha mandato, et dissegna di esservi un giorno o dui innanzi l'Ascensione, et di non fermarvisi più che dui giorni.

Le alligate lettere di Sua Maestà et della Serenissima Infante sono in risposta di quelle ch'io a loro appresentai, et il vicere mi ha fatto dire, che mi manderà poi anco risposta di quelle che Vostra Serenità scrisse al senato, per non mancare a ufficio, che si convenga all' honor dovuto di questo regno a quella Serenissima Repubblica. Gratie, etc.

Di Cracovia, li 15 d'aprile 1574.

Hieronimo Lippomano, ambasciator.

SERENISSIMO PRINCIPE,

(In cifra.) Con l'Illustrissimo Signor Alberto Laschi palatino di Seradia ho fatto quell' officio apponto, che la Serenità Vostra mi comanda, havendo anco inteso altri suoi pensieri et dissegni, come dirò appresso. Mandai da lui (Laski) la matina dietro che hebbi le lettere pubbliche, facendole dire, che lo desiderava di visitarlo, se le era comodo: mi fece rispondere, che in quell' hora andava dal re, ma che dapoi saria venuto a disnar meco, et a ragionar commodamente di tutto quello che havessi voluto, come fece: sentì gratissimamente le parole, che io le dissi per nome di Vostra Serenità, talmente che non contento di pregarmi affettuosissimamente, ch'io volessi con mie lettere renderle infinite gratie, si rissolse di volerne scrivere anchora lui: poi tirato dalla dolcezza del ragionamento mi scoperse tutto l'animo suo, che si come ha in testamento dal padre che fu quel valoroso soldato, come ne parlano le historie, che morì in Valacchia venerato da Turchi, di vendicar la sua morte, che così non pensa mai ad altro che a questo: onde sa molto bene la strada, i modi et le vie di danneggiare il Turco; et che quando fusse stato un poco aiutato al tempo della nostra guerra, li havrebbe dato l'anima di far da questa parte segnalatissime imprese: ma poichè per adesso non vede altra occasione, perchè non bisogna pensar di moversi, se per mare et per terra non è battuto, ha pensato col negotio di farsi più aperta la strada nell' avvenire a suoi dissegni, che però quando fu in Francia a levar questo re di Polonia et ottenne lettere dall' uno et dall' altro re, che pregavano il Signor Turco a voler investir lui della Valacchia, sopra della quale pretende, con pagargli il solito censo, et che in risposta ha havuto da Costantinopoli quattro giorni fa, che ogni volta che questi re li promettano, che le sarà pagato esso tributo, che il Signor se ne contentava, ma che fra tanto vuol privar il vaivode presente, come tristo, et di mala qualità, et metter un altro governator; et già è venuto qui un ambasciator di esso Valacco a far intender a Sua Maestà, che il Signor Turco ha dato ordine al Moldavo di scacciarlo, et a dire che se gli vuol dare aiuto, che si offerisse di dar a questo regno essa Valacchia: se anco non, che supplica di poter salvar il suo tesoro, et di poter, quando non potrà più diffendersi, venir ad habitar qui privatamente; al qual per senato fu risposto, che Sua Maestà non voleva altramenti pigliar la sua diffesa; ma che se vol mandar la moglie et le sue ricchezze, et poi anco venir lui istesso, che si contentarà che sia accettato

come forestiero. Il detto Signor Laschi mi disse, poi che fossi contentato di tenerlo secreto, che fatto patrone di questa provintia, i populi della quale lo desiderano grandemente, che non si farebbe poi conscientia di mancare a Turchi, come quelli, che mancano anchor loro a cristiani, et che particolarmente tradirono suo padre, che solleverebbe i vicini con li quali ha gagliarde intelligentie a questo fine, sapendo anchora et che li palatini di Russia et Podolia fariano la parte loro, et che a questo modo si potrebbe indur non solo il Transilvano, ma il regno di Polonia tutto a far la guerra, stando molto contento, che il re gli havesse detto quel giorno medesimo, che haveva più volontà di far guerra contro Turchi, che contra Moscovito, et che se ben era fratello del re di Franza, che non voleva si considerasse nella sua persona altre qualità che come re di Polonia. Intendo anco che Sua Maestà li ha fatto un donativo di cinquanta mille franchi assignati sul ducato d'Angiù, si come il re Cristianissimo gliene donò altri cento mille quando fu in Franza, ma questo è poco al nobilissimo animo che ha, et alla infinita spesa che tiene del continuo in casa sua.

Di Cracovia, li 28 aprile 1574.

LIPPOMANO, ambasciator.

XIII

LA FUITE DU ROI

LETTRE DE LIPPOMANO AU DOGE DE VENISE.

Serenissimo principe,

Dominica passata, il re si trovò con gran compagnia ad un giardino con mascherate et altri piaceri, et lunidi dopo disnare dovea essere in giostra con gran pompa, ma la mattina alle undici hore l'agente dell' Imperator andò alla camera a dar avviso a Sua Maestà della morte del re Cristianissimo fratel suo, per il che tutti i bagordi si conversero in lagrime, et tre hore da poi arrivò un gentilhomo di Francia colla confermatione, et con lettere della regina madre, et del duca d'Alanson, fratel suo, nelle quali l'una et l'altro si dolevano di così immatura morte, et dall' altro canto promettevano di conservarle il regno, et particolarmente intendo, che il duca d'Alanson scrive lungamente a Sua Maestà, pregandolo a non creder mai, che egli havesse macchinata la morte del fratello, come si diceva, affermando et giurando, che nè desiderio di regnare, nè qual altro si voglia accidente del mondo farà mai che non sia obbediente fratel suo, con altre efficaci parole, che sono state tutte accettate in buona parte da Sua Maestà.

Quel giorno si cercò di celar la nova, et il sequente, convocato il senato, il re con grandissima copia di lagrime, chiamando tutti i Signori amici et fratelli, communicò loro la morte, et li significò la successione a quel regno suo paterno et naturale, et il bisogno poi di transferirsi in esso ; ben promettendo, che non permetterà mai, che restino defraudati di quella stima, che hanno demostrato di far della sua persona chiamandolo per suo re.

Il vescovo di Cuiavia si dolse in nome del senato, non si sà ben di che più, o della perdita che haveva fatto Sua Maestà d'un fratello così caro et amato da lui, o del dubbio in che convenivano viver li Polacchi di dover restar privi di Sua Maestà.

Il re nel maggior affanno cercò con gran prudenza di consolar gli altri che si dolevano, et affermò di non pensar alla partita sino a tanto, che arrivati gli altri Signori del regno, si pigliasse qualche buono espediente per il ben pubblico, et pregandoli, che espedissero per ogni parte, perchè alla più lunga in settembre fusse in ordine una general conventione per così importante accidente, et per rissolver le cose del Moscovito et altri importantissimi negotii. Li pregò, che volessero consigliarlo, se doveva mandar procura general alla regina sua madre per il governo

della Francia. La qual domanda quanto manco parve, che convenisse a Sua Maestà di fare alli Signori Polacchi, tanto più ha legato l'animo loro : et con commune consenso fu fatta et subito espedita per un gentilhomo espresso in Francia et la sottoscrittione della procura, et delle lettere di se Henrico Cristianissimo, re di Francia et di Polonia.

Sua Maestà poi è stata del continuo ritirata con altre lettere et altri corrieri venuti subito un dopo l'altro per l'istesso effetto. Et li senatori Polacchi da se stesso hanno espedito al palatin di Russia, che tengano subito pronti tre mille cavalli alle frontiere del Moscovito, per ogni bisogno. et hanno intimata detta conventione per il più presto che sarà possibile, così sollecitando Sua Maestà, la qual promette di proponer partiti giusti et in ogni parte avvantaggiosi a questo regno volendo, credesi, tentare di restare anco re di Polonia, andando però in Francia, il che è stimato quasi impossibile ; ma in ogni caso la materia è importantissima, et preme tanto ai Polacchi, che già dicono liberamente, che non lascieranno mai partir Sua Maestà, quando dovessero ritenerla per forza.

Non ha alcun ambasciatore ancora havuto audientia. Io l'haverò dimani et farò quello uffitio dolendomi della morte et rallegrandomi della successione, che si conviene all' occasione et al tempo.

Dicono, che si manderanno quanto prima otto Signori Polacchi ambasciatori in Francia con carico, almeno in apparenza, se non in effetto, di consiglieri della regina madre nel governo di quel regno, et si manderà subito un ambasciatore al Turco, et altri a tutti i principi della cristianità.

Monsignor di Bellievre, che era qui ambasciatore del re Carlo morto, havendo finito l'uffitio suo, partì oggi per Francia, e questa settimana partirà anco Monsignor di Pibrach, favoritissimo di Sua Maestà, per andar al duca di Savoia, et passerà per Venetia.

Si prepareranno le essequie, et intanto la corte si veste tutta di duolo, et non pur li Francesi, ma tutti li Signori Polacchi et ambasciatori con le loro famiglie.

Questo è quel tanto, che per hora posso scrivere con fondamento, lasciando da parte gli infiniti ragionamenti et discorsi, che fanno questi Signori, nè mancherò di tenir avvisata la Serenità Vostra di quanto occorrerà alla giornata, sempre che haverò commodità di farlo. Gratie, etc.

Di Cracovia, li 17 giugno 1574.

HIERONIMO LIPPOMANO, ambasciator.

DISCOURS DES RAISONS QUI ONT MEU LE ROY DE PARTIR DE POLOGNE DE LA FAÇON QU'IL EST PARTY.

Bibl. imp., Mss. coll. Colbert, 338.

Le roy, ayant entendu la mauvaise nouvelle de la grande perte que la France a faite du feu roy de bonne mémoire, que Dieu absolve, son honnoré seigneur et frère, outre le deuil et regret perpétuel qu'il aura toute sa vie de se veoir privé d'un si bon roy, qui lui estoit frère d'amitié et d'affection, s'est trouvé dans une merveilleuse perplexité, considérant de combien il importoit, non-seulement à luy mais aussy à son royaume de France, qu'il ne différast longuement de recevoir et reveoir ses bons et très-fidelles subjects, se remettant d'ailleurs devant les yeux les grandes obligations qu'il a à eux et aux états de son royaume de Pologne, qui l'ont esleu, fait sacrer et couronner pour leur roy, avec une telle et sy grande affection et déclaration de leurs bonnes et fidelles volontés à son service, qu'il n'y aura jamais chose sy grande ny sy hazardeuse que Sa Majesté ne face et entreprenne volontiers pour la conservation, salut et prospérité dudict royaume.

Et ayant en ces difficultés mis plusieurs choses en considération :

Premièrement, qu'il seroit fort honnorable, et qu'il sembloit que le devoir le requist ainsy, que Sa Majesté avant son partement feist convoquer les comices généraux, pour y proposer la nécessité de son partement pour assoupir les troubles qui sont de présent en France, résouldre aussy de l'ordre et establissement qui se donneroit aux affaires dudict Pologne pendant son absence, traiter et mettre fin à ce qui reste à décider des articles promis par ses ambassadeurs et jurés à Paris.

Pour cet effet et pour éviter les plaintes qui se pourroient faire contre Sa Majesté sy elle départoit de son royaume de Pologne sans avoir pourveu et donné l'ordre qui est requis aux choses susdictes, elle advisa, le mardy 15 juin, qui fut le jour après l'arrivée du sieur de Chemerault, de faire assembler les évesques, palatins, maréchaults du royaume et de la court, castellans et autres sénateurs qui se trouveroient lors en sa ville de Cracovie, auxquels, estant vestue de son grand manteau de deuil, elle feist entendre la susdicte nouvelle, qu'ils auroient desjà sceue ou par le sieur Duditius, ambassadeur de l'Empereur, ou par autre.

Il ne fut veu homme en la compagnie qui ne pleurast, comme s'il y

eust perdu son plus proche parent, soit pour la compassion qu'ils avoient de voir le roy sy triste et affligé comme il estoit, soit aussy qu'ils estoient entrez en crainte que, à l'occasion de la nouvelle, Sa Majesté prendroit résolution de les délaisser et retourner en son royaume de France.

Le sommaire de ce que le roy leur dit, c'est qu'il leur avoit voulu communiquer, comme à ses bons et fidelles subjects, l'affliction que Dieu luy avoit envoyée de la perte de son bon frère, le feu roy ; que pour les troubles qui estoient au royaume de France, il luy pourra estre nécessaire de s'y acheminer ; mais que premièrement il avoit un singulier désir de donner sy bon ordre, avec leurs bons advis et conseils, aux affaires de Pologne, que pendant son absence toutes choses y fussent conduites avec tel ordre comme s'il y estoit présent ; à ceste occasion, qu'il estoit d'advis d'accélérer les comices généraux et au lieu du mois d'octobre qu'ils feussent assignés vers le 8 du mois d'aoust prochain.

Les sénateurs demandèrent de se retirer à part pour délibérer, et furent en conseil plus de trois grosses heures. A ce que l'on a esté adverty, il y eust entre eux de bien estranges opinions. La plus modérée fut rapportée par monsieur l'évesque de Cujavia, qui dist : Que tous eux se contristoient infiniment de la mort du feu roy, et pour l'asseurance qu'ils avoient de sa bonne volonté envers leur patrie et pour le déplaisir qu'ils recevoient de voir Sa Majesté sy triste et si affligée qu'elle estoit ; qu'ils trouvoient bon de faire assembler les comices le plustost qu'il seroit possible ; cependant qu'ils escriroient à tous les plus notables de venir à Cracovie en la plus grande dilligence que faire se pourroit, prioient très-humblement Sa Majesté de se résouldre à ne voulloir laisser le royaume de Pologne orfelin, où tous luy obéissoient de bonne volonté, et de leur gré, sans aucune contrainte, l'avoient choisy pour leur roy ; que cependant il luy pleust, auparavant qu'il eust esté résolu aux comices, de ne s'intituler roy de France, mais seulement roy de Pologne ; et pour ce que le jour d'hier Sa Majesté avoit fait sceller des lettres au grand chancellier où il s'estoit intitulé roy de France et de Pologne, le prioient de ne vouloir envoyer lesdictes lettres avec lesdictes qualités jusques à ce qu'il en eust esté résolu par l'assemblée aux comices ; qu'il luy pleust aussy de ne résouldre aucunes choses aux affaires de France sans le sceu du sénat, l'opinion duquel estoit : Que pour le présent, en attendant ce qui seroit à ordonner aux comices, qu'on députast une notable ambassade en France pour inciter et exhorter ceux qui se sont eslevés en armes contre Sa Majesté de luy rendre l'obéissance à laquelle ils sont tenus, et, selon la nécessité que lesdicts ambassadeurs rapporteroient de son partement pour

retourner en France, il en seroit pris résolution aux prochains comices ; qu'auparavant, attendu le petit nombre auquel pour lors ils se trouvoient, et sans le consentement des nunces terrestres, députés de la noblesse, ils ne pourroient consentir, sur peine et sur le péril de leurs vies et honneurs, que Sa Majesté partist de Pologne pour aller en France mettre sa vie aux dangers d'une guerre civile.

Sa Majesté ayant entendu ces propos ne voulust faire prompte response, mais bien remist au lendemain, mercredy 16 dudict mois, auquel jour fut faite auxdicts sénateurs toute bonne et gracieuse response, sans que Sa Majesté déclarast ouvertement de aprouver ou réprouver leur dire.

Au mesme instant le sieur de Bellièvre, en présence du roy, print congé de messieurs les sénateurs, remontrant que, par la mort du deffunt roy son maistre, la charge qu'il avoit en Pologne estoit expirée ; aussy que il plaisoit au roy, suivant l'advis qu'il en avoit eu de la royne sa mère, de l'employer pour son service en quelques charges qui concernoient le repos des affaires de la France. Sur ce prétexte, il partit de Cracovie le jeudy 17, après disné, emmena des relais pour le roy et sa suite, et feist tenir des coches prestes depuis Ostrovo, première ville de l'obéissance de l'Empereur, jusques à Vienne.

On avoit auparavant envoyé monsieur de Neufvy pardevers l'Empereur pour demander le passeport, dont on estoit presque sans doubte, premièrement pour les grandes offres d'amitié qu'avoit fait faire audict seigneur roy de Pologne ledict seigneur Empereur par le sieur Duditius, qui lui dist la nouvelle de la mort du feu roy de la part dudict seigneur Empereur et luy offrit tout ce qui estoit à son pouvoir. Monsieur de Vulcob avoit aussy escript la bonne volonté dudict seigneur Empereur, et par une autre lettre envoyé le double d'un petit billet que l'Empereur luy avoit escript de sa main, contenant qu'estant advenue la mort du feu roy, il estoit prest de servir le roy de Pologne du passage et de toute autre chose pour sa satisfaction.

Le roy, considérant les choses susdictes, et qu'il avoit esté mis en avant par aucuns sénateurs de chasser de Pologne tous les François, à ce que Sa Majesté demeurast en la puissance d'eux seuls ; craignant aussy que s'il différoit un jour à se résouldre, qu'on ne mist garde sur les passages ; qu'en moins de huict jours, sur la crainte en laquelle estoient les Polonois entrés de perdre leur roy, il se trouveroit en Cracovie plus de dix mille hommes qui le tiendroient comme assiégé et sans moyen de retourner en France, se résolut de partir la nuit du vendredy sui-

vant, et ce en bien petite compagnie, afin de n'estre congneu ne arresté par les Polonois.

Or le malheur fut que les Polonois furent en soubçon tout le jour du vendredy que le roy vouloit partir sans leur en rien dire, ce que aucuns d'eux luy remonstroient ouvertement.

Le roy se coucha de bonne heure pour donner occasion aux Polonois de se retirer, et entre une et deux heures de nuit il sortit de la ville par une porte qu'il feist ouvrir, comme sy c'eust esté un gentilhomme françois qui voulust aller au fauxbourg. Le rendez-vous estoit près d'une petite église, où se trouvèrent les gentilshommes françois qui le devoient suivre, qui estoient en assez petit nombre, ainsy que dira plus particulièrement et des autres occurrences le sieur de Chemerault, présent porteur, qui a esté présent et l'un de ceux qui ont bien et dignement servy Sa Majesté.

L'entreprinse fut incontinent sceue à Cracovie et résolurent les Polonois de suivre leur roy pour le ramener : le comte Tanchin monta à cheval, aussy feirent les gardes ordinaires du chasteau dudict lieu de Cracovie. La fortune fut que, au rendez-vous, ceux qui avoient les guides fourvoyèrent le chemin, et avec le peu de noblesse françoise que le roy se trouva avoir près de luy, il suivit son chemin, qui estoit merveilleusement difficile à tenir, et feist de nuit sur ung mesme cheval dix grandes lieues, qui en valent vingt-deux de France.

Ung peu auparavant que Sa Majesté arrivast audict Ostrovo, où ledict sieur de Bellièvre l'attendoit, il veist trois Polonois qui couroient à bride abatue, et allèrent descendre au chasteau d'un gentilhomme auquel apartient ledict Ostrovo, priant le capitaine du chasteau de fermer les portes de la ville et arrester leur roy qui s'en alloit sans leur sceu. Ledict sieur de Bellièvre manda savoir que traitoient lesdicts Polonois : ledict capitaine luy manda dire ce que dessus, et qu'il estoit d'advis qu'il feist passer le roy par dehors la ville. A l'instant il veist venir au grand pas le sieur Desportes, qui estoit allé à pied avec le sieur de Beaulieu pour descouvrir quand ils verroient la poussière des chevaux, afin que par l'un d'eux ledict sieur de Bellièvre fust adverty de faire sortir les chevaux pour remonter le roy ; venoit aussy avec luy monsieur Myron, qui donna advis que le roy estoit suivy et qu'il l'avoit laissé près dudict Ostrovo.

Bientôt après, Sa Majesté arrivée descend de son cheval, et, pour n'estre congneue, elle-mesme mène sondict cheval à l'estable par la bride, comme faisoient les gentilshommes, monte à la chambre, et, jaçoit

qu'elle eust fait ce grand chemin, ayant entendu que les Polonois suivoient, ne voulust monter en coche ne séjourner aucunement, beut seulement de mauvaise bierre et ung verre d'eau, et monta à cheval, comme feirent tous ceux de sa suite.

Ayant marché plus d'une lieue, on veist venir une troupe de Polonois: à l'approcher, on congneust que c'estoit le comte Tanchin, son chambellan et affectionné serviteur. Le roy arresta ung peu pour le reconnoistre. Ledict comte meist pied à terre ; le roy luy dist qu'il remontast et qu'il suivist son chemin. Icelluy comte fondoit en larmes, priant le roy de vouloir retourner, criant qu'on lui avoit donné ung très-mauvais conseil. On suivoit toujours chemin, parlant à luy. Il pria que l'on escripvist au sénat à sa décharge, attendu qu'il estoit grand chambellan, et que la garde de la personne du roy lui avoit esté commise.

Sa Majesté respondit que cela avoit esté satisfait, car l'on avoit laissé à Cracovie avec tout pouvoir monsieur de Danzay, son ambassadeur en Dannemarch, qui l'estoit venu veoir, et semblablement le sieur Merlo Alamanny, avec lettres bien amples au sénat et aux particuliers, contenant les causes du soudain partement de Sa Majesté. Ledict comte demanda à Sa Majesté une esguillette, et la pria de la luy vouloir lier au bras, ce que feist Sa Majesté ; et du fer de ladicte esguillette ledict comte se piqua le bras, beut le sang et feist serment de ne servir jamais autre maistre. Sa Majesté commanda à du Halde de luy bailler un diamant de huit cens escus, dont il feist présent audict sieur comte Tanchin, qui faisoit à Sa Majesté et à tous ceux qui l'assistoient grande compassion. Sa Majesté alla ce jour mesme jusques à Vescovo, six lieues audelà dudict Ostrovo, tellement que sans séjourner il feist plus de trente-quatre lieues de France.

Du depuis Sa Majesté a suivy son chemin jusques en ce lieu de Visterny, avec tout contentement, se portant aussy bien que jamais elle aye fait, estant revenu ledict sieur de Neufvy avec un bien ample passeport de l'Empereur, qui l'accorda si gracieusement que l'on a toute occasion de le tenir pour un vray et bon amy de la couronne de France ; et a escript à Sa Majesté des lettres sy gracieuses, qu'il n'y a prince en Italie dont on sceust espérer davantage, estant aussy délibéré, à ce que dist ledict sieur de Neufvy, de venir au-devant du roy jusques hors de la ville de Vienne, où il se fera porter sur sa chaise, pour ne pouvoir endurer le cheval, et logera le roy en son chasteau. L'impératrice a semblablement fait déclaration d'estre très-joieuse de sa venue, et que ce seroit le bonheur de sa fille qui est en France.

Or il a esté envoyé à Sa Majesté un discours contenant l'advis de monsieur de Valence et de Schomberg, sur ce qui se peult maintenant présenter en Pologne. Sa Majesté a receu ledict discours estant en chemin et a dilligemment considéré le contenu en icelluy. Encores que la chose ne fust plus entière, sy désire-elle qu'on en sache ce qui l'a meue à se résouldre au contraire.

Premièrement, ayant entendu les levées qui se font en Allemagne contre son royaume et les guerres civilles, troubles et menées qui y continuent, elle a estimé que ce luy seroit ung très-grand malheur et déréputation à l'honneur qu'elle estime avoir acquis, sy, par les empeschements qui luy seroient donnés par les Polonois, elle estoit contrainte à ung sy grand besoin de défaillir à ses bons et naturels subjects de la France, ce qui l'a meue de plustost s'exposer à tous les hazards, que par la grâce de Dieu elle a échappés.

Quant est de ce que l'on pouvoit s'attendre du consentement des Polonois, oultre la longueur des comices, dont on n'eust sceu espérer la fin de trois ne de quatre moys, il n'y a aucune apparence qu'ils eussent consenty au partement dudict seigneur roy. Ils dirent, en faisant leur response, que comme ils estoient obligés d'obéir à Sa Majesté, que réciproquement sadicte Majesté estoit obligée de les conserver, ce qu'elle ne pouvoit faire en partant d'avec eux et s'esloignant sy fort que d'aller résider en France.

Aussy Sa Majesté prévoyoit qu'avant que de luy accorder de partir de Pologne on luy demanderoit la confirmation de tous les articles faits avant et après son élection :

Que Sa Majesté acquittast toutes les debtes du royaume de Pologne, suivant le contenu auxdicts articles. Semblablement qu'elle rachetast tout le domaine aliéné, ainsy qu'il a esté promis. Que l'on feist une armée de mer suffisante pour empescher la navigation du Narve (la Narva), chose bien fort difficile en ce pays, où il n'y a ung seul navire de guerre. Que l'on baillast caution de faire entrer en ce royaume tous les ans quatre cens mille florins de revenus que Sa Majesté a en France, comme a esté promis par lesdicts articles. Aussy d'entretenir aux escolles cent jeunes gentilshommes polonois ; de redresser et remettre l'université de Cracovie.

Consideroit aussy Sa Majesté qu'on luy proposeroit qu'avant de partir dudict royaume, qu'il falloit qu'il espousast madame l'infante, suivant les promesses de ses ambassadeurs, lequel article estoit à présent poursuivy plus vivement que nul autre.

Toutes ces choses mises en considération, mesmement que les principaux serviteurs de Sa Majesté, qui ont eu par sa faveur les honneurs du royaume de Pologne, craignent que, s'ils seront abandonnés de Sa Majesté, ils ne soient mis en doubte de ce dont ils pensoient estre asseurez, et au lieu de le servir feissent toutes practiques pour le retenir en Pologne contre sa volonté; joint les menées que pourroient faire les huguenots françois avec ceux de Pologne pour y retenir le roy pendant que la France se ruineroit par les reistres et autres, qu'ils prétendoient y faire entrer après que les bleds seroient recueillis : Sa Majesté s'est résoluë de passer pardessus toutes les difficultés qu'on luy a sceu proposer afin qu'il différast plus longuement son partement de Pologne, laissant ce royaume à la grâce de Dieu bien paisible, en paix et amitié avec tous ses voisins; ne voulant pas attendre que l'importunité ou des courses des Tartares ou des Moscovites, que aucuns de ses subjects pourroient susciter pour luy donner occasion de demeurer dedeçà, luy oste le moyen de pouvoir avec son honneur, comme il fait, étant à présent en Pologne toutes choses fort paisibles, retourner en France au secours de son royaume héréditaire et de sa patrie.

Quant à ce qui a esté remontré, qu'il seroit fort à propos d'asseurer le royaume de Pologne ou pour Monseigneur ou pour le second fils que Dieu donnera à Sa Majesté, elle a estimé que ce luy seroit chose dommageable de mettre elle-mesme les Polonois en practiques nouvelles, et qu'il sera plus facile de laisser jeter le premier feu de leur colère et s'en tenir à ce qu'elle leur en a escript de luy envoyer en France une notable ambassade pour résouldre de toutes choses qui concerneront le bien et conservation du royaume de Pologne.

O ODJACHANIU Z POLSKI DO FRANCYI HENRYKA KRÓLA POLSKIEGO.

Bibliothèque du prince Czartoryski; Teka Naruszewicza.

Król Iegomość Pan nasz maiąc iuż pewną wiadomość o śmierci brata swego króla Francuzkiego nie dawno zmarłego, gdy się radził Panów Rad Koronnych tam na ten czas w Krakowie będących, ieśli do Francyi

iechać miał na królestwo Francuzkie, opowiadaiąc to, że matka Iego Królewskiey Mości królowa Francuzka, *et omnes Status regni Franciæ*. poń iako po elekta pisała, żeby bez omieszkania bywał, Iego Królewskiey Mości Panowie odpowiedzieli perswaduiąc mu aby królestwa Polskiego nie odieżdżał, tak iste aby pierwiey wezwawszy Panów Rad Koronnych z nimi się naradził. Co obiecawszy Panom Radnym, tam na ten czas w Krakowie będącym, nie tylko czynić, ale ani myślić iedno z wolą wszech Panów Rad, iednak i mimo tych tam na ten czas będących wszelaką wolą i wiadomość, 18 dnia lipca z piątku na sobotę po pierwszey godzinie w noc, z kilką iedno Francuzów szedłszy kręconym wschodem z pokoiu, a z zamku fórtką przez kuchnią wyszedłszy odiachał. Był tego pewien że nie tylko z Panów Radnych ale żaden z Polaków tego wiedzieć nie miał, aż nazaiutrz o godzinie 12 albo 14. Ale iako skoro z zamku zszedł, przyszedł ktoś do Iegomości xiędza podkanclerzego z kartą niepodpisaną, i zakołatawszy we wrota bardzo, opowiedziawszy się bydź sługą królewskim, oddał słudze xiędza podkanclerzego kartę na którey nic więcey nie było, iedno iż król uieżdża z Korony precz. Porwał się xiądz podkanclerzy prawie *attonitus* przeczytawszy onę kartę, a ten co ią oddał niewiedzieć gdzie poszedł. Posłał zatem *in instanti* sługę na zamek do Pana woiewody, iedno że się nie mógł rychło dokołatać, nie chciał go wrotny puścić, aż mu gardłem zagroził. Gdy go puszczono, obudził Pana woiewodę, dał też znać Panu Woynickiemu podkomorzemu, który na ten czas był na mieysce przybieżał do zamku. Wskok szedł na pokóy nie dufaiąc, kołatać nie chciał, będąc przecie tey nadzieie żeby tam król był. Woiewoda Krakowski przyszedłszy spytał szwaycarów, drabantów królewskich, gdzie król. Powiedzieli iż spi, bo też byli sami tey nadzieie, żeby tam król był, bo się tak po cichu wyrwał. Szedł potem do pokoiu, a zastawszy Pana Woynickiego, kazał do pokoiu kołatać, a gdy otworzyć nie chciano, kazał okno wybić. Nie zastali nic iedno dwóch Francuzów, a łoże z materacem i namiotkiem. Wtem też Iegomość Pan podkanclerzy przyszedł do nich, Pan Woynicki ofiarował się wnet go gonić, zaraz przydał do niego Pan woiewoda podstarościego Krakowskiego, i trąbić rozkazał, iako na trwogę albo na gwałt. Zbiegło się panów szlachty i dworzan niemało, i zaraz za prozbą Panów iachali wszyscy za nim. Pan Woynicki dogoniłby go był, by był za nim na prost iechał ku Oświecimowi, byłby go we trzech milach doiachał, ale go zwiedli, że ku Olkuszowi, a potem ku Tęczynu puścił się, aż się nazad ku Oświecimowi udał, ale nie w czas. Król do Zatora przyiechał raniuchno, począł mdleć, i zsiadłszy do iedney gospody, pocierali go chustą w winie zmaczaną, i

trochę chleba w winie umoczywszy ziadł. A gdy mu się gospodarz przypatrować począł, bo go wydał; pokrzepiwszy się trochę, nie folguiąc sobie, na świeże konie wsiadł, które mu żyd iakiś nagotował, który iego przewodnikiem był. Villekierowi i Pibrakowi Francuzom konie ustały: a iż nasi, którzy się za nim puścili, nadbiegali, porzuciwszy konie w bór pouciekali, którzy maiąc świeże konie nie daleko pogotowiu, mogliby byli naszym uiść, iedno iż nie mieli. Król potem do Oświecima przyiechał ośm mil od Krakowa, a za nim tuż Pan Woynicki przybieżał: zaraz chciał koni świeżych, iedno że ich starosta Oświecimski nie miał. Burgrabia zameczny puścił się za królem, ieno w kaftanie: a iż był król most zebrał za sobą na rzece, przeto burgrabia puścił się za nim wpław, wołaiąc: *Serenissima Majestas, cur fugis?* bo też nie łacinnik był, i słyszał iż się król do Francuzów uśmiechnął. Uprzedził króla do miasteczka Pczyny iuż pod cesarzem, aby tam króla zahamować miano, ale otrzymać tego nie mógł. Pan Woynicki potem za nim bieżał i dogonił go za tem miasteczkiem, i skoczywszy z konia, chciał klęknąć przed nim prosząc go aby się nazad wrócił. Król począł go miiać, kinąwszy ręką rzekł do niego aby z nim iachał, wsiadłszy na koń. Potem trochę iadąc z nim, prosił go aby pomniał na przystoieństwo swoie, i na dobrą sławę nie tylko u swych ale i u postronnych, i na to *quibus nos periculis exposuit*. Przypominał mu też obietnice i przysięgę, powiedział mu ieśli to uczynisz, a nas ksobie chętliwe opuścisz, a tam cię też to co na się bierzesz chybi, tedy będziesz wzgardzon u wszech ludzi, będą się tobą ludzie brzydzić iako psem. Zatem Bellièvre, który tu posłem był, rzekł do Pana Woynickiego: *Domine comes, te rex amavit plurimum, et tu illum canem vocas*. On zatem obmawiał się, że nie Pana zowie psem, ale sprawę i postępek psu przyrównywam: opowiadaiąc też królowi z płaczem, że na mnie tego będą patrzeć, iako na podkomorzym (a tym ieszcze urzędem nie władał) żem cię nieopatrznie ufaiący iako królowi upuścił. Król potem iął mu się wymawiać, i pokazować mu to że tego nie uczynił, ani na wzgardę, ani z żadney złey niechęci, i owszem miłuie Polskę i o iey dobrem myślić chce: ale iż mi idzie o oyczyznę aby nie zginęła, o tak zacne królestwo aby go iego nieprzyiaciele nie osiadli: musiałem to uczynić, iako Condé z ośmią tysięcy raytarow od Falcgrabiego do Francyi ciągnie i okkupować królestwo chce, powiadaiąc też to co matka iego do niego pisała, że go dwanaście tysięcy Helwetów i ośm tysięcy iezdnych czekaią w Metcu, iedno nie śmieią nad tymi ludźmi nikogo *præficere*, obawiaiąc się zdrady; bo brat iego młodszy, który był uczynił *conjurationem* na nieboszczyka brata swego króla Francuzkiego,

i król Nawarski są *suspecti*, także i insi Panowie: *una salus*, aby tam sam przyiachał, a tak nielza mi było iedno tak uczynić. Pytał go potem Pan Woynicki ieśliby się miał wolą wrócić? Przyrzekł pod poczciwością i pod przysięgą za trzy miesiące: iedno postanowi królestwo Francuzkie, chce to uczynić. Było inszych rozmów między nimi nie mało, *quod longum esset recensere*, i iuż go pożegnawszy, wrócił się za się do niego, aby u cesarza będąc w Wiedniu, nie czynił o nas żadnych praktyk, nie podawał nas nikomu, gdyż tego w mocy nie ma, bośmy sobie ludzie są wolni i wolno Pana obieramy. Obiecał i przysięgą potwierdził, nie tylko nie praktykować, ale i słowa nie mówić o Polszcze z cesarzem, *et cum his* roziachali się. Mówił z nim wiele Pan Woynicki, prowadząc go na trzy mile nie nazbyt prędko iadąc, oczekiwaiąc tego ażeby mu ci co nazad byli o milę, drudzy o pół mili, na ratunek przybyli; bo iedno samowtór króla doiachał, bo mu koni kilkanaście ustało, drugie pozdychały. Król miał odmienne, a co daley to mu więcey przybywało Francuzów. Nasi drudzy co na posiłek albo na ratunek iachali panu Woynickiemu, iako xiądz biskup Kuiawski, który też był poiachał aż do Zatora, wrócił się dowiedziawszy się o tem, i insi wrócili się. Pozostał był ieszcze Pan Czarnkowski, referendarz, i za nim daley insze panięta, i szlachty niemało także i dworzan. Wtenczas poimali chłopi w boru w błocie wielkim Pibraka, obrali go aż do koszuli, nagiego iedno w pludrach bez pończoch zostawili, bąki i insze robactwo twarz mu poiedli. Przywlekli go chłopi do Zatora na wozie, Pan referendarz siła z nim rozmawiał rzeczy bardzo potrzebnych, *et misertus ejus*, dał mu koszulę, płaszcz i suknią. Potem Pan marszałek nadworny nadbieżał, ten obaczywszy go z Panem referendarzem, co Panu na nim należało, nie chcieli go też hamować, wspomogli go na szaty, pieniądze i konie, przewodnika mu dawszy, za Panem posłali. Wincler, o tym nic niesłychać gdzie się obraca. Panowie Radni zszedłszy się społem, którzy na tenczas byli w Krakowie, namawiali między sobą o dalszym postępku i słuchali Danzaia, na którego się król referuie w liściech swych, ale nic więcey nie powiedział, iedno to co w liściech zastali, które król do nich pisał, i ręką swą podpisał, i na pokoiu zostawił. Zdało się Panom zatem posłać do cesarza, oznaymuiąc mu to i napominaiąc, aby zatem odiachaniem Pana od nas pakta, które między nami są mocne, chował i utrzymał, a iżby też przyczynę wiedział odiachania Pańskiego od nas, że nie z nas, ale z niego samego idzie. Zdało się im też oznaymić, prosząc Ichmość Panów aby się co nayprędzey gdzie dla obmyśliwania Rzeczypospolitey i dalszego postępku tey rzeczy ziachali. A tak się Ichmościom zda, żeby nie mogło bydź *commodius*

iako do Krakowa, z tych przyczyn iż się nadziewaią iakich praktyk między cesarzem a królem o nas. Sam będąc blizko granic, snadnieyby się zabieżyć mogło i byłoby wżdy iakie takie *præsidium*, kiedyby się ziachali ostrożnie, i dali im *discedendi facultatem*, gdzie kto chce. Namówiwszy się też Panowie, z Wiednia od króla posłów czekali, bo tak obiecał przed Panem Woynickim.

LETTRE DE LIPPOMANO AU DOGE.

Serenissimo Principe,

La gran rissolutione del re Cristianissimo di partirsi all'improvviso da questo regno, causata, come si dice, dalla molta instantia che ha fatto la regina madre per il pericolo, che soprastà alle cose di Francia, sarà stata intesa dalla Serenità Vostra molto presto per via di Vienna; tuttavia non resterò di dirle, come sia successo et quel tanto che è seguito qui dalle ultime mie de' 17 del presente fino hora.

Alli 18 hebbero tutti gli ambasciatori audientia dalla Sua Maestà con dolersi della morte del re Cristianissimo suo fratello, et io feci ufficio in tutto conforme al tempo et occasione et l'osservantia della Republica verso la casa di Francia, et si come fece a gli altri, rispose anco a me con parole molto differenti da quello, che è seguito da poi; per ciò che disse, che sperava, havendo due regni, cioè quello di Francia et di Polonia, di poter meglio dimostrare la buona voluntà et l'affetione, che porta alla Signoria di Vinetia, che fatto non havrebbe, havendone un solo, con altre parole piene di humanità, et di complimento, che comprendevano, che egli stimasse poco meno questo regno, che quello di Francia, ma al sicuro che pensava ad ogni altra cosa, che di lasciarlo per qual si voglia accidente del mondo.

Il seguente giorno espedì quattro suoi più intrinsechi gentilhomeni con quindici et più de' migliori cavalli Turchi et Janetti per uno, con segretissimo ordine, che andassero chi due, chi quattro, et chi più leghe di qui lontano verso la Slesia, paese dell'Imperatore otto leghe solamente discostandosi da Cracovia, sotto nome di mandarli ai principi di Germania per l'occasione della morte del fratello, pubblicando a bella posta quasi con segretezza per meglio coprire il dissegno, che andavano anco a dimandar il transito per l'andata di Sua Maestà a ottobre in Francia :

ma questi andarono ad apparecchiarsi, come ho detto, di luogo in luogo con i cavalli freschi, si come prima era andato Monsignor di Bellievre con cocchi et cavalli armati verso detti confini.

Poi la seguente sera fra l'una et le due hore di notte, havendosi prima messo in letto et fatto ogni altra pubblica actione solita, si che non dava pure un minimo sospetto a chi si sia, si tornò a vestire, et andato al basso del castello per una piccola porta, che di ordinario stà aperta fin le due hore di notte per uso della corte, trovando cavalli velocissimi apparecchiati per se, et per Monsignor di Villequier, suo gran maestro, et Monsignor di Pibrach, et uno medico detto Miron, et pochi altri suoi favoritissimi, tutti Francesi, si diede a fuggire con ogni studio verso Slesia; come con incredibile segretezza havea ordinato il viaggio, pensando fermamente, che persona al mondo non dovesse avvedersene che la mattina. Ma havendolo veduto alli piedi della scala del palazzo un arlievo (*sic*) di corte di Tencinschi, che è cameriero maggiore, et persona di grandissima portata in questo regno, andò di subito al conte, et referì d'aver veduto il re con così pochi a basso che andava verso quella picciola porta. Benchè si facesse difficile il conte di credere, non di meno lo mosse d'andar subito a palazzo quietamente per veder ciò che fosse: et andatovi, battendo alla camera, che è solita ad aprirsi a qual si voglia hora a pari suoi, et non essendogli risposto, cominciò a credere, che fosse vero ciò che gli era stato detto, et per che quel tale havea anco nominato coloro che erano con la Maestà Sua, pensò prima che fare maggior rumore di veder se quelli erano alle loro stanze, et non trovandoli, entrato dal dubbio in certezza, dall'una parte fece tentare di buttar giù la porta della camera del re, et dall'altra scalò una finestra, et quella volta entrò in essa, nella quale vi ritrovò le solite quattro torce accese, et due valletti di camera, che se gli gettarono subito ai piedi domandando perdono, se non haveano aperta la porta, perchè il re gli havea commandato che non aprissero, nè rispondessero ad alcuno fin la mattina ben tardi.

In quell'istesso punto si diede all'arme, et si pubblicò la fuga del re con tanto strepito, et tanto tumulto, che non vi fu persona che si tenesse salva, et in un subito, che erano già quattro hore di notte, il detto Tencinschi si diede a seguirlo con due cento cavalli dall'una parte et dall'altra il marescial di Lituania con poco meno di altri tanti, et medesimamente il marescial di Polonia con non minor numero, et così di mano in mano tutti li nobili cavalieri, castellani et altri Signori precipitosamente correvano per trattenerlo, in modo che innanzi le cinque

hore di notte erano fuori per tal effetto più di mille cavalli; et perchè il rumore era grandissimo essendo tutto il popolo in arme, che già voleva principiar il sacco della città, tutti i senatori andarono in castello, e quivi deliberarono, che la prima cosa si mettesse freno al volgo, come fu fatto in gran parte, ma non in tanto, che non seguisse qualche inconveniente. Poi deliberarono, che tutti i Francesi gentilhomini, et servitori, et i Svizzeri alabardieri della guardia di Sua Maestà, che già erano la maggior parte fatti prigioni et maltrattati, fossero rilasciati, con questo che non partissero dalle case loro, benchè diversi, per star più sicuri, si sono transferiti nelli alloggiamenti di noi altri ambasciatori, per maggior sicurtà dei quali hebbe ordine dal senato il Signor Laschi, palatino di Siradia, di farne custodir le case, et perchè la mia è più vicina a corte delle altre, et per conseguenza in maggior conto di gentilhomo, venne prima in persona con forse duecento cavalli, et poi diede ordine al Signor conte di Tarnovia, principal personaggio, che con tutta la sua gente stesse alla guardia di essa; et dall' altra parte il palatino di Cracovia, et altri Signori andarono procurando la quiete della città, quanto più che potevano. Si incominciò poi a sentire nel far del giorno infiniti discorsi ogni uno al peggio, et a dirsi che Sua Maestà era stata arrivata et ritenuta, passando tutto quel giorno et quella notte tra il sì, et il no: alla fine verso il giorno ritornò un gentilhomo mandato dal detto conte Tencinschi, et subito convocato il senato, referì che detto conte con pochi havea arrivato Sua Maestà due leghe nel paese dell' Imperatore, et che pur correndo sempre lo havea pregato di non andarsene con tanto poco honore suo, et con tanta vergogna di Polacchi, ma di ritornarsene, che promettevano sopra la testa et fede delli Signori Polacchi, che immediate haverebbero permesso l'andata sua, et che lo haverebbero accompagnato con la istessa pompa et grandezza che lo haveano condotto in Polonia.

Sua Maestà gli lasciò dire ciò che volsero, non li rispondendo mai, se non quando arrivato ad una altra terra nel mutare cavalli si fermò alquanto, nel qual spatio il conte se gli gettò a piedi con le braccia in croce di novo supplicando in nome di tutto il regno a ritornare: et il re dopo montato a cavallo gli rispose con brevissime parole: Tornate, tornate, Signor conte, che ritroverete sopra il tavolino della camera, ove io dormiva, diverse lettere di mia mano, nelle quali è scritta la nècessità della mia andata in Francia, et tutta la rissolutione mia, et da esse cognoscerete, che io non renunzio il regno di Polonia, ma che io vado per ritornare; et quello che è venuto referisce che questo detto, con maggior

tretta che mai seguitò il suo viaggio : le qual lettere per anchora non sono state altrimenti ritrovate, ma bene molte catene d'oro et vasi d'argento con infinite altre preziose cose.

Il senato intendendo che la cavalleria polacca era entrata nelli stati dell' Imperatore, determinò subito un ambasciatore per Sua Imperial Maestà, il quale partì l'istessa hora in diligentia per far scusa di questo inconveniente, et sotto pena della ruota, et del palo pubblicarono, che chi che sia non ardisca di portar lettere fuori del regno : io non di meno per via segreta di amici mandai questa a Vienna al Clarissimo Tron, lasciando a Sua Signoria Clarissima l'avvisar i progressi et la strada della Maestà del re nel suo viaggio, come quello che lo può benissimo sapere, et a chi non sarà interdetto di poter scrivere : nè mancherò con ogni frequentia di dar conto a Vostra Serenità di ogni successo, sperando in tanto di haver ordine di ciò che io doverò fare, o di seguir il re per servir presso la Sua Maestà la mia ambasceria, o fermarmi qui, o ritornar a Venetia, come meglio parerà alla singolare prudentia delle Signorie Vostre Eccelentissime di commandarmi, che io come figliolo di obbedientia il tutto esseguirò con prontezza singolare. Gratie, etc.

Di Cracovia, li 21 giugno 1574.

HIERONIMO LIPPOMANO, ambasciatore.

LITTERÆ CHRISTIANISSIMI ET SERENISSIMI REGIS GALLIARUM ET POLONIÆ AD INCLYTUM SENATUM REGNI POLONIÆ.

Museum Britannicum, Transacta inter Angliam et Poloniam, Bibl. Cotton, B. II, p. 128.

REVERENDISSIMIS, ILLUSTRIBUS ET MAGNIFICIS DOMINIS SENATORIBUS, NOBILIBUS, ET GENEROSIS EQUITIBUS REGNI NOSTRI POLONIÆ ET MAGNI DUCATUS LITHUANIÆ, HENRICUS, DEI GRATIA POLONIÆ REX, MAGNUS DUX LITHUANIÆ, ETC.

Reverendissimi, Illustres et Magnifici Domini senatores, sincere Nobis dilecti, vosque generosi et nobilissimi equites. Dici non potest quanto cum doloris sensu in animum nostrum induxerimus, ut non expectatis

inclyti hujus regni comitiis, in Franciæ regnum, quod Nobis nuper legibus, jureque hæreditario obvenit, properandum statuerimus. Siquidem in merita vestra erga Nos, in charitatem et benevolentiam, qua Nos complectamini, intuentes, non possumus sane sine lacrymis ac firmo dolore de hac nostra in Franciam profectione cogitare. Multa ante oculos obversabantur, quæ longum esset referre, idque plane vinceret recordatio beneficiorum vestrorum, ita ut omnino Nobis certum et constitutum esset Franciæ regni administratione reginæ matri concessa et demandata, sic non modo comitia expectare, verum etiam, si ita vobis videretur, integram fere ætatem degere. Testis mihi Deus est, testes quoque non pauci ex senatoribus, cum quibus, simul atque de morte Christianissimi regis fratris mei indicatum Nobis est, copiose de hac re egimus, et ex illorum sententia, sub hujus regni nostri sigillo, ad Serenissimam reginam matrem meam mandatum amplissimum (quod regentiam Galli vocant) misimus. Privatis etiam nostris litteris Illustrem principem fratrem nostrum, ducem Alanconium, Henricum Navarræ regem, et omnes Galliæ principes ac proceres sedulo monuimus, ut nostri desiderium æquo animo ferrent, nec adventum nostrum frustra expectarent. Ita profecto res se habent, mutandi vero hujus consilii, aut potius sententiæ nostræ, quæ penitus insederat animo, hæc fuit causa, quæ vobis, hoc est, prudentibus ac sapientibus viris, spero, probabitur. Hesterna die sub noctem fere, allatæ sunt Nobis litteræ a Serenissima regina matre, et multis Galliæ proceribus ac primariis viris, in quibus scriptum erat, necessarium omnino esse, ut quamprimum, dispositis equis ad celeritatem, istuc advolaremus, in summo esse discrimine res Gallicas, actum prorsus aliter videri de vetustissimo nobilissimoque totius Europæ regno, nec ullam aliam esse rationem tuendi ac conservandi Nobis illius imperii, quam si intra dies viginti ad summum, Lutetiæ Parisiorum, vel saltem in finibus regni Nos consisteremus. Multa erant alia diligenter perscripta in illis litteris, ex quibus non modo periti rerum Gallicarum, sed etiam exteri non ignari rerum humanarum facile possent intelligere, illico et sine cunctatione Nobis discedendum esse. Quamobrem, lectis illis litteris, apud me necessario constitui, quanta possem maxima celeritate in Galliam proficisci. Cum autem, si de profectione mea cognitum esset, multa imminere videbantur, quæ celeritatem, in qua omnia posita essent, retardarent, faciendum Nobis putavimus, ut tacite proficisceremur. Itineris Gallici ratio Nobis non est ignota, neque ignorantur studia et mores illarum gentium, per quas transeundum est. Itaque nihil opportunius, nihil securius visum, quam ut omnes de pro-

fectione nostra celaremus, et subita ac festina abitione discessus nostri famam anteverteremus. Habetis paucis rationem consilii nostri. Reliquum est, sic vobis persuadeatis, nihil quidquam de pristino nostro erga vos, totumque hoc nostrum Poloniæ regnum amore decessisse. Vos quoque Nobis illam summam, qua hactenus Nos prosecuti estis, benevolentiam et observantiam integram conservabitis. Nullam certe Nos vestri tuendi, ornandi et augendi hujus regni nostri occasionem labi aut diffluere permittemus. Dignitatem nostram et Poloniæ regni procurationem, tantisper dum absumus (aberimus autem quam minimum poterimus), fidei, integritati, prudentiæ et sapientiæ vestræ commendamus. Cupimus insuper et hortamur vos, ut primo quoque tempore egregios viros ex omnibus Ordinibus lectos, ad Nos in Galliam mittatis, quibuscum serio et diligenter de omnibus, quæ ad utilitatem et ornamentum hujus nostri regni pertinent, tractabimus. Iterum atque iterum salutem, concordiam, incolumitatem regni nostri, existimationem nostram vobis, quam obnixe fieri potest, commendamus. Bene valete.

Cracoviæ, die 18 junii, anno 1574.

HENRICUS, rex.

LITTERÆ CHRISTIANISSIMI ET SERENISSIMI REGIS GALLIARUM ET POLONIÆ AD INCLYTUM SENATUM REGNI POLONIÆ.

British Museum in London, Mss. Addition, vol. 8778, folio 61.

Reverendissimis, Illustribus ac Magnificis Dominis, Dominis senatoribus regni nostri Poloniæ ac Magni ducatus Lithuaniæ, item nobilibus et generosis equitibus ejusdem regni et ducatus, Henricus Dei gratia Galliarum et Poloniæ Rex, Magnus Dux Lithuaniæ, etc.

Reverendissimi, Illustres et Magnifici senatores sincere Nobis dilecti, vosque nobiles et generosi equites. Ex litteris, quas Cracoviæ discedentes ad vos scripsimus, satis intelligere potuistis gravissimas causas, propter quas, non modo festinanter, verum etiam tacite Galliæ iter suscipere coacti sumus. Quod si satis commode litteræ illæ nostræ vobis redditæ fuissent, non dubitamus quin nonnulli ex vobis, pro ipsorum in

rebus humanis prudentia et singulari sapientia, lubenter abstinuissent ab ea sedulitate atque officio, quod neque opportunum erat, neque studio vestro consentaneum, quodque difficiliorem et periculosiorem totam itineris nostri rationem poterat efficere ; verum cum illius vis partim ex abundantia amoris profecta esse videatur, partim eorum negligentiæ merito adscribi possit, quibus litteras nostras vobis reddendas commiseramus, nolumus expostulare de ea re vobiscum vehementius, satisque esse arbitramur hoc rursus vobis testari et etiam atque etiam significare, ideo quo dubitare minime debetis, profectionem scilicet nostram in Galliam omnino necessariam fuisse, nec publicari sine periculo nostro, aut differre diutius potuisse, sine magno malo regni illius amplissimi, cujus salus Nobis charissima est. Quod vero pertinet ad reditum nostrum in Poloniam, de eo nil tum certi quicquam statuere aut polliceri possumus, præsertim cum ad Galliarum negotiorum rationem animum adjecerimus... Nuper autem in ipso itinere, cum de nostro reditu Nobiscum ageret multis verbis Magnificus Dominus castellanus Voinicensis, subcamerarius noster, nihil ei præterea respondimus, quam Nos de ea re in Gallia deliberaturos ; cupere tamen Nos vehementer interea ut quamprimum, ex senatus et equestris ordinis sententia, viri prudentes et sapientes ad Nos in Galliam legati mittantur cum amplissimis mandatis de rebus omnibus, quæ ad pacem et securitatem, utilitatem ac dignitatem regni nostri Poloniæ et Magni ducatus Lithuaniæ videbuntur pertinere. Nos hujusmodi legatos a vobis lubenter et humaniter excipiemus, et cum ipsis curabimus aliquam inire rationem, qua occurri possit his malis ac incommodis, quæ ex diuturnitate, fortasse, absentiæ nostræ oriri posse viderentur. Cæterum, antequam hinc discedamus, Cæsareæ Majestati, a qua splendididissime et honorificentissime excepti sumus, Poloniæ regnum nostrum vosque omnes commendabimus. Scribemus etiam ad Imperatorem Turcarum ne quid inde damni aut periculi ad vos perveniat, denique nulla de regno nostro et de vobis omnibus bene merendi occasionem prætermittemus. Bene valete.

Datæ Viennæ, die 29 mensis junii, anno Domini 1574.

HENRICUS, rex.

LITTERÆ INCLYTI SENATUS REGNI POLONIÆ AD CHRISTIANISSIMUM ET SERENISSIMUM GALLIARUM ET POLONIÆ REGEM.

British Museum in London, Mss. Addition, vol. 8778, fol. 62.

Litteras Sacræ Majestatis Vestræ Viennæ ad senatum et equites regni Poloniæ scriptas, et imprimis alias etiam, quas hinc discedens Sacra Regia Majestas Vestra reliquerat, accepimus, ex hisque abunde cognovimus Sacræ Majestatis Vestræ sententiam. Cæterum, quia litteræ Majestatis Vestræ, omnibus Ordinibus adscriptæ, huc ad nos Cracoviam numero paucos allatæ sunt: propterea non potuimus quidquid certi, insciis inconsultisque aliis, ad ea de quibus Sacra Majestas Vestra scribit rescribere, et Sacræ Majestati Vestræ significare. Quod erat officii nostri fecimus sane diligentissime, ut exempla Sacræ Regiæ Majestatis Vestræ litterarum ad eos quibus erant inscriptæ miserimus; existimamus autem ex convocatione senatus et Ordinum regni futura de negotiis hisce et ulteriori rerum successu Sacram Majestatem Vestram informatam iri. Quod superest, Deo Optimo Maximo gratias agimus, quod Sacram Majestatem Vestram sanam et incolumem servat, eumque rogamus ut omnia Sacræ Majestatis Vestræ consilia actionesque omnes fortunatissimis et gloriosissimis augeat successibus : id nos Sacræ Majestati Vestræ ex sincera fide et benevolentia precamur. Commendamus nos et obsequia nostra in gratiam Sacræ Majestatis Vestræ. Datæ Cracoviæ, die septima mensis julii, anno Domini 1574. Sacræ Majestatis Vestræ servitores, senatores regni Poloniæ, Cracoviæ eo tempore existentes.

LITTERÆ CHRISTIANISSIMI ET SERENISSIMI GALLIARUM ET POLONIÆ REGIS AD SENATUM REGNI POLONIÆ.

British Museum in London, Mss. Addition, vol. 8778, folio 109.

HENRICUS, DEI GRATIA GALLIARUM ET POLONIÆ REX, MAGNUS DUX LITHUANIÆ, ETC.

Reverendissimi, Illustres ac Magnifici Domini, nobiles et generosi equites. Qui has litteras vobis reddet, nobilis vir Zielinski, poterit de valetudine nostra, de tota Italici nostri itineris hactenus ratione, de

omnium Italiæ principum et populorum ad Nos concursu, de summi pontificis et totius Europæ regum legationibus, de nostra denique erga vos omnes singulari voluntate et benevolentia narrare vobis quam plurima, quæ non poterunt non esse vobis perjucunda, ad quos imperii jure laus nostra et dignitas et amplitudo videtur quodammodo pertinere. De statu vero rerum Galliarum singulis fere diebus litteræ a Serenissima regina matre nostra et regni proceribus ad Nos afferuntur, ex quibus præcipue intelligimus, adventum nostrum magna esse in expectatione apud omnes, imo ad solam e Polonia discessus nostri famam seditiosorum animos concidisse, motus bellicos resedisse, et tumultus, qui imminebant, sedatos jam fere esse et pacatos, nec dubitandum quin facillime sine ulla vi, sine cæde, primo intuitu et conspectu nostro ad officium redeant ii pauci homines, qui, dum Nos adhuc in Polonia esse, nec isthic discessuros falso credunt, nemini parere sibi licere putant. Cæterum, vos brevi Varsaviæ aut alibi conventuros arbitramur, atque in publicis illis conventibus nihil prætermissuros earum rerum, quæ ad salutem regni nostri, et ad testificandam veram erga Nos perpetuam observantiam poterunt pertinere. Quamobrem minime necessarium esse existimamus hortari vos verbis, ut in eam curam incumbatis, ne ulla macula aspergatur fides, quam erga reges suos majores vestri, et vos quoque hactenus religiosissime et sanctissime coluistis. Nobis, quemadmodum antea sæpe ad vos scripsimus, certum est et constitutum Poloniæ regnum et Magnum ducatum Lithuaniæ retinere, nec certo ad eam rem adversus omnes conatus animus unquam Nobis defecturus est, nec vires, nec ipsa quoque fortuna aut potius auxilium Dei in tam bona causa ; verum de iis rebus omnibus, atque aliis multis ingenue agemus cum illis, quos ad Nos in Galliam mittetis. Interea pacem et securitatem regni nostri et ducatus Lithuaniæ vobis obnixe commendamus, et hortamur vos etiam atque etiam ut, depositis omnibus odiis et simultatibus, quibus, dum de publico bono deliberatur, nihil perniciosius esse potest, conjunctis studiis et quietis animis, prospiciatis et occurratis iis malis et incommodis quæ, interea dum legati vestri Gallia ad vos cum mandatis nostris redibunt, accidere posse regno et Lithuaniæ videbuntur. Bene valete, sincere Nobis dilecti.

Ferrariæ, ultimo die julii, anno Domini 1574.

HENRICUS, rex.

LITTERÆ CHRISTIANISSIMI ET SERENISSIMI REGIS GALLIARUM ET POLONIÆ REGIS AD REVERENDISSIMUM ARCHIEPISCOPUM GNESNENSEM.

British Museum in London, Mss. Addition, vol. 8778, folio 135-136.

Henricus, Dei gratia Galliarum et Poloniæ Rex, Magnus Dux Lithuaniæ, etc., etc.

Reverendissime in Christo Pater, sincere Nobis dilecte. Constitueramus Nos quidem celerius ad hoc nostrum regnum Galliæ pervenire, ut non solum de hujus, sed etiam illius, a quo nunc discessimus, regni salute tuenda rationes et consilia citius inire possimus; sed ita fieri oportuit, cum nostra et regni hujus causa, tum amicorum principum, quorum favoribus et benevolentiæ erga Nos singulari, quam in transitu nostro per suas ditiones uberrime declararunt, dandum fuisse aliquid ipsa Sinceritas Vestra intelligit; quod etiam hactenus absentia nostra illi regno nostro Poloniæ nullo sit damno facile Nobis persuademus; de pace undique vobis comparanda omnem operam adhibemus, ita ut bene speramus vos non modo saluti regni illius, sed etiam dignitati nostræ, in tuendis vobis Dei auxilio, satisfacturos esse, modo ut vos ipsi, tam senatores quam equestris Ordo, a discordiis domesticis et factionibus, quæ semper regnis et Rebuspublicis omnibus exitiales fuerant, abstineatis. Hoc enim certe apud Sinceritatem Vestram taceri nullo modo potest Nos vehementer mirari, quod tu, Reverendissime primas, conventus illos in regno illo nostro sine authoritate nostra fieri permiseris, neque, si te irrequisito ad eos descensum sit, eis te opposueris, cum hoc et authoritati nostræ et regaliis et juri communi Reipublicæ illius adversetur; non enim ad interregnum Respublica illa, ad cujus regimen a Deo vocati et a vobis omnibus electi sumus, hac tam inevitabili et necessaria profectione nostra, redacta est, sed Nos qui sumus regni illius caput, rex et Dominus sumus, et in solo interregno tam conventus quam lustrationes in eo fieri de jure posse consideramus. Non est itaque Nobis gratum quod in ea parte aliquid a te et authoritate tua primatis desiderari patiaris, quod non ideo scribimus, quod ingrata Nobis sit regni illius nobilissimi libertas, quæ Nobis charissima est, et quam Nos non tantum, ut recepimus, et manutenere et conservare, sed etiam augmentare volumus, sed quia res mali exempli est, et quia nihil ad evertendam eam ipsam libertatem vestram efficacius esse poterit, vivente rege et sine

discrimine vestro, per Dei gratiam, majoribus periculis occurrendi causa peregre profecto, eo prælerito et neglecto, aliquorum privata authoritate et studiis conventus indici, lustrationes armatas haberi. In extrema necessitate, cum vel hostiles exercitus in proximo essent, vel aliqua pericula imminerent, lex naturæ ipsa id fieri permitteret; sed cum pericula absint, ea ipsa res maximo est totius Reipublicæ periculo, ut interim authoritatis nostræ regiæ, quæ jam favore et benevolentia omnium vestrum Nobis collata est, offensionem taceamus. Nos hic in eo etiam postliminio regni hujus nostri maximam curam rerum vestrarum habuimus, et jam primo quoque tempore ad vos oratores nostros ablegaturi sumus, qui vobiscum de rebus omnibus consilia nostra communicabunt, et tam de reditu nostro quam de cæteris ad pacem et salutem regni illius nostri pertinentibus, vobiscum agent. Interea et a vobis oratores vestros, de quibus aliquoties vos admonuimus, expectamus, qui ut ocius ad Nos venire possint, Sinceritas Vestra pro sua authoritate, quæ illius est ac esse debet maxima, operam dabit. Plura ex nobili et generoso Joanne Parrina, dapifero et aulico nostro, Sinceritas Vestra intelliget, cui fidem ut adhibere velit postulamus. Bene vale.

Datæ Lugduni, die 14 septembris, anno Domini 1574.

HENRICUS, rex.

CONFŒDERATIO IN CONVENTIONE GENERALI FACTA VARSAVIÆ, DIE 18 SEPTEMBRIS, A. D. 1574.

Bibl. imp., Mss. coll. Colbert, 338.

Nos senatores regni spirituales et seculares, nuntiique terrestres ab omnibus regni provinciis missi, significamus universis et singulis, quibus interest, tam iis modernis, qui nunc sunt, quam illis, qui post futuri sunt, quod nos prævidendo et cavendo pericula, quæ propter discessum Sacræ Regiæ Majestatis, regno venire possent, majorum nostrorum morem et consuetudinem in eo secuti, qui ejusmodi constitutiones facere soliti sunt, communi omnium unanimi et concordi consensu inter nos constituimus et laudavimus, atque occurrentes improbitati et temeritati eorum hominum, qui constitutiones ad bonum tranquillitatis Reipublicæ

summa concordia et unanimi consensu factas violare aut perturbare contrariis suis conatibus et ad ea violanda suppeditare regibus consilium velint, id fecimus in hunc modum.

Si quis in posterum cujuscunque ordinis, sive spiritualis, sive secularis, sive senator, sive eques, auderet et præsumeret se opponere, et nociva consilia moliri contra ea, quæ constituta sub interregno, ac per oratores Caroli regis Galliæ nuper obmortui, et Serenissimi regis Henrici jurejurando firmata sunt, similiter et contra articulos, quos in electione constituimus, et ab oratoribus nostris in Galliam perferri voluimus, articulum inter dissidentes de religione in confœderatione prima ita in suo robore reservantes, uti ante fuit, quandoquidem Ordo spiritualis et quidam alii contra eum protestati sunt, simili modo et contra hanc constitutionem, cum qua hoc tempore ad Sacram Regiam Majestatem mittimus, et quæ scripto et litteris adamussim est comprehensa, et ad acta castrensia Varsaviensia tradita, nec non alios omnes tractatus in hac convocatione per nos unanimiter pro bono Reipublicæ constitutos et conclusos, prout inferius sunt descripti, sive in parte, sive in toto contravenire ausus fuerit verbo aut consilio, aut alias quocunque et quacunque excogitata ratione id labefactando, hos omnes et singulos cujuscunque ordinis et professionis sint fuerintve, volumus et debemus ipso facto pro infamibus habere, ac proinde indignos quibuscunque prærogativis aut præeminentiis libertatum nobilitatis, dignitatum et officiorum quorumcunque, adeo ut ejusmodi hominibus, tanquam violatoribus libertatum et constitutionum nostrarum communium, nullum jus subsidio esse debeat, quin potius ad majorem eorum perniciem et ignominiam contraferri debeat ; si quis autem iis ejusmodi hominibus, consanguinitate et necessitudine aliqua ductus, pecunia, consilio, auxilio et aliis modis opem ferre vellet, is ipse eodem modo pro infami reputari debet. Nos autem omnes et singuli id Deo omnipotenti adjuramus et promittimus sub fide ac virtute et honore nostro, quod contra ejusmodi omnes et singulos, ubi declarati fuerint, consurgemus, eos vita et possessionibus privabimus, et pro Republica confiscabimus ad perpetuam eorum infamiæ memoriam. Ut autem ad hoc genus consurgendi eo facilior ratio iniri possit, volumus ut si quis ejusmodi in comitiis, aut conventu aliquo totius regni, aut etiam in senatu comparuerit, senatores regni et nuntii terrestres, tam conjunctim quam divisim, adversus eum insurgere debent, non verbis tantum, sed etiam viribus executionem prædictam in eum in instanti extendendo, et in eodem illo conventu ex eo id publice auditum fuerit. Quod si ex delatione ali-

cujus, tum quæratur, utrum id affirmet necne ; quod si neget, tunc absolvendus est, quod eodem modo servandum est in conventibus palatinatuum. Si autem senatores regni aut nuntii terrestres noluerint, tum universa nobilitas tam contra senatum et nuntios, quam etiam et contra eos, qui iis contravenerint, consurgere debet, vita et possessionibus eos privare. Sicuti autem in conventibus palatinatuum ejusmodi reperientur, tum palatinus et capitaneus loci illius debet nobilitatem contra eum movere. Nos autem sub vinculo virtutis, fidei et jurisjurandi nostri, et sub pœna prædicta obligamus nos facto, hac innotescentia, omnibus viribus insurgere. Quod si palatinus et capitaneus remissi in eo, aut ejusdem delicti rei fuerint, eidem pœnæ subjacebunt, castellani vero cum aliis dignitariis idem facere tenebuntur. Si autem omnes negligentes fuerint, liberum erit nobili cuicunque, si quem affinem ejus sceleris esse sciat, ejus nomen publice in convocatione profiteri, et adversus eum accusationem instituere. Et quoniam præsens conventus totius regni legitime est indictus, et omnibus, quorum interest, denunciatus : quicunque et quacunque de causa præsens hic non fuerit, debebit et tenebitur in eo, quod hic per nos unanimiter sancitum est, acquiescere. Si quis autem aut ignorantia, aut absentia sua ei contravenire et dissolvere velit, contra talem et tales, nec non contra fautores eorum cujuscunque conditionis, et præeminentiæ fuerint, similiter consurgere et ejusmodi pœnis, prout supra scriptum est, in eos animadvertere, sub eadem obligatione juramenti et honorum nostrorum promittimus.

Ut autem unanime hoc scitum nostrum præsenti sanctione firmatum omnibus notum sit, ita illud descriptum esse duximus. Quandoquidem assignavimus tempus adventus Sacræ Regiæ Majestatis diem 12 maii in anno 1575, ad quod tempus, nisi Sacra Regia Majestas advenerit, propter quascunque causas, etiam quibusvis impedimentis nullum locum relinquentes, indiximus electionem nobis sub oppido Stenzyca ad eum ipsum diem, quandoquidem imminentia Reipublicæ pericula nullam patiantur moram. Et nisi adveniens omnibus constitutionibus, tam in parte quam in toto, quemadmodum per oratores regis Gallorum fratris sui demortui et per suos item ac per nostros quoque exhibitis et articulis in electione constitutis et jam juramento confirmatis, satisfecerit, et præterea confirmationem sufficientem jurium nostrorum non dederit, tum sub juramento, fide et honore nostro obligamus nos eum pro Domino non agnoscere, non permittentes nos abduci ullis promissis, etiam detentione nuntiorum nostrorum et prorogatione temporum. Id præcipue cavendum, ut Sacra Regia Majestas adveniens, omnibus, quæ sunt superius

nominatim dicta, satisfecerit, et teneatur nobiscum in regno præsentia sua nusquam discedendo permanere.

Formam publicorum judiciorum ultimæ instantiæ, quocunque modo palatinatus aliquis aut jam constituit, aut deinceps constituet, et ad eundem modum aliaque judicia aut confœderationes *captur* dictas, tam in præsentia Regiæ Majestatis, quam etiam post discessum, integra tenere promittimus cum correctura eorum, si opus fuerit.

Quoniam autem dissentiones sunt inter ordinem spiritualem et secularem, ideo vigore hujus convocationis constituimus, quod in futuris palatinatuum conventibus eligere debemus e medio nostri binas personas, qui in synodum proxime venturam proficisci debent, et communiter de omnibus injuriis componere cum ordine ecclesiastico, atque id ad comitia pro die 12 mensis maii in Stenzyca instituta perferre.

Quod autem attinet ad bona regalia, tum capitaneatuum, tum castrorum, et quarumcunque possessionum, si aliquis, tam præsente Regia Majestate, quam post discessum, possessorem aliquem vi exturbet, tum is, qui injuria affectus et expulsus fuerit, protestationem expulsionis suæ in judicio castrensi quocunque debet facere, et postea tenebitur coram palatino illius loci, aut proximo castellano post palatinum terræ illius in defectu palatini docere de possessione et expulsione sua : palatinus vero aut castellanus debet violentum illum hominem per litteras suas apertas admonere, quas litteras debet illi mittere, et ponere per ministerialem et duos nobiles possessionatos in eisdem bonis, ex quibus pulsus est, in eodem territorio, ut injuria affecto, secundum eam constitutionem nostram, bona illa, quæ invasit, restituat, et possessionem effectualiter det infra duas septimanas, sub pœna famæ, vitæ et possessionis amissionis : aut si ad eam admonitionem palatini aut castellani id facere nollet, tum palatinus aut castellanus debet toti nobilitati illius territorii significare, et omnes hac significatione facta debebunt se movere sub pœna centum marcarum parti succumbenda. Quod si et territorium sufficere non possit, tum palatinatus universus per universales suas litteras, quæ pro litteris restium reputari debent, debet admonere ut omnes consurgant sub eadem pœna contra talem, qui jam ipso facto erit infamis, ut turbator pacis publicæ et jure victus. In absentia cujuscunque nobilis, in illo palatinatu famulus in loco domini exequi id potest. Et si quando id palatinus aut castellanus facere noluerit, et ejus rei fuerit legitime convictus, tum eidem pœnæ, prout et violentus ille homo, subjacebit. Et vicinus palatinus, ad quem ille, qui injuriam passus fuerit, confugerit, eandem executionem injuriam passo de violatore illo facere tenebitur cum nobilitate

palatinatus sui sub eadem pœna infamiæ ut supra, salva tamen actione eidem violatori in foro competenti de potioritate juris.

Quod si quis causam suam ad executionem rei judicatæ perduxerit, liberum illi erit actionem suam secundum tenorem decreti regii prosequi, omisso hoc processu, qui in hac confœderatione describitur.

Quod autem attinet ad fatalia aut præscriptiones quascunque, ea fatalia a tempore mortis Serenissimi Sigismundi Augusti usque ad adventum Regiæ Majestatis currere non debent.

Quod vero quidam palatinatus distulerant deliberationem suam de judiciis ad hanc convocationem Varsaviensem, quæ idem denuo concordata et emendata reportant ad palatinatus suos, Domini palatini et castellani, ideo, virtute præsentis convocationis primi debent indicere communes conventus nobilitati in palatinatibus et terris suis in locis solitis ad diem Sancti Martini. Attamen sicubi palatinatus aliquis conventum hunc suum jam indixisset, aut tempus hoc antevertere aut subsequi voluerit, non debet id huic constitutioni unquam præjudicio esse.

Et quoniam in nonnullis palatinatibus officialium numerus non est integer, ad quos officiales jus et justitiam administrare pertinet, permittimus ut in locum officialis demortui alium eligant in conventibus, quoad Majestas Regia in Poloniam adveniens alium dederit : sicuti jam terra Varsaviensis elegit sibi propter castrensia negotia subrogatorem, ut quod ad jurisdictionem præfatam Varsaviensem pertinet integre subrogatori huic reddatur, donec Regia Majestas capitaneum dederit.

Inscriptiones castrenses, quæcunque post mortem regis Sigismundi Augusti factæ sunt, et quæ fient usque ad tempus præsentiæ in regno Regiæ Majestatis, in robore suo conservamus. Positio librorum in palatinatibus omnibus et terris secundum consueta tempora obeatur, et quicquid in his judiciis ultimæ instantiæ judicabitur, capitanei exequi teneantur, secundum remissionem sub pœna in statutis descripta. Quod si capitaneus ipse ejus districtus judicatus fuerit, tunc secundum leges vicinior capitaneus sub eisdem pœnis executionem de illo faciat.

Hæc omnia manutenere pollicemur sub eodem vinculo et obligatione, quæ superius in hoc nostro scito descripta est. In cujus rei memoriam majorem et certitudinem sigilla nostra expressimus, et ad acta castrensia Varsaviensia induci dedimus.

Actum et datum in conventione generali Varsaviæ, die 18 mensis septembris, anno Domini 1574.

POUVOIR AU MARESCHAL DE BELLEGARDE ET AU SIEUR DE PIBRAC POUR ALLER EN POLOIGNE.

Bibl. imp., Mss. coll. Colbert, 338.

HENRY, etc., à toux ceux, etc., salut.

Comme l'une des choses que nous ayons le plus à cœur, ce soyt le soing et la conservation de notre royaulme de Poloigne, et de tous nos subjects qui y habitent, et de leur faire sentir par bons effects que nous ne sommes en rien diminués de l'amour et sollicitude avec laquelle nous les avons embrassez en acceptant le tiltre de roy d'un tel royaulme, bien que nous ayons été contraincts et forcez de nous esloigner d'eulx, pour les grans affaires qui se présentoient en cestuy notre royaulme de France, lorsque la succession nous en est escheüe par le trespas du feu roy Charles notre très-cher seigneur et frère, que Dieu absolve, lesquels continuent encores aujourd'hui, à notre très-grand regret ; dont estant empeschez de pouvoir satisfaire au désir que nous aurions d'aller nous mesme en personne pourveoir aux affaires dudict royaulme de Poloigne, en deffault de ce nous avons depputé notre cher et aimé cousin le sieur de Bellegarde, mareschal de France, et le sieur de Pibrac, conseiller en notre Conseil privé, pour s'y transporter de notre part, et là proposer aux estats plusieurs choses de grande importance appartenant au bien d'icelluy, promectre et jurer pour nous et en notre nom l'observation de tous les articles qui ont esté cy-devant arrestés, faire satisfaire au payement des soldatz qui ont cy-devant faict service pour la conservation du royaulme, et qui y continuent encores pour le présent, enquérir, tomber d'accort et composer avec eulx. Regarder aussy avec ceulx desdicts estats quel establissement de toutes choses se pourra donner pardelà, qui puisse en attendant notre retour (qui sera le plus prompt que le pourront porter nos affaires de France) maintenir ledict royaulme et tous ses peuples en une bonne paix, union, prospère et tranquile estat, les préserver contre toutes les invasions des ennemis qui auroient volonté d'y entreprendre : de quoy nous leur avons donné plaine puissance, auctorité, commission et mandement spécial ; et de faire générallement en toutes et chacune les choses cy-dessus déclarées, pour le bien universel de notre dict royaulme, selon l'affection paternelle que nous y avons, tout ce que nous mesme ferions ou faire pourrions, si présent en personne

y estions, promectans en bonne foy et parolle de roy avoir le tout agréable, le tenir ferme et stable, approuver et faire observer inviolablement, sans jamais aller ne venir au contraire. En tesmoing de quoy nous avons signé ces présentes de notre main, et à icelles faict apposer notre scel.

Donné le 15 d'avril 1575.

INSTRUCTION POUR LE SIEUR DE PIBRAC.

Bibl. imp., Mss. fonds français, 5608.

D'autant qu'il se peut faire que le roy et le duc de Ferrare ne pourront tomber d'accord de la cession que Sa Majesté offre luy faire dudict royaume [1] ou, quand bien ils en tomberoient d'accord, néanmoins l'eslection ne réussiroit selon leur volonté, quoy faisant la noblesse pourroit eslire un nouveau roy contre le gré de Sa Majesté, qui seroit perte de réputation, monsieur de Pibrac aura pleine puissance, en tout cas, de faire et dire tout ce qu'il trouvera estre plus à l'honneur et avantage de sadicte Majesté, soit pour retenir le royaume, soit pour le quitter, ne se laschant néanmoins que le moins et le plus tard qu'il pourra, et lorsqu'il pensera les choses estre en extrémité.

Car, en premier lieu, si ledict duc veut entendre audict royaume, ledict sieur de Pibrac favorisera sa pratique ; en second lieu, s'il n'y veut entendre ou que sa pratique ne réussisse, ledict sieur de Pibrac offrira aux états que Sa Majesté ira en Pologne soudain qu'elle aura mis en repos et seureté la France, qui sera en brief, Dieu aydant, et au plus tard dans deux ans, dans lesquels ne pouvant venir, dès maintenant il les quitte du serment de fidélité qu'ils luy ont promise, et leur permet d'eslire un roy, leur offrant que, s'ils se veulent contenter de l'attendre ledict espace de deux ans, il payera ses soldats et courtisans dans six mois après que le décret de l'attendre aura été fait, et de ce leur en baillera seureté.

Si cela ne réussit, ledict sieur de Pibrac promettra que le roy viendra

1. Cette expression « dudict royaume » prouve que cette pièce n'est qu'un extrait d'instructions plus étendues.

le plus tôt qu'il pourra, sans limiter le tems, les exhortant d'établir en attendant quelque forme de gouvernement, soit de plusieurs ou d'un seul, eslisant en son absence un du pays, tel qu'il leur plaira, qui ait pareille puissance et autorité que luy-même, ou tellement limitée qu'il leur plaira, en quoy faisant et demeurant roy des deux royaumes, il promet n'avoir moindre recommandation de l'un que de l'autre ; même en ce cas où ils s'en contenteroient, les prie d'aviser ensemble ce qu'ils voudroient de luy par année, tant de secours d'argent que d'hommes, et selon que lesdicts ambassadeurs trouveront la demande desdicts Polaques juste, ils pourront obliger Sa Majesté.

Si tous ces moyens ne peuvent avoir lieu, ledict sieur de Pibrac viendra à l'extrémité, qui est, qu'après avoir protesté que, s'il leur advient quelque mal à l'occasion d'une eslection nouvelle qu'ils feroient ou voudroient faire, cela ne puisse estre imputé à Sa Majesté, ains aux troubles de France, et plutôt auxdicts Polonois qui, à l'exemple des autres nations, ne se peuvent accommoder à aucune sorte de gouvernement, ce que néanmoins leur seroit fort facile, comme leur montrera amplement et par seures raisons ledict sieur de Pibrac ; puis adjoustera que, combien que Sa Majesté ait juste occasion de vouloir retenir ce royaume pour l'honneur qui lui en revient, étant bien fondé à ce faire, d'autant qu'estant couronné, Dieu seul luy peut oster sa couronne, même n'ayant commis aucune faulte, n'estant d'ailleurs destitué de moyens ou de retenir ledict royaume ou de nuire à ceux qui l'en voudroient destituer, néanmoins ayant plutôt égard au bien dudict royaume qu'au sien propre, pour l'honneur qu'il a receu ne voulant rendre le mal pour le bien, leur donner pleine liberté d'eslire un autre roy, les deslivrant du serment qu'ils luy ont presté : espérant que par ce moyen estant deschargés tant envers Dieu qu'envers les hommes, Dieu leur fera la grâce de tomber mieux d'accord qu'ils n'ont fait par le passé, les exhortant d'eslire quelqu'un qui soit utile à la chrétienté, et leur offrant en ce cas d'entretenir perpétuelle union et confédération avec eux, et n'avoir jamais moins recommandé leur bien que le sien propre, tant en public qu'en particulier.

INSTRUCTION AU SIEUR D'ESPESSES, CONSEILLER AU PARLEMENT DE PARIS, ENVOYÉ PAR LE ROY AU DUC DE FERRARE ET DE LA EN POLOIGNE POUR Y JOINDRE LE SIEUR DE PIBRAC.

Bibl. imp., Mss. coll. Colbert, 338.

Le sieur d'Espesses, conseiller du roy en sa cour de parlement à Paris, a bien amplement entendu par la propre bouche du roy quelle est son intention sur les choses qu'il lui a donné charge de négotier ez lieux où il le dépesche présentement : ce néantmoins pour en estre mieux mémoratif Sa Majesté lui en a voulu faire bailler ce mot d'instruction.

Pour le premier poinct de laquelle ledict sieur d'Espesses faindra de s'en aller droit à Venize pour solliciter le faict de l'argent qui est nécessaire pour envoyer en Poloigne, et en ce faisant passera par Ferrare, où il ira trouver monsieur le duc, auquel après avoir présenté les lettres de créance que saditte Majesté lui escript, lui dira que estant puis peu de tems retourné de Poloigne, elle lui a donné charge de lui descouvrir bien à la vérité l'estat auquel il y a laissé les affaires, qui sont tels que pour la conservation d'un tel royaulme il est très-requis qu'il y soit envoyé promptement une bonne somme d'argent, et que les Polonois soient asseurez de son retour dedans peu de tems : qui sont deux poincts assez épineux et difficiles en l'estat auquel se veoyent aujourd'huy réduictz les affaires de ce royaulme ; car quand bien il seroit pourveu au premier poinct, qui concerne l'argent, par le moyen du bon secour que pourroient faire à saditte Majesté les princes ses amis, desquels elle espérera tousjours beaucoup, si est-ce qu'il seroit du tout impossible de pourveoir au second pour le regard de l'acheminement de sadittc Majesté audict royaulme, d'aultant qu'il est du tout impossible qu'elle puisse abandonner cestuy-cy d'un bien long tems, si elle ne se vouloit mettre au dangier d'en perdre certainement l'ung et d'avoir l'autre mal asseuré.

Ledict sieur d'Espesses dira confidemment et franchement audict sieur duc que ces choses ont mis saditte Majesté en une grande perplexité ; car d'un costé elle ne veult pas nyer qu'elle ne soit retenue d'un désir généreux et honneste, commun à tous princes de cœur, pour maintenir et se conserver, s'il estoit possible, un tel royaulme, affin de ne rien diminuer de la grandeur qui lui a esté acquise jusques icy, laquelle au

contraire elle désireroit estendre plus avant, s'il estoit possible : et, d'un aultre costé, elle ne veoyt pas que cela ne soit plain de trop de difficultez à son gré, veu les malheureux troubles desquelz est aujourd'huy agité son royaulme. Pour ces considérations elle avoit pensé que quand, par l'estat et disposition en laquelle se retrouveront les affaires de Poloigne, il se cognoistroit qu'elle ne se pourroit conserver un tel royaulme, qu'elle ne sauroit prendre meilleur conseil que de le faire tomber à quelque prince qui lui fust parent et amy, selon qu'elle se promect bien d'en avoir les moyens.

Et ayant choisy mondict seigneur le duc de Ferrare entre tous les princes qui lui atouchent de proximité de sang, pour celui à qui elle désire plus de biens et d'accroissement de grandeurs, elle désireroit de lui : premièrement, qu'il voulust tant faire que de lui faire promptement ung prest de la somme de cent mil escuz et de les faire remettre à Venize, pour estre employez à se conserver le royaulme et accommoder ses affaires audict Poloigne, laquelle somme elle lui fera rembourser sur les premiers et plus clairs deniers de ses receptes générales, selon la charge que a ledict sieur d'Espesses de les obliger par le pouvoir qui lui est présentement baillé. Et affin que icelui sieur duc cognoisse avec quelle franchise elle veult procéder en ce faict, elle entend que ayant faict bailler asseurance audict sieur d'Espesses de recevoir icelle somme à Venize toutes et quantes fois qu'il sera requis pour l'effect susdict, il s'achemine en Poloigne, et que ledict seigneur duc envoye avec lui de ses gens pour conjoinctement dresser leurs praticques pour les faire réussir à sa faveur en cas qu'il se congneust les choses ne pouvoir estre conservées pour sadite Majesté, dont le Sr de Pibrac et ledict sieur d'Espesses les feront tousjours juges, sans leur rien desguiser de tout ce qui se passera, mais les rendant au contraire participans de toutes les choses qui interviendront en ce faict.

Il se pourra dire là dessus que ledict seigneur duc trouvera mauvais que l'on ne lui offre de faire pour lui en ce royaulme, que en cas que sadite Majesté ne pensast se le pouvoir conserver. Mais il est à considérer d'ung aultre costé qu'il ne doibt trouver étrange qu'estant plaine d'ung cœur généreux elle ne veuille défaillir à soy mesme à faire ce qui est convenable à la conservation de son bien, honneur et réputation, duquel, quand il seroit question en moindre occasion que ceste cy, Sa Majesté estime tant de son amitié qu'il ne la voudroit esconduire du prest d'une telle somme de cent mil escuz, puisqu'il en a de si bons moyens, ainsy que chascun sçayt, et qu'il n'y peult rien perdre par

l'asseurance qui lui en sera baillée. Et quand il adviendra qu'il seroit cause de lui avoir conservé ung tel royaulme, saditte Majesté lui en auroit une perpétuelle obligation, de laquelle elle se pourroit revancher avec le tems en quelque bonne occasion.

Mais saditte Majesté donne charge audict sieur d'Espesses de promettre en son nom audict seigneur duc, que en cas que lui et le sieur de Pibrac estant en Poloigne congneussent que ledict royaulme ne se peult conserver pour elle, dont ils rendront tousjours juges les gens dudict seigneur duc, ils employent avec eux tous leurs moyens pour faire tomber la susditte couronne audict seigneur duc, selon qu'ils se trouveront grands et en leur puissance, ainsy que ledict sieur d'Espesses les leur pourra descouvrir, ce que s'effectuant elle désire bien aussy que ledict seigneur duc lui promecte de quiter ce qu'elle luy peult debvoir ; et, oultre cela, que advenant qu'il n'ayt point d'enfant, il procurera que le second fils que Sa Majesté pourra avoir, lui puisse succéder et estre estably audict royaulme de Poloigne pour y commander après son trépas, ce qu'il ne pourroit en ce cas faire tomber en personne qui luy deust estre plus aimée et agréable.

Ledict seigneur duc de Ferrare pourra possible alléguer que le tems est trop court pour dresser ses praticques et que la peyne qu'il pourroit employer en cette poursuitte lui seroit frustratoire : sur quoi lui sera respondu par ledict sieur d'Espesses, que saditte Majesté se promest de deux choses l'une : ou que le moyen qu'elle pourra avoir du prest des susdicts cent mil escuz sera suffisant pour lui asseurer maintenant les choses du royaulme ou pour le moins les balancer pour empescher pour un tems que aultre que celui qu'elle voudra n'y puisse parvenir ; car en tout événement elle n'est pas délibérée d'en rien quitter ni remettre, quelque chose que puissent faire les Polonois, que à personne qui lui soit agréable, et s'asseure bien que sans cela il ne pourra jamais estre faict eslection de quelque prince que ce soit, que une partie dudict royaulme ne tienne en quelque sorte son party, quand elle n'y aura pas consenty. Si le premier succède, mondict seigneur le duc n'y aura point de regret, mais plustôt se devra estimer heureux d'avoir esté cause et aydant à ung tel bien ; s'il ne succède, advenant le second accident, comme il est quasi nécessaire, les choses demeureront mieux asseurées pour ledict seigneur duc, et luy sera donné loisir de pouvoir si bien acheminer ses praticques avec l'ayde des ministres de saditte Majesté, qu'il en sortira l'effet qu'elle désire et auquel elle veult qu'ils s'essayent par tous les moyens qui leur seront possibles.

AUTRE INSTRUCTION AUDICT SIEUR D'ESPESSES POUR LA POLOIGNE.

Après que ledict sieur d'Espesses aura veu monseigneur le duc de Ferrare et entendu son intention sur les choses qu'il lui proposera de la part de Sa Majesté, elle veult qu'il poursuive son voyaige en Poloigne, et que là estant arrivé il regarde avec le sieur de Pibrac, par tous les moyens qu'il sera possible, de conserver ce royaulme-là à sadicte Majesté, et de proposer à ceux des estats et de la noblesse tous partis plustost qu'ils viennent à une nouvelle eslection. Si ledict seigneur duc de Ferrare fournist les susdicts cent mil escuz, ce sera ung grand secours pour maintenir les choses en balance et empescher que ceux qui aspirent au royaulme n'y puissent parvenir. S'il ne fournit la susditte somme, ils ne laisseront pour cela d'essayer à faire le même effect. Mais si après avoir fort approfondi les affaires et remué toutes pierres, ils congnoissent que tout cela sera en vain, et que sans le prompt retour de sadicte Majesté audict royaulme il ne lui pourra demeurer en sorte du monde, en ce cas elle veult qu'ils facent de sa part une honeste déclaration ausdicts états de Poloigne qui contiendra en substance : Qu'elle s'est sentie cy-devant et se sentira tout le tems de sa vie infiniment honorée de l'eslection qu'ils ont faite d'elle pour leur roy ; qu'elle estoit allée par delà en intention de régner sur eux, y vivre et finir ses jours ; mais que ayant été appellée à la succession de ce royaulme, elle n'a peu moins faire que d'y venir au plus tost qu'elle a peu, veu le piteux estat auquel estoient réduictz les affaires, lesquels elle espéroit pouvoir par sa présence remettre en meilleur poinct, pour avoir puis après moyen de s'en retourner reveoyr ses subjectz de Poloigne. De quoy se voyant aujourdhuy empeschée par la continuation des troubles de ce royaulme, encores qu'elle ne pense céder en magnanimité de couraige à prince de la chrestienté, et qu'elle soit autant jalouse de sa grandeur que nul autre, si est-ce que aymant d'une singulière et parfaite affection ceux qui se sont ainsy librement donnez à elle, comme ont fait les Polonois, et ayant leur bien, repos, tranquilité et conservation plus recommandés que sa propre grandeur, puisqu'elle congnoist que sans sa présence ils sont en dangier de tomber en plusieurs grandes calamitez et ruine qu'elle ne vouldroit veoyr pour rien du monde, elle leur remet fort volontiers le royaulme qu'ils lui ont déféré, et consent qu'ils facent une nouvelle eslection : laquelle toutesfois ils donneront à congnoistre dextrement, et selon qu'ils verront estre à faire plus à propos, Sa Majesté désirer tom-

ber sur ledict seigneur duc de Ferrare, comme prince très-saige, prudent et magnanime, qu'elle estime accomply de toutes les rares et excellentes vertus que l'on peut désirer en ung grand roy qui a à commander à une si brave et valeureuse nation, si tant est néantmoins que ledict seigneur duc se soit voulu accommoder aux conditions qui lui auront esté proposées là dessus par ledict sieur d'Espesses; car là où il n'y auroit voulu entendre, ne leur proposeront les susdicts sieurs de Pibrac et d'Espesses aucunes personnes particulières, seulement procureront-ils soubs main qu'il y ayt ung pyaste plustost que aucun prince quel qu'il soit.

Et ce faisant leur déclareront que Sa Majesté veult demeurer leur perpétuel confédéré et allyé, ensemble ceste couronne de France, pour la mémoire de l'honneur qu'elle a reçu d'eulx de la susditte ellection, dequoy ils feront traisté, si besoing est, pour leur en demeurer plus d'asseurance, selon que lesdicts Polonois le pourront désirer. Et procureront en toutes sortes que ceste résignation de royaulme se face avec tout l'honneur et grandeur qui sera possible.

PROTESTATIO ORATORIS REGIS CHRISTIANISSIMI CONTRA TRANSILVANUM, ELECTUM REGEM POLONIÆ, ET EJUS ORATOREM MISSUM ROMAM AD PRÆSTANDAM OBEDIENTIAM S. D. N. GREGORIO PAPÆ XIII, ANNO 1579.

Collection Saint-Germain, 792.

Sanctissime Pater,

Quamvis devoto et obedientissimo Sanctitatis Vestræ et Sedis Apostolicæ in Christo filio Henrico III, Franciæ et Poloniæ regi Christianissimo, anno Domini 1573, quo tempore ipse Andegavensium dux erat, ab universis Ordinibus ac proceribus, unanimi omnium consensu, regnum Poloniæ legitime delatum per electionem fuerit, eaque electio solemni legatione, dum adhuc claræ memoriæ Carolus IX, Francorum rex Christianissimus, ejus frater, in humanis ageret, ex parte dictorum Ordinum regni Poloniæ in almam civitatem Parisiorum transmissa, ab Henrico, rege Christianissimo, rata habita et accepta fuerit, multis ultro citroque

per ipsum et ejus nomine cum selectis viris Poloniæ habitis conventionibus, maxime vero pro confœderatione mutuoque auxilio regnorum Franciæ et Poloniæ, et ut quam optime consultum foret dicto regi Henrico, casu quo aliquid contingeret humanitus Christianissimo regi Carolo, tunc feliciter regnanti, ut postea accidit ; sic rebus ita compositis juramentoque firmatis, dictus Henricus rex in Poloniam magnis sumptibus magnificoque apparatu, rebus tamen in Gallia pro religione nondum confectis, se contulerit, ibique magno omnium applausu rex renunciatus, consecratus et juramentum fidelitatis ab omnibus illius regni Ordinibus solemniter acceperit, ipsumque Poloniæ regnum in summam pacem et tranquillitatem asciverit : morte autem gloriosæ memoriæ Caroli regis, sicuti Domino placuit, subsecuta, in demortui fratris locum et regnum successerit : cumque reditum in Galliam multis, hisque justissimis, de causis accelerandum putaret, re cum paucis communicata, temporum et viarum habita ratione, qua potuit diligentia in Galliam remigraverit, ad conservationem scilicet status regni Franciæ imprimisque ad libertatem et auctoritatem hujus Sanctæ Sedis asserendam, vindicandam et retinendam : qui discessus tam a Vestra Sanctitate, quam a gloriosæ memoriæ Maximiliano Imperatore, et generaliter ab omnibus christianis principibus et rebuspublicis, nec non a quam plurimis primatibus ejusdem regni Poloniæ, qui Viennam colloquii causa ad ipsum regem venerant, laudatus et comprobatus existit : nihilominus aliqui Poloni fidelitatis a se præstitæ et auctoritatis regiæ, vinculi denique et obligationis per juramentum prædictorum regnorum Franciæ et Poloniæ confœderationis immemores, se ipsos ab hujusmodi solemni juramento fidelitatis, nullo jure nullaque venia juramenti a Sanctitate Vestra obtenta, inaudito etiam rege, de altero deligendo cogitarunt, quæ agendi ratio regibus regnisque non parum præjudicatura videtur. Quibus accedit, quod eo absente regnum Poloniæ nihil detrimenti accepit, nihilque a rege hactenus actum contra pacta et fœdera inter eos inita, ac juramento confirmata, quin et nuntios et selectos viros delegit, qui Polonis præsentiam suam brevi pollicerentur. Nec novum sit ab uno rege plura regna gubernari, ut et in regno Poloniæ aliquando observatum est, et nunc etiam pluribus provinciis et regnis, non minus inter se discretis ac remotis, quam regnum Poloniæ et Galliæ, experimur. Tamen eo ventum est ut, minus solemnibus comitiis indictis, de novo creando rege non solum cogitarint, verum etiam in electionem Transilvani nonnulli convenerint, quem fama est ad Sanctitatem Vestram oratorem suum et legatum missurum, pro præstanda solita obedientia, quæ legitimo tantum regi convenit, et quam

jam a rege Henrico præstitam Sanctitas Vestra gratam et acceptam habuit, ut nunc Transilvanus admitti non posse videatur, absque gravi præjudicio juris jam quæsiti et jurium præfati Christianissimi regis Henrici filii vestri. Quare constitutus personaliter coram Sanctitate Vestra Illustrissimus et Excellentissimus Dominus Ludovicus Castaneus dominus Abani de la Rocheposay, orator et procurator ejusdem Christianissimi Henrici, Franciæ et Poloniæ regis, habens et tenens in suis manibus mandatum procurationis ipsius Christianissimi Henrici regis, tenoris sequentis: Henricus, etc.

Institit et requisivit, ac instat et requirit, quam obnixe, instanter et instantissime, etiam nomine procuratorio quo supra, supplicando Vobis Serenissimo in Christo Patri et Domino meo, D. Gregorio XIII, prævia quæ decet reverentia, quatenus nullo modo nullove pacto admittatis, nec admittere debeatis, hunc aut ullum alium ad præstandam obedientiam Sanctitati Vestræ et Sanctæ Sedi Apostolicæ, occasione et causa dicti regni Poloniæ, Magni ducatus Lithuaniæ, cæterarumque provinciarum et annexarum et illius pertinenciarum, debitam ex parte et nomine cujusvis alterius personæ, quam prælibati Christianissimi Henrici, Franciæ et Poloniæ regis, et ut in præjudicium ipsius et jurium suorum quorumcumque sibi quomodolibet in dicto Poloniæ regno, Magno ducatu Lithuaniæ, cæterisque provinciis eis annexis competentium, aut quæ competere potuerunt aliis, protestatur de nullitate et invaliditate quorumcumque in præmissis actorum et factorum, ac agendorum et faciendorum contra mentem et voluntatem præfati Christianissimi Henrici, Franciæ et Poloniæ regis, ac de omnibus clausulis sibi dicto nomine licitis protestari suis loco et tempore latius indicandis. Præmissa dixit et fecit, ac facit et dicit, non solum præmisso sed etiam alio meliori et aptiori modo, quo actus iste potest explicari, salvo jure, etc. Sic protestatur, etc. Quam quidem protestationem petiit et petit per Sanctitatem Vestram recipi et admitti, ac mandari quemcumque contravenientem et contrafacientem omnibus melioribus modo, via, jure, causa ac forma, quibus magis, melius et efficacius potuit ac debuit, ac potest et debet.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

I. — Pleins pouvoirs et instructions des ambassadeurs envoyés en Pologne pour l'élection du duc d'Anjou..... 1

Pouvoir donné par le duc d'Anjou à Jean de Montluc, évêque de Valence, allant en Pologne. 3
Instruction à Jean de Montluc et au sieur de Malloc, conseiller au parlement de Grenoble, ambassadeurs en Pologne. 4
Literæ a Christianissimo Galliarum rege et item ab Ill. Andium duce fratre suo ad Ordines regni Poloniæ sub Varsaviam ad comitia regni generalia electionis cum infrascripta legatione allatæ. 8
Lettre de créance donnée à M. l'abbé de l'Isle, envoyé ambassadeur en Pologne. 10
Lettre de créance du roy à la princesse de Pologne, en faveur de l'abbé de l'Isle, son ambassadeur. 10
Lettre de créance de la reine Catherine de Médicis à la princesse de Pologne. 11
Plein pouvoir donné par le roi Charles IX à l'abbé de l'Isle. 11
Plein pouvoir donné par le duc d'Anjou à l'abbé de l'Isle. 13
Instructions du roi Charles IX au S^r de l'Isle, ambassadeur en Pologne. 14
Sommaire des principaux articles contenus en l'instruction donnée par le roi à M. de l'Isle pour déclarer par son oraison aux Polonais afin de les induire à élire pour leur roi Monseigneur son frère le duc d'Anjou. 19
Propositions faites par les Polonais au roy avant l'élection du duc d'Anjou son frère pour leur roy. (14 décembre 1572.) 21
Ampliation des pouvoirs donnés par Henry à Montluc. 22
Expositio literarum regis Christianissimi ad Ordines regni Poloniæ . 24
Expositio literarum Magni ducis Andium. 24

II. — Coppie d'un livre que monseigneur le duc de Neuers a laissé au roy de Pollongne, a son partement de Cracouie, le 20 auril 1574, auquel sont contenuz partie des mémoires qu'il a faicts en deux mois qu'il a esté arresté en ladite ville 27

Lettre du duc de Nevers au roi de Pologne Henri de Valois. 29
Mémoire présenté au roy pour l'advertir en général d'aulcuns poincts principaulx pour se sçavoir instruire aux affaires de son roiaulme. 32

Mémoire faict sur les propositions de ceulx de Lenczyça. 38
Mémoire faict avec Jacobus Laskowski, *Lustrator S. R. M. in terra Samogitiæ et in quibusdam aliis terris Lituaniæ*. 41
Reformation du fisc public et de son office. 46
La cause de l'exécution par laquelle on retire les biens qu'on appelle *bona mensæ regiæ* qui ont esté alliénez de la table roialle et du fisc publicq. 56
Ordre et noms des sénateurs du royaume de Pologne et du grand-duché de Lithuanie. 59

III. — OUVERTURE DE L'INTERRÈGNE 65

Protestatio in convocatione Varsaviæ, a quibusdam nuntiis terrestribus contra authoritatem primatis regni facta. 67
Defensio primatus contra inconsideratam et malitiosam quorundam oppugnationem Varsaviæ in convocatione per Reverendissimum archiepiscopum Gnesnensem in senatu publice facta. 70
Uniwersał woiewody Sandomierskiego naypierwszy, dany do Rycerstwa woiewództwa Sandomierskiego skoro po śmierci królewskiey. 81
Jacobo Uchanicio archiepiscopo Gnesnensi Stanislaus Carncovius episcopus Vladislaviensis. 84
Opatrzenie porządku y pokoiu pospolitego przez Rady koronne w Łowiczu uczynione. — Ordonnance pour le maintien de l'ordre et de la paix publique, rendue à Lowicz par les sénateurs de la Couronne, le 25 juillet 1572. 85
Legatio a senatu regni Poloniæ ad senatum Magni ducatus Lithuaniæ. 89
Opatrzenie pokoiu pospolitego, przez Rady koronne, które się były ziachały po śmierci królewskiey do Krakowa. 91
Opatrzenie Podgórskich y Szląskich granic przez Rady koronne niżey mianowane. 92
Przepis listu który z tegoż ziazdu Krakowskiego był pisany od wszystkich, tak panów Rad iako y Rycerstwa, do innych panów Rad polskich, litewskich, etc. 94
Exemplum literarum ex eodem conventu Cracoviensi, ad senatores regni, Knyszyni circa funus regis degentes, datarum. 96
Uniwersał woiewody Krakowskiego do szlachty ziemie Krakowskiey z tegoż ziazdu Krakowskiego dany. 98
Exemplum literarum palatini Cracoviæ ad capitaneos omnis terræ Cracoviensis ex eodem conventu Cracoviensi datarum. 99
Literæ ad tenutarios bonorum regalium in palatinatu Cracoviensi ab eodem palatino. 101
Actum in castro Cracoviensi. 102
Responsio nuntiorum ex Prussia regali ad senatores qui Lovitii congregati erant. 106
Responsio adscripta per senatores ex Prussia regali ad senatores qui Cracoviæ congregati erant. 107
Odpis xiędza arcybiskupa na list Małopolanów do Wielkopolanów pisany 108

Exemplum literarum a senatoribus Majoris Poloniæ ex conventu Chroslinensi ad Minoris Poloniæ senatores datarum. 111
Postanowienie ziazdu Knyszyńskiego. 116
List Rad w Knyszynie do Rad Wielkopolskich. 121
Universales literæ palatini Sandomiriæ ad nobilitatem totius terræ Sandomiriensis datæ. 124
Złożenie seymu elekcyey przez arcybiskupa Gnieźnieńskiego. 128
Exemplum literarum archiepiscopi Gnesnensis ad palatinum Cracoviensem datarum. 129
Literæ datæ privatim ab episcopo Vladislaviensi ad Petrum Zborowski palatinum Sandomiriæ. 131
Literæ Lithuanorum ad archiepiscopum Gnesnensem. 132
Statuta Ordinum regni in Kascis. 135
Literæ episcopi Cujaviensis ad palatinum Cracoviensem privatæ. . . . 138
Wierzący list Panu woiewodzie Sandomierskiemu z Panem Gnieźnieńskim ku odniesieniu poselstwa od Rad WX. Litewskiego do Rad koronnych. 139
Poselstwo przy tymże wierzącym liście dołączone. 141
Exemplum literarum Petri Zborovii palatini Sandomiriensis ad episcopum Cujaviensem datarum. 144
Responsum episcopi Cujaviensis ad palatinum Sandomiriensem. . . . 148
Literæ palatini Sandomiriensis ad eumdem episcopum. 150
Responsum episcopi Cujaviæ ad suprascriptas literas palatini Sandomiriensis. 152

IV. — CONFÉDÉRATIONS. 155

Konfederacya abo kaptur ziemie Chełmskiey. 157
Konfederacya woiewództwa Bełzkiego. 159
Confœderatio terrarum Russiæ et Podoliæ. 160
Confœderatio terrarum Cracoviensis et Sandomiriensis Visliciæ facta. 163
Alia confœderatio earumdem terrarum in eodem conventu Visliciensi facta. 165
Opatrzenie pokoiu y bespieczeństwa pospolitego przez Rady y Rycerstwo Wielkiey Polski w Kole uczynione. 166

V. — CANDIDATURE DU ROI DE SUÈDE, DU GRAND-DUC DE MOSCOU ET DE L'ARCHIDUC ERNEST 171

Literæ a Serenissimo Suecorum rege ad Ordines regni Poloniæ. . . . 173
Wypiś iz knih posol'skich lieta 7080. 174
Literæ a Lithuanicis proceribus ad Polonos. 177
Słowa Wielkiego kniazia Moskiewskiego do Ichmość Panów Rad Korony Polskiey y Wielkiego xięstwa Litewskiego przez Fiedora Zieńkowicza Woropaia, posłańca od Państwa Polskiego y Litewskiego, roku po śmierci króla Polskiego Zygmunta Augusta wskazane y z ruskiego języka na polski przełożone. 182
Wypiś iz knih posol'skich lieta 7081. 186

Literæ a Sacra Cæsarea Majestate ad Ordines regni Poloniæ 187
Exemplum literarum a Cyro Romanorum imperatoris ad defunctum regem oratore ad Joannem Alphonsum Gastaldum ejusdem imperatoris nuntium datarum. 188
Literæ a Gastaldo ad D. de Rosenberg oratore Romanorum imperatoris datæ. 189
Imperatoris Romanorum legatio. 190
Literæ ab oratoribus Romanorum imperatoris ad Minoris Poloniæ consiliarios datæ. 193
Responsum ad easdem literas. 200
Exemplum literarum ab imperatore Romanorum ad Ordines regni. . . 206
Exemplum literarum castellani Gedanensis de retentione Cyri datarum. 208
Literæ episcopi Cujaviensis in negotio Cyri ad castellanum Gedanensem datæ. 209

VI. — Montluc et la Saint-Barthélemy en Pologne. 211

Lettre de M. de Vulcob, ambassadeur à la cour de Vienne, au roi Charles IX, Presbourg, 26 septembre 1572. 213
Lettre de Krassowski à la reine mère, Conin, 12 novembre 1572. . . . 216
L'évêque de Valence à M. Brulart, Conin, 20 novembre 1572 217
Le sieur de Montluc, évesque de Valence, au roy, 22 janvier 1573. . 218
L'évêque de Valence à M. Brulart, Conin, 20 janvier 1573. 223
Brulart au duc d'Anjou, Fontainebleau, 13 mars 1573. 224
Brulart au duc d'Anjou, Fontainebleau, 16 mars 1573. 225
Le roy au duc d'Anjou 226

VII. — Diète de convocation. 227

Instrukcya y artykuły z którémi Ichmoście Panowie Rycerstwo woiewództwa Krakowskiego y Sandomierskiego duchownego y świetskiego powołania, w Wiszlicy na dzień Ś. Łucyey zgromadzeni, z poszrodku siebie braci swey kilku posłali na konwokacyą Warszawską na Trzy Króle złożoną. 229
Instrukcya posłów z woiewództwa Lubelskiego na konwokacyą do Warszawy. 231
Instrukcya dana posłom na konwokacyą do Warszawy od Rycerstwa wszystkich ziem Ruskich. 233
M. de l'Isle au roy. 241
Edictum sive publicatio electionis. 244
Articles concernans le bien et l'utilité de la République et l'ordre qui sera tenu à l'eslection du roy à Varsovia, unanimement résoluz en l'assemblée généralle de tous les estats du royaulme. 244
Confédération faicte par aulcuns du royaulme tant catholicques que héréticques sur certains poinctz qui sont déclarez cy après, mais surtout sur le faict de la relligion. 251
Protestation faicte par la plus grande partie des catholicques contre la confédération cy devant faicte le 28 febvrier. 254

Protestacya Rycerstwa wszystkiego Mazowieckiego przeciwko konfederacyi, która się od niektórych stała na blisko przeszłey konwokakacyi Warszawskiey *in negotio religionis* uczyniona na seymiku Warszawskim . . . 256
Exemplum literarum cardinalis Hosii ad Franciscum Krasinski episcopum Cracoviensem . . . 257
M. de Vulcob au roy, Vienne, 6 février 1573 . . . 264
Opisanie krótkie rzeczy tych które się na seymiku ziemie Krakowskiey w Proszowicach działy . . . 266
Wiśniewskie postanowienie po konwokacyi . . . 274
Petit mémoire sur la manière dont doit se faire l'élection . . . 276
Rapport sur les affaires de Pologne . . . 278

VIII. — CORRESPONDANCE DE SCHOMBERG . . . 283

Articles sur lesquels Leurs Majestez résoudront, si leur plaist, le sieur de Schomberg . . . 285
Instruction à M. de Schomberg . . . 286
Schomberg à la reine mère, Cassel, 29 aoust 1572 . . . 288
Schomberg au duc d'Anjou, même date . . . 290
La reine mère à Schomberg, Paris, 13 septembre 1572 . . . 293
Le duc d'Anjou à Schomberg, même date . . . 293
Schomberg à la reine mère, Ratenau, 9 octobre 1572 . . . 294
Schomberg au duc d'Anjou, même date . . . 295
Schomberg au duc d'Anjou, Dresde, 7 novembre 1572 . . . 297
Schomberg à la reine mère, même date . . . 299
Schomberg à M. de Limoges, 8 novembre 1572 . . . 300
Schomberg au duc d'Anjou, Paris, 10 février 1573 . . . 301
Instruction au sieur de Schomberg, Paris, 15 février 1573 . . . 304
Schomberg à la reine mère, Toul, 2 mars 1573 . . . 309
Schomberg à la reine mère, 23 mars 1573 . . . 310
Le roi à Schomberg, Fontaynebleau, 17 mars 1573 . . . 313
Schomberg au roi, Fridberg, 26 mars 1573 . . . 315
Schomberg à la reine mère, Nidergangen, 5 avril 1573 . . . 318
Schomberg au duc d'Anjou, Nidergangen, 4 avril 1573 . . . 322
Mémoire envoyé de la part du roy à monsieur l'évesque d'Acqs, sur ce qu'il doit dire au Grand Seigneur pour l'establissement des palatins de Valachie, en cas que monsieur le frère du roy fust éleu roy de Pologne . . . 323

IX. — DIÈTE D'ÉLECTION . . . 327

M. de Valence à M. de Lanssac, Conin, 31 mars 1573 . . . 330
Avis de Varsovie, du IXe jour d'avril 1573 . . . 332
Quæ ad amplissimum regni Poloniæ senatum in conventu Varsaviensi nomine Illustrissimi in Prussia ducis per magnificum ac generosos Achatium a Dohna liberum baronem, Venceslaum Schak et Eberhardum Roggen, u. j. doctorem, ejusdem ducis consiliarios, publice relata sunt, die 23 januarii, A. D. 1573 . . . 333

Responsum ad legationem Illustrissimi in Prussia ducis 340
Literæ ab Illustrissimo in Prussia duce ad Ordines regni Poloniæ cum infrascripta legatione missæ. 341
Legatio a duce Prussiæ ad Ordines regni Poloniæ. 342
Literæ ab Illustrissimo Curlandiæ duce ad Ordines regni Poloniæ cum infrascripta legatione missæ. 361
Legatio ab Illustrissimis Pomeraniæ ducibus, ad Ordines regni Poloniæ. 367
Sententia cujusdam de eligendo rege. 368
Dyaryusz elekcyi Henryka króla. 372
Sententia de candidatis memorabili ambitione regni Poloniæ gubernacula expectantibus in comitiis Varsaviensibus frequenti ac secundo senatu populoque a reverendissimo Domino Stanislao Carncovio episcopo Vladislaviensi dicta. 387
Monlucii promissiones quibus promittit Illustrissimum ducem Andium velle sibi in matrimonium Serenissimam regni Poloniæ infantem adjungere. 398
Declaratio legatorum Serenissimi Galliarum regis de provinciis avulsis Magno ducatui Lithuaniæ restituendis. 399
Litteræ ab Ordinibus regni Poloniæ ad legatos Christianissimi Galliarum regis Ploscum missæ. 404
Petitur a reverendis atque illustribus dominis legatis juxta ac in oratione sua se facturos receperunt subsequentium articulorum declaratio. 405
Postulata ex nobilitate quæ evangelicam religionem in Polonia profitetur reverendissimis Christianissimi regis legatis oblata. 409
Serment presté par les ambassadeurs du roy Très-Crestien. 411
Déclaration des ambassadeurs touchant la vollonté du roy sur le mariage de la princesse Anne. 412
Decretum electionis. 415
Lettre de M. de Vulcob au roi Charles IX, Vienne, 29 avril 1573. . 419

X. — L'AMBASSADE POLONAISE A PARIS. 423

Plain pouvoir donné aux ambassadeurs du roiaulme de Polloigne par tous les ordres d'icelluy. 425
Instruction des ambassadeurs dépeschez au Très-Crestien roy de France et au Sérénissime Henry esleu roy de Polloigne par tous les ordres et estatz d'icelluy roiaulme. 427
Literæ ducis Saxoniæ ad legatos Polonos in Galliam iter facientes. . . 433
Literæ imperatoris Romanorum ad regni Poloniæ Ordines 433
Róle des princes, seigneurs et gentilshommes qui ont esté choisys et esleus, tant pour aller mercredy prochain au-devant des ambassadeurs de Polonne, que pour les accompagner ordinairement pendant que seront en court. 435
Articulos per senatores ac universos regni Poloniæ et Magni ducatus Lithuaniæ Ordines et Status in comitiis generalibus electionis sub Varsavia ad villam Kamien die 12 maii anni Domini 1573 constitutos Serenissimus rex Poloniæ electus confirmat atque declarat. . . 437

Déclaration d'aulcuns articles faictz à Kamien près de Warsovie le 20 may 1573 après l'ellection du roy de Polloigne, lesquelz depuis le roy a confirmez à Paris le 10 septembre audict an. 444
Articles accordez le seizième de may 1573 entre tous les estatz de Polloigne et messieurs de Valence, de l'Isle et de Lanssac, ambassadeurs du roy Charles neufvième et de Henry duc d'Anjou, esleu roy de Polloigne, sur les offres que lesdicts ambassadeurs ont faictes de la part de Leurs Majestez, lesquelz ont esté dressez en la manière qui s'ensuit. 452
Juramentum Serenissimi Caroli Galliarum regis 463
Juramentum regis Poloniæ. 464
Henricus electus rex recognoscit se admisisse et suscepisse protestationem contra confœderationem Varsaviensem promittitque juramentum suum nihil cuiquam, præsertim vero statui ecclesiastico, præjudicaturum. 465
Denuntiatio electi regis Henrici data Parisiis in curia parlamenti die 13 septembris 1573. 468
Literæ Serenissimi Henrici Valesii electi regis Poloniæ respectu ducendæ uxoris cum consensu Reipublicæ. 470
Brevet du roy Charles en faveur du roy de Pologne. 472
Instruction donnée au sieur Bazin envoyé par Leurs Majestés en Pologne. 474
Lettre de Bazin au roy eslu de Poloigne Henry de Valois. 475
Lettre de Henry, duc d'Anjou, aux estats de Polongne après qu'ils l'eurent choisy pour leur roy. 484
Henrici litteræ ad Ordines regni per Rambuilletum, in quibus nunciat quæ acta sint Parisiis post adventum legatorum. 487
Carolus IX, Galliæ rex, ad Ordines regni Poloniæ 488
Oratio Rambuilleti habita primum coram archiepiscopo Gnesnensi Lovicii, deinde vero Cracoviæ coram nonnullis senatoribus. 489
Lettre du roy au Grand Seigneur, Paris, 2 septembre, 1573 492
Decretum publicum Romani imperii ab electoribus factum de transmittendo per Germaniam ex Gallia electo Polonorum rege. 493
Lettre de Maximilien au comte palatin, Vienne, 15 octobre 1573 . . . 494
Lettre de M. de Schomberg au roi Charles IX, Leipsig, 19 may 1573. . 496
Lettre de Schomberg à la reine mère, 1er aoust 1573. 499
Lettre de Schomberg à la reine mère, Francfort, 19 aoust 1573. . . . 503
Lettre de Schomberg au maréchal de Retz, Paris, 1er septembre 1573. 505
Instruction au sieur de Schomberg. 515

XI. — Arrivée de Henri de Valois en Pologne. 517

Mémoire du sieur de Lanssac. 519
Memoriale ad Sacram Regiam Majestatem a Domino Solikowski per Dominum episcopum Valentinum oblatum. 525
Lettre de M. de Schomberg à la reine mère, Francfort, 20 déc. 1573. 529
De transitu Henrici per Germaniam cum in Poloniam discederet ad capessendum regnum. 531

Lettres de Lippomano au doge de Venise. 534
Lettre de M. de Bellièvre à la reine mere, Cracovie, 22 février 1574 . . 541

XII. — DIÈTE DE COURONNEMENT. 545

Confirmatio jurium et libertatum cives terræ Samogitiensis spectantium. 547
Conditiones de quibus civitates majores Prussiæ ratione regis noviter electi cum nuntiis regni Franciæ convenerunt. 553
Declaratio reciproque data a nuntio regis Galliæ tribus civitatibus majoribus ratione conditionum de quibus inter se convenerunt. . . 555
Scriptum primum tempore coronationis regis de nuntiis Prussiæ emanatum. 557
Scriptum secundum tempore coronationis regis de nuntiis Prussiæ emanatum 560
Lettres de Lippomano au doge. 564

XIII. — LA FUITE DU ROI. 581

Lettre de Lippomano au doge de Venise. 583
Discours des raisons qui ont meu le roy de partir de Pologne de la façon qu'il est party. 585
O odiachaniu z Polski do Francyi Henryka króla Polskiego 591
Lettre de Lippomano au doge. 595
Litteræ Christianissimi et Serenissimi regis Galliarum et Poloniæ ad inclytum senatum regni Poloniæ. 598
Litteræ Christianissimi et Serenissimi regis Galliarum et Poloniæ ad inclytum senatum regni Poloniæ 600
Litteræ inclyti senatus regni Poloniæ ad Christianissimum et Serenissimum Galliarum et Poloniæ regem. 602
Litteræ Christianissimi et Serenissimi Galliarum et Poloniæ regis ad senatum regni Poloniæ. 602
Litteræ Christianissimi et Serenissimi regis Galliarum et Poloniæ regis ad reverendissimum archiepiscopum Gnesnensem. 604
Confœderatio in conventione generali facta Varsaviæ, die 18 septembris, A. D. 1574. 605
Pouvoirs au mareschal de Bellegarde et au sieur de Pibrac pour aller en Poloigne. 610
Instruction pour le sieur de Pibrac. 611
Instruction au sieur d'Espesses, conseiller au parlement de Paris, envoyé par le roy au duc de Ferrare et de là en Poloigne pour y joindre le sieur de Pibrac. 613
Protestatio oratoris regis Christianissimi contra Transilvanum, electum regem Poloniæ, et ejus oratorem missum Romam ad præstandam obedientiam S. D. N. Gregorio Papæ XIII, anno 1579. 617

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

Paris. — Imprimerie de E. Martinet, rue Mignon, 2



